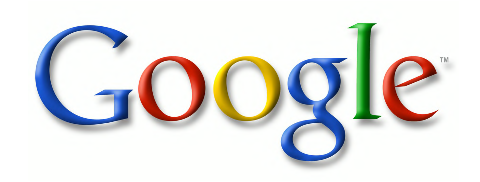
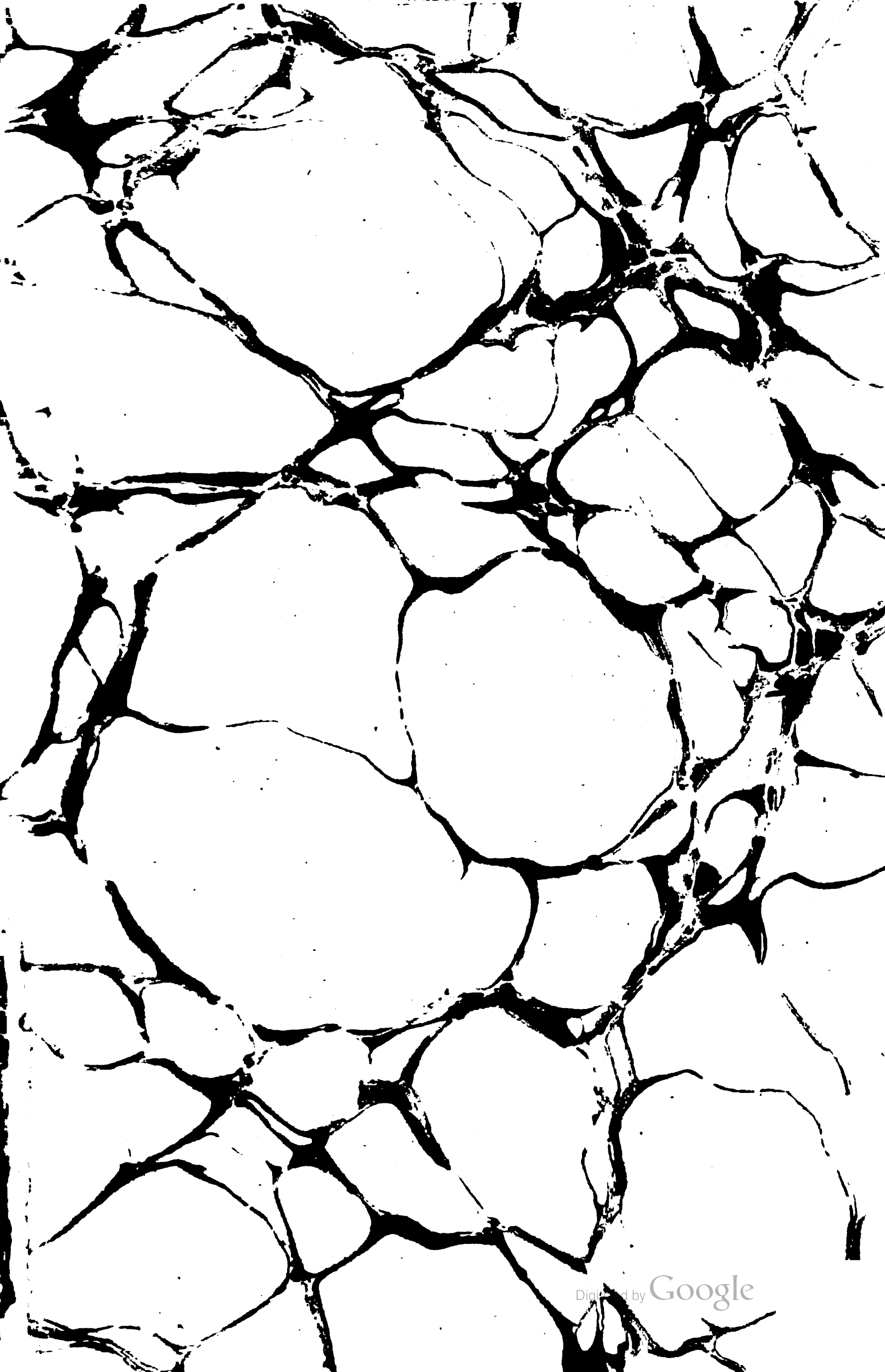



1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
Digitized by Google



Il a été imprimé 6 exemplaires numérotés
sur papier de Hollande Van Gelder.



L'EUROPE

ET

LA JEUNE TURQUIE

DU MÊME AUTEUR

L'Europe et l'Empire Ottoman. *Les Aspects actuels de la Question d'Orient*. — Un volume in-8° écu, accompagné de deux cartes. 4e édition. (Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Drouyn de Lhuys. . 5 fr.

La Lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la Guerre Russo-Japonaise. — La question d'Extrême-Orient. — La japonisation de la Chine. — Le recul de l'Europe. — La Paix de Portsmouth. — Les grandes routes de l'Asie. — Les Américains aux Philippines. — La question du Siam. — La France dans le Pacifique. 2e édition. Un volume in-8° écu. . . . . 5 fr.

L'Empire de la Méditerranée. — L'Entente franco-italienne. — La question marocaine. — Figuig. — Le Touat. — La Tripolitaine. — Bizerte. — Malte. — Gibraltar. 2e édition. Un volume in-8° écu, accompagné de trois cartes et de plans. (Couronné par l'Académie française.) . . . . 5 fr.

La Chine qui s'ouvre, par René Pinon et Jean de Marcillac. (Couronné par l'Académie française.) 4e édition. — Un volume in-16. . . . . 3 50

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

RENÉ PINON

L'EUROPE

ET

LA JEUNE TURQUIE

LES ASPECTS NOUVEAUX DE LA QUESTION D'ORIENT

(AVEC DEUX CARTES DANS LE TEXTE)

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1911



A

la Mémoire vénérée de mon Père.

Quid leges sine moribus
Vanæ proficiunt?

Horace, *Odes*, *III*, 18.

Les conseils des princes, au lieu de conduire les négociations par les grands principes qui en font une science qui augmente ou affermit la grandeur des États, se contentoient de prendre, suivant la différence des conjonctures, les formes différentes qu'ils jugeoient les plus propres à faciliter le succès de chaque affaire en particulier; et la politique, par là toujours occupée de petits détails et sans vues générales, bien loin de se rendre maîtresse de la fortune, étoit obligée d'obéir à tous ses caprices et souvent se repentoit de ses succès mêmes.

Mably. *Des principes des négociations, pour servir d'introduction au droit public de l'Europe fondé sur les traités.* La Haie, 1757, ch. II, p. 20.

AVANT-PROPOS

Le 1er juillet 1908, nous publiions un livre intitulé *L'Europe et l'Empire ottoman : les aspects actuels de la question d'Orient*, et nous nous demandions, dans nos conclusions, si les Turcs étaient capables de transformation et susceptibles de progrès [1]. Moins d'un mois après, les événements apportaient à notre question une réponse inattendue : la révolution turque éclatait ; la question d'Orient entrait dans une phase nouvelle et l'on pouvait même croire, dans l'enthousiasme des premières heures, que l'Empire ottoman régénéré allait cesser d'être, pour les grandes puissances, un sujet de préoccupations et une occasion de rivalités. Si elle n'a pas encore résolu toutes les questions complexes dont l'ensemble constitue « la question d'Orient », la révolution turque en a du

1. Page 574.

moins changé l'aspect. Ce sont ces « aspects nouveaux » que nous essayons de montrer dans le présent volume. Il est donc la suite et le complément de celui que nous offrions, il y a trois ans, au public; ils constituent, à eux deux, un ensemble, tout en ayant chacun son objet et son caractère propres. En donnant à ce nouvel ouvrage un titre presque semblable à celui de son aîné, nous avons voulu marquer la parenté qui les rapproche tout en tenant compte des différences qui les distinguent. L'un est né avant la révolution jeune-turque du 24 juillet 1908, l'autre après. Celui-ci a donc spécialement pour objet d'étudier la révolution et la crise européenne qui en est sortie.

Ce livre est composé suivant la même méthode que *L'Europe et l'Empire ottoman;* on n'y trouvera pas un exposé complet et chronologique des événements, mais une série de tableaux qui se complètent les uns les autres et qui tendent à expliquer plutôt qu'à raconter les faits, à les grouper, à montrer les liens qui les unissent et qui les enchaînent les uns aux autres pour en former la trame de l'histoire. De là le plan que nous avons adopté.

Dans une Introduction, nous montrons dans *La rivalité de l'Allemagne et de l'Angleterre* le fait général qui domine toute la politique de notre temps, qui se mêle à tous les événements pour les envenimer

et les fausser et qui se retrouve au fond de toutes les crises politiques dont la succession agite périodiquement l'Europe. Ce sont les rivalités européennes qui dramatisent les querelles locales et qui leur prêtent des répercussions inattendues; souvent même ce sont elles qui les provoquent.

La révolution turque est le fait capital qui domine ce livre et lui confère son unité; nous ne la racontons pas dans le détail quotidien des événements, mais, essayant de nous élever au-dessus des passions du moment, nous traçons, comme en un diptyque, deux tableaux [1] de la Jeune-Turquie, l'un immédiatement après le 24 juillet 1908, l'autre trois ans plus tard. En juxtaposant, en comparant ces deux images, on aura, nous l'espérons, une idée juste du chemin parcouru par la Jeune-Turquie et des progrès qui lui restent encore à accomplir; on se rendra compte des périls qui la menacent et des circonstances qui la favorisent. Il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur l'œuvre des Jeunes-Turcs : la révolution n'est pas achevée, et nous pouvons prévoir qu'elle nous donnera, souvent encore, l'occasion de parler d'elle; souhaitons que ce soit pour en dire du bien!

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, la proclamation de l'indépendance du royaume de Bulgarie sont les conséquences

1. Chapitres I et II.

immédiates de la révolution turque. Une crise européenne sort de ces deux événements jumeaux ; elle met en branle tout le système des alliances et des ententes qui groupent les grandes puissances en constellations rivales, elle en éprouve la valeur, elle met en conflit les intérêts et les ambitions de chacun des groupes ; la crise a des répercussions qui sont à peine épuisées aujourd'hui et qui ont laissé des traces. Nous retraçons en deux tableaux[1] l'histoire de cette grande crise de la politique européenne ; le premier, écrit peu de jours après l'annexion, montre les origines du conflit et les positions des adversaires ; le second esquisse le développement de la crise, sa solution et ses conséquences.

Au cours du conflit que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine fait naître entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, apparaît, sur le champ de bataille international, une arme nouvelle dont l'usage se répand de plus en plus et qui modifie les conditions des luttes politiques, c'est le boycottage. Nous étudions les origines du boycottage, son histoire, ses principales applications et les conditions dans lesquelles il peut être efficace[2].

Les Albanais jouent un rôle considérable dans l'histoire de la révolution ottomane. L'Albanie, par

1. Chapitres III et IV.
2. Chapitre V.

sa situation géographique et par le caractère de ses habitants, tient une place importante dans la politique européenne. L'avenir de la Jeune-Turquie est lié à celui de l'Albanie : des incidents très récents nous en ont donné la preuve. Nous consacrons à *La question albanaise* le chapitre VI.

Dans *L'Europe et l'Empire ottoman*, nous avions étudié la Serbie et la Bulgarie ; nous consacrons, cette fois, un chapitre au Monténégro, le nouveau royaume sur lequel les insurrections d'Albanie ont particulièrement attiré l'attention, et un autre [chapitre VIII] à la Roumanie, si directement mêlée à toute la politique danubienne et balkanique, et à qui ses grands progrès assurent un des premiers rangs parmi les puissances secondaires de l'Europe.

Malgré la révolution turque et les progrès des petits États, il s'en faut que la péninsule des Balkans ait trouvé la stabilité ; elle reste, pour l'Europe, une inquiétude. Une Confédération apporterait une solution à la plupart des difficultés qui inquiètent l'Europe ; elle fermerait aux ambitions extérieures l'accès de la péninsule et réaliserait la formule : « Les Balkans aux peuples balkaniques. » Mais, *Une confédération balkanique est-elle possible?* C'est la question que nous nous posons dans le neuvième et dernier chapitre.

Presque toutes les études que nous réunissons dans ce volume ont paru dans la *Revue des Deux*

Mondes de septembre 1908 à juin 1911; nous les réimprimons sans les refondre, sans les modifier; nous nous contentons de les dater. Nous prions donc instamment le lecteur de tenir compte des dates auxquelles ont été écrits ces divers chapitres; faute de cette précaution, il serait exposé à nous imputer des ignorances ou des erreurs dont nous ne sommes pas coupable. Nous avons seulement supprimé quelques préambules devenus inutiles et ajouté, en note, des indications bibliographiques, des textes explicatifs, des détails complémentaires. Mais, chaque fois qu'il a été nécessaire, nous avons, sous forme de *Post-Scriptum*, analysé brièvement les changements survenus jusqu'au 1er juillet 1911 dans les questions qui nous occupent, signalé les faits nouveaux, expliqué leur signification.

Dans l'été de l'année 1909, au cours d'un voyage en Autriche-Hongrie, nous avons fait un crochet pour visiter le Monténégro et l'Albanie du Nord; nous tenons à remercier ici tous ceux, étrangers ou Français, qui nous y ont fait accueil et qui nous ont prêté le concours de leurs lumières et de leur expérience.

Le lecteur trouvera à la fin du volume un *Index alphabétique* des noms d'hommes.

Paris, 1er juillet 1911.

L'EUROPE

ET

LA JEUNE TURQUIE

INTRODUCTION

LA RIVALITÉ DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ANGLETERRE[1]

SOMMAIRE. — La rivalité anglo-allemande domine l'histoire de notre temps. — Visite des souverains anglais à Berlin. — Toasts pacifiques.

I. — L'ancienne amitié anglo-allemande. — Expansion maritime et coloniale de l'Allemagne. — L'hégémonie allemande.

II. — La politique de l'Angleterre déterminée par sa situation économique. — L'Empire, c'est le commerce. — La suprématie navale. — La rivalité anglo-allemande : son caractère.

III. — Première phase de la rivalité anglo-allemande. — Politique de Bismarck — Guillaume II et la *Weltpolitik*. — Guillaume II et l'Angleterre : ententes boiteuses et conflit latent.

IV. — Edouard VII : son caractère et sa politique. — Edouard VII et Guillaume II. — L'entente cordiale. — La crise marocaine (1905); Tanger et Algésiras — Rapprochement anglo-russe. — Triple alliance et Triple entente.

V. — Edouard VII ne veut pas la guerre, mais l'équilibre. — Guillaume le Pacifique. — Probabilités de paix. — Accord franco-allemand. — Rôle de la France entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Post-Scriptum. — Symptômes de détente. — Les armements maritimes. — Discours de M. de Bethmann-Hollweg. — George V.

1. Cette étude a paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 1er mars 1909, après la visite du roi Edouard VII et de la reine Alexandra à Berlin.

« Nous sommes, vis-à-vis de l'Angleterre, dans l'heureuse situation de n'avoir entre nous aucun conflit d'intérêts, si ce n'est des rivalités commerciales et de ces différends passagers qui arrivent partout : mais il n'y a rien qui puisse amener une guerre entre deux nations laborieuses, pacifiques. ». C'est Bismarck qui parlait ainsi, dans son fameux discours du 19 février 1878 [1] ; et ses paroles n'étaient point un artifice diplomatique. Presque mot pour mot, aujourd'hui, les affirmations du chancelier pourraient être retournées ; l'Allemagne et l'Angleterre se dressent l'une en face de l'autre en un conflit général d'intérêts ; leurs « rivalités commerciales » sont devenues si âpres, elles se sont tellement multipliées qu'elles ont abouti à un « différend » permanent ; et c'est précisément parce que les deux nations sont « laborieuses » que l'on a pu croire, à certaines heures, qu'elles allaient cesser d'être « pacifiques ». La rivalité anglo-allemande domine toute l'histoire politique de l'Europe en ces dernières années ; elle détermine, dans une large mesure, les attitudes et les actes de toutes les puissances. L'observateur qui s'élèverait au-dessus des temps, comme l'aéronaute s'élève au dessus des terres, et ne distinguerait plus que les grandes lignes de la politique que nous avons vécue depuis dix ans, apercevrait d'abord ce colossal antagonisme d'intérêts et d'ambitions. La rivalité actuelle n'a ni résolu, ni supprimé les causes plus anciennes ou plus particulières de désaccord, mais elle se mêle à tout pour tout aggraver, pour tout fausser. L'attente de la grande lutte pèse sur le monde comme une inquiétude, trouble la vie comme un cauchemar ; les peuples, muets comme des oiseaux qui sentent venir l'orage, cherchent l'asile qui les abritera pour laisser passer la tourmente.

1. Cité dans d'Avril : *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 325.

Le moment où le roi Édouard VII, empereur des Indes, et la reine Alexandra, viennent d'être, dans la capitale allemande, les hôtes très fêtés de l'empereur Guillaume II et de la municipalité de Berlin, nous paraît propice à une étude qui touche à tant de sujets délicats et dans laquelle on redoute toujours de ne sortir de la banalité que pour tomber dans l'indiscrétion. Le roi d'Angleterre n'était pas venu à Berlin depuis vingt ans; ses apparitions en Allemagne, en dehors des cérémonies de famille, ont été très rares et très rapides, fugitifs arrêts au cours d'une saison d'eaux; telle fut, dans l'été 1908, l'entrevue de Cronberg. Cette fois [1] le Roi est venu spécialement pour visiter son neveu; il est resté son hôte assez longtemps pour « causer »; il était accompagné de sir Charles Hardinge et de lord Crewe, gendre de lord Rosebery qui lui-même fut l'ami du comte Herbert de Bismarck; ces deux hommes d'État ont eu des entretiens avec le prince de Bülow et M. de Schœn. Les circonstances, notamment la signature de l'accord franco-allemand qui n'a précédé que de quelques heures l'arrivée des souverains anglais, le ton unanime de la presse des deux pays, montrent que l'entrevue a eu un caractère de particulière cordialité; elle marque, tout au moins, un désir de conciliation, d'entente. Les deux souverains ont mis dans leurs toasts certains mots qui dépassent la banalité des effusions familiales; les peuples ont été associés aux politesses des rois. L'Empereur a dit :

« Votre Majesté peut être assurée qu'en même temps que moi, ma capitale et résidence et l'Empire allemand tout entier, voient dans sa présence ici le signe des sentiments amicaux qui ont conduit Votre Majesté à faire cette visite. Le peuple allemand salue le souverain du puissant Empire britannique avec le respect qui

1. Le 9 février 1909.

lui est dû, et il voit dans sa visite une nouvelle garantie de la continuation et du développement des relations amicales et pacifiques qui unissent nos deux pays. Je sais combien nos vœux concordent en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix. Je ne saurais mieux souhaiter la bienvenue à Votre Majesté qu'en exprimant la ferme conviction que la visite de Votre Majesté contribuera à réaliser les vœux que nous formons. Je souhaite encore une fois que le vaste Empire sur lequel règne Votre Majesté continue de prospérer dans l'avenir et je lève mon verre à la santé de Votre Majesté et de Sa Majesté la Reine ».

Le Roi a répondu :

« Je n'ai sans doute pas besoin de vous assurer que nous n'avons oublié ni l'un ni l'autre la visite de Votre Majesté et de Sa Majesté l'Impératrice à Windsor. Votre Majesté a éloquemment exprimé, au sujet du but et des résultats souhaités de notre visite, mes propres sentiments. Je ne puis donc que répéter que notre venue ne vise pas seulement à rappeler au monde les liens étroits de parenté qui unissent nos deux maisons, mais qu'elle a aussi pour objet de resserrer les liens d'amitié qui unissent nos deux pays et de contribuer ainsi à maintenir la paix universelle vers laquelle tendent tous mes efforts. En même temps que je souhaite à Votre Majesté et à votre Empire une longue prospérité dans l'avenir, je lève mon verre à la santé de Votre Majesté et de sa Majesté l'Impératrice et de votre maison. »

Cet instant où la politique des princes est en harmonie avec les vœux pacifiques des peuples, nous paraît favorable à un exposé rapide et synthétique des origines et du développement de la rivalité anglo-allemande. Cette étude nous conduira à nous demander dans quelle mesure l'antagonisme des deux pays doit être considéré comme permanent et irréductible, et si l'on est fondé à

croire qu'il doive fatalement aboutir à une guerre, ou si, au contraire, on peut le regarder comme un accident dans la vie de l'Europe contemporaine, en tout cas comme un phénomène d'origine surtout économique, pouvant se résoudre autrement que par l'appel au canon.

I

Entre l'Angleterre et la Prusse, les traditions sont toutes d'amitié, d'alliances, de fraternité d'armes. Pour la querelle anglaise, la Prusse succombe à Iéna, Wellington et Blücher s'embrassent à la Belle-Alliance. La politique britannique, à travers tout le XIXe siècle, favorise les progrès de la puissance prussienne : la Prusse a une armée forte et peu d'argent, elle peut donc servir, le cas échéant, les desseins du Cabinet de Londres; elle les sert, en effet, en humiliant l'Autriche, en abattant la France. Le traité de Francfort est applaudi, en Angleterre, par l'opinion et accepté par le gouvernement ; il ne déplaisait pas, à Londres, que le nouvel Empire, par l'annexion d'une terre française, fît à la France une blessure inguérissable : les deux nations ennemies s'annihileraient ainsi, s'useraient l'une l'autre dans une hostilité sans trêve, pour le plus grand profit des spectateurs. Pour arrêter la Russie sur le chemin de Byzance, Disraeli, en 1878, lie partie avec Bismarck; par crainte de la descente slave vers les routes de l'Inde, l'Angleterre, au Congrès de Berlin, introduit l'Allemagne dans la Méditerranée. C'est le temps où Bismarck se félicitait, dans les termes que nous venons de rappeler, qu'il n'y eût entre l'Allemagne et l'Angleterre aucun conflit d'intérêts. Les deux familles royale

étaient unies par les liens de parenté les plus étroits : une fille de la reine Victoria allait monter sur le trône impérial allemand. Rien ne faisait prévoir qu'une concorde, qui paraissait si favorable aux intérêts des deux pays, pût être jamais ébranlée. Ces temps de bonne entente et de collaboration politique ne sont plus aujourd'hui que de l'histoire, mais cette histoire est encore très proche de nous ; elle a laissé des souvenirs, des regrets qui se sont souvent traduits par des tentatives de rapprochement et d'accord.

On a souvent comparé le peuple anglais, dans son île, à l'équipage d'un navire : il a un sens naturel de la discipline, un instinct social très sûr, qu'il doit aux conditions géographiques et économiques où il vit, et grâce auxquels il sait faire face, avec une admirable union, à tout péril national; les Anglais, aux heures de crise, pensent et agissent ensemble, comme poussés par un mystérieux mot d'ordre, et ils pensent et agissent d'accord avec leur gouvernement. Mais leur sécurité d'insulaires, leur sens pratique de marchands ne s'alarment qu'en face du péril immédiat ; ils ne prévoient guère le danger du lendemain. Les erreurs d'appréciation de la diplomatie anglaise, notamment dans la question d'Orient, ont été nombreuses et ont eu les plus graves conséquences. On pouvait prédire, dès 1870, qu'un Empire, forgé à coups de victoires et constitué par la conquête, ne renoncerait pas à l'expansion et porterait sur d'autres terrains son activité stimulée par le succès. Les Anglais n'eurent l'idée d'un péril allemand que le jour où il fut trop tard pour le prévenir.

L'année 1878 et le Congrès de Berlin marquent la dernière conquête, l'apogée de la politique bismarckienne ; à partir de ce moment, en Europe, elle devient défensive, conservatrice ; elle fonde la Triple-Alliance, c'est-à-dire un syndicat de garantie réciproque des avantages obtenus au traité de Francfort et au traité de

Berlin. L'activité allemande ne trouvant plus en Europe son emploi va se porter sur les mers et vers la conquête économique. Une nouvelle génération monte, qui n'a pas pris part aux grands triomphes militaires dont l'Empire est sorti ; elle a trouvé l'unité toute faite ; elle cherche ses succès dans d'autres voies. Guillaume II est l'homme représentatif de cette génération. Les ancêtres, qui ont forgé l'Empire par le fer et par le feu, l'Empereur, dans ses discours, les célèbre comme des paladins ; il les compare aux héros des Niebelungen ; il ne manque jamais de fêter leurs anniversaires, il inaugure leurs statues ; il leur voue un culte comme aux dieux tutélaires de l'Empire ; mais il les relègue dans l'histoire ; et, s'ils s'obstinent à survivre quand leur heure est passée, si grands qu'ils aient été, leur disgrâce précédera leur mort.

Bismarck lui-même, si hanté qu'il ait été, selon le mot de Schouvaloff, par « le cauchemar des coalitions européennes », engagea son pays dans la voie des acquisitions coloniales. De 1884 à 1888, il prit son lot dans le partage du monde, et ce lot ne fut pas le meilleur. L'Angleterre fit d'abord bon visage à ce nouveau venu dans la politique d'expansion coloniale ; elle ne vit pas en lui un concurrent dangereux, mais plutôt un allié qui l'aiderait à contenir les ambitions françaises. Avec Guillaume II, tout allait changer. On le dépeignait, avant son avènement, belliqueux, disciple docile de Bismarck : il fut un pacifique, congédia Bismarck et se voua à l'expansion commerciale et économique. L'œuvre achevée en Europe, il n'y a plus qu'à la conserver, à l'empêcher de se lézarder, mais il faut chercher au loin des débouchés pour les produits de l'industrie qui grandit et des terres pour le surcroît de la population. Dans la conception de l'Empereur, il n'y a pas, entre sa politique et celle de son grand-père, une différence de nature, mais seulement une différence de

moyens. Cela, Guillaume II l'affirme à chaque instant dans ses discours :

« Notre avenir est sur l'eau ; plus les Allemands s'en iront sur l'eau... mieux cela vaudra pour nous : car lorsqu'une bonne fois l'Allemand aura appris à voir loin et grand, il sera moins préoccupé par les petits soucis de la vie quotidienne... Nous avons tiré les conséquences de ce que nous ont laissé, comme leur œuvre personnelle, l'empereur Guillaume le Grand, mon immortel grand-père, et le grand homme dont nous venons d'inaugurer le monument (Bismarck) ; ces conséquences sont que nous nous sommes établis là d'où, autrefois, la Hanse avait dû battre en retraite, parce que l'Empire n'était ni vivant ni fort [1]. »

La conséquence de cette politique, c'est, en Europe, la paix. Sans la paix, pas d'expansion commerciale possible, pas d'acquisitions coloniales : « C'est pourquoi aujourd'hui le devoir de ma maison est d'encourager et de protéger le commerce, au sein d'une paix profonde, pendant de longues années. » Des débouchés pour le commerce, des colonies pour recevoir des émigrants allemands, des ports de relâche pour les flottes de commerce et de guerre, voilà d'abord ce que recherche la politique de Guillaume II. Mais elle a un idéal plus élevé, plus vaste, plus dangereux aussi. Un peuple victorieux, un peuple civilisé, illustre non seulement par ses armes, mais aussi par ses savants, ses philosophes, ses écrivains, ne peut se désintéresser de rien de ce qui se passe sur le globe ; partout il doit être le premier, et qui ne le reconnaîtrait pas s'expose à être « frappé de la dextre gantée de fer » de l'Allemand. Les victoires des hommes de l'époque héroïque lui ont assuré la suprématie européenne, mais ce n'est point

1. A Hambourg, le 19 juin 1901. — Pour les discours de Guillaume II et ses idées, voyez : *Guillaume II. Ce qu'il dit. Ce qu'il pense*, par J. Arren. (Pierre Laffite, 1911, in-8°.)

assez ; c'est la suprématie « mondiale » qui doit appartenir à l'Empire : « Votre Altesse Royale[1] a pu se convaincre combien les flots de l'Océan heurtent avec violence à la porte de notre peuple et le forcent à revendiquer, comme un grand peuple, sa place dans le monde et à dire son mot dans la politique mondiale. L'Océan est indispensable à la grandeur de l'Allemagne. Mais l'Océan nous enseigne aussi que sur les flots et sur les plus lointains rivages, aucune grande décision ne peut plus être prise sans l'Allemagne et sans l'Empereur allemand. Je ne pense pas que ce soit pour se laisser exclure des grandes affaires extérieures qu'il y a trente ans, notre peuple, conduit par ses princes, a vaincu et a versé son sang. Si le peuple allemand se laissait traiter ainsi, ce serait, et pour toujours, la fin de sa puissance mondiale ; et je ne veux pas qu'il puisse en arriver là. Employer pour l'empêcher les moyens convenables, au besoin même les moyens extrêmes, c'est mon devoir et mon plus beau privilège, et je suis convaincu que, le cas échéant, j'aurais derrière moi, énergiquement résolus à me suivre, tous les princes et tous les peuples de l'Allemagne. »

Il y a, dans l'expansion allemande, un côté matériel et un côté idéaliste. Le « matérialisme économique » de Marx y trouverait des arguments, mais aussi l' « idéalisme historique. » L'habitude de la victoire donne aux peuples l'esprit d'entreprise et l'audace des initiatives heureuses. L'essor industriel de l'Allemagne occidentale est né du succès des armées allemandes ; mais, à son tour, c'est lui qui a engendré et rendu indispensable l'expansion commerciale et maritime. Les origines de cet essor inattendu et les causes de son succès ont été souvent et depuis longtemps analysées, trop

1. Le prince Rupprecht de Bavière. — 4 juillet 1900, pour le baptême du cuirassé *Wittelsbach*.

complètement pour qu'il soit nécessaire d'y revenir [1]. L'industrie allemande s'est rendue redoutable à l'industrie et au commerce britanniques, d'abord parce qu'elle disposait des mêmes matières premières, la houille et le fer, et ensuite parce que son outillage entièrement neuf, scientifiquement construit, méhodiquement employé, mettait les usines allemandes en état de supériorité incontestable sur celles d'Angleterre, déjà anciennes, habituées à triompher sans concurrents et devenues routinières. Des mines et des usines de Westphalie, des pays rhénans, de la Saxe, de la Silésie, des ports de la mer du Nord, de la Baltique et du Rhin est sortie une Allemagne nouvelle, commerçante, maritime, libérale, toute prête à disputer à la Grande-Bretagne l'empire des mers et l'empire des affaires, et aussi, aux hobereaux prussiens de l'Est, la direction de l'Empire. C'est cette Allemagne nouvelle qui, avec l'empereur Guillaume II, va reprendre, à sa manière, l'œuvre de la conquête allemande et prétendre à l'hégémonie universelle.

Hégémonie : le mot est grec, il exprimait l'action directrice que, par la force des armes ou l'ascendant de leur génie, certaines cités, Sparte, Athènes, Thèbes et plus tard la Macédoine, exercèrent sur l'ensemble des petits Etats helléniques. Le peuple qui possède l'hégémonie a, sur les autres, une sorte de suprématie morale fondé sur la supériorité de la force; il les représente vis-à-vis de l'étranger. Au moyen âge, le Pape et l'Empereur se partagent ou se disputent l'hégémonie de la Chrétienté; ils représentent son unité en face des Infidèles. Dans l'Europe moderne, il y a eu, à certaines heures, des nations qui ont paru prendre la suprématie

1. Voyez notamment les ouvrages de MM. Georges Blondel, *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*. Larose, 3e édition, 1899, in-12; Maurice Lair, *L'Impérialisme allemand*. Armand Colin, 1902, in-12.



sur les autres : telles l'Espagne au temps de Charles-Quint, la France avec Louis XIV et Napoléon, l'Angleterre sous Victoria ; mais jamais elles n'ont exercé une direction réelle, permanente, effective sur les autres nations. Dans ce qu'on a appelé « l'Europe », la notion d'équilibre remplace celle d'hégémonie[1]. En ressuscitant l'Empire, l'Allemagne a fait revivre en même temps quelque chose de l'idée impériale du moyen âge ; on la retrouve, en combinaison intime avec les préoccupations les plus modernes et les plus réalistes, dans l'esprit et dans les discours de Guillaume II. Lorsqu'il a convié les nations à s'unir pour sauver contre le Bouddah menaçant « leurs biens les plus sacrés », lorsqu'il a envoyé son feld-maréchal comte de Waldersee pour conduire à Pékin les troupes alliées, Guillaume II s'est posé en chef de la Chrétienté ; il a fait, au sens ancien du mot, un geste d'Empereur.

Cette idée d'une Germanie régnant par la force, mais se servant de sa force pour instaurer une forme supérieure de civilisation élaborée par le génie germanique, les Allemands la trouvent dans leurs grands philosophes. Depuis Hegel jusqu'à Nietzsche, toute une lignée de penseurs ont établi la métaphysique de la force bienfaisante et de la guerre créatrice d'ordre et de progrès. Cette conception, dont Wagner a été le chantre et Bismarck le réalisateur, s'est répandue, par les professeurs des Universités, jusque dans les masses profondes du peuple. Par les bataillons et les cuirassés allemands, par le commerce et la navigation doit s'étendre et s'épanouir l'empire de la « Wissenschaft » et de la « Cultur » germaniques.

Telles sont les forces et les conceptions qui allaient se trouver en contact et entrer en conflit avec la suprématie économique et maritime de la Grande-Bretagne.

(1) Voyez à ce sujet le livre très intéressant de M. Charles Dupuis, *Le principe d'équilibre et le concert européen*. Perrin, 1909, 1 vol. in-8.

II

Les conditions dans lesquelles vivent et se développent la Grande-Bretagne et son empire sont uniques dans le monde; elles pèsent d'un poids déterminant sur ses relations avec les autres Etats. Si connues qu'elles soient, on est obligé de les rappeler lorsqu'on se propose d'expliquer les origines et les phases de la rivalité anglo-allemande. La transformation de l'Angleterre [1], commencée au milieu du XVIIIe siècle, est aujourd'hui complète; c'est sans doute la plus absolue, la plus profonde, la plus radicale, et aussi la plus rapide qu'on ait jamais vue en aucun pays. L'Angleterre agricole d'autrefois a presque complètement disparu ; elle a trouvé dans la houille et dans le fer, dans la laine et dans le coton, les matières premières d'une industrie colossale; sa fortune, aujourd'hui, est fondée sur l'industrie et sur le commerce. Elle a besoin de marchés, car elle vit d'exportation ; sans exportation, elle ne mangerait pas ou elle se ruinerait pour manger [2]. Pour son alimentation, elle achète au dehors, chaque année, une quantité de denrées alimentaires valant, en moyenne, quatre milliards et demi de francs [3]. Il faut donc que, chaque année, par son industrie, par son commerce, ses bateaux, ses capitaux placés à l'étranger, elle gagne d'abord les quatre milliards et demi de francs qu'elle paye à l'étranger qui la nourrit : c'est la rançon de sa

1. Voyez Paul Mantoux : *La révolution industrielle au* XVIIIe *siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre.* Paris, Cornély, 1906, in-8°.

2. Voyez le développement de cette idée dans notre article *L'Angleterre et la paix du monde*, dans le *Correspondant* du 25 avril 1899.

3. Le « déficit alimentaire » de l'Angleterre a, en 1909, presque atteint 5 milliards.

splendeur, c'est, dans sa puissance, sa faiblesse. A aucun moment, a-t-on calculé, l'Angleterre n'a chez elle des vivres pour plus de six semaines. Survienne un événement qui ferme les routes maritimes pendant quinze jours, un boycottage des marchandises britanniques, un blocus général, — image agrandie de celui qu'a tenté Napoléon en un temps où l'Angleterre pouvait encore vivre de son agriculture, — et voilà la famine menaçante, la population affolée, la catastrophe! Toute concurrence industrielle, commerciale ou maritime menace l'Angleterre dans les sources mêmes de sa vie. Une crise économique a pour elle des conséquences plus graves, plus immédiates que pour tout autre pays; elle peut arrêter la marche des usines, augmenter dans des proportions dangereuses le nombre de ces *unemployed* (ouvriers sans travail) qui constituent déjà, en pleine paix politique et économique, une si lourde charge pour le budget et, pour la stabilité sociale, un si grand péril.

L'Angleterre gouverne des centaines de millions d'individus de toutes couleurs, rien qu'aux Indes près de 200 millions. Il lui faut maintenir la cohésion parmi les éléments disparates de cet empire immense, veiller sur les Indes, sur l'Egypte, sur le Canada, sur l'Australie, sur l'Afrique du Sud, garder Gibraltar, Malte, Suez, Chypre, Aden, Singapore, Hong-Kong, tenir en bride les aspirations de ses sujets, prévenir les rébellions, décourager les convoitises. Pour parer à tant de périls, elle n'a presque pas d'armée; elle compte sur sa « ceinture d'argent », sur cette mer que sillonnent ses flottes et dont la protection, depuis l'Armada de Philippe II, ne lui a jamais fait défaut. Mais toute coalition pourrait lui être funeste; elle le prévoit et elle a adopté le principe du *two powers standard :* sa marine de guerre doit toujours être supérieure de 10 pour 100 à la coalition des deux marines les plus fortes. Mais cet

accroissement de la flotte sera-t-il indéfiniment possible? Si l'on peut toujours construire de nouveaux bateaux, le moment ne viendra-t-il pas où manqueront les matelots? Et d'ailleurs, même à égalité de forces, ne faut-il pas compter avec les accidents, avec le hasard des batailles ou le génie d'un adversaire?

De l'ensemble de cette situation résulte, pour la politique anglaise, la nécessité d'être toujours active, toujours prête à faire face de tous les côtés, en évitant cependant de courir les risques qu'une guerre entraîne avec elle. Il est plus prudent et plus sûr de prévenir toute coalition, d'arrêter l'essor de toute marine rivale que de la combattre. La force de l'Angleterre, c'est d'abord l'opinion qu'on en a, c'est le respect qu'elle inspire, les amitiés qu'elle acquiert, les concours qu'elle achète. « L'Empire repose tout entier sur le prestige, disait lord Rosebery aux Lords en février 1900 : le jour où le prestige sera entamé vous serez enfermés dans ces îles dont l'une au moins vous hait; alors la haine accumulée de nos ennemis, chaque jour plus nombreux, s'abattra sur nos têtes. »

La fortune économique de l'Allemagne et celle de l'Angleterre n'ont ni les mêmes origines ni le même caractère; l'expansion, dans l'un et dans l'autre pays, ne répond ni aux mêmes conceptions ni aux mêmes nécessités; et cette diversité de nature contribue à rendre le conflit plus aigu, plus irréductible le malentendu. Pour tout Anglais, la définition chère à M. Joseph Chamberlain est l'expression même de la vérité : « L'Empire, c'est le commerce. » L'Empire, c'est la condition même de la vie de la métropole. La prépondérance maritime, *the sea power*, telle que le capitaine américain Mahan l'a définie, et telle que les impérialistes anglais la conçoivent, n'a rien qui rappelle la conception romaine ou médiévale de l'Empire ; elle consiste dans la suprématie des flottes et dans la supériorité

économique. Cette conception utilitaire se colore pourtant d'une nuance d'idéalisme : l'Anglais est persuadé que sa domination est bienfaisante et libérale, que c'est un bonheur pour les peuples de vivre sous son ombre et qu'un décret providentiel lui a assigné la mission de gouverner et de civiliser le monde. C'est le *tu regere imperio populos* du poète latin, c'est la doctrine enseignée par Seeley. L'Empire est, pour l'Anglais, possession d'État, traditionnellement assurée à sa race ; Disraeli n'a fait que le constater quand, avec son imagination grandiose de sémite, il a décoré la reine Victoria du titre d'Impératrice des Indes. Quiconque dispute la clientèle au commerçant britannique lui apparaît comme un envieux de la prospérité d'autrui, un rebelle à l'ordre naturel des choses. « Nous avions naguère une sorte de monopole : nous avons maintenant à combattre pour l'existence », disait un jour lord Rosebery aux étudiants de Glasgow[1] ; la phrase est lumineuse dans sa concision ; elle exprime à la fois les désillusions d'un heureux propriétaire inquiété dans sa jouissance, et les obligations nouvelles de la politique anglaise. Nous avons vu comment la conception allemande est plus complexe, moins mercantile et, en quelque sorte, plus métaphysique ; elle a moins le caractère d'urgente et inéluctable nécessité. « Notre avenir est sur l'eau », c'est-à-dire l'hégémonie que nos pères ont conquise sur la terre, nous devons, complétant leur œuvre, la chercher sur l'eau, dans les pays lointains, partout où nos flottes pourront porter la bannière de l'Empire et le renom de la force allemande.

Au premier abord, la rivalité anglo-allemande semble n'être qu'une querelle de marchands, mais si l'on y regarde de plus près, elle se dramatise et s'amplifie ;

1. Cité par M. Izoulet dans son introduction à la traduction française du livre du capitaine Mahan : *Le salut de la race blanche et l'empire des mers* (Flammarion, in 8°), page LXVII.

elle apparaît comme la lutte de deux peuples pour la suprématie, comme une phase du grand drame politique qui constitue, d'âge en âge, la trame de l'histoire du monde et dont les guerres ne sont que les incidents violents, les crises aiguës; ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la supériorité commerciale et la royauté des affaires, c'est aussi la direction intellectuelle et morale du monde. Entre la pensée philosophique d'un peuple et l'organisation de sa vie historique, il y a corrélation étroite, action et réaction réciproque : le réalisme utilitaire et le matérialisme empirique des penseurs anglais sont en face de la métaphysique de la force bienfaisante et de la guerre civilisatrice des philosophes allemands. Ainsi, lutte pour le commerce, pour la suprématie des mers et l'empire des affaires, mais aussi conflit d'idées, antagonisme de deux civilisations.

III

La concurrence commerciale est de tous les temps; mais la lutte pour les débouchés n'est devenue si âpre que depuis le développement monstrueux de la grande industrie. « Le commerce dirigé d'après cette méthode, a écrit le grand historien anglais de l'impérialisme, J. R. Seeley, est presque identique à la guerre et peut difficilement manquer de conduire à la guerre. » Nous voilà loin des peintures allégoriques et des discours d'expositions universelles qui célèbrent « le commerce rapprochant les peuples ! » « Le commerce conduit à la guerre, dit encore Seeley, et la guerre nourrit le commerce [1]. » La concurrence, quand elle a pour ressort

1. J. R. Seeley, *L'expansion de l'Angleterre*. Trad. par MM. J. B. Baille et Alfred Rambaud. Préface par A. Rambaud. Arm. Colin, 1885, in-16, page 134.



la nécessité et pour aiguillon la dure cupidité des richesses, est l'une des formes les plus féroces de la lutte pour la vie. Entre l'Angleterre et l'Allemagne, il y eut longtemps concurrence avant d'y avoir lutte. Ce fut la grande enquête de 1885-1886, sur la baisse du commerce britannique, qui ouvrit les yeux des négociants anglais; elle révéla leur apathie et leur routine en même temps que l'activité, la bonne organisation, l'outillage supérieur et aussi les audacieuses contrefaçons des vendeurs de « camelote allemande ». Produits souvent mauvais, mais moins chers, adaptation aux goûts de chaque pays et de chaque clientèle, emballage soigné, longs crédits, telles sont les causes que l'enquête attribue au succès des articles allemands. Chaque conquête nouvelle de l'industrie allemande résonne, comme un glas funèbre, jusqu'au cœur de la Cité de Londres, de Manchester ou de Birmingham. Tantôt c'est un bateau qui apparaît, portant le pavillon de la Hamburg-Amerika, et qui traverse l'Atlantique plus vite que ses concurrents de la White-Star : perdre un record, fût-ce au *foot ball* ou à la boxe, c'est, pour un Anglais, un désastre national. Tantôt c'est une statistique qui prouve que le port de Hambourg est devenu le premier du monde. Jusque sur les marchés coloniaux anglais, les produits allemands arrivent en masse tandis que les tarifs Mac-Kinley et Dingley ferment le marché des États-Unis et y préparent l'essor d'une formidable concurrence. Bien plus, les articles allemands envahissent même la métropole : on voit venir le jour où l'Angleterre achètera à l'Allemagne plus qu'elle ne lui vendra[1]. La panique est à son comble au moment où Edwin Williams jette son fameux cri d'alarme : « *Made in Germany!* » et où il décrit, avec une verve pittoresque, l'invasion des

1. En 1903, pour la première fois, ce fait s'est réalisé : l'Angleterre a acheté et vendu à l'Allemagne pour une somme sensiblement égale : 34 millions de livres sterling.

articles allemands, prélude de l'invasion des casques à pointe. L'année 1897 est particulièrement brillante pour le commerce allemand ; les consuls anglais redoublent leurs avertissements ; l'un d'eux écrit d'Allemagne : « Tout marque l'énorme progrès économique accompli par l'Allemagne durant ces vingt-cinq années ; tout traduit au dehors le gigantesque effort de ce pays pour arriver à la tête du mouvement industriel et évincer tous ses rivaux [1] ».

La lutte des deux peuples, vers cette époque, est devenue, de part et d'autre, pleinement consciente ; c'est l'Allemand que tout bon Anglais regarde maintenant comme son ennemi, c'est lui qui menace sa fortune et sa vie ; les discours de M. Joseph Chamberlain, sa campagne en faveur d'une union douanière de l'Angleterre avec ses colonies, ses exagérations de politicien, font pénétrer dans tout le Royaume-Uni l'idée d'un péril germanique imminent. En Allemagne, les harangues de l'Empereur, la propagande de la Ligue navale, familiarisent le public avec l'idée de l'expansion maritime et l'habituent à considérer l'Anglais comme le seul adversaire qui lui reste à abattre pour exercer l'hégémonie matérielle et morale du monde civilisé. De commerciale qu'elle était, la rivalité devient nationale ; elle dégénère en une hostilité générale, en une défiance universelle qui dénature jusqu'aux intentions conciliatrices des souverains et des hommes d'État. Chacun des deux peuples se jette dans la lutte avec son tempérament : l'Anglais froidement passionné, avec des crises d'angoisse collective où l'agitation et l'inquiétude générales gagnent jusqu'au gouvernement, et, dans la pratique, tenace, persévérant, mais opportuniste, prompt, quand il en sent la nécessité, à jeter du lest et à sacrifier des intérêts secondaires pour

1. Cf. Victor Bérard : *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Arm. Colin, 1900, 1 vol. in-18 jésus ; page 87.

assurer des résultats capitaux[1]; — l'Allemand discipliné, fier de ses succès nationaux, adroit, actif, insinuant en affaires, avec des allures indiscrètes de maître partout chez soi, qui exaspèrent le flegme correct du gentleman britannique, une façon agressive de faire sonner la force et les victoires de l'Empire pour une commande de cinq marks, un air altier de conquérant toujours prêt, même hors de propos, à dire comme son Kaiser : « Nous autres Allemands, nous craignons Dieu, et nous ne craignons rien autre au monde. »

La rivalité qui allait s'exaspérant entre les deux peuples finit par faire sentir son influence dans les conseils des gouvernements. « L'Angleterre est plus importante pour nous que Zanzibar et toute la côte orientale de l'Afrique », disait Bismarck, et il évitait, dans les occasions graves, de la heurter de front. Il se disait « Anglais » en Égypte, « Français » en Tunisie, parce que l'Égypte et la Tunisie brouillaient Paris avec Londres et le Quirinal. Son coup d'œil cependant devinait les besoins nouveaux de l'Allemagne industrielle; il annexait, en 1878, les îles Marshall; en 1884, le Luderitzland, la Nouvelle-Guinée, le Togo, le Cameroun; en 1886, l'Afrique orientale; mais, pourvu que l'Angleterre lui laissât une part honnête, il se montrait arrangeant en affaires coloniales; en 1886, il signait trois accords, l'un relatif au Pacifique, l'autre au golfe de Guinée, le troisième à Zanzibar et à l'Est africain. Il disait, le 10 janvier 1885 : « Avec l'Angleterre nous vivons en bonne entente. Que l'Angleterre, avec la conviction qu'elle a de dominer les mers, éprouve quelque surprise de voir tout à coup ses « rats de terre de cousins », comme elle nous appelle, se mettre à naviguer, ce n'est pas étonnant... mais nous avons avec l'Angle-

1. Voyez, sur les Anglais, les livres excellents de M. Jacques Bardoux. *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises belliqueuses*, 1 vol. — *Les crises politiques*, 1 vol. (Alcan, in-8°.)

terre de vieilles relations d'amitié, et les deux pays tiennent à les conserver. » Mais Bismarck est l'homme des contre-assurances (il vient de conclure celle de Skiernewice avec la Russie), l'homme des doubles politiques. Pendant le Congrès de Berlin, le traité anglo-turc du 4 juin et l'occupation de Chypre lui ont révélé toute l'économie de la politique britannique dans la Méditerranée et dans l'Orient musulman; il cesse désormais de se désintéresser des pays d'Islam. En 1880, il envoie un délégué à la Conférence de Madrid, réunie à propos du Maroc; s'il lui donne pour instruction de « régler son attitude sur celle de son collègue de France », l'amiral Jaurès, c'est que, dans cette affaire, la France et l'Allemagne se préoccupent l'une et l'autre de prévenir un protectorat anglais sur le Maroc et d'internationaliser la question marocaine. De 1880 à 1888, les Allemands, sous l'inspiration de M. de Holstein, et sous la direction, sur place, de M. de Tattenbach, déploient une grande activité commerciale et politique dans l'Empire chérifien; il est question, en 1887, d'une conférence sur le Maroc et, en 1888, El-Mokri fait à Berlin un voyage où l'on parle de protectorat allemand. Des agents allemands commencent l'étude approfondie des pays d'Islam et préparent une action panislamique allemande. En 1882, l'Allemagne participe à la politique d'internationalisation de l'Égypte; elle intervient avec la France, en 1884, pour empêcher la ratification du traité anglo-portugais qui aurait donné tout le centre de l'Afrique à la Grande-Bretagne; la Conférence de Berlin, en 1885, organise l'État indépendant du Congo dont le roi Léopold devient le souverain. Ainsi se manifeste la préoccupation de Bismarck de contenir dans de justes bornes l'appétit anglais et de réserver, dans le partage du monde, un morceau pour l'Allemagne. Mais il n'est pas l'homme de la « politique mondiale »; il refuse de laisser détourner son attention

des frontières de terre; il ne s'engage pas à fond dans une politique d'expansion; il espère assister, en témoin très satisfait, à la lutte de la France et de l'Angleterre.

On se tromperait beaucoup si l'on se représentait l'empereur Guillaume II comme un adversaire systématique de l'Angleterre, décidé à lui disputer le sceptre des mers et faisant converger de loin toutes les démarches de sa politique vers la ruine de la puissance britannique. Il est, au contraire, un admirateur ardent de l'Angleterre et il a toujours cherché à entretenir avec elle des relations d'amitié; s'il y a eu, entre les deux pays, à certains moments, des rapports difficiles, si une animosité croissante s'est développée entre eux, c'est par l'effet naturel de la concurrence économique, et non pas d'un parti pris hostile ou d'une volonté tracassière. Guillaume II représente une génération nouvelle d'Allemands, qui ont cherché dans des voies nouvelles un emploi à leur activité et un but à leurs ambitions. Il a eu le grand mérite de comprendre la puissance et l'avenir de ce mouvement; il a voulu être, il a été, le pilote de son peuple vers des destinées que les vieux Hohenzollern n'avaient ni souhaitées ni prévues pour lui. La monarchie prussienne a toujours été colonisatrice, elle l'a été dans la marche de Brandebourg, dans les sables de la Poméranie et de la Prusse; elle l'a été en Pologne et dans les provinces baltiques; Guillaume II a agi comme ses ancêtres; il a pensé qu'il était de son devoir d'Empereur de suivre, dans leur essor à travers les mers, l'émigration des Allemands et l'exportation de leurs produits industriels; il a eu la constante préoccupation de promouvoir la naissance des compagnies de navigation; il a lancé sur l'eau son peuple de « rats de terre »; mais « le commerce suit le pavillon » : la création de la marine de guerre est la conséquence de l'expansion commerciale. La mission des cuirassés est de protéger partout le commerce alle-

mand, de faire respecter les couleurs de l'Empire, d'inspirer à tous les peuples de la terre une idée magnifique de la puissance du « surpeuple » allemand. Les moyens sont pratiques et modernes : organisation du commerce, associations d'émigrants allemands, diplomatie mise au service du négoce, l'Empereur lui-même se faisant, comme on l'a dit, le commis voyageur de l'industrie allemande.

Mais à ces réalités pratiques se mêle un langage mystique et féodal. A son frère, partant pour Kiaotcheou, où il va défendre des intérêts mercantiles et coloniaux, Guillaume II parle comme jadis aurait parlé Hermann de Salza à ses chevaliers teutoniques, partant pour guerroyer dans la marche de l'Est contre les Polonais : lui-même, à Jérusalem, parle comme un croisé luthérien, à Damas comme un dévot de l'Islam [1]. Il ne faut pas voir là seulement un effet de son goût naturel pour la couleur et le pittoresque ; créateur d'une politique nouvelle, d'une Allemagne maritime et commerçante, il a le souci constant de montrer les liens qui rattachent l'Allemagne d'aujourd'hui à celle d'hier, et de faire comprendre à son peuple la continuité de l'effort qui de l'une a fait sortir l'autre.

Au cours de cette entreprise d'expansion extérieure dirigée par l'Empereur, l'Allemagne devait fatalement rencontrer, comme concurrente et comme adversaire, l'Angleterre; mais, ni dans la politique de Guillaume II, ni dans celle de la reine Victoria et de ses ministres, on ne relève un dessein prémédité et suivi de l'un des deux gouvernements contre l'autre. Bismarck lui-même, nous l'avons vu, a esquissé, à certains moments, une politique de résistance à l'omnipotence anglaise hors d'Europe ; on a même affirmé que cette tendance nouvelle, qui paraissait aller en s'accentuant, avait été l'une

1. Voyez, sur ces deux points, notre ouvrage *La Chine qui s'ouvre*, ch. II. Perrin, 1900.

des causes du différend qui amena la chute du tout-puissant chancelier; et, de fait, on a vu son successeur, le comte de Caprivi, incliner ouvertement vers une politique d'entente avec le cabinet de Londres. Le prince de Hohenlohe, dans ses rapports avec le gouvernement anglais, paraît s'être laissé guider par les événements; mais, dès son arrivée au pouvoir, le comte de Bülow, dans son premier discours au Reichstag, revendique pour l'Allemagne « sa place au soleil »; l'expansion allemande au dehors est l'objet de tout son zèle. « Comme les Anglais et les Français, déclare-t-il, nous prétendons à la « plus grande Allemagne »... Nous ne permettrons pas que l'on conteste ou que l'on limite le droit que nous avons à une politique mondiale réfléchie et raisonnée [1]. » On ne saurait dire qu'il y ait, chez le chancelier, l'intention préconçue de heurter les intérêts anglais, mais tout naturellement l'expansion de l'Allemagne, son immixtion dans des affaires de plus en plus nombreuses, multiplie entre elle et l'Angleterre les « surfaces de friction »; la *Weltpolitik* est donc bien la véritable cause de la rivalité anglo-allemande.

L'Empereur est le véritable maître de la politique extérieure allemande; mais, moins encore que ses ministres, il réussit à en assurer l'unité. Il a manqué, à cet esprit merveilleusement souple et compréhensif, la leçon de l'infortune; lui, qui n'a pas fait la guerre, il est resté le vainqueur, toujours prêt à faire parade de sa force; héritier d'une situation toute faite, dont il a connu la gloire et non pas les périls, il agit en homme à qui sa propre grandeur et celle de son pays est parfois une entrave; son esprit perspicace discerne les fissures que le temps, les progrès du libéralisme et du socialisme, la

1. Cf. André Tardieu, *La France et les alliances. La lutte pour l'équilibre*. 3e édition. Alcan, 1910, in-12. — Du même auteur : *Le prince de Bülow*. Calmann-Lévy, 1909, in-12.

persistance incoercible des sentiments nationaux dans certaines parties de l'Empire, ont commencé de faire dans le colossal édifice dressé par la rude main de Bismarck, mais l'œuvre des ancêtres est intangible. L'Angleterre, sans frontières de terre, a des intérêts très simples et très clairs ; l'Allemagne, enfoncée à coups de cognée au milieu de l'Europe, gênée dans ses mouvements par les blessures qu'elle a faites au cœur de ses voisins, engagée par ses émigrants, par son commerce et sa navigation dans la politique mondiale, a des intérêts multiples et contradictoires ; il lui faut, à la fois, pour faire aboutir les desseins opposés et simultanés que lui imposent son histoire et ses intérêts présents, suivre la tradition prussienne d'entente avec l'Angleterre et, en même temps, prendre, aux dépens de cette même Angleterre, sa place dans le monde des affaires et du commerce ; rechercher l'amitié française et maintenir intégralement les résultats acquis en 1870 ; regagner la confiance russe et continuer sa politique d'influence et d'expansion dans l'Empire ottoman ; concilier ses prévenances envers le Saint-Siège avec sa situation d'Empire luthérien et une politique panislamique ; satisfaire à la fois les hobereaux prussiens, agriculteurs et conservateurs, de l'Est et les industriels libéraux de l'Ouest. Toutes ces antinomies se reflètent dans l'esprit large et ouvert de Guillaume II, mais elles ne s'y résolvent pas. Son intelligence, toujours en mouvement, toujours inquiète, est sollicitée en sens contraire vers des objets qui la séduisent tour à tour et qui l'attirent sans pouvoir la retenir. Tant qu'il prépare un projet, il n'en aperçoit, dirait-on, que les avantages ; mais à peine l'a-t-il exécuté, qu'il n'en distingue plus que les inconvénients. De là certaines incohérences apparentes dans la conduite de ses desseins, certaines hésitations entre les diverses avenues qui s'offrent à son activité. Il fait mettre en chantier de nouveaux cui-

rassés en même temps qu'il porte en Angleterre des paroles de paix et d'amitié; ou bien il fait alterner un discours belliqueux à Metz ou à Strasbourg avec une attention courtoise envers la France ou une conversation amicale avec l'un de ses représentants. Il s'étonne, dit-on, que l'on s'étonne; ces apparentes contradictions sont bien moins, en effet, le signe d'une intelligence versatile que la conséquence des contradictions irréductibles qui grèvent la politique de l'Empire allemand [1].

Il est superflu de rappeler ici toutes les fluctuations des relations de Guillaume II avec l'Angleterre; il suffit d'en avoir analysé les causes profondes. C'est à partir de 1895 [2] que les relations entre l'Empereur allemand et la Cour d'Angleterre devinrent plus froides; pendant son séjour à Cowes, dans l'été, le petit-fils de la reine Victoria s'était montré plein de déférence pour sa grand'-mère, mais très réservé sur la politique et décidé à ne rien céder de ses projets sur mer et outre-mer. La dépêche au président Krüger (2 janvier 1896), après le succès remporté sur Jameson par les Boërs, exaspéra l'irritation des Anglais. On a récemment discuté sur les origines et la rédaction du fameux télégramme : quel que soit celui à qui en remonte la responsabilité, il est certain que l'Empereur, en l'envoyant, a voulu affirmer que les Boërs, qui luttaient là-bas contre la prépondé-

1. Sur toutes ces contradictions, voyez les articles, si pleins de faits et d'idées, de M. Henri Moysset dans le *Correspondant* des 25 juillet et 10 septembre 1909, 25 novembre 1910, 25 février 1911. Ces articles vont être réunis en un volume sous le titre : *L'esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck*. (Alcan, in-8°.)

2. Déjà l'Allemagne, en 1894, avait protesté vivement contre la convention anglo-belge du 12 mai et obtenu la renonciation de l'Angleterre à la clause qui lui attribuait à bail une bande de 25 kilomètres de largeur, reliant la pointe nord du lac Tanganyika et la pointe sud du lac Albert-Edouard, c'est-à-dire l'Egypte et le Soudan avec l'Afrique du Sud Cf. Hanotaux : *Le partage de l'Afrique : Fachoda*, p. 75. (Flammarion, 1909, in-12.)

rance britannique, étaient des provins d'une race germanique et, comme tels, avaient droit à la protection impériale. Il a cherché, à ce moment, à réunir les éléments d'une ligue continentale contre l'Angleterre ; à plusieurs reprises, dans les mois précédents, il y avait eu, entre Paris et Berlin, échange de politesses internationales, conversations et même ententes sur des points particuliers : l'année 1895 avait vu l'accord entre la Russie, l'Allemagne et la France pour faire respecter, par le Japon victorieux, l'intégrité de l'Empire chinois, et la visite des escadres russe et française à Kiel pour l'inauguration du canal ; sous les auspices de Pétersbourg, il y avait visiblement détente entre Paris et Berlin : on n'oubliait rien, mais on « causait », on ne craignait pas de marcher d'accord dans les questions extra-européennes. Le Cabinet de Londres, vivement sollicité par le Cabinet Ribot-Hanotaux de se joindre aux trois puissances continentales dans leur action en Extrême-Orient, avait refusé, s'était renfermé dans son isolement [1]. A Paris cependant, les ouvertures discrètement faites après la dépêche au président Krüger, ne trouvèrent pas d'écho auprès du ministère Bourgeois-Berthelot ; l'Empereur, déçu, fit sa paix avec Londres ; quelques semaines après, il encourageait ouvertement, à la demande du roi d'Italie, la marche des troupes anglo-égyptiennes sur Dongola. L'année suivante, à propos d'une délimitation du Togoland, la conversation reprit entre le quai d'Orsay et la Wilhelmstrasse : M. Hanotaux a montré dans son livre si intéressant : *Fachoda*, comment ces pourparlers n'eurent pas de suite.

Ainsi la politique allemande semble incertaine et tâtonnante : tantôt Guillaume II se rapproche de l'An-

1. Sur ce point, voyez nos deux ouvrages : *La Chine qui s'ouvre* (1900) et *La lutte pour le Pacifique : Origines et résultats de la guerre russo-japonaise* (1904).



gleterre, et c'est alors un échange de concessions; l'Allemagne obtient Samoa, Salaga, s'installe à Kiao-Tcheou; en revanche, l'expédition de Kitchener à Khartoum, prélude de l'affaire de Fachoda, la guerre du Transvaal, sont entreprises avec l'assentiment tacite du gouvernement allemand ; la convention de septembre 1900 lie les intérêts de l'Allemagne et ceux de l'Angleterre en Chine. Tantôt au contraire l'Empereur cherche en France ou en Russie un concours qu'il serait bien aise d'obtenir, mais qu'il ne se résout pas à payer.

Malgré ces alternatives d'ententes boiteuses et de conflit dissimulé, la mésintelligence grandit entre l'Allemagne et l'Angleterre ; la presse anglaise ne cesse de dénoncer l'augmentation de la flotte allemande ; l'opinion publique, nerveuse, interprète chaque discours, chaque voyage de l'Empereur, chaque progrès de sa marine comme un procédé « peu amical » vis-à-vis de l'Angleterre ; le cauchemar d'un débarquement allemand sur les côtes de la mer du Nord trouble la digestion des bourgeois de Londres ; l'Amirauté décide le renforcement des escadres stationnées dans les eaux nationales et l'établissement à Rosyth, en Écosse, d'une nouvelle base navale ; les hommes d'État s'irritent de ce que la presse nomme le « chantage allemand. » Dans la Méditerranée, en Égypte, ils croient reconnaître une intrigue allemande dans les résistances que leur oppose le monde musulman ; à Constantinople l'influence germanique a complètement supplanté celle de l'Angleterre; elle se manifeste par la concession du chemin de fer de Bagdad. Les deux nations se rencontrent partout comme concurrentes, comme rivales, comme ennemies. Les accords où l'Allemagne lui marchande ses bonnes grâces à un taux usuraire, aussi bien que les chocs diplomatiques qu'aucun accord n'est venu atténuer, contribuent, par leur effet cumulatif, à persuader à l'Angle-

terre qu'elle n'a plus rien à attendre de l'ancienne amitié allemande; mais la vieillesse de la reine Victoria et celle de lord Salisbury maintiennent les anciennes traditions diplomatiques. L'avènement d'Édouard VII va donner un autre cours à la politique britannique.

IV

Aux fêtes jubilaires de la reine Victoria, en 1897, le peuple anglais avait célébré lui-même sa propre apothéose; il avait magnifié son propre génie en exaltant « Sa Gracieuse Majesté »; dans la rade de Spitehead il avait contemplé avec orgueil ses vaisseaux innombrables; il avait glorifié la Grande-Bretagne, dans son « splendide isolement », étendant son hégémonie sur les mers et les continents lointains. Et voici qu'au moment où la souveraine dont le monde disait : « la Reine », comme jadis, de Louis XIV, il avait dit « le Roi », descendait au tombeau, le 22 janvier 1901, toute cette gloire et toute cette puissance paraissaient sur le point de s'abîmer dans les steppes solitaires du Transvaal; l'Europe frémissante découvrait les pieds d'argile du colosse : l'Angleterre anxieuse se demandait s'il suffirait de quelques paysans pour tenir en échec toutes les forces de l'Empire; les plus lourdes responsabilités allaient peser sur les épaules du nouveau roi.

Le prince de Galles devenait roi à soixante ans. Il avait constamment vécu loin de la politique; on l'en croyait fort détaché et l'on se demandait si la fréquentation des hommes de sport et des sociétés où l'on s'amuse était une préparation suffisante au gouvernement d'un immense empire. La Reine, depuis longtemps, abandonnait à son fils les fonctions officielles de représentation et de parade; les réceptions, les inaugu-

rations, les harangues d'apparat, les fêtes sportives, les visites à l'étranger, étaient de son ressort; il s'en acquittait avec une ponctualité, un goût de l'étiquette et du cérémonial qui contrastaient avec les habitudes de sa vie indépendante et libre. Au cours de son existence de plaisirs, de voyages et de sports, Edouard VII avait développé et exercé les facultés natives de son esprit pratique, juste, pondéré, pénétrant. Dans la fréquentation assidue des cours, mais aussi du monde cosmopolite de la haute finance et de la « haute vie », il avait acquis le scepticisme élégant dans les choses secondaires, la courtoisie distinguée et séductrice qui n'est pas seulement le fruit savoureux de l'éducation, mais qui vient d'une juste appréciation de la valeur de chaque individu dans les affaires humaines, la connaissance des hommes qui s'acquiert surtout dans la société des femmes, la notion précise que toutes les affaires peuvent se chiffrer par doit et avoir et qu'il est avantageux de les traiter à l'amiable et de les régler au plus juste prix, enfin le goût de la paix et de la concorde nécessaires à la joie de vivre. La pratique des sports l'avait habitué à juger avec précision et rapidité d'une situation donnée; elle lui avait enseigné la nécessité, pour réussir, d'être toujours entraîné, toujours prêt, toujours flegmatique, l'utilité de partir à temps et l'importance des moindres détails pour le gain de la course. Enfin, pour en avoir parfois manqué, il savait la valeur de l'argent et le prix de tout ce qui s'achète. Entre le prince de Galles de la veille et le roi du lendemain, il n'y eut ni transformation profonde, ni rupture d'habitudes; le Roi appliqua simplement à de plus grandes affaires ses facultés naturelles aiguisées par l'expérience. Son caractère, sa vie passée, ses relations, ses qualités et même ses défauts, le préparaient au rôle qu'il allait jouer; il y entra de plain-pied, sans embarras, sans tâtonnements.

Jamais roi d'Angleterre n'a eu une politique plus personnelle et en même temps plus constitutionnelle et plus conforme aux grands intérêts de son pays. Dans la politique intérieure, l'action royale s'exerce rarement et n'est pas toujours efficace. On n'a pas oublié sur quel ton rogue toute la presse, y compris le *Times*, critiqua le Roi lorsque, après la mort de sir Henry Campbell Bannermann, il prétendit, tout en restant à Biarritz, investir de là le nouveau Premier ministre. Chez elle, la Vieille Angleterre entend se gouverner elle-même, par ses mandataires; mais le domaine de l'action du Roi est à l'extérieur; l'immense empire a des intérêts multiples, compliqués, qui exigent d'autres méthodes; la fiction impériale créée par Beaconsfield est devenue une réalité. L'Empire a besoin d'un gardien toujours vigilant : Edouard VII est l'homme de cette fonction. D'instinct, comme l'équipage d'un navire battu par la tempête, la nation anglaise qui a senti passer sur elle, au Transvaal, l'angoisse de la défaite, se serre autour du pilote. C'est le Roi qui représente au dehors les intérêts de l'Empire et du commerce, sans lesquels l'Angleterre ne vivrait pas; les ministres ont leurs fonctions et lui les siennes qui sont bien délimitées et qu'il remplit à merveille : il est l'ambassadeur de l'Empire britannique.

Au moment où Edouard VII prenait possession du pouvoir souverain, l'Empire était ébranlé et l'Angleterre n'avait pas d'amis. En Allemagne, l'opinion publique était sympathique aux Boërs; l'Empereur pouvait se souvenir qu'il avait naguère envoyé au président Krüger un télégramme fameux; il pouvait être tenté d'arrêter l'Angleterre, d'imposer la paix ou de profiter de la guerre. La Russie avait trouvé partout, sur le Bosphore, en Perse, en Chine, la Grande-Bretagne lui fermant les accès de la mer libre : elle pouvait profiter de l'occasion pour porter un grand coup au

prestige de son adversaire aux Indes, à Constantinople, en Extrême-Orient. La France avait à venger la récente injure de Fachoda ; elle se souvenait de la jalouse opposition de l'Angleterre à son expansion coloniale, sur le Niger, sur le Congo, sur le Nil, sur le Mékong : elle pouvait réveiller la question d'Egypte, saisir quelque gage, nouer une coalition continentale, constituer une ligue des neutres. Et, de fait, ce sera sans doute l'étonnement des historiens de l'avenir que les nations qui croyaient avoir à se plaindre de l'Angleterre n'aient pas saisi cette occasion pour imposer des bornes à son empire et des limites à sa suprématie maritime. Dans la fameuse interview du *Daily Telegraph*, Guillaume II s'est attribué le mérite d'avoir, dans cette crise décisive, empêché la Russie et la France d'intervenir et repoussé les propositions tentatrices de Pétersbourg. M. Delcassé allègue de son côté que c'est à la loyauté de la politique française que l'Angleterre fut redevable de la tranquillité de l'Europe. Le procès ne sera jugé que le jour où les archives parleront. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'importance de cette crise dans la politique européenne ne saurait être exagérée ; les angoisses de l'Angleterre, l'effort admirable qu'elle a fait pour dompter la fortune adverse, ont exercé une influence déterminante sur sa politique.

Nul mieux que le roi Edouard ne comprit le péril, nul plus résolument ne voulut les remèdes.

Et d'abord la paix ! Elle avait été le dernier vœu de la reine mourante ; elle fut le premier souci du nouveau Roi ; sa volonté l'imposa en dépit des résistances ; il la voulut honorable pour les deux adversaires, afin qu'elle pût devenir définitive. C'est un grand honneur pour l'Angleterre que, moins de six ans après la guerre, l'ancien commandant de l'armée des Boërs ait pu devenir, au Parlement fédéral du Cap, le président d'un ministère loyaliste.

La paix faite, le Roi commença, d'abord avec lord Lansdowne, et ensuite avec sir Edouard Grey, l'habile travail diplomatique qui, en quelques années, allait placer l'Angleterre au centre d'un réseau d'alliances et d'amitiés qui assure sa sécurité pour tous les cas. Il choisit ses partenaires : les circonstances lui imposaient son adversaire. Combattre l'hégémonie là où elle tend à s'établir a toujours été la loi de la politique anglaise; cette nécessité s'accordait parfaitement avec les tendances et les sympathies personnelles d'Edouard VII. Parmi ses sœurs, l'une, l'impératrice Frédéric, avait souffert par son fils; une autre, Alice, grande-duchesse de Hesse, avait souffert par la politique prussienne : l'une et l'autre avaient légué à leur frère le souvenir de leurs larmes. Ce n'est un secret pour personne que, malgré ses efforts pour y gagner des sympathies, Guillaume II n'est pas aimé à la cour de son oncle. D'ailleurs, l'adversaire de l'Angleterre ne pouvait être que celui qui avait dit : « Notre avenir est sur l'eau. »

Tandis que l'Angleterre se préoccupait de trouver des amitiés, il arriva que le marquis Ito vint en Europe en quête d'une alliance et d'un emprunt : à peine écouté à Paris, éconduit à Pétersbourg où on lui marchanda quelques millions, le ministre japonais s'en fut à Londres où, en quelques jours, l'alliance fut conclue. C'était, pour l'Angleterre, une assurance contre le péril russe en Asie, une garantie de sécurité pour ses possessions du Pacifique et son commerce en Chine. On sait quelles furent les suites et comment la Russie, vaincue en Mandchourie, allait, quelques années plus tard, se rapprocher de l'Angleterre.

La crise qui portera le nom de Fachoda et le traité qui s'ensuivit, ont achevé de vider, entre la France et l'Angleterre, le dernier litige extra-européen. La question du Nil et du Bahr-el-Ghazal une fois réglée, le partage de l'Afrique était terminé, l'ère des rivalités coloniales

close. L'Angleterre gardait les plus beaux morceaux de l'Afrique, mais la France s'y était, malgré sa rivale, taillé un empire assez vaste pour que, de part et d'autre, on pût oublier « cent années de rivalité coloniale[1] » et même les violences de la dernière crise. Le moment était venu d'un rapprochement. La France le comprit au même moment où le roi d'Angleterre cherchait des amitiés continentales. Les premiers pourparlers commencèrent à Londres avec notre ambassadeur, M. Paul Cambon. Nous n'avons pas à raconter ces négociations[2]. Edouard VII, le 1er mai 1903, arrivait dans ce Paris qu'il connaissait si bien ; il fut accueilli sans enthousiasme, mais avec satisfaction et déférence ; il fit preuve d'un tact qui acheva de lui conquérir l'opinion : il venait en roi, mais aussi en ami. Moins d'un an après (8 avril 1904), des accords étaient signés qui liquidaient définitivement les derniers restes d'une longue concurrence coloniale et qui scellaient le rapprochement. On sait comment l'Angleterre renonçait en notre faveur à toute ambition politique au Maroc et nous y reconnaissait des droits particuliers. Quelques mois après, par un accord conclu avec le concours de la diplomatie britannique, la France et l'Espagne s'entendaient pour délimiter les zones où s'exercerait leur influence au Maroc (6 octobre 1904). Un précédent accord avec l'Italie avait achevé d'apaiser entre les deux pays les rivalités méditerranéennes et fondé « la paix latine[3]. »

Ainsi la diplomatie, prudente et résolue à la fois, du roi Edouard édifiait un nouveau système d'ententes dont l'Angleterre était le centre. Le groupement des puissances occidentales et l'alliance franco-russe établis-

1. C'est le titre de l'ouvrage du regretté Jean Darcy. Perrin, 1904, in-8°.

2. On en trouvera le détail dans l'ouvrage déjà cité de M. André Tardieu : *la France et les Alliances*.

3. Gabriel Hanotaux, *La Paix latine*. Société d'édition contemporaine ; 1 vol. in-18, 1903.

saient l'équilibre européen sur des assises nouvelles; l'hégémonie allemande était contenue, limitée dans de justes bornes. Alors commence, entre ces nouvelles combinaisons et la puissance allemande, une lutte acharnée qui a le monde pour théâtre, et qui explique tous les incidents dramatiques qui sont survenus depuis; ces complications ne prendront fin que le jour où l'Allemagne sera convaincue que le système nouveau n'est dirigé contre sa puissance que dans la mesure où elle serait tentée d'en abuser. Le Cabinet de Berlin voulut sans tarder mettre à l'épreuve la solidité des nouveaux accords, démontrer que, où que ce soit, « aucune grande décision ne peut plus être prise sans l'Allemagne et sans l'Empereur allemand »; il comprit que le point où il fallait frapper était le Maroc, où l'Italie et l'Angleterre avaient reconnu à la France des droits qu'il restait à faire valoir, et où l'Allemagne se présenterait comme le champion de l'intérêt général contre la France qui, disait-on, prétendait confisquer le Maroc à son profit particulier. Le 31 mars 1905, l'Empereur débarquait à Tanger : la crise aiguë commençait. Le Maroc n'était qu'une « occasion »; en réalité, c'était d'un conflit d'alliances, d'une lutte pour l'hégémonie, qu'il s'agissait, et, moins que la France, c'était l'Angleterre que visait la politique de la Wilhelmstrasse, ou plutôt, c'était l'entente nouvelle de l'Angleterre et de la France[1].

On sait les événements qui suivirent, et dont il est superflu de refaire ici l'histoire. L'erreur de l'Allemagne fut de croire que les procédés d'intimidation pourraient suffire à détruire une entente cordiale fondée précisément sur un commun besoin de résister à l'hégémonie allemande; la France dut louvoyer à une heure tragique où elle se trouva, avec une armée et une marine affaiblies, et une alliée vaincue en Mandchourie, en face

1. Voyez notre article de la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1905 : *La Conférence d'Algésiras.*

de l'Allemagne menaçante; mais cette attitude même, dont le Cabinet de Berlin ne sut pas comprendre la signification, fortifia les ententes nouvelles. A la Conférence d'Algésiras, elles donnèrent la pleine mesure de leur efficacité. M. André Tardieu[1] a parfaitement montré la physionomie, le véritable enjeu et les résultats de cette grande passe d'armes diplomatique. Non seulement l'entente franco-anglaise et l'alliance franco-russe s'y montrèrent inébranlables et en sortirent fortifiées, mais l'Espagne, le Portugal et, quoique membre de la Triple-Alliance, l'Italie, se serrèrent autour du groupe des puissances occidentales, tant les procédés de la diplomatie allemande pour affirmer et imposer sa suprématie avaient alarmé les peuples et les gouvernements! Au vote du 3 mars 1906, l'Allemagne n'eut pour elle que la voix de l'Autriche et celle du Maroc. Et ce fut l'Autriche qui proposa la transaction finale qui permit de sortir de l'impasse où l'intransigeance du Cabinet de Berlin avait conduit la Conférence. La séduction et l'intimidation, tour à tour essayées, n'avaient pas été plus efficaces l'une que l'autre. Si Guillaume II s'était flatté que son ascendant personnel enchaînerait l'Italie à sa fortune, entraînerait les petits Etats, neutraliserait le Tsar, attirerait M. Roosevelt, l'expérience était concluante. Les journaux de Berlin avaient posé l'Allemagne en « tutrice des intérêts généraux de l'Europe »; l'Europe répondait qu'elle n'acceptait aucune tutelle, mais qu'elle entendait maintenir l'équilibre.

Le Cabinet de Londres, poursuivant ses succès et fidèle à sa méthode de réconciliations européennes, chercha à liquider, avec la Russie, les vieux litiges asiatiques pour aboutir à un accord général. « Une main dans l'alliance russe et l'autre dans l'amitié

1. *La Conférence d'Algésiras*. Alcan, 1907, in-8.

anglaise », disait le Président Loubet : la France, entre Pétersbourg et Londres, était l'intermédiaire naturel. Déjà, à la Conférence d'Algésiras, le comte Cassini, plénipotentiaire russe, avait eu avec sir Arthur Nicolson et sir Donald Mackenzie Wallace des conversations sur les conditions dans lesquelles une pareille entente serait réalisable. M. Isvolski, arrivé au ministère en mai 1906, reprit les entretiens. L'accord fut signé le 31 août 1907; il mit fin à cette longue rivalité « de l'éléphant et de la baleine » qui, sans amener de conflit direct entre les deux pays, avait cependant troublé si profondément la politique générale et qui attirait vers les solitudes montagneuses de l'Asie centrale ou vers les mers d'Extrême-Orient l'attention et les forces des deux peuples[1]. La Russie, battue par le Japon, éloignée des mers du Pacifique, n'était plus un péril pour l'intégrité de la Chine ou pour la sécurité de l'Inde; on pouvait lui faire des concessions en Perse : tel est le sens de l'accord du 31 août. L'accord du 30 juillet 1907 entre la Russie et le Japon, qui éloignait tout risque de guerre nouvelle entre les deux adversaires, la « déclaration » et l' « arrangement » du 10 juin de la même année, entre la France et le Japon, qui mettaient fin aux malentendus créés entre les deux pays par la guerre russo-japonaise, achèvent de donner au rapprochement anglo-russe toute sa portée. La tranquillité de l'Extrême-Orient et de l'Asie centrale assurée, tous les litiges africains liquidés, la Russie et la France devenaient libres de soucis extra-européens; la Russie reprenait sa place dans la politique balkanique, où une crise nouvelle de la question d'Orient allait s'ouvrir.

1. Voyez : *La rivalité anglo-russe au* XIX*e* *siècle en Asie : Golfe Persique, Frontières de l'Inde,* par le Dr Rouire. Arm. Colin, 1908, in-16; sur les événements qui précédèrent : André Chéradame, *Le monde et la guerre russo-japonaise.* Plon, 1906, in-8°, et notre ouvrage : *La lutte pour le Pacifique : Origines et résultats de la guerre russo-japonaise,* Perrin, 1906, in-8°.

La rivalité anglo-allemande, dans l'Europe d'aujourd'hui, nous le disions au début de ces pages, se mêle à tout pour tout envenimer et tout fausser. Au Maroc, si l'Allemagne paraît appuyer Moulaï-Hafid, on en conclut aussitôt que Abd-el-Aziz est le sultan de la France, amie de l'Angleterre; la mauvaise volonté de la chancellerie de Berlin ne cesse pas, dans l'empire chérifien, d'avertir la France que le conflit n'a pas été terminé par la Conférence d'Algésiras et qu'il reste latent. L'entente anglo-espagnole et l'entente franco-espagnole se manifestent, en mai 1907, par deux accords identiques garantissant le « *statu quo* territorial et les droits de chacun des trois peuples dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique » ; aussitôt l'Allemagne négocie avec les puissances du Nord un accord de même nature relatif à la Baltique, mais la Russie, en refusant de céder ses droits sur les îles d'Aland, et l'Angleterre, en proposant d'étendre la négociation à la mer du Nord, enlèvent au projet primitif le caractère d'un succès pour la politique de Berlin. Le discours du baron d'Æhrenthal (27 janvier 1908) et l'affaire du chemin de fer du sandjak de Novi-Bazar provoquent la rupture de l'entente austro-russe qui, depuis 1897, maintenait le *statu quo* dans les Balkans[1]; les événements d'octobre 1908[2] trouvent les puissances groupées tout autrement qu'elles ne l'étaient dans les années précédentes, et c'est encore en fonction de la rivalité anglo-allemande que cet ordre nouveau s'est établi. La révolution turque de juillet 1908 a été déclanchée par la visite du roi Edouard au tsar Nicolas à Revel[3], et pourtant, elle a été considérée, durant les premiers jours, comme un succès pour la politique britannique et un échec pour la diplomatie allemande.

1. Voyez notre ouvrage : *L'Europe et l'Empire Ottoman*, chapitre VI.
2. Voyez ci-dessous, chapitres III et IV.
3. Voyez ci-dessous, chapitre II, page 60.

Nous constatons donc que partout, toujours, reparaît l'inquiétante rivalité; elle se poursuit à Madrid, à Washington, dans les cours du Nord, dans les petits Etats balkaniques; partout les deux diplomaties sont en présence et souvent les deux souverains vont eux-mêmes, pour intimider ou séduire, mettre leur prestige personnel au service de leur politique. Il semble que, dans les affaires orientales comme dans celles du Maroc, le tournant dangereux soit dès maintenant franchi; mais qui sait si bientôt l'angoissant problème ne se posera pas sous un aspect nouveau? Aujourd'hui apaisement, demain crise; aujourd'hui échange de visites et de paroles courtoises, demain augmentation des flottes rivales; l'opinion publique, énervée, s'affole au moindre incident; l'Allemagne est reprise du « cauchemar des coalitions », elle se croit « encerclée », elle porte la main à la garde de son épée; l'Angleterre voit la ruine de son Empire et de son commerce; le spectre de la famine et de l'invasion la hante. Comment donc une rivalité si ardente, qui, à certaines heures, a paru sur le point de jeter l'une contre l'autre les deux moitiés de l'Europe, n'a-t-elle pas encore provoqué un conflit armé? Pourquoi même peut-on espérer qu'elle n'en provoquera pas? C'est la question à laquelle il nous reste à répondre.

V

On dit, — pour reprendre une comparaison dont nous nous servions au début de ces pages, — que les aéronautes, lorsqu'ils se sont élevés assez haut dans les airs, distinguent les grands courants qui agitent les eaux marines et qui, incessamment, les renouvellent. Peut-être aussi, si nous pouvions dominer d'assez haut notre temps, verrions-nous dans quel sens les grands cou-

rants sociaux emportent les peuples et, incessamment, renouvellent les sociétés; peut-être saisirions-nous le secret du prodigieux enfantement dont notre siècle est en mal; peut-être comprendrions-nous vers quel avenir et par quels chemins nous conduisent ces deux grandes forces aveugles, mystérieuses, qui mènent le monde moderne : les peuples et les idées. Louis XIV pouvait dire : « Demain »; aucun de nos gouvernements modernes ne le peut; ceux qui paraissent les plus solides sont parfois le plus vite balayés; les longs espoirs et les vastes pensées sont interdits, aujourd'hui, même aux monarques. Démocratie, socialisme, nationalisme, représentent, sous des formes et sous des noms divers, la poussée des foules qui inquiète les minorités gouvernantes et possédantes. Les forces souveraines de notre temps sont les démocraties et l'argent. Or les affaires ont besoin de la paix; et quant aux démocraties, elles sont pacifiques, parce que ce sont elles-mêmes qui se battent, jusqu'au moment où elles aperçoivent clairement, unanimement, que leurs grands intérêts vitaux sont menacés, ou jusqu'à ce que leurs passions profondes entrent en action; alors elles s'élancent à la guerre, et de telles guerres sont les plus terribles de toutes. Les luttes économiques actuelles n'ont pas encore atteint ce degré d'intensité, de nécessité, qui en fait sortir la guerre.

En Angleterre, la fraction la plus ardente de l'opinion ne se cache pas de souhaiter une guerre avec l'Allemagne : détruire la flotte, saisir les colonies, ruiner la concurrence allemande, imposer une limitation des armements sur mer, voilà les bénéfices qu'elle en attend. Mais l'Angleterre est précisément la moins démocratique des nations européennes; elle est menée par des aristocraties; aristocratie de race, aristocratie d'argent, aristocratie ouvrière des trade-unions; elle est la seule en Europe qui n'ait pas une organisation

militaire démocratique, puisqu'elle n'a pas la conscription, qu'elle ne peut mettre sur pied qu'une petite armée de métier, et que ses matelots eux-mêmes sont recrutés par engagements[1]. Il en résulte qu'elle ne dispose pas de forces militaires suffisantes pour faire seule la guerre à une puissance comme l'Allemagne. D'ailleurs, le Roi, le gouvernement et la partie la plus éclairée de la nation se rendent compte qu'une guerre comporte toujours, pour un bénéfice incertain, de terribles risques. Au moindre échec, ce serait peut-être la famine, avec la masse de ces *unemployed* qui sont plus d'un million et demi, et dont le nombre grossit chaque jour, et là-bas, dans les colonies, le soulèvement des indigènes que travaille déjà le ferment libéral et national. Édouard VII est un pacifique; ses combinaisons n'ont pas pour fin la guerre, mais son but est de fonder en Europe un ordre durable, un équilibre stable, et d'assurer ainsi l'avenir avant l'heure où son fils recevra la redoutable charge de la couronne.

L'Allemagne, moins encore que l'Angleterre, a intérêt à la guerre; pour être grande en Europe, elle n'a qu'à conserver, à maintenir; hors de chez elle, pour son expansion économique déjà si brillante, elle n'a besoin que de paix et de « porte ouverte »; sa production industrielle s'accroît, sa population essaime, son « déficit alimentaire » grossit; elle a besoin de débouchés, non de conquêtes; elle a déjà, chez elle, trop de populations réfractaires à la germanisation. En outre, elle est travaillée par des courants politiques libéraux et démocratiques dont les événements de ces dernières années ont révélé l'intensité. Voilà pourquoi l'Empereur, dont l'Allemagne vient de célébrer avec enthousiasme le cinquantième anniversaire, le maître de la plus grande et de la plus forte armée qu'on ait jamais

1. Voyez, sur l'Angleterre, les curieuses lettres signées Wawerley dans l'*Eclair* : *l'Angleterre inconnue*.

vue, est en même temps le plus pacifique des souverains. Il en a donné, depuis trente ans, assez de preuves pour qu'il ait le droit d'être cru lorsqu'il le proclame. Il ne tirerait l'épée que le jour où il croirait menacé l'héritage qu'il a reçu de ses pères, ou le jour où il verrait se fermer les débouchés nécessaires à la vie de l'Allemagne industrielle et commerçante. Les guerres d'hégémonie politique ne sont plus de notre temps; l'Europe, en créant un système nouveau d'alliances, d'ententes et d'accords qui a fait ses preuves dans la bataille diplomatique d'Algésiras et, depuis, dans diverses circonstances, a manifesté sa résolution d'établir l'équilibre sur la parité des droits de chacun et de rejeter toute suprématie indiscrète; des faits très récents prouvent que l'Allemagne l'a compris et, pour l'avoir admis, elle n'a rien perdu de son prestige, mais elle a regagné des sympathies que son intransigeance avait éloignées.

La sagesse des rois, la volonté des peuples, voilà donc quelques-unes des raisons qui maintiennent la paix. Une guerre serait, dans l'état actuel de l'Europe, un si formidable cataclysme que personne n'ose en prendre la responsabilité et s'exposer à la réprobation universelle; même pour le vainqueur, la guerre entraînerait une terrible crise financière et économique; le concurrent est en même temps un consommateur et il n'est pas prouvé que sa ruine serait avantageuse au producteur; ainsi s'établit entre tous les peuples civilisés une solidarité d'intérêts qui l'emporte sur leurs rivalités. L'Angleterre et l'Allemagne, en particulier, sont en présence de déficits formidables qui exigent des impôts nouveaux; le développement continu de leur industrie les met dans un perpétuel état de crise économique qui se traduit par l'accroissement menaçant du nombre des sans-travail. Deux nations rivales, comme l'Angleterre et l'Allemagne, sont dans la nécessité ou de se battre ou de s'entendre, car toujours se menacer n'est pas vivre. On

peut espérer que le voyage d'Édouard VII à Berlin, comme le dit le discours du trône, fortifiera entre les deux nations « les sentiments d'amitié qui sont indispensables à leur vie mutuelle commune et au maintien de la paix ». Les périls cependant sont loin d'être tous écartés : les affaires d'Orient sont pleines de pièges parce que l'Orient balkanique et asiatique est un débouché indispensable au commerce européen et parce qu'il y a encore, là-bas, des peuples qui n'ont pas fait leur unité ni trouvé leur aplomb. L'adoption, par l'Angleterre, d'un régime douanier protectionniste, tel que celui que prône M. Joseph Chamberlain, serait un grand danger pour la paix européenne. Il y en a d'autres, prévus ou imprévus.

La situation de la France, en face de l'Angleterre et de l'Allemagne, est périlleuse, puisqu'elle serait probablement entraînée dans leur conflit ; mais elle est, en même temps, très heureuse puisqu'il est en son pouvoir, pour une grande part, d'empêcher ce conflit de se produire. Si l'Angleterre voulait devenir agressive, elle ne le pourrait qu'avec le concours assuré de notre armée qu'il dépend de nous de lui refuser ou de ne lui accorder qu'à bon escient. Si c'était l'Allemagne, elle risquerait de se trouver seule contre tous et particulièrement contre la Double-Alliance jointe à l'Angleterre. L'excellente assiette de sa vie économique, l'abondance de ses capitaux, la richesse de son épargne, et surtout la force d'une armée et d'une marine qui doivent être toujours prêtes, toujours « au point », mettent la France dans l'avantageuse situation de pouvoir remplir, entre les deux adversaires, — dont l'une est son amie, mais dont l'autre n'est pas forcément, partout et toujours, son adversaire, — une mission de pacificatrice et d'arbitre. En signant l'accord[1] qui met fin si heureusement

1. L'accord du 9 février 1909.

au long malentendu entre la France et l'Allemagne au Maroc, M. Pichon vient de démontrer quelle force peut avoir, de notre temps, une politique de loyauté et de droiture pour le maintien de la paix et le triomphe final de la justice.

Post-Scriptum.

Les prévisions optimistes que contenaient les pages qu'on vient de lire, ont été jusqu'à présent corroborées par les événements. Comme le dit très bien M. André Tardieu [1], « l'Allemagne et l'Angleterre, après les innombrables incidents qui les ont mises aux prises, sans les obliger pourtant à en venir aux mains, croient, moins qu'autrefois, à la guerre fatale. Ne pouvant s'anéantir, elles s'accoutument à se supporter. »

Nous verrons, dans les chapitres qui suivent, que, dans la crise européenne déterminée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (hiver 1908-1909), comme dans tous les incidents qui provoquent en Europe des débats diplomatiques, c'est la rivalité anglo-allemande qui envenime les difficultés et donne aux problèmes politiques toute leur acuité. Mais les signes de détente se multiplient et, d'un côté comme de l'autre, se manifeste de plus en plus la ferme résolution de ne pas laisser les litiges dégénérer en conflits. L'Empire allemand et la Grande-Bretagne sont, l'un comme l'autre, aux prises avec des difficultés intérieures et des crises sociales qui absorbent toute l'activité des gouvernements. Le cabinet libéral anglais n'a qu'une politique extérieure très effacée : la réforme constitutionnelle est la préoccupation dominante de M. Asquith et de ses collaborateurs [2]. Cette abstention de l'Angleterre don-

1. *La France et les Alliances*, 3e édition, p. 347.
2. Philippe Millet : *La crise anglaise*. Arm. Colin, 1910, in-16.

nerait la partie belle à l'Allemagne si elle-même n'avait à résoudre les plus difficiles problèmes de réforme intérieure et à résister au courant démocratique qui met aux prises l'Allemagne nouvelle et la vieille Prusse sur la question du suffrage universel pour les élections au *Landtag*. Ainsi, pour les deux rivales, le problème démocratique prime les questions extérieures.

Entre Paris et Berlin les relations se sont améliorées à la suite de l'accord du 9 février 1909. L'influence personnelle de l'Empereur François-Joseph, l'action de la diplomatie austro-hongroise ont contribué à cet heureux résultat; déjà, au moment de l'incident des déserteurs de Casablanca[1], l'empereur François-Joseph avait insisté auprès de l'empereur Guillaume II, alors son hôte à Vienne, pour que le gouvernement allemand acceptât l'arbitrage dans les conditions où la France le proposait. Cette détente franco-allemande a réagi sur les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre. L'opinion publique, dans les deux pays, est aujourd'hui moins nerveuse, la presse moins prompte aux polémiques violentes[2]. Des délégations de parlementaires ou de négociants ont été bien accueillies de part et d'autre. M. Dernburg, alors encore ministre allemand des Colonies, a fait un voyage officiel en Angleterre en novembre 1909 et y a reçu un excellent accueil.

Sans doute les armements maritimes n'ont pas été

1. Commencement de novembre 1908.

2. Le prince de Bülow, dans son discours du 29 mars 1909, après avoir déclaré que « des échanges de vues n'ayant aucun caractère officiel ont eu lieu entre des personnalités autorisées d'Allemagne et d'Angleterre au sujet d'une entente anglo-allemande portant sur l'ampleur des programmes de constructions navales et sur les dépenses résultant de ces constructions. Mais jamais il n'a été fait par l'Angleterre de proposition sur laquelle on pût baser des négociations officielles », ajoutait : « Les gouvernements allemands confédérés ne songent aucunement à rivaliser avec les forces maritimes de l'Angleterre. Nos armements navals sont uniquement destinés à protéger nos côtes et notre commerce. »

ralentis, au contraire; les deux pays luttent à coups de *Dreadnought* et aussi à coups de milliards; c'est un jeu qui n'est pas sans danger et qui peut conduire à une catastrophe financière; mais, pour le moment, on affirme de part et d'autre que la construction hâtive de tous ces grands cuirassés n'a aucun caractère agressif (discours de M. de Schœn et de sir Edward Grey, fin mars 1909; discours de M. de Bethmann-Hollweg, 5 mars 1910). Le chancelier allemand, pour donner aux vœux utopiques du premier ministre anglais une satisfaction platonique, a paru disposé à accepter en principe des échanges de vues entre les deux pays au sujet des armements maritimes. Le gouvernement et la presse libérale en ont exprimé une satisfaction quelque peu naïve. Répondant à une motion socialiste qui l'engageait à prendre l'initiative de démarches pour amener la limitation des armements par une entente internationale, M. de Bethmann-Hollweg, le 29 mars 1911, a remis les choses au point; voici quelques passages de son discours très sensé et très net[1] :

« Au cours du débat, on a fait également mention des déclarations que le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre a faites récemment à la Chambre des Communes sur la question du désarmement. Le ministre anglais y a exprimé l'idée qu'un échange réciproque de notes, au sujet des constructions navales des deux pays, mettrait à l'abri des surprises, afin que les deux pays aient la conviction qu'ils ne sont pas dépassés l'un par l'autre. Les autres puissances seraient par là fixées au sujet des rapports de l'Allemagne et de l'Angleterre, et ainsi cet échange de renseignements serait profitable, d'une façon générale, à la cause de la paix. Nous pouvons nous rallier d'autant plus vite à cette idée, que notre programme de constructions navales a toujours

1. Voyez la traduction dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, du 16 avril 1911, p. 500.

été exposé ouvertement, et nous nous sommes déclarés prêts à nous entendre, sur ce point, avec l'Angleterre, dans l'espoir que cela déterminerait dans les esprits le calme attendu.

« ... L'Angleterre est convaincue que, malgré tous les vœux de limitation d'armements, sa flotte doit, en toutes circonstances, être égale à toute combinaison possible dans le monde, ou même lui être supérieure. C'est le légitime droit de l'Angleterre d'aspirer à cette situation, mais c'est une tout autre chose de vouloir faire d'un tel principe la base d'un accord.

« ... En ce qui concerne l'Allemagne, elle ne refuse pas l'arbitrage, ainsi que le prouvent les nouveaux traités de commerce.... Mais on ne peut pas biffer l'*ultima ratio* de la vie d'une nation; on ne peut qu'essayer d'en reculer le plus possible la date. Certainement des traités d'arbitrage peuvent contribuer pour une large part au maintien et à la consolidation des rapports pacifiques, mais la force fait partie de la préparation à la paix.

« Le vieux dicton : « Le faible est la proie du fort » a toujours la même valeur. Si une nation ne veut plus ou ne peut plus consacrer autant à son armée qu'elle doit le faire pour garder son influence dans le monde, elle passe immédiatement au second rang. C'est précisément nous, Allemands, qui devons, dans notre situation exposée, regarder résolument en face cette dure réalité; ce n'est qu'à cette condition que nous conserverons la paix et l'existence. »

Un tel langage est significatif. L'activité dans les armements, si elle n'est pas l'indice certain d'une guerre prochaine, n'est cependant pas de nature à faire disparaître toutes les inquiétudes : une occasion, un incident peut toujours déclancher le formidable appareil des armées et des flottes modernes, et l'on peut se demander si les grandes transformations écono-

miques, financières et sociales qui transfigurent si rapidement les nations et qui sont, à l'heure actuelle, des facteurs de paix, ne deviendront pas un jour, par la suite naturelle de leur évolution, les causes déterminantes de la guerre. Il suffirait pour cela que l'Allemagne ou l'Angleterre crût trouver, dans un grand conflit extérieur, une soupape de sûreté qui préviendrait l'explosion imminente d'une révolution ou la menace d'une banqueroute. Mais c'est là, semble-t-il, un péril encore lointain ; nous sommes, pour le moment, dans une période de détente qui, d'ailleurs, peut cesser du jour au lendemain.

Édouard VII avait été, pour l'Allemagne, un adversaire redoutable : avec le sang-froid d'un beau joueur il avait vu venir l'heure où il faudrait jeter les dés et assurer la suprématie navale et l'hégémonie mondiale de l'Angleterre. Sa politique ne pouvait avoir d'autre terme logique qu'une guerre en vue de laquelle il cherchait à mettre toute l'Europe au service de sa querelle. Il put s'apercevoir, dans les derniers mois de sa vie, que ni la France, ni aucune autre grande puissance, ni même l'opinion anglaise, n'étaient disposées à risquer la partie décisive. La force des choses lui imposait la paix. Le 9 février 1909, il allait porter à Berlin des paroles de concorde.

George V[1], devenu roi le 7 mai 1910, n'a pas les mêmes raisons personnelles qu'Édouard VII de sentir avec une particulière acuité la rivalité des deux nations : il reste fidèle à la ligne générale de la politique de son père, mais il participe de moins près à la direction des affaires. Il a toujours témoigné des sentiments de sympathie à ses cousins l'Empereur Guillaume II et le prince Henri de Prusse. Aux funérailles du roi Édouard, tous

1. *George V*, par M. Jacques Bardoux, dans la *Revue hebdomadaire* du 10 juin 1911, ou dans *Victoria Ire*, *Édouard VII*, *George V*, 1 vol. in-16, Hachette.

les regards allaient à Guillaume II; le public anglais et la presse ont salué sa présence auprès du cercueil de leur roi très aimé, avec une satisfaction significative. Comme l'a dit M. de Bethmann-Hollweg, « l'époque où, en Europe, les guerres étaient faites par les Cabinets est passée. » En Angleterre comme en Allemagne, souverains et peuples travaillent pour la concorde et pour la paix.

1er juillet 1911.

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION TURQUE[1]

Sommaire. — La révolution du 24 juillet 1908.

I. — La fin d'une tyrannie. — Succès inattendu et facile de la révolution. — Le Comité Union et Progrès. — La révolution et Abd-ul-Hamid. — Les races fraternisent en Macédoine.

II. — Caractères de la révolution : militaire et nationaliste. — Elle est déterminée par l'entrevue de Revel. — La Turquie aux Turcs. — La question des nationalités. — Égalité de tous les citoyens ottomans.

III. — La tradition libérale et nationaliste en Turquie. — Midhat-pacha. — La constitution de 1876. — Échec de Midhat ; la constitution oubliée ; Midhat assassiné.

IV. — Le nouveau régime et le Sultan. — Possibilité d'une réaction. — Conditions d'un accord entre Abd-ul-Hamid et les Jeunes-Turcs.

V. — La constitution et l'Islam. — La constitution et les nationalités. — L'État et les Églises. — Nécessité d'une politique de décentralisation. - Le nouveau régime et les Bulgares. — Dangers pour le régime jeune-turc. — Intolérance et violences

VI. — L'Europe accueille avec satisfaction la révolution ottomane. — Dangers pour l'avenir : Bosnie, Égypte, etc. — Xénophobie de certains Jeunes-Turcs ; elle est un péril pour le nouveau régime. — Force et étendue du mouvement libéral en Orient. — La France et la Jeune-Turquie.

Des événements prodigieux s'accomplissent en Orient. La crise turque est ouverte ; mais elle s'est ouverte de la façon la plus imprévue. On pressentait

1. Cette étude a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, quelques semaines après la révolution turque, le 1er septembre 1908.

bien, depuis quelques mois, que des événements graves étaient dans l'air ; l'atmosphère était lourde d'orage ; mais tandis qu'on s'inquiétait des nouveaux projets de réforme péniblement élaborés, pour la Macédoine, par la Russie et l'Angleterre, ou qu'on s'alarmait des dispositions belliqueuses de la Bulgarie, voici que des Turcs eux-mêmes vient tout à coup l'impulsion décisive qui, en quelques jours, en quelques heures, change en Orient la face des choses. Personne, à vrai dire, en Europe, et peut-être même, à de rares exceptions près, en Orient, ne connaissait l'étendue, la profondeur, ni surtout l'universalité du mouvement « jeune turc » ; on disait bien, depuis quelques semaines, que les Comités étaient prêts, que des incidents étaient à prévoir, mais qui aurait osé croire à un succès si prompt et si aisé ? On jugeait le régime hamidien plus solide, mieux préparé à la résistance et beaucoup, même parmi les Turcs libéraux, ajournaient leurs espérances à la mort du Sultan. Ce régime de compression, de dénonciations, faisait d'autant plus facilement illusion qu'il était environné de silence, qu'il paraissait avoir anéanti tout ce qui aurait été capable de lui faire obstacle et qu'il passait pour avoir trouvé au dehors des appuis assez solides pour être en droit de se croire assuré de la tranquillité du dedans. Toute cette force apparente s'est évanouie devant la force réelle qui a surgi d'où on ne l'attendait pas, du fond même de la vieille race turque. On la supposait passive et résignée et, tout à coup, elle a révélé sa vitalité, affirmé sa volonté de rester maîtresse de ses destinées et de marcher par ses propres moyens dans les voies du progrès. On savait bien que l'armée était brave, les paysans honnêtes et laborieux, mais on se demandait si la corruption d'en haut n'avait pas gangrené tout le corps social et si les comités « jeunes-turcs » pourraient être jamais autre chose qu'une élite éclairée, mais utopique et pratiquement impuissante.

Et voilà que cette force révolutionnaire s'est révélée comme une puissance organique, créatrice d'ordre et de justice. En quelques jours, des événements inouïs ont renouvelé la physionomie de l'Empire ottoman et bouleversé l'économie des vieilles questions insolubles qui constituent la « question d'Orient. » Les Turcs ont repris en mains, virilement, la direction de leurs propres destinées ; ils sont sortis de leur rôle passif ; ce sont eux maintenant qui agissent, et c'est l'Europe qui les regarde.

I

La Turquie vit en ce moment une de ces heures de fraternité active où les hommes, pour avoir longtemps nourri dans le silence les mêmes espérances, vibrent à l'unisson dans la joie d'une commune délivrance ; de telles heures, où les meilleurs instincts l'emportent, où les conseils les plus généreux sont aussi les plus écoutés, où les jalousies et les ambitions égoïstes se cachent encore dans l'ombre, sont rares dans la vie des peuples, mais elles seraient fécondes, alors même qu'elles resteraient sans lendemain ; leur souvenir agit sur la mentalité nationale comme un ferment de vie, comme un perpétuel appel à l'élévation des cœurs : les peuples font dater de pareilles journées leur régénération, leurs progrès décisifs. Rien ne résiste à cette allégresse des multitudes, elle porte avec elle comme une lumière conquérante qui éblouit et qui entraîne. En Turquie, sa première conquête et sans doute la plus inattendue, a été celle du Sultan. La révolution a commencé comme une conspiration militaire et elle se continue comme une fête nationale. La complicité de l'immense majorité des habitants de l'Empire, depuis les fonction-

naires les plus élevés jusqu'aux plus humbles habitants, l'a rendue irrésistible, en a transformé le caractère, lui a donné une âme[1].

Pline le Jeune raconte, dans une de ses lettres, que l'empereur Nerva, à son avènement, fit arrêter tous les individus qui, durant les sombres jours de Domitien, avaient fait métier de délateurs, et que, les ayant fait conduire à Ostie, il les embarqua à bord d'un navire qui leva l'ancre et les conduisit vers l'exil aux applaudissements d'un peuple en liesse. Les Turcs exultent aujourd'hui d'une joie pareille : après plus de trente ans d'un régime de tyrannie policière et de délation où la moindre parole, le moindre geste suffisait à rendre suspect, où le silence même était interprété, où ni la vie, ni l'honneur, ni la fortune des sujets n'avaient de recours contre l'arbitraire d'en-haut, voici que, tout d'un coup, par la plus étrange et la plus inattendue des révolutions, toute la camarilla d'Yildiz-Kiosk, qui perpétuait et aggravait la tyrannie parce qu'elle en profitait, se trouve dispersée, prisonnière ou fugitive ; un régime de liberté succcède sans transition à l'absolutisme aboli : il s'est produit, dans tout ce peuple, un sentiment général de décompression qui s'est traduit d'abord par un besoin de manifestation et de bruit, par une exubérance de paroles et de gestes ; chacun, en se hâtant d'user des libertés nouvelles, semble chercher à se prouver à soi-même qu'il les possède enfin. Mais, presque nulle part, la liberté n'a dégénéré en licence ; très peu de sang, jusqu'ici, a été versé ; quelques officiers, connus comme délateurs ont été tués durant les premiers jours ; l'excitation de la lutte et le mépris qu'ins-

1. Voyez sur ces premiers jours de la liberté ottomane : Camille Fidel : *Les premiers jours de la Turquie libre. Lettres d'un témoin*. Publication du *Comité de l'Asie française* (Levé, éditeur, broch. in-8°, 1909.) — Mme Marcelle Tinayre : *Notes d'une voyageuse en Turquie* (avril-mai 1909) dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 juillet, 1er août, 1er septembre, 1er octobre, 1er novembre 1909.



pire en tout pays le métier de mouchard, expliquent, sans les excuser, ces exécutions sommaires.

Il y a peu d'exemples dans l'histoire qu'une révolution dont les conséquences promettent d'être si importantes, se soit accomplie si facilement, si simplement ; il n'y en a guère non plus qui ait trouvé moins d'adversaires et qui ait recueilli de si unanimes approbations. Tout ce qui constituait le système du gouvernement absolutiste d'Abd-ul-Hamid s'est effondré en même temps. A un régime fondé sur la crainte, quand la force manque, tout est perdu. Contre les troupes mutinées de Macédoine, le Sultan songea à recourir à celles d'Asie : elles refusèrent de marcher. Le dernier coup vint au Sultan des Albanais qui, réunis à Ferisovich, envoyèrent à Yildiz une dépêche où ils réclamaient la Constitution : or, ce sont des Albanais qui, autour du Palais, veillent sur la personne du Sultan : qui donc garderait ces gardiens ? Il fallait céder : « on peut tout faire avec des baïonnettes excepté s'asseoir dessus. » Un iradé suffit à remettre en vigueur la Constitution oubliée, mais non abolie, de 1876 ; des élections furent annoncées, un ministère responsable constitué ; du jour au lendemain l'Empire ottoman devint un État constitutionnel.

Mais le fait dominant, dans ce bouleversement, c'est moins l'organisation sur le papier d'un régime libéral que la prise de possession effective du pouvoir et l'exercice réel du gouvernement par le Comité Union et Progrès [1]. Ce sont les délégués du Comité, composé surtout d'officiers, et dont les inspirateurs les plus influents paraissent être les majors Niazi-bey et Enver-bey qui, sans remplacer les organes réguliers du gouvernement, en réalité les dirigent ; ce sont eux qui dic-

1. Le Comité a son principal centre à Salonique. Paris est le principal centre extérieur. Le Comité n'a ni chef, ni président, tous les membres sont égaux.

tent au Sultan leurs volontés, font et défont les ministères, imposent la révocation des fonctionnaires et la nomination d'hommes dévoués aux idées des Jeunes Turcs. Il y a là un phénomène comparable au pouvoir du Comité de Salut public pendant le Convention. C'est sur les injonctions impératives des délégués du Comité que s'opère rapidement l'œuvre préliminaire d'épuration et de nettoyage; toute la camarilla délatrice et concussionnaire a été balayée en quelques jours; les principaux personnages de l'entourage de confiance du Sultan, Izzet-pacha, les Melhamé, les derviches et les astrologues se sont enfuis ou ont été arrêtés; les ministres accusés de prévarication sont en prison en attendant le jugement qui leur fera rendre gorge; tout l'ancien personnel compromis est liquidé, dispersé, remplacé, tandis que les fonctionnaires patriotes, même les plus dévoués au Sultan, se rallient avec joie au mouvement « jeune turc », s'entendent avec le Comité et applaudissent à la constitution retrouvée. Les hommes les plus sages, les plus avisés, comme l'Inspecteur général des trois vilayets de Roumélie, Hilmi pacha, ne cachent pas leur satisfaction et remercient le Sultan d'avoir répondu aux vœux de ses sujets fidèles.

C'est un des traits les plus curieux de la méthode prudente du Comité Union et Progrès et de l'esprit politique de ses inspirateurs que la manière dont la personne du Sultan est tenue en dehors des discussions et au-dessus des responsabilités. Le Sultan a été mal conseillé, il a été trompé par des traîtres qu'il faut châtier; lui-même n'est pas responsable du mal qui a été fait en son nom et que, désabusé aujourd'hui, il déplore; en tout cas il doit rester intangible; il est le padischah, le khalife, symbole vivant de l'unité nationale: telle est la fiction qu'admet et qu'impose le Comité. Au milieu de l'effondrement de son système et de la dispersion de ses fidèles, Abd-ul-Hamid, jus-

qu'ici, est resté debout. Avec une merveilleuse présence d'esprit, il a fait à mauvaise fortune bon visage, il a su se plier aux circonstances ; sa décision une fois prise, il a joué son rôle en maître, se montrant en public, parlant au peuple, plus réformateur que les réformateurs eux-mêmes, arborant au Selamlik la cocarde constitutionnelle, offrant un palais au Comité Union et Progrès, abandonnant sans vergogne ses amis et tendant les bras à ses victimes. S'il n'avait pas mis plus tôt la Constitution en vigueur, c'est que les circonstances l'en avaient empêché et que son peuple n'était pas assez instruit pour être libre; mais maintenant la situation a changé, et depuis que des traîtres ne l'empêchent plus de la voir telle qu'elle est, il comprend que le temps est venu d'établir le régime constitutionnel ; il remercie les sujets fidèles qui l'ont éclairé, il leur demande de lui continuer leurs bons conseils : il n'a jamais voulu que le bien et le bonheur de son peuple en qui il a confiance et dont les acclamations loyales touchent et réjouissent son cœur paternel. *Qualis artifex!* En vérité, Abd-ul-Hamid est un grand artiste, ou plutôt c'est un politique !

Comment n'apprécierait-il pas certains résultats du nouveau régime ? Il se trouvait en face de grosses difficultés ; il allait être mis dans la nécessité de répondre aux propositions anglo-russes, d'accorder de nouvelles réformes en Macédoine qui, en dépit des euphémismes diplomatiques, auraient limité et contrôlé son pouvoir souverain, et voici que, subitement, par la vertu de la liberté retrouvée, la tragédie macédonienne tourne à la pastorale. On s'embrasse ! Loups et renards sont entrés dans la bergerie ; ils fraternisent, pêle-mêle, avec les moutons. Les bandes de toutes les nationalités déposent les armes, descendent dans la plaine, accourent dans les villes et sur les marchés. Sandanski a fait son entrée à Salonique, au milieu des acclamations,

avec Panitza, l'assassin de Boris Sarafof; il prépare, dit-on, sa candidature aux élections. Les Bulgares de Macédoine, émigrés dans la Principauté, reviennent. Les prisons se sont ouvertes; des centaines d'hommes, l'élite des nationalités concurrentes, en sont sortis, mais c'est pour fraterniser entre eux et avec les Turcs. Les Albanais jurent d'oublier leurs vendettas séculaires, de vivre désormais en honnêtes paysans, en citoyens paisibles. A Salonique, les rues sont pleines d'étranges figures basanées de brigands apprivoisés, *anthartes* grecs et *comitadjis* bulgares. Hilmi-pacha les harangue; il dit aux Grecs, venus de Thessalie pour le féliciter, la joie du peuple turc et son espoir dans le règne de la concorde universelle. Quant aux officiers « réorganisateurs », aux conseillers financiers, à tout le personnel européen des réformes, ils regardent et ils attendent. Ainsi s'évanouit, dans l'allégresse générale de tout un peuple, le fantôme sanglant de la Macédoine; tout ce qu'il y avait, dans les revendications des nationalités, de factice et d'artificiel, apparaît; être devenus citoyens d'un pays libre et constitutionnel suffit, pour le moment, aux habitants de la Macédoine; ils attendent de la liberté et de l'esprit de justice du nouveau régime la satisfaction de leurs multiples espérances.

De tels élans d'enthousiasme universel peuvent soulever un peuple au-dessus de lui-même et lui faire accomplir de grandes choses; mais, de leur nature même, ils sont passagers; après les heures de fièvre, le terre à terre de la vie courante reprend son empire; on s'accoutume vite à la liberté, et les avantages dont on jouit ont bientôt perdu le meilleur de leur prix; la nature humaine reparaît avec ses besoins, ses passions, ses jalousies, ses instincts héréditaires : alors la féerie cesse et la mêlée des intérêts commence. Certes, nous croyons qu'il restera beaucoup du mouvement actuel; personne ne souhaite, et même si on le souhaitait, per-

sonne ne pourrait espérer le retour à l'ancien ordre de choses ; les chefs et les inspirateurs du Comité Union et Progrès ont donné des preuves rassurantes de leur esprit de modération, de sagesse, de prévoyance, mais leur tâche ne fait que commencer. Nous venons de voir quelques-uns des effets extérieurs du mouvement; essayons de pousser plus loin notre analyse, d'en pénétrer les origines, d'en démêler le caractère et la direction.

II

On se ferait une idée très incomplète de la révolution que les Jeunes Turcs viennent d'accomplir si on la comparait à celles qui, dans l'Europe occidentale, en 1830 et en 1848 par exemple, ont abouti à la conquête de la liberté politique et du régime constitutionnel. Autant qu'il est libéral et anti-absolutiste, le mouvement actuel est patriote et nationaliste; il serait même plus juste de dire qu'il est libéral et constitutionnel, surtout parce qu'il est nationaliste. Il n'est pas dirigé par des professeurs ou des journalistes, par des « intellectuels : » c'est un mouvement militaire; le Comité Union et Progrès est composé d'officiers, et c'est sous la forme d'une mutinerie militaire que la révolution a commencé à Salonique et à Monastir : le pouvoir effectif, en ce moment, en Turquie, appartient à l'armée ; les délégués du Comité, les Niazi-bey, les Enver bey, qui dictent leurs volontés au Sultan, nomment et révoquent les ministres, les généraux, les ambassadeurs, les valis, sont tous des officiers, des médecins de l'armée : c'est une franc-maçonnerie militaire qui, avec l'approbation du pays et l'aide de comités siégeant à l'étranger, s'est emparée du pouvoir et gouverne par ses délégués.

Voilà un premier trait qui caractérise les événements actuels.

Le mouvement a éclaté dans l'armée, dans le 3e corps, celui de Macédoine, parce que c'est dans l'armée, et spécialement dans le 3e corps, que le mécontentement était le plus vif. Comment une armée, en général si disciplinée et si loyaliste, en est-elle venue à la révolte ouverte ? On a dit qu'elle était mal payée, que la solde des hommes et des officiers était en retard ; or, les troupes de Macédoine, grâce à la bonne gestion de la Commission financière européenne et de l'Inspecteur général Hilmi-Pacha, étaient, depuis quelques mois, les plus régulièrement payées ; on était presque arrivé à un regime normal ; à peine un mois de solde restait arriéré au moment où éclata le mouvement insurrectionnel auquel il faut chercher des causes plus élevées. Depuis six ans, l'armée turque d'Europe était aux prises avec les difficultés et les périls sans cesse renaissants de la question macédonienne, poursuivant les bandes, gardant les voies ferrées, surveillant les frontières sans faire avancer d'un pas la pacification du pays. Elle s'apercevait que l'état de trouble où se débattait la Macédoine n'était que l'une des manifestations d'un mal plus général, et que l'anarchie d'en bas résultait de l'absolutisme tyrannique d'en haut. Pour prix de ses peines et de ses périls, elle était soumise à un régime dégradant d'espionnage et de délation ; sur un soupçon, ses chefs les plus aimés étaient envoyés en Tripolitaine ou en Arabie ; l'avancement n'était donné qu'à la bassesse et à la flatterie ; il récompensait les mouchards d'Yildiz ; un tel régime, en détruisant la camaraderie entre les officiers et le loyalisme envers le gouvernement, tue fatalement l'esprit militaire.

Ainsi la glorieuse armée turque, réduite à un rôle de police, traitée en suspecte, frémissait d'impatience sous un régime qui énervait sa force et détruisait sa cohé-

sion. Elle souffrait aussi dans son patriotisme : elle accusait le Sultan de mettre le pays sous la tutelle humiliante des étrangers et de préparer la décadence définitive de l'Empire. Les étrangers, l'armée les rencontrait partout : officiers allemands dans les hauts conseils de l'État-major, aides de camp italiens dans l'entourage du Sultan, fonctionnaires de toutes les nationalités dans toutes les branches de l'administration, richement payés, indépendants, jouissant de toutes les prérogatives dont les sujets du Sultan étaient privés. Mais c'est surtout en Macédoine que les officiers se trouvaient en contact avec des étrangers de plus en plus nombreux. « Agents civils » russe et autrichien ; « conseillers financiers » anglais, français, allemand, italien, chacun avec leurs secrétaires et leurs drogmans ; « général et officiers réorganisateurs de la gendarmerie », c'est tout un nombreux personnel européen qui, dans les trois vilayets de Macédoine, contrôle toutes les branches de l'administration et du gouvernement. Des officiers autrichiens, russes, français, anglais, italiens, séjournent jusque dans les petites villes de la Macédoine ; un major allemand dirige l'école de gendarmerie ; leur autorité, si limitée qu'elle soit, leur donne cependant en pratique le droit de commander à des officiers ottomans, et surtout, ils sont des témoins gênants dont la présence ajoute, aux souffrances de l'armée turque, l'humiliation de les savoir connues. Tout ce personnel des « réformes » n'a pas suffi à pacifier le pays ni à y faire régner l'ordre, mais sa présence blesse et irrite au plus haut point le patriotisme ombrageux des Jeunes Turcs ; ils disent que l'absolutisme hamidien, tyrannique au dedans, est faible et pusillanime en face des étrangers, auxquels, si l'on n'y met ordre, il aura bientôt, morceau par morceau, livré tout l'Empire.

Les chancelleries européennes, durant le printemps et l'été de l'année 1908, se sont mises d'accord sur la

nécessité d'aboutir enfin à une pacification de la Macédoine en y développant les réformes et le contrôle européen, en créant notamment une inspection du service judiciaire et en organisant, sous la haute direction des officiers européens, une force mobile pour la poursuite des bandes. L'Angleterre et la Russie arrivaient chacune avec son projet, et elles paraissaient plus préoccupées de l'approbation des puissances européennes que du consentement du Sultan; de plus en plus, il semblait aux Jeunes-Turcs que la souveraineté du Sultan n'était plus qu'une façade derrière laquelle se cachait le gouvernement des étrangers. Le discours du baron d'Æhrenthal, le 27 janvier 1908, eut, dans les milieux patriotes et nationalistes turcs, et particulièrement parmi les officiers, le plus fâcheux retentissement; il réveilla le souvenir du démembrement de 1878, de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par les Autrichiens et des droits que leur donne le traité de Berlin sur l'ancien sandjak de Novi-Bazar; la convention relative au chemin de fer de Sarajevo à Mitrovitza apparut comme une mainmise de l'Autriche sur une nouvelle province turque, comme un nouveau pas en avant des étrangers dans la direction de Salonique. Ce n'est donc point par hasard que le mouvement révolutionnaire dans l'armée a commencé en Macédoine; ce fait en dit long sur son véritable caractère. Il y a corrélation directe entre le mouvement « jeune turc » et les affaires de Macédoine; le discours du baron d'Æhrenthal, les premiers travaux du chemin de fer du sandjak et l'annonce de nouvelles réformes exigées par la note anglo-russe ont hâté certainement le succès de la propagande du Comité Union et Progrès et la proclamation de la Constitution. L'entrevue de Revel, où le roi Edouard VII et le tsar Nicolas se sont concertés sur un programme de nouvelles réformes à appliquer en Macédoine, a décidé les officiers à une action immédiate. Plus encore, peut-être, que ses

procédés arbitraires et tyranniques, les Jeunes-Turcs, — et c'est à leur honneur, — reprochent au régime hamidien de diminuer la patrie ottomane.

Le mouvement nationaliste ne se traduira point, bien entendu, par une expulsion en masse des étrangers, par une poussée de xénophobie brutale et irraisonnée analogue, par exemple, à la guerre des « Boxeurs. » Les Jeunes-Turcs savent trop bien pour pouvoir l'oublier tout ce que leur pays doit aux étrangers pour ses finances, ses travaux publics, son armée même et sa marine; leurs comités ont reçu, chez les nations occidentales, hospitalité et protection ; ils sont imbus des idées et des principes de gouvernement des peuples libéraux européens, mais ils en veulent faire eux-mêmes application à leur pays, et si leur programme est « la Turquie libre », il est aussi « la Turquie aux Turcs. » Comme les Japonais, ils emprunteront aux peuples plus anciennement civilisés les armes et les outils, tout ce qu'il faudra pour pouvoir ensuite se passer d'eux; ils s'européaniseront pour mieux rester eux-mêmes. C'est en ce sens que, autant qu'on en peut juger jusqu'ici, le mouvement actuel a des analogies avec la révolution de Meiji d'où est sorti le Japon moderne. Qui mesurera jamais l'influence que Port-Arthur, Moukden et Tsoushima ont pu exercer sur l'esprit public dans le pays des vaincus de Plevna et de Chipka?

Par prudence et par esprit politique, le Comité Union et Progrès s'est efforcé d'atténuer, ou tout au moins de masquer le caractère d'intransigeance nationaliste du mouvement « jeune-turc », mais des incidents révélateurs sont déjà survenus. En plusieurs endroits, notamment dans le secteur russe, des officiers étrangers ont été avisés, sans menaces, qu'ils seraient bien inspirés en ne rejoignant pas leur poste ou en le quittant. A Serès, où le colonel français Baumann a rassemblé tous ses officiers, ils ont été acclamés, mais on leur a

laissé entendre que l'on espérait bien n'avoir plus besoin désormais de leurs services. Déjà, dit-on, les officiers autrichiens auraient été rappelés ; le major allemand, qui était en congé, y reste. Enfin un incident plus significatif s'est produit le 12 juillet, s'il faut en croire une dépêche adressée au *Berliner Tageblatt* : comme le général Mussaffer-pacha, chargé d'étudier le tracé du nouveau chemin de fer du sandjak de Novi-Bazar, de Sarajevo à Mitrovitza, voyageait entre Uskub et Salonique, il a été arraché de son wagon et couvert de crachats par des officiers ; les nationalistes considèrent toute collaboration à ce chemin de fer comme une trahison envers la patrie ottomane.

Aspirations libérales et aspirations nationalistes, la Constitution donne satisfaction aux unes comme aux autres : non seulement elle assure aux habitants de l'Empire ottoman les bénéfices des institutions représentatives et de la liberté politique, mais encore elle crée véritablement une Turquie nouvelle en abolissant toute distinction entre les habitants de l'Empire, quelle que soit la race ou la religion à laquelle ils appartiennent. C'est là le point capital qui donne à la Constitution de 1876, restaurée en 1908, toute son importance. Son article 8 dit expressément :

« Tous les sujets de l'Empire sont indistinctement appelés Ottomans, quelle que soit la religion qu'ils professent. »

Et l'article 17 ajoute :

« Tous les Ottomans sont égaux devant la loi. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs envers le pays, sans préjudice de ce qui concerne la religion [1]. »

1. Voyez le texte de la Constitution promulguée le 23 décembre 1876 et remise en vigueur le 24 juillet 1908, dans le livre de M. Schopoff : *Les réformes et la protection des chrétiens en Turquie* (1673-1904), p. 191. (Plon, 1904, in-8°) ou, en appendice, dans la vie de Midhat pacha, citée ci-dessous, page 67.

La Constitution biffe d'un seul coup cinq siècles d'histoire; elle fonde l'État ottoman sur un principe absolument nouveau. Le régime établi par Mahomet le Conquérant était fondé sur l'inégalité des vainqueurs et des vaincus : il faisait de l'organisation religieuse le cadre obligatoire de la vie nationale; il reconnaissait pour chef de chaque communauté ou « nation » son pasteur religieux; les Musulmans devaient le service militaire et ne payaient que les taxes prescrites par le Coran; les non-musulmans ou rayas payaient des impôts spéciaux et ne faisaient pas de service militaire; ainsi la dissemblance, le privilège étaient partout, l'égalité nulle part. De ces communautés juxtaposées, mais sans autres liens entre elles qu'une commune obéissance au padischah, la Constitution fait une nation de citoyens; elle apporte dans l'Empire ottoman un idéal nouveau, un idéal unitaire et égalitaire, importé d'Occident, qui est en contradiction formelle avec tous les principes sur lesquels était fondée son organisation et sur lesquels il avait vécu jusqu'ici, en dépit des tentatives libérales de 1839, de 1856 et de 1876.

Il faut bien voir, — pour comprendre toutes les conséquences politiques que doit amener l'introduction du régime nouveau dans l'Empire ottoman, — que toutes les interventions des puissances européennes en Turquie, celles notamment de la Russie et de l'Autriche, se sont produites pour protéger les chrétiens de l'Empire et leur assurer des droits. Ces interventions ont été souvent justifiées; parfois aussi l'oppression des chrétiens n'a été qu'un prétexte à des guerres de conquête. Dans l'ensemble, c'est grâce aux interventions militaires ou diplomatiques des puissances européennes que les communautés chrétiennes ont obtenu une situation meilleure et des garanties plus effectives que le bon vouloir du vainqueur. Les Jeunes-Turcs ont l'ambition d'épargner à leur patrie l'ingérence humiliante des

étrangers dans ses affaires intérieures en la rendant inutile et en lui enlevant tout prétexte à se produire. Le jour où tous les sujets du Sultan seront égaux en droits et en devoirs, égaux devant une loi commune qui ne sera plus celle de leurs religions respectives, mais la loi civile de l'Empire ottoman, les puissances étrangères n'auront plus aucun motif plausible d'intervention. Le seul moyen d'arriver à ce résultat était de faire de la Turquie un pays constitutionnel et de limiter les droits du souverain par la proclamation des droits des sujets, de transformer tous les habitants de l'Empire, musulmans ou chrétiens, en citoyens. On ne distinguerait plus, désormais, des Turcs conquérants et des rayas conquis ; il n'y aurait plus ni Osmanlis, ni Albanais, ni Grecs, ni Bulgares, ni Arméniens, ni Maronites, ni Arabes, mais seulement des citoyens ottomans, pleinement libres de pratiquer des cultes différents, mais soumis aux mêmes lois délibérées et votées par leurs représentants, astreints aux mêmes charges, jouissant des mêmes prérogatives, électeurs des mêmes députés.

L'Etat que le Comité Union et Progrès espère avoir fondé serait donc bien une Turquie nouvelle ; ce serait, effectivement et non plus seulement sur le papier, un Etat européen gouverné par une Constitution et des lois fondées sur les mêmes principes d'égalité et de liberté politique qui régissent tous les autres pays d'Europe. Cette Turquie nouvelle arriverait bientôt à se suffire à elle-même, à éviter les ingérences étrangères, à progresser par ses propres moyens et à mettre elle-même en valeur ses richesses. Son développement économique apporterait à tous ses citoyens la prospérité, et à l'Etat l'indépendance de ses finances. L'accroissement du bien-être général, la construction de chemins de fer, de routes, de voies navigables, apporteraient la sécurité dans tout l'Empire et mettraient fin à beaucoup de conflits séculaires, que l'on qualifie de luttes de races ou

de religions et qui ne sont que des luttes pour l'existence, des conflits économiques et sociaux. L'instruction abondamment répandue achèverait de faire de l'Orient, comme aux temps de Rome et de Byzance, la terre par excellence de la richesse et de la civilisation, et de Constantinople la lumière du monde.

III

L'histoire de la Turquie constitutionnelle ne date pas du 24 juillet 1908; il y a une tradition turque des réformes qui est parallèle à la tradition européenne, et qui s'y oppose; elle a derrière elle tout un passé de luttes et d'efforts aussi généreux qu'impuissants; elle a eu ses apôtres, ses martyrs. L'histoire de leurs tentatives et celle de leurs échecs est particulièrement intéressante à rappeler au moment où, comme la Belle-au-Bois-dormant, la Constitution de 1876 s'éveille d'un sommeil de trente-deux ans à l'appel des officiers du Comité Union et Progrès.

Le progrès des idées libérales en Turquie se dessine après la grande secousse européenne de 1830. Il est activement favorisé par l'Angleterre qui, pour affranchir l'Empire ottoman de la tutelle russe imposée par le traité d'alliance d'Unkiar-Skélessi, le pousse dans la voie des réformes et de la centralisation. Le cabinet de Londres conseille au Sultan, pour supprimer tout prétexte à une intervention russe, de fondre les populations chrétiennes dans une Turquie modernisée, tolérante, libérale et parlementaire. Abd-ul-Medjid promulgue le hatti-chérif de Gul-Hané qui inaugure les lois du Tanzimat [1] ou « nouveau régime »; il proclame l'égalité

1. A. Engelhardt, *la Turquie et le Tanzimat ou Histoire des réformes*

devant la loi, la suppression de toute distinction entre les sujets du Sultan, bref, tous les principes qui viennent d'être remis en vigueur. Toutes ces réformes politiques et sociales restèrent lettre morte. Au traité de Paris, en 1856, sous les auspices de l'Angleterre et de la France, la Turquie entre définitivement dans le droit public européen ; elle promet solennellement de se transformer en une puissance moderne et civilisée ; Abd-ul-Medjid promulgue le hatti-humayoun du 18 février, par lequel il rappelle et confirme « les garanties promises et accordées à tous nos sujets par le hatti-chérif de Gul-Hané et par les lois du Tanzimat, sans distinction de culte, pour la sécurité de leur personne et de leurs biens et pour la conservation de leur honneur. » Onze ans après, en 1867, le marquis de Moustier, ministre des Affaires étrangères de Napoléon III, constatait que le firman de 1856 n'avait pas donné plus de résultats pratiques que les lois du Tanzimat, et le comte de Beust, préconisant une autre méthode, proposait que l'Europe prît elle-même en mains l'exécution des réformes et fît au Sultan « une douce violence. »

Un homme, cependant, travaillait de tout son pouvoir à faire passer dans la réalité pratique les principes du Tanzimat et du firman de 1856. Dans le fait que la Turquie, malgré ses engagements, refusait de se donner un régime européen et moderne et restait plus que jamais orientale, musulmane et absolutiste, il voyait la cause de toutes les difficultés où elle se débattait et de tous les dangers qui la menaçaient : c'était Midhat-pacha.

dans l'Empire ottoman depuis 1826 jusqu'à nos jours. Paris, 1882-1884 2 vol. in-8. Voir les textes dans le livre déjà cité de M. Schopoff. — Cf. sur l'histoire du régime libéral en Turquie jusqu'à la révolution : Victor Bérard : *La Révolution turque.* Armand Colin, 1 vol. in-18, 1909.

La figure de ce grand patriote, de ce serviteur passionné et désintéressé de la grandeur de son pays, apparait au premier plan dans l'histoire des réformes libérales en Turquie; il a été le père et l'inspirateur de la Constitution de 1876 et il en a été aussi le martyr; par l'exemple de sa vie, de son activité et de sa mort, il est le précurseur, l'initiateur du mouvement « jeune-turc. » Etudions son œuvre et cherchons à démêler les causes de son insuccès final. Précisément son fils Ali-Haydar-Midhat-bey vient de consacrer à sa vie et à son œuvre un livre très nourri de faits et de documents qui nous servira de guide[1]. Midhat n'était pas un théoricien; d'une famille assez modeste, il n'avait reçu qu'une instruction rudimentaire; il dut ses idées surtout à son expérience d'administrateur; il est avant tout un fonctionnaire modèle, et l'amour de l'ordre est le trait distinctif de son caractère. Un rapide voyage en Europe, en 1858, mais surtout la vue du désordre qui résultait, en Turquie, sous le règne d'Abd-ul-Aziz, du despotisme sans contrepoids ni contrôle, décidèrent de sa vocation libérale. Après avoir suivi la filière de la carrière administrative, il est nommé, en 1861, vali du vilayet du Danube (pays bulgares) : son premier acte est d'inviter les notables, sans distinction de race ni de religion, à une conférence où il les convie à exposer leurs griefs; les ayant écoutés, il travaille à donner satisfaction à celles de leurs revendications qu'il croit justifiées; il crée des routes, organise la navigation du Danube, améliore les conditions de la culture et la perception des dîmes, réprime le brigandage; il cherche à donner à tous les sujets du Sultan la sensation que le gouvernement est établi non pour les opprimer, les rançonner et perpétuer l'esclavage de la conquête, mais pour les protéger et leur venir en aide : c'étaient là, en Turquie,

1. *Midhat-pacha, sa vie, son œuvre*, par son fils Ali-Haydar-Midhat-bey. Préface de M. de Lanessan. Paris, Stock, 1908, 1 vol. in-8.

d'audacieuses nouveautés. Pour hâter la fusion des diverses nationalités, il crée des écoles et des hôpitaux mixtes où les habitants de toutes les religions étaient reçus indistinctement ; il voulait que la même éducation fût donnée aux Ottomans et aux Bulgares, afin qu'ils apprissent de bonne heure, dans les écoles et à l'Université, à se connaître et à ne pas se haïr. Sous l'influence de cette administration bienfaisante, le calme renaît dans la province ; les paysans bulgares, qui émigraient en masse en Serbie, reviennent ; ils oublient peu à peu leurs revendications nationales pour ne songer qu'à travailler en paix et à s'enrichir. Ainsi Midhat-pacha, de son chef, réalisait les réformes que les lois du Tanzimat avaient promises et que l'Europe, plus tard, devait inscrire dans le programme de Mürzsteg.

En Mésopotamie et en Arabie où il fut envoyé en 1869 comme vali de Bagdad et commandant du VIe corps, Midhat appliqua les mêmes méthodes ; il fut, là aussi, un initiateur ; il inaugura une politique arabe que la Turquie devra reprendre quand elle voudra établir sa suprématie et faire régner l'ordre parmi les tribus arabes nomades dont les incursions sont le principal obstacle au développement et à la prospérité du pays ; il rangea sous la souveraineté du Sultan ce port de Koweït dont il a été tant parlé depuis, et poussa une expédition militaire jusque dans les oasis du Nedjed. Il eut surtout, là comme en Bulgarie, le mérite de comprendre qu'on n'arriverait à une pacification durable du pays qu'en y accomplissant des réformes profondes, en changeant les conditions de la vie sociale et économique des indigènes. Le cultivateur arabe était obligé de payer au fisc un loyer pour sa terre et de lui remettre, de plus, les trois quarts du produit : c'était, en rendant impossible toute culture, ne laisser aux habitants d'autres ressources que le vol et le brigandage. Midhat

reconnut aux Arabes le droit de propriété, divisa les terres en parcelles qu'il mit en vente à des conditions très avantageuses en ayant soin d'empêcher tout accaparement. En même temps, il se préoccupait de retrouver les méthodes d'irrigation qui, au temps des grands Khalifes, avaient fait de la Mésopotamie un immense jardin ; il suscitait des industries, exploitait un puits de pétrole, ouvrait des écoles et des hôpitaux mixtes, fondait des banques, une imprimerie, un journal, organisait les municipalités des villes. Mais Midhat ne pouvait qu'indiquer des voies, amorcer des entreprises ; le mauvais vouloir du Palais et de la Porte, les folles prodigalités d'Abd-ul-Aziz, la légèreté de son grand-vizir Mahmoud-Nedim, paralysaient les initiatives les plus heureuses, faisaient dévier les intentions les meilleures. Midhat demanda son rappel en 1871 ; à Bagdad comme sur les bords du Danube, il avait indiqué les méthodes à suivre et préparé l'avenir ; mais nulle part son œuvre ne survécut à son départ.

Revenu à Constantinople, Midhat y devint l'espérance de tout le parti réformateur et de celles des puissances européennes qui souhaitaient que la Turquie devînt forte pour qu'elle pût faire obstacle à la marche en avant du panslavisme. Appelé une première fois au grand vizirat par Abd-ul-Aziz, il s'était retiré découragé et impuissant. Cependant, dans tout l'Empire, grossissaient les périls qu'il avait depuis longtemps prévus et tenté de prévenir ; les populations chrétiennes, encouragées par la Russie et par l'Autriche, s'agitaient; des insurrections éclataient en Bosnie, en Herzégovine, en Bulgarie; la Serbie et le Monténégro étaient en armes. Midhat prit une part prépondérante aux événements tragiques de 1876, à la déposition d'Abd-ul-Aziz et à l'avènement de Mourad V, dont le premier acte fut de promettre une Constitution. Malheureusement Mourad, atteint d'une maladie nerveuse, était incapable de régner ; c'est alors

que Midhat et ses amis lièrent partie avec le jeune prince Abd-ul-Hamid, qui se donnait pour plus démocrate et plus libéral que les réformateurs eux-mêmes ; dans une entrevue qu'il eut avec Midhat à Muslou-Oglou, il accepta sans difficulté toutes les conditions qui lui furent imposées et promit solennellement de promulguer sans délai la nouvelle Constitution et de ne prendre avis, dans les affaires de l'État, que de ses conseillers responsables.

Abd-ul-Hamid monta donc sur le trône et prit Midhat pour grand-vizir ; mais les libéraux ne tardèrent pas à s'apercevoir que le nouveau Sultan, infidèle à ses promesses, ne gouvernerait pas selon leurs vœux. Dans le discours du trône, écrit par Midhat, le Sultan supprima tous les passages les plus caractéristiques où un régime libéral et constitutionnel était promis et se contenta de vagues assurances de sa bonne volonté pour les réformes et de son amour pour ses sujets ; il biffa même les phrases relatives aux écoles ouvertes à tous ses sujets sans distinction, à l'affranchissement des esclaves, à la suppression de la traite, à la réforme des impôts. La Constitution fut promulguée le jour même où s'ouvrait la Conférence de Constantinople (23 décembre 1876). Abd-ul-Hamid n'y voyait qu'un moyen de faire diversion aux exigences des puissances en leur donnant une apparence de satisfaction ; dans l'esprit du grand-vizir, au contraire, elle devait devenir la charte constitutive d'une Turquie nouvelle, organisée à l'européenne, d'après les principes du droit issu de la Révolution française. Ainsi éclatait le dissentiment fondamental, irréductible, qui allait faire d'Abd-ul-Hamid l'ennemi de toute réforme libérale et le persécuteur implacable de Midhat et de ses amis. Entre l'intransigeance absolutiste du Sultan et l'intransigeance libérale des réformateurs, la conciliation n'était pas possible. Midhat avait parfois, — ses lettres en témoignent, — une manière un peu doctorale,

presque un peu agressive, d'avoir raison; la droiture de son caractère ignorait l'art des concessions opportunes et des compromis diplomatiques. Dès le 5 février 1877, le Sultan le faisait appeler au Palais, lui retirait les sceaux de l'État, le faisait embarquer à bord de son yacht impérial et conduire à Brindisi. Il rendait à l'Europe l'homme qui voulait faire de la Turquie un État européen ! Quelques semaines après, les Russes passaient le Danube; la Constitution était oubliée; le règne personnel d'Abd-ul-Hamid commençait.

La politique de Midhat-pacha s'était heurtée à deux adversaires : l'un était le Sultan, l'autre Nicolas Pavlovitch Ignatief, ambassadeur de Russie à Constantinople. Le comte Ignatief, qui, par une curieuse coïncidence, est mort au moment même où triomphait le parti « jeune-turc », a été, à Pékin, en 1860, et à Constantinople pendant sa longue carrière d'ambassadeur, l'infatigable ouvrier de l'expansion russe. Il poursuivait, en apôtre en même temps qu'en diplomate rompu à toutes les intrigues byzantines de la politique orientale, l'affranchissement de tous les chrétiens sous la tutelle du tsar. La politique de Midhat, qui tendait à fondre toutes les nationalités dans l'unité de l'Empire ottoman réformé, allait à l'encontre de ses plans ; dès l'époque où Midhat expérimentait ses méthodes dans le vilayet du Danube, Ignatief avait pris ombrage de ses succès, s'était employé à ruiner son crédit auprès du Sultan et avait réussi à le faire rappeler. En 1876, Midhat retrouva en face de lui l'ambassadeur de Russie qui contribua largement à son échec et à sa chute. Au point de vue turc, la politique d'Ignatief doit apparaître inexcusable ; mais les questions orientales ne sont pas simples : on ne saurait nier que l'existence d'une Bulgarie libre, prospère et forte, ne soit la justification d'Ignatief.

Ce n'est ni le caprice d'un tyran, ni la jalousie d'un jeune souverain envers un ministre trop puissant qui

expliquent l'hostilité du Sultan à la politique de Midhat; elle tient à des causes plus profondes, à une conception radicalement différente de la souveraineté dans l'Empire ottoman et de l'avenir de la Turquie. Si odieux que l'on juge certains procédés du gouvernement d'Abd-ul-Hamid, on ne saurait contester qu'il ait été guidé par une idée politique qui tenait à la conception même qu'il avait de son pouvoir; il ne s'est jamais regardé comme un souverain européen, mais comme le padischah des Ottomans et le chef religieux du monde musulman tout entier; il s'est considéré comme le khalife, lieutenant et successeur du Prophète, détenteur d'un dépôt sacré de droits et de devoirs, hérités de ses ancêtres, nullement comparables à ceux d'un roi de l'Occident chrétien. Aussi n'a-t-il jamais cru que les méthodes européennes pussent être appliquées dans son Empire. S'il a cherché parfois un appui parmi les nations étrangères, c'est que la nécessité l'y obligeait, mais il est resté un souverain nationaliste, ottoman et musulman avant tout. Sa politique personnelle a été panislamique ; ses trames occultes se sont étendues jusqu'au Maroc et jusqu'en Chine ; à l'intérieur de ses États, il a poursuivi une œuvre de centralisation religieuse, administrative et militaire par le moyen des chemins de fer, appelant à lui, par la ligne de Bagdad et par celle du Hedjaz, les forces de l'Asie pour les opposer aux périls toujours renaissants sur les frontières européennes. Ce qu'Abd-ul-Hamid n'a pu pardonner à Midhat et aux libéraux, ce sont les circonstances mêmes de son propre avènement, cette convention de Muslou-Oglou, acceptée par son ambition, mais d'autant plus odieuse à son orgueil de souverain. Dans la personne de son ancien grand-vizir il poursuivit, avec une haine tenace, l'homme qui avait le plus contribué à déposer deux sultans et qui avait dicté des conditions à un troisième.

Midhat-pacha, après sa disgrâce, était devenu, par la force même des circonstances, le champion, l'incarnation des idées libérales et constitutionnelles. Les cabinets européens qui insistaient pour que les réformes fussent réalisées, invoquaient son exemple; les ambassadeurs faisaient allusion à sa politique et laissaient entendre que son retour au pouvoir serait bien vu de leurs gouvernements ; les journaux faisaient son éloge ; il était l'espérance de tous les Turcs libéraux : les rancunes du Sultan s'en exaspéraient. Il avait d'abord essayé de tenir sous sa dépendance ce trop populaire serviteur en le nommant vali de Damas, puis de Smyrne ; bientôt il trouva moyen de l'accuser, avec les principaux auteurs de la déposition d'Abd-ul-Aziz, d'avoir fait assassiner le Sultan et d'avoir imaginé la fable de son suicide ; dans un procès dont les débats furent conduits avec une scandaleuse partialité, Midhat fut condamné à mort ; l'intervention de l'ambassade d'Angleterre fit commuer sa peine en une détention perpétuelle : il fut enfermé dans la forteresse de Taïf, en Arabie. Mais, vivant, il restait un chef de parti, un drapeau pour les libéraux ; les ambassades pouvaient intervenir en sa faveur ; le 26 avril 1883, un détachement de soldats pénétra dans sa prison et l'égorgea. A quelque temps de là, un aide de camp de confiance du Sultan arriva à Taïf, fit déterrer de nuit le cadavre et lui trancha la tête. Un mois plus tard, le secrétaire du maréchal Osman Noury-pacha, vali du Hedjaz, arrivait à Yildiz avec une boîte portant l'inscription : *Ivoires japonais*, *Objets d'art*, *Pour S. M. le Sultan*. C'était la tête de Midhat.

IV

L'évocation tragique des destins sanglants du fondateur de la liberté constitutionnelle en Turquie, nous ne

l'avons placée ici ni pour le vain plaisir d'un contraste saisissant, ni pour en tirer des prédictions sinistres sur l'avenir du nouveau régime. Les deux époques diffèrent profondément. En 1876, quelques hommes seulement tentaient de superposer à une nation qui, dans sa grande majorité, y restait indifférente, une Constitution à l'européenne : aujourd'hui, la mentalité nationale a été préparée par la souffrance à désirer la liberté et à en comprendre le prix. Le nouveau régime a l'appui fervent de la grande majorité du peuple, tout au moins de la partie instruite et consciente; il ne se laissera pas enlever ce que les officiers du Comité Union et Progrès ont conquis pour lui. Nous avons brièvement conté l'histoire de Midhat-pacha parce qu'elle pose très bien, dans ses vrais termes, l'une des difficultés les plus graves qu'aient à résoudre Kiamil-pacha, ses ministres et les Jeunes Turcs : les rapports du Sultan avec les hommes et les choses du nouveau régime.

On éprouve une étrange impression lorsqu'on lit simultanément la vie de Midhat-pacha et les journaux qui rapportent que le Sultan s'est déclaré « le défenseur et le protecteur de la Constitution » à laquelle il a solennellement juré fidélité sur le Coran. Nous avons déjà signalé, à leur éloge, le souci des Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès de tenir la personne du Sultan au-dessus des discussions. M. Ahmed Riza, directeur du *Mechveret*, disait à ce sujet : « L'intérêt de mon pays m'oblige à ne pas suspecter la bonne foi du Sultan. » Ne soyons pas plus indiscret. A quoi bon d'ailleurs scruter la « sincérité » du Sultan ? Il est sincère chaque fois que ses paroles sont en harmonie avec ses intérêts; il ne s'agit là que d'une « sincérité » politique, celle du cœur échappe à l'enquête. Les faits parlent d'eux-mêmes assez haut : Abd-ul-Hamid a accordé la Constitution parce qu'il n'apercevait plus aucun moyen de faire autrement, et nous avons

indiqué déjà que, par ce seul geste, il a résolu d'un coup d'inextricables difficultés diplomatiques. Il fait preuve d'esprit politique en ne résistant pas, pour le moment, à un courant si violent qu'il emporterait tout; mais, à moins qu'il ne soit trop affaibli par l'âge pour vouloir et pour agir, on peut prévoir que son attitude actuelle n'est que transitoire; elle est trop humiliée pour durer. Abd-ul-Hamid, réduit à remercier les membres du Comité Union et Progrès des égards qu'ils veulent bien avoir pour lui et de l'ordre qu'ils ont maintenu à la cérémonie du Sélamlik; Yildiz-Kiosk ouvert aux solliciteurs et aux manifestants; le souverain obligé de parler, des fenêtres du Palais, à des foules hurlantes et de recevoir des délégations de soldats, deux cents chevaux des écuries impériales versés d'office dans la cavalerie; des économies, des souscriptions « volontaires », imposées par les délégués du Comité; les serviteurs d'hier abandonnés, déclarés traîtres : — si une pareille anarchie durait, il n'y aurait plus qu'une ombre de Sultan et, un jour ou l'autre, cette ombre elle-même s'évanouirait; Abd-ul-Hamid abdiquerait en faveur du sultan du Comité; ou bien il s'enfuirait à Brousse, — nous allions écrire à Varennes; — ou bien encore il tomberait victime de quelque attentat : il est rare que, dans de pareilles crises de surexcitation populaire, la vocation de justicier ne germe pas dans quelque cerveau trop logique...

Si le Sultan dure, il agira. Il est peu probable qu'il tente de ressaisir son pouvoir absolu, car il aurait contre lui l'armée, le clergé, l'opinion de son peuple et du monde. Mais il dispose encore d'une autorité considérable; il n'est pas seulement le roi, il est le khalife; dans les provinces d'Asie, les vieux Turcs ne connaissent que l'héritier du Prophète, le descendant d'Orkhan, de Bayezid, de Mahomet le Conquérant. Déjà on parle de troubles « réactionnaires » en Arménie, à Diarbékir, à

Mossoul. Que le bruit vienne à se répandre que le Sultan n'est pas libre, qu'il est le prisonnier d'un Comité, après avoir été celui d'une camarilla, que sa vie est en péril, et qui sait si des mouvements graves n'éclateront pas en province, et même parmi les soldats? On n'a pas oublié la manifestation de loyalisme des troupes d'Andrinople, le voyage à Constantinople de leurs délégués chargés de s'assurer par leurs yeux que le Sultan était vivant et libre et de lui témoigner leur dévouement et leur zèle. La garde impériale, plus de vingt mille hommes, Albanais, Syriens, soldatesque prête à tout, gorgée d'argent et de faveurs par le Sultan, lui serait, dit-on, restée fidèle; les soldats, du moins, jaloux de garder leurs privilèges, n'attendraient que le moment favorable et un geste du maître pour tenter un coup de force; ce serait la bataille dans la rue, le massacre, le pillage, l'incendie. Les criminels de droit commun, maladroitement remis en liberté, — d'autres disent relâchés par malveillance dans l'espoir d'accroître le désordre, — ne manqueraient pas une si belle occasion d'exercer leurs talents. Une révolution militaire fait toujours des jaloux dans l'armée; elle est, par elle-même, une semence d'anarchie et d'indiscipline. Le coup de force du Comité Union et Progrès lèse des interêts, inquiète des situations acquises; les mécontents seront d'autant plus âpres à la lutte qu'ils sont menacés dans leurs personnes et dans leurs biens; leur nombre ira grossissant à mesure que des divisions, — inévitables dans toute société humaine, — se produiront parmi les dirigeants, et que les réalités, — c'est également humain, — apparaîtront moins belles que les espérances.

Loin de chercher à provoquer une « réaction », le Sultan peut au contraire, ayant accepté et juré la Constitution, s'accommoder du régime nouveau et tenter d'en prendre la direction; il est assez fin politique pour

s'embarquer sur le courant, se laisser porter et saisir le gouvernail. La popularité même du Comité, il ne tient qu'à lui d'en bénéficier ; s'il prend la direction du mouvement, s'il se fait le premier des Jeunes Turcs, il canalisera à son profit l'enthousiasme national. « Toute la nation fait partie du Comité Union et Progrès, disait-il récemment; et moi, j'en suis le président. Travaillons ensemble, à l'avenir, pour la vivification de la Patrie. » La Constitution lui donne le droit de gouverner, elle lui en fait même un devoir : elle lui donne le droit de nommer le grand-vizir, le cheikh-ul-islam et les ministres, de choisir les sénateurs, de dissoudre la Chambre ; il a le commandement des armées de terre et de mer ; il fait la guerre et conclut la paix ; il est, « à titre de khalife suprême, le protecteur de la religion musulmane ; il est le souverain et le padischah de tous les Ottomans. » (Article 4). Si le Sultan use de ses prérogatives, elles sont encore immenses ; des exemples récents ont montré comment un autocrate peut parvenir à s'accommoder d'une Constitution et d'un Parlement.

Nous avons indiqué déjà le caractère « nationaliste » du mouvement « jeune turc » et nous avons montré les affinités profondes qui existent entre ce mouvement et la politique musulmane et ottomane suivie par Abd-ul-Hamid. Le différend, entre le souverain et ses « jeunes » sujets, est bien plutôt dans les moyens que dans les fins. Nous avons montré aussi que le Sultan trouvait dans la Constitution le moyen pratique de sortir des difficultés auxquelles son gouvernement l'avait acculé et de se débarrasser des « réformes », des « contrôles » et des chemins de fer européens. Cela est si vrai qu'on a été jusqu'à se demander si toute cette mise en scène n'avait pas été combinée d'avance entre le souverain et les comités. Nous n'en croyons rien, bien entendu ; mais le fait qu'on ait pu le supposer est significatif. On

imagine assez bien, dans quelques mois, après la réunion du Parlement, le Sultan accordant aux impatiences libérales un minimum de satisfactions pour s'appuyer, en face des étrangers, sur les tendances « nationalistes. » Il y a là, on ne peut pas dire une probabilité, mais une possibilité ; et, à la vérité, le tour serait assez élégant ; sans compter qu'au point de vue turc le Sultan trouverait peut-être là le moyen le plus pratique de concilier son autorité avec la liberté politique.

Un pouvoir occulte et tout-puissant régit en ce moment la Turquie ; mais c'est une situation révolutionnaire qui doit avoir un terme. La réalité des pouvoirs doit revenir, le plus tôt possible, et au plus tard au moment de la convocation du Parlement, aux organes réguliers et constitutionnels de l'État : le Sultan, les ministres, les Chambres. C'est à ce moment-là que se produiront les grands conflits d'influences et que le Sultan trouvera peut-être des occasions favorables pour reprendre peu à peu, avec des méthodes nouvelles et en se conformant à la lettre et à l'esprit des institutions libérales, l'exercice effectif de la souveraineté.

V

L'absolutisme, s'il tentait un retour offensif, ne trouverait pas d'appui dans le haut clergé musulman ; le cheikh-ul-islam, les *imans*, les *softas*, les *hodjas* ont été parmi les plus ardents zélateurs des idées libérales. Rien ne blesse davantage l'amour-propre national des musulmans que de lire, trop souvent, dans nos journaux, des phrases toutes faites sur le « fanatisme » musulman ; nous attribuons souvent, à tort, à l'Islam

ce qui ne lui est pas particulier ou ce qui n'appartient qu'à quelques peuples musulmans. La Constitution turque n'a rien à craindre de ce légendaire « fanatisme ». Ce qui est conforme aux principes du droit canonique musulman, extraits du Coran et développés par les commentateurs, ce n'est pas l'absolutisme d'un seul, mais la liberté, l'égalité, la tolérance et la charité envers les fidèles des autres religions. Un spécialiste, auquel l'étude approfondie du droit musulman a inspiré d'ardentes sympathies pour le peuple ottoman, le comte Léon Ostrorog, l'a rappelé dans le grand journal français de Constantinople, le *Stamboul*. Les docteurs de la loi islamique, comme nos grands canonistes chrétiens du moyen âge, ont tiré de leurs livres saints « toute une conception intégrale du monde et de la vie. » « Quand on ouvre leurs traités, écrit le comte Ostrorog, on constate ceci : quelque huit cents ans avant Rousseau, les Encyclopédistes et la Révolution française, ils avaient nettement posé, en termes exprès, la théorie des « Droits de l'homme », la théorie de la liberté, de l'inviolabilité de la personne, de l'inviolabilité du domicile; ils avaient posé le principe qu'il n'est dû obéissance qu'à la loi et que le pouvoir du gouvernement n'est légitime qu'en tant qu'il tient la main à l'application de la loi ; bien avant les États d'Aragon, ils avaient prononcé les graves paroles : « Sinon, non ! » ils avaient condamné, prohibé le pouvoir despotique comme contraire à la volonté divine et à la logique humaine; et quand le despotisme irrité les mettait en demeure de cesser ces enseignements subversifs, ces hommes fiers et droits acceptaient le martyre plutôt que la honte d'une rétractation. » En proclamant l'égalité et la fraternité entre musulmans et non musulmans, les Jeunes Turcs sont d'accord avec les docteurs de la loi ; ils ne sont pas non plus en contradiction avec les mœurs. Les violences entre hommes de nationalité diffé-

rente, dans l'Empire ottoman, n'ont presque jamais pour raison d'être le « fanatisme » religieux, mais des causes économiques, sociales ou politiques; il faut ajouter, pour être juste, que souvent elles ont été provoquées par les revendications, — légitimes d'ailleurs, — des populations chrétiennes poursuivant leur affranchissement. C'est seulement dans le cas où la personne du Sultan cesserait d'être respectée qu'une opposition pourrait se former parmi les musulmans, surtout parmi ceux d'Asie; elle pourrait se produire aussi au Parlement le jour où il deviendrait manifeste qu'une nationalité non ottomane prendrait une place prépondérante dans le gouvernement et où les musulmans s'estimeraient lésés dans leurs droits par l'exercice des droits des autres.

Les chrétiens des différentes nationalités sont tout à l'ivresse des libertés conquises, liberté de la parole, liberté de la presse, liberté de réunion; ils fraternisent, dans une joie exubérante, avec les musulmans; imans à turbans blancs et prêtres à tiares noires s'embrassent dans les rues, discourent ensemble aux applaudissements du public : c'est la lune de miel de leur concorde; il viendra des jours plus difficiles. Les chrétiens indigènes des diverses nationalités profitent avec reconnaissance des libertés nouvelles et des garanties constitutionnelles; ils accepteront même sans trop de plaintes les charges, le service militaire par exemple, qui résulteront pour eux de l'égalité; mais peut-on croire que, du jour au lendemain, ils renonceront pour jamais à toutes leurs traditions, à toutes leurs aspirations nationales? N'est-il pas plus probable qu'ils seront tentés de faire triompher leurs ambitions historiques par les moyens nouveaux que la Constitution et la loi vont mettre à leur disposition? On peut se demander si les élections et la Chambre des Députés ne vont pas devenir le champ clos où se rencontreront les diverses

races en des conflits moins sanglants peut-être, mais aussi acharnés? On ne supprime pas d'un trait de plume des siècles d'histoire, il ne suffit pas d'une Constitution pour changer des traditions nationales faites de longues souffrances communes, de luttes glorieuses, de haines héréditaires. Les Turcs sont les vainqueurs, les conquérants; après avoir imposé aux peuples chrétiens un joug très lourd et très humiliant, ils peuvent, eux, oublier le mal qu'ils ont fait et même travailler noblement à le réparer; mais la mémoire des vaincus est plus longue et leurs rancunes plus vivaces. Le Grec, brillant rhéteur, rompu aux intrigues, habitué aux luttes de l'Agora, sera dans son élément au Parlement de Constantinople ; le Bulgare y apportera son énergie brutale, l'Arménien son astuce, l'Arabe sa fougue disciplinée, le Turc son naturel doux, presque timide, son goût pour l'ordre et la logique. Sur les questions d'équilibre budgétaire, l'entente sera relativement facile, mais qu'adviendra-t-il le jour où des débats brûlants feront passer dans tous les yeux la flamme des passions ataviques ? Que deviendra, dans l'ardeur des batailles parlementaires, la fiction légale qui fait de tous les députés, sans distinction de race ou de croyance, les représentants du peuple ottoman? Entrés au Parlement divisés en partis, les députés n'en sortiront-ils pas divisés en nations ?

A propos des lois sur l'instruction publique, pour ne citer qu'un seul exemple, le problème des langues se posera dans toute son acuité. Les Jeunes-Turcs proclament qu'il n'y aura pas de race prépondérante, que l'égalité suffira à résoudre toutes les difficultés ; mais la langue turque, cependant, sera la langue de l'Etat, celle des écoles, tout au moins des écoles supérieures; n'y aura-t-il pas là une source de mécontentements graves, de rivalités dangereuses pour la tranquillité de l'Empire? D'après le programme « jeune-turc », dans

les écoles primaires, la langue de l'enseignement serait laissée au choix des communautés; dans les écoles secondaires, l'enseignement serait mixte, le turc étant toujours l'une des deux langues enseignées; dans les écoles supérieures enfin, le turc serait la seule langue admise : même ces prétentions raisonnables suffiront à soulever des rivalités. Mahomet II avait organisé l'Empire ottoman par « nations », gardant chacune leur langue et leurs coutumes, sous la direction de leurs chefs religieux; durant près de cinq siècles cette organisation s'est maintenue; aussi nulle part ne trouve-t-on des communautés nationales mieux organisées qu'en Turquie. La Constitution de 1876 consacre et maintient formellement leurs privilèges religieux, mais comment distinguer ce qui est du domaine religieux et ce qui est du domaine politique et social[1]? Si les Jeunes-Turcs s'avisaient de vouloir détruire tous ces organismes, qui depuis si longtemps encadrent les divers peuples de l'Empire, avant d'avoir longuement éprouvé la solidité du nouveau régime et son élasticité, ils risqueraient d'être entraînés dans des difficultés inextricables. On ne fera pas, du jour au lendemain, un citoyen libre d'un Empire « un et indivisible » avec des Arabes, des Maronites, des Druses, des Juifs, des Arméniens, des Bulgares, des Albanais. Les lois ne suffisent pas pour de pareilles métamorphoses; il faut les mœurs; il faut le temps, le seul éducateur que les peuples écoutent parce qu'il ne s'adresse qu'à leur propre expérience.

Quand la France révolutionnaire se proclama « une et indivisible », l'unité française était, depuis longtemps, une réalité, et pourtant, quelques mois après cette

1. Article 11. — L'Islamisme est la religion de l'Etat.
Tout en sauvegardant ce principe, l'Etat protège le libre exercice de tous les cultes reconnus dans l'Empire et maintient les privilèges religieux accordés aux diverses communautés, à la condition qu'il ne pas porté atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

déclaration, le pays était atrocement déchiré par la guerre civile. L'Empire ottoman, lui, est une marqueterie de nationalités juxtaposées, non fondues ; pour faire l'unité, il ne suffit pas de l'inscrire dans une constitution, il y faut l'adhésion des cœurs ; le temps et l'expérience des avantages du nouveau régime peuvent seuls la provoquer. Il est humainement, historiquement, impossible que, dans quelques semaines, il n'y ait plus dans l'Empire que des citoyens ottomans, tous taillés sur le même modèle et animés des mêmes sentiments ; ajoutons que cela n'est pas souhaitable : un agrégat fortement lié d'organismes gardant chacun son individualité propre, sera beaucoup plus solide, beaucoup plus apte à la lutte et au progrès, qu'un Etat artificiellement unifié. Il est donc certain qu'il se produira des rivalités, des heurts.

Les membres du Comité Union et Progrès se rendent compte, heureusement, qu'ils viennent de vivre la période héroïque, mais aussi la période idyllique, de la révolution turque. C'est avec les réalités quotidiennes du gouvernement, avec les questions locales et les questions de personnes, avec l'application des lois, que surgiront les difficultés. De quelque côté que l'on regarde, on aperçoit des sources de conflits et d'embarras. Le Comité le sait et il s'y prépare ; mais comprend-il que sa propre existence à côté des pouvoirs réguliers, est, par elle-même, un ferment d'anarchie ? Des grèves ont éclaté un peu partout aussitôt après la proclamation de la Constitution. Les peuples, quand on leur octroie brusquement des libertés auxquelles ils sont mal préparés, se défendent difficilement de la tentation d'en abuser.

L'« Organisation intérieure » bulgare, épuisée par six années de lutte, affaiblie par ses divisions intestines, a saisi avec satisfaction l'occasion que lui offrait la révolution « jeune-turque » pour changer ses méthodes de

propagande. Les Grecs, de leur côté, ne pouvaient plus continuer la lutte armée; les Jeunes-Turcs étaient trop profondément nationalistes pour tolérer le désordre et les massacres que leurs bandes ont causés en 1907 et 1908. Le Comité Union et Progrès fit donc savoir à toutes les organisations nationales que, si elles n'en traient pas en composition, elles seraient poursuivies sans merci. Les Grecs, croyant d'abord n'avoir affaire qu'à une révolte passagère, continuèrent leur action (18 juillet : massacre au village bulgare de Ribatzi, vingt-cinq victimes); quand ils comprirent que décidément il y avait quelque chose de changé en Turquie, les bandes reçurent l'ordre de se disperser; on vit, à partir du 4 août, les *anthartes* affluer à Salonique, déposer leurs armes entre les mains du Comité Union et Progrès, quitter leurs costumes d'opéra comique et s'embarquer pour la Grèce. Quant aux *comitadjis* bulgares, à la suite d'un accord avec les Jeunes Turcs, ils ont remis leurs armes à leurs propres comités; l'Organisation intérieure accorde tout son concours à l'établissement du régime constitutionnel, mais elle réserve son action à venir au cas où le nouveau régime ne donnerait pas aux Bulgares toutes les garanties qu'ils souhaitent. Les élections vont se faire sous l'influence du Comité Union et Progrès : la répartition des sièges entre les diverses nationalités sera une première cause de désaccords; la question des écoles en sera une seconde. Enfin, dans tout l'Empire, les nationalités non turques demanderont au Parlement une large décentralisation administrative dont elles espèrent faire sortir une véritable autonomie de fait. Un tel programme est incompatible avec les principes nationalistes des Jeunes-Turcs. Entre ces intérêts divergents et ces tendances opposées, des compromis passagers peuvent réussir, l'entente complète et durable est bien douteuse.

En face des contradictions et des résistances, on peut

se demander si les Jeunes-Turcs sauront garder le même sang-froid, la même générosité et la même patience qu'en face de leurs ennemis déclarés. Ils sont persuadés, — et c'est le secret de leur force, — qu'ils représentent la justice et le droit absolus : l'opposition à leurs volontés leur apparaîtra donc comme une opposition à la justice même et comme un obstacle au bonheur commun. Leur colère peut devenir, les circonstances aidant, d'autant plus dangereuse qu'ils sont plus intègres et qu'ils ont plus conscience de la noblesse de leurs intentions et de la justice de leur cause. Nous ne voudrions pas leur faire injure en rappelant que « l'Incorruptible » peut devenir parfois le pire des tyrans, et que Robespierre, sous la Constituante, passait pour le plus doux des hommes. Parmi les causes d'inéligibilité à la Chambre des Députés, on trouve celle-ci : « Sont inéligibles... ceux qui prétendent appartenir à une nation étrangère (article 68). » Une telle clause est très élastique et, si l'on n'y prend garde, peut être interprétée arbitrairement : suffira-t-il qu'un Macédonien, par exemple, soit accusé d'avoir dit : je suis Bulgare, ou qu'il ait fait de la propagande bulgare, pour devenir inéligible ? L'intolérance est si naturelle à la nature humaine qu'elle peut reparaître sous bien des formes.

Le 7 août, Smyrne en liesse recevait et fêtait dans un superbe banquet l'un des héros de la révolution, le docteur Nazim-bey. Au champagne, comme Nazim-bey venait de terminer un discours d'un beau souffle patriotique et libéral, un haut fonctionnaire, Naily-bey, se leva et prononça quelques phrases sur les questions épineuses de religion et de race; ses opinions n'étaient pas conformes aux idées des Jeunes-Turcs : on le lui fit bien voir ! Il fut renversé, piétiné, frappé ; les convives se ruèrent sur lui à coups de poing, à coups de pied; il fut bientôt lancé dans l'escalier, la tête fendue. Dehors, la foule voulut l'achever; sans

l'intervention d'un officier, il était mis en pièces! « L'impression fut bien pénible, ajoute naïvement le chroniqueur ; il y eut stupeur et consternation profondes. Et il y avait de quoi : au milieu d'une manifestation en l'honneur de la fraternité, un haut fonctionnaire du gouvernement, directeur de l'Instruction publique, archéologue distingué, qui a enrichi le Musée impérial de nombreuses et précieuses collections dues à ses propres découvertes, était chassé d'un banquet officiel à coups de pied, bâtonné, assommé et jeté tout sanglant dans la rue... Toute la nuit, sur les quais, des groupes consternés commentaient ce triste événement. » Le pauvre Naily-bey n'avait pas l'expérience des révolutions! Le Sultan a été plus avisé. Cette mésaventure n'a pas, en elle-même, d'autre importance; mais elle prouve une fois de plus qu'en temps de bouleversement les pires choses peuvent arriver à l'encontre des intentions les plus pures et des desseins les plus généreux, et, pour ainsi dire, sans que personne en soit responsable. C'est l'aveugle destin des révolutions! Ce sont des incidents de cette nature que les amis des Jeunes-Turcs peuvent redouter; ils seraient d'autant plus déplorables qu'ils se produiraient en présence de l'Europe spectatrice.

VI

L'Europe? On s'est demandé si, dans la crise de juillet, elle était simplement spectatrice, ou si quelqu'une des puissances n'aurait pas eu, dans l'éclosion du mouvement révolutionnaire, un rôle plus actif. *Is fecit cui prodest* : mais à qui profitera la révolution turque? A personne peut-être, sinon aux Turcs. Il existe, on le sait, en Angleterre, surtout parmi les libéraux, comme

d'ailleurs en France, une tradition de sympathies très vives pour les partis réformateurs ottomans ; ces sympathies proviennent de vieilles affinités libérales, mais aussi du sentiment de l'intérêt anglais qui voulait une Turquie forte pour l'opposer à la descente des Russes vers la mer Égée. Depuis quelques années, nous avons eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises[1], la politique anglaise, inquiète des grands progrès de l'influence de l'Allemagne dans l'Empire ottoman et de sa poussée vers l'Euphrate, semblait avoir renoncé à fortifier et à défendre une Turquie qui paraissait inféodée au germanisme. On s'est demandé, malgré cela, si l'Angleterre, par ses agents ou par ses nationaux, n'aurait pas favorisé l'éclosion d'un mouvement libéral pour renverser ou amoindrir l'autorité d'un Sultan ami de l'Allemagne. L'hypothèse inverse a été faite aussi, non sans certaines vraisemblances : on a cru voir, dans les événements actuels, un mouvement concerté entre le Sultan, l'Allemagne et les Jeunes-Turcs pour couper court aux interventions réformatrices de l'Europe et pour répondre à l'entente nouvelle de l'Angleterre et de la Russie dans les questions balkaniques. En d'autres termes, dans l'une ou l'autre hypothèse, la crise actuelle ne serait qu'un épisode de la rivalité qui met face à face, dans le monde entier, l'influence anglaise et l'influence germanique.

Ce sont là, croyons-nous, des vues qui ont cessé, pour le moment, d'être vraies. Il est certain, et nous l'avons dit nous-même[2], que, jusqu'à ces derniers jours, si l'Empire ottoman, et particulièrement la question de Macédoine, intéressait tant la politique générale et inquiétait l'Europe, c'est que, sous les dehors de la question d'Orient, les grandes rivalités européennes

1. Dans *l'Europe et l'Empire ottoman*, pages 58 et 354.
2. Voyez notamment la conclusion de notre livre : *L'Europe et l'Empire ottoman.*

apparaissaient. Mais il est non moins certain que, par l'initiative des Jeunes-Turcs, le point de vue a, du jour au lendemain, changé cap pour cap. Les questions ne se posent plus aujourd'hui comme elles se posaient hier : les Turcs sont intervenus comme une cause efficiente dans leurs propres destinées. Ce mouvement qui change la face des choses dans l'Empire ottoman, l'Europe le regarde avec une sympathie réelle, d'abord parce que les intentions et les premiers actes des réformateurs méritent l'estime, parfois même l'admiration ; ensuite, et surtout, parce que les puissances ne s'engageaient qu'à contre-cœur, lentement et en sondant le terrain, dans ce labyrinthe des questions orientales où l'on sait bien comment on entre, mais d'où on ne sait ni quand ni comment on sortira. L'Europe est aujourd'hui résolument pacifique ; elle ne voyait pas sans angoisse se préparer des complications dans cet Orient d'où sont sorties tant de guerres stériles. Devant les pièges redoutables de la question macédonienne, elle hésitait : si les Turcs lui offrent une issue, elle en profitera avec joie ; s'ils peuvent résoudre eux-mêmes la vieille question d'Orient, elle y applaudira de bon cœur. Nous ne serions pas surpris que telles aient été les réflexions qu'ont échangées les souverains de l'Europe dans les visites qu'ils se sont faites au lendemain de la révolution. C'est, en tout cas, ce que la Russie et l'Angleterre ont fait savoir aux cabinets européens. La Russie a ajouté qu'elle retirait provisoirement ses projets de réformes pour la Macédoine, se réservant de les représenter si les réformes entreprises par les Ottomans eux-mêmes venaient à échouer ou paraissaient insuffisantes. Rien de plus sage que cette expectative sympathique. La Russie est bien désabusée aujourd'hui de la politique balkanique ; il y a tout lieu de croire qu'elle ne cherchera pas à brouiller les cartes.

Quant à l'Angleterre et à l'Allemagne, si elles avaient

fait les calculs qu'on leur a prêtés, il se pourrait qu'elles en fussent, en définitive, les mauvaises marchandes. Loin que la crise actuelle aboutisse à une dislocation ou à un affaiblissement de l'Empire ottoman, les réformateurs ont, au contraire, l'ambition de le galvaniser et de le soustraire aux influences trop envahissantes des puissances étrangères, quelles qu'elles soient ; et déjà l'on annonce que le nouveau gouvernement demanderait une révision des contrats relatifs au chemin de fer de Bagdad. En Allemagne cependant, ni la presse, ni l'opinion ne semblent s'émouvoir ; peut-être espère-t-on que le Sultan restera, à la fin, « le maître de l'heure » ; peut-être sait-on, à Berlin, ses secrets desseins depuis que le baron Marschall est venu conférer avec l'Empereur et avec le prince de Bülow ? En Angleterre, la presse et l'opinion restent favorables au mouvement du Comité Union et Progrès ; elles voient avec plaisir l'arrivée au pouvoir d'un parti qui se réclame des idées libérales anglaises et françaises, et surtout l'effondrement d'un gouvernement auquel l'Allemagne semblait avoir lié ses intérêts et qui avait pour elle des complaisances particulières. Mais, s'il y a une Jeune-Turquie, il y a aussi une Jeune-Égypte ; il y a un khédive, vassal du Sultan, que son peuple sollicite de donner, lui aussi, une Constitution, de régénérer l'Égypte, de la libérer de l'étranger. Voilà, pour l'Angleterre, une préoccupation.

Il y en a d'autres pour toutes les puissances. Les sympathies de l'Europe pour le mouvement « jeune-turc » sont réelles, mais elles sont conditionnelles. Et déjà le programme du cabinet présidé par Kiamil-pacha a causé quelque surprise : il annonce qu'il « s'efforcera de supprimer, avec le consentement des États intéressés, les formes exceptionnelles dont les sujets de quelques États jouissent en Turquie en dehors des règles générales du droit international, en vertu de cer-

tains anciens traités et de quelques usages et vieilles coutumes. On s'efforcera de créer une situation générale, pouvant inspirer confiance à tous et faire comprendre même aux étrangers l'inutilité de leurs privilèges. » Il s'agit de la suppression des Capitulations. Le même programme parle de « la révision des traités de commerce. » Et voilà, du coup, tous les intérêts alarmés. Le ministère, pour son début, a commis une erreur de tactique qui révèle bien l'esprit « nationaliste » et les méthodes doctrinaires du Comité Union et Progrès. Dans quelques années, quand le nouveau régime se sera installé, quand le gouvernement issu de la révolution se sera affermi et aura fait ses preuves, quand les tribunaux seront imbus d'un esprit nouveau, il sera temps, peut-être, de parler de l'abandon des Capitulations ; jusque-là, il faut attendre. « La Turquie est maintenant à un niveau moral tel qu'il faudra tenir compte de ses susceptibilités », disait récemment l'un des inspirateurs du mouvement, en faisant allusion au retrait, qu'il souhaite spontané, des officiers chargés de la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine : la phrase est caractéristique. Il est certain que la Turquie fait un admirable effort, auquel toutes les puissances civilisées applaudissent, pour s'élever « à un niveau moral » supérieur ; mais il est non moins certain qu'il ne faut pas se hâter de proclamer qu'elle y a réussi ; elle y travaille. En politique, il s'agit d'intérêts, et les étrangers n'ont pas à juger des cœurs, mais des actes. Ils ne se refuseront à rien de ce qui sera juste quand l'heure en sera venue, mais il faut attendre que les mœurs de la liberté aient poussé des racines profondes dans le pays.

Les Jeunes-Turcs permettront à notre sympathie de leur dire ces vérités et de leur signaler ces périls. Dans l'Empire ottoman, ce sont les capitaux européens, français, allemands et anglais en particulier, qui ont tout fait ; le pays ne peut pas vivre sans eux ; l'argent euro-

péen, les cerveaux européens sont mêlés à toute l'activité, à toute la vie turques. Les réformateurs ont l'intention de respecter tous ces intérêts ; ils l'ont dit, et le choix d'un ministre des Travaux publics comme Gabriel-effendi-Noradounghian en est la preuve ; ils annoncent qu'un conseiller français sera chargé de la réforme des finances, un anglais de celle de la marine, un allemand de celle de l'armée. Mais il suffirait de quelques mesures trop hâtives ou seulement de quelques paroles imprudentes pour alarmer l'Europe et amener des complications que peut-être certains États verraient sans déplaisir. La question du chemin de fer de Bagdad est dangereuse. La Bosnie, dit-on, demanderait à envoyer des députés au Parlement de Constantinople ou chercherait à obtenir une constitution particulière : voilà de quoi alarmer l'Autriche. La question du sandjak de Novi-Bazar, celle du chemin de fer qui le traverse, de Sarajevo à Mitrovitza, sont grosses des pires difficultés. Il y a aussi une question arabe qui intéresse l'Angleterre, une question du Liban qui nous touche ; il y a une question arménienne ; il y a le problème général de l'avenir des entreprises européennes ; il y a la question des langues ; il y a les questions religieuses : on en ferait un catalogue ! Toutes ces difficultés ne sont pas insolubles, mais il faut y toucher d'une main très légère, les aborder en s'inspirant de la justice, sans espérer trouver des solutions toutes faites dans les principes d'un droit abstrait et absolu. Il faut surtout sérier les questions et attendre beaucoup du temps. Des plus justes principes, une application précipitée peut faire sortir les plus injustes conséquences.

Nous avons tenu à ne rien cacher des périls dont certainement plusieurs seront épargnés à la Turquie nouvelle, mais dont, certainement aussi, plusieurs se dresseront devant elle ; nous estimons, ce faisant, avoir

donné au mouvement du Comité Union et Progrès la meilleure marque des sympathies qu'il nous inspire. Nous n'en sommes que plus fort, sous les quelques réserves que nous avons dû faire, pour dire combien son succès nous paraît souhaitable. Ce succès, nous l'espérons fermement. D'échecs anciens, il n'y a pas de raisons de conclure à un échec futur, et de ce qu'il surgira des difficultés, il ne s'ensuit pas qu'une entreprise si bien commencée soit destinée à échouer.

Un souffle puissant soulève tout l'Orient, fait tressaillir au loin la vieille Asie depuis le Bosphore jusqu'au Gange; le monde musulman tout entier, attentif et frémissant, attend son heure, se prépare. Au nom des grandes idées de liberté des hommes et de liberté des peuples, de fraternité universelle, d'égalité des races et des classes, d'égal respect de toutes les confessions religieuses, les peuples orientaux, si longtemps immobiles et muets, entrent en branle. Après la Russie et les pays balkaniques, le mouvement transfigure la Perse et la Turquie. Cet irrésistible levain de liberté, cette ivresse prodigieuse des esprits et des cœurs, cette fanfare de grands mots dont le contenu échappe à l'analyse et qui pourtant ont bouleversé le monde, cette puissance d'illusions qui se transforme en une formidable puissance d'action, tout cela vient de nous, tout cela vient de France. Cette révolution qui s'accomplit au chant de la *Marseillaise*, comment ne la reconnaîtrions-nous pas? Elle est fille de la Révolution française. Saluons-la au passage, cette infatigable ouvrière de bien et de mal, de destruction et de rénovation. Dans sa carrière prodigieuse, voici maintenant qu'elle s'installe à Constantinople, à Salonique, à Smyrne, à Damas, à Bagdad, à Jérusalem, qu'elle transforme la terre du mystère et de l'immutabilité, l'Orient silencieux. Quels que soient maintenant les événements, c'en est fait, l'Orient ne retrouvera plus sa longue im-

mobilité; il est entré dans le torrent de la vie européenne : les idées françaises ont passé par là.

Comment les sympathies de la France n'iraient-elles pas à une tentative si généreuse, à une révolution dans laquelle, avec la différence des milieux, elle reconnaît ses méthodes et ses principes. Pourvu que ses propres droits n'en soient point lésés, non seulement elle ne cherchera pas à créer de difficultés au nouveau gouvernement, mais elle l'appuierait de son influence si les jours de péril arrivaient pour lui : l'amitié avec l'Empire ottoman est l'une des vieilles traditions de la politique française. Le comte Ostrorog écrit : « Ce spectacle d'un peuple arrivé au pouvoir et très conscient de son pouvoir, qui non seulement acclame la liberté, l'égalité, la fraternité, mais qui les pratique avec un enthousiasme candide et doux, est bien fait pour persuader les plus sceptiques et rassurer les plus timorés. » Sceptiques, nous sommes excusables de l'être un peu, nous qui avons fait tant de révolutions et tant parlé de fraternité! Mais personne du moins, aux premières heures d'une crise qui sera très longue, ne saurait nier les services que les réformateurs du Comité Union et Progrès ont rendus à leur patrie. Grâce à leur initiative courageuse, la Turquie ne reverra plus le régime d'oppression qu'elle a connu; ils ont balayé pour longtemps la séquelle des mouchards, des voleurs, des derviches et des astrologues qui captaient la confiance du Sultan; ils ont jeté dans le pays un ferment de résurrection et de progrès qui fera tôt ou tard son œuvre; ils ont déchaîné cette force sans laquelle rien de grand ne se fait sur la terre et qui s'appelle la foi.

CHAPITRE II

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE LA JEUNE TURQUIE [1].

SOMMAIRE. — La révolution turque n'a pas donné tout ce qu'on en attendait.

I. — Les Jeunes-Turcs; hommes et idées. — Gouvernement absolu d'un comité. — Congrès du parti U. et P. à Salonique. — Un discours de Talaat-bey. — Mehemet V. — Le Parlement. — Divisions dans le parti U. et P. — Mahmoud Chefket-pacha et le Comité. — Illusions des Jeunes-Turcs.

II. — Le gouvernement jeune-turc. — L'armée. — L'administration. — La justice. — La gendarmerie. — L'agriculture. — Le commerce. — Les impôts. — Les écoles. — les Jeunes-Turcs cherchent à éliminer les étrangers. — Mécontentement général.

III. — La question des nationalités. — Excès nationalistes des Jeunes-Turcs. — Djavid-pacha en Albanie. — L'opération du désarmement en Macédoine. — Atroces persécutions contre les chrétiens. — La bastonnade comme moyen de gouvernement. — Installation de *mohadjirs*. — Détente. — La Turquie et les États balkaniques. — Dangers du nationalisme et du panislamisme pour le régime jeune-turc. — L'Europe et les Jeunes-Turcs.

IV. — L'incident de l'emprunt. — Les finances turques. — La Turquie et l'épargne française.

V. — Conclusions.

Post-Scriptum. Scission dans le parti Union et Progrès. — La révolution n'est pas finie.

Toute l'Europe accueillit avec faveur la révolution

1. Ce chapitre a paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 15 janvier 1911.

turque et l'avènement de Mehemet V. L'Allemagne elle-même, dont l'Empereur s'était maintes fois proclamé l'ami du sultan déchu, fit fête au régime nouveau. Les puissances occidentales, et surtout la France, la grande porteuse d'idées, saluèrent dans la victoire de la Jeune-Turquie le triomphe des principes de liberté politique. La presse entière, chez nous, célébra la régénération de l'Empire ottoman. Nous-même, — comme on vient de le voir — quelques semaines après les événements de juillet 1908, nous disions nos sympathies pour un effort qui s'annonçait sous d'aussi heureux auspices et nous exprimions l'espoir que les résultats seraient à la hauteur des intentions.

Ce que l'Europe attendait de la révolution turque, c'était une issue honorable et pacifique à une situation politique embrouillée et la fin d'une anarchie tyrannique dont elle se sentait, pour sa part, responsable. Les troubles de Macédoine avaient, depuis 1902, inquiété les grandes puissances; elles avaient à grand'peine réalisé un accord instable pour doter de quelques « réformes » cette malheureuse province. Ces préoccupations allaient disparaître; la Turquie réorganisée, civilisée, deviendrait capable de pourvoir elle-même à la sécurité et au bonheur de tous ses habitants, sans distinction de race, de nationalité ou de religion. Il n'y aurait plus de question d'Orient!

Et voici que, plus que jamais, les affaires balkaniques occupent les chancelleries, remplissent la presse, émeuvent l'opinion. La Macédoine est de nouveau frémissante; les combinaisons d'alliances et d'ententes européennes n'ont pas cessé de s'ordonner en fonction des événements d'Orient et de se prémunir en prévision d'un avenir encore incertain de l'Empire ottoman. — Après trente mois écoulés, l'heure n'est pas encore venue d'établir un bilan définitif de l'actif et du passif de la Jeune-Turquie; mais certains résultats commencent à

apparaître, certaines directions à se dessiner. Nous voudrions esquisser l'analyse de ces résultats, indiquer ces directions [1].

I

C'est une erreur commune de trop attendre des révolutions ; elles sont obligées de beaucoup promettre, pour excuser leurs violences, et les conséquences de ces mêmes violences les empêchent de beaucoup tenir : de l'ordre détruit à l'ordre restauré, elles traversent une ère de troubles et d'incertitude ; les enthousiasmes des premières heures subissent l'usure du temps ; les intérêts privés restent quand les illusions tombent. L'Europe fut reconnaissante à la révolution qui emporta Abd-ul-Hamid, mais elle se montra aussi, vis-à-vis d'elle, trop exigeante ; de là des désillusions qui, comme les enthousiasmes du début, furent parfois exagérées.

L'art du gouvernement ne s'improvise pas. Rien ne préparait la plupart des Jeunes-Turcs à assumer les charges du pouvoir dans un moment aussi difficile. La révolution a été faite par l'audace d'une élite à laquelle le succès a attiré des recrues, mais, au début, les Jeunes-Turcs étaient peu nombreux et, même aujourd'hui, ils ne forment dans le pays qu'une minorité. Le gouvernement tombait donc aux mains de quelques hommes,

1. On trouvera un utile résumé des événements qui vont du 24 juillet 1908 à l'avènement de Mehemet V (27 avril 1909) dans Paul Imbert : *La Rénovation de l'Empire ottoman* (Perrin, 1909, in-12). — Voyez aussi Vico Mantegazza : *La Turchia liberale e le questioni balcaniche*. Milan, Treves, 1908, in-8. — On trouvera beaucoup de renseignements dans la revue *La Correspondance d'Orient*, dirigée par le Dr Georges Samné (Paris, 34 rue Pigalle). Si l'on veut avoir l'opinion d'un adversaire du régime Jeune-Turc, lire : *Mécheroutiette « Constitutionnel ottoman »*, dirigé par le général Chérif-Pacha (Paris, 2 avenue Camoëns).

civils et militaires, qui n'avaient ni l'expérience des affaires, ni l'art de manier les hommes. Les uns, les civils, avaient pour la plupart vécu en France ou en Suisse dans l'admiration de l'Occident libéral; ils y avaient absorbé, un peu pêle-mêle, les éléments d'une culture avancée que leurs cerveaux avaient incomplètement assimilés; quelques-uns étaient devenus des hommes très instruits, mais presque tous restaient des idéologues, plus capables de dresser un vaste programme de réformes théoriques que d'en réaliser pratiquement une seule; disciples de la Révolution française, — c'est-à-dire d'un ensemble de doctrines et d'actes souvent en contradiction les uns avec les autres, puisque les doctrines sont de liberté et les actes d'autorité, — ils étaient mieux préparés à ourdir et à exécuter un complot qu'au long et patient effort de réorganisation d'un pays ballotté depuis des siècles entre l'anarchie et le despotisme. Les autres, les officiers, élevés à l'allemande dans le culte de la force, étaient des militaires zélés, des patriotes ardents, mais peu cultivés, simplistes dans leurs conceptions politiques, dévoués à leurs chefs et à l'Islam, et persuadés que l'énergie et les armes suffisent à tout. Les uns et les autres, militaires et civils, étaient remplis de bonne volonté, de foi en leur mission et en l'avenir de leur pays, de confiance en eux-mêmes et de défiance envers les autres, prompts à prendre ombrage de tout ce qu'ils croyaient être une atteinte à leur dignité nationale, enclins à suspecter les amis sincères qui leur disaient la vérité et victimes des flatteurs qui, sous tous les régimes, bourdonnent autour du pouvoir. Durant les premiers mois de leur domination, les Jeunes-Turcs recoururent à l'expérience des hommes qui avaient appris sous Abd-ul-Hamid le maniement des grandes affaires; Saïd, Kiamil, et surtout Hilmi pacha assumèrent le grand vizirat; le dernier surtout, dont les talents s'étaient aiguisés

en Macédoine au contact des agents européens des « réformes », administra prudemment et prit d'utiles mesures; mais, si sincèrement dévoués qu'ils fussent au nouveau régime, ces fonctionnaires, vieillis sous le harnois hamidien, ne pouvaient acquérir complètement la mentalité « jeune-turque »; entre eux et le Comité Union et Progrès, l'harmonie ne fut jamais parfaite. En janvier 1910, le Comité estima que le temps était venu pour son parti de prendre directement en main le pouvoir; il fit comprendre sa volonté à Hilmi pacha qui se retira; Hakki pacha constitua un ministère dans lequel l'élément militaire était représenté par Mahmoud-Chefket pacha, ministre de la Guerre, et le Comité Union et Progrès par Djavid bey et Talaat bey. Après divers remaniements, le ministère présidé par Hakki pacha est toujours en fonctions.

Il était à prévoir qu'une révolution des mœurs et de la vie polique aussi radicale ne s'installerait que par la force; on ne fonde rien sans elle, pas même la liberté, et il serait injuste de faire grief aux Jeunes-Turcs de l'avoir employée. Depuis la révolution du 24 juillet 1908 et la proclamation de la Constitution, l'Empire ottoman n'a connu que les dehors et les formes d'un régime parlementaire; il est, en réalité, régi par l'absolutisme d'un comité; il est gouverné par une oligarchie fortement organisée en société secrète et appuyée sur l'armée. Le despotisme, au lieu d'être exercé par un homme, appartient à un parti, mais il est toujours le despotisme, c'est-à-dire un gouvernement sans contrôle ni responsabilité. Les pendaisons de 1909 ont montré qu'il n'était ni plus clément, ni plus scrupuleux sur les formes de la justice, que le régime hamidien. Constantinople subit toujours l'état de siège, et l'on ajourne de plus en plus l'établissement d'un régime légal. Ni la presse, ni la parole ne sont libres. Le rôle du Parlement est subordonné à celui du Comité, les débats ne sont

guère qu'une mise en scène dont l'issue est réglée d'avance. La séparation du parti « Union et Progrès », qui agit au Parlement, d'avec le Comité, qui prépare son action, n'est qu'une fiction ; pratiquement, ce sont deux organismes connexes mus par la même volonté. En fait, l'initiative des décisions appartient au Comité ; il impose ses résolutions au Parlement et au Cabinet, il fait et défait les ministres, prépare les lois et les fait voter, inspire la politique extérieure : il est l'âme du mécanisme gouvernemental. Une session du Parlement s'est ouverte le 14 novembre 1910 à Constantinople, mais, en même temps, se tenait, à Salonique, un congrès du parti Union et Progrès. Là, dans le plus grand secret, les destinées de l'Empire ottoman ont été agitées. Aucune communication n'a été faite à la presse[1]. Le lieu des séances était ignoré des délégués une heure avant la réunion, et il n'en fut pas tenu deux dans le même local. Dans ces réunions, clandestines comme des

1. D'après le journal *La Jeune Turquie*, publié à Paris, le Congrès se serait occupé de trois objets : 1° L'instruction publique : Les comités U. et P. doivent être des foyers de lumière, mais on se heurte au manque d'instituteurs ; il faut en former 2° Les rapports du Comité U. et P. et du parti U. et P. Le parti est chargé de mettre à exécution le programme du Comité. Le Comité se renseigne et signale au parti les faits qu'il croit utiles au salut de la Patrie, afin de maintenir des liens étroits entre le parti et l'opinion Le parti informe le Bureau central des résultats obtenus par lui ; le Bureau s'efforce d'éclairer l'opinion ; là se borne son rôle ; il ne s'immisce pas dans la politique du gouvernement ; il s'efforce, par des institutions scientifiques, des publications et des initiatives utiles, de faire l'éducation politique et sociale de la nation et guide l'opinion publique dans les élections. 3° La question des races Le Comité s'efforce de grouper sous la bannière de l'Ottomanisme les races qui ont des aspirations communes dont il désire l'union et non la fusion. Il respecte la langue de chacune, les droits de chaque nationalité et les revendications qui reposent sur des liens historiques indestructibles. — Le Congrès fut précédé d'une conférence publique faite par Halil-bey, chef du parti parlementaire U. et P. On en trouvera ci-dessous plusieurs citations.

Le Bureau central du Comité est composé de sept membres : Hadji-Adil-bey (vali d'Andrinople), secrétaire général, Dr Nazim, Eyoub Sabri, Omer Hadji, Zia, Sabri, Neidhal-Chakri-bey.



tenues maçonniques ou des conspirations de la Sainte-Vehme, tout a été discuté et décidé, depuis l'attitude que prendra le gouvernement vis-à-vis de la France ou de l'Allemagne et la condition qui sera faite aux chrétiens de Macédoine, jusqu'aux réformes à accomplir et au sort du ministère. C'est là qu'il faut chercher le véritable gouvernement de l'Empire ottoman. Il est doté d'une constitution parlementaire, mais, dans cet État constitutionnel, un seul organe, en réalité, fonctionne normalement : c'est le souverain ; Mehemet V règne, mais ne gouverne pas[1].

1. Nous publions ici, pour la première fois, le discours prononcé le 6 août 1910 à Salonique par Talaat-bey, alors ministre de l'Intérieur, dans une réunion restreinte et confidentielle du Comité Union et Progrès. Il est inutile d'en souligner l'intérêt; il corrobore tout ce que nous disons dans ce chapitre sur le caractère du gouvernement jeune-turc Il est, en même temps, un curieux échantillon du style spécial des harangues jeunes-turques.

« La politique de notre régime, a dit Talaat-bey, doit être une politique résolue et sans hésitation, à l'intérieur comme à l'extérieur. Car ce n'est que par cette fermeté de résolution que nous pourrons nous assurer le respect de l'Europe et l'autorité à l'intérieur du pays.

« Le pouvoir est entre les mains des Jeunes-Turcs et il n'y a pas à craindre qu'il leur échappe. Le cabinet actuel n'est autre chose qu'un comité jeune-turc, il conservera ce caractère aussi longtemps que les hommes qui le composent resteront au pouvoir. A la Chambre, nous avons une majorité fidèle et tout effort de la part de l'opposition pour l'ébranler échouera. D'ailleurs, à la moindre méfiance de cette majorité, la Chambre serait immédiatement dissoute. Il est nécessaire, dans l'intérêt du régime jeune-turc, que cette résolution inébranlable s'y manifeste. N'oubliez pas que l'armée est pour nous et j'espère, après tout cela, que les inquiétudes de certains de nos amis qui ne cessent de nous parler d'un danger menaçant notre régime, sont dénuées de tout fondement. Au contraire, je puis vous affirmer que ce danger n'existe pas et que nous continuerons d'être les maîtres de la situation. Je ne sais pas trop si Djavid-bey, moi et les autres de nos amis, nous réussirons à réaliser tout ce qu'on attend de nous. Mais il y a une chose dont vous pouvez être certains : c'est que nous saurons, que nous pourrons répondre à notre devoir principal, à celui que vous nous avez trop clairement indiqué en nous confiant le pouvoir : c'est sa conservation dans les mains des Jeunes-Turcs. (*A cet endroit, toute l'assemblée a applaudi.*)

« D'après la constitution, tous les sujets turcs, aussi bien les musulmans que les chrétiens, sont égaux devant la loi. Mais vous devez

Le travail parlementaire a été inspiré et dirigé par le

comprendre vous-mêmes que c'est impossible. C'est tout d'abord le Chériat qui s'y oppose; tout notre passé, les sentiments de centaines de mille de croyants s'y opposent. Ensuite, et c'est beaucoup plus important, les chrétiens eux-mêmes s'y opposent, car ils ne veulent à aucun prix être des Ottomans. Les efforts pour développer chez eux la notion d'ottomanisme ont échoué et échoueront, tant qu'il y aura autour de nous des États balkaniques indépendants qui nourrissent, qui soutiennent, qui encouragent ces sentiments séparatistes. De l'égalité, il ne peut être question en Turquie, que le jour où l'ottomanisation de tous les éléments sera accomplie, et ce travail sera long et difficile. Nous y réussirons, il n'y a pas de doute, mais en attendant, il faut que nous tranquillisions nos voisins

« Je dois aussi rassurer certains de nos amis qui nous écrivent et qui voudraient attirer notre attention sur des alliances qui se forment d'après eux à l'étranger contre nous. Je puis vous affirmer qu'aucun danger n'existe du fait de ces alliances Le gouvernement autrichien nous a donné l'assurance qu'il empêchera toute conclusion d'une alliance qui serait dirigée contre nous et il est en mesure de le faire. De notre côté nous lui avons donné l'assurance que nous ne nous prêterons pas non plus à des combinaisons pareilles.

« Quant aux autres États, il n'y a aucun danger pour nous. Surtout de la part de la Grèce, il n'y a rien à craindre, et je puis vous dire que la question crétoise recevra bientôt une solution. En ce qui concerne la Serbie, par toute sa vie économique elle est forcément tournée vers nous, et le gouvernement autrichien nous a rendu encore ici un service, en n'autorisant pas, dans le nouveau traité de commerce, (conclu tout dernièrement avec la Serbie) l'importation serbe en Autriche. La Serbie continuera donc d'être en notre dépendance et n'osera guère faire partie des alliances dirigées contre nous.

« Le Monténégro, tout heureux d'être indépendant, ne se risquera jamais dans les aventures. Le seul facteur qui compte pour nous c'est toujours la Bulgarie. Et c'est envers elle que nous devons développer et manifester une politique résolue, tout en la satisfaisant de temps à autre par des concessions qui ne porteraient aucune atteinte à notre indépendance intérieure.

« Ainsi vous voyez bien que, du côté de ces États, aucun danger ne menace, ni notre patrie, ni notre régime.

« A l'étranger, en Europe, notre régime jouit d'un respect universel; c'est qu'il s'est surtout manifesté à propos de la question crétoise ainsi qu'à propos de cette agitation bulgare. Nous avons pour nous les sympathies de l'Europe et nous ne voulons à aucun prix les compromettre en nous attachant à des alliances existant déjà entre les États d'Europe.

« Mais comme notre régime, malgré toutes les sympathies, a, pour son existence, besoin d'un appui réel, nous sommes forcés d'entretenir une amitié étroite avec la toute-puissante Triplice et tout spécialement avec l'Autriche-Hongrie, et par elle avec l'Allemagne qui nous a donné des preuves suffisantes et de sa force et de sa bienveillance

parti Union et Progrès. Il n'est donc que l'un des aspects de l'activité du Comité. La troisième session parlementaire, qui prend fin avec le mois de mai 1911, n'a

« Les circonstances actuelles sont tellement favorables à notre régime que tous les projets folâtres de certains de nos adversaires échoueront nécessairement dans le plus bref délai. Grâce à la conduite très correcte de Hakki-pacha sur l'amitié et les sympathies de qui nous pouvons toujours compter, et surtout grâce à Saïd-pacha, sénateur, notre conseiller et ami sincère, la majorité du Cabinet actuel est composée de véritables représentants du régime jeune-turc.

« Je puis vous dire ouvertement que Saïd-pacha nous a donné, à plusieurs reprises, des preuves d'une valeur inestimable et précieuses à notre régime, non seulement par sa capacité, mais aussi par ses relations. Le seul reproche qu'on pourrait lui faire c'est un peu le manque de fermeté dans ses résolutions. Mais comme nous autres nous en disposons largement et suffisamment, cette conduite réservée et hésitante, loin de nuire à nos projets, nous est au contraire indispensable. Il y a une chose qui nous inquiète, et pour vous le dire je suis venu exprès ici ; c'est que malgré notre conduite unanime à Constantinople, notre organisation à l'intérieur du pays n'est pas très solide. On sait que cette organisation n'existe même pas, et c'est là où est le vrai danger pour notre régime. Sans doute les autorités ont pour devoir de tenir compte (rigoureusement) de tout ce qui est contre nous et notre régime. Mais si contents que nous le soyions de nos autorités, une organisation de notre groupe n'est pas moins indispensable.

« Les autorités sont des organes payés, il se peut très bien qu'elles hésitent quelquefois de montrer toute l'énergie désirable dans l'accomplissement de leurs fonctions. Parmi les fonctionnaires il y en a dont les idées et les convictions politiques nous sont inconnues, parce qu'elles ne sont pas encore prononcées : un contrôle sur eux nous est nécessaire. Ensuite il y a beaucoup de choses à réaliser, beaucoup de projets à exécuter, dans le pays, et pour y réussir il est bon de ne pas les porter à la connaissance des autorités.

« Mais ce qui est d'une importance capitale, c'est qu'au moment où notre organisation n'existe pas, où elle ne développe pas une activité suffisante, une conviction peu flatteuse pour nous commence à se créer, et dans la masse du peuple, et à l'étranger, que le régime jeune-turc n'est pas stable. Malheureusement cette conviction, en même temps qu'une certaine méfiance envers notre régime, commence à pénétrer même parmi nos meilleurs amis.

« Le but de mon voyage est de vous assurer, au nom de nos amis de Constantinople, qu'aucun danger réel ne menace notre régime et de vous prier de nous aider dans nos projets par la création d'une nouvelle organisation ferme et résolue. (*Un applaudissement chaleureux a accompagné ces dernières paroles.*) »

Trois jours après, Djavid-bey a confirmé les déclarations de son collègue et ami.

pas donné les résultats qu'on en attendait. C'est un succès, cependant, pour la Jeune-Turquie, d'être arrivée, en franchissant heureusement les obstacles, jusqu'à la fin de cette troisième session. Comme le philosophe qui prouvait le mouvement en marchant, les députés ottomans ont prouvé le régime parlementaire en siégeant; mais c'est à peu près tout. La troisième session a fait moins de besogne utile que la deuxième, et la deuxième que la première; la ferveur se ralentit; les députés se perdent dans la discussion d'infinis détails. Le Parlement a plutôt retardé la réorganisation effective du pays qu'il ne l'a aidée. La loi militaire, en discussion depuis deux ans et demi, n'est pas achevée; la loi des vilayets n'est pas commencée. Le Parlement n'a même pas réussi à amender les lois mauvaises ou dangereuses que lui soumettait le gouvernement : il a voté l'article 4 de la loi sur les associations qui interdit toute association politique établie sur la base ou sous le nom d'une nationalité et qui a fait l'effet, aux non-turcs, d'une véritable provocation; il a permis l'application brutale, en Macédoine, de cette pseudo-loi sur les bandes qui n'a jamais été ni discutée ni votée par le Parlement. Lorsque le pouvoir exécutif a décidé, contrairement à la Constitution, de prolonger sans terme fixe l'état de siège qui existe déjà depuis plus de deux ans à Constantinople, alors que la tranquillité de la ville n'est pas menacée, la Chambre, comme son règlement lui en donne le droit, a refusé de permettre à un député de l'opposition d'interpeller le ministre responsable. Le travail de révision de la constitution est stagnant, La Chambre a voté 119 articles, mais le Sénat n'en est qu'au vingt-huitième[1]. L'opposition est incohérente; elle est composée de petits groupes nationaux isolés. Le Sénat et la

(1) Voyez les textes révisés dans le chapitre *Empire ottoman* de *La vie politique dans les Deux Mondes*, année 1909-1910, p. 334. (Alcan, in-8°.)

Chambre sont en conflit pour de mesquines questions de forme. En somme il n'existe que l'apparence d'un gouvernement constitutionnel. En fait, le mot d'ordre du Comité décide de tout.

Les pouvoirs collectifs et occultes cachent toujours de profondes dissensions intestines et d'âpres rivalités de personnes. Des hommes, sortis du Comité Union et Progrès, et, si l'on nous passe l'expression, lancés par lui, comme Djavid bey et Talaat bey, ne pouvant ou n'osant s'en affranchir, ont cherché à le conduire, à l'inspirer et, par lui, à diriger l'opinion publique. A plusieurs reprises, le Comité central a regimbé et a voulu sortir du rôle secondaire auquel on cherche à le réduire, mais il manque d'hommes de valeur et surtout d'hommes politiques. Les plus intelligents, comme le docteur Nazim bey, sont les plus utopistes.

La rivalité de l'élément civil et de l'élément militaire est une autre source de discorde. Mahmoud-Chefket pacha, vainqueur de la contre-révolution du 13 avril 1909, chef incontesté de l'armée dont il est très aimé, ne désire pas assumer lui-même le pouvoir; mais rien ne peut se faire contre son gré, et son *veto* est sans réplique. Bon militaire, mais sans grandes vues politiques, Mahmoud-Chefket ne s'intéresse qu'à la réorganisation de l'armée; dans ce domaine, il n'admet aucune ingérence, pas même celle du ministre des Finances. On n'a pas oublié à ce sujet ses dissentiments avec Djavid. Entre ces deux hommes grandit une sourde rivalité qui se prolonge en un antagonisme général entre l'élément civil et l'élément militaire. La circulaire de Mahmoud-Chefket, qui interdit aux officiers de faire partie d'une société ayant un but politique, n'a eu pour résultat que de poser en face les uns des autres comme des rivaux, parfois comme des adversaires, les clubs Union et Progrès et les clubs militaires. Mahmoud est trop puissant pour être combattu ouvertement, à plus forte raison pour être mis à

l'écart ; mais peut-être pourrait-on susciter en face de lui un autre soldat. On se demande si telle ne serait pas la tactique de Djavid bey et de Talaat bey quand on les voit pousser en avant Mahmoud-Mouktar. Homme intelligent, ambitieux, souple, ce fils du gazi Mahmoud-Mouktar était général de division sous l'ancien régime ; remis simple colonel par la commission de révision des grades, puis nommé vali de Smyrne, il a été appelé, à l'instigation de Djavid bey, au ministère de la Marine. Quelle que soit l'issue lointaine de cette manœuvre, pour le moment, Mahmoud-Chefket n'exerce pas le pouvoir, mais il n'est possible à personne de l'exercer sans son agrément ; un geste de lui suffirait à balayer tous ses adversaires ; le sort de la Turquie reste aux mains du soldat heureux.

Dans les provinces, le représentant du pouvoir exécutif n'est pas plus qu'à Constantinople le véritable chef du gouvernement ; tout au moins, il n'est pas le seul. Le vali et, au-dessous de lui, toute la hiérarchie, mutessarif et caïmakan, sont surveillés dans leurs actes, souvent gênés, parfois aussi utilement dirigés, par les comités locaux qui, eux-mêmes, reçoivent du Comité central de mystérieuses instructions. Il arrive qu'un vali est obligé d'accepter les avis et de subir le contrôle d'un lieutenant. L'autorité de l'Etat s'en trouve énervée, l'initiative des fonctionnaires entravée. Dans les provinces éloignées, dans les petites villes, en Asie surtout, les hommes en qui le Comité croit pouvoir mettre sa confiance sont rares ; plusieurs des chefs les plus marquants du parti ne sont pas Turcs de race ; Djavid bey lui-même est un *deunmé* de Salonique, c'est-à-dire un juif devenu musulman. Le gouvernement se préoccupe de constituer, au service du régime nouveau, un personnel instruit et capable, mais, pour le moment, tant à cause de la pénurie de fonctionnaires expérimentés que de l'émiettement de l'autorité, l'action gou-

vernementale est tâtonnante, incertaine; tantôt faible et tantôt brutale, elle a parfois d'heureuses initiatives, mais le manque d'ordre et de plan d'ensemble rendent stériles les efforts les mieux inspirés; rapports, décisions, projets viennent se noyer dans une immense bureaucratie, infatuée de son importance et persuadée que, dès qu'un ordre est donné, une mesure décidée, une circulaire lancée, une réforme effective a été réalisée. C'est là un défaut général, inhérent à l'inexpérience, et d'autant plus dangereux qu'il va de pair avec des sentiments plus généreux et des intentions plus droites ; la résistance des hommes et l'inertie des choses qui, dans tous les pays, rendent la moindre réforme si difficile à acclimater, ne frappent pas les Jeunes-Turcs. Beaucoup d'entre eux ne peuvent pas comprendre qu'il ne suffise pas que la Constitution ne distingue plus entre les différentes nationalités qui peuplent l'Empire, pour abolir en un jour jusqu'au souvenir de cinq siècles d'inégalité et d'oppression et transformer les ennemis frémissants d'hier en loyaux sujets d'aujourd'hui. De telles illusions préparent bien des déboires et peuvent conduire à des fautes irréparables [1].

II

Dans un Etat qui fait peau neuve, il serait injuste d'attacher trop d'importance à la correction constitutionnelle et légale des mesures prises ; si elles étaient excellentes, quoiqu'en contradiction avec les textes, les populations les recevraient avec reconnaissance. Certes,

1. Cf. sur toute la politique des Jeunes-Turcs, l'intéressant livre de M. René Moulin, *Force et faiblesse de la Jeune Turquie*. (Plon, 1910, in-8°.)

le fonctionnement normal de la machine gouvernementale exerce un effet régulateur sur la marche générale de la vie nationale, mais la méthode d'autorité peut avoir aussi ses avantages. Si l'on compare les réformes réalisées par les Jeunes-Turcs avec la masse de celles qui restent à accomplir, on est porté à trouver leur œuvre insignifiante; mais, si on les mesure au temps dépensé et aux difficultés surmontées, on est enclin à un jugement plus équitable. Essayons de suivre dans ses diverses branches l'activité réformatrice du nouveau régime.

Il serait à peine exagéré de dire que la seule réforme qui tienne vraiment au cœur des Jeunes-Turcs, c'est celle de l'armée; à celle-là seulement ils ont apporté une énergie, un esprit de suite qui leur auraient fait faire des merveilles s'ils l'avaient appliqué dans tous les autres domaines. En réalité, ce peuple est resté militaire avant tout; il a fait sa révolution beaucoup plus par nationalisme, pour sauvegarder son indépendance et sa dignité nationale, que par amour de la liberté politique; aussi a-t-il commencé sa régénération par l'armée. L'influence de Mahmoud-Chefket pacha et de ses collaborateurs s'est exercée vigoureusement dans ce domaine où ils étaient compétents. L'outillage a été amélioré et complété; les artilleurs ont appris à se servir du matériel neuf acheté chez Krupp par Abd-ul-Hamid; sous l'impulsion de Von der Goltz pacha et des instructeurs allemands, officiers et soldats ont beaucoup travaillé, et les grandes manœuvres qui ont rassemblé, à l'automne 1910, 70.000 hommes dans la plaine d'Andrinople, ont révélé aux observateurs impartiaux les progrès accomplis. La révision des grades, après la chute d'Abd-ul-Hamid, a permis d'ôter les grands commandements aux généraux de cour et d'éliminer beaucoup d'officiers ignorants. Les troupes ont été réparties en trente-neuf divisions et quatorze corps d'armée, sans

compter le corps du Yémen et la division de Tripolitaine. Ces grandes unités sont constituées dès le temps de paix sur un type uniforme. Quatre grandes inspections d'armée ont été créées. Andrinople est devenu un camp retranché solidement fortifié. La discipline paraît restaurée ; mais il reste l'exemple dangereux d'une armée marchant contre son souverain sous la conduite de ses généraux. Quand le virus de la politique a pénétré dans un organisme militaire, il est malaisé de l'en extirper.

L'une des conséquences de la révolution a été le service militaire universel ; il a été appliqué, depuis le mois de mars 1910, en vertu de deux articles ajoutés à la loi de recrutement. L'étude d'une loi nouvelle, mieux adaptée à une armée qui n'est plus exclusivement musulmane, est commencée. L'incorporation des chrétiens avait une très grande importance : elle pouvait être le plus puissant outil de fusion des nationalités et des religions dans l'unité de l'Empire. Désirée par les chrétiens eux-mêmes, elle s'est opérée sans grandes difficultés ; mais elle n'a pas donné tous les résultats qu'on aurait pu en espérer parce qu'elle a été accomplie sans études préalables et sans plan d'ensemble. Au lieu d'appeler les hommes de la classe de 1910 avec leurs camarades musulmans, quitte, si on le jugeait nécessaire, à faire faire quelques semaines d'exercice aux hommes plus âgés susceptibles d'être utilisés en temps de guerre, on a imaginé d'appeler les hommes de six classes, en commençant par les plus âgés ; des hommes de vingt-sept ans ont été incorporés et, jusqu'ici, personne n'a pu leur dire pour combien de temps. La durée légale du service est de trois ans, mais il serait inique de maintenir aussi longtemps sous les drapeaux des hommes de plus de vingt-cinq ans, presque tous mariés, pères de famille qui, étaient loin de s'attendre à une telle mesure. Par ailleurs, l'incorporation des chrétiens n'a pas soulevé d'incidents graves ;

le commandement avait donné des ordres très sévères et les officiers se sont en général bien comportés envers les recrues chrétiennes. L'erreur que nous avons signalée est caractéristique ; elle montre comment une mesure excellente en elle-même peut se trouver dénaturée et comment les meilleures lois produisent si rarement, en Turquie, tous les bons effets qu'on serait en droit d'en attendre.

Quoi qu'il en soit, l'armée ottomane est aujourd'hui prête à combattre énergiquement un agresseur, d'où qu'il vienne. Il faut souhaiter que le sentiment de sa force reconquise n'entraîne pas la Turquie à une politique d'agression qui lui serait funeste à elle-même et qui troublerait la paix du monde. Il n'est pas rare d'entendre, parmi les plus jeunes des Jeunes-Turcs, surtout parmi les officiers, des propos étranges et inquiétants : il en est qui se croient revenus aux temps de Bajazet ou de Soliman le Grand et qui parlent de reconstituer l'ancien empire des Osmanlis en Europe, en Asie et dans la Méditerranée ; aussi attendent-ils avec impatience la résurrection de la marine turque qu'ils regardent comme l'instrument nécessaire de leurs ambitions grandioses. Que la Turquie réorganisée souhaite de posséder quelques bateaux cuirassés qui lui permettent de tenir tête, par exemple, aux Grecs, rien de plus naturel, mais que, dans l'état actuel de ses finances et de son développement économique, elle pense à redevenir, comme au temps de Barberousse, une puissance navale capable de jouer un grand rôle dans la Méditerranée, c'est un rêve dont elle sera sage d'ajourner la réalisation. Elle a des œuvres indispensables et urgentes à accomplir avant de s'engager dans les voies de l'impérialisme où elle rencontrerait, d'abord, la faillite[1].

1. Halil bey, dans sa conférence à Salonique, publiée par la *Jeune Turquie* du 23 novembre 1910 dit en substance : « L'avenir n'est plus



L'une des plus nécessaires est la réforme, ou plutôt la création de l'administration. L'État turc n'était jusqu'ici qu'un minimum de gouvernement ; le mécanisme rudimentaire, qui fonctionnait tant bien que mal sous l'ancien régime, ne suffit plus aujourd'hui. Pour pacifier le pays et développer ses ressources économiques, il faut d'abord y organiser la vie locale. La « loi des vilayets », qui date de 1867, est insuffisante ; elle est d'ailleurs à peine appliquée. Les vilayets sont de grandes provinces qui comptent souvent plus d'un million d'habitants et qui n'ont aucune vie propre ; ils n'ont pas de budget distinct ; les conseils généraux, qu'Abd-ul-Hamid avait laissés tomber en désuétude et que le nouveau régime vient de ressusciter, n'ont que des attributions insignifiantes et, en fait, purement consultatives puisqu'ils ne disposent d'aucun moyen de faire exécuter leurs décisions. Chaque sandjak, quelle qu'en soit l'étendue, y est représenté par quatre membres, nommés au moyen d'un système compliqué qui assure la prépondérance aux représentants de l'administration. Les villes, elles non plus, n'ont guère de vie propre ; leur budget est insignifiant ; leurs conseils municipaux n'ont ni autorité ni indépendance. Une grande ville comme Salonique a un budget de 800.000 francs, un conseil municipal de douze membres avec un président nommé par l'administration et qui est toujours un musulman, bien que les quatre cinquièmes des habitants soient israélites ou chrétiens ; dans toutes les villes où la majorité n'appartient pas aux musulmans, le maire est musulman. Dans les villages, il n'existe qu'une

à la voix du canon : il appartient au travail, à l'instruction, à l'industrie, au commerce... il faut procéder méthodiquement, scientifiquement. » Notre but n'est nullement de faire la guerre, mais de transformer économiquement le pays. L'armée est nécessaire à cette tâche ; nous servons l'humanité. « L'armée ottomane, forte comme elle doit le devenir, sauvegardera la paix universelle. » Tel est le langage officiel.

organisation municipale rudimentaire. On trouverait dans le code une loi qui organise, sous le nom de *nahiés*, des municipalités, mais elle n'a jamais reçu que des commencements d'application ; le *nahié* est une circonscription trop vaste, qui ne correspond pas du tout à notre commune ; parmi les *nahiés* organisés, il en est qui réunissent trente-cinq et jusqu'à quatre-vingt-dix villages. Ainsi, dans le domaine administratif, tout est à faire. Un projet de loi portant réorganisation des vilayets est actuellement soumis à l'examen du Conseil d'État, mais on ne saurait prévoir quand il pourra être voté. Tant qu'une hiérarchie régulière de circonscriptions administratives n'aura pas été effectivement créée et organisée, aucune administration régulièrement bienfaisante ne pourra fonctionner en Turquie. Mais il semble que, pour les Jeunes-Turcs, réforme soit synonyme de centralisation ; au seul mot de décentralisation, qui cependant est inscrit dans la constitution de Midhat pacha, ils s'irritent et s'alarment ; ils croient l'unité et l'intégrité de l'Empire en péril. Cependant, sans une vie provinciale et locale bien organisée, sans une administration assez souple pour s'adapter aux besoins de populations diverses, il n'est pas, pour l'Empire ottoman, de prospérité ni de développement économique possibles. Cette mosaïque de races et de religions ne peut pas devenir du jour au lendemain une république « une et indivisible. » Certaines régions lointaines, comme la Tripolitaine ou la péninsule arabique, ne sauraient être gouvernées comme la banlieue de Constantinople ; ce sont des colonies, qui devraient être administrées comme telles.

Dans l'ancienne Turquie, l'organisation judiciaire était déplorable et, plus encore, la manière de rendre la justice ; ni l'une ni l'autre ne sont encore parfaites dans la Jeune-Turquie, toutefois des efforts utiles ont été faits. Les traitements des juges ont été relevés,



mais ils restent encore insuffisants; un magistrat, même turc, doit être à l'abri des tentations. On a commencé à séparer l'organisation religieuse de l'organisation judiciaire, à laïciser la justice ; les juges ne seront plus, à l'avenir, des *cadis*, ou des *naïbs*, mais des laïques. Malheureusement l'Oriental, quelle que soit sa nationalité ou sa religion, n'a pas, du juste et de l'injuste, pas plus que du vrai et du faux, la même conception que l'occidental; vérité, justice, ne sont pas pour lui des absolus qui ne doivent plier devant aucune contingence; qu'il en pâtisse ou qu'il en bénéficie, un Oriental ne s'étonne jamais de la partialité, qui lui apparaît comme une manifestation naturelle de la force. Le juge turc a une tendance inconsciente à donner raison à l'État et au « bon citoyen » ottoman. Des progrès avaient été faits, en Macédoine, sous le régime des réformes europénnes, grâce à la vigilance de Hilmi pacha, à une meilleure sélection des magistrats et à une répression énergique de la concussion. Les heureux effets de cette sévérité se font encore sentir, mais les troubles qui ravivent, en Macédoine, la fureur des passions nationales, ont offert à une justice partiale des tentations auxquelles elle n'a pas toujours su résister. Les Jeunes-Turcs désirent avec impatience que les grandes puissances renoncent au bénéfice des Capitulations[1]; ils conviendront eux-mêmes qu'il ne saurait en être question avant le jour où une magistrature instruite, intègre, indépendante, capable de donner tort à l'État lorsqu'il n'a pas raison, aura fait ses preuves dans tout l'Empire[2].

1. « Il est un esclavage qui pèse lourdement sur nos destinées, c'est l'esclavage des Capitulations », dit Halil bey dans son discours de Salonique déjà cité. D'après lui, ce qui empêche d'accomplir les réformes financières, ce sont les Capitulations.

2. Voyez sur *La justice ottomane dans ses rapports avec les puissances étrangères*, l'excellent livre de M. André Mandelstamm, conseiller de l'ambassade de Russie à Constantinople, (Paris, Pedone, 1911, in-8°.)

L'auxiliaire indispensable de la justice, la gendarmerie, a ressenti les bons effets de la réorganisation générale de l'armée et des directions excellentes données, en Macédoine d'abord, durant l'ère des « réformes », dans tout l'Empire ensuite, depuis la révolution, par les officiers européens spécialement chargés de ce service. Le général italien de Robilant a le titre d'inspecteur général de la gendarmerie réorganisée; il est parfaitement secondé par un chef d'état-major français, le lieutenant-colonel Lamouche, et par plusieurs officiers européens[1]. En Macédoine, nous le verrons, l'opération du désarmement a donné aux gendarmes l'occasion de montrer qu'ils savent encore mériter leur mauvaise réputation d'autrefois. Dans cette région, les officiers européens sont tenus à l'écart ; on s'applique à leur enlever toute influence et à leur cacher ce qui se passe, comme si l'on redoutait en eux des témoins clairvoyants.

Ce qui brille, plutôt que ce qui dure, séduit les peuples et les partis « jeunes ». Un bataillon qui défile musique en tête frappe plus les imaginations que le lent et patient labeur qui doit faire refleurir la richesse dans un pays ruiné par des siècles de mauvais gouvernement. Cependant, la force militaire d'une nation n'est-elle pas elle-même dépendante de sa prospérité matérielle et financière? La mise en valeur de l'Empire ottoman est l'œuvre capitale au terme de laquelle est le salut et sans laquelle il n'est pas de salut. En Macédoine, en Albanie, en Arménie, en Syrie, dans des contrées d'où Rome tirait de prodigieuses richesses et qui, au moyen-âge, faisaient l'admiration de nos croisés, règne aujourd'hui la désolation, la stérilité. Les troupeaux ont arraché les dernières touffes d'herbe, les

1. Voyez, sur la réforme de la gendarmerie, l'article du lieutenant-colonel Lamouche dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 16 avril 1911.

bergers ont brûlé les dernières souches des forêts, et les torrents, dévalant du haut des montagnes, ont mis à nu les rochers, sillonné les plaines de profonds ravins, recouvert les champs d'énormes couches de cailloux roulés, comblé les anciens ports; ainsi vont se perdant d'admirables sources de richesse et de vie qui jamais ne retrouveront toute leur fécondité première; ainsi s'opère sur notre globe, par l'incurie ou la barbarie de l'homme, « la dégradation de l'énergie[1]. » Arrêter cette ruine, refouler cette misère, détourner la malédiction qui semble peser sur la terre où règne le Turc, quelle tâche plus belle, plus salutaire pourrait solliciter des hommes qui auraient la volonté persévérante de régénérer leur pays? Ramener la prospérité c'est, en Macédoine, par exemple, l'unique-secret d'une pacification définitive. « Quand il n'y a pas de foin au râtelier, les chevaux se battent », dit un vieil adage français. Que le paysan macédonien s'enrichisse, et il n'y aura bientôt plus ni Bulgares, ni Turcs, ni Grecs, mais seulement des propriétaires, préoccupés d'engranger leurs récoltes et de mettre à l'abri leurs économies.

Pour l'amélioration de l'agriculture, rien ou à peu près rien n'a été fait. En Macédoine, tout se réduit à l'achat de quelques étalons et à quelques initiatives utiles; l'une d'elles est particulièrement heureuse : une commission a été chargée, sous la direction de M. Schrader, le géographe français bien connu, de dresser le plan des divagations du Vardar, qui transforment la riche plaine de Salonique en un marais pestilentiel, et de l'assainir par des opérations de drainage et de canalisation. La Macédoine est infestée par le paludisme; le 3e corps d'armée perd chaque année un

1. Voyez, dans le beau livre de Bernard Brunhes : *la Dégradation de l'énergie*, les fortes pages du chapitre XI et la conclusion (1 vol. in-12; Flammarion).

vingtième de son effectif par les maladies; dans l'été 1910, deux bataillons, en garnison à Kotchana, ont perdu 70 pour 100 de leur effectif. Pour la santé et la prospérité du pays, des travaux considérables sont indispensables; les Jeunes-Turcs le comprennent, puisqu'ils viennent d'adjuger la construction, sous la direction d'ingénieurs européens, parmi lesquels beaucoup de Français, de 30.000 kilomètres de routes. Chemins de fer, routes, drainage, irrigation, le programme d'avenir de la Turquie tient dans ces quatre mots; par là naîtra la prospérité et, avec elle, viendra l'équilibre financier, la pacification des esprits et le ralliement des cœurs. Pour mener à bien une telle œuvre, le concours des capitaux et des techniciens étrangers est nécessaire; ni les uns ni les autres ne feront défaut à des entreprises productives et régénératrices.

Le commerce a ressenti les effets bienfaisants de la révolution; il a pris un essor encore timide, mais qui est l'indice du grand développement économique qui enrichira le pays dès que la sécurité et les moyens de de transport y seront assurés. Les recettes du chemin de fer Salonique-Constantinople se sont élevées, de 1907 à 1909, de 2.400.000 à 3.153.000 francs. Mais le nouveau régime ne pouvait rien changer à l'esprit, ni aux habitudes de la masse populaire; dans les villes, elle reste peu laborieuse et peu scrupuleuse. Dans certains grands centres comme Salonique les ouvriers ont entendu parler, par des émigrés revenus d'Amérique, des merveilleux salaires de là-bas, et, pour un travail médiocre en quantité et en qualité, ils exigent des payes exagérées; ils ont appris quelques bribes d'un socialisme simpliste, et l'organisation du boycottage des produits autrichiens d'abord, grecs ensuite, leur a révélé leur puissance; grèves et sabotage ont fait leur apparition en Turquie.

L'accroissement des affaires, si peu accentué qu'il ait

été jusqu'ici, a déjà produit une heureuse répercussion sur la rentrée des impôts; les deux dernières années accusent une plus-value, au moins dans les services contrôlés par la Dette; elle est loin encore de permettre l'équilibre du budget, mais elle atténue l'importance du déficit. En Macédoine jusqu'à la révolution de 1908, et depuis lors, dans tout l'Empire, les Turcs, assistés de conseillers européens, ont travaillé non sans succès à mettre de l'ordre et de la régularité dans leurs finances. Un budget a été établi, présenté au Parlement, discuté par lui : c'est une nouveauté considérable, mais qui ne produira tous ses bons effets que lorsque seront données, comme cela se fait chaque mois en France, des indications exactes sur la rentrée des impôts comparée à celle de l'exercice précédent et aux prévisions budgétaires. Souvent l'inexpérience des fonctionnaires rend inefficaces les réformes les plus utiles : il en a été ainsi de l'introduction, en mars 1910, de la comptabilité en partie double; l'ignorance des employés est telle que ce nouveau système les a absolument déroutés et rebutés, si bien que, en maints endroits, ils ont préféré renoncer à toute comptabilité! Cet état de choses se modifiera peu à peu, à mesure que des fonctionnaires compétents se formeront; déjà un service d'inspection des finances fonctionne avec des jeunes gens qui sont venus en France s'initier à nos méthodes et au fonctionnement de nos institutions fiscales. Mais on n'a pas encore préparé la réforme de l'assiette et de la perception de l'impôt. En Macédoine, les dîmes sont toujours affermées, la plupart du temps aux grands propriétaires de *tchiflik*, qui deviennent ainsi, en même temps que propriétaires, agents de la puissance publique, et qui en abusent. Les Jeunes-Turcs ont déjà des financiers habiles qui se rendent compte de la nécessité de réformes profondes; mais lisez les journaux nationalistes et même la conférence que Halil bey, pré-

sident du parti Union et Progrès, a faite à Salonique : à les en croire, dès qu'on aura soumis les étrangers aux mêmes impôts et patentes que les Ottomans, tout sera sauvé, car si les finances de la Turquie ne sont pas prospères, la faute en est aux Capitulations. Nous ne citons ces exagérations que pour montrer qu'ici encore ce sont les impatiences d'un nationalisme imprévoyant et intolérant qui constituent, pour la Jeune-Turquie, le seul péril sérieux.

Sous l'ancien régime, on peut dire qu'en Turquie l'instruction publique n'existait qu'à l'état embryonnaire : budget insignifiant, écoles très peu nombreuses, mal organisées et mal installées, personnel ignorant et mal payé, absence de programmes, de livres, de matériel d'enseignement, tel était le bilan. La situation actuelle est un peu moins lamentable ; pareille création, certes, ne s'accomplit pas en un jour, mais il semble que les progrès auraient pu être plus sensibles. Aucune réorganisation générale n'a été tentée ; il n'y a eu que des efforts locaux, sous les auspices des comités Union et Progrès. Les journaux turcs eux-mêmes critiquent vivement l'inertie du ministère de l'Instruction publique. L'instruction n'existe sérieusement que là où les étrangers ou les chrétiens sujets ottomans ont créé des écoles. Dans le vilayet de Salonique, celui où l'instruction est le plus répandue et d'où sont sortis les hommes du *risorgimento*, le nombre donné par l'administration, comme étant celui des élèves fréquentant les écoles officielles, est d'un peu moins de 14.000 enfants, — chiffre vraisemblablement exagéré, — tandis que les élèves des écoles des nationalités (Bulgares, Serbes, Grecs, Valaques) sont 89.000. Sans l'instruction répandue par ces écoles, par les écoles françaises et par celles de l'alliance isréalite, on peut dire que la révolution ne se serait pas faite. N'est-il pas étonnant, dans ces conditions, de voir l'autorité ottomane s'attaquer,

par toute sorte de moyens, à l'enseignement des nationalités? Le directeur de l'Instruction publique du vilayet envoie des inspecteurs dans les écoles, ce qui est légitime et ce qui a toujours été accepté sans difficultés par les Bulgares et les Serbes, et admis en fait par les Grecs; mais aujourd'hui ces inspecteurs refusent d'entrer en relation avec les autorités ecclésiastiques dont dépendent les instituteurs; ils exigent que ceux-ci leur donnent directement tous les renseignements : de là des conflits dont l'autorité profite pour faire fermer les écoles. On interdit au patriarcat et à l'exarchat d'avoir, de leur côté, des inspecteurs techniques; dans certaines localités du sandjak de Serrès, les agents du gouvernement se sont emparés des écoles bulgares et y ont installé des instituteurs choisis par eux. L'idée peut être juste, mais non pas le procédé. La solution à laquelle on finira par s'arrêter sera probablement celle-ci : l'État entretiendra lui-même, dans les villages non turcs, des écoles où l'enseignement sera donné dans la langue maternelle des habitants, comme cela se pratique en Belgique, en Autriche et dans les cantons mixtes de la Suisse. La loi sur l'instruction publique prévoit cette mesure, mais elle n'a jamais été appliquée; elle ne peut l'être avec succès que dans les pays où l'État est assez impartial pour donner confiance aux nationalités. Pour le moment, le procédé le plus sage et le plus libéral serait que l'État subventionnât les écoles des communautés non turques; on l'a fait, d'ailleurs, mais la répartition et la distribution des subventions se sont opérées de la façon la plus arbitraire. Ainsi, par une application défectueuse, les dispositions les meilleures sont gâtées; c'est une remarque qu'en Turquie on est obligé de faire à chaque pas. Il y a quelques mois, le patriarcat et l'exarchat ont été avisés que, à partir de la présente année scolaire, aucun étranger ne pourrait plus enseigner dans les écoles des

communautés chrétiennes. Une exception a été admise pour les Européens occidentaux, mais Bulgares, Serbes et Grecs restent exclus. Certes, cette décision n'a rien en soi d'illégitime et personne n'ignore que ces instituteurs étaient en même temps les plus actifs agents des propagandes nationales; mais la soudaineté de la mesure a désorganisé un enseignement dont il n'est pas juste de priver les populations, et que les Turcs seront longtemps encore hors d'état de remplacer. D'ailleurs, l'administration ne cache pas son but : affaiblir et ruiner le sentiment national chez les populations non turques. Chaque fois qu'on peut trouver un prétexte, souvent même sans prétexte, les écoles sont fermées, les professeurs arrêtés sous l'inculpation vague d'accointances avec les bandes et les comités bulgares; une fois fermées, les écoles ne se rouvrent plus. Dans le nord du vilayet de Kossovo, en Vieille-Serbie, presque toutes les écoles serbes sont fermées.

Quant aux écoles créées et subventionnées par les puissances occidentales, qu'elles soient religieuses ou laïques, le désir du gouvernement ottoman est de les soumettre à une inspection faite par un délégué du ministère de l'Instruction publique ottoman. La mesure n'a rien de vexatoire en elle-même, mais on jugera peut-être qu'elle serait, pour le moment, prématurée et qu'elle ne paraîtrait pas exempte d'injustes suspicions à l'endroit d'un enseignement auquel les Ottomans de toute religion et de toute race, les Jeunes-Turcs en particulier, ont tant d'obligations. Avant d'inspecter les vieilles écoles européennes, qui ont fait leurs preuves de capacité et de loyalisme, il conviendrait à l'administration ottomane de l'Instruction publique de faire elle-même certains progrès indispensables. Selon un joli mot du baron de Marschall, « les Jeunes-Turcs font souvent le second pas avant le premier. » Dans leurs rapports avec les autorités, il arrive aujourd'hui, plu-

souvent qu'autrefois, aux directeurs d'écoles européennes de rencontrer des traces de mauvaise volonté, des exigences injustifiées. Ainsi se marque, là comme ailleurs, là plus injustement peut-être qu'ailleurs, cette défiance envers l'étranger à laquelle se laissent entraîner certains Jeunes-Turcs. La tendance générale du gouvernement est, en tout, de faire rentrer les étrangers dans le droit commun, de les soumettre aux impôts, à la justice, à toutes les obligations des citoyens ottomans. Et, ici encore, ce ne sont pas les intentions, mais les procédés qui sont déplorables. Par ses maladresses, par ses défiances injurieuses même vis-à-vis de simples voyageurs, l'administration ottomane se charge de faire elle-même la preuve de la nécessité salutaire de ces mêmes Capitulations dont elle voudrait démontrer l'inutilité[1]. Les Jeunes-Turcs, par l'exagération d'un sentiment louable, croient toujours que l'on veut attenter à l'honneur et à la dignité de leur nation, si bien que même un acte de justice vis-à-vis d'un étranger est interprété comme une faiblesse et taxé d'incivisme. Dans une grande ville commerçante comme Salonique, l'irritation est devenue telle que l'on oublie tout ce que l'on doit d'utiles réformes à la révolution et que, même

(1) M. Paul Deschanel, dans l'allocution qu'il a prononcée à la suite de la Conférence de M. René Moulin à la *Société des amis de l'Orient*, le 29 février 1910, a envisagé la possibilité, pour les puissances occidentales, de renoncer aux Capitulations : « S'il est naturel, a-t-il dit, que, sous un gouvernement tyrannique, les étrangers se placent sous la protection de leurs gouvernements pour y trouver la sécurité qui leur manque, il est également naturel que, lorsque l'absolutisme disparaît, lorsqu'il est démontré que la justice fonctionne régulièrement, on n'ait plus besoin de recourir à de semblables privilèges. » (Ouv. cité de M. René Moulin, p. 86). Nous partageons cette manière de voir ; nous attendons que les deux conditions dont parle M. Deschanel soient remplies. La supression des Capitulations ne se fera pas d'un seul coup ; on peut admettre que la renonciation à certains privilèges, à certaines immunités fiscales, par exemple, précédera la renonciation aux garanties juridiques. L'Autriche a cru devoir déclarer qu'elle renoncerait volontiers aux Capitulations dès que les autres puissances y auraient consenti : c'est un engagement assez platonique !

parmi les musulmans, beaucoup regrettent l'ancien régime : car la tyrannie d'aujourd'hui efface le souvenir de celle d'hier.

A chaque branche de l'activité réformatrice des Jeunes-Turcs, nous retrouvons la même conclusion : des intentions parfois excellentes aboutissent souvent à des mesures vexatoires, intempestives, dont le résultat est d'inquiéter les esprits, d'amoindrir la confiance générale que la nouvelle Turquie avait d'abord inspirée et de retarder l'avènement d'un régime qui serait à la fois fort et vraiment libéral. Ces maladresses de détail proviennent toutes d'une même source, la déviation du sentiment patriotique vers un nationalisme intolérant, jaloux et agressif.

III

Le problème des réformes, dans l'Empire ottoman, aboutit de tous côtés à celui des nationalités ; il implique toute la politique intérieure de la Jeune-Turquie, toute son évolution psychologique et morale.

La révolution de 1908 a eu, avant tout, un caractère nationaliste. Elle a éclaté dans une région, la Macédoine, où l'action et l'influence des agents européens des « réformes », tant civils que militaires, allaient grandissant, pour le plus grand bien des habitants. Les Turcs, les militaires surtout, supportaient impatiemment cette ingérence ; ils craignaient qu'elle n'aboutît à une sorte de protectorat collectif de l'Europe sur les trois vilayets. L'entrevue de Revel (9 juin 1908), où le tsar et le roi Édouard se mirent d'accord sur un programme de nouvelles réformes à introduire en Macédoine, décida les partisans de la révolution à agir sans délai. Ces faits et leur caractère sont trop connus pour qu'il soit néces-

saire d'y insister : la révolution de 1908 a été d'abord nationaliste turque ; elle n'a été, en même temps, « libérale », au sens occidental du mot, que pour une petite élite, composée surtout de civils. Tout son développement ultérieur resterait incompréhensible si l'on méconnaissait ce point de départ. Le premier article du programme des Jeunes-Turcs était : ottomanisation, c'est-à-dire égalité de toutes les races dans l'Empire ottoman, élimination des étrangers ; il s'appliquait tout particulièrement à la Macédoine. C'est là que la révolution est née en 1908, de là qu'elle est partie en 1909 pour s'emparer de Constantinople ; c'est là que la plupart de ses héros et de ses hommes politiques ont vécu et se sont formés, et c'est encore là qu'aujourd'hui ses destins sont en suspens.

Les chrétiens de Macédoine, les Bulgares surtout, accueillirent avec enthousiasme une révolution, faite au chant de la *Marseillaise*, qui leur promettait la sécurité, l'égalité, la prospérité matérielle. On sait aussi de quel poids fut, pour le succès des révolutionnaires, le concours des Albanais, tant musulmans que chrétiens [1]. Sans eux, sans les chrétiens de Macédoine, ni la proclamation de la Constitution en juillet 1908, ni l'expédition de Mahmoud-Chefket en avril 1909 n'auraient été possibles. Assurément, si l'on scrutait le fond des cœurs, on trouverait, chez les Bulgares surtout, les traces d'une déception : la révolution anéantissait les espérances nationales des Slaves et leurs rêves de réunion à la Bulgarie ou à la Serbie ; mais un régime libéral aurait eu aisément raison de ces regrets superficiels ; la grande masse des paysans était également satisfaite d'être débarrassée des *Comitadjis* et des troupes chargées de les poursuivre. Une justice égale pour tous, une réforme de la perception des dîmes, auraient ôté aux agitateurs

1. Voyez *la Question albanaise*, ci-dessous, chap. VI.

tout prétexte et, en tout cas, tout succès. Si les paysans bulgares avaient eu les sentiments qu'on leur prête aujourd'hui pour les besoins d'une mauvaise cause, il leur était facile, au 13 avril 1909, de faire cause commune avec les Albanais; en se soulevant ils auraient rendu impossible la marche sur Constantinople : c'est le contraire qui eut lieu. Mais bientôt les choses changèrent de face : le succès même de l'armée de Macédoine accrut l'influence et exagéra l'arrogance de l'élément militaire. En Macédoine, la plupart des officiers jeunes-turcs, qui naguère encore étaient chargés de la poursuite des bandes, ne purent s'accoutumer à traiter en citoyens ottomans, avec patience et justice, ces mêmes Bulgares qu'ils traquaient la veille comme des ennemis. Un à un les anciens chefs de bandes, les patriotes bulgares, disparurent, assassinés ou obligés de quitter le pays. Molestés de nouveau, les chrétiens commencèrent à douter des promesses de la révolution et, les esprits s'animant de part et d'autre, on en vint à croire à l'impossibilité d'un accord pacifique. Les idées « libérales » des Jeunes-Turcs élevés en Occident durent s'effacer devant les passions xénophobes et nationalistes des officiers. Les musulmans, en Macédoine, renoncèrent à l'ottomanisation avant d'en avoir fait une suffisante expérience, et revinrent aux vieilles pratiques turques de domination par la force. Les idées d'égalité ne servirent plus que de paravent vis-à-vis de l'Europe et de prétexte commode pour enlever aux chrétiens leurs antiques privilèges, rançon de leur ancienne inégalité, pour abolir les juridictions spéciales, détruire les organisations nationales, fermer les écoles, entraver le développement des groupes non turcs. Ainsi reparaissait la vieille conception des réformes telles que les comprenaient les ulémas, d'après le droit et les traditions de l'Islam : le sultan ne doit pas être un despote pour les musulmans, mais ceux-ci, en vertu de la supé-

riorité de leur religion et de leur force, doivent régenter souverainement les chrétiens. L'idée, aujourd'hui, devient même plus exclusive; elle réserve l'hégémonie aux seuls Turcs qui, sauf exceptions, sont l'élément le moins avancé en civilisation et le moins instruit. Ils craignent qu'avec un régime d'égalité sincèrement pratiqué le rôle principal ne passe aux éléments non turcs, et ils ne voient qu'un moyen d'assurer le maintien de leur suprématie, la force [1].

Les Albanais furent les premières victimes de cette nouvelle politique. Nous racontons ci-dessous l'expédition de Djavid pacha dans la Haute-Albanie, les ravages qu'il a exercés et les ferments de haine qu'il a laissés derrière lui. Au printemps 1910, l'Albanie était en armes, frémissante de colère, altérée de vengeance. Il fallait éviter un soulèvement général. Mahmoud-Chefket pacha vint dans le pays, négocia avec quelques chefs, puis commença l'opération générale du désarmement; cette fois, la mesure ne visait plus seulement les Albanais, mais aussi les chrétiens de Macédoine. Des bataillons arrivèrent d'Asie, avec des officiers brutaux, des soldats sauvages; les six bataillons de chasseurs qui, sous Abd-ul-Hamid, avaient été chargés de la poursuite des bandes, furent renforcés, et l'opération du désarmement commença. En réalité, sous prétexte de désarmement, on voulait saisir les fils de l'organisation bulgare et sévir contre les anciens *comitadjis*. Dans les villages musulmans de l'Albanie, l'opération fut faite avec rigueur, mais sans trop grandes violences; il n'en fut pas de même dans les cantons chrétiens d'Albanie et de Macédoine. Les soldats s'abattirent sur le pays, comme une horde de barbares, ravageant les campagnes, arrêtant et torturant les hommes, violant les femmes; village par village, méthodiquement, la Macédoine subit

1. Voyez ci-dessus des passages caractéristiques dans le discours de Talaat bey.

des horreurs auxquelles le nom de Torghout pacha restera attaché.

A Monastir, deux bataillons d'Asie viennent camper aux portes de la ville; les chevaux dévastent les vignes, les soldats pillent les villages, coupent les arbres, perquisitionnent, sous la direction de leurs officiers, dans les maisons des chrétiens; les hommes sont arrêtés en masse, sous prétexte qu'ils ne livrent pas toutes leurs armes ou qu'on les soupçonne d'être affiliés à une organisation nationaliste; les prisonniers sont entassés dans les casernes, sans être interrogés, sans même qu'on leur demande leurs noms; presque partout, ils sont froidement et méthodiquement soumis à la torture par le bâton; à Kruchevo, à Demir-hissar, à Perlepe, les soldats se distinguent par leur cruauté; des paysans sont roués de coups, leurs pieds et leurs mains sont mutilés par la bastonnade; d'autres sont attachés, tout nus, et laissés dehors toute la nuit. A Negotin, un officier arrive avec vingt hommes et, sous prétexte de venger son frère, tué il y a plusieurs années dans la région, il fait subir les pires traitements à la population; cinq hommes meurent des suites des tortures endurées. A Monastir, les chrétiens arrêtés et torturés sont contraints, sous menace de mort, de signer un papier attestant qu'ils n'ont subi aucun mauvais traitement et, à Berlin, Djavid bey peut affirmer que tous les récits des atrocités commises en Macédoine sont des mensonges inventés par les Bulgares. En Vieille-Serbie, les paysans serbes sont molestés à la fois par les soldats turcs et par les Albanais musulmans; ils s'enfuient par bandes au Monténégro où plus de 2.500 trouvent un asile. Les Bulgares se réfugient chez leurs frères du royaume; d'autres, formant de petites bandes, se mettent à battre le pays comme aux plus mauvais jours de 1903 ou de 1904; plusieurs attentats contre les voies ferrées, notamment à Koumanovo, signalent



leur passage. Ces bandes se grossissent de tous les malheureux qui fuient la torture ou dont les récoltes sont pillées, les maisons brûlées.

Dans le caza de Yenidjé-Vardar (vilayet de Salonique), l'opération du désarmement fut particulièrement atroce. Les Turcs espéraient y trouver les preuves des accointances des paysans avec le chef de bande Apostol, qui tient la campagne dans la région. Il est bon, à titre d'exemple, de raconter ces faits en détail. Le 14/27 septembre, la ville de Yenidjé-Vardar est cernée par les troupes : ordre est donné aux habitants de livrer leurs armes ; le 16/29, les maisons des Bulgares sont gardées par la troupe et les perquisitions commencent; durant quatre jours, aucun habitant, homme, femme ou enfant, ne peut sortir de sa maison même pour aller chercher de l'eau ou des vivres ou faire boire le bétail. Environ trois cents hommes sont arrêtés, sous prétexte qu'autrefois ils avaient aidé les *comitadjis!* L'un après l'autre ils sont couchés par terre et cruellement battus sur la plante des pieds, sur les paumes des mains, sur le ventre, sur la tête et sur le dos; les membres meurtris, mutilés, ils sont jetés en prison où ils restent quatre jours sans boire ni manger, sans couverture; beaucoup sont attachés à une poutre. Le principal prêtre bulgare est atrocement battu, puis, les membres en bouillie, il est jeté sur un matelas et porté au konak où il est tué d'un coup de fusil. D'après la version turque, il aurait pris le fusil d'un gendarme qui se serait absenté un instant, et il se serait suicidé pour ne pas faire de révélations; mais il paraît bien invraisemblable qu'avec ses mains broyées il ait pu saisir un fusil et se tirer une balle dans la tête; il est plus probable que les Turcs, embarrassés de leur victime, ont préféré faire disparaître un effroyable témoignage de leur cruauté. Le dimanche 9 octobre, après trois semaines de blocus pendant lesquelles personne ne put entrer ni sortir de

la ville, les habitants se croient délivrés; mais les Turcs sont furieux, ils n'ont trouvé qu'un petit nombre d'armes et aucune trace précise d'Apostol. Sur le soir, sans aucun prétexte, tous les Bulgares réunis par groupes de 100 à 200 personnes, sont parqués dans la rue sous la garde des soldats, et jusqu'au mardi à quatre heures après-midi, il ne leur est permis ni de se coucher, ni de s'asseoir, ni de manger, ni de boire. Lorsqu'ils furent enfin délivrés, les malheureux, les jambes enflées et noires, défaillaient. Dans les campagnes environnantes, les paysans sont encore plus maltraités; aux uns, mis à genoux, on place des cailloux coupants dans le pli de la jambe, puis on les frappe à coups de bâton sur les cuisses; à deux autres on met des œufs brûlants sous les aisselles et on leur lie les bras; le nommé Athanase, de Radomir, est lié à un mûrier, les mains passées derrière l'arbre, la tête au grand soleil et il y reste trois jours sans manger ni boire; un autre reste deux jours les bras attachés en croix; des femmes sont battues. Plusieurs Bulgares moururent des suites des tortures subies. Aucun Serbe, aucun Grec ne fut molesté; au contraire, du côté de la frontière de Thessalie, ce sont les Grecs qui sont traqués, et, dans le Nord du vilayet de Kossovo, ce sont les Serbes qui pâtissent[1].

1. Nous avons raconté ces scènes d'après des documents personnels puisés aux sources les plus sûres et les plus impartiales. Ces faits ont été exposés très courageusement à la Chambre ottomane par les députés de la Macédoine, notamment par les députés Pantche Doreff et Pavloff. D'après le député Pavloff, 4.980 personnes auraient été battues ou torturées au cours des opérations de désarmement. Une brochure, signée Focief O. et écrite par un éminent diplomate bulgare, a paru en France postérieurement à notre article de la *Revue des Deux Mondes*; elle donne avec détails la liste des Bulgares assassinés ou disparus et raconte les scènes barbares auxquelles a donné lieu le désarmement. Nous n'avons pas voulu faire état de ces documents, ni d'aucun de ceux qui émanent d'une source bulgare, serbe ou grecque, quelque confiance que nous ayons dans leur véracité, afin que personne ne puisse contester l'impartialité de nos renseignements. (*La vérité sur le*

Les témoins de ces scènes barbares sont unanimes à déclarer que ces violences n'étaient pas le fait d'une soldatesque déchaînée, mais qu'elles étaient méthodiquement commandées et organisées par les officiers. Les chefs militaires et même les membres les plus en vue du Comité Union et Progrès à Salonique, des humanitaires comme le docteur Nazim bey, ne cachent pas leur opinion à ce sujet; ils regardent la bastonnade comme le seul moyen de gouverner et de pacifier la Macédoine. Sous l'ancien régime, il restait aux persécutés un recours, un espoir; parfois l'arrivée d'un consul européen les délivrait; aujourd'hui, les Jeunes-Turcs n'admettent plus l'intervention des consuls, et ceux-ci, au cours des opérations de désarmement, n'auraient pu, sans péril, s'interposer. A Monastir, en septembre, un délégué du Comité Union et Progrès, Hadji bey, fit publiquement, dans un discours, l'apologie du meurtrier du consul russe Rostowski. Talaat bey et Djavid bey eurent soin d'affirmer que les consuls n'ont aucun droit d'intervenir dans les affaires qui n'intéressent pas leurs nationaux. Ici encore, les Turcs font le second pas avant le premier; le second pas, c'eût été de restreindre l'action des consuls à ce qu'elle est dans les pays civilisés; mais le premier aurait dû être de mettre fin pour jamais aux abus qui ont rendu si bienfaisante, durant de longs siècles, l'intervention des consuls.

Le but consciemment et méthodiquement poursuivi par le gouvernement jeune-turc, en Macédoine, ce n'est pas l'extirpation des bandes, car c'est les renforcer et faciliter leur propagande que de persécuter les paysans; ce n'est pas la sécurité du pays : c'est la prépondérance de l'élément musulman, de l'élément turc, sur l'élément chrétien. Nous voilà loin des principes d'é-

régime constitutionnel des Jeunes-Turcs. Comment il a été compromis. Lettre adressée à un des membres les plus influents du Comité Union et Progrès par F.-f. O. Paris, Plon, 1911, broch. in-8° de 66 pages.)

galité inscrits dans la Constitution et proclamés par la révolution. On laisse partir les Bulgares qui veulent s'embarquer pour l'Amérique, mais on refuse l'entrée des ports à ceux qui reviennent; enfin, partout où l'administration peut trouver des terres vacantes, elle y installe des *mohadjirs* musulmans émigrés de Bosnie et d'Herzégovine. Ces nouveaux venus troublent le pays, molestent leurs voisins chrétiens et, souvent, se hâtent de vendre la terre qu'on leur a donnée pour courir les aventures; ils sont, dans la malheureuse Macédoine, une cause nouvelle de troubles et d'insécurité. Cependant, le dernier congrès du Comité Union et Progrès à Salonique a décidé de consacrer de grosses sommes à l'installation de nouveaux *mohadjirs* le long des lignes de chemins de fer et partout où l'élément chrétien est en majorité. Ainsi s'affirme la volonté, non plus d'ottomaniser, mais d'islamiser, de « turciser » la Macédoine. Si les Jeunes-Turcs avaient la volonté d'y rétablir la concorde et la paix, c'est par des réformes sociales qu'ils y réussiraient : la clef du problème macédonien est là [1]; quand les Jeunes-Turcs l'auront résolu par une refonte du droit de propriété et de la perception des dîmes, ils auront définitivement gagné la bataille et assuré leur avenir. Ils ont voulu désarmer la Macédoine; mais désarmer en saisissant quelques fusils n'est qu'un trompe-l'œil, car on remplace les fusils; désarmer, c'est faire tomber les armes des mains en gagnant les cœurs; ce n'est pas la méthode des Jeunes-Turcs : c'est pourtant la seule qui donne des résultats définitifs.

Il semble cependant que, depuis le congrès de Salonique, une détente se fasse sentir. Les plus intelligents parmi les Jeunes-Turcs qui sont en relations avec l'extérieur, ont compris que les procédés employés en

1. Voyez *l'Europe et l'Empire ottoman*, p. 155.

Macédoine ont soulevé une réprobation universelle ; et, comme ils ont besoin d'avoir pour eux l'opinion, ils ont réfléchi sur les inconvénients graves que pouvaient entraîner les méthodes brutales des officiers ; ils se plaignent aujourd'hui du despotisme des militaires et cherchent à rejeter sur l'armée la responsabilité de violences qui rabaissent la Jeune-Turquie au niveau du régime hamidien. Les autorités ottomanes sont entrées en pourparlers avec les chefs albanais qui se sont réfugiés au Monténégro. Tous, y compris Issa Boletin [1], ont reçu l'autorisation de rentrer dans leur pays ; il est convenu qu'ils déposeront leurs armes entre les mains des autorités qui les leur rendront aussitôt ; on ferme les yeux sur l'introduction des fusils en Albanie, si bien que l'on se demande si cette subite indulgence, après les traitements sévères de Djavid pacha et de Torghout pacha, ne cache pas de nouvelles intentions, et si les Turcs ne chercheraient pas à regagner les sympathies des Albanais musulmans pour réduire plus aisément à leur merci les Albanais chrétiens, les Slaves et les Grecs de Macédoine : ce serait un nouveau retour à la politique hamidienne. Mais tenons-nous en à l'hypothèse la plus favorable : les Jeunes-Turcs ont senti le danger de leur politique et ils ne veulent plus recourir qu'à des procédés dignes d'eux et des premiers mois de leur gouvernement. La politique la plus juste et la plus généreuse serait en même temps la plus habile ; peut-être est-il déjà trop tard pour y recourir : en Albanie et en Macédoine, la politique suivie depuis un an a jeté des semences de haine qu'il sera difficile d'étouffer.

Si les Jeunes-Turcs attachent tant d'importance à réduire au silence les populations non turques, c'est qu'ils veulent enlever tout prétexte d'intervention aux différents États balkaniques dont les armements les

1. Ci-dessous, chapitre v.

inquiètent. Comment ne voient-ils pas qu'ils vont précisément à l'encontre de leur but et qu'en persécutant les nationalités chrétiennes, ils mettent les États voisins, Bulgarie, Serbie, Grèce, dans le plus terrible embarras? A Sofia surtout, l'opinion publique, surexcitée par les malheurs des « frères » de Macédoine, pourrait un jour obliger le gouvernement à une intervention armée. Au printemps 1910, les rois de Bulgarie et de Serbie sont venus à Constantinople faire visite au Sultan; des intérêts économiques très précis les y amenaient, mais leur démarche n'en constituait pas moins, aux yeux des populations slaves de la Turquie d'Europe, une sorte de consécration du nouveau régime; elle signifiait que les populations chrétiennes devaient s'accommoder du gouvernement ottoman et arranger avec lui leurs affaires sans attendre aucun appui du dehors. La Bulgarie, n'ayant pas fait la guerre en 1908 ou en 1909, quand l'occasion paraissait s'en offrir à elle, n'a aucun intérêt à la faire aujourd'hui à ses grands risques et perils; elle préfère vivre en bonne intelligence avec les Turcs et obtenir d'eux des avantages pour son commerce et la jonction de ses chemins de fer : on a annoncé que la ligne de Koumanovo serait commencée au printemps 1912. La Serbie a besoin, pour communiquer avec la mer, d'entretenir de bons rapports avec la Turquie. C'est par Salonique qu'elle reçoit ses canons, ses munitions, et qu'elle exporte son bétail et ses pruneaux; si la Turquie venait à lui fermer ce débouché, elle serait réduite à capituler entre les mains du gouvernement de Vienne. Les Monténégrins étaient jusqu'ici en très mauvais termes avec leurs voisins albanais; des vendettas séculaires les mettaient aux prises sur les frontières; la politique jeune-turque les a réconciliés; les Albanais fugitifs ont trouvé asile et appui dans la Montagne-Noire; cinq mille Albanais, pour la plupart catholiques, sont en

armes dans les montagnes du pays Malissore, et il est probable que c'est par le Monténégro qu'ils reçoivent des armes et des munitions. Les Serbes de la Vieille-Serbie, pourchassés par les soldats turcs, se sont, eux aussi, réfugiés au Monténégro. Le fier petit îlot de montagnes est redevenu une terre d'asile et son rôle s'en est trouvé grandi. Quant à la Grèce, la question crétoise l'empêche de chercher un rapprochement avec la Turquie ; toutefois, si les Turcs renonçaient vis-à-vis d'elle à leurs procédés comminatoires, au boycottage par exemple, ils ne s'exposeraient pas à voir s'opérer un rapprochement nuisible à leurs intérêts entre la Bulgarie et la Grèce. Nous ne croyons pas que ce rapprochement soit très avancé, mais déjà, en Macédoine, Grecs et Bulgares ont renoncé à se combattre, et si l'oppression des chrétiens continuait en Turquie, la force des circonstances imposerait aux gouvernements l'entente et même l'alliance. Contre une Turquie agressive, il n'y a qu'un moyen de résistance : l'union balkanique [1]. Une pareille coalition, même si elle réussissait à se former, ne serait pas de nature à alarmer les Turcs, tant que la Roumanie servira, au nord du Danube, de contrepoids à l'entente slave et formera une barrière entre la Russie et la Bulgarie [2].

La situation diplomatique de l'Empire ottoman est donc bonne. Les puissances, à l'envi, s'efforcent de lui épargner les difficultés et les réclamations, même justifiées. Jamais héritière de grande espérance ne fut plus flattée, ni plus courtisée. L'Allemagne, qui pratiqua le même jeu au temps d'Abd-ul-Hamid, fait valoir les services rendus à l'armée ; la Russie se targue des bons conseils qu'elle a donnés à la Bulgarie et de son intervention pacificatrice en février 1909 [3] ; la France re-

1. Voyez ci-dessous, chapitre IX.
2. Ci-dessous, chapitre VIII.
3. Ci-dessous, chapitre IV.

vendique la paternité de la révolution de 1908 ; l'Angleterre vante les services rendus après San Stefano ; il n'est pas jusqu'à l'Autriche qui n'ait eu l'art de présenter sous un jour favorable l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de dissimuler les avantages qu'elle trouve à maintenir l'anarchie dans la Turquie d'Europe. Entourés de tant d'amis empressés, les Jeunes-Turcs ne cherchent que l'intérêt de leur pays et celui de leur parti ; ils ne découragent personne, mais ne se lient, quoi qu'on en ait dit, avec personne ; ils ne sont pas dupes des manifestations intéressées, mais peut-être se trompent-ils parfois sur ce qu'eux-mêmes ont lieu de craindre ou d'espérer. En tout cas, nous ne croyons pas qu'une politique de faiblesse soit celle qui leur agrée le mieux. Lors des massacres d'Adana, le consul de France s'est enfermé chez lui, les navires de guerre ont reçu l'ordre de ne pas débarquer un matelot, et ni pour nos écoles détruites, ni pour les maisons des deux drogmans du consulat démolies, nous n'avons insisté pour obtenir une suffisante indemnité. La France, en Orient, a toujours su concilier la protection des chrétiens avec l'amitié des Turcs ; c'est, plus que jamais, la voie à suivre, et, s'il est vrai qu'il n'y a de salut pour la Jeune Turquie que dans une réconciliation de toutes les races et de toutes les religions qui vivent dans l'Empire, les Jeunes-Turcs nous sauront gré un jour de les avoir aidés à la réaliser.

La Jeune-Turquie n'a donc que des amis. Elle pourrait perdre quelques-uns d'entre eux si elle s'égarait, sur les traces d'Abd-ul-Hamid, dans les voies du panislamisme. Nous sommes persuadé que les hommes qui la dirigent ne désirent pas s'engager dans une politique d'impérialisme musulman dont ils sont trop avisés pour ne pas apercevoir les lendemains hasardeux ; mais peut-être ne se rendent-ils pas assez compte de certaines conséquences de la révolution nationaliste qui a donné

à la Turquie son nouveau régime. Les Jeunes-Turcs se sont imposé la très noble tâche de restaurer le patriotisme ottoman, mais la notion de patrie, corrélative à celle de nation, n'existait pas jusqu'ici dans l'Empire; un éveil du patriotisme national devait avoir pour conséquence, chez les Turcs qui n'ont jamais connu que le patriotisme religieux, une poussée de panislamisme. Si le mot est d'invention occidentale, l'idée est orientale et musulmane. Le musulman est le frère, le chrétien l'ennemi, le Sultan le maître : telle était la conception simpliste que le bon paysan turc se faisait de la vie politique. Il faudra de longues années pour la modifier. Les Jeunes-Turcs feront donc bien de veiller avec soin sur les menées panislamiques que certains agents subalternes voudraient conduire. Au congrès de Salonique, il a été question d'émissaires turcs envoyés auprès des musulmans de l'Inde et du Caucase ; il est certain que, parmi les Algériens établis en Syrie, une active propagande antifrançaise est faite et que des agents ont été envoyés en Algérie. Des relations permanentes sont établies entre certains clubs jeunes-turcs et les sociétés jeunes-égyptiennes. Jusque dans le Sahara, jusqu'aux oasis du Kouar et de Bilma, jusqu'au Kanem et au Ouadaï, nos officiers qui, après tant d'efforts, ont assuré la paix et la sécurité du Sahara, trouvent la trace d'intrigues turques. A propos du conflit de frontière qui a surgi entre la Tunisie et la Tripolitaine pour quelques arpents de sable, la presse turque a montré plus d'âpreté que l'objet n'en comportait, et l'obstination du gouvernement à ne pas reconnaître le traité du Bardo ne va pas sans quelque ridicule. On croirait qu'en établissant notre protectorat sur la Tunisie, nous avons spolié la Turquie ! Qu'il serait plus beau pour les Jeunes-Turcs, plus conforme à leurs principes, et plus politique en même temps, de s'entendre avec la France pour établir une bonne police sur les nomades sahariens et de colla-

borer avec elle pour fermer la dernière porte, celle de Cyrénaïque, par où des esclaves noirs sont encore importés et vendus dans le bassin de la Méditerranée[1]. En Perse, les Turcs ont occupé, sous prétexte d'une contestation de frontières, une partie de l'Azerbaïdjan, l'ancienne Médie Atropatène, dont l'importance, au point de vue des communications entre la Perse, l'Arménie et le Caucase, a toujours été considérable. A ce propos, un journal jeune-turc écrivait : « Nous avons le droit de nous occuper des affaires de la Perse, parce qu'elle est une puissance musulmane. » De telles affirmations ne sont pas rares dans la presse. En langage diplomatique, cette théorie s'appelle l'interventionnisme ; c'est celle que les Jeunes-Turcs, avec raison, ne veulent pas voir appliquer à leur pays ; il serait piquant qu'ils cherchassent à l'appliquer chez les autres. Le panislamisme ménagerait à la Turquie plus de déboires que d'avantages, mais il pourrait servir les intérêts de l'Allemagne : seule de toutes les puissances européennes, elle n'a pas de sujets musulmans et, si la Turquie se prêtait à son jeu, elle se servirait volontiers d'elle et du panislamisme pour susciter des embarras soit à la France, comme elle l'a déjà fait au Maroc, soit à l'Angleterre, soit à la Russie. Sa tactique n'est pas variée, mais elle est efficace ; reste à savoir si la Turquie consentira à s'y prêter et à perdre des amitiés qui lui sont précieuses, pour le plus grand avantage du pangermanisme et de la « poussée vers l'Est. »

1. Des confins du Ouadaï et du Darfour, des caravanes de captifs, venus de l'Afrique équatoriale, échappant à la surveillance de nos troupes trop peu nombreuses, traversent le Sahara et parviennent dans les petits ports de la Cyrénaïque orientale, Tobrouk par exemple. De là les esclaves sont transportés par bateau et vendus dans l'Empire ottoman. Les Turcs le nient, mais les preuves ne sont que trop nombreuses. La noble tâche pour laquelle sont morts Moll, Fiegenschuh, Delacommune et tant d'autres ne tentera-t-elle pas, un jour, les sentiments humanitaires des Jeunes-Turcs?

Certes, ce n'est pas nous qui reprocherons à la Jeune-Turquie, comme le font parfois certains journaux français, de chercher à tenir la balance égale entre toutes les influences, et, par exemple, de faire des commandes à l'industrie allemande, pourvu qu'elle en fasse aussi à l'industrie d'autres nations ; ce que nous redoutons pour elle, ce sont les mirages décevants que la diplomatie allemande fait briller aux yeux ardents des Jeunes-Turcs. L'amitié allemande est lourde ; elle a coûté la Bosnie à la Turquie, elle lui coûtera peut-être un jour Salonique. Nous sommes convaincu que nul ne le sait mieux que les Jeunes-Turcs et qu'ils sont décidés à prendre toutes les précautions nécessaires pour parer au danger. Ils ne paraissent se jeter dans les bras de l'Allemagne que parce qu'ils ont une crainte très exagérée des ambitions russe et bulgare. Et d'abord, ils se tromperaient s'ils confondaient l'une avec l'autre : ce serait retarder de trente ans ; si jamais les Bulgares réalisent leurs grandes vues sur l'Empire ottoman, ce sera avec l'appui de Vienne, plutôt qu'avec celui de Pétersbourg. Ni en Asie, ni en Europe, les Russes n'ont le désir d'accroître leur territoire aux dépens de l'Empire ottoman. Cette crainte d'une descente cosaque hante l'imagination des Turcs et, pour faire contrepoids à l'influence russe, ils ne peuvent s'adresser ni à la France, alliée de la Russie, ni à l'Angleterre son amie, mais seulement à l'Allemagne. L'entrevue de Potsdam devrait, cependant, les faire réfléchir, et la désinvolture avec laquelle l'empereur Guillaume a « lâché » Abd-ul-Hamid est un précédent qui prouve que les amitiés, même impériales, ne sont souvent qu'une forme de l'intérêt. N'est-ce pas déjà sur le conseil de la diplomatie allemande que l'avancée turque en Perse a été arrêtée peu de jours après l'entrevue de Potsdam ? Aussi sommes-nous persuadé que la Jeune-Turquie est assez avisée pour ne s'inféoder à personne

et pour chercher adroitement son avantage où elle croit le trouver. Quant aux sympathies personnelles des hommes actuellement au pouvoir, tout au moins des civils, elles vont certainement à la France qui seule n'aura jamais, tant qu'il existera une Turquie, d'ambitions territoriales en Orient, et qui a toujours témoigné aux Jeunes-Turcs les sympathies que méritent leur courage et leur intelligence. L'incident de l'emprunt n'a rien changé et ne changera rien à ce qui tient à la nature des choses et au caractère des hommes.

IV

Nous disons l'*incident* de l'emprunt, et, en effet, ce n'est qu'un incident, mais, à la vérité, regrettable et digne de suggérer d'utiles réflexions. La presse, de part et d'autre, a grossi le malentendu; elle l'a même, en grande partie, fait naître. Dès qu'ils ont vu que l'affaire de l'emprunt n'allait pas sans difficultés, les journaux jeunes-turcs se sont emportés à des attaques violentes et injurieuses contre la France et son gouvernement, et certains journaux français ont fait à la Jeune-Turquie des reproches extrêmement vifs. Ces polémiques de presse seraient de peu de conséquence si, en Turquie surtout, où la population n'est pas encore habituée à la vie politique et aux violences des journalistes, le public n'avait été exposé à prendre pour argent comptant ce qui n'était que « bluff ». Jamais le *Tanin*, par exemple, n'attaqua plus violemment la France qu'au moment où le grand vizir Hakki-pacha était, à Vers-en-Montagne, l'hôte de M. Pichon; mais ce n'est un secret pour personne que ces attaques étaient inspirées par le ministre des Finances qui aurait été dans une situa-

tion difficile si le grand-vizir avait réussi dans une négociation où lui-même venait d'échouer : solidarité ministérielle qui n'est pas spéciale à la Turquie !

La situation financière et budgétaire de la Turquie, sans être grave, n'est pas brillante. La Dette est énorme (deux milliards et demi), le budget peu élevé (moins de 800 millions), le déficit annuel très gros (plus de 200 millions)[1]. Sous l'ancien régime, jusqu'à l'établissement du service de la Dette, confié à des Européens, le système financier de la Turquie était très simple : elle comblait les déficits du budget, — qui d'ailleurs n'était pas un budget au sens occidental du mot, — au moyen d'emprunts ; elle payait tant bien que mal ses créanciers étrangers, mais, à l'intérieur, le Sultan faisait de l'insolvabilité un système de gouvernement : le padischah ne doit rien à ses sujets. Depuis l'établissement de la Dette, la Turquie faisait des emprunts sur gages, elle aliénait entre les mains de ses créanciers telle ou telle part de ses revenus et la Dette, après avoir assuré le service des intérêts et des amortissements, versait au Trésor un excédent qui, grâce à son excellente gestion, allait toujours en augmentant. La Jeune-Turquie, et c'est son honneur, veut avoir des finances nettes et faire face à tous ses engagements. La première fois qu'elle eut recours au crédit, peu de jours après la révolution, la France, l'Allemagne et l'Angleterre s'entendirent pour mettre à sa disposition 200 millions sans gage spécial et sans l'intermédiaire de la Dette. Lorsqu'il y a quelques mois le gouvernement ottoman annonça l'intention de conclure un emprunt de 150 millions, il s'adressa à la Banque ottomane ; celle-ci lui fit remarquer qu'une conversation préalable avec le

1. Voyez la *Chronique* de M. Francis Charmes dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1910, et la conférence de M. Charles Laurent sur *la Réforme financière en Turquie*, dans la *Politique budgétaire en Europe*. (Alcan 1910, in-16.)

gouvernement français, maître d'accorder ou de refuser l'admission à la cote de la Bourse de Paris, était indispensable. Djavid-bey se résigna à entamer une négociation avec les ministres compétents qui demandèrent d'abord certaines garanties de gestion; ces garanties, on pouvait les trouver facilement; il suffisait de faire voter un projet de loi, sorti de la collaboration de M. Laurent et de Djavid-bey, qui instituait une Cour des Comptes et confiait toutes les opérations de Trésorerie à la Banque ottomane qui, déjà, durant l'ère des « réformes », avait assumé à la satisfaction générale cette lourde et onéreuse responsabilité en Macédoine. Le gouvernement français, en posant cette condition, songeait au passé et à l'avenir : au passé, c'est-à-dire à la dette consolidée dont il était impossible d'amoindrir le gage; à l'avenir, c'est-à-dire aux gros emprunts auxquels le gouvernement turc aura certainement recours avant peu; Halil-bey, dans son discours de Salonique, annonce déjà comme prochain un emprunt de 25 millions de livres turques, c'est-à-dire plus de 500 millions de francs, pour la mise en valeur des ressources économiques de l'Empire. De pareilles sommes ne pourraient être actuellement prêtées à l'Empire ottoman, sur les ressources générales de son budget, que si le ministère turc lui-même proposait un moyen, si discret soit-il, qui permît à ses créanciers de s'assurer de sa bonne gestion. Il était naturel que le gouvernement français demandât aussi quelques garanties politiques : il ne pouvait admettre que les millions prêtés par la France pussent servir, quelques jours après, à mobiliser l'armée turque, ou à acheter des armes en Allemagne. Dans les commandes faites par le gouvernement ottoman, la France ne demandait que d'avoir une part égale à celle de la nation la plus favorisée. Djavid-bey refusa ces conditions. Des amis imprudents lui avaient persuadé qu'il trouverait aisément à Paris

un groupe financier plus hardi, plus accommodant que celui de la Banque ottomane. Et quant à la cote à la Bourse de Paris, n'était-on pas certain de l'obtenir, lui disait-on, avec l'aide d'une presse vénale, d'un gouvernement corruptible? Djavid-bey écouta ces conseils intéressés; il eut, à Paris, des attitudes de conquérant qui rendirent les pourparlers impossibles. Les négociations reprirent avec le grand-vizir Hakki-pacha, sans aboutir à une entente. C'est alors que le baron de Marschall, prenant texte des conditions demandées par la France, se posa en défenseur de l'indépendance ottomane et fit croire aux Jeunes-Turcs que nous voulions les mettre en tutelle. Il suggéra de s'adresser aux banques austro-allemandes; elles ont dû se réunir à 32 pour trouver les capitaux nécessaires dans des conditions très onéreuses pour la Turquie : le service que l'Allemagne rend à la Turquie coûte à celle-ci 12 millions de francs ! L'Allemagne entre dans une voie dangereuse; elle accorde, sans aucune garantie de gestion, un emprunt à la Turquie sur l'une des ressources générales de son budget, les douanes de Constantinople[1]; c'est un procédé acceptable pour une somme relativement minime, mais qui deviendrait dangereux s'il s'agissait de plus gros emprunts, dans un pays dont les ressources sont loin d'être mises en valeur, et avec des hommes politiques auxquels on ne fait pas injure en disant qu'ils manquent d'expérience. Une fois de plus, l'Allemagne a travaillé dans son intérêt propre et immédiat contre les intérêts généraux et permanents de l'Europe.

En France, l'incident de l'emprunt a permis de définir une règle de conduite dont, il faut l'espérer, le gouvernement ne s'écartera plus. Quoi qu'en dise la vieille

1. L'emprunt n'est pas encore fait. Les millions sont fournis par tranches au gouvernement turc au moyen de bons du trésor à 8 pour 100; l'emprunt sera émis pour rembourser ces bons du trésor.

école du libéralisme économique, l'argent n'est pas « une marchandise comme les autres ». L'État a le devoir de s'assurer d'abord que l'épargne française ne sera pas exposée à une catastrophe, et ensuite qu'elle ne servira pas à des fins politiques ou militaires contraires à nos intérêts ou à ceux de nos amis. Un grand emprunt ne peut pas ne pas être précédé d'une conversation qui, nécessairement, touche à la politique, laquelle est inséparable de la finance. Nos alliés russes eux-mêmes le savent et n'ont jamais songé à s'en étonner. La Jeune-Turquie serait mal venue à se montrer plus ombrageuse. L'épargne française est un élément de notre force; cette force doit être employée dans le sens de notre politique : le gouvernement a le droit et peut trouver le moyen d'exercer sur les banques une action suffisante pour qu'elles n'oublient pas que les capitaux, pour devenir une force, ont, comme les armées, besoin d'une discipline.

Un autre enseignement se dégage de l'incident de l'emprunt. A le regarder de loin, il fait l'effet d'un malentendu. La Turquie, si elle veut sérieusement travailler à sa régénération, a besoin de la France; la difficulté avec laquelle 32 établissements financiers allemands et autrichiens, sur l'injonction formelle de l'empereur Guillaume, ont trouvé 150 millions à un taux très avantageux pour eux, est la preuve que la réorganisation administrative et la résurrection économique de l'Empire ottoman ne peuvent se faire qu'avec le concours de la France et de ses capitaux. La Turquie débitrice a tout avantage à avoir pour créancière la France qui n'a pas, en Orient, d'intérêts territoriaux et qui ne peut pas être tentée d'exiger d'elle, en échange de ses capitaux, l'aliénation d'une parcelle quelconque de sa souveraineté ou de son indépendance. Nos intérêts économiques sont conformes à ceux de la Turquie elle-même. L'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, l'Italie,

l'Autriche trouveraient à gagner à une dislocation de l'Empire ottoman. Nous seuls y perdrions certainement, car nous y avons une situation économique prépondérante, et surtout nous voulons y faire fructifier un capital moral et intellectuel auquel nous attachons autant de prix, pour le moins, qu'à nos capitaux-argent; nous regardons la Turquie nouvelle comme une fille de notre civilisation : c'est en ce sens, aussi bien qu'au point de vue économique, que nous avons, nous surtout, besoin d'une Turquie vivante et forte, mais pacifique et civilisatrice, qui soit, en Orient, un facteur de progrès et de concorde.

Ces réflexions, nous sommes assuré que, depuis l'incident de l'emprunt, les plus éclairés parmi les Jeunes-Turcs les ont faites. Le ton de leurs journaux est devenu beaucoup plus modéré, beaucoup plus sympathique à la France dont ils cherchent les occasions de rappeler la vieille amitié et les services; l'ambassadeur de France, M. Bompard, a rencontré, depuis cette époque, un esprit de conciliation, un désir d'entente qui étaient plus rares il y a quelques mois; il a obtenu de sérieux avantages d'ordre économique; les difficultés relatives aux Algériens résidant en Turquie ont été aplanies. La nomination de M. Paul Révoil à la direction de la Banque ottomane est la preuve de la bonne volonté du gouvernement français pour développer sa collaboration économique et financière avec le gouvernement ottoman. Il n'est donc pas exact de dire que les relations de la France avec la Jeune-Turquie soient devenues moins bonnes. La Jeune-Turquie paraît résolue à ne laisser prendre à personne une influence prépondérante à Constantinople; elle suit en cela la tradition de tous les gouvernements turcs, y compris celui d'Abd-ul-Hamid. Nous avons déjà, dans l'Empire ottoman, une situation considérable; elle prendrait plus d'importance encore si le gouvernement français,

d'accord avec ses alliés et ses amis, pouvait préparer et offrir à la Jeune-Turquie le plan d'ensemble d'une collaboration de longue durée et de grande envergure.

V

Nous n'avons pas hésité à dire, en toute franchise, à la fois notre persistante sympathie pour la Jeune-Turquie et pour ses généreux efforts de rénovation, et aussi les inquiétudes que les actes de certains Jeunes-Turcs nous inspirent pour l'avenir. Nous sommes convaincu que les Jeunes-Turcs rendront justice aux avis désintéressés qui leur viennent de France[1]; si ces pages, où nous n'avons cherché qu'à être véridique, choquent peut-être, au premier abord, les susceptibilités de quelques-uns d'entre eux, nous espérons fermement qu'elles trouveront, auprès des plus éclairés, compréhension et sympathie.

On se demande, en vérité, comment les Jeunes-Turcs ne voient pas qu'ils se donnent à eux-mêmes le plus fâcheux des démentis en recourant à des mesures qui ont déjà fait dire qu'il n'y a rien de changé en Turquie, que le nom et le nombre des profiteurs et des oppresseurs. De telles pratiques fourniraient un argument à ceux qui prétendent, en invoquant l'histoire, que le Turc n'est pas susceptible de progrès, qu'il restera toujours une race de proie, incapable de s'adapter à une autre civilisation que celle des camps et de concevoir un autre idéal que la conquête et la domination brutale. Une armée forte et entraînée est indispensable à la sécurité et à la vitalité de la Jeune-Turquie, mais il serait

1. « Nous admettons la critique; nous l'appelons même », a dit Halil-bey dans sa conférence de Salonique, déjà citée.



déplorable que la force militaire servît de paravent à tous les abus et d'instrument à toutes les oppressions. Une Jeune-Turquie qui serait ainsi en contradiction permanente avec les principes qui sont sa raison d'être, pourrait recueillir les encouragements intéressés de l'Allemagne et les sympathies de l'Empereur qui fut l'ami particulier d'Abd-ul-Hamid, mais elle ne saurait obtenir l'approbation ni l'appui de la France. Que la Jeune-Turquie, fidèle à des principes de liberté qu'elle a pris chez nous, entreprenne donc la tâche difficile mais magnifique qui s'offre à elle : réconcilier progressivement tous les peuples qui vivent côte à côte sous l'autorité du Sultan, les habituer, en améliorant leur condition matérielle et morale, à se tolérer mutuellement et à participer, chacun avec ses aptitudes, sa religion, sa civilisation, son langage particulier, à la vie générale de l'Empire, organiser l'essor économique des différentes provinces où la production et la circulation des richesses sont à l'état embryonnaire. Pour une pareille œuvre, créatrice de richesse, génératrice de liberté et de concorde, la Turquie peut compter sur l'assistance morale et matérielle de notre pays, mais elle ne l'obtiendrait pas pour une politique dont la conséquence fatale serait de troubler la paix générale, et de conduire la Turquie elle-même à sa ruine financière et à sa dislocation définitive.

Post-Scriptum. — Depuis que ce chapitre a été écrit, de graves événements se sont accomplis en Albanie et en Arabie. Nous consacrerons plus loin un chapitre à l'Albanie. Quant à la révolte de l'Yémen, malgré les grands efforts militaires faits par les Jeunes-Turcs, elle n'est pas domptée et elle ne le sera jamais. La nature du pays et de ses habitants ne le permet pas. L'Yémen,

si on ne lui accorde pas une certaine autonomie, restera une plaie toujours ouverte, un gouffre où viendront s'engloutir les hommes et les millions. La question arabe est, pour la Jeune-Turquie, l'une des plus difficiles et des plus dangereuses [1].

Les scissions que nous signalions au sein du Comité et du parti Union et Progrès ont été s'accentuant; des remaniements importants du cabinet Hakki-pacha en ont été la conséquence. Vers la fin du mois d'avril 1911, un groupe important, comprenant environ la moitié des membres du Parti Union et Progrès, parut prendre position contre certaines tendances trop radicales du gouvernement; ces députés demandaient notamment que l'on tînt un plus grand compte des traditions nationales ottomanes, des prescriptions religieuses et des droits du Sultan et Khalife. L'un des inspirateurs de ce groupe était le colonel Sadyk-bey, sous-directeur de la cavalerie, homme de confiance de Mahmoud-Chefket. Sous l'apparence de divergences politiques, il s'agissait surtout d'une question d'intérêts et de rivalités personnelles. Depuis la déposition d'Abd-ul-Hamid, la politique ottomane a été dirigée par un groupe constitué au sein du Comité et du parti Union et Progrès et composé d'une part des gens de Salonique, avec Djavid-bey et Talaat-bey à leur tête, et d'autre part des principaux rédacteurs du journal le *Tanin*, Djahid-bey et Ismaïl-Hakki-Baban-Zadé. Au mois de mars, ce dernier fut nommé au ministère de l'Instruction publique et, peu après, Djahid entra au Conseil d'administration de la Dette comme délégué des porteurs ottomans; mais Talaat-bey, pour des raisons personnnelles qui n'ont jamais été bien clairement expliquées, donna sa démission. C'était une première fissure dans la cohésion du groupe; la jalousie et l'envie minaient sourdement cette coterie restreinte et fermée

1. Voyez *l'Europe et l'Empire ottoman*, chap. VIII.

qui avait tous les profits du pouvoir. La nomination de Djahid à la grasse sinécure de la Dette exaspéra ceux qui n'avaient pas encore obtenu leur part du gâteau. Si l'on considère qu'autour de Djavid-bey, qui lui-même est un *deunmé*, s'exercent des influences juives et maçonniques, que plusieurs députés du groupe sont eux-mêmes israélites ou francs-maçons, on comprend que les ambitions impatientes ou jalouses aient tout naturellement accusé les hommes au pouvoir d'impiété, de républicanisme, d'infidélité aux traditions ottomanes, de manque de respect à la personne et aux droits du Padischah. Le véritable grief était, au fond, les tendances à l'accaparement des honneurs et des profits par le groupe du *Tanin* et des Saloniciens.

Djavid-bey et Ismaïl-Hakki-Baban-Zadé, se sacrifiant aux intérêts du groupe, donnèrent leur démission (fin avril) et une réconciliation officielle s'opéra entre les deux fractions du parti Union et Progrès, moyennant la modification de dix articles du règlement intérieur du parti.

Voici ces dix articles. Ils sont révélateurs de la psychologie des Jeunes-Turcs et de leurs tendances politiques.

1° Les députés ne s'occuperont pas de concessions ou d'autres affaires, dans le but d'en tirer profit;

2° Les députés n'accepteront pas de poste dans le gouvernement;

3° Les députés ne peuvent accepter de situation dans le cabinet, à moins d'être soutenus en vote secret, par une majorité des deux tiers des membres inscrits sur la liste du parti;

4° Les députés obéiront scrupuleusement aux lois et veilleront au maintien du principe de la responsabilité ministérielle;

5° Ils continueront leurs efforts en vue de l'union des races dans l'empire, du développement du commerce,

de l'agriculture, de l'industrie et de l'instruction publique, selon les besoins du pays;

6° Ils veilleront au développement de la civilisation occidentale dans le pays, tout en maintenant les us et coutumes nationaux et religieux;

7° Ils sauvegarderont et continueront les traditions de l'Histoire ottomane dans les limites de la Constitution;

8° Des règlements seront élaborés concernant la nomination et le renvoi des fonctionnaires du gouvernement;

9° Des modifications seront apportées à certains articles de la Constitution, relatifs aux droits sacrés du trône et au Khalifat, en vue d'établir l'harmonie entre les trois autorités dans l'État; le souverain, la législature et le pouvoir exécutif;

10° Le parti s'opposera aux intentions et à l'activité des associations secrètes.

Ce dernier article vise la franc-maçonnerie.

La réconciliation des deux fractions du parti n'est d'ailleurs qu'apparente; c'est encore une de ces fictions auxquelles la Jeune-Turquie semble tenir plus qu'aux réalités; il est admis, comme un dogme, que le parti Union et Progrès doit être un. En réalité, la division est partout, jusque dans l'armée où une partie des officiers est dévouée plus particulièrement au Comité tandis que l'autre est plus fidèle à Mahmoud Chefket. La polémique est si violente entre le *Tanin*, organe du groupe Djavid Djahid et le *Tanzimat*, récemment fondé par l'un des chefs des dissidents, que le *Tanin* a du être suspendu. La crise ministérielle s'est terminée par le choix d'un ministre de l'Intérieur et d'un ministre de l'Instruction publique d'une couleur politique moins tranchée. Sadyk-bey, obligé par le Comité à quitter l'armée, a fondé un nouveau club politique, le comité progressiste, auquel soixante-dix députés auraient adhéré (10 juin).

Tous ces incidents confirment donc nos conclusions. La révolution n'est pas finie. Nous en sommes à la période où ceux qui en ont bénéficié se divisent entre eux pour s'en disputer les profits : c'est le sort de tous les Comités omnipotents, qu'ils s'appellent Comité de Salut Public ou Comité Union et Progrès.

Le voyage du Sultan en Macédoine, à Salonique, Monastir, Uskub, et sur le champ de bataille de Kossovo, a été un succès pour le Comité. Au tombeau du sultan Mourad, à Kossovo (16 juin), Mehemet V a été acclamé. Cette cérémonie, en même temps qu'elle a été une commémoration et une glorification de la conquête turque, semble marquer l'avènement d'une politique d'apaisement. Ainsi que nous le verrons plus bas (ch. VI, *post-scriptum*), les Jeunes-Turcs ont renoncé aux méthodes violentes en Albanie. Le Sultan a accordé, à Monastir, une amnistie générale à tous les condamnés politiques ; à Kossovo il a proclamé l'amnistie pour les Albanais. Mais, commentant la manifestation de Kossovo, Adil-bey, secrétaire général du Comité, a fait des déclarations dans lesquelles il a exalté l'Islam comme la religion la mieux adaptée à la civilisation moderne.

Malgré quelques symptômes plus heureux sur la portée desquels il est encore impossible de se prononcer à l'heure actuelle, le passé et le caractère des Jeunes-Turcs donnent lieu de craindre qu'ils ne continuent à s'égarer dans une politique musulmane et nationaliste. Ils ont devant eux une tâche difficile, qu'ils ne sauraient achever en un jour. Ils se heurtent à une double résistance : résistance des masses, ignorantes et routinières, aux réformes hâtives, résistance des élites, saturées d'abstractions, à la leçon des faits.

1er juillet 1911.

CHAPITRE III

L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE[1]

SOMMAIRE. — Le comte Goluchowski et le baron d'Æhrenthal. — L'annexion. — Crise européenne.

I. — Droits de l'Autriche sur la Bosnie-Herzégovine. — Le traité de Berlin. — La thèse autrichienne. — Raisons qui ont décidé l'annexion : la révolution turque. — La propagande serbe. Inanité des revendications serbes et monténégrines.

II. — La thèse serbe. — L'Autriche et les Serbes. — La population de la Bosnie : serbes, orthodoxes, musulmans, catholiques. — Le royaume de Serbie et la nationalité serbe. — Conséquences de l'annexion pour la nationalité serbe. — Revendications serbes.

III. — Antinomie entre les points de vue autrichien et serbe. — La politique des Cabinets et les droits des peuples. — Valeur juridique de la thèse autrichienne. — Dangers, pour l'Autriche de la politique d'avancée vers le sud-est.

IV. — L'ombre de Bismarck. — Un article de la *Danzer's Armee Zeitung*. — Autriche et Russie. — L'indépendance bulgare. — Crise européenne. — La Turquie et l'annexion. — France et Autriche.

V. — Projet d'une conférence européenne. — Solution possible. — Ce qu'il faudrait attendre d'une conférence.

Metternich écrivait à l'empereur François, le 17 avril 1817 : « La base de la politique contemporaine est et doit être le repos ; or l'idée fondamentale du repos,

1. Cette étude a été écrite à l'automne 1908 et a paru, dans la *Revue des Deux Mondes*, le 15 décembre.

c'est la sécurité dans la possession[1]. » L'Autriche, depuis un siècle, semblait avoir fait, de cette maxime de son grand ministre, la règle de sa politique. Il lui arriva de pâtir des crises européennes ; on ne la vit jamais les déchaîner. Elle évitait les initiatives téméraires, comme si elle avait conscience d'être, en Europe, l'un des éléments les plus nécessaires à l'équilibre. Exclue, par la force, des affaires allemandes, elle semblait convaincue, avec Metternich, que « la sécurité dans la possession » pouvait suffire à une si vénérable monarchie en un temps où s'effondraient tant de dynasties et où les forces révolutionnaires menaient l'assaut des vieux principes et des vieilles institutions. S'il lui arrivait de réaliser un bénéfice, il était le prix d'une habile abstention : en 1878, le droit d'occuper et d'administrer la Bosnie et l'Herzégovine fut le salaire de sa neutralité. Elle subit, docile et passive, l'impulsion de Bismarck et s'engagea dans la direction de l'Archipel ; depuis lors, elle poursuit dans les Balkans, patiemment et sans éclat, une politique de pénétration et d'influence. Ses préférences sont toujours pour la réserve et la prudence ; elle n'apparaît jamais à l'avant-garde : elle ne précède pas, elle suit.

Le comte Goluchowski, qui dirigea le ministère des Affaires étrangères jusqu'à l'automne 1906, était l'homme de cette méthode ; il ne croyait pas le moment venu pour son pays, parmi les crises intérieures qui l'agitent, de se départir d'une attitude de vigilante expectative ; son rôle fut tout de modération, de pondération : « brillant second », dira Guillaume II après Algésiras, mais « second. » L'entente avec la Russie, en 1897, pour une politique de *statu quo* et de « réformes » en Macédoine, est son œuvre ; au moment où la guerre de Mandchourie lui offrait des occasions d'agir, il reste fidèle à sa parole ; il s'en tient, dans les Balkans, à un

1. Metternich. *Mémoires*, t. III, p. 62.

système d'abstention commune dont on jugeait, avec raison, que ce n'était pas la Russie qui y gagnait. Il redoutait l'imprévu des combinaisons hasardées : « Je ne suis pas Bismarck », disait-il parfois, et il préférait, à l'audace qui précipite les événements, la patience qui les laisse mûrir.

Le baron d'Æhrenthal a délibérément rompu avec cette tradition; deux fois, en moins d'un an, ses initiatives ont étonné et alarmé l'Europe. On n'a pas oublié comment, le 27 janvier 1908, le discours où il annonçait l'accord du gouvernement austro-hongrois avec la Sublime Porte, pour la construction du chemin de fer de Sarajevo à Mitrovitza, pensa mettre le feu à l'Europe, rompit l'entente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie et mit fin brusquement à l'ère du *statu quo* dans les Balkans [1]. Le 3 octobre de la même année, nouvelle alerte, plus grave : l'empereur François-Joseph fait connaître, par des lettres adressées aux chefs d'États, qu'il juge nécessaire de mettre fin à une situation indécise et mal définie en étendant son pouvoir souverain sur la Bosnie et l'Herzégovine, et de renoncer, dans le sandjak de Novi-Bazar, aux droits que lui confère le traité de Berlin. On apprit en même temps que la principauté de Bulgarie, de sa propre autorité, rompait tout lien de vassalité avec la Turquie et s'érigeait en royaume indépendant (5 octobre). Ainsi une double initiative, ébranlant l'autorité du traité de Berlin, mettait en question les fondements mêmes du droit public et modifiait les conditions de l'équilibre européen. Ce coup d'audace a ouvert une crise de la question d'Orient. C'est cette crise dont nous voudrions retracer l'histoire.

Dans l'état actuel de l'Europe, les conséquences d'un acte comme celui du baron d'Æhrenthal dépassent de beaucoup les intérêts matériels qui paraissaient d'abord

1. Voyez notre livre : *L'Europe et l'Empire ottoman*, chapitre VI.

être seuls en jeu. La stabilité de l'Europe résulte d'un mécanisme si compliqué de combinaisons d'Etats, d'un système de contrepoids si ingénieusement répartis, que le moindre déplacement de forces altère le caractère et compromet la solidité de l'ensemble. Dénoncer un traité, s'affranchir de ses stipulations, les modifier en les rendant plus favorables pour soi et plus désavantageuses pour d'autres, déplacer ses frontières, est toujours, de la part d'un grand pays, un acte grave; non pas que les traités aient en eux-mêmes une valeur sacro-sainte et qu'ils engagent à perpétuité; ils ne sont, en réalité, que la notation essentiellement provisoire d'un équilibre de forces; mais ce qui est grave, c'est précisément le fait de la modification de cet équilibre de forces.

Le baron d'Æhrenthal, pour des raisons diverses, dont quelques-unes tiennent à son caractère personnel et d'autres aux relations actuelles des Etats et des groupes d'Etats entre eux, a jugé que l'heure des réalisations était venue pour son pays. Comprenant que, dans les combinaisons européennes, l'appoint de l'Autriche-Hongrie a une valeur décisive, il en a conclu que, courtisée par tous, elle pouvait profiter avec audace des avantages de sa situation.

L'Autriche-Hongrie, plus que tout autre Etat, est le fondement indispensable de l'équilibre européen; elle l'est non seulement par sa position géographique centrale et par sa situation politique, mais aussi par sa constitution interne. Seule, parmi les grandes puissances, elle n'est pas formée par une nationalité unique ou très dominante; sous sa constitution dualiste vit un agrégat de peuples divers dont la dynastie des Habsbourg, comme la poutre maîtresse dans une charpente, maintient la cohésion. Il existe donc, dans la monarchie, un équilibre intérieur qui importe au maintien de l'équilibre extérieur; de là encore, par l'entrée d'éléments

nouveaux dans l'Empire, des conséquences d'un autre ordre.

Pour nous servir de la comparaison classique de l'échiquier, une pièce a été déplacée, la position de toutes les autres, par rapport à elle, se trouve modifiée; les combinaisons possibles ne se présentent plus sous le même aspect. Pourquoi et comment l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie ont bougé; les conséquences et les répercussions de leur mouvement, c'est ce que nous voudrions essayer de dire.

I

Bismarck, Gortchakof et Beaconsfield ont introduit l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine : Bismarck par politique, pour éloigner le vaincu de Sadowa des frontières allemandes et l'engager dans les complications balkaniques; Gortchakof par nécessité, pour rendre possible la guerre avec la Turquie; Beaconsfield par aveuglement, parce qu'il n'était préoccupé que de parer au péril russe et de briser la Grande-Bulgarie. L'Autriche est entrée en Bosnie, de par l'article 25 du traité de Berlin[1], comme mandataire de l'Europe, pour occuper et administrer le pays, y maintenir l'ordre,

1. Art. 25. — Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du sandjak de Novi-Bazar qui s'étend, entre la Serbie et le Monténégro, dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie. A cet effet, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails.

améliorer le sort des paysans dont Andrassy, au Congrès, déplorait la condition misérable. Des troubles en Bosnie avaient, à maintes reprises, inquiété les puissances; elles souhaitaient d'en empêcher le retour et c'est pourquoi elles y installèrent l'Autriche. En disposant d'elle, l'Europe n'a pas demandé à la Bosnie d'être heureuse, elle ne lui a demandé que d'être sage et de se faire oublier.

Comment le tsar Alexandre II et Gortchakof, par la convention de Reichstadt, dès le 8 juillet 1876, reconnurent à l'Autriche, en échange de sa neutralité, le droit d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, et comment, au Congrès, ce fut lord Salisbury, adroitement circonvenu par Bismarck, qui proposa de confier à l'Autriche l'administration des deux provinces, nous l'avons exposé dans *l'Europe et l'Empire ottoman*[1]. M. Hanotaux, dans deux chapitres pleins de vie et de dramatique intérêt du IVe volume de son *Histoire de la France contemporaine*[2], l'a montré mieux encore. Il y fait jouer devant nous les ressorts secrets des négociations et met en scène les personnages : les Russes résignés, les Anglais dupés, le comte Corti, pour avoir esquissé une timide protestation, rabroué par Andrassy. Ces faits sont acquis à l'histoire, il n'est plus nécessaire d'y revenir; mais il fallait les rappeler pour établir, avant tout débat, la responsabilité de l'Europe et, en même temps, son droit d'intervenir dès qu'il s'agit de modifier la nature ou d'accroître l'étendue des pouvoirs qu'elle-même à conférés à l'Autriche en Bosnie-Herzégovine.

Pour nous rendre compte des raisons qui ont donné à l'affaire de Bosnie une ampleur inattendue et inquiétante, il est nécessaire que nous écoutions successivement les explications de l'Autriche et la protestation

1. Voyez page 20 et suiv.
2. Chapitres II et V.

des Serbes. Commençons par la thèse autrichienne [1].

Pour l'Autriche [2], la question est purement « européenne. » Il s'agit de savoir si l'état de choses établi en Bosnie, en 1878, pouvait, sans inconvénients, rester plus longtemps provisoire et s'il n'avait pas toujours été tacitement admis que la Bosnie entrait, pour n'en plus sortir, dans l'Empire austro-hongrois. L'Autriche ne nie pas ses engagements, elle les explique. L'article 25 du traité de Berlin lui confère le droit « d'occuper et d'administrer » la Bosnie et l'Herzégovine, il ne fixe pas de délai, il ne stipule pas le caractère provisoire de l'occupation ; il parle au contraire « d'assurer le maintien du *nouvel état politique* » créé par le traité. Sans doute il y a une clause secrète (celle dont M. Hanotaux a publié pour la première fois le texte) [3] : elle dit que : « l'occupation sera considérée

1. Lors de la publication de ces pages dans la *Revue des Deux Mondes*, plusieurs personnes, tant du côté autrichien que du côté serbe, m'ont pris à partie pour les idées exprimées dans l'exposé de la thèse autrichienne ou de la thèse serbe. Je redirai donc ici qu'en mettant sous les yeux du lecteur, dans toute leur force, les deux thèses antagonistes, je n'en prends pas la responsabilité. Pour être plus impartial, j'ai tenu à donner les deux plaidoyers, mais je ne prends pas à mon compte tous les arguments invoqués, ni tous les faits allégués.

2. Au point de vue autrichien, voir, entre autres publications. *Wie wir zu Bosnien kamen*. Etude historique par le professeur Auguste Fournier, de l'Université de Vienne. Vienne, Christoph Reisser's Söhne, 1909, 1 vol. in-8°. — *Bosniche Eindrücke*, étude politique par le Dr I. M. Baernreither, Vienne, Manz, 1908, broch. in-8° (publié avant l'annexion). — Carl Ritter von Sax : *die Wahrheit über die serbische Frage und das Serbentum in Bosnien*, Vienne, Manz, in-8°, 1909.

3. Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1908, p. 497, et dans le tome IV de son *Histoire*, page 369. En voici le texte : « Sur le désir exprimé par les plénipotentiaires ottomans, au nom de leur gouvernement, les plénipotentiaires austro-hongrois déclarent, au nom du gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique, que les droits de souveraineté de S. M. I. le Sultan sur les provinces de Bosnie et d'Herzégovine ne subiront aucune atteinte par le fait de l'occupation dont il est question dans l'article relatif aux dites provinces du traité à signer aujourd'hui ; que l'occupation sera considérée comme provisoire et qu'une entente préalable sur les détails de l'occupation se fera immé-

comme provisoire », et que « les droits de souveraineté du Sultan ne subiront aucune atteinte » ; mais il est constant que cette clause n'a été qu'un expédient pour donner une satisfaction platonique, de pure forme, à la Turquie. Personne, au Congrès ni en Europe, non pas même le Turc ou le Serbe, ne mit en doute qu'il s'agissait d'une annexion déguisée ; personne n'imagina que les deux provinces pourraient jamais faire retour à l'Empire ottoman.

Il y a trente ans que l'Autriche occupe et administre la Bosnie et l'Herzégovine. L'Angleterre, par la voix de ses plénipotentiaires, avait déclaré « faire appel à une puissance voisine, forte et intéressée au maintien de la paix », pour empêcher les deux provinces de redevenir le théâtre de luttes sanglantes. L'Autriche ne s'est-elle pas acquittée de sa mission à la satisfaction de l'Europe? L'ordre et la paix n'ont-ils pas régné dans le pays? L'Autriche n'a-t-elle pas assuré la sécurité et le bien-être matériel des habitants, multiplié les écoles, les grands établissements d'instruction, les voies de communication? Les rivalités anciennes, entre musulmans et chrétiens, ne sont-elles pas apaisées? Il est temps, pour l'Autriche, de recueillir le fruit de ses travaux et de ses dépenses. L'annexion a été réalisée brusquement, mais elle était « dans l'air » depuis plusieurs années; on l'avait discutée en 1906 quand l'Empereur forma le projet d'aller en Bosnie pour assister aux grandes manœuvres et qu'il en fut empêché au dernier moment. Enfin, dans l'été 1908, il avait été décidé, à Vienne, que la question serait débattue devant les Délégations ; c'est alors que les événements précipitèrent une solution que, de toutes parts, on pressentait prochaine.

Ces événements, ce furent, d'une part, la révolution

diatement après la clôture du Congrès entre les deux gouvernements. » — ANDRASSY, KAROLYI, HAYMERLÉ. (Berlin, le 13 juillet 1878.)

« Jeune-Turque » et, d'autre part, la propagande serbe en Bosnie.

Depuis plusieurs années, le gouvernement de Vienne cherchait le moyen de donner à la Bosnie-Herzégovine des institutions constitutionnelles, un *Landtag;* ce serait le couronnement de l'œuvre d'organisation accomplie par lui dans les deux provinces. Mais les juristes cherchaient en vain une formule; ils ne pouvaient pas la trouver tant que subsistait la fiction créée par le traité de Berlin. Le moyen, en effet, pour l'Empereur et Roi, de donner une constitution à des sujets du Sultan? L'urgence d'une solution devint plus que jamais évidente après le succès de la révolution « Jeune-Turque » et la remise en vigueur, dans l'Empire ottoman, de la Constitution de 1876. La Bosnie-Herzégovine allait-elle donc demeurer le seul pays européen privé de toute espèce de régime représentatif? Ou bien allait-elle envoyer des députés à Constantinople? Les musulmans de Bosnie, qui sont 600.000, gagnés par l'enthousiasme constitutionnel et libéral, le proposèrent. C'est ce que l'Autriche ne pouvait évidemment pas tolérer. Il fallait donc établir une situation nette, rompre tout lien avec l'Empire ottoman, annexer les deux provinces pour leur donner ensuite une constitution.

Le gouvernement de Vienne connait depuis longtemps l'existence et l'organisation de la propagande serbe en Bosnie; elle a son centre au ministère même des Affaires étrangères, à Belgrade; elle forme une section spéciale organisée par un diplomate énergique et distingué, M. Spalaïkovitch; elle rayonne sur tous les pays où l'on parle serbe : en Vieille-Serbie turque, dans le sandjak de Novi-Bazar, en Hongrie dans une partie du banat de Temesvar, en Dalmatie, et surtout en Bosnie-Herzégovine. Des agents serbes parcourent la contrée, excitant les esprits contre l'Autriche, propageant l'idée d'une Grande-Serbie qui engloberait tous les pays

serbes. M. Spalaïkovitch qui a, par ses alliances de famille, des relations dans toute la province, a fait, sous un faux nom, un long séjour en Bosnie. Les arrestations faites en Croatie au cours de l'été 1908, et qui aboutirent au procès d'Agram, révélèrent l'imminence du péril, l'importance de l'organisation serbe et le succès de sa propagande. Une vaste conspiration s'étendait sur tout le territoire bosniaque; elle avait des ramifications jusque dans le Monténégro où était préparé l'assassinat du prince Nicolas et le renversement de sa dynastie au profit des Karageorges [1]; le but suprême était de provoquer la réunion de la Bosnie, de la Serbie et du Monténégro et la constitution d'un large groupe jougo-slave dont la Serbie serait le centre. L'élite de la population orthodoxe était d'intelligence avec l'étranger; chrétiens et musulmans, séparés, naguère encore, par de vieilles haines sociales accrues par les divergences religieuses, s'étaient réconciliés dans une commune opposition contre le régime autrichien.

L'Autriche, dans ces conditions, ne pouvait pas différer davantage; elle ne pouvait pas admettre qu'une propagande étrangère travaillât à lui aliéner l'esprit des populations qu'elle est chargée d'administrer. Le baron d'Æhrenthal s'est décidé à annexer la Bosnie quand il a compris qu'il s'agissait, non seulement de mettre le sceau de l'irrévocable à l'œuvre commencée à Reichstadt et à Berlin, mais encore de sauvegarder l'intégrité de l'Empire et d'arrêter le travail de dislocation que les Serbes entreprenaient à leur profit. Leurs « espérances », qu'ils ne se consolent pas de voir ruinées, ne comportaient rien moins que la désagrégation de l'empire austro-hongrois; ils y travaillaient de toute leur énergie; ils rêvaient de faire de leur petit royaume, qui

(1) Ci-dessous, chapitre VII.

n'a pas 3 millions d'habitants, le noyau de coagulation autour duquel serait venu s'agglomérer tout le groupe des Slaves du Sud, pour former une masse compacte de 7 ou 8 millions d'hommes et constituer un grand État. Mais cette « plus grande Serbie » impliquait une « plus petite Autriche » : il était nécessaire et il était temps que le Cabinet de Vienne intervînt pour mettre fin à de pareilles intrigues.

L'Autriche ne méconnaît pas la situation désavantageuse que les traités ont faite au royaume de Serbie; elle est disposée à lui faciliter, dans la mesure où elle le pourra, le moyen de vivre : encore faut-il que ce ne soit pas à ses propres dépens. Si la Serbie est pauvre et malheureuse, l'Autriche en est-elle donc responsable? Si la Serbie avait appliqué toutes ses énergies, comme l'ont fait d'autres États balkaniques, à améliorer sa situation économique et à fortifier son armée, au lieu de déchirer ses entrailles dans d'atroces tragédies dynastiques ou dans de stériles luttes de partis, sa situation serait moins désespérée. En tout cas, elle n'a aucun droit, pas plus que le Monténégro, à élever une protestation contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine; ce n'est pas vis-à-vis d'elle, mais de la Turquie, que l'Autriche s'était engagée à une occupation « provisoire », et ce sont les puissances signataires du traité de Berlin qui peuvent seules lui demander compte de sa violation. La parenté de race n'a jamais été considérée comme créant des droits à un Etat sur le territoire de son voisin. Qu'est-ce d'ailleurs que l'unité de la race serbe? Elle n'existait pas hier! Le Monténégro et la Serbie, aujourd'hui animés d'un égal ressentiment contre l'Autriche, ne s'avisaient guère, il y a quelques mois, de leur « fraternité », quand on jugeait, à Cettigne, ce tragique procès où le roi Pierre était accusé d'avoir voulu faire assassiner son beau-père le prince Nicolas; encore aujourd'hui, malgré tant de

bruyantes manifestations, les prisons de Cettigne gardent un ancien président du conseil, M. Radovitch, connu comme chef du parti démocrate et serbophile au Monténégro et impliqué dans l'affaire des bombes. Il a fallu les événements actuels pour que les Serbes et Monténégrins se découvrissent frères : leur fraternité n'est faite que d'une haine commune contre l'Autriche; le danger passé, ils retourneront à leurs querelles. Cettigne et Belgrade menacent aujourd'hui, si elles n'obtiennent pas des « compensations », de faire la guerre à l'Autriche; ce ne peut être qu'un « bluff » dont l'Europe ne sera pas dupe; mais si Serbes et Monténégrins étaient assez aveuglés sur leurs forces et sur leurs intérêts pour en venir à une pareille extrémité, ils recevraient une leçon qui les rendrait sages pour de longues années.

Peu de jours après l'annexion, à Londres, comme M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie, disait à sir Charles Hardinge : « L'annexion est la ruine de toutes nos espérances! » — Dites : « de toutes vos illusions! » repartit l'Anglais. Ce sont ces illusions qu'il fallait se hâter de dissiper; l'Autriche y a coupé court en établissant en Bosnie-Herzégovine un état de droit conforme à l'état de fait qui existait depuis trente ans.

Telle est la thèse autrichienne.

II

L'énergie désespérée de la protestation serbe et monténégrine contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine a étonné l'Europe. Elle se souvenait que, trente ans auparavant, ses diplomates avaient, à Berlin, tranché

dans la chair vive des peuples sans soulever pareil tumulte; et voici que maintenant, pour une annexion qui pourtant n'a pas enlevé, par la force, des hommes à une patrie, elle se trouve en présence de tout un peuple frémissant d'enthousiasme, peut-être à la veille d'un conflit sanglant. C'est aux Serbes eux-mêmes que nous en demanderons maintenant les raisons[1].

Les nations occidentales, disent-ils, s'imaginent volontiers que la carte des nationalités recouvre à peu près exactement, sauf quelques bavures, la carte des Etats ; rien n'est moins exact quand il s'agit de l'Europe orientale où les races s'enchevêtrent et où les peuples ne font que commencer à prendre conscience de leur personnalité. Le petit royaume serbe est bien loin d'englober tous les hommes qui se savent et se disent Serbes, et qui ont la volonté consciente de se rattacher à un centre commun. Un autre Etat indépendant, le Monténégro, est peuplé de Serbes; ils y sont 250.000; beaucoup d'autres vivent sous des dominations étrangères, les uns en Turquie, dans le sandjak de Novi-Bazar et en Vieille-Serbie; d'autres en Hongrie, dans le banat; d'autres en Dalmatie; d'autres en Bosnie et en Herzégovine. Les Serbes qui vivent hors du bercail sont plus nombreux que ceux auxquels l'Europe a permis d'y entrer. Il y a, autour de la petite Serbie, une large

1. Voyez, parmi de nombreuses brochures parues à l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine : Jovan Cvijić. *L'Annexion de la Bosnie et la question serbe* (Hachette 1909, broch. in-8°) avec une carte ethnographique. — M. Milenko R. Vesnitch, le très distingué ministre de Serbie à Paris, a publié un article très intéressant : *L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et le droit international* (Paris, Pedone, 1909, broch. in-8°). — Du Dr Wladan Georgewitsch : *Die Serbische Frage*. Berlin, deutsche Verlangs Anstalt, 1 vol. in-8°, 1909. Du même : *Die türkische Revolution und ihre Aussichten*, Leipzig, Hirzel, 1908, broch. — Voyez encore : Douchane Vassiliévitch (vice-président de l'organisation serbe de Bosnie-Herzégovine) : *La Bosnie et l'Herzégovine*, Belgrade, nouvelle imprimerie Davidovitch, 1909, broch. in-12.)

Serbie « non rachetée. » Tous ces Serbes, qui constituent depuis longtemps une race, ont pris conscience, depuis peu d'années, d'être un peuple.

La nation serbe a toujours été à l'avant-garde des Slaves dans leurs luttes contre le vainqueur ottoman et toujours elle a été sacrifiée. En 1875, les Serbes de Bosnie donnent le signal de l'insurrection d'où sortira la grande guerre ; c'est l'Autriche qui, secrètement, les pousse, tandis que, sous main, à Reichstadt, elle se fait promettre le vilayet de Bosnie comme son lot dans les dépouilles de l'Empire ottoman. L'Autriche ne se bat pas en 1877, mais c'est elle qui profite de la victoire; poussée en avant par Bismarck, elle l'aide à dépouiller les Russes du fruit de leurs succès, à morceler la Grande-Bulgarie ; elle garde pour elle le meilleur morceau : elle tient la Bosnie, l'Herzégovine, elle a des garnisons dans le sandjak de Novi-Bazar, elle occupe, au-dessus d'Antivari, le village de Spizza, elle sépare la Serbie du Monténégro, elle les enserre l'un et l'autre entre les deux branches d'un double étau, elle prépare sa descente vers Salonique à travers la Macédoine où elle s'applique à perpétuer l'anarchie turque. Partout, d'Agram à Salonique, sa politique est de morceler pour mieux dominer et pour conquérir à son heure. En 1885, c'est elle qui oblige le roi Milan, que sa frivolité et ses vices faisaient son homme-lige, à attaquer la Bulgarie : guerre à jamais déplorable où les armes serbes ont été humiliées, où un levain de haine a été jeté entre deux peuples frères dont l'Autriche redoute l'entente et que ses intrigues n'ont que trop réussi à séparer. Après Slivnitza, le Cabinet de Vienne se donne le rôle de sauveur ; il arrête la marche victorieuse des Bulgares et leur impose la paix ; mais il en profite pour étendre sur toute la Serbie le filet de ses intrigues. C'est le temps où l'on sait, au Ballplatz, le tarif de certaines consciences serbes ; le roi Milan signe

une convention militaire qui fait de la Serbie un Etat vassal de Vienne (1882) ; dans chaque changement de ministère, dans chaque crise politique, on trouve l'Autriche ; le roi Milan n'a rien à lui refuser et le roi Alexandre n'est pas de taille à lui résister. Les patriotes serbes, réduits au désespoir, sont acculés, pour arracher leur pays aux mains des étrangers, à recourir à la violence. L'Autriche, dont la politique a été la véritable cause de la tragédie de 1903, est aujourd'hui la plus acharnée à rendre toute la nation responsable du crime de quelques hommes, pour la discréditer devant l'Europe. Des crimes moins explicables ont eu souvent, dans l'histoire, plus prompte absolution. En réalité, ce que l'Autriche ne pardonne pas aux Serbes, c'est de s'être dressés, en face d'elle, sur la route de la mer Egée, d'avoir ravivé les traditions de la race, et, lorsqu'en 1906 le Cabinet de Vienne pensa les réduire à merci par la guerre économique, de lui avoir tenu tête [1].

Oui, disent les Serbes, nous avons fait une propagande nationale en Bosnie, ou plutôt est-ce bien « propagande » qu'il faudait dire ? Nous avons cherché à établir des relations avec nos frères auxquels les Autrichiens veulent imposer les noms de Bosniaques ou d'Herzégoviniens, mais qui sont tout simplement des Serbes. Nous avions foi dans la sainteté des traités : nous regardions les deux provinces, « occupées et administrées » par l'Autriche, comme n'étant pas partie intégrante de l'Empire, et nous travaillions à préparer pour elles un avenir indépendant ; traqués par la police autrichienne, nous étions obligés de recourir à des moyens secrets ; de là, dans nos rapports avec la Bosnie, cette allure de complot ; nous aurions préféré agir au grand jour. Ni les Serbes, ni les Monténégrins ne pouvaient circuler en Bosnie ou y séjourner ; le régime était plus dur qu'il ne

1. Nous avons raconté cette lutte dans l'*Europe et l'Empire ottoman*, chapitre IX.

l'a jamais été, au lendemain de 1870, pour les Français en Alsace-Lorraine. Les voyageurs étrangers qui voulaient visiter la Bosnie, étaient, au contraire, entourés de prévenances si empressées qu'on ne leur laissait la faculté de voir que la façade officielle d'une administration plus préoccupée de germaniser le pays que d'assurer son développement. L'histoire serbe, les traditions serbes, jusqu'aux chansons serbes, étaient proscrites : jamais, au temps du régime ottoman, le pays n'avait subi pareille oppression. Tout ce qui rappelait les liens des habitants avec les Serbes était si rigoureusement pourchassé que M. de Kallay, devenu gouverneur des deux provinces, interdit son propre ouvrage où il avait jadis écrit : « En Bosnie et en Herzégovine, sous trois religions, il n'y a qu'un seul peuple serbe ! »

L'Autriche invoque aujourd'hui, pour l'annexion, l'œuvre qu'elle a accomplie et les dépenses qu'elle a faites. Elle a, en effet, construit des routes, des ponts, des hôpitaux, des écoles ; mais, dans tout cela, elle n'a jamais songé au bonheur du peuple qu'elle avait charge d'administrer ; elle a travaillé pour elle, non pour lui : son administration a été une entreprise de germanisation, ou, plutôt, de « déserbisation. »

Des trois éléments, inégaux en nombre, qui peuplent la Bosnie et l'Herzégovine, les Croates, ou Serbes catholiques, qui sont 300.000, ont seuls bénéficié du régime autrichien ; depuis longtemps attirés vers Vienne et Zagreb (Agram) par la communauté de religion, ils se sont mis au service de l'influence croate, autrichienne et catholique. Des missions, des écoles catholiques s'élevèrent partout ; les catholiques furent officiellement favorisés, tandis que les orthodoxes étaient systématiquement tenus à l'écart des faveurs et des fonctions publiques. Un concordat, conclu à prix d'argent par le gouvernement de Vienne avec le patriarche œcuménique grec de Constantinople, dont relève nominalement

l'église orthodoxe de Bosnie, donna à l'Empereur la nomination des évêques ; la présentation par le saint-synode ne fut plus qu'une formalité ; dans beaucoup de paroisses, le pope devint l'homme de Vienne : le peuple déserta ces églises. Quant aux musulmans, qui sont les anciens seigneurs serbes, passés à l'Islam pour garder leurs terres et leurs droits féodaux, les gouverneurs autrichiens s'attachèrent à les gagner par de bons procédés ; ils parurent, d'abord, y avoir réussi ; mais l'administration se fit si tracassière, ses tendances devinrent si nettement germaniques, que les anciens *begs* se souvinrent de leurs origines et qu'un rapprochement se fit entre les deux fractions si longtemps ennemies.

La minorité croate et catholique a préparé l'annexion ; l'archevêque de Sarajevo, Mgr Stadler, qui a dirigé la propagande en Bosnie, en a été l'un des plus zélés promoteurs ; son rêve serait d'unir, dans la foi catholique et dans la monarchie habsbourgeoise, toute la famille des Slaves du Sud ; mais sa politique, se réclamant du patronage ostensible de Vienne, est suspecte aux Serbes pour qui la foi orthodoxe apparaît comme la sauvegarde et le lien de leur nationalité. Combien il était mieux inspiré, ce grand chrétien, ce patriote clairvoyant qu'était Mgr Strossmayer, quand il préconisait l'union des Slaves du Sud dans une confédération où chaque fraction de la famille conserverait sa religion et son individualité !

Le baron d'Æhrenthal allègue qu'il s'est résolu à l'annexion parce que, tant que les deux provinces ne faisaient pas partie intégrante de l'Empire, il était impossible de leur donner des institutions représentatives ; mais, en attendant, une véritable persécution sévit contre tous les Serbes, avec des procédés qui rappellent Metternich et le temps où les patriotes italiens remplissaient les cachots du Spielberg. Les patriotes serbes, les publicistes courageux qui ont osé blâmer l'annexion,

sont enfermés dans la forteresse d'Arad : que l'Autriche prenne garde qu'il ne surgisse parmi eux un Silvio Pellico! Le journal serbe de Mostar, *le Peuple*, a cessé de paraître ; ses derniers numéros ne contenaient plus que le titre et les annonces, la police ayant supprimé les articles. Enfin le fameux procès du complot panserbe, qui va s'ouvrir à Agram, est truqué d'avance. tout le scénario a été imaginé par un agent provocateur, nommé Nastitch, le même qui a machiné le procès de Cettigne; des accusés serbes ont tenté de se laisser mourir de faim parce que, depuis plusieurs mois, ils étaient détenus sans avoir été ni jugés ni interrogés. Un pareil régime ne semble pas de nature à concilier à l'Autriche les sympathies de ses nouveaux sujets.

Les gouvernements de Vienne et de Budapest feignent d'ignorer la nationalité serbe ; en réalité, c'est parce qu'ils connaissent les progrès du sentiment national parmi les Serbes, qu'ils se sont décidés à la mesure brutale de l'annexion. Le peuple serbe est divisé en deux grandes masses presque égales comptant chacune environ 3 millions et demi d'âmes ; l'une est en Autriche-Hongrie, l'autre constitue le royaume de Serbie et le Monténégro. Selon que les 1.700.000 Slaves de la Bosnie-Herzégovine s'adjoindraient à l'un ou à l'autre de ces deux groupes, la masse principale de la nationalité passerait d'un côté ou de l'autre : c'est ce que le Cabinet de Vienne a parfaitement compris; en réalisant l'annexion d'un territoire aussi grand que la Serbie et le Monténégro réunis (57.000 kilom. carrés), il a *placé dans l'empire austro-hongrois le centre de gravité de la nationalité serbe*. Dès lors, l'union panserbe ne peut plus s'opérer que dans l'intérieur de la monarchie et sous ses auspices ; l'autre fraction de la nation, si elle ne veut pas rester éternellement disloquée, n'a plus qu'à se jeter dans les bras de l'Autriche et à implorer son admission dans l'Empire, ou bien à se ruer sur lui,

les armes à la main, dans une attaque désespérée, et à vaincre ou à subir une conquête qui, du moins, referait l'unité serbe. C'est l'une ou l'autre solution que l'on espère à Vienne. L'annexion de la Bosnie n'est qu'une étape dans l'absorption de toute la race serbe : or, il y a des Serbes jusqu'à Uskub, jusqu'à Monastir. Un haut fonctionnaire autrichien disait dernièrement : « Connaissez-vous le traité de Passarowitz? Nous tendrons, par l'annexion de la Bosnie, à la réalisation de ce traité du côté de la Serbie. Notre but est de créer dans les Balkans un État slave catholique assez puissant pour faire contrepoids à l'influence russe. La Serbie devra nécessairement rentrer dans les limites du traité de Passarowitz[1]. » Que l'Europe ne s'en laisse donc pas imposer par l'évacuation des trois petites garnisons que l'Autriche entretenait à l'extrême-nord du sandjak de Novi-Bazar ; cette évacuation n'est qu'un trompe-l'œil; la convention de janvier 1908, relative au chemin de fer, subsiste ; d'ailleurs, pour descendre en Macédoine, la route du sandjak est difficile; la voie que l'état-major autrichien a depuis longtemps étudiée, choisie, ce sont les quatre grandes routes et la voie ferrée qui, à travers la Serbie, descendent tout droit sur Uskub. C'est le chemin de toutes les invasions; les troupes autrichiennes le suivront un jour ou l'autre, si l'Europe n'intervient pas pour dresser un État indigène en face de la descente autrichienne, comme elle a dressé, en 1878, la Bulgarie en face de la poussée russe.

L'annexion de la Bosnie a été, parmi les Serbes, le signal d'un mouvement spontané, unanime. Les Autrichiens tirent argument contre nous, disent encore les Serbes, des démêlés récents de la Serbie et du Monténégro ; mais il ne faut pas s'y tromper : les divisions

1. Par le traité de Passarowitz (1718), l'Autriche annexait le banat de Temesvar, la Petite-Moldavie jusqu'à l'Aluta et tout le nord de la Serbie avec Belgrade.

sont le fait des princes, l'union vient des peuples. En face du danger ils l'ont imposée sans difficulté; ils ont marché et les dynasties ont suivi ; elles ont compris la force de toute une nation qui vibre à l'unisson dans un même sentiment. A la Skoupchtina serbe, où les querelles de partis étaient si acharnées et si stériles, une dignité, un calme jusqu'alors inconnus ont succédé aux folles agitations des jours passés ; une imposante unanimité s'est faite chaque fois qu'il s'est agi des grands intérêts de la patrie. On a senti passer sur la Serbie cette émotion solennelle, religieuse, qui sort de l'âme profonde des peuples aux heures décisives de leur existence.

Ce que nous demandons, ce ne sont pas des « compensations ». Ce mot, dans l'affolement des premiers jours, le Cabinet de Belgrade l'a prononcé dans sa note aux puissances, mais il n'y était pas à sa place : car si la Bosnie-Herzégovine doit rester incorporée à l'Autriche-Hongrie, ce sera pour nous une catastrophe nationale qu'aucune « compensation » ne pourrait atténuer. Nous demandons, avec confiance, à l'Europe que, du moins, elle nous assure le moyen de vivre en communiquant librement avec le Monténégro et avec la mer; une bande de territoire qui relierait les deux pays par la haute vallée de la Drina aurait, pour l'Europe, l'avantage de fermer la porte de la mer Égée, cette route du sandjak que le traité de Berlin a ouverte devant la poussée autrichienne. Quant à nos frères de Bosnie, s'il nous faut rester séparés d'eux, nous demandons qu'ils ne soient pas traités en peuple conquis, mais qu'ils reçoivent promptement une organisation libérale et assez autonome pour qu'ils puissent développer en paix, à l'abri du drapeau des Habsbourg, leur civilisation originale et nationale. Si l'Europe nous refuse toute satisfaction, nous ferons la guerre : nous résisterons pied à pied, dans nos montagnes, derrière nos rochers, jusqu'à ce que tombe le dernier homme ou

jusqu'à ce que les nations, émues de notre sacrifice, ou fatiguées d'une lutte sans fin, se décident à entendre le cri de notre détresse.

La nation serbe sort à peine de cinq siècles de servitude; elle a tant souffert que son âme en a gardé une mélancolie profonde dont on retrouve l'accent dans ces chants plaintifs que le paysan serbe accompagne sur sa guzla. Si, à peine échappée au joug turc, il lui faut subir l'oppression autrichienne, son courage ne survivra pas à tant d'épreuves; elle ira s'émiettant, se dissolvant; elle perdra peu à peu son individualité nationale; elle sera mangée par le germanisme triomphant. — Vous n'avez rien perdu de votre chair, nous crient certaines voix, vous avez perdu vos espérances qui n'étaient que des illusions. — Illusions peut-être, mais de ces illusions vivait notre idéal national, l'âme de notre peuple; direz-vous donc que nous n'avons rien perdu, si nous avons perdu notre âme?

III

L'émotion jaillit ici, d'elle-même, de la contradiction flagrante des deux points de vue. Le conflit n'est pas seulement dans les faits et dans les intérêts, il se prolonge dans l'intimité des consciences, consciences d'hommes d'État responsables, consciences d'écrivains. La marche en avant des Autrichiens et la protestation des Serbes procèdent, à leur insu peut-être, de deux conceptions opposées des droits des peuples et des droits des gouvernements, de deux philosophies antagonistes : c'est leur choc qui prête aux événements actuels leur sens dramatique et leur caractère menaçant. Comme les dieux du vieil Homère, les idées diffuses dans l'âme des peuples prennent corps et descendent

dans l'arène, et c'est elles, en définitive, qui décident de la victoire.

Le gouvernement de l'Empereur, en étendant ses droits de souveraineté sur la Bosnie et l'Herzégovine, a cru simplement tirer les conséquences logiques et nécessaires des prémisses posées par l'Europe au Congrès de Berlin et réaliser une annexion implicitement consentie depuis trente ans ; le trouble qui en est résulté en Europe a été pour lui une surprise ; il ne s'était rendu compte ni des circonstances, ni du moment ; il suivait les errements anciens de la politique des convenances. « Les convenances de l'Europe sont le droit », disait le tsar Alexandre dans sa fameuse conversation avec Talleyrand le 1er octobre 1814, à Vienne. Malgré les partis « libéraux » qui invoquent les droits des peuples, ce sont, jusqu'au milieu du XIXe siècle, « les convenances de l'Europe », c'est-à-dire l'accord des souverains et des ministres des cinq grandes puissances ou de la majorité d'entre elles, qui décident souverainement du sort des peuples. Metternich, enfoncé dans ses principes, inspire cette harmonie des rois. La république de 1848, par la voix de Lamartine, s'adresse aux peuples ; elle n'a le temps que d'alarmer les princes. Napoléon III déteste tout ce qui rappelle la Sainte-Alliance et poursuit l'abolition des traités de 1815 ; mais l'idée précise et concrète, fondement réel du concept de nationalité, que les peuples ont un droit imprescriptible à disposer d'eux-mêmes, devient, dans le cerveau chimérique de l'Empereur, un principe vague et abstrait, le « principe des nationalités », où la notion mal définie de la « race » et de la communauté du langage vient fausser la conception démocratique du droit des peuples. Du moins Napoléon III eut-il le mérite de donner, le premier, l'exemple en faisant, pour la Savoie et Nice réunies à la France, une heureuse application du principe. Bismarck, à l'idée démocratique de la

volonté des peuples, substitue l'idée historique des droits de la race que la science allemande accommode au service de la force prussienne; ce lui est un prétexte pour arracher, par les armes, des hommes à leur patrie. La guerre de 1877 est entreprise par les Russes pour délivrer les « frères slaves » opprimés par les Turcs; mais, avant même de la commencer, Alexandre II, à l'entrevue de Reichstadt (8 juillet 1876), sacrifie les intérêts slaves en permettant à l'Autriche d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine. La Convention anglo-russe du 30 mai 1878 décide que le peuple bulgare sera morcelé en trois tronçons. Au Congrès de Berlin, les grandes puissances procèdent souverainement au découpage des territoires et à la répartition des âmes; les petits États ne sont pas représentés au Congrès; la Roumanie elle-même, qui avait pris une part active à la guerre et à la victoire, n'est entendue qu'à titre consultatif, par une condescendance de pure forme. A aucun moment, les droits des populations n'entrent en ligne de compte; une commission est chargée d'étudier la valeur économique des diverses catégories d'habitants, aucune d'écouter leurs vœux; les hommes sont échangés ou vendus comme bétail en foire par les hauts maquignons de la diplomatie européenne. Sous la présidence de Bismarck, c'est le système Metternich qui triomphe : « les convenances de l'Europe sont le droit! »

Quand on étudie l'histoire du Congrès de Berlin et des négociations qui l'ont précédé ou suivi, on est amené à reconnaître qu'en dépit des formules contraires, l'intention des grandes puissances a bien été d'attribuer la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche-Hongrie. Dans l'esprit de tous les plénipotentiaires, le « provisoire » qu'ils créaient était bien en réalité du définitif. L'empereur d'Autriche était donc fondé, à son point de vue, à considérer qu'un jour, quand le stage d'expérience que l'Europe lui imposait paraîtrait assez

long, la Bosnie et l'Herzégovine entreraient, comme parties intégrantes, dans ses États. Des précédents l'y autorisaient : celui, par exemple, de la révolution qui amena, en 1885, la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Aussi peut-on dire que ce qui a étonné et alarmé l'Europe, c'est moins le fait même de l'annexion que la manière dont le baron d'Æhrenthal l'a réalisée. La coïncidence significative de l'annexion des deux provinces avec la proclamation du prince Ferdinand comme tsar de la Bulgarie indépendante, révélait un dessein prémédité et concerté de profiter de la révolution turque pour modifier le traité de Berlin. En 1871, quand la Russie, profitant de nos désastres, déclara qu'elle ne se considérait plus comme liée par les clauses du traité de Paris relatives à la Mer Noire, l'Angleterre exigea la réunion d'une conférence; le protocole, signé à Londres le 17 janvier 1871, établit, « comme un principe essentiel du droit des gens, qu'aucune puissance ne peut se délier des engagements d'un traité, ni en modifier les stipulations qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes, au moyen d'une entente amicale. » Malheureusement, cette même Angleterre qui avait posé, en 1871, un principe si sage, fut la plus ardente, en 1885, après la réunion de la Roumélie à la Bulgarie, à faire bon marché des stipulations du traité de Berlin relatives à la Bulgarie, et à demander, par la bouche de son représentant à la conférence des ambassadeurs à Constantinople, sir W. White, que l'on parlât le moins possible du traité de Berlin. « Je crains, lui répondait alors M. de Nélidof, qu'on ne stimule ainsi des espérances qui ne seront pas réalisées et que certaines velléités, qui jusqu'ici n'ont pas osé se faire jour, ne trouvent, dans une pareille attitude des puissances, un encouragement qui ne doit pas leur être donné[1] ».

1. Sur cet incident très curieux, voyez notre ouvrage : *L'Europe et l'Empire ottoman*, p. 39 et 40.

Paroles prophétiques qui paraissent aujourd'hui avoir annoncé les troubles de Macédoine et l'annexion de la Bosnie.

Le dirons-nous? Le fait d'avoir violé la lettre du traité de Berlin, même sans avoir préalablement consulté les puissances signataires, nous paraît moins grave que celui d'avoir tenu pour nulles les revendications et pour illusoires les droits des peuples intéressés. Le gouvernement de Vienne n'avait certainement pas prévu l'émotion qu'il a provoquée. L'Autriche-Hongrie a, parmi les Etats de l'Europe, un caractère à part; elle fait vivre, sous le même sceptre, des peuples de langue, de race, de nationalité, de religion différentes : faire entrer dans l'Empire un million et demi de Slaves de plus, lui a paru une opération facile, simple, qui ne soulèverait pas de grosses complications et qui ne dérangerait pas l'équilibre intérieur de l'Empire; ces Serbes renforceraient l'élément slave qui tend à prendre, à côté du dualisme austro-hongrois, une place de plus en plus importante et sur lequel le Cabinet de Vienne pourrait prendre appui si les Magyars devenaient trop exigeants. C'est sous cet angle qu'au Ballplatz on a vu la situation et, de fait, le raisonnement serait très solide si la grande majorité de la population de la Bosnie et de l'Herzégovine acceptait de bon gré l'annexion et consentait de bon cœur à vivre dans l'Empire : dans ce cas, les protestations de la Serbie et du Monténégro seraient sans fondement, car ni la parenté de race, ni la similitude de langage ne donnent à un Etat le droit de s'immiscer dans les affaires de son voisin. Avec la théorie des races, telle que l'appliquait Bismarck, — et telle que l'entendent encore les pangermanistes, — l'Autriche disparaîtrait, brisée en menus fragments, morcelée en petits Etats indépendants ou absorbée par ses puissants voisins. La volonté des peuples importe avant tout : si l'Autriche, par un plébiscite pleinement

libre, avait mis les habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine à même de se prononcer sur leur propre sort, et s'ils avaient demandé à entrer dans l'Empire, l'Europe pourrait encore réclamer une conférence d'enregistrement pour maintenir la fiction nécessaire du respect des traités; mais la Serbie et le Monténégro seraient mal venus à se plaindre, et c'est alors que M. Weckerlé aurait le droit de dire : « Il paraît qu'il y a des revendications serbes, je ne les connais pas. » Au contraire, dans les circonstances où elle a été prononcée, une telle parole révèle une étrange incompréhension de la situation réelle qui résulte en Europe de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, telle qu'elle a été accomplie. Quand on appartient à un peuple comme les Magyars, qui a tant lutté pour sauvegarder sa nationalité et qui se montre si intransigeant dès qu'elle est en cause, on est en vérité mal venu à ignorer avec une telle superbe les souffrances et les revendications des autres nationalités.

Les hommes d'État d'Autriche et de Hongrie se sont trompés d'heure et de procédés ; ils ont donné à leurs adversaires l'avantage de représenter un principe juste ; ils ont cru que les Slaves du Sud étaient restés la pâte amorphe qu'ils étaient au moment du Congrès de Berlin. Ils ne veulent plus être, selon le mot du prince Nicolas de Monténégro dans son drame : *la Balkanska Tsaritsa*, « la monnaie qui sert d'appoint dans les comptes entre grandes puissances. » Le mouvement de résurrection nationale qui a rendu la vie aux peuples slaves, les uns après les autres, et qui tend aujourd'hui à les rapprocher, par-dessus les frontières et malgré les dissidences religieuses, dans un sentiment de solidarité et de mutuelle assistance, dérive du grand courant, issu de la Révolution française, qui porte aujourd'hui, jusqu'au fond de l'Asie, l'idée d'indépendance des peuples et de liberté politique. L'initiative du baron

d'Æhrenthal a coïncidé précisément avec le triomphe des tendances nationalistes en Turquie et avec la renaissance, sous une forme nouvelle, des sentiments de fraternité slave. A Prague, des manifestations violentes troublent la rue ; la foule est allée briser les vitres de l'hôtel d'Æhrenthal aux cris de : « Vive la Serbie ! à bas l'Autriche ! revanche pour la Serbie ! » En Russie, l'opinion et la presse se sont émues, et ce sont elles, maintenant, qui excitent M. Isvolski à la résistance. Les Slaves ont cru voir, dans l'annexion de la Bosnie, un nouvel empiètement du germanisme sur le domaine de leur race ; le mouvement « tout slave » qui se prépare, depuis les bouches de la Néva jusqu'à celles du Vardar, explique et fortifie l'énergie de la protestation serbe.

L'erreur d'appréciation et de tactique où est tombé le baron d'Æhrenthal a non seulement mis l'Autriche en opposition avec les Serbes et avec une grande partie de l'opinion européenne, mais elle l'a mise en contradiction avec elle-même, avec sa propre évolution et ses propres intérêts. Aux approches d'un règne nouveau, l'Autriche-Hongrie semble chercher la formule de son avenir. Sous l'influence de vieilles forces historiques, renouvelées et transformées par les courants nouveaux d'idées qui règnent dans toute l'Europe moderne, une évolution interne s'accomplit en elle ; elle va vers un régime plus démocratique et plus fédéral. Le vieil Empire dualiste, féodal, bureaucratique et joséphiste subit la loi de tout ce qui vit, il se transforme. Suffrage universel en deçà de la Leytha, et, au delà, réforme électorale aboutissant à une large extension du suffrage, progrès des « chrétiens sociaux » à Vienne et dans toute l'Autriche proprement dite, gouvernement, en Hongrie, du parti national de M. François Kossuth uni à tous les partis populaires, recul général du vieux libéralisme doctrinaire et germanophile :

autant de symptômes des tendances nouvelles qui l'emportent dans l'Empire. Le sens général de cette évolution portera naturellement le gouvernement impérial à faire une plus grande place aux Slaves ; il a besoin d'eux, au Nord, pour tenir tête à une menace, toujours possible, du germanisme envahissant, et, à l'Est, pour résister aux exigences, parfois excessives, du magyarisme ; l'Empire dualiste semble en marche vers le *trialisme,* ou vers un régime fédératif. Ces nouvelles tendances dans le gouvernement de l'Empire caractérisent, dit-on, les vues personnelles de l'archiduc héritier François-Ferdinand, dont l'influence dans les conseils de l'Etat va grandissant, et annonce l'orientation future de son règne. Le vieil empereur personnifie l'Autriche de Metternich et de la Sainte-Alliance ; son successeur s'appuiera sur d'autres forces.

Ainsi apparaît en pleine lumière la contradiction intime entre les intentions du Ballplatz et les procédés dont il s'est servi pour les réaliser. L'annexion était peut-être nécessaire pour achever la liquidation du passé et établir en Bosnie une situation nette ; mais il aurait fallu la rendre acceptable en l'expliquant, en faisant entrer, sans délai, la Bosnie-Herzégovine dans le système austro-hongrois, avec un statut particulier qui aurait sauvegardé sa personnalité et l'aurait rassurée sur les conséquences de l'annexion. On ne fera pas la politique nouvelle, dont l'Autriche a besoin, avec les maximes et les procédés de Metternich et de Bismarck. En essayant d'étouffer le mouvement national serbe qui s'est produit depuis quelques années en Bosnie, par suite des procédés vexatoires de la bureaucratie viennoise plus encore que par la propagande de Belgrade, le gouvernement de Vienne a oublié que les nationalités prennent conscience d'elles-mêmes par leurs élites et que les élites se forment par la persécution. Aujourd'hui, s'il ne se hâte pas de recourir à des procédés

tout différents, il aura créé, sur les marches méridionales de l'Empire, une *Slavia irredenta*, qu'il suffirait de quelques fautes encore pour rendre irréconciliable. La coercition et la force ne sauraient être ici d'aucun secours, au contraire. « Si l'on enterrait un désir slave sous une forteresse, il la ferait sauter » : il est curieusement significatif que ce mot de Joseph de Maistre, par lequel M. Moysset termine l'une de ses belles études sur la question de Pologne[1], nous puissions l'appliquer à la question de Bosnie.

Les deux provinces annexées ont été déclarées provisoirement : *terre d'Empire*, *Reichsland*, mais lorsqu'il s'agira de leur donner un statut définitif, les difficultés commenceront, et, aussi, quelle que soit la solution, les mécontentements. Les Hongrois, au premier jour, ont, pour la plupart, applaudi à l'annexion ; mais, en même temps, ils n'ont pas manqué de rappeler les droits historiques de la couronne de Saint-Etienne sur la Bosnie. Ils appréhendent un renforcement du groupe slave rattaché à la Cisleythanie; mais ils redoutent aussi un accroissement de la Croatie, qu'ils entendent tenir toujours étroitement liée à la Hongrie. Des quatre mots : *Dominium imperatoris et regis* qui définissent la situation actuelle de la Bosnie, les Magyars souhaitent qu'il n'en subsiste que deux : *Dominium regis;* — mais de quel roi ? Du roi de Hongrie qui porte en même temps la couronne de Croatie, répondent les Magyars. — Du roi de la Croatie autonome, personnalité fédérale dans l'Empire réorganisé, ripostent les Croates[2]. Aujour-

1. Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1908. Ces articles forment une partie du livre de M. Moysset cité ci-dessus, actuellement sous presse.

2. Au point de vue hongrois, voyez : *Das Rechtverhältnis Bosniens und der Herzegowina zu Ungarn*, par le Dr Franz von Komlóssy; Budapest, chez l'auteur, Vienne, Manz, 1909, in-8°. — Au point de vue croate : *Kroatien und dessen Beziehungen zu Bosnien*, par un député croate. Vienne, Carl Konegen, broch. in-12, 1909. — Article du

d'hui, la Hongrie, atteinte dans ses intérêts par le boycottage des marchandises austro-hongroises dans l'Empire ottoman, proteste avec énergie et demande que le Cabinet de Vienne fasse des concessions. La Chambre de commerce de Budapest s'est prononcée dans ce sens. Ainsi, par l'annexion de la Bosnie, les difficultés inhérentes au fonctionnement du dualisme austro-hongrois deviennent plus aiguës.

Des divisions nouvelles créées, des rancunes mal éteintes ravivées, les haines de race et les rivalités nationales ranimées, les relations extérieures de l'Empire troublées, la guerre menaçante, la conférence européenne ajournée, le péril, de local qu'il était, devenu européen, c'est jusqu'ici le résultat qu'a produit la « manière forte » dont s'est servi le baron d'Æhrenthal. Le mal est heureusement réparable; mais si le Cabinet de Vienne se laissait entraîner à la guerre, il en sortirait presque certainement victorieux, mais il préparerait à l'Autriche les pires difficultés; l'écrasement des deux petits Etats slaves serait long et difficile; il risquerait d'entraîner un conflit avec la Russie; mais surtout, il ameuterait contre l'Autriche cette force terrible, l'opinion; il soulèverait contre elle, au nom des peuples opprimés, tous ceux qui, en Europe, souhaitent de la voir démembrée comme Etat, humiliée comme puissance catholique et conservatrice.

IV

Dès le premier jour, l'acte du Cabinet de Vienne a

Dr Tresić Pavicić député au Reichsrat : *L'annessione della Bosnia-Erzegovina dal punto di vista croato;* dans l'*Italia all' Estero* du 5 juin 1909.

soulevé des réserves en Europe et de violentes protestations en Serbie et au Monténégro ; mais personne ne doutait que l'accord ne s'établît bientôt. Quelques semaines après, la situation devenait plus difficile. La résistance des Serbes et des Monténégrins a réveillé dans l'Empire les vieilles haines de races ; dans les milieux militaires et pangermanistes surtout, cette reprise du *Drang*, de la marche vers le Sud-Est, a ranimé les ambitions héréditaires, a surexcité l'animosité séculaire de l'Allemand contre le Slave. Puisque les Serbes, sans aucun droit, protestaient contre l'annexion de la Bosnie, l'occasion était bonne pour les réduire, une fois pour toutes, à merci. La politique du baron d'Æhrenthal, les mouvements de troupes en Bosnie et le long de la Save, encouragèrent ces tendances périlleuses. L'Europe, alarmée par ces manifestations d'un groupe peu nombreux, mais bruyant, crut voir tout à coup, derrière M. d'Æhrenthal, se dresser la silhouette gigantesque de Bismarck casqué, le bras tendu vers le Sud-Est, montrant à l'Autriche la route : « La manière dont l'Empire allemand s'est constitué montre le chemin par lequel l'Autriche peut arriver à une conciliation des intérêts politiques et matériels qui sont en présence entre la frontière orientale des populations de race roumaine et les bouches de Cattaro [1]. » *Stat magni nominis umbra!* Combien de temps l'ombre de cet homme pèsera-t-elle encore sur le monde ?

Un important journal militaire de Vienne, la *Danzer's Armee Zeitung*, a publié le 5 novembre 1908, sous le titre : « Les occasions perdues par notre politique balkanique », un curieux et significatif article où est définie toute la politique que, dans cer-

1. *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 252. En prenant cette périphrase pour désigner la péninsule balkanique, Bismarck englobe dans la confédération dont il trace ainsi les limites, la Bessarabie qui appartient aux Russes mais qui est peuplée de Roumains.

tains milieux, on souhaiterait que l'Autriche adoptât. En voici le résumé substantiel :

« ... Abstraction faite de l'Italie et des États balkaniques, il ne reste, parmi nos adversaires, que l'Angleterre et la Russie qui n'ont pas la force nécessaire pour prononcer le mot décisif : l'Angleterre, parce qu'elle redoute l'Allemagne et n'ose pas envoyer beaucoup de bateaux dans la Méditerranée ; la Russie, parce qu'elle connaît l'antipathie de son peuple pour la guerre et la faiblesse de son armée, et parce qu'elle redoute une révolution intérieure en cas de guerre. La France n'a pas d'intérêts dans les Balkans ; elle préfère conserver de bons rapports avec ses deux voisins de l'Est que de tirer les marrons du feu pour deux amis plus faibles et moins sûrs. Soyons donc rassurés du côté de la Russie et de l'Angleterre... « Les chiens qui aboient beaucoup ne mordent guère », dit le proverbe... L'Italie compte très peu...

« L'Autriche a laissé passer l'occasion ; au moment où ses monitors se sont approchés de Belgrade, elle aurait dû mettre la main sur la ville ; l'ennemi, qui n'était pas préparé à la guerre, aurait été rapidement battu. A notre grand regret, notre diplomatie a été tellement embarrassée par son premier pas qu'elle n'a point osé en faire un second. Au point de vue militaire, l'état-major est injustifiable de n'avoir pas eu recours rapidement aux moyens extrêmes. Le conflit avec la Serbie et le Monténégro est inévitable ; plus tard il se produira, plus cher il nous coûtera en matériel et en hommes. L'armée serbe s'organise avec le temps ; elle a maintenant ses canons du Creusot presque au complet... L'Italie est notre alliée, mais elle prépare la guerre contre nous... Nous n'osons pas marcher en avant, et nous ne pouvons pas déposer les armes avant d'avoir obtenu l'hégémonie dans les Balkans et d'en avoir éloigné l'influence des autres puissances. Pour

cela nous avons absolument besoin de l'alliance de la Turquie; notre diplomatie a commis une faute en ne travaillant pas à se l'assurer. Nous l'obtiendrions plus facilement si nous étions ses voisins sur un front plus large; nous pourrions l'aider à remettre l'ordre en Macédoine. Pour cela, il est indispensable que la Serbie et le Monténégro disparaissent; non seulement nous ne pouvons éviter un conflit avec ces deux pays, mais nous devons le désirer et le provoquer. L'égoïsme extrême obtient seul, en politique, de grands résultats; celui qui ose, gagne...

« Contre l'Italie, nous pouvons lancer l'Abyssinie, et lui susciter des embarras intérieurs. Contre l'Angleterre, nous pourrions nous servir des Indes et de l'Égypte, et, d'accord avec la Turquie, provoquer un mouvement musulman. Il y a peu de temps, la Perse nous a demandé notre appui contre la Russie; nous pouvons encore agir sur les musulmans du Caucase et du Turkestan, sur les Polonais et les Petits-Russiens. Et surtout nous pourrions contribuer à la reprise de l'action révolutionnaire et du régime des bombes. Il est temps que notre politique cesse de vivre au jour le jour et qu'elle commence à envisager les grands desseins qui assureront le développement de la monarchie. Le premier de ceux-ci est l'hégémonie dans les Balkans; quand nous l'aurons obtenue, viendra la marche vers l'Orient par laquelle nous assimilerons les peuples slaves, après que nous serons devenus la grande Autriche fédérale. »

Ces chimères mégalomanes sont très loin d'être les vues de l'Empereur et du gouvernement; elles sont cependant caractéristiques des tendances de certains groupes; elles enveniment les rapports de Vienne avec Pétersbourg et blessent au vif l'opinion russe.

Si une grande puissance est particulièrement fondée à se plaindre que l'Autriche et la Bulgarie aient cru

pouvoir, de leur propre initiative, réviser le traité de Berlin, c'est la Russie. En 1897, elle s'était mise d'accord avec l'Autriche pour maintenir le *statu quo* dans les Balkans; la Russie étant occupée en Extrême-Orient, c'était l'influence autrichienne qui bénéficiait de cette situation; ce fut cependant le baron d'Æhrenthal qui, le 27 janvier 1908, rompit le pacte en annonçant la reprise de la politique d'action autrichienne dans la péninsule. M. Isvolski en conçut un vif dépit. Mais du moins la Russie, affranchie de l'entente de 1897, allait pouvoir reprendre sa politique traditionnelle d'influence et de protection dans les petits États slaves, d'autant mieux que les fêtes de Chipka et de Sofia semblaient avoir définitivement scellé sa réconciliation avec la Bulgarie. Lorsque, le 15 septembre 1908, M. Isvolski rencontra le baron d'Æhrenthal au château de Buchlau, chez le comte Berchtold, les deux ministres s'entretinrent avec confiance; prenant en main le texte du traité de Berlin, ils en lurent tous les articles, et une conversation académique s'engagea sur les modifications éventuelles qu'il pourrait devenir opportun d'y apporter. C'est ainsi que M. d'Æhrenthal se persuada qu'il avait informé son collègue des projets qu'il allait mettre à exécution. La Bosnie incorporée à l'Autriche, c'est la conséquence logique des prémisses posées à Reichstadt en 1876 et à Berlin en 1878; la Russie n'a jamais consenti explicitement à l'annexion, mais l'acte de Reichstadt peut être interprété comme impliquant qu'elle s'en remet à l'Autriche du sort de la Bosnie. Donc, ici, c'est moins la matérialité des faits qui a blessé le gouvernement et le peuple russe que la manière dont ils ont été réalisés.

En même temps que l'annexion de la Bosnie, la Russie apprenait que la Bulgarie proclamait son indépendance et que le prince Ferdinand prenait le titre de tsar des Bulgares. La visite du prince à François-

Joseph, en Hongrie, quelques jours avant la proclamation de l'indépendance, la réception particulièrement flatteuse et distinguée qu'il reçut du vieil empereur, les honneurs royaux rendus, la cordialité des paroles échangées, étaient assez significatifs par eux-mêmes pour que le prince les interprétât comme un encouragement à ses desseins et pour qu'un accord formel ne fût pas nécessaire. L'absence probable de signatures échangées permet aux Cabinets de Vienne et de Sofia de soutenir qu'il n'y a eu, dans leur double initiative, qu'une coïncidence; mais les faits parlent assez haut pour que le gouvernement et l'opinion russes aient conclu à une entente. Nicolas II et son peuple en ont été péniblement affectés Il n'existait, naguère encore, dans le monde slave, qu'un seul Tsar, héritier du nom et candidat au trône des Césars de Byzance; il y en a maintenant deux. Les vieilles annales racontent que les chefs des anciens « boulgres » se nommaient tsars et d'ailleurs, paraît-il, le mot « roi » n'existe pas dans la langue bulgare; mais les Russes qui, en cette affaire, ne s'embarrassent ni d'histoire ni de philologie, pardonneront difficilement son titre au nouveau souverain. Il faut souhaiter cependant que la Russie oublie ses griefs, même légitimes; elle a, pour la Bulgarie, des indulgences de mère, et les Bulgares, enfants émancipés, restent de cœur fidèles à la grande libératrice. L'entente avec Vienne ne peut être que la politique d'un jour; l'intérêt de la Bulgarie est aujourd'hui du côté de la Russie, pour faire obstacle à une descente autrichienne en Macédoine.

La réouverture de la crise balkanique a scellé l'amitié nouvelle de la Russie et de l'Angleterre; elle consoliderait, s'il en était besoin, l'alliance franco-russe ; enfin elle a rapproché, dans un geste commun de parade contre l'offensive autrichienne, la Russie et l'Italie. La Triple-Alliance se trouve donc, elle aussi, affectée par

les événements d'Orient. Lorsque Andrassy a lié partie avec Bismarck, le traité qu'il a signé était dirigé non pas contre la France, mais contre la Russie[1]; si l'Autriche garantit à l'Allemagne les bénéfices du traité de Francfort, l'Allemagne garantit à l'Autriche les bénéfices du traité de Berlin. L'Italie, ayant adhéré à l'alliance conclue par Andrassy et Bismarck, a pris les mêmes engagements; mais il paraît certain qu'aujourd'hui une guerre entre la Russie et l'Autriche ne trouverait pas les armes de l'Italie du côté de son alliée. Il y a donc, ici encore, quelque chose de changé.

Que la Russie et l'Autriche fassent partie d'alliances et d'ententes adverses, c'est ce qui donnait tant de prix à l'accord établi entre elles en 1897 et renouvelé à Mürzsteg. L'entente austro-russe était, entre la Triplice et la Duplice, la voie naturelle ouverte à d'utiles rapprochements, à des conversations nécessaires. La rupture de cette entente peut avoir les plus graves conséquences. Si l'Autriche-Hongrie se contente de suivre, à l'intérieur de ses frontières, une politique plus « slave », on peut espérer qu'un rapprochement avec la Russie redeviendra possible; mais, si elle cherche à prendre, en face de la Russie, le patronage des Slaves du Balkan, la guerre deviendra inévitable. Or les savantes combinaisons de contre-assurances et de contrepoids, si efficaces pour le maintien de la paix, deviennent, une fois la guerre commencée sur un point, l'engrenage fatal qui y précipite tous les peuples. Qu'un

(1) Andrassy, en 1880, écrivait au prince Carol de Roumanie : « Cette alliance sera durable et solide parce qu'elle ne va pas plus loin que les intérêts réciproques ne l'exigent et qu'elle ne les dépasse pas de l'épaisseur d'un cheveu, parce qu'elle n'impose à aucune des deux parties un sacrifice qui sorte des bornes de ses propres intérêts. Elle se limite à une défense naturelle contre un danger naturel. Elle a pour but suprême de réunir les deux États contre une attaque qui viendrait du côté de la Russie. » Cité dans le livre du baron Jean de Witte : *Quinze ans d'histoire* (1866-1881), *d'après les mémoires du roi de Roumanie et les témoignages contemporains* (Plon, 1905, in-8°, page 428).

conflit vienne à éclater entre la Serbie et le Monténégro d'une part et l'Autriche de l'autre, et que la pression de l'opinion publique y entraîne la Russie, voilà le feu mis à l'Europe : la Triple-Alliance oblige l'Allemagne à seconder son alliée; son entrée en lice entraîne la nôtre par le jeu automatique de la Double Alliance; l'Angleterre suit. Il n'y aurait peut-être, dans toute l'Europe, à rester spectateurs de l'effroyable mêlée, que l'Espagne et le Portugal, la Suède et la Norvège!

Le péril est si réel et si sérieux que le gouvernement de Berlin a fait entendre à Vienne des paroles d'apaisement, des conseils de prudence. La violente irritation de l'opinion italienne est, pour l'Allemagne, dans les circonstances difficiles qu'elle traverse, un sujet d'inquiétude. Elle appréhende aussi de se trouver dans l'obligation de soutenir l'Autriche son alliée, contre la Turquie son amie. Entre Vienne et Pétersbourg, Vienne et Constantinople, Vienne et le Quirinal, il est vraisemblable que les ambassadeurs de Guillaume II travaillent dans le sens de la paix et de la conciliation. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'ils se rencontrent, dans ce rôle, avec les nôtres.

Quand l'Europe apprit l'annexion de la Bosnie et la proclamation de l'indépendance bulgare, l'opinion italienne s'émut. Toute modification de l'équilibre Adriatique alarme directement les intérêts et les ambitions du royaume. Avec le Monténégro et avec la Serbie, il est lié par des alliances dynastiques, il entretient des relations d'amitié et il travaille à faire aboutir le projet de chemin de fer du Danube à l'Adriatique. M. Tittoni se hâta de rassurer l'opinion : dans son entrevue avec M. d'Æhrenthal à Salzbourg, le 4 septembre, il avait été averti de ce qui allait se passer; l'Italie n'avait pas à s'alarmer; elle aurait sa part. Mais quand on sut que les satisfactions obtenues consistaient dans l'abrogation

de l'article 29 du traité de Berlin concernant Antivari qui intéresse surtout le Monténégro, ce fut, dans le public, une déception d'autant plus vive que, soit en Tripolitaine, soit en Albanie, les Italiens ont des vues sur certains morceaux de l'Empire ottoman. Nos voisins ont compris à temps que l'heure n'était pas à une politique de « compensations »; mais il est resté, dans l'opinion publique, le sentiment d'une déconvenue qui a ravivé les vieilles passions anti-autrichiennes et qui s'est traduit, dans la rue, par les violentes manifestations de Rome et, au Parlement, par le discours de M. Fortis.

A ne regarder que le texte du traité de Berlin, il semblerait que la Turquie surtout, et même que la Turquie seule, eût subi un dommage du fait de l'Autriche et du fait de la Bulgarie. En réalité, il en va tout autrement. La Turquie, pratiquement, n'a pas perdu de territoire. La Bosnie-Herzégovine, aussi bien que la Bulgarie et la Roumélie orientale, lui avaient échappé depuis longtemps sans espoir de retour. Au contraire, elle recouvre la pleine possession du sandjak de Novi-Bazar sur lequel pesaient de lourdes hypothèques autrichiennes. Cet abandon des droits de l'Autriche est de nature à consoler les « Jeunes-Turcs » de l'échec moral qu'ils ont subi par le fait que leur succès a été le signal d'un démembrement nouveau de l'Empire; s'ils n'avaient pas mérité les sympathies de l'Europe, l'Autriche ne se serait pas mise en peine de leur donner dès l'abord une satisfaction. La liquidation du passé était la première des opérations qui incombaient au nouveau régime; au point de vue territorial, elle est faite : les « Jeunes-Turcs » n'ont pas à le regretter. Les principes qu'ils ont fait triompher comportent des applications dans la question des nationalités; la Turquie libérale ne peut pas imposer son joug, par la force, à ses anciennes provinces devenues

indépendantes. On ne saurait être « Jeune-Turc » et raisonner comme un janissaire. Le dommage matériel, rachat du chemin de fer, tribut de la Roumélie orientale, part contributive de la Bosnie à la dette de l'Empire, peut être sans grande difficulté évalué en argent. On peut déjà prévoir un accord entre Sofia et Constantinople. Le « boycottage » des marchandises austro-hongroises dans l'Empire ottoman est la conséquence des procédés employés par le Cabinet de Vienne pour réaliser l'annexion; mais les Turcs ont le plus grand intérêt à mettre fin le plus tôt possible à cet état de trouble qui pourrait devenir dangereux pour eux et qui les empêche de se livrer en paix à leur tâche la plus urgente, la réorganisation interne du pays.

Une Autriche-Hongrie forte, tranquille à l'intérieur, poursuivant dans la paix son évolution démocratique, non seulement ne saurait porter ombrage à la France, mais elle lui apparaît comme un élément nécessaire de stabilité et d'équilibre. Nous n'avons pas, avec l'Autriche, de graves divergences d'intérêts ; nous ne sommes voisins nulle part; nous savons que si l'Autriche fait partie d'une combinaison politique et militaire dont l'un des fronts est tourné contre la France, elle s'efforcera de ne pas se trouver dans le cas de marcher contre nous. En ces dernières années elle a joué en Europe, — notamment à Algésiras, — un rôle utile de médiation et de conciliation. Nos rapports avec elle sont des meilleurs, et nous avons à cœur de les maintenir tels; nos sympathies n'ont pas fait défaut à l'Autriche d'hier, elles ne manqueront pas d'aller à l'Autriche de demain. Le président Fallières a été des premiers à répondre en termes cordiaux à la lettre de l'empereur François-Joseph. La France, en effet, reconnaît que, après trente ans d'occupation, l'annexion n'aurait pas paru choquante si le baron d'Æhrenthal n'avait pas oublié qu'en toutes choses il y a « la manière » ;

elle pense aussi que l'Europe peut ratifier le fait accompli, si l'Autriche veut bien admettre qu'il y a eu des droits lésés, des intérêts alarmés, des espérances trompées, des susceptibilités blessées et que, pour tout cela, il y a quelques concessions de fond et de forme à faire. Vis-à-vis des Etats slaves du Balkan, la France a aussi des traditions de sympathie qu'elle ne peut pas oublier; ses principes démocratiques et son histoire l'obligent à ne pas rester sourde aux plaintes des nationalités qui se tournent vers elle comme vers le pays de la Révolution émancipatrice. Une politique qui renouvellerait, avec un succès plus durable, les tentatives du baron Banffy et du comte Badeni pour donner aux Slaves une plus grande place dans le gouvernement de l'Empire austro-hongrois, ne saurait manquer de trouver chez nous un bon accueil. Il n'en serait pas de même d'une politique qui, à l'extérieur de l'Empire, chercherait à prendre le patronage et l'hégémonie des Slaves, qui se mettrait par conséquent en opposition directe avec la Russie et s'engagerait à fond dans la direction de la Macédoine et de Salonique. La France ne pourrait voir avec sympathie une Autriche qui serait l'ennemie à la fois de la Russie, de l'Italie, des Turcs et des Slaves du Balkan! La Méditerranée a, de tout temps, exercé sa séduction sur l'Autriche; mais l'attrait du Sud lui a été souvent fatal; elle a payé sa politique en Italie de sa prépondérance en Allemagne. La descente vers Salonique est, pour elle, le plus dangereux des pièges : expansion au Sud, pour l'Autriche, égale péril au Nord. L'Autriche-Hongrie, Etat fédéral, ne saurait être un Etat conquérant. Pour nous, chaque fois que nous la verrons tentée de mordre à l'appât que l'astuce de Bismarck a posé devant son ambition, nous lui répéterons, de toute la force de notre sympathie et de notre désintéressement, le cri d'alarme du vieil Horace : « Evite les flots qui baignent les lumineuses Cyclades! »

V

Une conférence européenne doit se réunir pour délibérer sur les modifications apportées au traité de Berlin par la double usurpation de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie. Mais, si elle ouvre ses séances, c'est que l'accord se sera fait et que le programme sera fixé. Convoquée aussitôt après l'événement, elle aurait pu se contenter de sauvegarder les principes en enregistrant, avec les réserves de droit, le fait accompli. Elle ne le peut plus aujourd'hui ; les négociations pour établir le programme se sont heurtées à l'antinomie que nous avons essayé de décrire entre le point de vue autrichien et le point de vue serbe. C'est cette dangereuse antinomie, qui trouble en ce moment toute la politique européenne, qu'il faudrait résoudre ou du moins atténuer. Pourrait-on y parvenir et par quels moyens ?

Et d'abord, il faut espérer que l'on ne suivra pas les détestables errements du Congrès de Berlin, que les petits Etats intéressés seront entendus à la Conférence, et que l'on ne décidera pas, sans eux, de leurs propres intérêts. Il appartient à la France de défendre une cause si juste.

En second lieu, la Conférence ne s'occupera que des deux points mis en cause par l'initiative de la Bulgarie et de l'Autriche, et ainsi l'Europe ne risquera pas de voir reparaître le jeu des « compensations », et, sous prétexte de sauvegarder les droit de l'Empire ottoman, d'aboutir à un nouveau partage. Ç'a été l'erreur de M. Isvolski, dans les premiers jours, de rechercher des compensations pour la Russie ; chacun voulut avoir les siennes, et si l'on n'eût mis promptement le holà, la curée de l'Empire ottoman recommençait. La question

des Détroits, celle de Crète, pourront faire l'objet d'accords séparés; il est préférable qu'elles ne soient pas introduites à la Conférence.

Celle-ci s'en tiendra donc aux difficultés soulevées par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la déclaration d'indépendance de la Bulgarie et la question des Chemins de fer orientaux. Il pourra être entendu d'avance, entre les principaux intéressés, que la discussion aboutira à la reconnaissance du fait accompli, mais il est impossible d'admettre que la Conférence n'ait pas la faculté d'en délibérer. Le différend actuel entre Pétersbourg et Vienne porte, dit-on, sur le désir de l'Autriche que l'annexion soit considérée comme acquise avant tout débat; on voudra sans doute se souvenir, au Ballplatz, qu'à la première séance du Congrès de Berlin, Bismarck déposa, sur la table du Congrès, le texte intégral du traité de San Stefano pour être soumis aux critiques et aux amendements de la haute assemblée.

Il est notoire que la Bosnie-Herzégovine ne souhaite pas redevenir turque; il est certain que l'Autriche n'admettrait pas qu'elle devînt Serbe ou Monténégrine. Elle ne peut donc que rester autrichienne. Mais l'intérêt de l'Autriche-Hongrie, si elle ne veut pas créer sur son flanc méridional « une nouvelle Pologne », est de lui accorder sans délai un statut constitutionnel avec une certaine autonomie administrative et de lui donner des garanties contre un régime qui gouvernerait dans l'intérêt unique de la minorité catholique ou de la colonisation germanique, au détriment de la grande majorité orthodoxe et musulmane[1]. Il n'y aurait rien d'humiliant pour l'Autriche à déclarer à la Conférence qu'elle est résolue à le faire. Elle pourrait aussi s'en rapporter aux puissances pour fixer la part de la dette ottomane qui revient à la Bosnie.

1 Orthodoxes : 43 pour 100 (760.000); — musulmans : 35 pour 100 (590.000); — catholiques : 21,30 pour 100 (360.000).

A la Serbie, il pourrait être entendu que l'on donnerait une place dans la Commission du Danube, que les puissances lui faciliteraient financièrement la construction du chemin de fer destiné à la relier avec le Monténégro et avec la mer : la ligne aboutirait au point choisi par elle, d'accord avec le Monténégro ; l'Autriche lui en garantirait par traité le libre usage. Le Monténégro obtiendrait l'abrogation de l'article 29 du traité de Berlin concernant Antivari ; l'Autriche pourrait lui céder la commune de Spizza qui domine Antivari, ou du moins s'engager à la considérer comme neutre et à n'y pas élever de fortifications.

L'Autriche a retiré ses garnisons du sandjak de Novi-Bazar. Il serait très rassurant pour l'Europe de l'entendre déclarer que ce retrait signifie que l'annexion de la Bosnie est une liquidation du passé, non un nouveau pas vers l'avenir sur la route de la Macédoine. On a vu l'importance qu'auraient de pareilles assurances, données par le souverain universellement respecté qu'est l'empereur François-Joseph, pour la paix générale et pour le bon accord entre l'Autriche et la Russie. Les Serbes suggèrent qu'en leur donnant une bande de territoire bosniaque qui les relierait au Monténégro, l'Autriche manifesterait sa résolution de renoncer à la marche vers Salonique. Nous croyons, pour notre part, que l'Autriche consentira difficilement à une cession de territoire et que l'on s'engagerait par là dans la voie dangereuse des partages et des solutions provisoires. Si la Serbie et le Monténégro obtiennent satisfaction quant au statut futur de la Bosnie, c'est là, pour eux, s'ils n'ont vraiment en vue que l'intérêt de leurs frères serbes, l'essentiel ; c'est la solution qui laisse les voies ouvertes à l'avenir.

La question bulgare est plus facile à résoudre. Le prince Ferdinand, en proclamant l'indépendance de son pays et en prenant le titre de tsar, a été soutenu par

l'approbation enthousiaste de tous les Bulgares, même de ceux qui vivent en dehors des frontières du royaume. L'Europe rendra justice à un peuple énergique, travailleur et brave en sanctionnant son indépendance et en reconnaissant la couronne royale à son souverain. Quant à la capitalisation du tribut de la Roumélie et au rachat de la ligne des Chemins de fer orientaux, ce sont questions d'argent, marchandages à débattre, non problèmes vitaux.

Si les négociations actuellement engagées et la Conférence aboutissaient à ces conclusions, les diplomates pourraient écrire, comme Louis XVIII à Talleyrand le 26 novembre 1814, mais avec plus de vérité : « Je vois pour la première fois surnager des idées de justice. » Mais il resterait à éviter, pour l'avenir, le retour de pareilles crises en profitant des enseignements que nous apporte celle-ci. Voici, croyons-nous, le plus essentiel.

Trente ans de crises européennes, de solutions bâtardes, provisoires et injustes sont sortis du Congrès de Berlin ; c'est donc que la méthode et les principes qui en ont inspiré les délibérations étaient mauvais : la méthode, c'était celle de la Sainte-Alliance, et les principes, ceux de Bismarck. Dans l'Europe d'aujourd'hui, le temps d'une pareille politique est passé. Il serait intéressant que, de la future Conférence, commençât à se dégager la formule d'une politique nouvelle, plus soucieuse des vœux, des droits et du bonheur des peuples. La première application devrait en être celle-ci : les affaires des Balkans seraient traitées par les pays balkaniques ; ils formeraient une sorte de confédération où la Turquie régénérée trouverait sa place et qui serait assez forte pour résister à toutes les ambitions étrangères, aussi bien à la descente russe qu'à la poussée autrichienne. La résistance inattendue que l'Autriche-Hongrie a rencontrée dans l'annexion de la Bosnie sera pour elle une très utile expérience : elle

lui prouvera, au moment où elle entre dans les voies d'une politique nouvelle et à la veille d'un nouveau règne, que la force souveraine des temps actuels, ce n'est ni la subtilité des diplomates, ni la pérennité routinière des bureaucraties, ni même la puissance des baïonnettes : c'est, en dernier ressort, la volonté des peuples.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE EUROPÉENNE

ET

L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE[1]

SOMMAIRE. — Crise européenne à propos de l'annexion de la Bosnie.

I. — Caractère général de la crise. — Double série de difficultés. — Les engagements antérieurs de la Russie. — Les engagements de l'Autriche.

II. — La Russie, la France et l'Angleterre demandent la réunion d'une conférence. — Obstacles à cette réunion : la question serbe. — Tournée de M. Milovanovitch en Europe ; M. Pachitch à Pétersbourg. — Échec de la conférence. — La question bulgare ; intervention de la France. — Discours de M. Milovanovitch et ordre du jour de la Skoupchtina. — Entente austro-turque. — Entente turco-bulgare ménagée par la Russie.

III. — Aspect nouveau de la crise. — Tentatives de solution ; intervention française. — La démarche du comte Forgasch. — Tactique de M. Milovanovitch. — Menaces de guerre. — Intervention de l'Allemagne. — Fin de la crise.

IV. — Congratulations tripliciennes. — Les *Dreadnought* autrichiens. — Succès allemand. — Allemagne et Russie. — Profits et pertes de l'Autriche-Hongrie. — Périls, pour elle, de la politique balkanique. — L'Italie.

V. — Profits et pertes de la Russie. — Rôle de l'Angleterre ; de la France. — Ferdinand de Bulgarie roi. — Profits et pertes de la Serbie. — Conclusion.

Post-Scriptum. — Fautes de la Triple-Entente. — Le Tsar à Racconigi. — L'Allemagne cherche à regagner les sympathies russes. — Entrevue de Potsdam. — Succès diplomatique de la Russie. — Détente générale. — Potsdam clôt définitivement la crise de Bosnie. — L'Europe et l'affaire du Maroc.

1. Ce chapitre a été écrit après la fin de la crise bosniaque et a paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 15 juin 1909.

Comment l'initiative simultanée du gouvernement austro-hongrois et du gouvernement bulgare, les 4 et 5 octobre 1908, a jeté l'Europe dans la crise dont elle vient à peine de sortir, nous l'avons raconté dans le chapitre précédent. Dans celui-ci, nous essayerons, la bataille terminée, d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble les phases successives de la campagne et d'en apprécier les résultats[1].

Le comte Schouvaloff, dont on sait le rôle au Congrès de Berlin, écrivait en juillet 1882 : « Je ne me serais jamais imaginé que les difficultés que l'Autriche rencontre en Bosnie-Herzégovine soient aussi considérables. Le plus mauvais, dans cette cession de territoire, c'est que, dans ma profonde conviction, elle menace dans l'avenir la paix de l'Europe. C'est de là que partira un jour la fusée qui mettra le feu aux poudres. Ce sera le brandon qui décidera la question slave[2]... » L'Europe a pu croire un moment que la prédiction du grand diplomate russe allait se réaliser intégralement; la question slave a été posée ; peu s'en est fallu que la fusée n'atteignît les poudres. La question d'Orient, qui met en jeu tant d'intérêts, est la pierre de touche des combinaisons d'alliances et d'ententes européennes : le moindre déplacement de l'équilibre balkanique a ses répercussions dans la politique de tous les grands États. Engagé à propos de la Bosnie, le conflit diplomatique n'a pas tardé à s'amplifier en une lutte pour l'hégémonie et, par la force des circonstances plus encore que par la

1. Pour la succession des faits, voyez, pour l'année 1908 : *Une année de politique extérieure*, par René Moulin et Serge de Messin, préface de M. Paul Deschanel. (Plon, 1909, in-16,) et pour 1909, *la Vie politique orientale en 1909*, par le Dr Georges Samné et Y. M. Goblet. Editions de la « Correspondance d'Orient », 1910, 1 vol. in-8°. Voir chronologie des faits, p. 245.

2. Cité par M. Charles Printa, *La Bosnie et l'Herzégovine devant la future conférence*, dans *Questions diplomatiques et coloniales*, 16 février 1909, p. 252.

volonté des hommes, il a mis aux prises les groupements rivaux qui se partagent l'Europe et qui cherchent à y exercer une influence prépondérante. Nous avons vu comment l'Europe était entrée dans la crise : voyons comment elle en est sortie. L'histoire d'une telle bataille diplomatique, ses grandes phases, ses incidents marquants, ses résultats pour chacun des combattants, c'est ce que nous voudrions exposer.

I

« Napoléon arrive ; il est dans l'air ! » s'écriaient les généraux de la Coalition, lorsque, à l'activité des troupes françaises, à la précision de leurs mouvements, ils reconnaissaient la présence d'une volonté souveraine et ordonnatrice. « Bismarck est dans le jeu, il tient les fils, il inspire les diplomates et prépare les événements », c'est, quand on étudie l'histoire de la grande crise qui, de 1875 à 1878, a si rudement secoué et troublé l'Europe, la réflexion qui s'impose à l'esprit. La continuité dans les desseins, la coordination dans les actes, la prévision lointaine, conséquence de la vision précise des réalités et de l'évaluation exacte des forces, c'est, dans l'histoire, la marque des grands maîtres de la guerre ou de la politique. Rien de tel n'apparaît dans l'histoire de la crise balkanique qui vient de s'achever ; dans la complexité des négociations, si l'on cherche un fil conducteur, on ne le trouve pas, ou l'on en trouve plusieurs, qui s'enchevêtrent. La politique se fait au jour le jour, sans plan, sans méthode, sans grandes vues : les événements conduisent les hommes, et non les hommes les événements.

Il est permis, tout en rendant hommage à ses capa-

cités très distinguées, de se demander si le baron d'Æhrenthal, lorsque la révolution turque le décida à transformer en annexion l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, avait prévu les obstacles qu'il allait rencontrer et soupçonné toutes les conséquences de son initiative, ou si, au contraire, il ne crut pas se trouver en présence d'une opération très simple, d'un changement plus nominal que réel, qui n'offusquerait personne et ne modifierait en rien l'équilibre européen. L'émotion soulevée dans le monde slave, l'irritation violente de l'opinion russe, l'opposition de M. Isvolski, la résistance audacieuse de la Serbie et du Monténégro, le nationalisme intransigeant des Jeunes-Turcs et la campagne du boycottage, ont surpris le gouvernement austro-hongrois qui comptait, pour réaliser sans obstacle ses desseins, sur les embarras du nouveau régime turc et, en Russie, sur la sympathie du ministre des Affaires étrangères et sur la réorganisation incomplète de l'armée.

M. Isvolski, lui aussi, a eu des surprises. Lorsque le baron d'Æhrenthal, à l'entrevue de Buchlau, fit part à son collègue dans « une conversation académique » et, sans préciser la date, de son intention d'annexer la Bosnie en même temps qu'il renoncerait à ses droits sur le sandjak de Novi-Bazar, le ministre russe, semble-t-il, fut surtout frappé des avantages que la Russie et l'Europe trouveraient à une combinaison qui créerait, dans le Balkan occidental, une situation définitive. Il vit l'Autriche posant elle-même une borne à son expansion balkanique et renonçant à cette « politique des chemins de fer » qui avait, quelques mois auparavant, si fort alarmé la Russie ; il crut que son pays pourrait trouver, dans la combinaison, des avantages compensateurs ; mais il ne prévit ni le déchaînement de la presse et de l'opinion russe et slave, ni l'opposition des grandes puissances au nom des traités violés, ni les revendications ardentes des Jeunes-Turcs. De ces sur-

prises et de ces incertitudes du début, résulta un certain flottement, une certaine hésitation dans les décisions à prendre et dans les méthodes à suivre; on laissa s'aggraver une situation qui aurait pu être résolue beaucoup plus tôt. Heureusement, chaque fois que le feu a paru sur le point de s'allumer, les pompiers sont accourus, toujours empressés, mais parfois maladroits; il convient pourtant de leur savoir gré d'avoir réussi, pour quelque temps, à noyer sous des formules diplomatiques les matières inflammables qu'ils avaient imprudemment laissées s'accumuler.

De ces grandes passes d'armes européennes, les questions de personnes ne sont jamais absentes. Schouvaloff a raconté, dans ses *Mémoires*, comment les dispositions de Bismarck à l'égard de la Russie, en 1878, subirent le contre-coup de ses rancunes contre Gortschakoff : « Tout est changé, s'écria Bismarck en apprenant que le vieux chancelier serait le premier plénipotentiaire russe au Congrès, je ne permettrai pas au prince Gortschakoff de monter une seconde fois sur mes épaules pour s'en faire un piédestal[1]. » Dans les événements de 1908-1909, les questions de personnes semblent, à certains moments, passer au premier plan; elles ont certainement contribué à envenimer le différend et à prolonger le conflit. Il serait téméraire, en si délicate matière, de rien préciser, mais il serait naïf de ne chercher, en politique, que des grandes vues et des pensées élevées; il y a place pour des sentiments moins nobles, des mobiles plus mesquins. Sans y insister, il fallait noter ce trait de la physionomie de la crise de Bosnie : elle n'a pas grande allure; l'escrime des adversaires n'est pas très franche, pas très dégagée; ils font blanc de leur épée, mais ils ne s'engagent pas à

1. Cité par M. Hanotaux, dans le tome IV de son *Histoire de la France contemporaine*, p. 343.

fond et, dès que la résistance devient sérieuse, ils rompent. On ne s'est pas battu, on s'est tâté.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie mettait l'Europe en présence de deux séries de difficultés de nature différente ; les unes relevaient du vieux droit des gens, de ce que l'on appelait jadis la « politique des Cabinets. » les autres appartenaient à la « politique des peuples. » Les premières résultaient de la violation, par l'initiative de l'une des parties contractantes, d'un traité délibéré et signé, en un Congrès solennel, par sept grandes puissances. De ces sept puissances, l'une, la Turquie, subissait un préjudice matériel, puisqu'elle perdait la souveraineté, plus nominale, il est vrai, qu'effective, d'une grande province ; les autres (Allemagne, Angleterre, France, Italie, Russie) ne pouvaient intervenir qu'au nom du respect dû aux traités et des égards que les signataires d'un acte diplomatique aussi important sont tenus d'avoir les uns vis-à-vis des autres. De plus, ces puissances étaient moralement engagées envers la Turquie à ne pas tolérer l'aggravation sans compensation d'un traité dont, en 1878, elles lui avaient imposé l'acceptation. L'indépendance de la Bulgarie et la proclamation du prince Ferdinand comme tsar des Bulgares soulevaient une difficulté de même nature : les traités étaient violés, la Turquie était frustrée d'une souveraineté nominale. Les deux questions pouvaient donc se résoudre en même temps, par la même procédure.

La seconde série de difficultés naissait de la protestation de la Serbie et du Monténégro et du mouvement d'opinion qui soulevait ces deux pays contre l'annexion de la Bosnie ; elle venait compliquer et envenimer la première. Nous avons, dans le chapitre précédent, exposé le point de vue serbe ; nous n'y reviendrons pas. Dès le 7 octobre, M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie, dans une note aux puissances,

protestait, au nom du droit des peuples et des nationalités, contre la violence faite aux frères serbes de Bosnie et d'Herzégovine et, exposant le préjudice matériel et moral fait à la nation serbe par la ruine de ses espérances et la fermeture de ses débouchés ; il demandait à la justice de l'Europe, ou de s'opposer à l'annexion, ou d'obtenir, pour la Serbie, des compensations. Les revendications serbo-monténégrines soulevaient des questions d'une nature extra-juridique ; elles portaient le débat sur le terrain des nationalités ; ni la Serbie, ni le Monténégro n'étaient parties contractantes au traité de Berlin dont ils avaient subi les clauses sans être admis à les discuter. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, — si sacré qu'on puisse d'ailleurs le considérer, — n'est écrit nulle part dans le droit public ; il n'est pas matière à discussion dans les Congrès et, jusqu'ici, les gouvernements ne l'ont invoqué qu'en de rares circonstances, lorsqu'ils étaient certains de pouvoir appuyer sur la force l'incertitude de leurs arguments de droit. Toute la complexité, toute la dangereuse acuité de la crise est faite du mélange, de la confusion de ces deux catégories de question, la question européenne d'une part, la question austro-serbe de l'autre. La question bosniaque n'était pas grave en elle-même ; elle l'est devenue parce qu'elle a été l'occasion d'une crise européenne : c'est l'affaire de Bosnie qui a donné à cette crise sa forme extérieure, son cadre ; elle est devenue le champ de bataille où se sont mesurés les deux groupes rivaux de puissances qui se partagent l'Europe. Les événements locaux sont, pour ainsi dire, l'aliment qui entretient le conflit général, et c'est de là que des incidents imprévus peuvent surgir ; l'Europe, pendant six mois, est à la merci d'un coup de tête serbe ou monténégrin ; toute la sagesse pacifique des diplomates est impuissante à prévenir les conséquences d'un combat d'avant-postes, du coup de main d'une bande.

De là, dans un conflit où personne, en définitive, ne veut aboutir à la guerre, un élément d'imprévu qui en modifie parfois les aspects et en dramatise les péripéties.

Bien choisir son champ de bataille, c'est la première condition du succès : pour les puissances de la Triple-Entente, pour la Russie surtout, le champ de bataille était mal choisi. M. Isvolski a reconnu lui-même, dans un discours, que, dans la question de Bosnie, il n'avait pas les mains libres ; les engagements de ses prédécesseurs jalonnaient par avance la route par laquelle, — à moins de recourir aux armes, — s'acheminerait nécessairement le débat soulevé par l'annexion. Il faudrait remonter jusqu'au XVIIIe siècle, à 1782, pour trouver les premières ébauches d'un partage d'influence, dans les Balkans, entre le Romanoff et le Habsbourg : à Catherine, Constantinople, la Mer-Noire et le Balkan oriental ; à Joseph II, Belgrade, la Bosnie et le Balkan occidental. Les engagements plus récents de la Russie sont donc dans l'esprit traditionnel de sa politique. Elle s'est servie, à certains moments, de la « fraternité slave », mais elle n'a jamais solidarisé complètement les intérêts russes avec les intérêts slaves. Au moment même où elle va entreprendre une guerre dont la délivrance des Slaves du Balkan est le prétexte, elle signe la convention de Reichstadt, véritable origine de l'occupation autrichienne en Bosnie (juillet 1876) : le général Soumarakof, dans sa mission à Vienne, pendant le cours des hostilités, renouvelle ces engagements que confirme, sur la proposition des plénipotentiaires anglais, le traité de Berlin. L'entente de 1897, conclue au moment du voyage de l'empereur François-Joseph à Pétersbourg, est conçue dans le même esprit ; elle comporte une reconnaissance nouvelle de la situation de fait acquise à l'Autriche en Bosnie-Herzégovine. Il était donc tout naturel que M. Isvolski ne protestât pas lorsque, à Buchlau, le baron d'Æhrenthal le mit au courant,

plus ou moins clairement, de ses projets. Nous rappelons, sans y insister, — en ayant déjà parlé plus haut, — ces conventions : elles ne constituaient pas, juridiquement parlant, pour l'Autriche, un droit d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, mais elles étaient de nature à lui faire croire qu'elle ne rencontrerait qu'une faible opposition de la part de la Russie. Dans l'histoire de la dernière crise balkanique, les hypothèques qui, dès l'origine, pesaient sur l'action de M. Isvolski, expliquent sa résignation finale.

L'Autriche-Hongrie avait, elle aussi, des engagements : engagement envers la Turquie, très précis, dont le texte, publié pour la première fois par M. Hanotaux d'après les *Mémoires* de Carathéodory-pacha[1], fut une révélation même pour les intéressés : — aussi la verrons-nous, avant de livrer la bataille diplomatique finale, désintéresser la Turquie en négociant directement avec elle et en lui payant deux millions et demi de livres turques ; — engagements envers les puissances signataires du traité de Berlin. Mais, vis-à-vis de la Serbie, aucun engagement. On a, à la vérité, rappelé que Andrassy, en 1869, alors qu'il n'était que premier ministre hongrois, mais à la veille de devenir chancelier de l'Empire, aurait fait proposer au gouvernement serbe, par M. de Kallay, alors ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, une sorte de partage de la Bosnie et de l'Herzégovine : « L'Autriche-Hongrie s'engageait à obtenir pour la Serbie l'annexion de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Vieille-Serbie, de sorte que ces provinces auraient à former, avec la Serbie actuelle, un nouvel État serbe qui resterait sous la suzeraineté de la Porte aux mêmes conditions que la Serbie actuelle... L'Autriche-Hongrie prendrait pour son compte la partie occidentale de la Bosnie jusqu'au Verbas et jusqu'à la Narenta[2]. » Mais

1. Ci-dessus, page 156.
2. Article déjà cité de M. Ch. Printa, p. 257.

ces propositions n'étaient faites que par un ministre hongrois ; elles sont antérieures à toutes les conventions avec la Russie et, d'ailleurs, elles n'eurent pas de suite.

La politique de Vienne, surtout depuis la convention de Reichstadt et le traité de Berlin, a toujours été d'attirer la Serbie dans l'orbite de son influence : il n'est pas besoin de le démontrer une fois de plus. Telle a été, dans la crise de 1908-1909, la préoccupation constante de l'Autriche : elle n'a voulu traiter avec la Serbie que seule à seule, en tête-à-tête ; elle s'est montrée intraitable chaque fois qu'une puissance européenne a cherché à s'interposer ; elle a d'autant moins consenti à discuter son droit avec des tiers que peut-être sentait-elle que son meilleur argument était encore sa force ; elle n'a pas refusé de négocier, même dans une conférence, avec les signataires du traité de Berlin, mais elle y a toujours mis pour condition qu'il ne serait pas question de la Serbie. Cette simple constatation éclaire et domine tout le développement de la politique autrichienne durant toute la crise. La Serbie, se croyant soutenue par une ou plusieurs puissances ou peut-être dans l'espérance de les amener à la soutenir, s'avance, parle haut, arme ; puis, mise au pied du mur, elle se dérobe derrière l'Europe. L'Autriche, à plusieurs reprises, lui signifie qu'elle veut bien négocier avec elle, mais avec elle seule, sans intermédiaire ; elle la traque sans merci jusqu'à ce qu'elle l'ait isolée : la crise est finie lorsqu'elle croit avoir obtenu ce résultat.

II

Il parut, au premier moment, naturel aux hommes d'État européens que la crise ouverte par l'usurpation

de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie fût résolue par un congrès ou une conférence, afin que le traité de Berlin, délibéré par l'Europe assemblée, ne pût être modifié que par l'Europe assemblée. A Paris, à Londres, à Berlin, ce fut le sujet des entretiens de M. Isvolski avec ses collègues. Cette procédure eût été conforme au précédent fixé par le Protocole de Londres en 1871. Une conférence, convoquée à bref délai et qui se serait bornée, sans discuter le fait accompli, que personne ne songeait à remettre en question, à rechercher une rédaction nouvelle pour les articles du traité de Berlin modifiés par la double initiative autrichienne et bulgare, et à déterminer, d'un commun accord, les indemnités dues à la Turquie lésée, aurait eu les plus grandes chances d'aboutir. Mais il fallait, pour cela, se placer surtout au point de vue de la Turquie, et se cantonner dans le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Au lieu de cela, que fit-on? Dès les premiers jours, M. Milovanovitch introduisait la question serbe et prononçait, dans sa note aux grandes puissances, le mot dangereux de « compensations. » Le programme, préparé à Londres par M. Isvolski et sir Edouard Grey, était, même amendé par la prudence de M. Pichon, encore gros de dangers puisqu'il introduisait la question serbe et qu'il ne coupait pas court à l'idée des « compensations. » On apprenait que la Crète proclamait sa résolution d'être unie à la Grèce. M. Isvolski, partant pour Londres, annonçait que la Russie, en échange des avantages considérables obtenus par l'Autriche-Hongrie, demanderait la liberté des Détroits, et il ne cachait pas que M. d'Æhrenthal n'y ferait pas d'objection. Il trouva sir Édouard Grey moins bien disposé sur ce chapitre ; le ministre anglais déclara que, pour sa part, il entrerait volontiers en négociations à propos des Détroits, mais qu'il serait impossible de demander aux Jeunes-Turcs ce nouveau sacrifice ; par là, du même

coup, il manifestait les sentiments amicaux de l'Angleterre envers la Turquie régénérée et il maintenait cette clôture des Détroits à laquelle l'Angleterre attachait, naguère encore, tant de prix, et pour laquelle elle a fait couler tant de sang. En France même, des journaux laissaient entendre que, d'un nouveau Congrès, la France pourrait rapporter sa liberté d'action au Maroc. En Italie, M. Tittoni, le 6 octobre, à Casate-Brianza, déclarait, dans un discours destiné à rassurer l'opinion, que l'Italie aurait, elle aussi, des satisfactions et qu'il en avait obtenu la promesse dans ses conversations avec MM. Isvolski et d'Æhrenthal. On s'acheminait ainsi, sous prétexte de défendre le droit violé, vers une révision du traité de Berlin qui en aurait été, pour la Turquie, une lourde aggravation.

Nous nous sommes déjà expliqué dans le chapitre précédent sur la question serbe ; nous ne l'envisageons ici qu'au point de vue de la diplomatie européenne, au point de vue de la *Kabinetspolitik*. La question serbe était de nature à faire l'objet de négociations entre les grandes puissances qui pouvaient employer leur crédit à Vienne pour obtenir au profit de la Serbie des avantages économiques ; l'erreur fut de vouloir introduire à la conférence les revendications serbes au même titre que les questions juridiques que l'on aurait à y débattre, et d'avoir fait, de difficultés d'ordre divers, une confusion telle que la conférence ne pouvait plus qu'aboutir à un échec ou conduire à une guerre. Il n'y avait aucune commune mesure entre le droit tel que le comprenait l'Autriche et les droits qu'invoquait la Serbie. Il était évident, dès le premier abord, que l'Autrriche n'accepterait aucun arbitre, voire aucun « honnête courtier », entre ses prétentions et les revendications adverses. Cette confusion entre les points qui pouvaient être soumis à une conférence et ceux qui ne le pouvaient pas, fut la cause profonde de l'échec du projet. Une

conférence internationale n'est pas un parlement; le vote de la majorité n'oblige pas la minorité, et il suffit d'une seule opposition pour faire crouler les plus habiles combinaisons. Pour discuter, il faut être d'accord, dit un vieil adage qui s'applique à merveille aux conférences internationales. Les décisions n'y peuvent être prises qu'à l'unanimité des voix et, pour l'obtenir, un accord préalable est nécessaire, à moins que l'un des opinants ne représente une force telle que les oppositions se taisent et subissent sa loi. Bismarck tint ce rôle au Congrès de Berlin. A Algésiras, il n'y eut qu'un vote important, et ce fut sur une simple question d'ordre du jour : mais cela suffit pour mesurer le nombre et la force des deux partis; il n'y eut de votes sur les questions de fond qu'après qu'on fut assuré, par les longues et difficiles négociations dont M. André Tardieu s'est fait l'historien, d'avoir trouvé des formules qui réuniraient toutes les voix. L'Autriche, dans la crise de 1908-1909, déclara qu'elle n'irait à une conférence que si le fait de l'annexion de la Bosnie n'y était pas mis en discussion et si le programme était fixé d'avance sans qu'il pût y être rien ajouté au cours des délibérations. Il était évident dès lors que la conférence ne se réunirait pas ou que, si elle se réunissait, ce ne pourrait être que pour enregistrer, après des débats de pure forme, le fait accompli et le droit violé. Si la conférence s'était réunie, les petits États n'y auraient pas été admis; tout se serait passé entre les sept grandes puissances signataires du traité de Berlin, et l'on aurait vu, une fois de plus, les grands États disposer des plus petits sans consulter leurs vœux, ni les admettre à en délibérer. Il vaut mieux que les nations démocratiques n'aient pas donné ce spectacle et n'aient pas consacré, par un nouveau précédent, un droit si peu conforme à la justice.

A Buchlau et à Desio, à Paris, à Londres et à Berlin,

M. Isvolski s'était trouvé en face d'hommes d'État avec lesquels il avait échangé des vues sur la question de Bosnie ; il avait négocié loin de son pays ; quand il rentra à Saint-Pétersbourg, déjà mécontent de son insuccès à Londres dans la question des Détroits, et ulcéré de l'initiative prématurée du baron d'Æhrenthal, il trouva l'opinion publique russe très excitée contre l'Autriche ; un violent courant de sympathies slaves s'était formé ; la presse slavophile s'exprimait sans ménagements sur la politique autrichienne et n'épargnait même pas le nouveau roi des Bulgares. L'entente avec l'Autriche, inaugurée par les accords de 1897, n'avait jamais été populaire ; elle apparaissait aux héritiers de l'opinion panslaviste comme une abdication des Slaves en face de la politique germanique des Habsbourg. M. Isvolski céda à un courant d'opinion dont l'intensité le surprit. La Serbie reçut de Pétersbourg des encouragements, en même temps qu'elle en recevait de Londres. Le prince héritier de Serbie, Georges Karageorgévitch, vint en Russie d'où il lança un télégramme ardemment patriote. M. Pachitch séjourna plusieurs semaines à Pétersbourg : le chef des vieux-radicaux est l'un des hommes d'État les plus éminents de la Serbie; c'est lui qui, dans la crise de 1906, sut tenir tête à l'Autriche et trouver des débouchés pour les produits de l'agriculture nationale; il est le représentant des idées d'entente avec les « frères slaves » de Russie et de Bulgarie : à tous ces titres il est particulièrement mal vu à Vienne, où on l'accuse d'avoir, durant son séjour à Pétersbourg, travaillé les journaux et soufflé la haine de l'Autriche. A la même époque, M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie, faisait officiellement une tournée en Europe et recueillait, sinon des promesses, du moins des paroles sympathiques. Des délégués monténégrins faisaient, eux aussi, un voyage dans les principales capitales pour affirmer leur

récente solidarité avec la Serbie. Ainsi, de plus en plus, la question dérivait sur le terrain des nationalités; les manifestations de fraternité slave provoquaient en Autriche une vive agitation dans les milieux militaires et pangermanistes; on y réclamait énergiquement la guerre pour en finir une bonne fois avec ces remuantes petites nationalités balkaniques : Slaves et Allemands étaient en présence.

L'intransigeance de la Grande-Bretagne sur la question des Détroits, le refus absolu du Cabinet de Vienne, appuyé par celui de Berlin, de laisser mettre en discussion le fait de l'annexion, et surtout la renaissance, dans l'Empire austro-hongrois comme en Russie, des sentiments de solidarité slave, présageaient l'avortement de la conférence. Elle devenait inutile et, par là même, dangereuse; mieux valait chercher d'autres voies pour aboutir, sans pertes ni fracas, au résultat depuis longtemps prévu, la reconnaissance des faits accomplis que personne n'était disposé, en définitive, à contester sérieusement. Jusqu'à la fin des négociations, on continua de parler de la conférence; la circulaire russe du 24 décembre était encore une démonstration de sa nécessité même dans le cas où l'Autriche viendrait à conclure un accord direct avec la Turquie; mais désormais, ces appels à la conférence ne sont plus guère que des arguments dans la polémique diplomatique; ils rappellent à l'Autriche qu'elle a besoin, sous une forme ou sous une autre, d'obtenir la reconnaissance, par les grandes puissances, des faits accomplis en Bosnie-Herzégovine. C'était, en effet, le point faible des positions du baron d'Æhrenthal; il lui fallait, là, redevenir demandeur après avoir su si habilement prendre, en face des revendications serbes, l'attitude de défendeur. L'annexion de la Bosnie gardait, au moins en droit, un caractère précaire tant qu'elle n'avait pas reçu la consécration des grandes puissances. Ce serait

une erreur de croire que le Cabinet austro-hongrois ait redouté la conférence ; il l'a au contraire souhaitée, mais à la condition expresse d'en circonscrire étroitement les débats et d'en dicter par avance les décisions. Une conférence, réunie dans ces conditions, aurait été une reconnaissance solennelle des faits accomplis, une sorte de blanc-seing donné à l'Autriche et à la Bulgarie, tandis qu'elles ont dû se contenter d'obtenir successivement de chaque puissance un acquiescement plus ou moins formel; ainsi, ce qui avait été accompli hors du droit n'a pas été sanctionné par un acte solennel du droit public européen.

Durant les premières semaines de la crise, les négociations pour la conférence préoccupent moins les esprits que l'attitude belliqueuse de la Bulgarie. C'est elle qui paraît surtout menacer la paix européenne ; elle mobilise et concentre ses troupes; formidablement armée, elle peut, en quelques jours, se ruer sur Andrinople, bousculer l'armée ottomane encore désorganisée par la révolution de Juillet et travaillée par des dissensions politiques; l'opinion publique frémissante attend avec impatience le signal de l'attaque. Le Cabinet de Sofia espérait, en agissant par intimidation, obtenir la reconnaissance immédiate et sans conditions de l'indépendance nationale ; mais il avait compté sans le nationalisme ardent développé par la révolution de Juillet. En quinze jours, les Jeunes-Turcs concentrèrent des troupes entre Andrinople et la frontière; le gouvernement bulgare, qui avait espéré qu'il lui suffirait de brusquer les événements pour obtenir ce qu'il souhaitait tout en évitant la guerre, allait se trouver acculé à un recours aux armes. Dans cet embarras, le roi Ferdinand, mieux éclairé que son peuple sur les périls et les inconvénients d'une guerre, adressa au Président de la République française un télégramme où il faisait appel à son entremise pour amener un arrangement entre la

Bulgarie et la Turquie (16 octobre); il s'y déclarait prêt à indemniser pécuniairement le gouvernement ottoman et la Compagnie des chemins de fer orientaux. L'intervention du gouvernement français produisit la détente souhaitée et assura la paix ; le gouvernement bulgare licencia ses réserves, et des négociations s'ouvrirent pour la fixation des indemnités à payer tant pour la capitalisation du tribut annuel de la Roumélie orientale que pour le rachat de la partie du réseau des Orientaux située en territoire bulgare.

Les négociations relatives à la conférence se traînaient dans les redites et les impossibilités (décembre 1908), quand, le 9 janvier, le discours de M. Milovanovitch et l'ordre du jour voté par la Skoupchtina vinrent ranimer l'intérêt languissant du drame et précipiter les événements. A partir de ce moment, il faut suivre l'ordre chronologique des faits, car ils se succèdent et s'enchaînent comme attaques et ripostes dans un duel serré. Le ministre des Affaires étrangères du roi Pierre, loin d'abdiquer aucune des prétentions émises dans sa circulaire du 7 octobre, les renouvelle en les accentuant. Il expose « le programme national serbe » et déclare que ce programme « exige l'émancipation de la Bosnie au moins dans une mesure suffisante pour qu'elle puisse nouer, comme elle le jugera à propos, suivant ses sympathies et ses intérêts, des liens intimes politiques et économiques avec la Serbie et le Monténégro. Sans libres relations politiques et économiques avec la Bosnie-Herzégovine, nous ne pouvons avoir une garantie durable pour notre avenir ». Puis il demande « que la Bosnie-Herzégovine devienne un État souverain ou mi-souverain sous le contrôle de l'Europe » : ainsi sera élevée entre la Turquie et les grandes monarchies militaires une barrière continue de petits États indépendants; la question d'Orient sera, par là même, résolue ou tout au moins ne provoquera

plus de difficultés européennes. Au contraire, « en annexant la Bosnie-Herzégovine, en rejetant la Serbie loin de la mer Adriatique, et en empêchant notre union avec le Monténégro, l'Autriche impose à la Serbie et à la nation serbe, dans un avenir proche ou éloigné, la lutte à la vie ou à la mort ». A la suite de ce discours, la Skoupchtina votait à l'unanimité un ordre du jour ainsi conçu :

« Le peuple serbe est profondément touché des sympathies que les représentants du peuple frère et de l'État russe, ainsi que ceux de l'Angleterre, de l'Italie et de la France lui ont manifestées dans ces moments difficiles pour lui ; la Skoupchtina nationale leur exprime, au nom du peuple serbe, sa plus cordiale reconnaissance. La Skoupchtina nationale est convaincue que ces sympathies sont dues tant à la justice de la cause serbe qu'à la communauté d'intérêts sur lesquels elle fonde ses espérances de secours, même effectif, de leur part, et surtout de la part de la grande puissance slave, la Russie.

« La Skoupchtina nationale, après avoir entendu avec attention le discours du ministre des affaires étrangères et en ayant pris connaissance, attend du gouvernement royal d'entreprendre toutes les mesures nécessaires et d'employer toutes ses forces pour assurer, lors de la révision du traité de Berlin, l'indépendance politique et économique de la Serbie et du Monténégro. Elle est convaincue que ce but ne sera atteint que si l'on accorde à la Bosnie-Herzégovine la condition internationale d'une principauté vassale sous la souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan et la garantie des puissances, et si l'on assure l'union territoriale de la Serbie et du Monténégro à travers la Bosnie-Herzégovine, ainsi que le transit pour la Serbie par tous les États dans toutes les directions des voies ferrées. »

C'était non seulement le programme serbe dans toute son ampleur, mais c'était encore un véritable manifeste de la politique des nationalités, un appel à la fraternité slave et aux sympathies libérales; il défaisait l'œuvre de M. d'Æhrenthal et annulait celle du Congrès de Berlin lui-même. M. Milovanovitch ne se faisait certainement pas illusion sur les résultats de son discours et de l'ordre du jour de la Skoupchtina; tout ce qui pouvait froisser et irriter le Cabinet de Vienne s'y trouvait réuni comme à dessein : principe des nationalités, souveraineté du Sultan, garantie des puissances, revendications territoriales. Un pareil manifeste était dangereux pour la paix de l'Europe, dangereux surtout pour la Serbie ; il plaçait le débat diplomatique sur un terrain où, à moins d'aller jusqu'à la guerre, la Serbie et les puissances qui avaient encouragé ses illusions étaient vouées d'avance à un échec.

A partir de ce moment, la diplomatie de l'Autriche redouble d'activité ; elle jette du lest : les pourparlers directs avec la Turquie, que le boycottage avait interrompus, sont repris et activement poussés. Dès le 13 janvier, on apprend que l'entente est faite. La Turquie renonce à tous ses droits moyennant une indemniié de 2 millions et demi de livres turques (54 millions de francs) et des garanties religieuses pour les musulmans de Bosnie. La manœuvre du baron d'Æhrenthal était habile : la Turquie, matériellement, avait été seule lésée; du jour où elle renonçait à ses revendications et se déclarait satisfaite, la diplomatie de l'Europe perdait son meilleur argument; elle ne soutenait plus qu'une protestation platonique au nom des traités violés. Quant à la Serbie, quelques jours après avoir proclamé qu'il serait juste de replacer la Bosnie sous l'autorité du Sultan, elle voyait celui-ci renoncer de lui-même à ses droits pour une somme d'argent.

La riposte de M. Isvolski, conçue dans le même style,

n'est pas moins habile. Le Cabinet de Sofia ne parvenait pas à s'entendre avec la Porte sur la question des indemnités; les Bulgares ne se résignaient pas à payer à la Turquie tant de beaux millions avec lesquels ils auraient pu, pensaient-ils, faire une guerre victorieuse et, au lieu de donner, prendre; il serait toujours temps de payer si l'on était battu. A Constantinople, le gouvernement jeune-turc se refusait à rien rabattre de ses exigences, et il est permis de se demander s'il n'était pas soutenu dans son intransigeance par les puissances tripliciennes. Le débat, en s'éternisant, s'envenimait; les partisans de la guerre reprenaient courage, et l'on recommençait à parler de mobilisation. Ainsi se prolongeait, dans le Balkan oriental, un état d'incertitude et d'insécurité qui accroissait les alarmes de l'Europe. M. Isvolski y mit fin par une initiative opportune (1er février); il proposa à la Turquie de lui faire remise de 125 millions sur l'indemnité de guerre dont elle restait sa débitrice depuis le traité de Berlin, moyennant quoi la Turquie désintéresserait la Compagnie des chemins de fer orientaux et renoncerait à toute réclamation ultérieure. C'est donc de la Russie que la Bulgarie deviendrait débitrice; elle s'acquitterait avec toutes les facilités et les délais qu'elle pourrait souhaiter. D'un même coup, M. Isvolski mettait fin au conflit turco-bulgare, écartait un danger de guerre, et regagnait à Sofia la popularité que sa mauvaise humeur, au moment de la proclamation de l'indépendance, avait compromise. L'Europe eut, dès le premier jour, l'impression que les propositions si raisonnables de la Russie seraient acceptées, et elle se trouva soulagée d'un grave souci. C'était le moment où la France et l'Allemagne signaient l'accord du 8 février au sujet du Maroc et où le roi Édouard VII, arrivant à Berlin (9 février) pour rendre visite à son impérial neveu, échangeait avec lui des toasts cordiaux. Tout paraissait s'ar-

ranger; Triple Alliance et Triple Entente se donnaient l'une à l'autre des preuves de leurs dispositions pacifiques. N'étaient-ce là que des apparences, et faut-il n'y voir qu'une manœuvre de la diplomatie triplicienne pour isoler la Serbie et rompre la cohésion de la Triple Entente? Peut-être. En tout cas, la crise, qu'on avait pu croire finie, allait, en mars, devenir plus aiguë et plus dangereuse.

III

La Turquie, ayant obtenu satisfaction, se retirait de la lutte; l'Autriche, en négociant avec elle, venait de donner une preuve de ses dispositions pacifiques; la Russie aurait pu profiter de ce moment favorable pour abandonner la position diplomatique trop avancée qu'elle avait prise, la Serbie pour renoncer à des prétentions exagérées. L'apaisement général aurait pu se faire si chaque puissance avait pris acte de l'accord austro-turc et reconnu ainsi, indirectement, l'annexion. C'est le contraire qui se produit. Le 11 février, le roi de Serbie constitue un nouveau Cabinet, composé des chefs de tous les partis, présidé par M. Novakovitch : c'est un Cabinet de combat qui n'a pas d'autre programme que la résistance à l'Autriche. A Constantinople, l'intransigeance des Jeunes-Turcs, encouragée par certaines ambassades, traîne en longueur les pourparlers avec l'Autriche et la Bulgarie; l'accord avec l'Autriche n'est signé que le 26 février, l'accord avec la Bulgarie plus tard encore. Tout est remis en question : les polémiques de presse s'aigrissent; les journaux de Vienne sont très belliqueux, on arme, on mobilise, on concentre des troupes vers les frontières serbe et mon-

ténégrine; la Russie remue, elle aussi, des soldats sur ses frontières. De tous les côtés on parle de guerre; mais, dans les milieux bien informés, on croit toujours à la paix; la diplomatie n'a pas épuisé ses dernières ressources; on sait que l'empereur François-Joseph ne se décidera à la guerre qu'à la dernière extrémité; quant à M. Isvolski, il a déclaré, dès le 7 octobre, dans une conversation publiée par le *Temps*, qu'en aucun cas l'affaire de Bosnie ne pourrait devenir un *casus belli* : à Vienne, on a pris acte de cette déclaration, qu'impose d'ailleurs, on ne l'ignore pas, la situation militaire de la Russie; on conduit la partie en conséquence, on joue sur le velours, tout en se préparant activement pour l'instant inévitable où il faudra abattre les cartes et montrer ses atouts.

On se rend compte cependant, de part et d'autre, que la situation, en se prolongeant, peut devenir dangereuse; on redoute le moment où les fusils partiraient tout seuls. Les circonstances paraissent propices à une médiation : les puissances les moins intéressées dans le conflit cherchent à faire entendre leurs voix et offrent des solutions qui, trop préoccupées de ménager toutes les susceptibilités, ne satisfont personne. La France, si une médiation est possible, paraît la mieux en situation d'être écoutée; tout en se montrant, pour son allié, un fidèle second, elle n'a pas cessé, dans l'intérêt commun, d'entretenir de bons rapports avec l'Autriche; elle n'a jamais désespéré de rétablir l'entente, si nécessaire à l'équilibre général, de Vienne et de Pétersbourg. L'Angleterre et la Russie engagent le Cabinet de Paris à intervenir : l'accord franco-allemand sur le Maroc a inauguré, entre Paris et Berlin, une période de détente, de confiance réciproque, dont nos alliés souhaitent que nous profitions pour obtenir que l'Allemagne consente à faire à Vienne une démarche de conciliation. Les puissances de la Triple Entente faisant entendre à Bel-

grade des conseils de modération, il pouvait paraître naturel que l'Allemagne représentât amicalement à son alliée le danger qu'une politique intransigeante pourrait faire courir à la paix du monde. Les ouvertures qui furent faites en ce sens ne furent pas accueillies à la Wilhelmstrasse. Il fut répondu que l'Allemagne s'abstiendrait d'autant plus de donner un conseil, si amical fût-il, à son alliée, qu'elle considérait que la Serbie était intervenue sans aucun motif valable dans la question de Bosnie, qu'elle n'avait pas été lésée, que ses revendications étaient hors du droit européen, et qu'aucune concession ne devait lui être faite. Cette réserve du Cabinet de Berlin n'impliquait ni un mauvais vouloir à l'égard de la France, ni le désir d'embrouiller les affaires et de pousser à des complications ; car, quelques jours après, à la suite d'une conversation avec M. Jules Cambon, ambassadeur de France, le prince de Bülow consentait à se joindre aux puissances de la Triple Entente pour faire, à Belgrade, une démarche pressante et, si l'on parvenait à obtenir de la Serbie une réponse de nature à satisfaire l'Autriche, pour demander ensuite, d'un commun accord, au Cabinet de Vienne de s'en contenter. Cette proposition transactionnelle aurait pu conduire à une solution honorable pour tous : elle échoua à Pétersbourg; M. Isvolski préféra faire seul, à Belgrade, une démarche par laquelle il engageait vivement la Serbie à persévérer dans ses intentions pacifiques, à renoncer aux armements, à abandonner ses revendications territoriales qu'aucune grande puissance n'était disposée à soutenir et à déclarer qu'il laissait « tout ce qui se rattache aux questions pendantes à la décision des puissances (2 mars). »

Ce sont ces incidents qui expliquent le sens de la démarche faite, le 5 mars, par le comte Forgasch, ministre d'Autriche à Belgrade : il rappelait au gouvernement serbe que le traité de commerce venait à

échéance le 31 mars et que, dans les conditions actuelles, le Cabinet de Vienne ne pouvait proposer, aux parlements autrichien et hongrois, de le prolonger; il ajoutait : « Si le gouvernement serbe déclare qu'il renonce à toutes prétentions politiques et territoriales au sujet de la Bosnie-Herzégovine, le gouvernement austro-hongrois est prêt à négocier avec bienveillance un nouveau régime économique. » Cette démarche était, indirectement, une réponse aux « représentations amicales » russes du 2 mars. Le comte Forgasch signifiait ainsi aux Serbes qu'ils devaient se résigner au tête-à-tête et que, s'ils persistaient, comme le leur conseillait la Russie, à remettre leur cause aux soins des grandes puissances et à réclamer des avantages économiques comme une « compensation » à l'annexion de la Bosnie, ils n'obtiendraient rien. Le ton conciliant de la démarche du comte Forgasch pouvait être considéré comme une satisfaction morale accordée par l'Autriche à la Serbie et pouvait faciliter à celle-ci une retraite honorable. On attendait, cette fois, de la Serbie, la réponse qui libérerait l'Europe de ses inquiétudes : de Paris, on faisait entendre à Pétersbourg que la situation devenait alarmante et que, si on ne décourageait pas le Cabinet de Belgrade de ses espérances illusoires, on risquerait d'aboutir à une guerre générale. M. Milovanovitch répondit d'abord (10 mars) à la Russie par une note qui fut communiquée à toutes les chancelleries; il y déclarait : « La question de Bosnie-Herzégovine étant une question européenne... la Serbie... remet sa cause sans réserves aux puissances, comme au tribunal compétent, et ne demande en conséquence, à cette occasion, de l'Autriche-Hongrie, aucune compensation ni territoriale, ni politique, ni économique. » Ainsi, M. Milovanovitch esquivait, en se réfugiant derrière l'Europe, le tête-à-tête redoutable auquel l'Autriche prétendait le réduire; il s'éclipsait habilement, en poussant

au premier plan la Russie. Par là même, le conflit devenait de plus en plus aigu; les moyens de conciliation s'épuisaient. La presse autrichienne et allemande déclarait, avec une unanimité et une énergie caractéristiques, que l'objet de la lutte était, désormais, la prépondérance dans les Balkans.

A une nouvelle démarche du comte Forgasch, réclamant une réponse directe, M. Milovanovitch répondait, le 14 mars, en protestant de ses bonnes intentions; feignant de ne pas comprendre le sens réel des exigences autrichiennes, il expliquait de nouveau sa note du 10, renouvelait ses renonciations, mais déclinait le tête-à-tête, et maintenait son appel à l'Europe. Les efforts des diplomaties anglaise et russe, pour aboutir à une formule conciliatrice et pour éliminer, de la réponse serbe, les passages que l'Autriche se refusait à accepter, loin d'éclaircir la situation et de la détendre, la rendaient, au contraire, plus insoluble, puisqu'en réalité ce qui heurtait le gouvernement austro-hongrois, c'étaient moins les réserves et les restrictions de la Serbie, que le fait qu'elle se dérobait derrière les puissances et agissait d'après leurs conseils. Ce que voulait l'Autriche, elle l'exprimait le 23 : c'était la capitulation complète de la Serbie.

Durant ces deux dernières semaines de mars, la crise est arrivée à son maximum d'acuité; on attend de jour en jour un ultimatum de l'Autriche à la Serbie; dans les casernes, on charge les voitures et on distribue les cartouches; militaires et chauvins s'impatientent de la rigueur de la saison qui retarde le dégel du Danube. La diplomatie s'emploie à reculer une échéance qui semble désormais fatale; et pourtant, ce n'est là qu'un trompe-l'œil : personne, parmi les responsables, ne souhaite la guerre, chacun s'empresse à l'éviter; mais l'Autriche est résolue à ne pas céder : elle croit l'occasion favorable pour sauvegarder et accroître son influence

dans les Balkans, tenir la Serbie à sa merci sans être obligée de l'envahir, pousser jusqu'au bout le succès diplomatique que, dès le début de la crise, la position difficile prise par la Russie lui fait prévoir ; elle a mobilisé cinq corps d'armée ; elle donne avec complaisance à elle-même et aux autres le spectacle de sa force. Mais le jeu ne va pas sans risques ; vers le milieu du mois de mars l'anxiété est profonde à Vienne, dans les milieux gouvernementaux ; on fait figure d'intransigeance, mais on cherche avec angoisse une issue ; on ajourne l'ultimatum, on prête l'oreille à toutes les combinaisons. Dès le 17, le comte de Khevenhüller-Metsch suggère à M. Pichon que si la France, la première, faisait savoir à Vienne qu'elle prenait acte de l'accord austro-turc, dont le texte venait de lui être communiqué, et que, par conséquent, elle reconnaissait le fait matériel de l'annexion, son exemple pourrait être suivi par les autres puissances, et, dès lors, la question se trouverait résolue, qu'il y eût ou non, par la suite, une conférence ; la Serbie ne serait ni formellement exclue, ni appelée, elle demeurerait en dehors du débat, mais elle n'aurait plus le tribunal d'appel auquel elle s'était adressée. La France, n'étant pas la plus directement intéressée, pouvait difficilement prendre une initiative par laquelle elle aurait risqué d'ébranler son union avec la Russie : le projet n'eut pas de suites. A mesure que s'écoulaient les jours, les chances de paix paraissaient diminuer ; les gouvernements, à l'envi, affirmaient leurs vœux pacifiques ; l'empereur François-Joseph et l'archiduc héritier exprimaient leur désir de ne pas recourir au canon, et la partie la plus éclairée de l'opinion austro-hongroise ne voyait pas approcher, sans de vives appréhensions, la perspective d'une longue et difficile campagne en Serbie et au Monténégro et d'une occupation de Belgrade, avec toutes les difficultés diplomatiques qui en pourraient sortir.

Dans cette extrémité, l'empereur François-Joseph fit appel à son allié l'empereur Guillaume II. A Berlin, on attendait cette heure que, depuis longtemps, on sentait s'approcher ; l'Allemagne était jusqu'alors restée en seconde ligne, laissant les initiatives et les décisions à l'Autriche qui n'avait consulté personne avant de s'engager dans l'affaire de Bosnie. Le 7 décembre, dans un discours, le prince de Bülow disait : « Nous n'avons pas de raisons de nous laisser pousser au premier rang par des puissances plus immédiatement intéressées » ; il déclarait que la politique de l'Allemagne serait de soutenir son alliée, quoi qu'elle pût faire ; mais, ajoutait-il, « cette politique n'a pas de pointe contre la Russie » ; elle n'en a pas non plus contre l'Angleterre, car « l'Allemagne et l'Angleterre ne se font pas concurrence à Constantinople. » En même temps il insistait sur la chaleureuse sympathie qu'inspirait à l'Allemagne la Turquie rénovée. Le Cabinet de Berlin s'était prêté aux tentatives conciliatrices de l'Europe dans la mesure où l'Autriche le désirait, juste assez pour ne pouvoir être accusé d'envenimer les querelles et de pousser à un conflit que, sincèrement, il ne cherchait pas. Sans bruit, la vieille querelle marocaine avait été liquidée ; et maintenant on était prêt ; l'Empereur allait apparaître au bon moment, comme le *deus ex machina* de tout cet imbroglio diplomatique, comme l'arbitre de la paix, comme le chevalier de l'amitié fidèle et de l'alliance inébranlable.

Pour isoler la Serbie et la livrer pieds et poings liés à la discrétion de l'Autriche, c'est à Pétersbourg qu'il fallait frapper. Le comte de Pourtalès reçut l'ordre de donner à M. Isvolski « l'avis amical » que si la Russie ne reconnaissait pas l'annexion de la Bosnie sans délai ni réserve, l'Allemagne se verrait dans la nécessité de laisser l'Autriche agir en Serbie, et qu'alors ce serait la guerre ; et l'ambassadeur laissait entendre que, au cas

où l'armée autrichienne serait occupée au Sud, l'Allemagne prendrait des mesures militaires pour lui garantir la sécurité de sa frontière Nord (23 mars). M. Isvolski céda sur-le-champ. On a voulu expliquer cette capitulation brusque par une intervention personnelle de Guillaume II dans une dépêche au Tsar. On a dit que M. Isvolski aurait été menacé de la publication d'accords secrets de 1897 ou d'un procès-verbal constatant sa propre adhésion, à Buchlau, aux projets du baron d'Æhrenthal. Tout cela est douteux et n'est d'ailleurs qu'accessoire. M. Isvolski a cédé à la menace, enveloppée mais claire, de l'Allemagne, parce qu'il était résolu, — il l'avait dit à Paris le 7 octobre, — à ne pas faire la guerre pour la Bosnie et parce qu'il s'était engagé trop avant, sur un mauvais terrain, pour une cause qui ne pouvait être défendue que par les armes en proclamant la guerre sainte du Slavisme contre le Germanisme. La faute de M. Isvolski est moins d'avoir cédé, que de s'être trop engagé et d'avoir laissé passer des occasions de donner, à une affaire mal commencée, une solution moins onéreuse.

M. Isvolski ayant informé le Cabinet de Belgrade de sa résolution de reconnaître le fait accompli, celui-ci céda sans délai : il n'avait jamais, lui non plus, souhaité la guerre ; il reconnut sans conditions l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et s'engagea à n'y pas faire de propagande et à n'y pas causer de troubles. La France et l'Angleterre discutèrent quelques jours encore, eurent une dernière escarmouche, pour l'honneur, obtinrent même, pour la Serbie, une note plus conciliante, puis s'inclinèrent. L'article 25 du traité de Berlin fut déclaré abrogé. On ne tarda guère à tomber d'accord pour modifier l'article 29 et délivrer le Monténégro des restrictions apportées à sa pleine indépendance : ainsi se réalisaient les promesses faites, à Salzbourg et à Desio, à M. Tittoni (septembre 1908). Les puissances, en com-

mençant par la Russie, reconnurent l'indépendance de la Bulgarie et l'élévation de son prince à la dignité de roi des Bulgares. La crise aiguë était finie.

IV

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont trouvé, dans la crise de Bosnie, l'occasion d'un succès diplomatique : la cohésion de la Triple-Alliance a été resserrée. Il était à prévoir qu'il en serait ainsi : Andrassy a conclu une alliance avec l'Allemagne pour assurer à l'Autriche-Hongrie la paisible jouissance des avantages obtenus, sans coup férir, à l'occasion de la guerre de 1877 ; un différend grave qui mettait aux prises l'Autriche et la Russie devait naturellement faire jouer une alliance conclue précisément dans cette prévision. La Triple-Alliance se retrempait ainsi dans ses origines, il était naturel qu'elle y puisât une vigueur nouvelle. La visite de l'empereur Guillaume II à Vienne, le 14 mai 1909, a été la constatation de ce résultat. Les deux empereurs se sont félicités des heureux effets de leur bonne harmonie pour la prospérité de leurs Etats et la paix de l'Europe. François-Joseph a exprimé, en termes particulièrement cordiaux, « sa reconnaissance profonde et sincère pour l'attitude amicale de l'Empire allemand envers son allié » et pour l'intervention pacificatrice de l'Empereur. Vienne fut en fête, mais l'enthousiasme populaire fut surtout grand dans les récits des journaux officieux. Les deux empereurs n'oublièrent pas l'allié absent, le roi Victor-Emmanuel qui, quelques jours plus tôt (3 mai), avait eu, à Baïes, une entrevue avec Edouard VII : ils l'associèrent, par un très cordial télégramme, à une joie que, peut-être, il ne partageait qu'à

demi, et lui envoyèrent « l'expression chaleureuse de leur inaltérable amitié. » Le Roi répondit à ses alliés et amis en les assurant que leur amitié lui était bien chère, et qu'elle trouvait dans ses sentiments « une sincère et pleine réciprocité. »

Plus significative que le lyrisme de ce renouveau d'amitiés augustes et, pour l'avenir, plus importante, a été la décision du gouvernement austro-hongrois de commander cinq grands cuirassés du type *Dreadnought*. En 1913, cette puissante escadre, capable de se mesurer avec la flotte anglaise de Malte, notre escadre de Toulon ou la marine italienne, fera son apparition dans la Méditerranée : elle y modifiera l'équilibre des forces. Cette résolution, qui engage une si grosse dépense, prise quelques jours après la fin de la crise, en précise le sens et en souligne le résultat. Elle est de nature à faire craindre que, loin de clore l'ère des complications, la crise de 1908-1909 n'en soit que le prélude; elle signifie que, dans les mers qui entourent la péninsule balkanique, l'Autriche-Hongrie est décidée à faire figure de puissance maritime, à ne céder à personne l'empire de l'Adriatique et à revendiquer, dans tous les événements de l'Orient méditerranéen, un rôle de premier plan. Le prince Louis de Bavière, dans une allocution, a célébré comme un progrès du germanisme cet accroissement prochain des forces offensives de l'Autriche-Hongrie; les journaux allemands ont aligné les futurs cuirassés, à côté de ceux de l'Empire, en face de la flotte britannique, tandis que la presse anglaise constatait avec humeur la difficulté croissante de maintenir le principe du *two powers standard*. Ainsi viennent se classer les incidents particuliers de la vie politique dans l'ensemble des grands faits et des évolutions générales : vue de très haut, la crise de Bosnie apparaît comme un épisode de la rivalité anglo-allemande; c'est du moins l'un de ses aspects.

Succès de la Triple-Alliance, mais surtout succès de l'Allemagne. Elle a très habilement tiré parti de la crise ouverte par le baron d'Æhrenthal. S'il est vrai, comme l'a dit le prince de Bülow, qu'il fut « informé en même temps que l'Italie et la Russie », il sut du moins n'en pas prendre ombrage; il a joué avec à-propos le rôle d'allié fidèle pour rester l'allié indispensable. Il est rare que l'infinie complexité de la vie politique permette de mûrir et de mener à bien des desseins longuement prémédités; le grand homme d'Etat est celui qui apprécie en réaliste les circonstances et sait les faire tourner à son avantage. Adolf Stein, dans son curieux livre sur *Guillaume II*, dit du prince de Bülow qu'il est « presque toujours le diplomate qui bâtit son système sur les faiblesses des autres. » Le chancelier de l'Empire a, dans la crise de 1908-1909, parfaitement justifié cette définition. Durant les premières semaines, il parle des événements d'un ton détaché, comme d'incidents qui n'intéressent l'Allemagne qu'à cause de ses alliances : sa seule politique sera d'être un allié fidèle; il montrera même plus de zèle que les traités ne l'exigent, car il promet l'appui de l'Allemagne, même pour le cas où l'Autriche se croirait obligée de prendre l'offensive[1]. Il se lie ainsi à l'Autriche pour la bonne et la mauvaise fortune, mais, du même coup, il la lie à lui : il sait que, dans toute association, c'est toujours le plus fort qui conduit. Il prépare pour l'Empereur le rôle du Neptune de Virgile jetant son *quos ego* et calmant d'un geste l'émotion des flots. Depuis six mois la diplomatie européenne se démenait sans aboutir, s'empêtrait dans les redites et les contradictions : l'Empereur et le chan-

1. On raconte que M. de Holstein, qui joua si longtemps à la Wilhelmstrasse le rôle d'Eminence grise, sortit de sa retraite, au moment de l'annexion, pour conseiller avec force au chancelier de mettre toute l'influence de l'Empire, sans restrictions ni réserves, au service de l'allié autrichien.



celier choisissent le « moment psychologique », et, montrant d'un geste les soldats et les canons de l'Empire, terminent la crise en quelques heures; après quoi, ils paraissent sur le devant de la scène en sauveurs de la paix européenne[1]. C'est l'Allemagne qui, grâce à cette tactique habile, a recueilli les bénéfices. Comme deux chevaux de la même écurie, l'Allemagne et l'Autriche ont été d'intelligence pour faire la course; mais, si c'est l'Autriche qui a mené le train, c'est l'Allemagne qui a gagné le prix.

La conférence avortée a été pour l'Allemagne l'occasion d'une revanche de sa déconvenue à la conférence d'Algésiras; les deux crises se sont développées dans des conditions sinon analogues, du moins comparables, mais elles diffèrent par la conclusion. De même que la question du Maroc n'avait été pour le prince de Bülow, le mot est de lui, que « l'occasion d'une riposte nécessaire[2] », qu'un prétexte pour essayer la force de résistance de l'entente franco-anglaise, de même aussi la question de Bosnie a été une occasion de mettre à l'épreuve la Triple Entente de l'Angleterre avec la Russie et la France. Si l'issue n'a pas été la même, ce n'est pas à la solidité de l'une ou de l'autre combinaison qu'il en faut demander le secret; mais, au Maroc, l'Allemagne était mal engagée, elle nous cherchait une querelle maladroite; dans les affaires de Bosnie, au contraire, c'est la Russie, nous l'avons montré, qui n'avait pas les mains libres. Il sera permis de dire aussi que, du côté de la Triple-Entente, la campagne de Bosnie fut moins bien conduite que celle d'Algésiras.

Tout l'effort de la politique allemande s'emploie à

1. Voyez le discours du prince de Bülow le 29 mars 1909 au Reichstag, dans l'excellent livre de M. André Tardieu : *Le prince de Bülow* (Calmann-Lévy, 1909, in-12) page 199.

2. Conversation du prince de Bülow avec M. A Tardieu à Baden-Baden (*Ibid.*, p. 97).

glisser le levier aux jointures de l'alliance franco-russe et de la Triple-Entente et, en exerçant une pesée au moment opportun, à les disloquer. L'Alliance franco-russe rompue ou relâchée, la France resterait seule avec l'Angleterre, son armée serait isolée en face des masses allemandes : les puissances occidentales, qualifiées de « révolutionnaires », demeureraient seules en face de l'alliance restaurée des trois empereurs. En mêlant la séduction à l'intimidation, la diplomatie allemande cherche à détacher la Russie. Les démarches pacifiques faites par le Cabinet de Paris pour aider son allié à sortir sans guerre de la situation difficile où il s'enfonçait, dénaturées par les agents allemands, sont représentées à Pétersbourg comme un manquement à nos devoirs d'alliés. La presse allemande, se servant adroitement des exagérations de la nôtre, amplifie les moindres incidents et dépeint la France comme le foyer de toutes les révolutions. A Berlin et à Vienne on multiplie les efforts pour faire oublier au Tsar et à ses ministres la pression menaçante exercée sur eux. Dès le lendemain du jour où M. Isvolski céda aux représentations du comte de Pourtalès, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et le *Fremdenblatt* publiaient des notes, inspirées par la Wilhelmstrasse et le Ballplatz, où ils se donnaient beaucoup de mal pour expliquer que jamais l'Allemagne n'avait exercé la moindre pression à Pétersbourg, encore moins formulé des menaces, et qu'elle n'avait agi que dans l'intérêt de la Russie; il fallait donc se garder de croire aux inventions des journaux malveillants. Le chancelier s'exprimait dans le même sens dans son discours du 29 mars au Reichstag[1]. La même tactique continue : caresses et intimidation. On a été jusqu'à lancer la fantaisiste nouvelle de négociations en vue d'une alliance entre l'Autriche-

1. Tardieu, *ouv. cité*, p. 208.

Hongrie et le Japon pour faire échec à la Russie. La presse et la diplomatie expliquent avec insistance aux Russes que l'appui de la France et de l'Angleterre est impuissant à servir leur politique balkanique et qu'en prévision des événements graves qui peuvent survenir dans l'Empire ottoman, c'est avec la Triple-Alliance, et particulièrement avec l'Allemagne, qu'une entente serait profitable; l'Allemagne pourrait aider la Russie à retrouver, en la partageant avec l'Autriche, l'influence que la jalousie de l'Angleterre lui a ravie au Congrès de Berlin. En face des Jeunes-Turcs, que l'on représente comme voués à l'impuissance, de la France et de l'Angleterre liées à eux par des affinités révolutionnaires, c'est aux trois empereurs qu'il appartient de régler le sort de l'Orient. Telles sont les amorces à l'aide desquelles on tente de capter la confiance des Russes. C'est trop faire injure à leur clairvoyance. Ce ne sont ni les caprices des souverains, ni même les sympathies des peuples qui décident des alliances, — l'Italie en est la preuve; — tant que subsistent les conditions historiques qui les ont fait naître, les alliances demeurent. Celle de la Russie et de la France est née du Congrès de Berlin et de la politique de Bismarck. Entre l'Autriche et la Russie, l'option n'est pas moins inévitable aujourd'hui, pour l'Allemagne, qu'au temps où Bismarck s'efforçait en vain d'en éluder la nécessité; les motifs qui ont obligé le puissant chancelier à s'y résoudre subsistent, plus forts aujourd'hui que jamais, puisque jamais les rapports entre la Russie et l'Autriche n'ont été aussi tendus. Bismarck voulait qu'au moins, entre Berlin et Pétersbourg, il y eût toujours « un fil »; ce fil, les incidents de 1908-1909 l'ont rompu, et il sera difficile de le renouer. Guillaume II ne pardonne pas au Tsar et à M. Isvolski leur politique d'entente avec l'Angleterre; on rapporte qu'après l'entrevue de Revel, l'Empereur aurait dit, en parlant de M. Isvolski : « Il me

le paiera. » A l'entrevue que l'on annonce prochaine[1], entre Nicolas II et Guillaume II, l'Empereur déploiera toute sa puissance de séduction, de fascination, le prince de Bülow toute sa souplesse ondoyante, pour entraîner le Tsar et ses conseillers, pour les séparer de leurs alliés et de leurs amis, afin de les mieux dominer. On peut prédire qu'ils n'y réussiront pas.

Depuis Sadowa, l'Autriche-Hongrie s'interdisait les initiatives téméraires : le baron d'Æhrenthal a rompu avec cette méthode. Ses audaces ont donné plus de relief à la politique autrichienne, plus d'accent à sa diplomatie; mais l'Autriche a-t-elle recueilli des avantages proportionnés à ses sacrifices et au trouble qu'elle a jeté en Europe? Elle a remporté une victoire diplomatique incontestable; « mais, écrit le comte Rudolf Waldbourg dans la *Deutsche Revue* du mois de mai, depuis Olmütz, l'Autriche se méfie un peu des victoires diplomatiques. » Dans cette simple évocation tient tout un monde de souvenirs cruels sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister.

L'Autriche a réalisé l'annexion de la Bosnie-Herzégovine : c'est un très brillant avantage; les nouvelles provinces sont l'Hinterland naturel des côtes Dalmates; elles relient les ports de l'Adriatique avec les plaines du Danube. Mais l'Autriche en avait déjà la possession sans contrôle. Elle a renoncé à ses droits sur le sandjak de Novi-Bazar et à ceux qu'elle tenait de l'article 29 du traité de Berlin sur les côtes du Monténégro; elle a payé 54 millions de francs à la Turquie; le boycottage lui en a fait perdre environ 150; elle en a dépensé plus de 100 en armements et mobilisation. C'est payer cher une acquisition déjà réalisée, en fait, depuis trente ans. On comprend cependant qu'elle ait jugé nécessaire de

1. Il s'agit ici de l'entrevue qui eut lieu à Bjorko en juin 1909, au moment où nous publiions ces lignes.



rendre définitive la situation, malgré tout précaire, de la Bosnie. Mais peut-être le plus difficile n'est-il pas fait : un échange de signatures ministérielles ne suffit pas à régler toutes les questions. L'annexion a soulevé en Hongrie le plus vif mécontentement; les chefs de tous les grands partis l'ont désapprouvée, sans en excepter même le comte Andrassy dont le père fut, au Congrès de Berlin, le premier plénipotentiaire austro-hongrois et conclut la Triple Alliance. La Bosnie annexée, que va-t-elle devenir? Hongroise, autrichienne ou pays d'Empire? La difficulté est si grave et menace d'entraîner des conséquences si dangereuses que le ministère commun n'a pas encore osé lui donner une solution définitive. Quels effets pourra avoir, pour l'équilibre intérieur de l'Empire, cet accroissement considérable de l'élément slave? C'est encore une question très complexe qu'il nous suffit aujourd'hui de poser. L'avenir des Slaves du Sud est, pour l'Autriche et pour la Hongrie, le problème de demain. Le comte Rudolf Waldbourg, dans l'article que nous avons déjà cité, constate que les Croates, les Serbes, les Slovènes, tous les Slaves du Sud, tendent vers l'unité, et il émet l'avis que la politique autrichienne ne doit pas s'opposer à cette volonté manifeste, mais que son intérêt est de lui donner elle-même satisfaction. La monarchie austro-hongroise, dit-il en substance, n'a pas pour mission d'opprimer les Slaves, elle doit au contraire les protéger; c'est donc sous l'égide des Habsbourg que cette unité doit trouver sa réalisation; le groupe compact des Slaves du Sud entrerait ainsi dans l'Empire comme une unité nouvelle. Il faut rassembler les Slaves du dedans, protéger économiquement ceux du dehors (c'est-à-dire, pour parler net, faire entrer la Serbie dans un Zollverein); le centre des Slaves des Balkans ne doit être ni Belgrade, ni Cettigne, mais la monarchie danubienne avec sa civilisation supérieure. Les peuples dont une

partie est placée sous le sceptre des Habsbourg s'étendent jusqu'au cœur des Balkans : c'est une indication pour l'avenir; il faut que l'empire austro-hongrois s'avance dans la péninsule pour civiliser et mettre en valeur le pays : tel est le programme.

Ces vues d'avenir semblent bien être celles qui ont décidé la marche en avant de la politique austro-hongroise et l'annexion de la Bosnie; mais elles se heurtent à des difficultés que les derniers événements n'ont fait que compliquer. Le sentiment national serbe a été froissé; il existait à peine, on l'a créé; les journaux non seulement ont fait campagne contre le royaume de Serbie, mais ils ont attaqué la nationalité serbe avec une violence injurieuse. En Autriche même, et en Hongrie, les agrariens sont résolus à contrecarrer une politique douanière qui permettrait l'entrée de l'Empire aux produits agricoles et au bétail serbe; or les agrariens représentent la grande propriété foncière, c'est-à-dire la force sociale la mieux organisée de la double monarchie. Les Hongrois, de leur côté, regardent la Croatie comme une dépendance de la couronne de Saint-Étienne et la Bosnie comme une annexe de la Croatie; la seule idée du Trialisme soulève des tempêtes au delà de la Leytha. Malgré tant d'obstacles, cette politique pourrait devenir, pour l'Autriche, celle de l'avenir, mais c'est à la condition qu'elle ne suivra pas jusqu'au bout les conseils de la *Deutsche Revue* et qu'elle ne verra pas, dans l'annexion de la Bosnie, le prélude d'une expansion dans la péninsule des Balkans. L'Autriche-Hongrie est une puissance danubienne, non balkanique. Le comte[1] d'Æhrenthal, en renonçant aux droits de l'Autriche sur le sandjak de Novi-Bazar, a fait un acte de sagesse et a posé lui-même les bornes au

1. Le baron d'Æhrenthal a été fait comte par l'Empereur en récompense de son succès dans la crise de Bosnie.

delà desquelles l'expansion autrichienne vers le Sud deviendrait le plus dangereux des leurres. Le geste du vainqueur de Sadowa l'y pousse ; est-ce une raison pour qu'elle s'y laisse entraîner? Une politique d'émancipation slave poussée jusque dans les Balkans ne peut manquer d'amener une mésintelligence radicale et probablement un conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour le plus grand profit de la Prusse. La leçon des événements de 1908-1909 est, à ce point de vue, assez éloquente pour ne pouvoir être méconnue. En face d'une Russie hostile, le Cabinet de Vienne sera toujours obligé de faire appel au concours de Berlin. Il en sera ainsi, *mécaniquement*, chaque fois que l'Autriche s'engagera trop avant dans la politique balkanique. Nous l'avions écrit dès le début de la crise[1] et nous n'avons rien à retrancher de ce que nous avons dit, au contraire : expansion au Sud, pour l'Autriche, égale péril au Nord.

L'article de la *Deutsche Revue* proteste, non sans raisons, contre l'opinion, propagée par certains journaux étrangers, qui assimile l'expansion autrichienne à une expansion allemande et attribue à l'alliance austro-allemande un but pangermaniste. Il faut en effet se garder de confondre le groupe bruyant mais peu nombreux des pangermanistes avec la masse patriote et nationaliste des Allemands d'Autriche; il faut aussi tenir compte des autres races. Il est certain que l'Autriche, aujourd'hui plus que jamais, veut être elle-même et avoir sa politique indépendante; elle l'a prouvé en s'engageant dans l'affaire de Bosnie; son but, en créant une flotte puissante, est moins de faire dans la Méditerranée la politique de l'Allemagne que d'y affirmer sa propre personnalité. La grande puissance danubienne entend devenir un rempart aussi bien contre le pangermanisme prussien que contre le pan-

1. Ci-dessus, page 198.

slavisme russe. Vienne, à mi-chemin du monde oriental et du monde occidental, point de rencontre et de fusion des races germanique, slave et hongroise, est admirablement placée pour devenir un centre de rayonnement civilisateur.

Le roi d'Italie a répondu par un télégramme chaleureux aux dépêches de ses deux alliés. Mais la politique de l'Italie est aujourd'hui ce qu'elle était hier. Les mêmes nécessités y déterminent les mêmes tendances. En adhérant à l'alliance austro-allemande pour en faire la Triplice, l'Italie a eu surtout en vue de neutraliser, en y entrant, les dangers qui pouvaient résulter pour elle d'une si puissante combinaison établie sur sa tête, au delà de ces Alpes d'où les *tedeschi* ont toujours regardé avec convoitise les grasses plaines du Pô et de l'Adige. Si l'Autriche et l'Allemagne font, dans les Balkans, une politique d'expansion et d'influence, l'Italie a besoin d'être avec elles pour que cette politique ne se fasse pas contre elle. C'est en considération de l'Italie et de ses souverains que, dans la dernière crise, le Monténégro a obtenu quelques satisfactions; elles avaient été promises, aux entrevues de Salzbourg et de Desio, à M. Tittoni par MM. d'Æhrenthal et Isvolski. On a pu croire, au début des affaires bosniaques, que l'Italie associerait sa politique à celle de la Russie, et l'on a parlé, à ce moment, dans quelques journaux, d'une quadruple entente. Et, de fait, l'Italie a de bons rapports avec les puissances de la Triple-Entente; elle ne peut pas séparer sa politique de celle de l'Angleterre, et il est certain que le succès de l'Autriche, suivi de la création d'une forte escadre dans l'Adriatique, ne sont pas vus dans la péninsule sans un vif dépit et sans de naturelles appréhensions. Mais la situation géographique, économique et militaire de l'Italie l'oblige à des ménagements envers tous ses voisins; sa politique est écartelée entre des nécessités contradictoires également

urgentes. Le roi Victor-Emmanuel a envoyé une dépêche affirmant sa fidélité à la Triple-Alliance; mais l'anniversaire de Solférino a donné lieu à des manifestations francophiles; dans son discours, M. Marcora, président de la Chambre, a insisté sur la nécessité, pour les Italiens, d'être bien armés « afin que la patrie ne subisse plus jamais le joug de l'étranger qui guette à la frontière. » Il faut toujours tenir compte, quand on apprécie la politique de l'Italie, des difficultés redoutables inhérentes à sa situation dans le monde; il faut aussi se souvenir que, depuis les temps de Caton d'Utique, les dieux eux-mêmes, en Italie, sont du parti du plus fort.

V

Ce que l'on peut dire de la Russie, de l'Angleterre et de la France, se dégage, par antithèse, de ce que nous venons de montrer à propos des puissances tripliciennes. — Rien de plus naturel, de plus légitime que la surprise douloureuse de l'opinion russe à la nouvelle de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En 1878, la Russie victorieuse a été obligée de soumettre intégralement le traité de San-Stefano au Congrès qui l'a dépouillée des avantages acquis au prix d'une si rude campagne; en bonne justice, elle était fondée à espérer que l'Europe tiendrait à honneur d'évoquer devant une conférence et de discuter l'annexion à l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine délivrée du joug turc par le sang des soldats du Tsar. Mais, comme l'a dit Bismarck, « l'indignation n'est pas un état d'esprit politique », lorsqu'on n'est pas prêt à la soutenir par la force. M. Isvolski a eu une double illusion : il a trop écouté

les plaintes d'une opinion qu'il lui appartenait de retenir et de diriger, et surtout, il a cru à la vertu intrinsèque des mots et des formules diplomatiques, tandis que seuls comptent, dans la bataille, les intérêts et les forces. De là, sur le terrain diplomatique, son échec ; il était impliqué, nous l'avons montré, dans les conditions mêmes où la lutte s'est engagée. Mais, en réalité, la Russie n'a rien perdu ; elle a cédé à des menaces parce que ni elle, ni ses alliés ou amis ne voulaient faire la guerre pour la Bosnie. C'est là le fait qui domine toute la crise, malgré les efforts qu'on a multipliés à Vienne et à Berlin pour en voiler la brutale réalité ; il éclaire la Russie sur ce que dissimulent les avances de la diplomatie allemande ; séparée de ses associés, la Russie serait fatalement vouée à être, en Orient, comme elle l'a été, en 1878, la dupe de l'amitié allemande. Elle sait que, depuis Bismarck, l'Allemagne a « opté » en faveur de l'Autriche. Dans ses déboires, la Russie a recueilli un autre enseignement dont elle a déjà commencé à tenir compte : c'est que, dans les grands conflits internationaux, les arguments ne sont rien, les baïonnettes tout, même lorsqu'elles restent au fourreau. Profitant de la leçon, une fois de plus, comme après le traité de Paris, elle se recueillera, elle réorganisera son armée, elle complétera son outillage économique. La Russie, qui a l'espace, a besoin du temps.

La politique de la Grande-Bretagne, durant la dernière crise, n'a pas varié dans son objet, ni dans ses principes ; elle n'a pas cessé, se prévalant du protocole de Londres de 1871, de déclarer que l'Europe seule avait qualité pour modifier, soit dans une conférence, soit par des négociations directes, ce que l'Europe avait fait. Elle ne s'est pas départie non plus d'une attitude nettement pacifique ; le voyage du roi Édouard à Berlin, le 9 février, en a été la preuve et le signe.

Enfin elle est restée invariablement fidèle à l'entente cordiale avec la France et la Russie. Mais, dans l'exécution, son gouvernement paraît avoir manqué de décision et ses agents l'ont mis, parfois, en contradiction avec lui-même. Au moins dans les premières semaines, Londres a donné aux revendications des Serbes et des Monténégrins des encouragements dangereux qui ne pouvaient être suivis d'aucun concours effectif. La situation difficile du Cabinet libéral, l'extrême nervosité de l'opinion surexcitée par les polémiques quotidiennes au sujet de la flotte, expliquent en partie ces incertitudes dans l'application. À Vienne, la politique britannique a donné l'impression d'être dominée par la préoccupation constante de la rivalité maritime de l'Angleterre avec l'Empire germanique et d'avoir voulu faire payer à l'Autriche-Hongrie sa fidélité à ses alliances ; la presse anglaise et, sur le continent, les organes qui passent pour suivre les inspirations du *Foreign Office*, ont mené contre l'Autriche une campagne très vive : or il est toujours vain d'attaquer avec des mots lorsqu'on n'est pas décidé à aller jusqu'aux armes.

La politique française a été très simple et très nette. Des conversations de M. Pichon avec M. Isvolski, et des déclarations publiques de ce dernier, il résultait que la Russie était résolue à s'en tenir, dans l'affaire de Bosnie, à une action diplomatique fondée sur le droit public européen : notre appui fut acquis d'avance à toute proposition ayant ce caractère. En face d'un conflit diplomatique entre l'Autriche et la Russie, le rôle de la France était de soutenir son alliée, — elle n'y a pas manqué, — mais aussi de préparer, par une politique de conciliation, l'entente finalement nécessaire : c'est ce qu'elle a fait. Elle a réussi à maintenir ses bonnes relations avec Vienne, afin d'être toujours en situation de servir de médiatrice entre les deux adver-

saires. Lorsqu'elle a cru que la Russie s'engageait trop avant dans une campagne sans issue, elle le lui a dit, car, sans une franchise absolue, il n'est pas de bonne entente durable. Elle a pris, pour arriver à une solution, des initiatives qui, peut-être, n'ont pas toujours été appréciées à leur valeur : nous avons vu comment l'accord franco-allemand du 8 février avait été le point de départ d'une tentative d'intervention conciliatrice, faite d'accord avec nos alliés, et qui fut sur le point de réussir. On dit que certaines personnalités du parti réactionnaire et germanophile, en Russie, on essayé de présenter le maintien de bonnes relations entre Vienne et Paris comme contraire à nos devoirs d'alliés ; comment ne pas voir que le seul moyen qui fût à la fois efficace et pacifique, de seconder la politique russe, était, pour nous, de ménager notre crédit pour pouvoir remplir, au moment opportun, le rôle de médiateurs ; il est superflu d'ailleurs de discuter des insinuations auxquelles ni la loyauté du Tsar, ni la finesse de M. Isvolski n'ont pu s'arrêter un instant ; les faits parlent d'eux-mêmes assez haut.

L'attitude du gouvernement français vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie s'inspire d'une conception générale du rôle de cette puissance dans la vie européenne. La France regarde une Autriche forte comme un élément indispensable à l'équilibre et à la paix générale. La puissance qui règne sur la grande artère de l'Europe, le Danube, qui a ses deux têtes à Vienne et à Budapest, avec la Bohême, comme un bastion avancé, en face de l'Allemagne, et, sur la Méditerranée, la fenêtre ouverte de Trieste, est admirablement placée pour exercer sur l'Europe une action de stabilité, de juste et nécessaire conservation ; mais c'est à la condition qu'elle soit elle-même un élément d'ordre et de paix ; le jour où elle se lancerait dans une politique d'expansion, elle deviendrait le plus dangereux facteur de troubles dont elle

serait certainement la première victime. Tant qu'elle ne fera qu'affirmer sa personnalité et sa vitalité, la France n'a aucune raison d'en prendre ombrage : elle ne recommencera pas, sachant où elle mène, la politique de Napoléon III. L'accord austro-russe de 1897 a donné à l'Europe une longue période de paix. En face de complications possibles dans les Balkans, le rôle des diplomaties française et anglaise nous paraît être de renouer, entre Vienne et Pétersbourg, le fil imprudemment rompu par les audaces du baron d'Æhrenthal; si elles n'y parviennent pas, le moindre incident dans les Balkans peut devenir l'origine des pires calamités.

La France a fait la preuve, dans la crise de 1908-1909, que son alliance et ses amitiés n'ont pas d'objet caché; elles n'ont qu'un but, le maintien d'un juste équilibre et de la paix générale. L'Allemagne a rendu justice à la politique ferme, loyale et prudente de M. Pichon en signant l'accord qui clôt le différend marocain; l'Autriche-Hongrie, par sa diplomatie et par sa presse, a témoigné qu'elle avait apprécié ses efforts pacificateurs. La politique française a correspondu au vœu unanime de tous les peuples et de tous les rois en travaillant de son mieux à une paix dont le monde n'a jamais eu plus besoin.

Cette rapide revue des Etats européens qui ont été particulièrement mêlés à la crise de Bosnie serait incomplète si nous ne disions un mot de quelques pays balkaniques.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie ont d'abord provoqué l'indignation et les plaintes des Jeunes-Turcs : en réalité, les derniers événements ont consolidé, consacré, le régime constitutionnel. L'empire ottoman a perdu deux provinces qu'il ne possédait plus, en fait, depuis trente ans, mais il a reçu, de l'Autriche comme de la Bulgarie, de grosses indemnités qui ne valaient

pas seulement par le secours matériel qu'elles lui ont apporté dans un moment difficile, mais surtout par la démonstration qu'elles ont fournie des égards auxquels toutes les nations se croient tenues en présence du vaillant effort de régénération de la Jeune-Turquie. A la solution de la crise, c'est peut-être, tout mis en balance, les Turcs qui ont le plus gagné.

L'Europe compte un roi de plus, mais il ne serait pas vrai de dire que, par là, il n'y a rien de changé en Europe. La Bulgarie, qui était déjà une force, est devenue une puissance. Elle entrera, comme un appoint décisif, dans toutes les combinaisons qui peuvent se préparer en Orient ; il ne se fera rien, dans les Balkans, sans qu'elle y ait un rôle considérable et sans qu'elle y recueille la meilleure part des bénéfices. La France a suivi avec un tout particulier intérêt, avec une sympathie qui n'est pas demeurée platonique, le jeu merveilleusement souple et nuancé du roi Ferdinand Ier : la prudence s'y marie à l'audace ; la réalité pacifique y fait contraste avec les démonstrations belliqueuses ; le petit-fils de Louis-Philippe sait, avec un art consommé, peser sans frapper, utiliser la belle armée qu'il a créée sans pourtant s'en servir, obtenir de grands résultats sans rien sacrifier. Pour lui et pour son peuple, l'amitié autrichienne est une nécessité de situation, imposée par le voisinage roumain, et l'amitié russe une nécessité de cœur ; entre les deux, le roi Ferdinand évolue avec une élégance qui déconcerte les rancunes et désarme les malveillances. De l'amitié autrichienne, il profite pour proclamer au bon moment l'indépendance de son Etat et sa propre royauté ; sur l'amitié russe, il compte pour reconnaître et affermir sa couronne : comment ne pas accueillir en roi le souverain qui apporte, sur le cercueil du grand-duc Wladimir, les larmes reconnaissantes de tout un peuple ? Quand les circonstances l'exigent, le tsar des Bulgares sait parler haut, appuyé for-

tement sur son peuple et sur son armée : les cérémonies de Tirnovo, les fêtes de Philippopoli et de Sofia ont eu très grand air ; un peuple et une dynastie y célébraient leur jeunesse et leur vitalité. Et s'il était permis, après la victoire, de se souvenir des incertitudes du combat, combien il serait intéressant, pour un psychologue, de montrer le nouveau roi, pris entre les impatiences de son peuple et sa propre vision des réalités, attiré vers Constantinople et retenu par les conseils pressants de l'Europe, obligé de compter avec les Turcs et avec les Bulgares de Macédoine, avec les Roumains et avec les Serbes, avec Londres et avec Paris, tiraillé entre Vienne et Pétersbourg ! On admirerait en Ferdinand Ier, sur un théâtre encore trop exigu, un grand acteur du drame de l'histoire.

Nous croira-t-on si nous disons que la Serbie, à la crise de 1908-1909, n'a rien perdu, et même qu'elle a gagné quelque chose? Le paradoxe est moins fort qu'il n'en a l'air. La Serbie n'a jamais possédé la Bosnie, et sa querelle avec l'Autriche fait penser au jugement du singe, dans la fable :

> ... Toi, loup, tu te plains, quoiqu'on ne t'ait rien pris,
> Et toi, renard, as pris ce que l'on te demande.

Sous les yeux de l'Europe, les Serbes ont fait preuve d'union, de sang-froid, aussi bien dans la résistance que dans la soumission à l'inévitable ; ils ont sonné avec crânerie des airs de bravoure, tout en étant résolus à ne point partir en guerre et à céder aux menaces suprêmes ; ils ont noué et consolidé leur bon accord avec le Monténégro ; les soldats ont acquis plus d'esprit militaire, et les politiques plus de sagesse ; les diplomates ont été à la hauteur des plus habiles. Enfin, et surtout, la Serbie a incarné un principe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; le progrès des démocraties rapproche chaque jour l'heure où ce principe

aura enfin, dans le droit public européen, une expression juridique, et où, de révolutionnaire qu'il paraît encore, il deviendra un élément de conservation et d'ordre. La Serbie, malgré les apparences, a obtenu ce qu'elle voulait : elle a posé, au bon moment et dans les termes les plus avantageux pour elle, la question de la nationalité serbe : la solution regarde l'avenir.

Un chapitre, qui n'est lui-même qu'une conclusion, ne comporte pas, à proprement parler, de conclusions : elles ressortent d'elles-mêmes de tout ce que nous avons tenté d'expliquer. Il en est une pourtant, plus générale et plus incertaine aussi, qui, si l'on va au fond des choses, se dessine, d'une façon encore imprécise, derrière la trame des événements. Des frissons de guerre ont couru, à certains moments, sur l'Europe ; et pourtant, l'impression que l'on garde de cette mêlée diplomatique, c'est qu'aucun gouvernement n'a, si l'on nous permet l'expression, marché à fond. Est-ce parce qu'il a manqué un Bismarck ? Sans doute. Mais le génie des Bismarck est fait de leur divination des passions obscures qui bouillonnent sourdement dans l'âme des peuples. Bismarck a fondé la grandeur prussienne sur l'idée allemande d'unité. Pour quelle grande cause oserait-on actuellement jeter les nations européennes à la bataille ? Pour la royauté commerciale de l'Angleterre ou la suprématie militaire de l'Allemagne ? A ces terribles ruées des peuples les uns contre les autres, il faut un puissant support d'idéologie : on ne l'aperçoit pas aujourd'hui. L'Europe souffre de la gestation douloureuse d'un état social nouveau, et c'est, au moment de déchaîner la tempête des batailles, la conscience plus ou moins claire de ce travail interne qui arrête le bras des rois. Le monde slave, toutefois, et le monde oriental font exception : là, le principe des nationalités, issu de la Révolution française, n'a pas encore opéré tous ses

effets. C'est pourquoi la question du slavisme et celle de l'avenir de l'Empire ottoman restent les inquiétudes de demain.

Post-scriptum. — La crise de Bosnie a été une passe d'armes européenne, un « conflit des alliances » ; ses conséquences ont été considérables. La crise aiguë s'est dénouée en mars 1909, mais elle a laissé derrière elle des amours-propres blessés, des intérêts lésés, des ambitions déçues. On a discuté longtemps, — par exemple dans la *Fortnigtly Review*, — sur les circonstances et les responsabilités. Lorsque deux groupements de puissances se font équilibre de très près, que leurs intérêts sont enchevêtrés dans toute une série d'alliances, d'ententes et de contre-assurances, il est naturel que le moindre déplacement de forces, que la moindre erreur de direction, prenne aussitôt l'importance d'un événement politique, d'un succès pour les uns, d'un échec pour les autres. Nous avons montré pourquoi l'issue de la crise de Bosnie a rapproché l'Allemagne de cette hégémonie européenne à laquelle elle aspire et dont la Conférence d'Algésiras l'avait éloignée. Les circonstances empêchaient la France et la Russie d'avoir les mains libres. La France était, comme nous l'avons indiqué, partagée entre le sentiment de son intérêt immédiat et celui d'un intérêt plus éloigné mais supérieur. Le premier lui conseillait de reconnaître, sans difficulté ni délai, le fait accompli par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ; en servant ainsi, dans une passe difficile, la politique du cabinet de Vienne, elle pouvait amener non pas une rupture, mais un relâchement des liens de la Triple-Alliance. Le comte d'Æhrenthal ne cachait pas son désir de voir l'intervention qui assurerait la paix venir de Paris ; il ne cacha pas davantage, après l'événe-

ment, son regret d'avoir dû l'accepter de Berlin. Mais la France était obligée, n'étant pas, en cette affaire, la plus intéressée, de suivre son alliée et, d'autre part, une nation à qui on a enlevé deux provinces ne peut se dispenser de saisir les occasions d'affirmer le droit imprescriptible qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais puisque les affirmations nécessaires devaient rester nécessairement platoniques, il semble que les gouvernements de la Triple-Entente, mieux inspirés, auraient pu concilier le respect des principes avec la claire vision des opportunités. Ils n'ont pas su choisir, ils ont hésité, et ils en ont subi les conséquences. En politique, dit-on, l'occasion n'a qu'un cheveu. La politique française qui, en 1905, avait durement expié les imprudences de M. Delcassé, les fantaisies de MM. André et Pelletan, et les abaissements de la « politique abjecte », s'était brillamment relevée à la Conférence d'Algésiras ; elle continua son mouvement ascendant jusqu'à l'accord franco-allemand du 8 février 1909. Mais, à partir de ce moment-là, elle va en déclinant. D'abord, elle est trop lente à tirer de l'accord avec l'Allemagne les conséquences qu'il comporte : suprématie politique au Maroc, dont la contre-partie est une collaboration économique avec l'Allemagne pour la mise en valeur du pays. En second lieu, elle subit les conséquences du succès de la politique allemande dans la crise de Bosnie.

L'Allemagne, dans la crise de 1908-1909, est obligée une fois de plus d'opter entre l'Autriche et la Russie, et, une fois de plus, elle opte nettement pour l'Autriche. C'est la doctrine bismarckienne[1]. Bismarck tempérait l'option, que les circonstances ne lui avaient pas permis d'éluder, par une contre-assurance avec la Russie. Le prince de Bülow et M. de Bethmann-Hollweg n'ont pas manqué de suivre jusqu'au bout les leçons du maître.

1. Cf. *Pensées et souvenirs*, II, page 270.

A peine « l'avis amical », qui a terminé la phase aiguë de la crise de Bosnie avait-il été donné par le comte de Pourtalès à M. Isvolski (25 mars), que le prince de Bülow s'attachait — nous l'avons vu — à en expliquer les circonstances et à en pallier les conséquences ; il poursuivait la contre-assurance avec la Russie. L'entrevue de Guillaume II avec le tsar Nicolas à Bjorko (17 juin 1909) fut la première étape ; Potsdam a été la seconde.

L'entrevue de Potsdam et l'entente qui en est sortie ne prennent leur vrai sens que si on les considère comme la conclusion de la crise de Bosnie.

A l'automne 1909 Nicolas II et M. Isvolski, allant d'Odessa à Racconigi, font un immense détour par l'Allemagne et la France, pour éviter le territoire austro-hongrois ; ils fraternisent avec le roi Victor-Emmanuel et M. Tittoni ; M. Nathan, maire de Rome, naguère grand maître de la franc-maçonnerie, est appelé à présenter ses devoirs au tsar de toutes les Russies. Ainsi se manifeste la persistance des ressentiments issus de l'annexion de la Bosnie. Entre l'Autriche et la Russie, la mésintelligence, née des événements de l'hiver 1908-1909, remplace l'entente qui a si longtemps assuré la tranquillité des Balkans et de l'Europe. Ressentiments austro-russes, antipathies austro-italiennes donnent à l'entrevue de Racconigi tout son sens et toute sa portée. On y a parlé, entre très hauts personnages, des questions balkaniques ; rien n'a été écrit, mais on a été d'accord sur le principe d'une politique de *statu quo* et d'expectative. Dans le train qui emportait, entre Modène et Chambéry, le Tsar, M. Isvolski et M. Pichon, le même sujet a été abordé, dans le même esprit. Dans la péninsule, M. Pachitch se félicite publiquement de l'entrevue de Racconigi et le roi des Bulgares, se souvenant à propos de son goût très vif pour les plantes des hautes montagnes, vient faire une ascension en Serbie ; il y rencontre le prince héritier ; des paroles cordial-

sont échangées. Quelques semaines plus tard, le roi Ferdinand visite à Belgrade le roi Pierre. Un rapprochement semble se préparer entre les deux pays : il suffit, pour en apprécier l'importance, de se rappeler le rôle de la Bulgarie dans la crise bosniaque.

Ces incidents font sentir plus vivement, à Vienne et à Berlin, le besoin d'un rapprochement ; les notes officieuses qui constatent l'entente des gouvernements italien et russe et leur résolution de maintenir le *statu quo* en Orient, reçoivent un accueil favorable au Ballplatz et à la Wilhelmstrasse. M. Isvolski, quelques semaines après, fait savoir au comte Berchtold, ambassadeur d'Autriche, avec qui, depuis près d'un an, il n'avait que des communications écrites, qu'il désire reprendre des relations normales ; une conversation s'en suit, dans laquelle l'accord des deux gouvernements pour le maintien du *statu quo* en Orient est constaté. Malgré cette détente réelle, les relations entre Vienne et Pétersbourg, envenimées par des questions de personnes, restaient froides. La France aurait pu employer son influence à les rendre plus confiantes ; elle ne sut pas en trouver le moyen, ou tout au moins elle ne fut pas écoutée, et ce fut, une fois encore, la politique allemande qui prit l'initiative avantageuse. M. Isvolski ayant quitté le ministère pour l'ambassade de Paris (1er octobre 1910) et ayant été remplacé par M. Sasonof, le moment parut propice, à Pétersbourg comme à Berlin, pour une entrevue des souverains et des ministres dans laquelle seraient effacés les derniers ressouvenirs de « l'avis amical » de mars 1909. Tel fut le caractère de cette entrevue de Potsdam (4 novembre) qui a été tant commentée et parfois avec tant d'exagération.

M. de Bethmann-Hollweg a dit, dans son discours, après Potsdam (10 décembre) : « Le résultat de l'entrevue de Potsdam peut se résumer en disant que les divergences d'opinions qui existaient ici et là entre les deux

gouvernements ont disparu et que les anciens rapports tout de cordialité qu'il y avait entre eux ont été affermis et confirmés. » Il y avait eu, durant la crise de Bosnie, des difficultés et des heurts ; le souvenir de ces dissentiments est effacé. De même il y avait des divergences d'intérêts en Orient et en Perse; on se met d'accord pour que ces divergences n'aboutissent pas à un différend.

Les entrevues cordiales de l'Empereur allemand avec le Tsar, les conversations de ministres, ne sont pas pour nous une chose nouvelle ou inattendue; déjà, dans son discours du 5-11 décembre 1908, le prince de Bülow disait, faisant allusion à ses conversations avec M. Isvolski en octobre 1908 : « Nous partagions la même conviction, M. Isvolski et moi, que la politique russe ne devait pas avoir de pointe contre l'Allemagne et réciproquement; bien plus, que les vieilles relations amicales devaient être maintenues. » N'y a-t-il donc rien de nouveau après l'entrevue de Potsdam et les déclarations du chancelier allemand? Si, il y a un succès diplomatique de la Russie. Dans la question de Bosnie, elle s'était mal engagée et elle avait abouti à un échec, déterminé par le geste brusque de l'empereur Guillaume jetant son épée dans la balance. Depuis lors les rapports entre Berlin et Pétersbourg étaient froids et c'est à Berlin que cette froideur était particulièrement ressentie et qu'on souhaitait le plus vivement de la faire cesser. Les pages profondes où Bismarck, dans ses *Pensées et Souvenirs*, montre que c'est pour l'Empire allemand une nécessité de premier ordre de vivre en bons rapports avec son voisin de l'Est et de ne point « opter » trop complètement entre la Russie et l'Autriche, sont le bréviaire des hommes d'état allemands[1].

1. « Il est infâme, insensé et impie de couper le pont qui nous permet de nous rapprocher de la Russie. » *Pensées et Souvenirs*, II, p. 303.

Une fois de plus la grande ombre casquée du Chancelier de fer a inspiré la politique allemande. Les principaux acteurs de 1908 avaient quitté le rôle qu'ils tenaient à cette époque : le prince de Bülow n'était plus chancelier, M. Isvolski n'était plus ministre des affaires étrangères; des hommes nouveaux, M. de Bethmann-Hollweg, M. de Kiderlen-Wæchter, M. Sasonof, pouvaient passer l'éponge sur le passé et faire un pas pour se rapprocher.

Un point important a été abordé à Potsdam et dans le discours du chancelier, la politique balkanique. C'est le seul dont nous voulions parler ici. « Les deux puissances ne se laisseront entraîner dans aucune combinaison qui puisse les mettre en désaccord. » Voilà le principe général. « L'Allemagne et la Russie ont un intérêt égal au maintien du *statu quo* dans les Balkans et dans tout l'Orient, et ni l'une ni l'autre ne soutiendra une politique qui tendrait à le détruire, de quelque côté que cette tentative soit faite ». Voilà l'application. Qu'est-ce à dire? C'est la sécurité complète assurée à la Russie du côté de la Turquie pendant qu'elle fait ses affaires en Perse. Quelle combinaison pourrait, en Orient, mettre en désaccord l'Allemagne et la Russie? La Russie ne désire pas, c'est un fait connu, une trop grande extension des états slaves des Balkans; elle a usé de toute son influence pour empêcher la Bulgarie de faire la guerre aux Turcs en 1908; on ne voit donc pas à quelle « combinaison » la Russie renoncerait et ne pourrait-on pas croire que la « combinaison » dont il est question, serait plutôt une politique autrichienne d'avancée dans les Balkans avec l'appui de l'Allemagne? En effet, remarque la *Correspondance politique russe* du 21 décembre 1910, « seules l'ambition de l'Autriche et la complaisance de l'Allemagne ont, à un moment donné, troublé l'harmonie et failli déchaîner la guerre en Orient. » La crise bosniaque est, ici, visiblement,

visée; il ne faudrait pas exagérer beaucoup la pensée contenue dans la déclaration du chancelier allemand pour y voir presque un désaveu, presque un regret, de la politique suivie durant la crise de 1908-1909. Nous sommes persuadé que l'Autriche-Hongrie n'a plus aujourd'hui aucun désir d'expansion vers Salonique[1]; mais s'il en était autrement, elle ne devrait pas compter sur l'appui de l'Allemagne; celle-ci le lui signifie sans détour[2]. Aucune autre grande puissance ne peut avoir le désir ou l'occasion de troubler le *statu quo* dans les Balkans. Si la Bulgarie le tentait, elle a été avertie que la Russie ne serait pas avec elle et qu'elle aurait à dos la Roumanie, dont la politique est directement influencée par Berlin[3]. La France, qui est particulièrement désireuse de maintenir ce *statu quo*, ne peut donc que se réjouir des garanties nouvelles qui résultent, pour la tranquillité de l'Orient, de l'entrevue de Potsdam et des déclarations du chancelier de l'Empire allemand. Sur ce point, comme en Perse, la diplomatie tenace et patiente du tsar Nicolas II remporte le succès.

La Russie, en échange, ne cède rien, du moins dans les Balkans. Elle ne s'engage pas à renoncer à une politique d'influence et d'amitié pour la Jeune Turquie, la seule que depuis 1908, elle ait jamais pratiquée. Elle pourra continuer à travailler, de concert avec ses alliés et ses amis, au développement économique et à la réforme intérieure de l'Empire ottoman; elle y accroîtra son influence morale et ses intérêts matériels dans des

1. « La politique du chancelier concorde absolument avec la nôtre », disait le *Fremdenblatt* du 13 décembre 1910.

2. Les *Hamburger Nachrichten* du 12 décembre, ont cru remarquer dans la presse autrichienne « une certaine résignation dans l'approbation qu'elle donne aux déclarations de M. de Bethmann. Cela sera plus compréhensible encore, ajoute la feuille hambourgeoise, si l'on songe que l'Autriche-Hongrie n'a jamais fait de meilleures affaires que lorsqu'avait disparu ou s'était, pour le moins, affaiblie la confiance qui animait autrefois les rapports germano-russes ».

3. Voyez ci-dessous chapitre VIII.

conditions d'autant meilleures que les paroles mêmes du chancelier allemand sont, pour la Turquie, une garantie que la Russie ne favorisera aucune combinaison agressive contre l'Empire ottoman. M. Tcharykof l'a fait connaître sans ambages à Sofia lors de sa dernière visite au roi Ferdinand. Les vieilles défiances qui subsistaient, à Constantinople, contre le Russe ne peuvent manquer, maintenant, d'aller en s'atténuant.

Dans les Balkans, la détente générale des relations européennes s'est également fait sentir. Des rapports normaux se sont rétablis entre l'Autriche et la Serbie. Après le fiasco du procès d'Agram, le procès Friedjung[1] et le procès Vassitch[2] sont venus démontrer que, durant la crise de 1908-1909, des documents faux avaient été mis en circulation dans l'intention de jeter du discrédit sur les Serbes et sur les moyens d'action de leur propagande politique. De tout le bruit fait autour de ces procès, des interpellations retentissantes du professeur Masaryk au comte d'Æhrenthal à la session des délégations autrichiennes de l'automne 1910, il semble bien résulter, tout au moins, que le Ballplatz s'est servi d'agents véreux pour une besogne douteuse. Ces révélations semblent avoir rendu le ministère austro-hongrois des affaires étrangères moins intraitable à l'égard des Serbes. Plusieurs séjours à Vienne de M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères serbe, ont

1. Le docteur Friedjung, publiciste et historien distingué, avait, dans un article de la *Neue Freie Presse*, accusé plusieurs députés serbes à la diète de Croatie, de recevoir de l'argent de Belgrade; il avait dénoncé l'existence, en Serbie, d'une vaste organisation de propagande serbe. Au cours du procès qui lui fut intenté par les députés visés par lui, il fut démontré que les documents invoqués par le docteur Friedjung étaient faux; il reconnut loyalement qu'il avait été trompé.

2. Vassitch, serbe originaire de Hongrie, était répétiteur des enfants de l'un des secrétaires de la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade. Il fut poursuivi et condamné comme artisan de la fabrication de faux documents.

amené l'établissement d'un *modus vivendi* économique. Un rapprochement s'est dessiné entre Belgrade et Sofia, sans aboutir encore à une entente. Les rois de Serbie et de Bulgarie sont allés l'un et l'autre rendre visite au tsar (mars 1910) et, de là, l'un et l'autre se sont rendus à Constantinople où ils ont eu une entrevue avec le Sultan.

Ainsi, dans les deux années qui ont suivi la crise de Bosnie, les traces qu'elle avait laissées se sont peu à peu effacées, les blessures qu'elle avait faites se sont guéries. Il parut de nouveau que le but des grands systèmes politiques qui se partagent l'Europe était la paix; de part et d'autre, on s'est attaché à circonscrire les risques et à limiter les conflits; on a fait ce que M. André Tardieu appelle très justement « l'adaptation des alliances ».

L'Empereur et Roi a octroyé à la Bosnie-Herzégovine une constitution. Une diète élue, dans laquelle les trois confessions sont représentées proportionnellement à leur nombre, siège à Sarajevo. Le président a été jusqu'ici un musulman. L'entente s'est faite entre les serbes orthodoxes et les musulmans.

En Hongrie, le parti de l'indépendance de M. François Kossuth a été vaincu et a perdu le pouvoir. En Autriche, le parti chrétien-social a subi un désastre à Vienne. Cette double défaite, la seconde surtout, paraît de nature à retarder l'exécution des projets de transformation de l'Empire austro-hongrois.

La France a partagé, même après Potsdam, surtout après Potsdam, le sentiment qu'a eu toute l'Europe d'une détente générale, d'une sécurité plus complète. « On peut dire que la situation générale s'éclaircit, disait la *Neue Freie Presse* du 20 décembre 1910; les deux camps subsistent en Europe, mais on n'éprouve plus, en les considérant, le même sentiment d'angoisse qu'autrefois. » En vain la presse allemande a voulu trouver,

dans l'entrevue de Potsdam, un affaiblissement de l'alliance franco-russe, en vain une partie de la presse française s'est alarmée et a égaré l'opinion, la vérité des faits n'a pas tardé à se rétablir d'elle-même. « La presse, dans de semblables circonstances, a dit dans son discours le chancelier allemand lui-même, ne manque pas de prêter aux événements une importance qui n'est pas toujours conforme à la réalité. » Ce serait une erreur de croire que l'entrevue de Potsdam indique une nouvelle orientation de la politique russe. Dans l'histoire, elle apparaîtra surtout comme la clôture de la crise bosniaque. Il en résulte, pour toute l'Europe, une impression générale de sécurité et de confiance dans un avenir de paix.

La question bosniaque liquidée, la question marocaine va-t-elle renaître et provoquer une nouvelle crise européenne? On ne saurait le dire encore à l'heure actuelle, mais on peut déjà le craindre. En tout cas, la solidité de l'alliance franco-russe et son efficacité se sont de nouveau manifestées au moment où M. Cruppi a fait connaître aux cabinets européens l'obligation où se trouvait la France d'envoyer une expédition pour délivrer Fez; le gouvernement impérial russe a su, avec beaucoup de tact et de fermeté, faire connaître à qui de droit qu'il approuvait pleinement l'attitude du gouvernement de la République, si bien que toutes les oppositions se sont, pour le moment, effacées. S'il doit y avoir une crise marocaine, nous l'aborderons, au point de vue diplomatique, dans de bonnes conditions.

1er juillet 1911.

CHAPITRE V

UNE FORME NOUVELLE DES LUTTES INTERNATIONALES

LE BOYCOTTAGE[1]

SOMMAIRE. — Une arme nouvelle sur le champ de bataille international : le boycottage.

I. — Origine du mot boycottage. — James Boycott. — Le boycottage à travers les âges. — Le Blocus continental.

II. — Le premier boycottage politique : en Chine. — Boycottage des marchandises américaines. — Le boycottage à Canton. — Miss Roosevelt et le boycottage. — Le boycottage et le gouvernement. — Boycottage antijaponais.

III. — Le Comité Union et Progrès, après l'annexion de la Bosnie, décide le boycottage. — A Constantinople. — Rôle des corporations. — A Salonique. — A Uskub, à Monastir, à Smyrne, en Syrie. — Efficacité du boycottage : pertes du commerce et de l'industrie en Autriche-Hongrie. — Accord austro-turc du 27 février 1909. — Fin du boycottage.

IV. — Conditions dans lesquelles un boycottage peut être efficace. — Boycottage et nationalisme économique. — Le boycottage antiautrichien et le commerce français. — Le boycottage arme des démocraties organisées.

Post-Scriptum. — Le boycottage antigrec. — Excès nationalistes et xénophobes.

Les nations, plus encore que les individus, sont dures aux faibles, dures aux vaincus ; si évident que soit le

1. Ce chapitre a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai 1909.

bon droit d'un petit État, s'il lui manque les moyens de le faire valoir, il est l'agneau de la fable : le droit, contre la force, ne vaut. La justice, dans les rapports internationaux, est difficile à définir ; il est encore plus malaisé d'instituer un tribunal pour en décider; enfin, il serait à peu près impossible d'assurer l'exécution des sentences du tribunal. Mais l'histoire nous montre la variabilité, selon les temps et les pays, des éléments qui, pour les peuples, constituent la force ; les armes ne suffisent pas à tout. La Hollande put tenir tête à Louis XIV, et l'on voit la Pologne conquise résister aussi bien à la germanisation qu'à la russification. Une puissance formidable réside dans la masse anonyme d'un peuple : toutefois, en général, cette puissance ne se connaît pas elle-même, elle ne devient consciente qu'en s'organisant. Les événements d'Orient nous offrent un très curieux et très significatif exemple des moyens par lesquels un peuple, qui s'estime lésé, peut obtenir justice sans recourir au canon et trouve, ailleurs que dans la guerre, le moyen de faire valoir ce qu'il croit être son droit. Le boycottage des marchandises austro-hongroises dans l'Empire ottoman, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à la signature de l'accord austro-turc, marque une date dans l'histoire des relations des nations entre elles. Pour la première fois, en Europe, est apparue, sur le champ de bataille international, une arme nouvelle dont l'usage a déconcerté les diplomates, dérouté les chancelleries ; le coup d'essai a été un coup de maître. On peut affirmer que le Cabinet de Vienne se serait résigné de moins bonne grâce à payer à la Turquie 54 millions de francs, à titre d'indemnité pour l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, si le boycottage n'avait fait subir des pertes très sensibles au commerce austro-hongrois et n'avait menacé de l'exclure des marchés d'Orient.

Les Turcs n'ont pas inventé le boycottage : ils n'ont fait qu'acclimater en Europe un procédé dont les Chinois, avant eux, s'étaient servis ; ils ont créé un précédent qui aura des imitateurs, car il répond aux tendances de l'évolution économique et sociale de l'Europe contemporaine. L'expérience récente n'est pas seulement un accident dans la politique, elle est un commencement. C'est pourquoi il nous a paru intéressant d'en marquer l'importance, d'esquisser l'histoire du boycottage, d'analyser ses méthodes et d'indiquer ses possibilités d'avenir.

I

Il est des hommes qui, toute leur vie, courtisent la renommée : elle les fuit ; d'autres, qui ne s'en soucient guère, lèguent leur nom à la postérité : cette étrange fortune advint à l'Anglais James Boycott.

En Irlande, en 1880, le capitaine Boycott était régisseur des immenses terres de lord Erne, dans le comté de Mayo, et il faisait valoir lui-même plusieurs fermes ; très dur avec ses ouvriers, il les renvoyait brutalement, il lésinait sur les salaires ; aux tenanciers il refusait impitoyablement toute réduction des rentes ; aucun sentiment d'une justice plus humaine ne tempérait les exigences de son droit. C'était le temps où Michael Davitt et Parnell organisaient la *Land League* et cherchaient l'occasion de manifester sa puissance par quelque coup d'éclat ; ils s'avisèrent d'organiser, contre les rigueurs de Boycott, les représailles paysannes. Le mot d'ordre donné, l'excommunication prononcée, on vit, sur les terres de lord Erne, les bergers abandonner leurs troupeaux, les paysans se croiser les bras en face des récoltes mûres, le maréchal-ferrant refuser de ferrer les

chevaux de Boycott, le boulanger de lui fournir du pain, le facteur de lui remettre ses lettres ; autour du réprouvé le vide se fit, complet, menaçant ; les haines accumulées contre le landlordisme se concentrèrent sur lui ; le gouvernement envoya 2.000 hommes pour le protéger et 50 ouvriers orangistes vinrent arracher ses pommes de terre. Mais la vie devenait impossible à la victime des justes vengeances irlandaises ; Boycott dut s'enfuir, s'exiler en Amérique, aller chercher l'oubli pour sa personne, tandis que son nom retentissait dans le monde entier. Michael Davitt a raconté dans son livre *Fall of Feudalism in Ireland* comment le nom du régisseur de lord Erne devint un mot de la langue usuelle :

« Le mot fut inventé par le Père John O' Malley. Nous dînions ensemble au presbytère de « The Malee » et je ne mangeais guère. Il le remarqua et m'en demanda la raison :

« — Un mot me tourmente, dis-je.

« — Lequel ? demanda le Père.

« — Eh bien, dis-je, quand le peuple met à l'index un « gratter » (embaucheur), nous appelons cela « sociale excommunication », mais nous devrions avoir un mot différent pour exprimer l'ostracisme appliqué à un landlord ou à un agent comme Boycott. Ostracisme ne peut faire l'affaire. Le paysan ne comprendrait pas le sens du mot et je ne puis en trouver un autre.

« — Non, répliqua le Père John, ostracisme ne peut convenir.

« Il fixa les yeux sur le sol, puis après un silence, se frappa le front et dit :

« — Comment cela irait-il, si nous l'appelions « boycotting »

« J'étais ravi.

« — Dites à vos paroissiens, repris-je, d'appeler cela « boycotting ». Quand les reporters viendront de Londres

ou de Dublin ils entendront ce mot. Je vais à Dublin et je demanderai aux jeunes orateurs de la ligue de l'employer. Je l'emploierai dans ma correspondance avec la presse américaine, et nous le rendrons aussi fameux que le mot « lyncher » aux États-Unis ».

Depuis lors, la pratique du « boycottage » s'est généralisée ; elle est devenue, entre les mains des paysans irlandais, une arme terrible [1]. Au landlord, au marchand de bestiaux, à l'intendant boycotté, à tout individu soupçonné de trahir la cause nationale et mis à l'index, la vie est impossible : toutes relations humaines lui sont interdites, il est réduit à s'exiler ou à vivre sous la protection continuelle de la police armée ; parfois même il reçoit de derrière une haie un coup de fusil mystérieux dont la justice n'arrive jamais à découvrir l'auteur.

D'Irlande, le mot et la chose se répandirent sur le continent. Si, d'ailleurs, le mot est récent, la pratique est vieille comme le monde ; elle apparaît, depuis qu'il existe des sociétés organisées, à toutes les époques de grandes luttes sociales ; son efficacité est d'autant plus grande que la société où elle sévit est plus solidement hiérarchisée et que les divers groupements dont elle est constituée sont plus rigides et observent plus strictement leurs règles. Aux Indes, pays de castes, le *paria* est celui qui n'a pas de caste, qui ne fait partie d'aucune société organisée, qui n'a ni culte, ni droits, ni devoirs. Dans les cités antiques, l'exilé n'est pas seulement un homme privé du droit de fouler le sol de sa patrie, c'est un maudit ; sans culte et sans foyer, les dieux ne le protègent plus et il ne peut plus les prier, il est hors la religion, hors la société, hors la loi, il est *capitis minor* : il ne peut plus être propriétaire, il n'est plus ni époux

1. Cf. l'ouvrage de M. L. Paul-Dubois : *l'Irlande contemporaine et la question irlandaise*, notamment p. 127. Perrin 1907, in-8°.



ni père, il n'a plus droit au tombeau de ses ancêtres : « Les anciens, écrit Fustel de Coulanges, n'imaginaient guère de châtiment plus cruel que de priver l'homme de sa patrie. » Dans l'Europe chrétienne du moyen âge, l'excommunication avait les mêmes terribles effets ; en un temps où la société était fondée sur la religion, l'excommunication majeure ne privait pas seulement celui qui en était frappé de sa participation au culte, elle le retranchait de la société ; il était interdit de lui parler, de lui vendre, de lui acheter, d'avoir avec lui aucune relation ; on comprend que les plus puissants princes aient tremblé devant l'excommunication ; elle était, aux mains des papes, pour la défense du droit et la protection des faibles, un puissant instrument de justice.

Les corporations de métier, au temps de leur plus forte organisation, ont connu et pratiqué la mise en interdit, appelée aussi damnation ; le maître dont l'atelier était mis en interdit ne trouvait plus à embaucher un ouvrier ; les compagnons s'avertissaient, par lettres, de ville en ville ; l'atelier ainsi « boycotté » était souvent réduit à fermer. Dans le compagnonnage, l'expulsion ou *chassement* est la peine qui frappe les compagnons indignes ; c'est l'interdiction de l'eau et du feu, le compagnon « chassé » ne trouvait plus accueil nulle part, il devenait un paria du monde du travail[1].

Il était naturel que notre époque de grandes transformations sociales, de luttes ardentes entre les patrons, détenteurs du capital, et les salariés, forts de leur nombre, vît reparaître les pratiques de la mise en interdit. Le mot « boycottage », importé d'Irlande, désigne une généralisation, une systématisation, de la pratique de la mise à l'index des usines ou des ateliers qui n'accordent pas à leurs ouvriers les conditions réclamées

1. Cf. Et. Martin-Saint-Léon, *Les Corporations de métiers*, — et, du même auteur, *Le Compagnonnage*, p. 64 (Colin, éditeur).

par eux. Au Congrès de la Confédération générale du travail, tenu à Toulouse en 1907, MM. Pouget et Delesalle ont conseillé, dans un rapport, l'emploi généralisé du boycottage.

Conflits agraires et nationaux en Irlande, conflits sociaux dans les pays industriels, le boycottage avait toujours été, jusqu'à ces dernières années, pratiqué dans des cas nettement délimités et circonscrits, entre individus ou collectivités appartenant à un même pays ; il n'avait pas encore fait son apparition dans les conflits internationaux. Les conditions de la vie des peuples ne s'y prêtaient pas. On n'avait jamais vu la rivalité des nations prendre, avec la même intensité qu'aujourd'hui, la forme d'une concurrence économique ; plusieurs des plus puissantes nations de la terre vivent presque exclusivement de leur industrie et de leur commerce ; une grève de consommateurs, une mise à l'index, sur les principaux marchés, des produits de l'une de ces nations, pourraient entraîner pour elle, en peu de temps, les conséquences les plus graves. Depuis longtemps aussi, du moins en Europe, les métiers n'avaient plus une organisation assez forte, assez disciplinée pour conduire l'opération difficile d'un boycottage étendu à toute une nation. On aurait le droit de dire qu'il était réservé à notre temps de voir le boycottage des marchandises devenir une arme dans les conflits internationaux, si les organisateurs anonymes du boycottage en Chine et en Turquie ne pouvaient se réclamer d'un illustre précurseur. Qu'est-ce, en effet, que le Blocus Continental, sinon le boycottage des marchandises et des bateaux anglais ? Sur toute l'étendue des mers, l'Angleterre ne reconnaissait d'autre droit que celui de sa force ; elle saisissait, comme de bonne prise, les marchandises françaises même sur des navires neutres, elle traitait en prisonniers de guerre les matelots de commerce français, elle déclarait bloqués des ports sans y établir de blocus

effectif ; bref, elle interdisait les mers à la France. Napoléon lui répond en boycottant ses marchandises dans tous les ports de la France ou de ses alliés. Il est curieux de remarquer que cet essai grandiose de boycottage a déjà le caractère d'une riposte à une violation flagrante du droit des gens. Napoléon avait justement calculé que l'Angleterre ne pouvait vivre sans commerce, sans relations avec le continent ; en le lui fermant, il pensait l'atteindre dans les sources mêmes de sa vie. Mais la Grande-Bretagne n'était pas encore devenue ce qu'elle est aujourd'hui, une immense usine qui ne saurait se nourrir sans acheter ses vivres à l'étranger ; son agriculture suffisait presque à sa consommation : elle souffrit, mais elle résista. Napoléon était, à vrai dire, seul à vouloir fermement le blocus ; il l'imposa par l'ascendant de son génie et par la force de ses armées, mais il n'obtint jamais la collaboration spontanée, absolue, universelle, des peuples qui est indispensable au succès d'un boycottage ; même parmi ses sujets français les intérêts privés, lésés par le blocus, favorisèrent la contrebande ; à plus forte raison dans les pays qui n'obéissaient que par contrainte. Le Blocus Continental est un boycottage voulu et imposé par un souverain malgré les répugnances des peuples ; les boycottages d'aujourd'hui sont, au contraire, voulus et imposés par les peuples malgré les répugnances des gouvernements, ou tout au moins sans leur participation officielle : c'est ce qui en fait la nouveauté, l'originalité et l'importance. La Chine et la Turquie vont nous en offrir deux exemples caractéristiques.

II

La Chine est le pays par excellence des associations. L'association naturelle, la famille, est la base de la société; le gouvernement impérial est l'image agrandie de la famille. Chaque individu est fortement encadré dans un réseau d'associations et de confréries qui règlent, mesurent et protègent son activité. Les travailleurs du même métier, les marchands faisant le même commerce, sont embrigadés dans des guildes solidement organisées; ces corporations, comme celles de notre moyen âge, ont leur culte, leur saint patron, leurs fêtes, leurs règlements, leur syndic, leur tribunal, leurs pénalités; elles s'occupent de régulariser les prix et les salaires, elles savent, à l'occasion, provoquer des grèves, et, pour se protéger contre les exactions ou l'arbitraire des mandarins, elles pratiquent, depuis longtemps, le boycottage. A mesure que la Chine s'est ouverte aux étrangers, des conflits sont survenus où ceux-ci n'avaient pas toujours le beau rôle; pour résister à leurs exigences, les guildes organisèrent des boycottages : on en cite quelques exemples où tous les efforts de la diplomatie ne purent venir à bout de la ténacité corporative. On n'a pas oublié, dans les chancelleries, le boycottage de la maison française Marty à Pakhoï. En 1904, deux maisons allemandes de Hankeou durent capituler devant un boycottage. On se souvient aussi des longues difficultés, des émeutes même, que provoqua, sur notre concession de Chang-Haï, la guilde des gens de Ning-Po pour une question de tombeaux[1]. Ainsi se manifestait la

1. Voyez notre ouvrage *la Chine qui s'ouvre*, p. 254.

puissance des guildes, mais jusqu'alors il ne s'agissait que de boycottages locaux et partiels. Il n'est pas besoin de redire ici comment la guerre sino-japonaise et surtout la victoire des Japonais sur les Russes ont éveillé le sentiment national chinois, créé dans l'Empire du Milieu un grand mouvement de progrès et de réformes. La Chine emprunte les méthodes et les outils des étrangers afin de pouvoir, un jour prochain, se passer d'eux. Les incidents qui ont amené le boycottage des marchandises américaines d'abord, japonaises ensuite, ont manifesté avec éclat la transformation profonde qui pousse la vieille Chine dans des voies nouvelles.

Rappelons seulement que ce fut à l'occasion du renouvellement de la convention sur l'émigration des Chinois aux États-Unis qu'éclata brusquement le mouvement hostile aux Américains. Les Etats-Unis avaient toujours eu avec le gouvernement chinois les meilleures relations ; en un temps où les puissances européennes forçaient à coups de canon la Chine à ouvrir ses marchés, et se ruaient à l'exploitation de ses richesses, où l'on parlait en Angleterre du *Break-up of China* [1], les Américains s'étaient montrés particulièrement respectueux des droits souverains de l'Empire chinois et modérés dans leurs demandes de chemins de fer ou de mines ; ils n'avaient même pas de « concessions » là où les autres puissances en possèdent. Leur politique se bornait à réclamer la « porte ouverte » pour leurs marchandises. Ils occupaient le quatrième rang parmi les Etats fournisseurs de la Chine, le chiffre de leurs ventes, en 1904, s'était élevé à 29.181.000 Haïkouan-taëls contre 17.163.000 en 1898 [2] ; elles consistaient sur-

1. C'est le titre du livre, qui eut tant de retentissement, de lord Charles Beresford.

2. Le Haïkouan-taël valait, en 1904, 3 fr. 60.

Importations :	Grande-Bretagne. . . .	57.221.000	H.-taëls.
—	Japon	50.164.000	—
—	Indes Anglaises	32.220.000	—

tout en cotonnades, farine, pétrole. Les Américains étaient aussi, pour la Chine, d'excellents clients ; leurs achats, en 1904, se montaient à 30.994.500 Haïkouan-taëls contre 21.514.000 en 1893, ils consistaient en peaux, opium, laine, nattes et surtout soies et thé. De 1898 à 1903, le mouvement de la navigation entre les Etats-Unis et la Chine avait plus que doublé. Mais les Yankees, zélés partisans de la « porte ouverte » chez les autres, ne se font pas faute de fermer la leur, soit par des droits de douanes, soit par des règlements sur l'immigration. On sait qu'ils mettent, à l'entrée des coolies chinois dans les Etats de l'Ouest, des restrictions très sévères. Le patriotisme chinois renaissant jugea humiliantes et vexatoires de telles mesures d'exception contre la race jaune. Dans cette Union Nord-Américaine, si accueillante aux Européens, l'homme jaune était traité en paria ; une élite de Chinois, pénétrés de la grandeur et de l'antiquité de leur civilisation nationale, imbus des principes égalitaires de la philosophie occidentale, s'indignèrent d'une telle exclusion et résolurent d'exiger pour leurs compatriotes un traitement plus équitable ; et, comme le gouvernement des Etats-Unis se refusait à toute concession, ils cherchèrent les moyens de l'y contraindre : le boycottage des marchandises américaines traduisit leurs colères et leurs espérances.

Le 10 mai 1905, dans un meeting tenu à Chang-Haï, le boycottage des marchandises américaines est décidé. En quelques jours le mot d'ordre est transmis aux principaux ports de l'Empire. Tous les témoins de ces incidents ont été frappés de la soudaineté du mouvement et de la rapidité avec laquelle il s'est généralisé. Les boutiques qui vendent des articles américains sont mises à l'index, des affiches engagent le public à n'acheter aucun produit venant des Etats-Unis, les négociants annulent leurs commandes, les corporations de portefaix refusent de travailler au déchargement des bateaux venant d'Amé-

rique. Les journaux qui sont à la tête du mouvement nationaliste et réformiste en Chine, mènent la campagne et, prêchant d'exemple, refusent d'insérer la publicité des maisons américaines. Les étudiants, dont beaucoup ont vécu et étudié à l'étranger, se signalent par l'intransigeance de leur xénophobie et se font les propagandistes de l'anti-américanisme. Mais, étudiants et journalistes sont peu nombreux et sans organisation ; le succès du mouvement est dû surtout à la discipline des guildes ; le mot d'ordre de leurs chefs, transmis de ville en ville, propagé comme une traînée de poudre, est obéi aveuglément ; les négociants, même au prix de grosses pertes, ne font plus de commandes aux Etats-Unis et cherchent dans d'autres pays les articles dont ils ont besoin. Il n'est pas jusqu'aux associations d'acteurs qui ne s'associent aux représailles : elles sont invitées, par les chefs des corporations, à prêcher, pendant les représentations, la lutte contre les Américains !

C'est à Canton, dans la grande métropole de la Chine méridionale, que le mouvement de boycottage trouve le terrain le mieux préparé pour son succès. Les Cantonais sont à la tête du mouvement réformiste et nationaliste ; ils n'ont jamais supporté qu'en frémissant le joug des Mandchoux et toutes les tentatives révolutionnaires ou particularistes ont trouvé chez eux des partisans ; nous avons raconté, dans *La lutte pour le Pacifique* [1], les insurrections dirigées par Sun-Yat-Sen.

Dès la fin de mai, le boycottage, organisé par les guildes, est général à Canton. Le 20 juillet, dans un meeting monstre, les Cantonais proclament leur résolution de n'acheter et de ne vendre aucun article de provenance américaine et de mettre à l'index tout Chinois qui entretiendrait des relations avec des Améri-

1. *La lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise* (Perrin, in-8°), page 109 et suiv.

cains. Des placards, affichés sur les murs, enjoignent à tous les habitants, au nom du patriotisme, d'avoir à se conformer à ces résolutions; de longs cortèges parcourent les rues avec des bannières dont les inscriptions dénoncent les méfaits des Américains et affirment le devoir pour tout Chinois de châtier leur insolence. A la fin d'août, quand le boycottage commence à se relâcher dans la Chine du Nord, il sévit plus rigoureusement que jamais à Canton : l'assemblée générale des guildes, qui conduit le mouvement, annonce qu'elle prendra à sa charge les pertes causées par les fluctuations des changes et indemnisera les négociants lésés par le boycottage; elle fait installer des salles d'échantillons où sont exposés les marques boycottées et les produits similaires qui peuvent les remplacer; les grandes maisons d'importation s'adressent en Australie, pour suppléer les farines américaines, et aux Indes néerlandaises pour le pétrole. Une proclamation conciliante du vice-roi, qui conseille d'ajourner à la fin de l'année la mise en pratique du boycottage, est lacérée. Les journaux publient toute la correspondance échangée entre le vice-roi et le consul général des États-Unis : ainsi le public est pris à témoin et mis à même de juger de quel côté est le bon droit; là encore se révèle l'esprit démocratique des guildes.

En septembre, un incident tragi-comique vient faire éclater la violence du sentiment populaire contre les Américains. M. Taft, alors secrétaire d'État, et miss Roosevelt, au cours de leur voyage dans les mers du Pacifique, arrivent à Canton. Les négociants américains espéraient que cette visite et les fêtes qu'elle ne manquerait pas de provoquer apaiseraient les esprits et les prépareraient à une conciliation. Il n'en fut rien. Tous les efforts du vice-roi ne réussirent qu'à sauvegarder la sécurité des illustres voyageurs. En vain, le Comité des guildes fait afficher une proclamation qui affirme

que « bien accueillir des hôtes est un, acheter ou ne pas acheter des marchandises est autre » ; les dispositions de la foule sont si peu conciliantes, malgré les efforts du vice-roi, que miss Roosevelt, arrivée sur la canonnière américaine *Callao*, se résigne à débarquer à quatre heures du matin. La corporation des porteurs avait décidé qu'elle refuserait ses services à la fille du président des États-Unis et au secrétaire d'État; ni pour argent, ni par menace, il ne fut possible de trouver un seul porteur; un missionnaire américain avait pris la précaution d'amener, de fort loin, des porteurs choisis parmi ses catéchumènes protestants; dès qu'ils eurent reçu la consigne des chefs de leur corporation, ces paysans, comme les citadins, se croisèrent les bras; miss Roosevelt dut se rendre à pied au Consulat des État-Unis, s'amusant en chemin des affiches placardées contre elle, dont personne, heureusement, ne lui expliqua le sens injurieux et grossier; puis elle s'enferma sous la protection du drapeau étoilé jusqu'à l'heure de son départ. M. Taft, lui non plus, ne traversa pas la ville; il se rendit à un banquet officiel où, dans un toast à la fois flatteur et menaçant, il rappela les services rendus par les États-Unis à la Chine, se plaignit que, malgré les traités qui assuraient la liberté du commerce, les marchandises américaines fussent traitées en ennemies, et laissa entendre que les États-Unis sauraient, même par la force, faire respecter leurs droits. Au moment de l'embarquement, une foule hostile accueillit M. Taft et miss Roosevelt avec des sifflets et des huées. Quelques Américains de leur suite, qui avaient cru pouvoir se hasarder dans les rues de la ville, furent criblés d'œufs et de fruits pourris. Telle fut la visite à Canton de la fille du président Roosevelt et de son futur successeur.

A quelque temps de là, le consul des États-Unis à Chang-Haï ayant imprudemment déclaré que le boycot-

tage était inspiré moins par un sentiment patriotique que par l'intérêt de quelques négociants, un jeune étudiant cantonais, pour protester, à la manière chinoise, contre une telle calomnie, se suicida. On sait toute l'importance que prend, dans l'Empire du Milieu, une pareille manifestation. Dès que la nouvelle est connue à Canton, elle excite un enthousiasme délirant; un immense meeting s'organise; 200.000 personnes avec des bannières portant des inscriptions à la louange du suicidé et à la confusion des Américains défilent devant un catafalque dressé dans la maison du défunt (17 novembre). Le surlendemain une cérémonie funèbre est célébrée en l'honneur de l'étudiant martyr de son patriotisme; les écoles sont fermées, le commerce suspendu, une foule hurlante réclame l'élargissement des étudiants arrêtés pour avoir affiché des placards injurieux contre miss Roosevelt et M. Taft.

La violence de ces incidents détermine les négociants cantonais, dont les intérêts souffraient du boycottage, à accepter une conférence où ils discuteraient avec des commerçants yankees les moyens d'amener un apaisement. Voici le programme préparé par le Comité des guildes pour la conférence : il est significatif :

1° Établir les droits imprescriptibles de l'homme.

2° Pourquoi sont institués les gouvernements?

3° Quelle est la cause du boycottage?

4° Desiderata des Chinois.

5° Idées des Américains à ce sujet.

6° Comment rendre effective l'entente si elle s'établit.

7° Rédaction des procès-verbaux signés par les parties.

8° Programme des réunions futures.

On devine que, sur les deux premiers articles, le débat fut assez confus; on entendit de paisibles négociants, dans leur zèle à fonder sur des principes absolus le droit, pour leurs compatriotes émigrants aux États-

Unis, à un traitement plus équitable, émettre les aphorismes les plus révolutionnaires ; les Américains leur opposèrent l'inassimilabilité de la race jaune. Une pareille discussion n'était pas de nature à ramener le calme : le boycottage continua de plus belle. En janvier 1907, plus d'un an et demi après le début du mouvement, un nouveau meeting décidait que le boycottage serait pratiqué à Canton plus rigoureusement que jamais et invitait les coolies à s'abstenir d'aller travailler à Panama pour une entreprise américaine. Le temps seul, et des événements dont nous allons parler, finirent, tant bien que mal, par avoir raison de l'obstination patriotique des guildes cantonaises.

Canton fut et resta le principal centre de diffusion du mouvement. Dans les ports du Nord, l'influence plus proche du gouvernement central enraya la propagande anti-américaine, dès son origine. Le boycottage ne dura à Tien-Tsin que quelques semaines et ne fut jamais très effectif. A Chang-Haï, au contraire, malgré l'influence des négociants européens jointe à celle du vice-roi, le mouvement continua et gagna les villes de l'intérieur. — A Pakhoï, ce furent des émissaires des comités de Canton et de Chang-Haï qui, le 11 septembre 1905, vinrent apporter le mot d'ordre aux guildes et sommèrent les négociants, d'abord récalcitrants, de se débarrasser des marchandises américaines ; comme approchaient les fêtes de la huitième lune, à l'occasion desquelles les Chinois mangent en famille un gâteau de farine, les meneurs répandirent le bruit que les farines américaines étaient empoisonnées et que manger des gâteaux traditionnels serait faire œuvre de mauvais patriote. — A Hoï-hao (île d'Haïnan), même scenario : ce sont les envoyés des guildes de Canton qui, dans une grande réunion publique, le 17 septembre, provoquent le boycottage et décident les bonnes gens de la ville à « sacrifier à la patrie les gâteaux de la huitième lune. » — A

Hankeou, la grande métropole commerciale du Yang-Tse, où les Américains ont des intérêts considérables, le mouvement s'étend dès la fin de juin et gagne les principales villes commerçantes de l'intérieur ; le commerce yankee subit des pertes énormes. — A Amoy on affiche, le 22 juillet, sous le sceau des guildes, un placard très caractéristique où il est expliqué que : « si les Chinois ne persévéraient pas dans la campagne vigoureuse entreprise contre les produits américains, rien n'empêcherait la Grande-Bretagne, la France, la Hollande et le Portugal de persécuter les Chinois à l'instar des États-Unis. »

Même hors du territoire de l'Empire, les négociants chinois s'associèrent au mouvement anti-américain ; jusqu'au Japon, en Indo-Chine et dans les Établissements des Détroits, les communautés commerçantes chinoises prennent part au boycottage. A Hong-Kong, qui reçoit près de 50 millions de francs de marchandises américaines par an et qui les réexpédie dans l'Empire du Milieu, la Chambre de commerce chinoise (*chinese commercial Union*) s'émeut et veut, elle aussi, faire montre de son patriotisme économique ; mais les autorités anglaises s'opposent à l'organisation du boycottage. La plèbe chinoise de Hong-Kong, où de nombreux refugiés forment un élément turbulent et révolutionnaire, essaye, de son côté, des manifestations dans la rue que la police anglaise a beaucoup de peine à réprimer. M. Taft, à son passage dans l'île, écoute les doléances des commerçants chinois et américains et convient que les règlements en vigueur à San Francisco sont trop rigoureux, mais il proteste contre le boycottage illégal et contraire aux traités. Son intervention n'empêche pas les commandes des négociants chinois aux États-Unis de diminuer dans de fortes proportions.

Il paraît avéré que, durant les premières semaines, le gouvernement de Pékin ne découragea pas le boycot-

tage; peut-être même en fut-il secrètement l'instigateur. Dans plusieurs villes les autorités inspirèrent les chefs des guildes, mais assez discrètement pour pouvoir le nier. Presque partout on constata, au moins, la neutralité bienveillante des fonctionnaires. A Chang-Haï, à la fin du mois d'août, un délégué du ministre du Commerce, nommé Thang-Tchien, vint s'aboucher avec les négociants chinois pour organiser le boycottage, tout en épargnant de trop grandes pertes au commerce; on le vit interdire l'achat des articles américains et infliger des amendes à des commerçants coupables d'en avoir acheté.

Lorsqu'il eut réuni quelques preuves de la complicité occulte du gouvernement chinois, M. Roosevelt prescrivit à M. Rockhill, ministre des États-Unis à Pékin, de déclarer au Ouaï-Vou-Pou que le gouvernement serait tenu pour responsable du dommage causé aux Américains; mais, en même temps, le président rédigeait un message conciliant où il annonçait que les règlements en vigueur allaient être révisés dans un esprit de tolérance et de libéralisme. Le prince Ching, sur les instances de M. Rockhill, publia un édit interdisant le boycottage; d'autres édits suivirent celui-là : satisfaction platonique! Le mouvement anti-américain était trop violemment déchaîné pour être arrêté d'un seul coup; le Ouaï-Vou-Pou, même dans son désir sincère de ne pas pousser à bout les Américains, restait désarmé en face d'un mouvement conduit par les guildes et devenu populaire. A Canton, les proclamations du gouvernement furent lacérées; nulle part, sauf dans quelques ports du Nord, elles ne suffirent à apaiser les esprits.

L'action des diplomaties européennes fut moins utile encore; à Chang-Haï, le corps consulaire prit l'initiative d'une protestation auprès du tao-taï; à Pékin, le ministre d'Allemagne proposa à ses collègues une

intervention collective, fondée sur l'article 14 du traité franco-chinois de Tien-Tsin, dont les dispositions ont été reproduites dans tous les traités entre la Chine et l'Europe. Mais comment intervenir dans une affaire qui résulte, non pas d'un acte du gouvernement chinois, mais de décisions prises par des associations commerciales sur qui le gouvernement, et à plus forte raison les étrangers, n'ont aucune prise ? Le corps diplomatique s'abstint sagement d'une démarche qui ne pouvait aboutir qu'à de vaines paroles. Le boycottage suivit donc son cours rigoureux dans quelques villes, plus relâché dans d'autres, mais partout dangereusement efficace ; le commerce américain subit des pertes considérables que l'on évalue à plus de cent millions de francs [1], et le président Roosevelt dut amender les règlements sur l'immigration des Chinois.

Les plus chaleureux encouragements au nationalisme chinois étaient venus, durant toute cette crise, de la presse et de l'opinion japonaise ; le commerce nippon espérait recueillir les bénéfices du boycottage et supplanter ses concurrents américains. Un diplomate européen pouvait écrire à son ministre : « Ces manifestations sont sinon provoquées, du moins certainement organisées par les Japonais : *is fecit cui prodest.* » Les journaux prônaient le boycottage et avertissaient les Européens que le temps était passé où les peuples asiatiques subissaient sans protester les humiliations étrangères.

Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
Qui souvent s'engeigne soi-même.

1. Ventes américaines en Chine pendant les sept premiers mois de :

1905	185.906.100 francs.
1906	103.060.955 —
Différence en moins . .	82.845.145 francs.

L'incident du *Tatsu-Maru* allait bientôt prouver aux Japonais la vérité du vieux dicton.

Rappelons brièvement les faits : le 10 février 1905, dans la rivière de Canton, une canonnière chinoise visite un bateau des Messageries japonaises, le *Tatsu-Maru*, et le trouve porteur de quatre-vingt-seize caisses contenant chacune 24 fusils Mauser et de quarante-six caisses de munitions, le tout venant de Hong-Kong et destiné aux révolutionnaires du Kouang-Toung ; le vice-roi ordonne la confiscation du bateau et de la cargaison. L'affaire, en elle-même, était sans gravité, mais le baron Hayashi appartient à cette école d'hommes d'État japonais qui prétendent en imposer à la Chine par la force ; il prescrit à son ministre à Pékin de protester énergiquement contre la saisie d'un bateau qui se rendait à Macao, port portugais, et d'exiger que le navire soit relâché immédiatement, que des excuses soient présentées pour l'insulte au pavillon qui avait été amené et remplacé par le pavillon chinois, que les officiers de la canonnière soient punis et qu'une indemnité soit payée au *Tatsu-Maru* pour le retard subi par lui. Le gouvernement chinois, intimidé, cède (20 mars) ; sa faiblesse, et surtout l'âpreté hautaine, la mauvaise volonté évidente du Japon provoquent dans toute la Chine une violente explosion de colère. Dès le 10 mars, les Cantonais tiennent un meeting monstre pour sommer le gouvernement de tenir bon et menacer les Japonais d'un boycottage. A la nouvelle de la capitulation du gouvernement, un nouveau meeting s'assemble ; la salle est toute tendue de blanc, en signe de deuil ; une foule immense proteste contre « la honte soufferte par le pays » ; le boycottage de tous les articles japonais est décidé et, séance tenante, les commerçants apportent sur la place et brûlent ceux qu'ils ont en magasin ; les coolies refusent de décharger les bateaux japonais et les guildes annoncent que tout commerçant con-

vaincu d'avoir acheté des marchandises interdites sera frappé d'une amende de 500 dollars; les enfants des écoles jurent de ne plus acheter aucun objet japonais. Quelques jours après (13 avril), dix mille femmes et jeunes filles, toutes vêtues de blanc, se réunissent dans un temple pour pleurer la honte nationale, s'engagent à se priver d'articles japonais et à stimuler la résistance patriotique de leurs maris et de leurs frères. Ni les ordres réitérés du gouvernement, ni les efforts des Japonais ne réussissent à arrêter le mouvement; à Manille, à Hanoï, à Saïgon, aux îles Havaï, le boycottage s'organise; à Hong-Kong, les vapeurs japonais quittent le port sans une tonne de marchandises ni un seul passager chinois. Pendant le premier semestre de 1907, le commerce japonais avec les ports de l'Empire du Milieu, y compris Hong-Kong, avait été de 68.800.000 yen; il tombe, pendant le premier semestre de 1908, à 52.300.000 yen. Le gouvernement japonais, naguère si hautain, si exigeant, devient plus souple, plus accommodant; comprenant enfin qu'il a fait fausse route, il cherche à ouvrir les voies à un rapprochement et à regagner la confiance des Chinois; il va jusqu'à soutenir pécuniairement un négociant chinois de Kobé que le boycottage acculait à la faillite et à offrir, sans succès, 400.000 dollars au directeur de la Société municipale de Canton pour obtenir la levée de l'index. Ces bons procédés ne sont pas plus efficaces que les menaces : l'incident du *Tatsu-Maru* n'avait été qu'un prétexte à l'explosion du nationalisme chinois; le but des patriotes était maintenant de créer une industrie nationale afin de se passer le plus possible du concours onéreux des étrangers, Japonais ou Européens. La Société municipale de Canton s'organise dans ce dessein, avec l'appui secret des autorités locales : une compagnie d'assurances contre l'incendie est créée avec des capitaux et un personnel chinois; une souscription

est ouverte pour créer une compagnie chinoise de commerce et de navigation; on décide la fondation d'une fabrique d'allumettes, d'une manufacture de tissus; la guilde des pêcheurs, elle-même, dans son zèle patriotique, multiplie son activité afin que la pêche chinoise puisse suffire à l'appétit chinois.

Si l'on a pu croire, après la guerre sino-japonaise, que les Nippons deviendraient les éducateurs de la Chine nouvelle, il n'est plus permis de conserver cette illusion : aujourd'hui les réformistes et les patriotes chinois avec l'appui secret du gouvernement, affirment leur particularisme intransigeant; ils sont résolus à se passer des étrangers, quels qu'ils soient, et à développer par eux-mêmes les richesses et les énergies de la vieille Chine. De tous les étrangers, le plus dangereux c'est le plus proche ; un excellent observateur, M. Robert de Caix, écrivant de Chine au *Comité de l'Asie française*, notait « la baisse de l'influence japonaise dans le Céleste-Empire et la hausse de l'influence américaine[1] ». Les Japonais ont profondément froissé le sentiment national chinois renaissant; le boycottage de leurs marchandises n'a jamais complètement cessé et il recommence au moindre prétexte : en novembre 1908, des troubles éclatent à Hong-Kong et les boutiques japonaises sont pillées; en avril 1909 l'occupation d'un îlot désert par les Japonais provoque à Canton une nouvelle poussée de colère : aussitôt les affaires avec le Japon s'arrêtent; les commandes sont annulées.

Ainsi la pratique du boycottage est entrée dans les mœurs des Chinois, elle s'y implante et tend à devenir chronique. Le boycottage a été la pierre de touche de la solidarité chinoise; appliqué aux Américains, puis aux Japonais, il a manifesté et en même temps stimulé

1. Décembre 1908. — Cf. sur le boycottage une lettre intéressante dans le numéro de septembre 1905; voir encore, en novembre 1906, un article sur le nationalisme économique en Chine.

l'éveil du sentiment national dans l'Empire du Milieu. Le nationalisme chinois a ainsi donné un exemple qui aura des imitateurs ; il a enseigné l'usage d'une arme nouvelle qui tend à devenir par excellence l'instrument de lutte du nationalisme économique.

III

L'Europe qui, dans les temps anciens, a reçu de l'Orient asiatique le principe de sa civilisation et de sa vie morale, va-t-elle aujourd'hui retourner à son école ? On pourrait le croire en étudiant l'histoire du boycottage des marchandises autrichiennes dans l'Empire ottoman ; elle reproduit, presque trait pour trait, les incidents qui ont marqué, en Chine, le boycottage des produits américains et japonais ; nous y retrouverons la même cause initiale, les mêmes éléments d'organisation, de lutte et de succès : à l'origine un abus de la force, un pays en pleine crise de transformation politique et sociale, des comités secrets et des corporations disciplinées, un sentiment national réveillé par l'aiguillon de l'étranger, par la propagande de quelques journaux et une élite d'hommes, un sens pratique très averti des contingences politiques joint à une étonnante débauche d'idées générales et de principes philosophiques, et, à la fin, le succès de l'arme nouvelle que l'organisation actuelle de la vie économique internationale a mise à la disposition des peuples. Lorsqu'il s'agit d'un mouvement populaire, les détails sont particulièrement caractéristiques : nous essaierons de relater les plus topiques.

Le 5 octobre 1908, l'empereur François-Joseph annonçait sa résolution d'annexer la Bosnie et l'Herzé-

govine ; la veille, le prince Ferdinand s'était proclamé roi de la Bulgarie indépendante. Ainsi, deux provinces qui, théoriquement et en droit, faisaient encore partie intégrante de l'Empire ottoman, en étaient séparées. Dès le 8, à Galata et à Stamboul, la foule se porte devant les magasins autrichiens, criant qu'il faut les boycotter, empêchant les clients d'y entrer. Le 10, le *Tanin*, organe du Comité Union et Progrès, publie un article intitulé : « N'achetez pas de marchandises autrichiennes ! » qui, reproduit par tous les journaux de l'Empire, est comme le coup de clairon qui donne partout le signal du boycottage[1]. A partir de ce jour-là, dans les ports et dans les grandes villes, à l'appel des comités jeunes-turcs, les maisons autrichiennes sont mises à l'index, les navires autrichiens ne peuvent plus débarquer leur cargaison ; acheter des articles autrichiens devient un acte de trahison envers la patrie ottomane.

A Constantinople, sous les yeux des « patriotes » et du gouvernement, le mouvement reste particulièrement calme et pacifique ; le docteur Riza Tewfik-bey, membre du Comité, en est l'organisateur. Le 13 octobre, dans une conférence au théâtre des Petits-Champs, il engage le peuple à pratiquer sans merci le boycottage des magasins autrichiens, mais aussi à se garder de vio-

1. « N'achetez pas les productions avariées de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans ont besoin de travailler dans le calme, se jette, avec son ordinaire immonde avidité, sur la Bosnie-Herzégovine. N'achetez pas les marchandises frelatées de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans attendaient de tous les États, de tous les peuples civilisés, de la sympathie, de l'encouragement, porte un coup de si grande détresse à la Nation. N'achetez pas les produits répugnants de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans travaillent à établir leur gouvernement et leur administration sur des bases de justice et de droit, cherche à faire revenir le régime d'absolutisme, crée des troubles à l'intérieur et une guerre à l'extérieur, en foulant aux pieds les traités, le droit des gens. Oui, qu'aucun Ottoman ne donne un para pour les étoffes, les vêtements, les chaussettes, les mouchoirs, les flanelles, etc... venant de l'Autriche. »

lences qui déconsidéreraient une juste cause : « Pour ne pas acheter dans un magasin, il suffit simplement de ne pas y aller. Il est absurde et superflu d'aller manifester devant ces magasins et crier que désormais on n'y achètera rien [1]. » A un grand meeting tenu le 13 octobre dans la cour de la mosquée du Sultan Achmet, des orateurs de toutes les nationalités, un Turc, un Grec, un Israélite, un Arménien et un Arabe dénoncent la déloyauté de l'Autriche et prônent le boycottage ; un grand cortège parcourt Stamboul et Péra, et vient pousser des acclamations devant les ambassades de France et d'Angleterre. Le 18 un meeting d'Israélites auquel assistent plus de 3.000 membres de la colonie juive, décide de participer au boycottage. Le fez, la coiffure nationale des Ottomans, dénoncé comme fabriqué en Autriche, est proscrit ; on voit les « patriotes » déchirer publiquement leur fez rouge et arborer le fez blanc ou le kalpack d'astrakan noir ; on parle de mettre au concours une coiffure nationale et l'on voit, dans les rues, à Constantinople, à Smyrne, à Trébizonde, des manifestants décoiffer les passants qui portent un fez rouge.

Mais le boycottage le plus efficace, ce furent les plus humbles et les plus pauvres des Ottomans qui l'exécutèrent. Les hamals et les mahonniers sont les auxiliaires indispensables du commerce : les hamals sont ces portefaix « forts comme des Turcs » que l'on rencontre, dans les rues étroites des villes d'Orient, ployant sous le poids d'invraisemblables fardeaux; les mahonniers sont les patrons de ces allèges ou mahonnes grâce auxquelles on charge et décharge les navires partout

1. Cité par M. Léopold Dor dans sa très intéressante conférence à la *Société d'études économiques de Marseille*, publiée sous ce titre : *Le Boycottage des marchandises et des navires autrichiens en Turquie et son influence sur le commerce français* (Marseille, Barlatier). Nous avons fait plus d'un emprunt à cette brochure.



où ils ne viennent pas à quai. Hamals et mahonnadjis sont groupés en corporations puissantes et disciplinées. Dans tous les grands ports de l'Empire ils décident de ne plus prêter leur concours aux bateaux autrichiens ni à ceux des autres nationalités qui accepteraient des marchandises autrichiennes. Le 30 novembre, à Constantinople, quelques portefaix grecs ayant manqué à leur parole et accepté de travailler pour un vapeur du Lloyd, ils sont saisis, conduits devant le Comité de boycottage et contraints de jurer fidélité au mouvement; le même soir, hamals et mahonnadjis tiennent un grand meeting dans lequel tous jurent de rendre le boycottage encore plus rigoureux. Une surveillance organisée dans les principaux ports de l'Europe signale aux comités de boycottage l'embarquement de marchandises autrichiennes, et pour peu qu'un navire, quelle que soit sa nationalité, tente de tromper la surveillance, il est lui-même boycotté et ne réussit pas à débarquer sa cargaison. Le commandant d'un vapeur français ayant embarqué par erreur à Constantinople une petite caisse d'armes de provenance autrichienne pour Trébizonde, est averti par les hamals que, s'il la garde à bord, son navire sera boycotté à Trébizonde. Jusqu'à la signature de l'accord austro-turc qui met fin au boycottage, les navires autrichiens, dans les principaux ports de l'Empire ottoman, arrivent et partent sans pouvoir faire une seule opération commerciale.

A Salonique, d'où le mouvement révolutionnaire du 24 juillet était parti, le boycottage, secrètement organisé par des membres du Comité Union et Progrès, fut exercé avec une particulière rigueur; et pourtant, sur un marché où 65 pour 100 des marchandises importées sont autrichiennes, l'intérêt commercial des négociants entrait directement en lutte avec leur zèle patriotique. Le 11 octobre, des affiches invitent les négociants à rompre toutes relations commerciales avec les Autri-

chiens et somment la clientèle de déserter les magasins autrichiens; une édition supplémentaire du journal *Yeni Osr*, feuille semi-officielle, explique au public la nécessité et la légitimité du boycottage : « Le moins qu'une nation puisse faire, écrit-il, lorsqu'une autre puissance lui crée d'offensantes difficultés, c'est de manifester son mécontentement en ne traitant plus avec elle... D'ailleurs, au lieu de recevoir des marchandises de camelote provenant des fabriques autrichiennes, il serait à coup sûr plus logique de nous fournir de bonnes marchandises anglaises et françaises. » En quelques heures, le boycottage est complet, les magasins mis à l'index sont désachalandés. Le *Tyrol*, du Lloyd, étant arrivé de Trieste dans l'après-midi du 11, l'agent de la Compagnie envoie réquisitionner les mahonniers pour opérer le déchargement du navire; pas un seul ne se rend à son appel; la promesse d'un double salaire pas plus que les menaces, ne peut décider à travailler ni un seul musulman, ni un seul de ces Juifs, d'ordinaire si âpres au gain, qui, sur les quais de Salonique, guettent l'arrivée des bateaux. Le Consul général d'Autriche se rend chez le vali et lui demande de requérir la police; Danisch-bey lui répond qu'il réprimera sévèrement tout acte de violence, toute tentative de désordre, mais qu'il ne peut rien faire contre la grève des bras croisés. L'agent du Lloyd se rend alors chez un gros négociant de la place, destinataire d'une bonne partie des marchandises apportées par le *Tyrol* et l'invite à en prendre livraison puisque aussi bien il devra régler ses factures à Trieste; il n'obtient que cette jolie réponse : « Je ne vois nullement la nécessité de faire honneur à mes engagements quand l'empereur d'Autriche vient de renier les siens. » Le *Tyrol* doit repartir sans avoir débarqué une tonne de marchandises. Un vapeur bulgare, arrivé le même jour avec 2.000 sacs de farine, n'est pas plus heureux : les por-

tefaix bulgares ne consentent pas plus que les autres à enfreindre le mot d'ordre. Le 19, un bateau du Lloyd étant arrivé, le Consul général d'Autriche fait intervenir le grand rabbin qui réussit à faire commencer les opérations de déchargement; à peine quelques ballots sont-ils à terre que surviennent des gens armés de bâtons qui font cesser le travail; le vali, malgré sa promesse, s'abstient de faire intervenir la police. A partir de ce moment, le boycottage est définitivement organisé à Salonique, avec la complicité tacite du gouvernement et du Comité, et, jusqu'à la fin de la crise, il y est rigoureusement pratiqué.

De Salonique, le mouvement se propage à l'intérieur des vilayets macédoniens. A Uskub, la première ville importante turque que l'on rencontre après avoir franchi la frontière austro-hongroise, un télégramme de la Chambre de commerce ottomane de Salonique informe les négociants, le 13 octobre, qu'il a été décidé à l'unanimité d'annuler tous les contrats passés avec des fabriques autrichiennes et de refuser livraison des marchandises; aussitôt on décide de s'associer au mouvement et cette résolution est proclamée dans toutes les mosquées à l'heure de la prière. Une affiche est apposée sur les murs par les soins du Comité; en voici la traduction :

Appel du Comité Union et Progrès à la population ottomane d'Uskub.

« A nos chers concitoyens, prière instante !

« Tout homme de cœur et de conscience sait que la patrie est chose plus sainte, plus chère que la mère, le père, en un mot que tout au monde. Frère! ceci n'a pas besoin d'explications. Aucun Ottoman ne pourra supporter que les Autrichiens et les Bulgares, en apparence amis du gouvernement constitutionnel que nous

avons obtenu, mais au fond nos ennemis les plus traîtres, manifestent leurs intentions perfides au moment même où nous avons le plus besoin de tranquillité, de paix et d'harmonie, qu'ils meurtrissent de leurs ongles grossiers les blessures que nous portons depuis longtemps au cœur, que, par leurs importations, ils prennent notre argent par millions pour ensuite nous insulter et nous menacer avec nos propres armes.

« Ottomans, pour faire comprendre à ces ennemis perfides le bouillonnement de notre sang et la colère de notre conscience, n'achetons plus rien à Stein, Karlman, Tiring, Mayer, Bazar allemand, Orosdi-Back et autres établissements semblables. N'achetons plus les marchandises pourries de l'Autriche et de la Bulgarie. Soyez persuadés que ce procédé fera sur eux une impression plus forte que la guerre. Tout Ottoman qui sait ce que sont l'honneur et le patriotisme déchirera le fez autrichien qu'il porte sur la tête; il achètera les produits de la fabrique ottomane de fez et les marchandises de Hereké. Ne couvrons pas et ne souillons pas le corps de nos enfants, espoir de la patrie, avec les guenilles autrichiennes, aussi froides que le suaire. Nous espérons ne jamais voir dorénavant d'Ottoman à bord des vapeurs du Lloyd ou de ceux de la Compagnie bulgare. »

« Vive la Turquie libre ! Vivent les peuples anglais et français ! Périssent l'Autriche et la Bulgarie et toutes les nations qui les aideront ! »

Ces conseils impérieux sont suivis, mais avec les amendements indispensables sur un marché qui reçoit presque toutes ses marchandises d'Autriche et de Hongrie ; les négociants décident de respecter les contrats signés, au moins jusqu'au mois de mars 1909. Mais, le 26 novembre, les Comités des six clubs de la ville (club albanais, club bulgare, club serbe, club grec, club israélite, club commercial turc) se réunissent et décident de

former une Commission spéciale de douze membres pour maintenir les prohibitions contre les marchandises autrichiennes et bulgares ; les marchandises commandées avant le 9 décembre et payées devront être livrées au Comité qui, pour empêcher la hausse, les revendra aux prix anciens en prélevant un léger bénéfice qui sera attribué aux destinataires. A la fin de janvier 1909 le boycottage devient plus rigoureux encore à Uskub, soit que les négociations ouvertes entre Vienne et Constantinople aient irrité certains éléments de la population, soit qu'on ait voulu dissimuler la part prépondérante qu'avaient les agents du gouvernement dans la direction du boycottage.

Dans les villes de l'intérieur, comme Monastir ou Okrida, le mot d'ordre est apporté de Salonique. L'élément albanais surtout se montre acharné contre l'Autriche. A Okrida, un boutiquier musulman apporte sur la place publique ses allumettes autrichiennes et les brûle au milieu de la foule enthousiaste. Scutari d'Albanie, en raison de sa situation géographique, ne reçoit guère que des marchandises autrichiennes ; le Comité de boycottage cherche à établir des relations avec l'Italie et la France ; un agent est envoyé à Marseille ; les commandes faites en Autriche sont annulées. Mais l'absence des articles autrichiens sur le marché est si préjudiciable à la population qu'à la première nouvelle des pourparlers entre Vienne et Constantinople, le boycottage s'apaise. Le populaire explique à sa façon la reprise des relations par un conte que colportent les hodjas : l'empereur François-Joseph s'est rendu secrètement à Constantinople. il a obtenu une audience du Sultan et lui a exposé que le boycottage ruinerait les fabriques qu'il a créées à grands frais ; il a ensuite supplié le Padischah, par égard pour ses cheveux blancs, de lui laisser la Bosnie et l'Herzégovine. Abd-ul-Hamid, qu'un songe a préparé à cette entrevue, a compassion du

vieillard, il lui tire amicalement la barbe et fait droit à ses prières. Le témoin qui rapporte cette amusante histoire se demande non sans raison quelle idée peuvent avoir les bonnes gens de Scutari de la « Constitution ? » A Andrinople, le boycottage des marchandises autrichiennes et bulgares est général; les négociants demandent qu'on leur envoie des marques similaires d'autres pays, de France de préférence ; le directeur du lycée demande au consul l'adresse d'une maison française qui habillerait les élèves. Un marchand turc du vieux bazar, chef d'une confrérie religieuse, dirige le mouvement avec une quarantaine d'hommes du peuple il surveille la gare et s'oppose au déchargement des marchandises prohibées. Le 8 décembre, un chariot chargé de sucre est assailli, les sacs sont ouverts, le sucre jeté sur la voie publique. Le vali déclare au Consul général d'Autriche qu'il ne peut rien faire contre un mouvement auquel les pouvoirs publics n'ont pas participé.

Smyrne a accueilli avec allégresse la révolution du 24 juillet; la ville est sous la direction des membres du Comité Union et Progrès; dès qu'elle a reçu le mot d'ordre, elle organise un boycottage rigoureux qui s'établit sans troubles ni violences. Les négociants demandent vainement que les grandes maisons de commerce françaises leur envoient des voyageurs, ce sont des agents italiens qui viennent, expédiés par le musée commercial de Venise. Sur la côte de Syrie, où nulle part les bateaux n'arrivent à quai, il suffit, pour que le boycottage soit assuré, que les mahonniers refusent leur concours aux navires autrichiens. A Jaffa, à la nouvelle des incidents de Constantinople, les membres du Comité Union et Progrès tiennent une réunion dans la nuit du 12 au 13 octobre : l'*Euterpe*, du Lloyd, devait arriver le matin ; quatre membres du Comité parcourent les cafés qui, par ce temps de Ramadan, sont rem-

plis de consommateurs, et expliquent aux marins et aux bateliers qu'ils doivent faire œuvre de patriotes en refusant leurs services aux bateaux autrichiens ; ils obtiennent une adhésion enthousiaste ; l'*Euterpe* ne peut pas même recevoir la visite réglementaire de « la Santé. » Sur le port, des orateurs, presque tous chrétiens, haranguent la foule, critiquant violemment l'Autriche et le Lloyd ; l'un deux se laisse entraîner à une diatribe contre tous les étrangers « exploiteurs de la Turquie » ; la poste autrichienne est envahie, les employés chassés, le fourgon et la boîte aux lettres jetés à la mer ; le caïmacan et le commandant militaire obtiennent que l'*Euterpe* pourra débarquer la poste, mais les passagers doivent rester à bord jusqu'à Beyrouth. Dans la nuit du 13 au 14, des Turcs armés de kandjars et de revolvers parcourent les rues, criant : « Vive l'Islam ! A bas les Giaours ! » et tirant des coups de feu en l'air. Le lendemain, le *Saghalien*, des Messageries maritimes, opère sans difficulté ses opérations ; un officier, descendu à terre avec la poste, est d'abord menacé par la foule qui le prend pour un Autrichien ; reconnu pour français, il est acclamé. Ces manifestations, plus bruyantes que dangereuses, n'eurent pas de suites ; le boycottage fonctionna rigoureusement mais sans violences ; pas une tonne de marchandises ne fut mise à terre jusqu'à la fin de la crise. Les événements suivent le même cours à Beyrouth : l'arrivée des premiers bateaux est marquée par de petites émeutes et le boycottage des magasins ne se fait pas sans quelque tumulte ; puis les autorités rétablissent l'ordre ; mais, à la fin de décembre, de nouveaux troubles éclatent ; des bandes de bateliers parcourent les rues, détruisant les enseignes qui rappellent des produits boycottés, arrachant les plaques des compagnies d'assurances qui portent des emblèmes autrichiens, et, dans les cafés, se répandent en discours injurieux contre l'Autriche et François-

Joseph ; mahonniers et hamals, soupçonnant les gros négociants de la ville de favoriser des fraudes, n'écoutent plus le Comité de boycottage. L'accord austro-turc survient heureusement au moment où le nationalisme démagogique devenait dangereux. De même, à Tripoli de Syrie, dans les premiers jours de janvier, le patriotisme tend à se transformer en xénophobie ; le 9, une bande parcourt les rues, saccage un magasin appartenant au drogman du vice-consulat d'Autriche et jette les marchandises à la mer. Des forcenés pénètrent dans un magasin turc, saisissent des sacs de sucre des raffineries de Saint-Louis, à Marseille, et, malgré la marque française apparente, jettent trente-quatre sacs à la mer ; le mutessarif déclare au gérant du vice-consulat de France qu'il déplore l'erreur et constitue une Commission qui fait restituer le sucre saisi et rembourser les sacs perdus.

Ces incidents tumultueux ont été des exceptions dans les villes où *ils se sont produits* ; les boycottages heureux n'ont pas d'*histoire et le* récit de ces cas particuliers ne doit pas *nous tromper* sur la vraie physionomie du mouvement. *Nulle* part il n'y a eu de violences contre les personnes ; le boycottage a été organisé comme s'il avait été une institution normale, légale, et il a fonctionné avec une discipline, une modération et en même temps une rigueur extraordinaires : c'est pourquoi il a été très efficace.

Pour le baron d'Æhrenthal, comme pour le commerce austro-hongrois, le boycottage a été une surprise ; la diplomatie n'est pas habituée à cette escrime nouvelle qui met en face d'elle, au lieu d'un adversaire responsable, la foule anonyme des consommateurs en grève. Les négociants ne crurent pas, d'abord, à la durée du mouvement, et les chambres de commerce, dans un élan patriotique, décidèrent de s'en rapporter au gouvernement du soin de protéger leurs intérêts. Mais, bientôt,

les effets du boycottage commencèrent à se faire sentir ; à la fin d'octobre, l'Association austro-hongroise d'exportation reçut un rapport inquiétant, et bientôt, de Trieste, de Fiume, de Budapest, des villes industrielles de Bohême, des plaintes s'élevèrent. Le commerce austro-hongrois, dont le principal débouché est dans les ports du Levant, était comme frappé de paralysie. Trieste surtout souffrait ; les bateaux du Lloyd revenaient au port sans avoir pu débarquer un ballot et, au retour, les exportateurs refusaient de reprendre leurs chargements. Déjà, au 10 décembre, 26 vapeurs chargés de marchandises autrichiennes étaient revenus sans avoir opéré leur déchargement ; toute l'exportation de l'Empire ottoman, très active à l'automne, échappait aux bateaux autrichiens et hongrois ; le trafic du Lloyd se chiffrait par 450.000 couronnes de moins, pour le mois d'octobre 1908, que pour le mois correspondant de 1907. La Compagnie des chemins de fer du Sud accusait, pour novembre, une diminution de recettes de 1.232.513 couronnes ; on prévoyait, sur la place de Trieste, des désastres financiers et commerciaux. Une réunion de négociants, tenue à Vienne, rendant le gouvernement responsable de ce « cas de force majeure », lui demandait d'indemniser les pertes du commerce et de l'industrie. On était loin de l'abnégation patriotique des premiers jours ! La Chambre de commerce de Budapest insistait pour une prompte entente avec le gouvernement ottoman ou pour des mesures de répression. Les plaintes devenaient d'autant plus vives que le boycottage coïncidait avec une dépression économique générale : les tisseurs de coton d'Autriche et de Bohême, les imprimeurs sur étoffes, décidaient, dans une réunion, de restreindre de 15 pour 100 leur production ; la fabrique de fez de Strakonice (Bohême) perdait toute sa clientèle turque et égyptienne ; les sucreries et les raffineries de pétrole voyaient leur exportation s'arrêter brusque-

ment ; les annulations de commandes déconcertaient la production et faisaient redouter aux industriels de perdre les marchés du Levant[1]. On redoutait une extension du boycottage à l'Égypte, à la Serbie, au Monténégro ; les propriétaires roumains, exaspérés du refus de l'Autriche de leur accorder des concessions pour l'entrée de leur bétail, prônaient l'emploi du boycottage si les négociations commerciales commencées avec l'Autriche tardaient trop à aboutir.

Négociants, industriels, armateurs, alarmés se tournaient du côté du gouvernement, réclamant une intervention énergique de la diplomatie et des réprésailles économiques telles que l'interdiction de toute importation austro-hongroise en Turquie, au besoin même une action navale et militaire. A Constantinople, le margrave Pallavicini, d'abord, parla haut, se plaignit vivement au ministre des Affaires étrangères et au grand vizir ; ceux-ci avaient beau jeu pour arguer de leur impuissance en face d'un mouvement spontané et populaire, et pour alléguer l'impossibilité d'obliger les Ottomans à acheter du sucre autrichien ou la corporation des mahonniers à décharger les bateaux du Lloyd. Bientôt l'ambassadeur menaça, si le boycottage continuait, de quitter Constan-

1. Voici quelques chiffres significatifs :

EXPORTATIONS AUSTRO-HONGROISES DANS L'EMPIRE OTTOMAN

	Novembre 1907	Novembre 1908
	—	—
Fez	539 273 pièces	216 863 pièces
Confections pour hommes	796 quintaux	302 quintaux
Lainages	683 —	263 —
Sucre	578 837 —	434 115 —
Dentelles et broderies	207 —	135 —
Papier à cigarettes	2 908 —	854 —
Papier à imprimer	10 667 —	9 205 —

Le Dr Frédéric Karmienski, dans un article de la *Neue Freie Presse* du 6 janvier, visiblement destiné à rassurer l'opinion, reconnaît que le chiffre de cent millions, dont on a parlé au Parlement, n'est pas exagéré et représente à peu près les pertes du commerce austro-hongrois pour les derniers mois de 1908.



tinople, rompit les négociations entamées au sujet de la Bosnie et annonça qu'elles ne pourraient être reprises qu'après la cessation complète du boycottage. Le boycottage continua, plus rigoureux que jamais, le margrave Pallavicini resta à Constantinople et reprit les pourparlers qui aboutirent à l'accord austro-turc du 27 février. Le gouvernement de Vienne consentait à payer à la Turquie, pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, une somme totale de 54 millions de francs. Quelques jours plus tard, hamals et mahonniers recommençaient à décharger les bateaux autrichiens, le boycottage était fini : il n'avait pas été inoffensif [1].

IV

Les conflits internationaux tendant de plus en plus à devenir des conflits économiques, il est naturel que les peuples empruntent leurs armes à la vie économique. Entre deux nations modernes, la sécurité du commerce est la condition essentielle des bonnes relations. Napoléon, le premier, avait compris qu'en ruinant le commerce d'un adversaire on pouvait l'amener à capituler ; le plus grand homme de guerre des temps modernes a eu ainsi l'intuition d'une forme nouvelle de la guerre ; nous venons d'en voir les premiers essais. Le baron d'Æhrenthal n'a pas eu que des raisons d'ordre économique de signer un accord avec la Turquie, mais ces raisons ont certainement contribué pour une large part à sa décision ; les plaintes des Chambres de commerce, des industriels, des négociants, des compagnies de navi-

1. Dans certaines localités, à Uskub par exemple, les comités, emportés par leur passion antiétrangère, résistèrent quelque temps aux ordres venus de Constantinople; mais, malgré ces tentatives, on peut dire que le boycottage a cessé avec autant de discipline qu'il avait commencé.

gation, de la presse, ne peuvent pas être restées sans effet. C'est là un fait nouveau et considérable. Il montre que, dans certaines conditions, la guerre économique ainsi comprise peut conduire au succès quand la guerre militaire conduirait inévitablement à l'échec. Militairement la Turquie était moins forte que l'Autriche-Hongrie, la Chine que le Japon ou les États-Unis.

Le boycottage, pour être efficace, pour être même possible, exige certaines conditions particulières que nous avons trouvées dans le cas de la Chine comme dans celui de la Turquie : le pays qui peut pratiquer avec succès le boycottage est celui qui est importateur de produits fabriqués, qui sert de débouché aux nations industrielles et qui, au contraire, pour sa nourriture, se suffit à peu près à lui-même ; s'il est industriel ou s'il a besoin des blés ou des riz de ses voisins, il s'expose à de dangereuses représailles. C'est pourquoi le boycottage ne peut être efficace qu'entre deux pays qui n'ont ni la même vie, ni la même organisation économique. Entre deux grandes puissances européennes, il causerait, d'un côté comme de l'autre, des pertes et des souffrances sensiblement égales ; il équivaudrait à une guerre de tarifs poussée jusqu'à la prohibition. Si donc le boycottage peut devenir une arme redoutable, il ne saurait être une arme utilisable dans toutes les circonstances[1] : il restera toujours d'un maniement dangereux

1. En 1908 et 1909 les Tchèques ont essayé d'organiser un boycottage des produits allemands. Le résultat a été médiocre. En représailles, le directeur de l'Union pangermanique lança un manifeste dans lequel il déclarait que c'était un devoir national de boycotter les produits tchèques et en particulier la bière de Pilsen. Les Allemands boycotter la Pilsen ! Ce fut un éclat de rire. — Entre la Bohême tchèque et les pays allemands qui l'entourent les relations économiques sont trop importante, elles portent sur des articles trop variés et trop indispensables pour qu'un boycottage puisse réussir. En pareil cas, le boycottage peut ne porter que sur un seul article ; par exemple au commencement de janvier 1909, les meuniers suisses décidèrent de ne plus acheter de céréales en Allemagne ; la menace contribua à rendre les négociants allemands plus traitables.



pour celui qui ne s'en servirait pas à bon escient; il pourrait, dans certains cas, faire plus de tort au boycotteur qu'au boycotté. Il ne faudrait pas croire que si l'industrie et le commerce austro-hongrois ont subi des pertes considérables, les négociants turcs n'aient pas éprouvé, eux aussi, des dommages importants; on doit faire entrer en ligne de compte la hausse des produits boycottés qui oblige le consommateur à de gros suppléments de dépenses, et, en outre, les droits de douane que l'État n'a pas encaissés. La hausse, en Turquie, a atteint, sur certains marchés, jusqu'à 80 pour 100 sur le sucre, à 25 et 30 pour 100 sur le pétrole et le papier. Les affaires sont les affaires, disent les Anglo-Saxons; les Turcs et les Chinois mettent en pratique d'autres maximes; ils savent mettre même les affaires au service du patriotisme et ils ont montré qu'ils étaient capables de faire le sacrifice des intérêts particuliers au bien général.

Les effets du boycottage ne cessent pas le jour où reprennent les relations normales entre les deux pays en lutte. Le boycottage est, à ce point de vue, une forme du nationalisme économique : nous avons vu les Chinois créer chez eux des industries et chercher à se mettre en mesure de produire les articles qu'ils achetaient auparavant à l'étranger : c'est là du pur colbertisme. Les Turcs ont eu le même dessein; ils ont développé la fabrication nationale des fez; mais la période de boycottage a été trop courte pour permettre l'éclosion d'industries nationales que d'ailleurs la situation économique et financière du pays ne comporte pas. Les Turcs continueront donc à s'adresser à l'étranger; il est probable cependant que les Autrichiens ne recouvreront pas toute la clientèle qu'ils ont perdue; un mouvement national aussi vif que l'a été le boycottage en Turquie laisse après lui des rancunes dont les effets sont durables; certains produits boycottés ont été remplacés par des articles similaires venus de pays concur-

rents ; la Russie a vendu à l'Empire ottoman des sucres et des naphtes ; l'Italie n'a rien négligé pour envoyer dans les ports turcs des échantillons et des voyageurs. Le commerce français a malheureusement trop peu profité de ces circonstances favorables ; partout les comités de boycottage s'adressaient à nos consuls, la clientèle réclamait des articles français, les Chambres de commerce françaises de Turquie multipliaient leurs appels, un grand courant de sympathie portait vers nous le peuple turc et pouvait nous aider à reconquérir des marchés où jadis notre commerce régnait en maître : « La France n'a pas su profiter de l'occasion exceptionnelle que le boycottage lui offrait, écrit M. Ernest Giraud, président de la Chambre de commerce française de Constantinople..., il y a eu là un manque de décision, de courage, d'initiative, qui montre notre commerce bien peu armé pour affronter l'étranger[1]. » Sans insister sur cette triste constatation, retenons que, même la crise passée, le boycottage peut encore faire sentir ses effets nuisibles au peuple contre lequel il a été dirigé.

Le succès du boycottage en Chine et en Turquie est un exemple qui sera, qui a déjà été suivi. Les grandes nations de civilisation européenne dont la fortune est fondée sur l'industrie et le commerce ne peuvent se passer de débouchés pour écouler les produits de leurs immenses manufactures; pour vivre elles ont besoin de vendre; leur fermer un marché important, c'est les atteindre dans leurs intérêts essentiels; une grève

1. L'Office national du commerce extérieur a envoyé ses circulaires aux négociants un mois après le commencement du boycottage. Les raffineries de Marseille ont fait, grâce au boycottage, de belles affaires en Orient: mais dès que le boycottage eut cessé, les demandes ont cessé; l'organisation des raffineries autrichiennes en cartel pour la vente intérieure leur permet d'écouler leurs produits à 5 francs moins cher que les nôtres; malgré la qualité supérieure des sucres français cette différence de prix assure le succès des sucres autrichiens.

générale des consommateurs, si elle était possible, les acculerait à une faillite rapide. Or l'expérience récente vient de montrer qu'il peut y avoir des grèves partielles d'acheteurs contre lesquelles ni la diplomatie, ni les cuirassés, ni les armées ne peuvent rien. La leçon ne sera pas perdue pour les peuples qui n'ont pas encore organisé leur production industrielle et qui achètent les articles fabriqués par les autres; l'exemple de la Chine et de la Turquie a mis à leur disposition un formidable instrument d'émancipation. On sait que, aux Indes, le partage du Bengale en deux provinces a violemment irrité les indigènes non musulmans dont le mécontentement s'est traduit par un commencement de boycottage des produits anglais. Le mouvement *swadeshi* est un mouvement de nationalisme économique; jusqu'à présent l'administration anglaise a réussi à prévenir le péril en pratiquant le vieux précepte : diviser pour régner; mais il est certain que si jamais la grève du consommateur indou, ou du consommateur égyptien, devenait générale, la fortune de l'Angleterre serait menacée.

Le succès d'un boycottage n'exige pas seulement certaines conditions économiques, mais aussi certaines conditions morales. Pour vaincre la résistance des intérêts particuliers et imposer à tout un peuple une lutte de plusieurs mois, il faut toute l'énergie des passions neuves, toute l'allégresse qui transporte un peuple quand il se sent pour la première fois vibrer à l'unisson. Il faut aussi la discipline que donnent les organisations fortes : ce sont les comités jeunes-turcs qui ont dirigé le boycottage et ce sont les corporations qui ont assuré sa victoire. C'est par la lutte que les nationalités prennent conscience d'elles-mêmes : le mouvement du boycottage qui a réuni, dans un même élan patriotique, les Ottomans de toutes les régions de l'Empire et de toutes les religions, a été un puissant instrument de

résurrection nationale; quoi qu'il puisse advenir, la Turquie ne sera plus, après cette épreuve, ce qu'elle était avant.

Le boycottage n'est pas l'arme des peuples amorphes chez qui ne subsiste aucun organisme vigoureux entre l'État despote et l'individu isolé. Napoléon a échoué là où des portefaix ont réussi. Le concours de corporations fortement organisées et disciplinées a été, nous l'avons vu, l'élément principal du succès. Le boycottage est, dans les relations d'État à État, ce qu'est la grève dans la vie intérieure des États. Grèves, associations de fonctionnaires, sabotage, ligues d'acheteurs, grèves de consommateurs, boycottages, sont autant d'aspects d'une même évolution des idées et des formes sociales par laquelle la valeur de l'individu et son rôle dans la société lui viennent surtout de la profession qu'il exerce, du cadre dans lequel il est producteur et consommateur. Les vieilles formes périssent : vieille diplomatie qui ignorait les peuples, vieille philosophie qui ne connaissait que les individus, vieille conception de l'État et de l'autorité, vieille forme des guerres nationales. Le boycottage est un instrument de guerre qui permet, dans certaines conditions, aux peuples, même désarmés, de ne pas subir passivement les exigences des plus forts ; tel que les Chinois et les Turcs l'ont pratiqué, il a été, dans le domaine des relations internationales, un succès du nombre organisé.

Post-Scriptum. — Il était à prévoir que le succès du boycottage organisé par les Turcs après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine les engagerait à se servir de la même arme s'ils croyaient avoir à se plaindre d'un autre état européen. L'affaire de Crète ne tarda pas à leur en donner l'occasion. Entre Turcs et Grecs, l'anti-

pathie est particulièrement vive; les manifestations des Crétois en faveur de leur annexion à la Grèce, l'enthousiasme national des Hellènes du royaume pour leur réunion avec leurs frères insulaires provoquèrent parmi les Jeunes-Turcs une très violente irritation. Ils décidèrent de recourir au boycottage. Un *Comité de boycottage* fut organisé à Constantinople, sous l'inspiration directe du Comité Union et Progrès. Non seulement les marchandises grecques furent boycottées, mais encore toutes les marchandises apportées par les bateaux grecs. On sait que tout l'Archipel, la mer Marmara, la mer Noire sont sillonnés de petits bateaux grecs qui font le cabotage le long des côtes de l'Empire ottoman. Le boycottage des bateaux grecs se trouva donc paralyser du même coup le commerce turc. Les ports helléniques s'encombrèrent de fruits, de légumes, d'olives qui pourrissaient sur place, mais, dans les ports turcs aussi, les fruits et les légumes attendaient en vain le bateau qui aurait pu les emporter. En outre, le commerce de toutes les puissances se trouvait lésé, car les bateaux autrichiens, anglais, allemands ou français ne touchent qu'aux grands ports, et ce sont les petits bateaux grecs qui viennent y chercher les marchandises pour les transporter ensuite partout où elles sont demandées. A la fin de juin 1910, les ambassadeurs firent une démarche auprès de la Porte pour demander la cessation du boycottage anti-grec et la répression des troubles que le fanatisme nationaliste des Jeunes-Turcs provoquait dans certains ports. Le gouvernement, par une circulaire du 1er juillet, conseillait, sur un ton paternel, aux boycotteurs de s'abstenir. Le *Tanin* se contentait de déclarer qu'il fallait boycotter avec discernement et n'atteindre que les marchandises grecques sans léser le commerce général. Le 10 août, nouvelle démarche des ambassadeurs; ils adressent à la Porte « une protestation vigoureuse contre le syndicat des gens du port qui

empêchent le débarquement des navires sur certains pontons, lésant ainsi les intérêts particuliers et ceux de la navigation. » Mis en demeure de cesser le boycottage par Mahmoud-Chefket et Talaat eux-mêmes, les membres du Comité de boycottage répondent par une nouvelle affirmation de leur intransigeance. Non seulement les Grecs du royaume sont boycottés, mais encore tous les hellènes habitant la Turquie.

Grâce aux démarches énergiques des ambassades, le boycottage va peu à peu en se relâchant, pour reprendre avec une nouvelle intensité en janvier 1911, à la nouvelle d'une reprise de l'agitation en Crète. Il a fait subir de grosses pertes aux négociants hellènes, mais il a aussi porté préjudice aux Ottomans; il n'a pas produit un résultat politique très appréciable; son but manquait de précision; il s'agissait, d'une façon générale, de manifester l'irritation des Ottomans en face du mouvement national qui porte les Hellènes vers les Crétois et de la campagne diplomatique du gouvernement grec en faveur de l'annexion. Il est difficile de décider si le boycottage a considérablement pesé sur les décisions des puissances et sur l'attitude de la Grèce; on ne l'aperçoit pas avec évidence. Au surplus, le boycottage des produits et des navires grecs n'a jamais été très complet, parce que les commerçants et les consommateurs turcs en auraient eux-mêmes trop souffert; la vie économique des Grecs et celle des Turcs sont trop intimement mêlées, trop complémentaires l'une de l'autre pour pouvoir être séparées sans un dommage irréparable.

Le chef des débardeurs du port de Salonique, Kérim Agha, est devenu un personnage important. Il refuse d'obéir aux instructions du Comité et du Gouvernement. A la suite d'un incident turco-américain survenu à propos d'un bateau de la compagnie américaine Hadji-Daout qui avait remplacé une compagnie grecque boycottée, Kérim Agha fut arrêté par ordre du gouver

nement, mais le *Tanin* prit fait et cause pour lui et déclara que tous les ottomans approuvaient le boycottage.

La population ottomane a subi des pertes considérables par suite du boycottage. Les chambres de commerce française et anglaise de Constantinople en ont donné des preuves. « Il est incontestable, disait la seconde dans son *Bulletin* de février 1810, que le boycottage dirigé contre les bateaux grecs et les marchandises grecques, a été préjudiciable, non seulement au Trésor ottoman et au commerce, mais encore et surtout aux classes laborieuses; » et il en donnait de nombreuses preuves; c'est ainsi que, dans l'Archipel, le prix de certains transports, pour les personnes, a quadruplé. Maniée dans de telles conditions, l'arme du boycottage est à deux tranchants et c'est peut-être à celui qui s'en sert qu'elle fait le plus de mal.

En somme, la seconde expérience de boycottage organisée par les Jeunes-Turcs a été, pour les raisons qu'on vient de voir, moins efficace que la première; elle était aussi moins justifiée; elle a dégénéré en une hostilité générale contre tous les étrangers, voire même contre tous les chrétiens; elle a eu un caractère plus démagogique, plus anarchique, que la campagne victorieuse de 1908.

1er juillet 1911.

CHAPITRE VI

LA QUESTION ALBANAISE[1]

Sommaire. I. — L'Albanie — Pélasges et Illyriens. — Scanderbeg. — La vie albanaise. — La religion albanaise. — Les Albanais dans l'Empire ottoman. — Les anciennes coutumes.
II. — L'Albanie au XIXe siècle — Le traité de Berlin. — La ligue albanaise. — L'Albanie et l'Europe. — Albanais et Valaques. — Prétendants au trône d'Albanie.
III. — Les Mirdites — La famille des Doda. — La France, l'Autriche et la Mirditie. — Mgr Primo Docchi. — Un ami de la France : Prink-pacha Bib-Doda.
IV. — Le mouvement national albanais. — Les Albanais et la révolution. — La révolution à Scutari. — Retour de Prink-pacha. — Les élections. — Bedri-pacha. — Les Albanais et la révolution du 13 Avril. — En Epire. — L'Albanie du nord insurgée. — Campagne de Djavid-pacha. — La réunion de Dibra. — Albanais et Jeunes-Turcs. — Méthode que les Jeunes-Turcs devraient employer en Albanie. — La nationalité albanaise.
V. — L'Autriche et l'Italie en Albanie : rivalité d'influence. — Le Danube-Adriatique. — Avenir de l'Albanie.
Post-Scriptum. — Les événements récents. — Le désarmement; campagne de Torghout-pacha. — Insurrection des Malissores. — Attitude des Mirdites et de Prink-pacha. — Intervention de l'Autriche — L'amnistie. — Incertitude de l'avenir.

Mésintelligence entre l'Autriche et la Russie, rivalité entre l'Italie et l'Autriche dans l'Adriatique, avenir de la Jeune-Turquie, c'est en fonction de ces trois séries

1. Cette étude a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1909.

de faits, d'ailleurs connexes, que se pose la question albanaise et qu'elle prend toute son importance. Pour tous les Etats balkaniques, la destinée future de l'Albanie est un problème capital : le sort de la Macédoine en dépend et, dans une large mesure, l'avenir des Turcs en Europe. Longtemps silencieuse et ignorée, l'Albanie entre aujourd'hui dans la politique européenne. Quelle place y tiendra-t-elle ?

I

Des plaines du Vardar à l'Adriatique, de la Thessalie au Monténégro, l'Albanais est maître par le droit du premier occupant et par le droit du plus fort. Par la race, par la langue, par les croyances, par les mœurs, il se distingue et se sépare des autres peuples de la péninsule ; il a son individualité bien tranchée. Il confine vers le Sud aux Hellènes, vers le Nord et vers l'Est aux Slaves, mais nulle part il ne se confond ni avec les uns, ni avec les autres ; il lui arrive d'assimiler, de gré ou de force, ses voisins, mais il ne se laisse pas assimiler par eux : il les méprise. Qu'il soit grand-vizir à Stamboul ou berger dans les solitudes du Pinde, le Skipetar — c'est ainsi que lui-même se nomme — est un aristocrate, un homme libre, un noble. Le Bulgare, dans les plaines de la Macédoine, se courbe sur son sillon et laboure la terre du Turc ; l'Albanais, lui, est le roi des montagnes ; chasseur, pasteur, soldat ou brigand, il dédaigne le travail assidu, obligatoire, qui fait de l'homme un esclave ; il entend n'obéir qu'à ses coutumes et ne relever que de son fusil. Son rôle historique est en rapports étroits avec sa nature et sa nature avec celle de son pays.

Les montagnes d'Albanie et le peuple qui les habite forment entre l'Adriatique et l'Orient ottoman un écran opaque, impénétrable. D'Otrante ou de Bari, pour parvenir en Macédoine, il faut contourner la triple fourche de la Grèce! Sur tout le littoral turco-albanais, pas un bon port n'est aménagé, pas une route ne s'enfonce vers l'intérieur. Si, au contraire, nous nous reportons aux temps antiques, que voyons-nous? Sous les empereurs, l'Adriatique est le centre du monde romain ; ses rivages se couvrent de villes florissantes : Pola, Salona, Dyrracchium, et tant d'autres dont les ruines attestent la splendeur, sont les ports d'où partent des routes qui vont vers le Danube, vers le Bosphore, vers Athènes ; la circulation et le trafic y sont intenses ; d'une rive à l'autre, de nombreux bateaux sillonnent l'Adriatique. En choisissant, pour y construire son palais, la plage où est aujourd'hui Spalato, Dioclétien non seulement se ménageait une retraite agréable sous un climat délicieux, mais il s'installait dans un poste d'observation parfaitement choisi, en face de l'Italie, à la porte de l'Orient et du monde hellénique. La voie Egnatienne, de Dyrracchium à Thessalonique, resta, durant toute l'histoire romaine, la grande route de l'Orient. Après Dioclétien et la séparation des deux empires, l'Adriatique déchoit de sa splendeur. Les Avares ravagent l'Illyrie, détruisent Salone ; les Slaves s'installent sur la rive orientale de l'Adriatique, descendent jusqu'en Grèce. Ravenne aux temps byzantins, plus tard Venise, tiennent le sceptre de l'Adriatique ; mais les Vénitiens sont des commerçants, non des conquérants ; ils s'établissent sur les côtes, mais ils ne se hasardent guère dans l'intérieur. Entre la péninsule balkanique et l'Italie, le schisme élève une barrière plus infranchissable que les montagnes ; désormais les deux pays évoluent séparément et vont se différenciant de plus en plus. Lorsque, au slavisme et à l'orthodoxie byzantine, vient

se superposer l'Islam, la divergence devient de l'hostilité. L'Adriatique cesse d'être une individualité vivante, reflétant sur ses deux rives la même civilisation ; elle devient une frontière : au lieu de réunir, elle divise. Les flottes de la chrétienté et celles des Turcs s'y entre-choquent. Au xviie et au xviiie siècle, les ports turcs de la côte albanaise sont des repaires de pirates. Pour l'Italien, pour l'Occidental, au delà de l'Adriatique, derrière les falaises accores qui bordent la rive orientale, commence le pays de la Croisade et des Capitulations. Aujourd'hui, Avlona, Durazzo, sont des ports sans commerce parce que l'arrière-pays est sans routes. San-Giovanni-di-Medua, où doit aboutir le chemin de fer du Danube à l'Adriatique, n'est qu'une baie marécageuse et pestilentielle. La Bojana est ensablée ; seuls les petits bateaux peuvent à grand'peine remonter jusqu'au lac de Scutari. Si, tout au fond du grand couloir Adriatique, Trieste, Fiume, Venise, ne servaient pas de débouché au trafic d'une grande partie de l'Europe centrale, l'Adriatique serait une mer morte.

Du merveilleux belvédère du Monténégro, si l'on embrasse d'un coup d'œil l'horizon du Sud et de l'Est, on n'aperçoit, dorées par le soleil, qu'une indéfinie succession de chaînes qui entassent leurs blanches murailles entre la vallée du Vardar et l'Adriatique dans laquelle elles viennent tomber en falaises abruptes. Mais, si épais, si chaotique qu'il soit, il n'est pas de massif de montagnes qui n'offre des coupures par où les routes et les chemins de fer puissent se glisser. Ces passages existent à travers l'Albanie : ils étaient connus des Romains. De Durazzo à Salonique la grande voie naturelle par Okrida et Monastir, ou par le Sud du lac d'Okrida et Florina, n'offre pas de grandes difficultés. L'obstacle, entre l'Adriatique et la Macédoine, ce n'est pas le rocher, c'est l'homme : c'est l'inertie turque et le particularisme albanais.

Seul peut-être de tous les peuples d'Europe, l'Albanais a traversé l'histoire et est resté semblable à lui-même. Il est un descendant des anciens Pélasges[1], dont les Grecs n'étaient eux-mêmes qu'un rameau descendu vers le Sud ; avant qu'il y eût une histoire, il était déjà fixé dans ses montagnes. Les poèmes homériques font son portrait, qui n'a guère changé. Achille, avec sa bravoure brillante et fanfaronne, avec son caractère obstiné et vindicatif, est bien le prototype des Albanais d'aujourd'hui. Alexandre le Grand est aussi un Albanais ; pour l'élève d'Aristote, le grec est la langue de la haute culture et de la politesse ; mais dans l'emportement de ses colères il revient au vieux parler national. Plutarque, dans son récit de la mort de Clitus, nous dit qu'Alexandre, transporté de rage, sort de sa tente et apostrophe ses serviteurs « en langue macédonienne. » Cette langue ne pouvait être, disent les savants, que le vieil idiome des Pélasges dont l'albanais actuel, avec des infiltrations de mots slaves, turcs, latins et grecs, serait une survivance.

Sur les pas d'Alexandre et de ses successeurs, les phalanges albanaises foulent les vieux empires de l'Asie. Déjà, les montagnes de l'Epire et de l'Illyrie remplissent leur fonction historique : elles sont un réservoir qui laisse couler son trop-plein d'hommes vers les riches plaines d'alentour. Avec Pyrrhus, roi d'Epire, les Albanais font trembler Rome. Lui vaincu, l'Epire et l'Illyrie sont soumises aux Romains ; pendant plusieurs

1. La filiation pélasgique des Albanais est vraisemblable, mais non établie On sait qu'il n'est guère de question plus controversée que celle des Pélasges La thèse de d'Arbois de Jubainville, qui en fait des Aryens, et celle du Père de Cara, qui voit en eux les anciens Héthéens, sont en présence. En tout cas, les Pélasges qui occupaient la péninsule grecque avant les Hellènes, étaient aryens et les Albanais sont leurs descendants. Les Illyriens, les Epirotes et les Macédoniens sont les aïeux directs des Albanais ; l'étude des langues, au dire des spécialistes, en fait foi.

siècles, la race albanaise vit dans les cadres de l'administration et de la paix romaines. L'Illyrie n'a plus d'histoire particulière, mais les hommes qui y naissent sont renommés pour leur énergie un peu brutale, leur aptitude à la guerre et aux fonctions publiques. La montagne est sillonnée de routes ; des colonies latines y sont établies, signe certain que le particularisme des autochtones survivait à l'occupation romaine. Ces colons latinisèrent les plaines et les vallées labourables, et ce sont leurs descendants qui, sous le nom de Valaques, habitent encore sur les flancs du Pinde et parlent une langue d'origine latine très voisine de celle des Roumains[1]. Mais, au plus épais des forêts albanaises et sur les inaccessibles plateaux, les coutumes anciennes se transmettaient, et quand, après la longue paix romaine, la guerre et l'anarchie reparurent dans la péninsule, l'Albanais se retrouva tel qu'il était jadis, avec son organisation sociale particulière, ses coutumes déjà séculaires et son tempérament héréditaire.

Le flot des Slaves, au moyen âge, vient battre le pied des monts albanais, les entoure, les pénètre en quelques endroits, mais finalement s'arrête sans les avoir submergés. Au jour de Kossovo, les Albanais sont avec le sultan Mourad et l'aident à écraser leurs ennemis serbes. Mais quand le Turc prétend, à leur tour, les soumettre à sa loi, il les trouve unis, pour lui résister, sous la bannière vingt fois victorieuse de Georges Castriot que les Turcs appellent Scanderbeg, le bey Alexandre. Dans les plus humbles chaumières d'Albanie, le nom du héros « soldat de Jésus-Christ, prince des Albanais et des Épirotes, » en qui s'incarne l'esprit de résistance nationale à l'oppression étrangère, est vénéré ; ses exploits sont le thème d'innombrables

1. La latinisation était très avancée au moment de l'arrivée des Slaves ; les Illyriens eux-mêmes avaient été entamés, et l'on trouve dans le lexique albanais beaucoup de mots latins.



rapsodies que les aèdes populaires chantent aux jours de fête, dans la montagne, autour du foyer. Scanderbeg mort, les Turcs, maîtres des villes, des marchés et des plaines, obtiennent enfin la soumission de l'Albanie, mais ils ne la réduisent pas à merci; elle accepte des suzerains, non pas des maîtres. Pour échapper au joug, un flot d'émigrants albanais se dirige, à cette époque, vers l'Italie méridionale et la Sicile où, encore aujourd'hui, leurs descendants se reconnaissent entre eux et n'oublient pas leur origine ; plusieurs des hommes qui ont marqué dans l'histoire de l'Italie contemporaine, — tel Francesco Crispi, — sont les petits-fils de ces émigrés. Ceux qui restent, les Sultans ont la sagesse de ne pas les pousser à bout ; ils se contentent d'une soumission nominale, et pourvu que l'Albanais ne soit pas trop turbulent et fournisse des auxiliaires volontaires à leurs armées, ils ne cherchent pas à l'assimiler. Ils obtiennent pourtant de lui l'acte essentiel qui l'incorpore à la vie de l'Empire : la majorité des Albanais devient musulmane.

Les grands propriétaires, les chefs de clans, ont donné l'exemple; ils sont devenus musulmans pour garder leurs fiefs. La masse a suivi. Comme la plupart des peuples montagnards, l'Albanais, étant peu cultivateur, vit de l'État ou du riche protecteur; il a, d'instinct, la conception de la clientèle. L'État, chez les Turcs, c'est l'Islam. L'Albanais adopta l'Islam pour pouvoir servir les Khalifes. Son tempérament aristocrate ne pouvait s'accommoder d'être confondu avec la *raïa ;* musulman, il garda son fusil, symbole de sa noblesse et de sa liberté, instrument de ses vengeances de famille, gardien sacré de son honneur. « Là où est le sabre, là est la foi » ; c'est un dicton utilitaire que l'Albanais a mis en pratique et qu'excuse, chez lui, le besoin de vivre. Un changement de religion est, pour lui, un acte de politique alimentaire et un sacrifice fait

au maintien de coutumes sociales qu'il regarde comme le fondement et la sauvegarde de son individualité nationale. La vie du montagnard est dominée par des questions d'existence ; il lui faut, pour subsister, trouver par son industrie les ressources qu'un sol trop maigre ne suffit pas à procurer à lui et à sa famille presque toujours nombreuse. Alors l'homme des montagnes descend vers les villes ; intraitable chez lui, il devient merveilleusement maniable parmi les citadins ; il s'adapte à tous les genres de vie, pourvu qu'il y trouve à gagner ; habile à se pousser vers les honneurs et vers la fortune, il est homme de résolution et homme de ressources ; il a l'instinct profond de la solidarité, de l'entr'aide entre compatriotes. Et si parfois sa conscience est dans la nécessité de faire quelques concessions à son ambition, il s'en console en pensant au jour où, revenu dans ses montagnes, il reprendra, dans la maisonnette de ses pères, le cours interrompu des traditions antiques qu'il n'a jamais oubliées, jamais reniées. Condottiere au service de qui le paye, ministre ou portefaix, général ou simple soldat, le montagnard fait deux parts de sa vie et de son cœur. Il sert avec loyauté et fidélité le chef à qui il a engagé ses services, mais, au fond de son souvenir, aux pires comme aux plus brillantes fortunes, survit l'amour de la petite patrie, de la vallée natale dont les âpres rochers limitent l'horizon, de l'humble village, de la chanson entendue dans les veillées d'hiver, du clan originel et des arrière-cousins demeurés au pays. C'est la source de poésie et d'idéalisme où le montagnard se retrempe au cours de sa vie utilitaire et « gaigneuse » ; c'est là qu'il vient se reposer après la rude bataille qu'il mène au loin pour vivre et pour s'enrichir.

La conscience religieuse de l'Albanais est plus complaisante en apparence qu'en réalité ; il reste, au fond du cœur, attaché aux vieilles pratiques traditionnelles,

aux antiques croyances qui forment le fond religieux de son âme nationale. L'Albanais, surtout quand il est dans les villes, fait les gestes d'un musulman fidèle ; mais, illettré, il ignore le Coran ; sa religion reste un bizarre mélange de christianisme et d'islamisme ; il révère saint Georges et saint Nicolas, et si le mollah ne sait pas les paroles qu'il faut pour guérir son enfant malade, il le porte chez le moine ou chez le prêtre du voisinage. Il garde des prénoms chrétiens et porte des médailles avec la croix. Presque tous les Albanais musulmans sont affiliés à la secte très curieuse des *Bektachis*. Ceux-ci représentent, dans l'Islam, la tolérance, presque le scepticisme ; leur religion devient une sorte de philosophie humanitaire qui regarde comme superflues les pratiques rituelles et qui ne tient pour essentiel que le fond de théisme et de charité humaine qui se retrouve à la base de toutes les religions élevées. L'Albanie a produit des hommes d'État et de grands généraux ; elle n'a donné de saints ni de martyrs à aucune religion [1].

1. Le sentiment religieux paraît être faible chez l'Albanais. Il n'est pas rare de voir des villages entiers passer du christianisme à l'Islam et réciproquement, dès que leurs intérêts ou leurs traditions sont en jeu. Il y a peu d'années, le village de Louria, en Mirditie, a passé à l'Islam parce que, un dimanche, son curé avait refusé de dire une nouvelle messe pour des retardataires. Les Turcs, pour caractériser l'impiété et la saleté des Albanais, racontent cette anecdote : Un jour, un chameau arriva dans la ville d'Elbassan où on n'en avait jamais vu : toute la population, qui est musulmane, s'assembla pour voir ce phénomène et ils se demandaient les uns aux autres : « Qu'est-ce que cela, un hammam (bain) ou une mosquée ? » Le clergé catholique de Mirditie est impuissant à réformer certaines coutumes barbares, telles que la vendetta. Il le sait et il ne s'en mêle plus. En 1908, une veuve que sa famille voulait forcer à se remarier se réfugiait chez l'évêque de Nansati qui prit sa défense ; le palais épiscopal fut aussitôt incendié. Il avait coûté 100.000 francs... à l'Autriche. — Cf. N. Brailsford, *Macedonia, its races and their future* (Londres, Methuen, 1906) et un article de Faik bey Conitza, *Les Albanais et la question albanaise* dans la revue *Albania* (1906, n° 4). Toute la collection de cette revue est très intéressante.



Passé maître en bravoure comme en intrigues, l'Albanais fait brillante carrière au service des Sultans de Stamboul. Il gouverne l'Empire, au XVIIe siècle, et lui redonne le lustre de la victoire avec la dynastie des grands vizirs Köprilu. Avec Ali de Tebelen, il tente de fonder un État turco-albanais en Épire. Avec Moustapha-pacha, neveu du fameux Mahmoud, pacha de Scutari, il écrase la révolte grecque, puis, se tournant contre le Sultan lui-même, il s'en faut de peu qu'il ne supplante la vieille dynastie d'Osman. Avec Mehemet-Ali, il galvanise l'Égypte et manque de s'asseoir sur le trône des Khalifes. Avec Ferid Pacha, il était, hier encore, grand-vizir. Abd-ul-Hamid a des ménagements tout particuliers pour les Albanais; il s'entoure d'une garde albanaise dont la présence au Palais assure aux Arnaoutes des montagnes toute sorte de faveurs et d'impunités. Ils remplissent l'armée et les fonctions publiques. Chez eux, leur obéissance est purement nominale; sous l'ancien régime, on ne leur demande ni impôt ni service militaire régulier; les fonctionnaires qui sont censés les gouverner n'osent pas sortir des villes, parfois même pas de leur *konak*. Les Albanais sont les favoris de l'ancien régime turc, et ils en abusent. Lorsqu'éclatent les troubles de Macédoine, ils se font les auxiliaires de la politique d'Yildiz; ennemis séculaires tant des Serbes, qu'ils travaillent depuis longtemps à « albaniser » par la terreur, que des Bulgares et des Grecs, ils profitent des troubles pour usurper, avec la complicité des autorités ottomanes, de vastes étendues de terres. Quand Hilmi-pacha inaugure, dans les vilayets macédoniens, les réformes réclamées par l'Europe, de Yildiz un ordre vient de laisser les régions peuplées d'Arnaoutes en dehors du contrôle européen. Tandis que Serbes, Bulgares, Turcs, Grecs et Valaques s'entre-détruisent avec une rage indicible, l'Albanais, lui, chemine peu à peu, s'avance

jusque dans les plaines du Vardar. Telle vallée, comme celle de Kalkandelen, comptait, en 1906, un quart de population albanaise et trois quarts de Bulgares ; quatre ans après, les proportions sont inversées. Bulgares et Serbes reculent devant l'Albanais. La Vieille-Serbie, autrefois toute peuplée de Serbes, est albanisée; Ipek, qui fut le siège du patriarcat serbe, est une ville en majorité albanaise; albanaise aussi, Okrida qui fut le siège d'un Empire bulgare. Grâce à son fusil, l'Albanais s'adjuge les terres qui sont à sa convenance et, comme dans le conte du *Chat Botté*, il ne lui en coûte guère pour arrondir ses domaines. Serbes, Bulgares, Grecs, Valaques, ont versé des flots de sang pour la Macédoine ; si l'ancien régime turc eût duré quelques années encore, la majeure partie de la Macédoine serait devenue albanaise. Même aujourd'hui, le seul excédent des naissances donne encore aux Albanais une force d'expansion qui n'est pas sans inquiéter leurs proches voisins. Heureusement, beaucoup d'Albanais émigrent aux États-Unis ; ils y vivent par groupes, conservant leur langue nationale, ils y ont des clubs, des journaux ; mais ils ne renoncent pas à revenir au pays où ils rapportent de l'argent et des idées nouvelles.

L'étrange force de résistance qui a permis à ce peuple de traverser les siècles en gardant toujours son caractère et son individualité lui vient de la persistance de son organisation sociale et de son droit coutumier transmis par tradition orale, de génération en génération, tel qu'il était aux premiers temps de l'histoire. Ces coutumes sont celles des peuples montagnards et pasteurs, tels que la Bible ou Homère les décrivent ; elles ont été souvent étudiées, et nous ne pouvons ici qu'en indiquer quelques-unes. Les Skipetars, comme autrefois les Écossais, vivent organisés en tribus et en clans ; la base de l'organisation sociale est la famille ; le clan est la famille agrandie. La terre appartient sou-

vent à des beys, véritables seigneurs féodaux, et elle est cultivée par des familles de colons dont le chef répartit les besognes agricoles et pastorales entre les membres. L'autorité appartient à un conseil de chefs de famille qui rendent une justice arbitrale en se conformant aux coutumes. Deux curés mirdites ont recueilli, il y a quelques années, les coutumes de leurs tribus[1]. On y trouve la pratique du levirat qui existait chez les Hébreux, c'est-à-dire l'obligation pour le frère d'épouser la veuve de son frère mort sans enfants; la preuve faite devant le tribunal arbitral par serment des parties, assistées de cojureurs; la fraternité factice, institution complémentaire de la paternité adoptive; enfin et surtout la « vengeance du sang », avec le système des compositions comme dans l'ancien droit germanique. La pratique régulière, obligatoire, des vendettas, tient une très grande place chez les Arnaoutes et exerce une influence souveraine sur leur vie et leurs mœurs. Le sang versé ne s'efface que par du sang; celui qui a un meurtre à venger est déshonoré, tant qu'il n'a pas tué le meurtrier ou un homme de sa famille ou de sa tribu; mais dès qu'il a « repris le sang », il devient un héros que l'on honore et dont on célèbre la vaillance jusqu'à ce qu'il tombe lui-même victime de la même loi de talion; et ainsi, de « sang » en « sang » et de vengeance en vengeance, les deux familles, les deux tribus s'exterminent jusqu'à ce que quelque autorité respectée, généralement les prêtres, imposent la « bessa », liquidation générale des vendettas par paiement de compositions en argent par les familles des meurtriers. On présume que 70 pour 100 des hommes, en Albanie, périssent de mort violente[2].

1. Voyez Dareste. *Les anciennes coutumes albanaises*. Extrait de la *Nouvelle Revue historique du Droit* (Larose, éditeur).

2. « J'ai à mon service — me disait à Scutari notre distingué consul, M. Ferté, à qui je dois tant de renseignements précieux — une Malissore de trente ans, veuve de trois maris tués en vendetta. »

On voit tout ce qu'un pareil régime peut entraîner de désordres et d'insécurité et quel parti des maîtres adroits en peuvent tirer. C'est en exploitant ces haines invétérées de famille à famille, de tribu à tribu, que les Turcs ont obtenu de l'Albanie une obéissance relative. Tosques contre Guègues, chrétiens contre musulmans, Arnaoutes contre Hellènes et Serbes, l'histoire de l'Albanie est remplie de ces luttes qui divisent les indigènes pour le plus grand profit de l'Osmanli. Dans cet émiettement de la race et dans ces querelles intestines s'usent les énergies du peuple albanais; mais vienne un péril commun, l'unité se fera, les divergences seront oubliées, les vendettas suspendues : une nationalité albanaise apparaîtra.

II

La grande vague des résurrections nationales qui, au XIX[e] siècle, a mis en branle tout l'Orient balkanique, ne pouvait pas indéfiniment battre, sans y pénétrer, les hautes falaises de l'Albanie; si isolée que l'aient faite le manque de routes et l'absence d'une langue écrite, elle ne pouvait pas rester sourde au fracas des batailles que les peuples chrétiens de la péninsule livraient pour leur délivrance. Dans ces luttes, nous trouvons presque toujours l'Albanais musulman aux côtés du Turc; souvent même, nous y voyons l'Albanais chrétien : c'est que le Serbe, au Nord, et parfois le Grec, au Sud, sont les ennemis naturels de l'Albanais; il les redoute plus que l'Ottoman qui ne se soucie pas de troubler sa demi-indépendance et qui ne cherche pas à s'établir dans ses montagnes. Cependant, dans la guerrre de l'indépendance hellénique, les héros albanais se distinguent au

premier rang : Marco Botzaris, ancien officier du régiment albanais de Napoléon[1], Condouriotis, Kolocotronis, et tant d'autres, sont des Albanais. Chaque fois que le Turc tente d'empiéter sur le particularisme albanais, de faire de la centralisation, le montagnard se dresse et frappe. A Souli, les Albanais chrétiens orthodoxes, hommes, femmes, enfants, se précipitent dans l'abîme plutôt que d'abjurer et de se soumettre au tyran Ali, pacha de Janina. Ce fameux Ali et, à la même époque, Mahmoud et son neveu Moustapha[2], pachas de Scutari, sont des Albanais ; ils cherchent à tirer parti des sentiments autonomistes de leurs compatriotes pour former à leur profit des principautés indépendantes. L'époque du Tanzimat, où les Turcs tentent d'organiser un gouvernement à l'européenne et d'établir une administration uniforme et centralisée amène des troubles très graves en Albanie. En juin 1830, Mehemed Reschid-pacha attire les chefs tosques à une conférence à Monastir et les fait traîtreusement massacrer. Ce sauvage attentat est le signal d'une série d'insurrections qui, jusqu'à la fin de la guerre de Crimée, agitent toute l'Albanie. Enfin la grande crise de 1878 à 1880 montre l'Albanie, tout entière unie pour tenir tête à l'Europe, finissant par imposer, à force d'obstination, sa volonté aux grandes puissances. Rappelons brièvement l'histoire de ces événements : ils constituent, pour l'avenir, un précédent.

Le vaillant petit peuple monténégrin avait pris, comme allié de la Russie, une part active à la guerre contre les Turcs : en récompense, le traité de San-Stefano lui assura un large accroissement de territoire ; le Congrès de Berlin, tout en réduisant beaucoup sa part,

1. *Le régiment albanais* par M. Auguste Boppe (Berger-Levrault 1902).
2. Moustapha-pacha marcha sur Constantinople, prit Sofia et fut battu et tué à Perlépé par Reschid-pacha. Avec lui finit la dynastie des pachas indigènes de Scutari.

surtout du côté du sandjak de Novi-Bazar, lui laissa, tout le long de sa frontière méridionale, une longue bande de territoire qui, par Antivari, lui assurait l'accès de la mer et lui donnait la ville de Podgoritza et les districts de Plava et de Gussinié (Gusinje). Ce sont des Albanais qui, en majorité, peuplent les territoires ainsi annexés. Dans la douzième séance du Congrès, le second plénipotentiaire ottoman, Mehemet-Ali, fit insérer au procès-verbal une observation dans laquelle il demandait « que, pour agrandir le territoire actuel du Monténégro, il ne lui soit concédé que des contrées dont les habitants sont de la même race et, pour la plupart, de la même religion que les Monténégrins ; il regarde comme une injustice l'annexion au Monténégro de territoires habités par des Albanais musulmans ou catholiques[1] ». Les hauts diplomates qui, sous la férule de Bismarck, procédaient au découpage des territoires et à la répartition des âmes, tenaient pour négligeables les volontés des peuples. Mais les peuples, cette fois, étaient décidés à se défendre eux-mêmes. Lorsque les Monténégrins s'adressèrent aux Turcs pour leur demander d'exécuter le traité de Berlin, ce furent les Albanais qui se chargèrent de répondre. Pour donner à l'Autriche et à la Russie un semblant de satisfaction, les Turcs envoyèrent, comme commissaire pour la délimitation de la frontière, ce même Mehemet-Ali qui, au Congrès, avait protesté contre le démembrement de l'Albanie : il fut massacré avec son escorte à Diakova (6 septembre 1878). A l'instigation secrète des agents du gouvernement ottoman, une *Ligue Albanaise* se forma pour s'opposer à la mutilation de la terre albanaise au profit du Monténégro et de la Serbie au Nord, de la Grèce au Sud. Le Comité central fut constitué

1. Voyez Max Choublier, *La question d'Orient depuis le traité de Berlin* (Arthur Rousseau, in-8°), p. 49.



le 1er juillet 1879 à Prizren; trois comités siégeant à Prizren, à Scutari et à Argyrocastro surveillaient chacun l'une des trois frontières menacées. La Porte donna des armes, des munitions, des vivres, de l'argent; mais le mouvement, une fois déchaîné, dépassa bien vite les bornes où le gouvernement de Constantinople aurait souhaité le contenir. Sous les auspices de la Ligue, une véritable Albanie indépendante s'organisait, administrait elle-même le pays, levait les impôts et refusait de reconnaître les engagements pris vis-à-vis de l'Europe par le Sultan. Celui-ci, à son tour, se prévalait auprès des gouvernements européens d'une résistance qu'il se disait impuissant à briser. La question de l'exécution du traité de Berlin, arrêtée par la résistance des Albanais, troublait toute l'Europe et faisait éclater au grand jour les graves dissidences que l'autorité de Bismarck avait étouffées à Berlin. La résistance des Albanais mettait les puissances signataires dans l'alternative de laisser se manifester la fragilité de leur œuvre à peine achevée, ou de recourir à une coercition militaire; les Russes la souhaitaient, mais les Autrichiens et les Italiens la redoutaient, les uns en raison des difficultés qu'ils rencontraient en Bosnie-Herzégovine, les autres, par crainte d'une action autrichienne sur les côtes albanaises de l'Adriatique. Le Cabinet de Rome suggéra une combinaison. En échange des districts de Plava et de Gussinié, d'autres territoires, situés au Nord de Scutari et occupés par des tribus albanaises catholiques[1], seraient donnés au Monténégro. Le Sultan consentit, mais non les Albanais; les tribus catholiques, se joignant en masse aux musulmans déjà soulevés, occupèrent fortement les cantons menacés et, quand un corps monténégrin se présenta pour les occuper, il fut accueilli à coups de fusil et repoussé.

1. Les tribus Hotti, Grudi, Clementi.

A la Porte, les Albanais signifièrent qu' « ils se regardaient comme déliés de toute fidélité envers le gouvernement ottoman, puisqu'ils n'étaient plus ses sujets, et qu'ils défendraient leurs montagnes pour leur propre compte et pour obtenir leur indépendance. » La situation devenait de plus en plus compliquée. Gladstone poussait à une intervention armée ; lord Fitzmaurice, à la Conférence de Constantinople, demandait que l'Europe reconnût aux Albanais une demi-autonomie. Dans cet embarras, la Conférence de Berlin, alors réunie pour s'occuper des frontières de la Grèce, décida que le Monténégro, au lieu des territoires dont la Porte ne voulait ou ne pouvait pas lui faire remise, recevrait le district maritime de Dulcigno. Aussitôt les Albanais en armes se portent sur le point menacé, occupent fortement Dulcigno et mettent l'Europe une fois de plus en présence de la même alternative : ou une capitulation ridicule en face de la Turquie et des Albanais, ou une intervention armée avec toutes les complications qui en pouvaient résulter. Des navires de guerre des grandes puissances vinrent croiser devant Dulcigno, mais avec l'ordre de ne pas tirer un coup de canon et de ne pas débarquer un homme ; en même temps, à Constantinople, les ambassadeurs insistaient avec menaces pour que Dulcigno fût remise aux Monténégrins ; l'Angleterre proposait l'occupation du port de Smyrne. Le Sultan prit peur et céda (9 octobre 1880) ; un commissaire ottoman fut envoyé sur les lieux avec quelques bataillons. Les Albanais ne résistèrent pas : à Dulcigno, ils se sentaient loin de leurs montagnes, exposés au canon du large ; ils se retirèrent, et, après un court combat, les Dulcignotes se soumirent ; les Turcs entrèrent dans la ville qu'ils remirent aux Monténégrins (26 novembre). Ainsi, deux ans durant, la ténacité des Albanais avait tenu en échec l'Europe, et finalement, elle lui imposait une importante modification au texte

solennellement adopté par le Congrès de Berlin.

Durant la crise de 1879-1880, les Albanais prirent conscience de leur unité et de leur solidarité nationale en face du péril extérieur. Le souvenir de la Ligue domine l'histoire contemporaine de l'Albanie ; c'est un exemple qui serait suivi le jour où, de nouveau, la conscience d'un péril commun viendrait émouvoir les montagnards. Dans la Ligue, les tribus entraient sans distinction de religion. « Dieu a fait les nations avant les religions », disait, en 1892, une proclamation adressée par les Valaques du Pinde aux Albanais : la Ligue de 1879 en avait été une première démonstration par les Albanais eux-mêmes. Depuis le temps de Scanderbeg, qui, lui aussi, fut le chef d'une ligue albanaise, pareil événement ne s'était pas produit.

Le conflit de nationalités qui, depuis 1902, a mis aux prises, sous les yeux des Albanais, et souvent à leur profit, les divers éléments de la population macédonienne, a contribué à développer chez eux le sentiment de leur unité nationale. Le mouvement valaque roumanisant, suscité, parmi les Valaques du Pinde, par Apostol Margarit, avec les subsides du gouvernement roumain, trouva un appui dans l'élément albanais. Plus cultivés, plus informés de la politique européenne, les Valaques roumanisants devinrent, pour les Albanais, au milieu desquels ils mènent, dans les montagnes, la même vie pastorale et agricole, des initiateurs, des guides ; on parla de « la nation albano-valaque », héritière des antiques Pélasges ; on fraternisa dans la haine de l'hellénisme et du slavisme, et dans la fidélité au Sultan de Constantinople. Ce fut sous cette influence que les Albanais, qui furent jadis les plus héroïques défenseurs de l'indépendance hellénique, achevèrent de devenir les ennemis déclarés des Grecs dont ils redoutent, depuis le Congrès de Berlin, la propagande et les revendications en Epire. Un comité albanais fut fondé

à Bucarest et subventionné par le gouvernement roumain ; on vit apparaître des écoles albanaises, des journaux albanais. Une élite albanaise s'est ainsi peu à peu formée, et elle a développé dans la masse du peuple le sentiment national, et, comme les linéaments d'un futur Etat albanais paraissaient se dessiner, on vit surgir des prétendants au trône d'Albanie. Un prince Albert Ghica, de la grande famille roumaine des Ghica, dont un ancêtre fut appelé en Roumanie par le grand-vizir Méhémet Köprilu, Albanais comme lui, fait en Albanie de la propagande autonomiste ; il signe des proclamations à la nation albanaise au nom de « l'assemblée albanaise et du comité national pour la renaissance albanaise. » D'autres se recommandent de la grande et populaire figure de Scanderbeg : tel M. Aladro Castriota, ministre plénipotentiaire honoraire d'Espagne, riche négociant en vins de Xérès, qui cherche à faire valoir des droits à l'héritage du héros, répand, avec ses libéralités, des proclamations, des drapeaux, et cherche à grouper un parti autour de son nom. M. Giovanni Castriota Scanderbeg, marquis d'Auletta, Napolitain de distinction, est, dit le journal *Il Momento* de Turin, qui publiait, le 22 octobre 1908, une interview de lui, « le seul direct et véritable descendant du héros national albanais » ; il se montre plus discret et s'abstient d'intrigues et de manifestes.

Mais si la nation ou la confédération albanaise doit un jour naître à la vie politique, on peut prédire qu'elle n'ira pas chercher son chef au dehors ; elle choisira un héros national, un nouveau Scanderbeg ou le descendant respecté d'une des familles féodales du pays. Peut-être une tribu plus puissante et qui aura conservé plus intactes les mœurs du passé et le fanatisme de l'indépendance deviendra-t-elle, sous la direction de son chef héréditaire, un noyau de coagulation autour duquel viendront se constituer les autres cellules de la confédé-

ration. Une tribu albanaise paraît plus particulièrement préparée à ce rôle : c'est celle des Mirdites.

III

Parmi les Guègues, farouches et misérables habitants des montagnes qui couvrent la Haute-Albanie, il n'est pas de population plus farouche ni plus misérable que les Mirdites[1] ; il n'en est pas non plus chez qui la fierté nationale, la passion de l'indépendance, l'attachement au sol et aux vieilles coutumes aient gardé plus de vitalité : plus un pays est pauvre, plus énergiquement ses habitants s'y attachent et le défendent. Les Mirdites ont leurs demeures dans les pittoresques vallées qui s'étendent au Sud-Est de Scutari ; leur centre est au village d'Orosi, où réside leur chef religieux, l'abbé mitré. Les Mirdites sont catholiques romains ; ils le sont devenus, d'orthodoxes qu'ils étaient, au temps d'Innocent IV, et ils le sont restés grâce aux efforts des Franciscains vénitiens et à leurs relations avec l'Italie et la papauté. Mais ni les efforts du clergé, ni la vertu de l'Evangile n'ont pu les amener à renoncer à « la loi des montagnes », que Lek Dukadgin, le héros compa-

1. Les Mirdites se distinguent nettement des autres montagnards par leur type anthropologique, brachycéphale, leur chevelure noire, leur teint brun, leurs traits plus fins. Les autres tribus catholiques, ainsi que les musulmans d'Ipek et de Prizren, sont imprégnés de sang slave. Le rameau mirdite représenterait donc le plus pur type albanais. Voyez : Lejean, *Les Mirdites*, *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, 1860. — Gopcevitch, *Les Mirdites*, *Petermanns Mittheilungen*, 1880. — Wiet, *Le district d'Alessio et la Mirditie* (Paris, 1866). — Degrand. *Souvenirs de la Haute-Albanie*, Paris, Welter 1901. — Wassa effendi, *La vérité sur l'Albanie et les Albanais* (Imp. de la Société anonyme des publications périodiques, 1879). — Madame Dora d'Istria, *La nationalité albanaise d'après les chants populaires* Revue des Deux Mondes, 15 mai 1866). — Miss Durham, *High-Albania* (1909), etc.

gnon de Scanderbeg, a établie à leur usage et qui n'est que la codification des très antiques coutumes des montagnards, dont l'origine se perd dans la nuit des temps homériques. Attachés aux formes et aux rites du catholicisme, dont la valeur métaphysique et la portée sociale leur échappent, ils le sont davantage encore à leur fusil et à la loi immémoriale, forme rudimentaire de justice par le talion, qui veut que le sang ne puisse être effacé que par le sang. L'abbé mitré n'a ni abbaye, ni diocèse, mais il est le chef religieux des Mirdites[1]; nommé lui-même par le Saint-Siège, il nomme les curés de village dont l'instruction rudimentaire suffit à un troupeau plus ignorant encore. On croit souvent que tous les Albanais catholiques sont des Mirdites, il n'en est rien; les Mirdites ne comptent que 15.000 individus, tandis que le total des catholiques albanais dépasse 130 000[2]. La Mirditie est divisée en 5 baïraks ou bannières (Orosi, Spacci, Cumeni, Dibri, Paridi) dont les trois premières forment la Mirditie proprement dite; en temps de guerre cinq bannières d'Alessio se joignent aux Mirdites. Deux mille montagnards des environs de Diokova reconnaissent aussi l'autorité du chef des Mirdites.

Si peu nombreux que soient ses habitants, la Mirditie tient une place importante dans la politique balkanique; elle le doit surtout à sa religion. Petit noyau perdu entre la masse orthodoxe du Nord et la masse musulmane de l'Est, les Mirdites sont, dans toute la pénin-

1. Depuis 1888, le clergé mirdite est sous la dépendance directe de l'abbé et échappe à la juridiction de l'évêque d'Alessio.

2. Vilayet de Scutari 115.000, de Kossovo (Uskub) 12.000, de Janina 3.000. Les Albanais catholiques ont gardé quelques pratiques rituelles de l'Orient, telles que la communion sous les deux espèces. En Epire, où l'Albanais est en contact avec l'hellénisme, beaucoup d'Albanais suivent l'orthodoxie grecque. Au nord du Char-Dagh vivent d'autres Albanais patriarchistes; ce sont des Serbes qui, pour échapper au fusil de l'Albanais, se sont eux-mêmes albanisés. Le nombre total des Albanais est d'environ un million et demi. Il n'a jamais été fait de recensement.

sule, les seuls catholiques indigènes; il était naturel qu'ils attirassent l'attention du Saint-Siège et des puissances catholiques, l'Italie, l'Autriche et la France. Les Mirdites ont un chef héréditaire qui, avec le titre de prince, exerce sur les différents clans [1] une autorité patriarcale et étend son influence sur une grande partie de l'Albanie du Nord. Les Turcs, ayant conquis, à grand'peine, les villes et les vallées de l'Albanie, n'eurent garde d'user leurs forces à soumettre un pays où il n'y avait rien à gagner que des coups; ils laissèrent aux Mirdites leurs princes, de la famille des Doda, qui descend du fameux Lek Dukadgin, le Lycurgue de cette constitution primitive. Le premier de cette dynastie qui exerça son pouvoir sur les Mirdites fut, au XVIIe siècle, Marko Gion. Son descendant, Bib-Doda, joua un certain rôle dans les affaires balkaniques au temps de la guerre de Crimée; il mit sur pied 2.000 hommes qui tinrent en respect les Monténégrins; à la demande du maréchal Pélissier, Bib-Doda fut fait pacha et général de brigade. A partir de cette époque, les Doda invoquèrent souvent la protection de la France qui ne leur fit jamais défaut. Un consul de France, M. Aubaret, fut le conseiller de Bib-Doda qui, lorsqu'il mourut en 1868, l'institua son exécuteur testamentaire et plaça ses enfants sous la protection de la France. Prink-Doda, son fils, aujourd'hui prince des Mirdites, n'avait alors que neuf ans; avec l'appui du consul de France, son cousin Dhone fut désigné pour exercer l'intérim du gouvernement pen-

1. La Mirditie a une organisation oligarchique par clans. Les anciens des villages forment un petit corps élu qui règle les litiges d'après la « loi des montagnes »; les chefs de bannières forment un conseil supérieur présidé par le chef suprême des Mirdites. Le plus célèbre de ces chefs des Mirdites fut Lek-Li (Alexandre le Noir) qui combattit les Grecs avec Moustapha-pacha, tua Marco Botzaris au siège de Missolonghi, lutta avec Moustapha contre les Turcs et défendit Scutari contre eux.



dant la minorité; mais il se laissa séduire par l'or et les promesses d'Essad Pacha, vali de Scutari, et chercha, à son instigation. à supplanter son pupille; il accepta le titre de *caïmakan* qui faisait de lui un simple fonctionnaire ottoman; le pays fut occupé par les troupes turques et les anciens privilèges des Mirdites déclarés abolis. Alors l'ambassadeur de France intervint et Essad Pacha reçut l'ordre d'évacuer la Mirditie. Tandis que le jeune Prink-Doda était retenu à Constantinople, où il vivait des subsides de la France, le pays était en proie au désordre, aux vendettas et à la misère. Enfin les événements de 1876 ramenèrent Prink-Doda à Scutari et, au Congrès de Berlin, la France et l'Autriche, d'un commun accord, intervinrent en faveur des Mirdites. Le treizième protocole porte que « les populations mirdites continueront à jouir des privilèges et immunités dont elles sont en possession *ab antiquo* », et il relate la déclaration des plénipotentiaires turcs : « La Sublime-Porte compte ne faire pour le moment aucun changement dans la situation de la montagne mirdite. » Ainsi, la demi-indépendance des Mirdites et le droit pour la France et pour l'Autriche d'intervenir en leur faveur ont un fondement juridique. Mais la tradition de confiance et de protection qui unit la France et les chefs des Mirdites n'a pas pour origine notre « protectorat catholique. » En Albanie, en vertu des traités intervenus au XVIII[e] siècle entre la Turquie et l'Autriche, confirmés par la circulaire de la Propagande de 1888[1], c'est à l'Autriche qu'est dévolu le « protectorat ». Ainsi, de par les traités, l'Autriche a le « protectorat[2] », et, de par la tradition et l'usage, la France a la protection.

1. Voyez ce texte dans notre livre *La Chine qui s'ouvre*, page 123.

2. Ce protectorat permet à l'Autriche d'envoyer dans le pays des missionnaires qui sont les meilleurs agents de son influence; ils sont élevés par la fondation Léopold. L'institut albanais, à Vienne, subventionné par le ministère des affaires étrangères, élève de nombreux enfants albanais.

Les Mirdites, en 1879, entrèrent dans la Ligue albanaise de Prizren, et nous avons vu comment le mouvement, d'abord favorisé par la Porte, ne tarda pas à prendre un tel caractère et une telle intensité qu'on en fut alarmé à Constantinople. Le 13 décembre 1880, Dervish Pacha invita Prink-Bib-Doda à venir le voir et le fit arrêter et conduire à Castamouni, puis, après quelques années, à Constantinople. Abd-ul-Hamid le traita avec honneur, et, fidèle à sa politique, lui offrit les plus hautes fonctions, telles que, en 1888, le gouvernement du Liban; en 1905, il le nomma général de brigade et son aide de camp; mais il refusa toujours de le laisser retourner parmi ses montagnards. Cette captivité déguisée et dorée, dans un palais où la soumission même n'était pas une suffisante garantie de sécurité, ne prit fin qu'avec la révolution de juillet 1908. Les Mirdites, privés de leur prince, envoyaient adresse sur adresse à Constantinople pour demander qu'il leur fût rendu et, en attendant, ils ne permettaient pas aux *caïmakans*, nommés par la Porte, de pénétrer dans leur pays. Parfois les autorités turques, profitant d'un jour de marché à Scutari, emprisonnaient quelques-uns des chefs de la montagne, mais aussitôt les Mirdites interceptaient la route de Prizren et il fallait relâcher les otages. Si le gouverneur tentait d'envoyer des bataillons dans la montagne, le consulat de France ne manquait pas de s'y opposer. La Mirditie restait donc indépendante de fait : un cousin de Prink-Doda, Marco Gion, cherchait, avec l'appui secret du gouvernement ottoman, à s'y créer une influence aux dépens de son parent ; mais l'autorité réelle appartenait au chef religieux des Mirdites, l'abbé d'Orosi, Mgr Primo Docchi.

Mgr Docchi est un Mirdite ; mais son éducation romaine et cléricale a adouci et comme estompé la fougue et l'âpreté naturelles de son tempérament montagnard. Aux États-Unis, où il vécut à l'époque où

les défiances d'Abd-ul-Hamid lui interdisaient la terre natale, il prit contact avec le pays de la liberté religieuse et du *self help*. De caractère énergique et d'esprit très subtil, souple par politique et tenace par nature, cultivé, disert, Mgr Docchi dénote, dans toute sa personne, l'étrange alliage de la civilisation italienne et catholique et de l'atavisme albanais Dans sa maison de Scutari, où j'ai eu l'honneur de l'entretenir, parmi les objets pieux et les beaux livres, l'ancien secrétaire du cardinal Agliardi, avec sa soutane boutonnée de rouge et son camail à rubans violets, aurait tout à fait la tournure d'un prélat romain, n'était la forte moustache brune qui ombrage ses lèvres. A cheval, sur les sentiers de la montagne ou dans son village d'Orosi, botté et armé, sa physionomie se transforme : il rappelle ces évêques du moyen âge, conducteurs de peuples, chefs religieux et nationaux, inhabiles aux distinctions savantes entre le spirituel et le temporel, mais également capables, selon l'occurrence, d'argumenter dans un concile, de brandir l'épieu contre l'ours ou le sanglier, de conduire leurs ouailles à la bataille ou de les gouverner dans la paix.

Le prince des Mirdites, Prink Pacha Bib-Doda, a dépassé la cinquantaine; il a vécu longtemps en exil et, dans la solitude de Castamouni, loin de son pays et de son peuple, il s'est formé au culte des belles lettres. Après l'amour de sa montagne et de ses Mirdites, il n'a qu'une passion, que son long isolement n'ait pas émoussée, celle de la France et de la civilisation française. Sa formation intellectuelle, spontanée et personnelle, rappelle par beaucoup de traits celle de nos aïeux; comme eux, il s'est nourri des belles histoires de Plutarque qui est resté son livre de chevet; il s'est pénétré de la culture française du Grand Siècle; il a lu tous les contemporains; il goûte Flaubert et Hugo, mais ses prédilections sont pour Bossuet et Racine; nos clas-

siques sont ses amis, ses compagnons, ses dieux. Je les ai vus tous, pieusement rangés dans sa bibliothèque, sans même excepter les *dii minores* comme le bon abbé Delille, habillés de belles reliures souvent maniées par des mains respectueuses. Parmi nos grands écrivains et dans notre histoire, Prink Pacha se sent chez lui. C'est surtout au XVIIe siècle que va son enthousiasme; il sait par le menu les belles guerres de Turenne et de Condé, les beaux traités de Lionne et de Torcy. A Louis XIV il pardonne tout, parce que, de son temps, la France était la première nation de l'Europe. Il s'est arrêté, dans la lecture de Saint-Simon, à la mort de son héros : le Régent et Louis XV lui eussent gâté le tableau. S'il admire Napoléon, il ne lui pardonne pas d'avoir laissé la France amoindrie. Sa passion pour le XVIIe siècle ne le rend pas exclusif et ses visiteurs peuvent parfois le surprendre, penché sur une carte, suivant avec émotion la marche de nos colonnes au Soudan, en Mauritanie, au Maroc, partout où notre drapeau est engagé, ou étudiant avec attendrissement, dans des plans et des albums de diverses époques, les transformations, les embellissements de ce Paris qu'il ne connaît pas et où il rêve de venir, non pas pour s'offrir « la tournée des grands-ducs », mais pour admirer Notre-Dame et le Louvre, faire un pèlerinage à Versailles et aux Invalides, entendre *Phèdre* et le *Misanthrope*. Cette foi dans l'avenir de notre pays, cette fidélité à la France protectrice désintéressée de sa famille et de son pays, n'est-il pas touchant de les trouver chez le prince des Mirdites, au seuil de cet Orient où la grandeur française a laissé de si nobles souvenirs et où ce qu'il en reste suffirait encore à nous assurer le premier rôle et la première place?

De caractère doux, libéral et ami des lettres, Prink-Pacha est un pacifique; il veut la justice et ne croit pas à la violence. Il exerce sur son peuple une auto-

rité patriarcale, mal définie, mais incontestée et toute-puissante; son prestige s'étend sur toutes les tribus catholiques et même sur quelques tribus musulmanes. Loyal vis-à-vis du Sultan, il sera le fidèle auxiliaire du gouvernement jeune-turc tant que celui-ci respectera les traditions et l'autonomie partielle de la Mirditie.

Tels sont les Mirdites : jamais peuple plus infime ne tint une place si considérable dans la vie politique de l'Europe. La Mirditie est, dans la sauvage Albanie, le conservatoire des traditions et des mœurs nationales; elle a son organisation sociale et ses chefs qui sont les premiers personnages de l'Albanie; elle se réclame de puissantes protections européennes; elle semble prédisposée à devenir un foyer de vitalité nationale albanaise.

IV

Avant qu'éclatât la révolution jeune-turque de juillet 1908, il existait un mouvement national albanais; il se manifestait sous des formes diverses, confuses et parfois contradictoires, qui décelaient cependant le cheminement de l'idée d'indépendance. Au printemps de 1908, dans la région d'Argyrocastro et de Chimara, en pays tosque, des bandes se forment et répandent le portrait de Scanderbeg et des proclamations timbrées de l'aigle albanais à deux têtes; ces bandes sont surtout formées de musulmans, mais on y voit aussi des chrétiens valaques roumanisants; elles s'attaquent aux « Grecs albanophrones », qu'elles contraignent à se déclarer Albanais. Les Turcs et les Grecs attribuent cette agitation nationaliste aux intrigues bulgares et antrichiennes; ils citent comme preuve le journal albanais la *Drita* qui préconise une entente avec les Slaves. On signale sur les côtes des débarquements

d'armes et le passage d'agents suspects que l'on dit tantôt au service des prétendants, Aladro ou Ghica, tantôt à la solde de l'Autriche ou de l'Italie. Les Albanais, eux, affirment que leur mouvement n'est pas dirigé contre les Turcs, et qu'il s'agit seulement d'obtenir une reconnaissance de la nationalité albanaise sous la forme linguistique et littéraire. Intrigue italienne, entre-croisant ses fils avec l'intrigue autrichienne, propagande du clergé catholique scutarin et des clergés orthodoxes grec, serbe, bulgare, missions des sociétés bibliques américaines, menées des prétendants, propagande roumaine, propagande bulgare, bandes de diverses nationalités sur les confins de la Macédoine : telle était la confusion où s'agitait l'Albanie au moment où le Comité U. et P. fit éclater la révolution.

Un sentiment commun unissait les Albanais et les Jeunes-Turcs : l'horreur des « réformes », dirigées par un état-major d'officiers et d'agents européens. On sait aujourd'hui que ce fut l'entrevue de Revel, où le Tsar et le Roi d'Angleterre s'entendirent sur un projet de réformes nouvelles à introduire en Macédoine, qui décida le Comité de Salonique à une action immédiate. Une grande réunion d'Albanais en armes fut tenue le 25 juillet à Ferizovich, à l'instigation de Chemsi Pacha, commandant de la division de Mitrovitza; mais les délégués du Comité réussirent si bien à retourner les esprits que la réunion devint une manifestation en faveur de la Constitution et envoya au Sultan la dépêche qui contribua beaucoup à sa capitulation. Quelques jours après, Chemsi Pacha, condamné par le Comité, était assassiné à Monastir. Un seul bey albanais, Issa Boletine, qui avait été comblé de bienfaits par Abd-ul-Hamid et qui en recevait une pension mensuelle de 50 livres, essaya de protester; on couvrit sa voix et plus tard, comme nous le verrons, les Jeunes-Turcs lui firent payer cher son attitude.

La Constitution, les montagnards albanais ne savaient guère ce que c'était! Mais les officiers jeunes-turcs échauffèrent leur patriotisme, surexcitèrent leurs passions xénophobes; ils leur représentèrent la Constitution comme le seul moyen d'empêcher l'exécution du programme de Revel et de mettre fin à l'immixtion de l'Europe dans les affaires de l'Empire ottoman; la Constitution, ce serait le retour à la loi du Chériat, le respect assuré des coutumes nationales, la libre ouverture d'écoles albanaises! Plus tard, les Albanais s'aperçurent qu'on les avait leurrés de promesses fallacieuses et que la révolution avait un caractère turc, nationaliste et centralisateur; aussi, en général, accueillirent-ils avec faveur le mouvement contre-révolutionnaire du 13 avril 1909. Mais, dans les premières semaines, l'enthousiasme fut général : Constitution et attachement aux coutumes, à la langue et aux privilèges albanais ne faisaient qu'un dans l'esprit simpliste des Arnaoutes. Tandis qu'à Salonique et à Constantinople, le Comité U. et P. proclamait qu'il n'y avait plus, dans l'Empire, ni Turcs, ni Bulgares, ni Arméniens, ni Albanais, ni musulmans, ni chrétiens, mais seulement des citoyens ottomans, fidèles au Sultan et à la Constitution, libres et égaux en droits, à Tirana et à Elbassan, des réunions nationalistes proclamaient que l'albanais devait être la langue officielle de l'Albanie, réclamaient l'ouverture d'écoles albanaises et distribuaient des livres en langue albanaise imprimés à Sofia. En novembre, sur l'invitation du club albanais de Salonique, des délégués des Albanais musulmans et chrétiens des vilayets de Salonique, Monastir, Kossovo et Janina se réunissaient en congrès à Monastir pour y discuter l'adoption d'un alphabet albanais. Deux opinions s'y trouvèrent en présence : les uns préconisant le maintien de l'alphabet latin déjà en usage et les autres demandant l'adoption de l'alphabet arabe. La réunion se prononça pour l'al-

phabet latin, les caractères turcs étant insuffisants pour rendre certains sons albanais. Depuis lors, Midhat-bey, directeur des affaires politiques du vilayet de Salonique et neveu du célèbre lexicographe et écrivain Samy bey Fracheri, publie un journal et une revue en langue albanaise imprimés en caractères latins.

A Scutari, à la nouvelle de la proclamation de la Constitution, des bandes de montagnards descendirent dans la ville, tirant des coups de fusil en l'air, criblant de balles les cheminées ; pendant vingt jours dura cette inquiétante saturnale ; les balles, par miracle, ne blessèrent, par ricochet, qu'une seule personne. Seuls, dans l'allégresse générale, les Mirdites s'abstinrent : ils attendaient le retour de leur prince. On régla toutes les « questions de sang » ; une « bessa » générale fut proclamée. Mais, le 26 août, un incident survint : dans un meeting, le capitaine jeune-turc Kiazim-bey ayant dit que tous les raïas étaient désormais des Ottomans, un publiciste albanais musulman nationaliste, Dervish-Hima, l'interrompit : « Les Albanais, s'écria-t-il, ne sont qu'Albanais et ils ne seront satisfaits que quand ils seront libres dans l'Albanie libre, au milieu de la confédération des Etats balkaniques indépendants sous la suzeraineté du Sultan ! » Le lendemain, les autorités firent arrêter l'imprudent; les musulmans scutarins, l'accusant de connivence avec l'Autriche, Mgr Docchi et le clergé demandaient sa tête; il fallut le faire conduire à Salonique pour y être jugé loin de leurs fureurs.

Le retour de Prink Pacha, le 19 septembre, apaisa momentanément les esprits; il arrivait, après avoir conféré à Salonique avec les chefs du Comité Union et Progrès, comme le porte-parole du nouveau régime. Sa première visite fut pour le consul de France, M. Ferté ; puis il partit pour la Mirditie avec Kiazim-bey, pour y faire prêter serment à la Constitution ; mais il refusa

d'accepter le titre et les fonctions de *caimakan* : on ne devient pas sous-préfet quand on est prince héréditaire! Cet acte décisif donna aussitôt à son loyalisme jeune-turc son véritable caractère. Dans les premiers jours d'octobre 1908, la vallée de San Paolo, près d'Orosi, retentit du bruit des acclamations et de la fusillade. Toute la population mâle de la Mirditie fêtait son chef. A sa demande, en présence de deux officiers du Comité, les Mirdites prêtèrent serment à la Constitution ; aucune allusion ne fut faite à la question du service militaire, ni à l'abolition de la « loi des montagnes » ; la suspension de toutes les vendettas fut jurée jusqu'au mercredi saint de l'année suivante. Prink Pacha continua son voyage triomphal par le district de Croya dont les quatre tribus ne consentirent à jurer fidélité au nouveau régime qu'entre ses mains. L'influence et la popularité de l'héritier des Bib-Doda, vivante incarnation de la patrie et des coutumes albanaises, allaient grandissant non seulement parmi les catholiques des tribus et de la ville, mais jusque parmi les musulmans de la montagne. Les campagnards venaient lui soumettre leurs litiges plus volontiers qu'aux autorités ottomanes. A ces hommages à sa haute autorité morale répondaient les défiances haineuses des musulmans de la ville : ils craignent que le nom de Prink Pacha ne puisse un jour rallier et coaliser toutes les tribus de la Haute-Albanie. En novembre, le Comité panalbanais de Constantinople, à l'instigation du Comité jeune-turc, adressa un appel à la population pour l'inviter, en face de l'agitation monténégrine et serbe, à ressusciter la Ligue albanaise de 1879 ; trois mille musulmans se firent inscrire, mais les catholiques s'abstinrent. La popularité même de Prink Pacha, malgré la loyauté de son attitude, le rendait suspect au Comité et, par un naturel retour, cette suspicion blessait le prince des Mirdites dont la situation, entre le particularisme nationaliste de son

peuple et la politique centralisatrice des Jeunes-Turcs, devenait de plus en plus difficile.

Aux élections, en décembre, deux députés musulmans furent élus, quoique, notoirement, les catholiques fussent en grande majorité; mais le Comité refusa d'accepter comme candidats les drogmans des consulats d'Autriche et d'Italie et déclara qu'il n'admettrait que des candidats sans attaches avec l'étranger. Un vif mécontentement s'ensuivit parmi les catholiques. A la fin de décembre, des délégués du Comité U. et P. vinrent à Scutari faire une conférence sur la Constitution ; l'un d'eux, un hodja, nommé Veledan effendi, parlant dans la grande salle de la Médersé, déclara que l'Etat doit être neutre en matière religieuse et professer un respect égal pour l'Évangile et pour le Coran : il fut hué, houspillé par les musulmans comme par les catholiques.

En janvier 1909, un nouveau vali, Bedri Pacha, fit son entrée à Scutari; conciliant dans les formes, très libéral et partisan d'une juste décentralisation, mais très résolu à ne pas faire de concessions au particularisme et à l'anarchie, il s'attacha à maintenir l'ordre dans la rue et veilla strictement à l'interdiction de porter des armes dans la ville; malheureusement son programme excellent, — relèvement moral et économique par des écoles et des routes — est, faute d'argent, resté à peu près lettre morte. Au moment de la tentative contre-révolutionnaire du 13 avril 1909, les hodjas excitèrent le peuple contre les Jeunes-Turcs, mais les montagnards restèrent immobiles, indifférents à tout ce qui ne touche pas directement leurs privilèges et leurs coutumes. Prink Pacha resta fidèle à la Constitution, offrit de marcher avec ses Mirdites sur Constantinople et fit savoir aux beys musulmans réactionnaires de Scutari que s'ils bougeaient « il les jetterait dans le lac comme des grenouilles ». Mais la déposition du Sultan et surtout l'exécution d'Albanais compromis dans l'affaire

d'avril, comme Halil-bey, de Kraina, soulevèrent une indignation très vive dans tout le pays et particulièrement à Scutari, citadelle du fanatisme musulman. L'effervescence grandit encore quand, au milieu de juin, Bedri Pacha convoqua les chefs de quartiers et annonça qu'il allait être procédé au recensement. Les catholiques restèrent muets, mais les musulmans déclarèrent que leurs coreligionnaires n'accepteraient jamais une mesure où ils voyaient le prélude du service militaire obligatoire et des impôts nouveaux, c'est-à-dire la fin de leurs privilèges. Le vali les exhorta à obéir d'abord à la loi et ajouta que, s'ils donnaient cet exemple, des tempéraments pourraient être apportés dans l'application. Parmi les musulmans, deux tendances se manifestèrent : les uns, intimidés par les expéditions de Djavid Pacha, inclinaient à la soumission ; mais d'autres, fanatisés par les hodjas, criaient qu'ils recevraient à coups de fusil les agents chargés du recensement ; leurs chefs demandèrent son appui à Prink Pacha qui répondit loyalement que, quant à lui, il soutiendrait le gouverneur. Les canons de la forteresse furent braqués sur les quartiers musulmans ; un hodja et un bey furent arrêtés, et les musulmans, intimidés, se soumirent. En même temps, les tribus catholiques de Sciala, Schochi, etc., adressaient au vali une pétition, que l'on disait rédigée par Mgr Miédia, coadjuteur de l'archevêque de Scutari, alors en tournée dans la montagne ; elle a le mérite de bien poser la question. « Si le nouveau régime n'est pas une fiction, disait-elle, nous sommes prêts à rentrer dans le droit commun ; nous acceptons l'impôt, le service militaire, mais à la condition que les musulmans de Scutari y soient soumis également et que le système du « bulukbachi » et du « serguirdeh » musulman, consécration de l'inégalité des droits entre les deux religions, soit aboli et que chaque tribu choisisse ses magistrats. Si l'ancien régime doit, sous un

nouveau nom, rester en vigueur, nous réclamons, comme il est juste, le maintien de nos immunités. » Tel est, en effet, le dilemme en face duquel, dans toute l'Albanie, se trouvent les Jeunes-Turcs : s'ils réalisent l'égalité réelle des droits entre les diverses confessions, ils risquent de mécontenter la majorité musulmane ; s'ils ne le font pas, ils donnent aux redoutables montagnards une raison valable de ne pas se plier au droit commun.

En Epire, malgré les efforts de Nazim Pacha, nommé vali en janvier 1909, la situation est devenue de plus en plus difficile. Les Grecs, malgré la fraternité proclamée dans la Constitution, sont restés les ennemis acharnés des musulmans ; ils comptaient, aux élections, obtenir cinq députés ; ils n'en eurent que trois, dont deux à Janina ; un autre fut élu avec l'appui de leurs suffrages, le fameux Ismaïl Khemal bey qui devint président de l'Union libérale et joua un rôle considérable dans le coup d'Etat de 13 avril. Les musulmans, quoique moins nombreux, obtinrent quatre députés. Dans les campagnes, le nationalisme albanais ne cesse de faire des progrès ; il s'associe, de plus en plus, au mouvement valaque, et s'oppose à l'hellénisme. La dîme ne rentre pas ; la famine, le brigandage, les bandes grecques, désolent les campagnes. Les Tosques, réunis en congrès à Tepelen, à la fin de mai, ont formulé leurs revendications et pris conscience de leur force. Ismaïl Khemal bey, après l'entrée à Constantinople de l'armée de Macédoine, s'enfuit à Corfou et de là en Europe occidentale, puis il revint à Janina où son influence est très grande et d'où il entretient des intelligences dans toute l'Epire et l'Albanie ; entre les Tosques et les Jeunes-Turcs l'entente est virtuellement rompue. Les fonctionnaires ottomans, pris entre l'irrédentisme grec et le nationalisme schkype, sont dans une situation très difficile ; hors des villes, leur autorité est à peu près nulle.

Dans le vilayet de Monastir, la propagande albanaise, à la suite du congrès linguistique dont nous avons parlé, devint très active. Des agents parcouraient les campagnes, engageant les paysans à réclamer l'enseignement de l'albanais dans les écoles et l'usage de l'albanais dans les mosquées; les membres albanais du Comité jeune-turc appuyaient eux-mêmes cette propagande. A Koritza, les paysans chassent le gouverneur parce qu'il n'est pas Albanais; à Koritza et à Castoria, ils exigent l'usage de l'albanais dans les tribunaux. Un rapprochement s'opère entre les éléments bulgares, albanais et valaques pour faire front ensemble contre l'hellénisme[1].

Dans le Nord, dans la région de Mitrovitza, de Prizren et d'Ipek, les événements prirent une tournure plus grave : ce fut la guerre. Dans ces contrées sauvages, où ne pénètrent ni les Européens, ni les fonctionnaires turcs, le mécontentement suivit de près la réunion de Ferizovich : la révolution n'était pas ce que les Arnaoutes avaient cru, ce qu'on leur avait fait croire. Ils envoyèrent, dès le 1er septembre, une députation à Salonique pour y signifier leurs exigences : ils voulaient la conservation de leurs privilèges, la cessation du contrôle européen, l'interdiction aux non-musulmans et aux Serbes de porter les armes, aucun changement dans la condition des femmes, la création d'écoles albanaises payées par le gouvernement, enfin le retour à la loi religieuse (le Chéri). Entre de pareilles revendications et le programme du Comité, la contradiction était flagrante. Les Jeunes-Turcs engagèrent Djavid Pacha, commandant de la division de Mitrovitza, à faire, en forces, une démonstration dans la montagne. Nous avons vu qu'à la réunion de Ferizovich, un bey, Issa Boletine, s'était montré irréductiblement opposé aux

1. Seul, Ismaïl Khemal bey est partisan d'une entente helléno-albanaise.



desseins du Comité ; on résolut de l'en punir, de mettre fin à ses menées anticonstitutionnelles et de lui reprendre le domaine (*tchiflik*) que le sultan Hamid lui avait indûment octroyé. Un bataillon, avec deux canons, alla détruire son *coulé* (maison forte), situé à deux heures au Nord de Mitrovitza et saisir son *tchiflik*. Lui-même s'enfuit, blessé, et se réfugia dans la Luma (novembre 1908) ; là, dans ces montagnes sauvages, à portée de la frontière monténégrine, il travailla à organiser un parti pour marcher sur Mitrovitza. Djavid Pacha le prévint ; il se mit en route à la fin de mars avec quatre bataillons, deux escadrons et 16 pièces de canon et il vint incendier le village où s'était réfugié Issa ; dans la région d'Ipek, 98 *coulés* furent jetés bas, et Djavid Pacha publia un ordre interdisant de les reconstruire avec tours et créneaux : ainsi, sous couleur de poursuivre un bey réactionnaire, les Turcs s'attaquaient à toute la féodalité albanaise. Dans une troisième campagne, dans l'été, Djavid Pacha promena ses troupes à Diakova et dans le pays des Malissores, exigeant le désarmement, imposant, outre la dîme, une contribution supplémentaire de deux dixièmes et demi pour l'armée et les écoles. Le 17 août, 3.000 Albanais, réunis à Ferizovich pour protester contre ces nouveaux impôts, furent dispersés à coups de canon. En septembre, Djavid s'enfonça dans les montagnes de la Luma, sous prétexte que les Lumiotes refusaient de se rendre sans armes au marché de Prizren. Mais, cette fois, les montagnards étaient résolus à une résistance acharnée ; les femmes et les enfants furent envoyés en sûreté à Hassi, et tous les hommes valides restèrent, le fusil à la main, derrière leurs rochers. On était au 25 septembre : Djavid Pacha, après un vif combat et le sac de quelques villages, prétexta le froid et ramena ses troupes à Mitrovitza. Ces expéditions, conduites « à la turque », avec pillages et viols, dans un pays qui, le premier, avait

acclamé le régime nouveau et qui n'avait pas donné de suffisant prétexte à une pareille répression, ont laissé dans toute l'Albanie de profondes rancunes. En novembre, des ingénieurs français, chargés d'étudier le tracé Danube-Adriatique, ont dû, par deux fois, rebrousser chemin [1]. Toute la montagne, d'Ipek à Dibra, est debout, altérée de vengeance, prête à la lutte.

De tous les incidents de cette époque, le plus significatif fut la réunion de Dibra, le 27 juillet 1909. Les Comités albanais des vilayets de Macédoine ayant décidé de tenir à Dibra une réunion générale, la première depuis celle de 1908 à Ferizovich, le Comité Union et Progrès chercha à la faire tourner à son avantage, en lui donnant un caractère d'intérêt non plus seulement albanais, mais général. Sur ses instances, toutes les communautés macédoniennes furent invitées à s'y faire représenter. Dans le vilayet de Kossovo, les Serbes de tous les *cazas* envoyèrent des délégués; les Bulgares, excepté ceux de Köprilu et de Kotchana, s'abstinrent. Le Comité députa Niazi bey, le héros de Resna, avec quelques officiers. La musique de l'école des arts et métiers d'Uskub fit le voyage, donnant par sa présence à la réunion une consécration presque officielle. Un programme, préparé par les soins du Comité, fut d'abord adopté, mais ensuite l'assemblée élabora des articles complémentaires qui constituaient un acheminement vers une autonomie sinon catégoriquement demandée, du moins virtuellement établie. Elle demandait : dans les nominations de fonctionnaires la préférence pour les candidats indigènes, le droit pour chacune des confessions d'avoir des écoles nationales et de célébrer les offices religieux

1. Les agents autrichiens qui parcourent la montagne passent pour n'être pas étrangers à ces incidents; ils flattent la xénophobie des montagnards en leur montrant, dans l'arrivée du rail, la fin de leur particularisme et de leurs privilèges, l'accaparement des richesses forestières et minières par les Italiens.



dans la langue nationale, la création d'écoles dans lesquelles l'instruction serait donnée en albanais, la construction de voies ferrées et de routes, la convocation annuelle, dans une ville macédonienne désignée par le sort, d'une session du *Congrès ottoman albanais d'Union et de Constitution*.

Des multiples faits que nous venons de citer, une impression générale se dégage. Albanais et Jeunes-Turcs n'ont pas compris de la même manière la révolution à laquelle les uns et les autres ont participé; entre eux l'accord n'a vraiment existé que sur un seul article : dehors les étrangers! Sur tous les autres points l'antinomie est profonde, radicale, et, à mesure que se développent les conséquences de la révolution, elle va s'accentuant. Un peuple de pasteurs et de chasseurs, vivant dans ses montagnes, sous un régime patriarcal et féodal, sans instruction, sans littérature, sans routes, ne peut être transformé en quelques jours, par la magie des mots et la vertu d'une constitution, en une démocratie égalitaire et parlementaire. « Beaucoup ébranlent les montagnes par un seul mot », dit un proverbe tosque; encore faut-il que ce mot retentisse dans les cœurs, qu'il soit intelligible à ceux qui l'entendent. « Constitution, obéissance à la loi » n'ont pas de sens pour la masse albanaise attachée à ses coutumes, à ses chefs, à ses prêtres, à sa conception séculaire de l'honneur et du droit. Les abstractions jacobines, le philosophisme sentimental et l'égalitarisme naïf dont se leurre l'imagination des Jeunes-Turcs, sont inadaptables à des cerveaux albanais. Les Jeunes-Turcs vivifient ces vieilles défroques du vocabulaire quatre-vingt-neuviste par un patriotisme ardent, et parfois aussi, par un sens politique très avisé et très opportuniste. Mais, en Albanie surtout, l'application intégrale et immédiate de leur programme législatif et gouvernemental les conduirait à de très graves mécomptes. Ici, la tradi-

tion vivante est aux prises avec l'esprit de système. Pour lutter contre des coutumes si anciennes qu'elles sont pour ainsi dire incorporées à la race, la raison toute seule, si infaillible qu'on la suppose, ne suffit pas, il y faut le temps. Le vrai progrès ne s'impose pas avec de la force, il s'insinue avec des bienfaits.

Un Jeune-Turc nous disait un jour : « En Albanie, nous abattrons la féodalité des beys, et toute la masse du peuple sera pour nous. » Illusion encore ! Les montagnards vivent en bonne intelligence avec leurs beys; beaucoup sont propriétaires ; tous ont des droits de pacage ; ils n'aspirent pas à un régime social différent ; mais ils sont invinciblement attachés à leurs coutumes traditionnelles. Le régime nouveau se présente à eux sous la forme du service militaire et de l'impôt : ils le repoussent. Si les Jeunes-Turcs heurtent de front les passions particularistes des Albanais et prétendent leur imposer immédiatement le progrès d'après leurs formules, ils se trouveront bientôt acculés à une guerre de montagne où ils useront leurs forces pour un succès douteux. Seule une tactique patiente peut conduire à de bons résultats. La première œuvre à entreprendre est la construction des routes et des chemins de fer à travers l'Albanie ; il faut créer des débouchés nouveaux, mettre des outils aux bras qui portent le fusil. L'Albanais est pauvre ; repas albanais, en Macédoine, signifie diète : il faut l'enrichir en le faisant travailler. L'Albanais émigre ou bat l'estrade : il faut le retenir en l'aidant à mettre en valeur ses forêts, ses pâturages et à vendre les produits de son industrie. L'Albanais est ignorant : il faut lui donner des écoles, lui permettre d'y enseigner et d'y apprendre sa langue, pourvu qu'en même temps il y apprenne la langue de l'Empire. Avant de rien exiger de l'Albanie, il faut lui donner beaucoup. Si cela paraît indispensable, on pourra protéger les routes, dominer les massifs les plus sauvages

par de petits fortins. On disait, dans l'été 1910, à Scutari, qu'une commission allait s'occuper de mettre en valeur les belles forêts albanaises pour procurer du travail aux montagnards et qu'elle commencerait par revendiquer pour l'État tout ce que les villages ne pourraient pas prouver, par des titres, leur appartenir. Voilà un exemple topique d'une excellente intention aboutissant à une mesure détestable, car les villages n'ont pas de titres ; leurs droits sont traditionnels, séculaires : y toucher brutalement serait soulever des colères et créer des misères.

L'Albanie bien gouvernée peut devenir, pour la Turquie d'Europe, une précieuse réserve d'hommes, de richesses et d'énergie ; mal gouvernée, elle est peut-être l'obstacle sur lequel viendra se heurter et se briser l'œuvre des Jeunes-Turcs. L'Albanie est, dans la Turquie d'Europe, le centre de la résistance à la poussée slave. On a pu dire, avec quelque exagération d'ailleurs, que le Turc n'est que campé en Europe ; mais l'Albanais, lui, est autochtone. L'esprit nationaliste s'est beaucoup développé, nous l'avons vu, en ces dernières années ; il n'est pas encore devenu un esprit séparatiste ; la majorité musulmane est fidèle au Sultan[1]. Mais déjà,

1. Toutefois il existe un parti assez important qui, sans être partisan de la sécession, demande une large autonomie. Voici le programme publié par Faïk-bey Conitza dans le *Dielli*, journal publié à Boston par des émigrés albanais et très répandu en Turquie d'Europe :

« Le but que nous poursuivons est l'autonomie économique, culturale et administrative de la province d'Albanie, mais avec le maintien complet et effectif de l'union militaire et politique avec la Turquie. Nous croyons qu'une telle autonomie, justifiée par la situation géographique de notre petit pays, destiné en cas de guerre balkanique à voir toute communication coupée avec la Turquie et appelé du jour au lendemain à défendre seul son existence, est conforme aux intérêts bien entendus de la Turquie. Le régime précédent l'avait compris puisqu'il favorisait sous main le particularisme et l'esprit d'indépendance de notre peuple; les armes que Djavid-pacha a tenté d'arracher des mains de nos montagnards ne sont que des dons d'Abd-ul-Hamid. Nous poursuivons la réalisation de notre programme par les voies pacifiques et constitutionnelles. Nous faisons aux Turcs l'honneur de

un peu partout, parmi les catholiques du Nord et les Tosques hellénisés, des esprits plus hardis, des jeunes gens élevés en Autriche ou des émigrés revenus d'Amérique, rêvent l'organisation de l'Albanie en une sorte de Confédération, sur le modèle de la Confédération suisse, ou à l'image des anciens clans écossais. La Mirditie serait le premier noyau du futur État qui, lui-même, serait un des membres de la Confédération balkanique, — un rêve elle aussi, mais qui hante des esprits de plus en plus nombreux[2]. Une Albanie indépendante deviendrait la pierre angulaire d'une telle Confédération; mais sa naissance serait probablement aussi le prélude de l'expulsion des Turcs d'Europe.

Or, l'avenir de l'Albanie ne se décidera pas seulement entre Albanais et Turcs, et c'est à quoi ceux-ci feront bien de prendre garde : l'Europe, et plus particulièrement l'Autriche et l'Italie, sont, au premier chef, intéressées dans la question.

V

Etre maître d'une route, au point de vue militaire, ce n'est pas seulement occuper la vallée où est tracé le chemin, c'est surtout tenir les hauteurs qui la dominent. Le maître de la route de Salonique, c'est le maître de l'Albanie. Depuis que l'Autriche a des visées sur la

prendre leur constitution au sérieux; nous croyons sur la foi de cette constitution qu'une opposition loyale et au grand jour est désormais non seulement un droit indiscutable mais un des ressorts indispensables du régime nouveau. Nous croyons qu'à l'exemple du parti nationaliste irlandais et d'autres partis analogues, il y a place dans la Turquie constitutionnelle pour un parti nationaliste albanais..... Nous rappelons que cette autonomie administrative que nous réclamons a existé de 1467 à 1822 à la satisfaction des Ottomans. »

2. Voyez ci-dessous chapitre IX.

route de Salonique, elle a une politique en Albanie. A plus forte raison ne peut-elle se désintéresser des rives de l'Adriatique, la seule issue maritime qu'elle possède. Le comte d'Æhrenthal, en renonçant à user des droits que le traité de Berlin donnait à l'Autriche-Hongrie dans le sandjak de Novi-Bazar, a déclaré à maintes reprises que, par cet acte, il avait entendu marquer la limite méridionale que la frontière de l'Empire ne dépasserait pas. Il convient de l'en croire. Mais ces déclarations doivent évidemment s'entendre d'une politique de conquête, non d'une politique d'influence. Jamais l'activité des agents autrichiens en Albanie n'a été plus grande que depuis l'annexion de la Bosnie. Par le Monténégro, les Russes ont, au Sud de l'Autriche, un allié dont le rôle, en cas de conflit, ne serait pas négligeable. Mais les Albanais du Nord et, particulièrement, les Albanais catholiques, sont, depuis des siècles, les ennemis des Monténégrins : en cas de guerre austro-russe, les bandes de montagnards albanais, en se jetant sur le Monténégro, pourraient le paralyser. La tendance générale de la politique autrichienne a été de faire durer l'anarchie albanaise, d'opposer la masse amorphe de l'Albanie à l'expansion serbe, sans favoriser le développement du sentiment national albanais. Elle s'est opposée à l'extension des « réformes », commencées en Macédoine, aux vilayets albanais et même à l'ancien sandjak de Novi-Bazar; elle semble avoir vu sans regret l'extermination des Serbes de la Vieille-Serbie par les Arnaoutes. C'est surtout dans la région de Scutari, parmi les tribus catholiques, que la propagande autrichienne a été active; son meilleur instrument a été le clergé.

Si l'on excepte quelques-uns de ses chefs, élevés en Italie, comme Mgr Docchi, ou en Autriche, le clergé indigène est ignorant et n'a qu'une autorité restreinte; l'influence dominante appartient aux réguliers. Les

Franciscains étaient en Bosnie dès le xiv° siècle; de là ils se sont étendus en Haute-Albanie où ils ont obtenu de Mahomet II un firman spécial souvent renouvelé par ses successeurs. Ils ont eu des martyrs : Ferdinand d'Abbisola et Jacques de Sarnano, empalés par le pacha de Scutari plutôt que d'abjurer, Antonio de Sorante, pendu à Curza. Au xvii° siècle, au moment des grandes victoires du prince Eugène, les Franciscains se firent les collaborateurs de l'œuvre de reconquête autrichienne; ils sont restés fidèles à cette tradition; la plupart d'entre eux sont des Albanais que l'Autriche fait élever à Salzbourg. Mais, à partir de 1842, les Jésuites vinrent « partager la moisson d'un grain qu'ils n'ont pas semé. » Plus spécialement préoccupés des intérêts religieux, les Jésuites prennent leur mot d'ordre à Rome; les Franciscains le reçoivent de Vienne. Dans les écoles franciscaines, on n'enseigne que l'albanais, dans celles des Jésuites, même dans celles que subventionne l'Autriche, on apprend l'italien, mais non l'allemand. En juin 1908 paraissait, dans un journal albanais publié à Raguse sous les auspices du consulat autrichien de Scutari, une diatribe contre le clergé albanais et surtout contre les Jésuites que l'on accusait de favoriser la propagande italienne aux dépens de l'Autriche. Les agents autrichiens les trouvent, en effet, moins dociles à leurs inspirations que les Franciscains. Ceux-ci exaltent le patriotisme albanais pour l'opposer à la poussée slave; un poète franciscain, le Père Georges Fishta, « le Tyrtée albanais », a chanté, dans des poèmes qui sont édités en Autriche, les grandes luttes des Guègues contre les Monténégrins; on a remarqué que sa muse a été particulièrement inspirée en 1908, au moment où l'Autriche annexait la Bosnie. L'Autriche exerce, en Albanie, le « protectorat » catholique; elle en fait un instrument de sa politique, et ses consuls persécutent les prêtres et les évêques suspects d'italia-

niser. En 1909, l'archevêque albanais d'Uskub, résidant à Prizren, Mgr Troksi, a dû donner sa démission à la suite d'une campagne menée contre lui à Rome par les Autrichiens ; il a été remplacé par Mgr Miédia, coadjuteur de l'archevêque de Scutari.

Par le canal du clergé et des beys influents, l'or autrichien se répand sur la pauvre Albanie; dans un pays où une pièce d'or est une fortune, les libéralités autrichiennes ont fait beaucoup de riches. Chez les musulmans, là où ne pénètre pas le clergé catholique, l'Autriche envoie des savants. Un géologue hongrois, le baron Nopca, a visité en détail toute l'Albanie du Nord; tout en dressant la carte géologique, il s'arrange pour perdre en route les gendarmes chargés de l'escorter et il laisse derrière lui, pour les moindres services, des pourboires princiers. M. Kral qui fut consul général d'Autriche à Scutari jusqu'à l'automne 1909, avait un goût prononcé pour les études de linguistique; il allait souvent, sans escorte, parcourir les villages de la montagne, surtout dans la direction des frontières monténégrines. D'ailleurs, ni les agents autrichiens ne se cachent de distribuer de l'argent, même aux plus hauts personnages albanais, ni ceux-ci d'en recevoir: l'Albanie est si pauvre! L'Albanais accepte de toutes les mains, mais il ne se vend à personne. C'est un consul d'Autriche qui s'écriait, dans un jour de découragement : « Rien ne saurait satisfaire les exigences insatiables de cette race et de ses pasteurs! » Tout l'or de Vienne ne parviendrait pas à dissiper les antipathies qu'inspire aux Albanais la raideur bureaucratique des agents autrichiens, ni la défiance qu'a fait naître, surtout chez les musulmans, l'annexion de la Bosnie. N'exagérons rien cependant; plusieurs tribus Malissores sont devenues de véritables bandes au service de l'Autriche; sur un signe de son consul, 3.000 montagnards pourraient descendre dans la ville et commencer une rébel-

lion, si la politique de Vienne en avait besoin. A la fin de décembre 1908, dans une réunion tenue dans la montagne, sous la présidence de Prink Pacha, on parla de la guerre qui paraissait alors menaçante. Les Mirdites et les Kthellas se déclarèrent prêts à marcher, sous les ordres de leur chef, contre l'ennemi de l'Empire ottoman, quel qu'il fût; mais les Malissores s'écrièrent qu'en aucun cas ils ne se battraient contre les soldats de leur père et bienfaiteur l'empereur François-Joseph! Dans son numéro du 2 septembre 1909, la revue militaire autrichienne *Danzers Armee Zeitung* conseillait d'organiser une sorte de légion albanaise, sur le modèle de la légion étrangère française, qui servirait d'instrument pour le triomphe de la politique autrichienne dans les Balkans.

Ainsi, la politique officielle de l'Autriche est toute de « pénétration pacifique », d'influence commerciale; mais, sur place, elle a des agents trop zélés ou moins discrets; c'est là ce qui, en Italie, provoque tant d'alarmes.

Même aux plus beaux temps de la Triple Alliance, la question balkanique et, plus particulièrement, la question albanaise ont été, entre Vienne et Rome, une source de difficultés, un objet de négociations difficiles. On s'entendit sur la base du *statu quo* et, si un jour il devenait impossible, sur l'autonomie fondée sur le principe de la nationalité : c'était réserver, le cas échéant, l'indépendance de l'Albanie. A l'entrevue de Venise, en 1904, entre M. Tittoni et le comte Goluchowski, il fut question de la délimitation éventuelle de l'Albanie; l'Autriche reconnut qu'une partie des vilayets de Monastir et de Kossovo en devrait faire partie. Ces précautions ne suffisaient pas à dissiper les alarmes des Italiens. L'importance capitale de la question d'Albanie leur apparut de plus en plus à mesure que leur renaissance économique et maritime leur rendit confiance en

l'avenir de leur pays. « Les intérêts et les droits de l'Italie dans l'Adriatique, disait le 8 juin 1901 M. de Marinis, futur ministre des Affaires étrangères, dépendront de l'avenir de l'Albanie. Celui qui sera en possession du port de Avlona, deviendra le maître incontesté de l'Adriatique. » A mesure que les Italiens perdaient leurs espérances d'expansion en Afrique, le littoral albanais, qui fait face à leurs côtes, prenait à leurs yeux plus d'importance, et ils s'efforçaient avec succès d'y développer leurs intérêts[1].

Au contraire de l'Autriche, l'Italie souhaite la formation d'une Albanie forte et autonome, qui, espère-t-elle, lui emprunterait sa civilisation. Le commerce de l'Italie dans les ports albanais, le nombre et le tonnage de ses bateaux ont beaucoup augmenté; ils restent cependant très inférieurs aux chiffres correspondants du commerce autrichien. Beaucoup d'entreprises italiennes se sont fondées dans les ports de la côte : les petits bateaux du lac de Scutari appartiennent à une compagnie italienne. Dans les écoles italiennes, le mot d'ordre est de développer le patriotisme albanais. Dans le vilayet de Janina surtout, les progrès de l'influence et des intérêts italiens sont considérables; ils alarment les Grecs, si bien que les Italiens redoutent une entente entre Vienne et Athènes. En juin 1906, le *Courrier des Balkans*, qui paraît à Rome, lança un « canard » sensationnel, le texte d'un traité secret entre l'Autriche et la Grèce pour un partage d'influence en Albanie; le Skumbi aurait marqué la limite des sphères d'influence, et, en cas de dislocation de l'Empire ottoman, la frontière des zones annexées; l'Italie aurait été exclue; le journal faisait appel à son intervention pour sauver les droits des Albanais. Si invraisemblable qu'elle fût, cette nouvelle souleva une vive émotion en Italie.

1. Cf. Charles Loiseau. *L'équilibre adriatique* (Perrin, 1901, in-16 point de vue italien).

Les projets de chemins de fer, dont on a tant parlé après le discours du baron d'Æhrenthal, le 27 janvier 1908, firent éclater avec plus d'évidence encore les divergences d'intérêts entre les deux alliées. L'Italie est d'accord avec la Serbie pour favoriser la construction de la ligne du Danube à l'Adriatique qui ouvrirait à son commerce de nouveaux débouchés ; elle désire la réalisation de tous les projets de chemins de fer ou de routes qui rouvriront les voies par où passèrent, jadis, le commerce et les armées de Rome. L'Autriche, au contraire, n'a pas intérêt au développement des ports de l'Adriatique ; sa pénétration, à elle, descend du Nord et se dirige vers Salonique ; elle coupe, à angle droit, la direction des intérêts italiens.

Constatant cette rivalité, cette divergence d'intérêts qui va toujours s'envenimant, le baron de Chlumecky [1] se demande « si l'Albanie finira par devenir, pour les deux alliées, un nouveau Sleswig-Holstein. » A certaines heures, on pourrait le croire : une dangereuse agitation serait, dit-on, préparée en Albanie pour le printemps 1910; l'Autriche et la Bulgarie [2] chercheraient à provoquer des troubles pour en profiter. Sans ajouter à ces noires prévisions plus de foi qu'il ne convient, il faut reconnaître que la question albanaise reste un élément d'inquiétude. Les Albanais sont mécontents, troublés, et si les ministres du Sultan ne prennent pas tous les ménagements nécessaires, une crise pourrait éclater dont le régime jeune-turc aurait beaucoup à souffrir. La France, amie des Jeunes-Turcs et protectrice des Mirdites, est bien placée pour donner aux uns

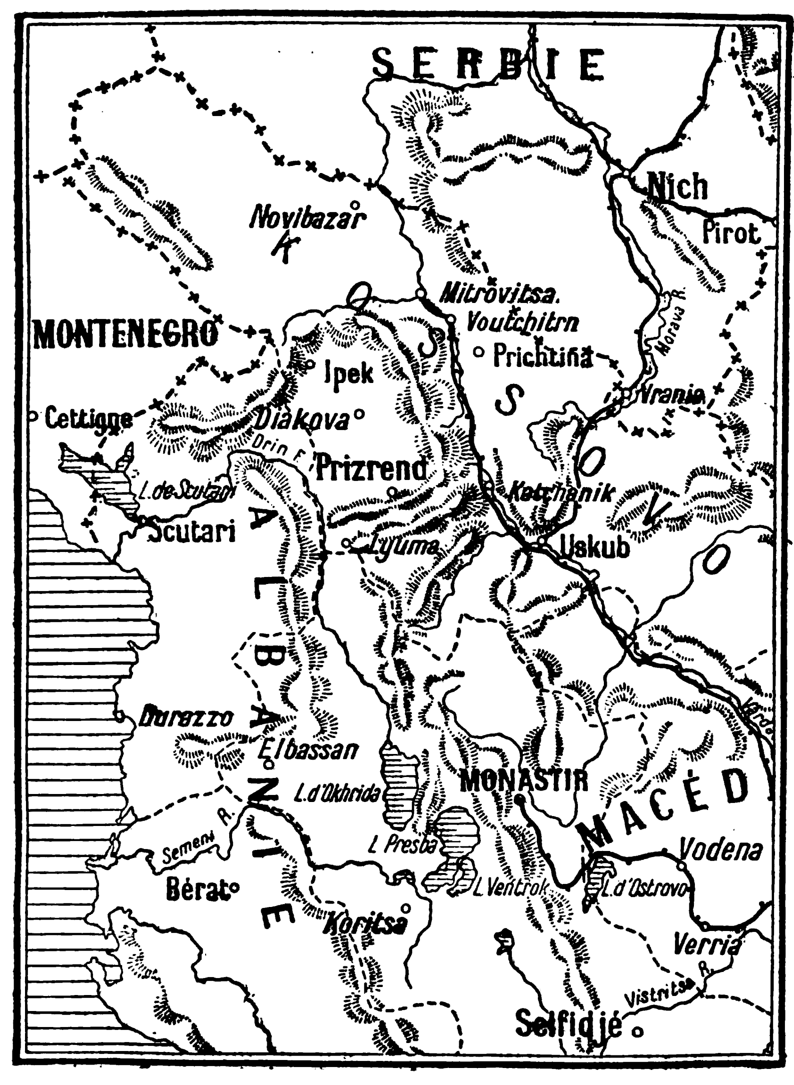
1. Leopold Freiherr von Chlumecky : *Œsterreich-Hungarn und Italien*. Leipzig et Vienne, Franz Deuticke, 1907.

2. Depuis longtemps la Bulgarie a des agents en Albanie et y répand des libéralités; elle subventionne un journal albanais ; elle a eu longtemps à sa solde un chef de guerillas anti-grecques en Epire. Le prince héritier de Bulgarie parle l'albanais. On rêve parfois, à Sofia, d'un état albano-bulgare sous le régime de l'union personnelle.

et aux autres des conseils de prudence dont l'Europe devrait lui être reconnaissante, car l'Europe entière, l'Autriche et l'Italie surtout, ont le plus grand intérêt au maintien de la paix dans les Balkans. Il faut laisser du temps à la réorganisation ottomane ; et il arrivera de deux choses l'une : ou bien les Jeunes-Turcs échoueront dans leur œuvre, et la poussée des nationalités disloquera l'Empire ottoman en Europe ; dans ce cas, l'Albanie ne pourrait que constituer un État autonome qui entrerait dans la Confédération balkanique qui ne tarderait pas à se former ; ou bien la Turquie deviendra un État vraiment européen, bien policé, jouissant d'une réelle égalité entre les diverses races et les diverses confessions, sillonné de routes et de chemins de fer ; et alors l'Albanie trouvera, dans l'Empire ottoman, son développement normal. Pénétrée peu à peu par la civilisation européenne, elle évoluera ; mais elle gardera son originalité : elle restera la vieille terre des Pélasges, mère des héros.

Post-scriptum. — Les événements qui se sont accomplis en Albanie depuis l'époque où nous écrivions ces pages, ont singulièrement confirmé ce que nous y avions dit et prévu. Nous avons vu les colères et les rancunes laissées par la campagne de Djavid pacha. Le printemps et l'été de l'année 1910 n'ont fait qu'aggraver la situation, loin de la détendre. Les Jeunes-Turcs ont persisté dans leur méthode de violence et de répression. L'opération du désarmement fut effectuée en Albanie avec une brutalité dont nous avons déjà donné des exemples à propos des chrétiens de Macédoine[1]. Torghout pacha, avec 50.000 hommes et une forte artillerie de montagne, commença la dévastation systématique de

1. Voyez ci-dessus, chapitre II, pages 124 et suivantes.



ALBANIE ET MONTÉNÉGRO
(Cliché des *Questions diplomatiques et coloniales.*)

l'Albanie. Les montagnards, mal armés, affaiblis par leurs dissensions intestines, ne réussirent pas à arrêter les Turcs qui, méthodiquement, occupèrent tout le pays, sauf les cantons du Nord et du Nord-Ouest. Les chefs, pour échapper aux exécutions sommaires, s'enfuirent au Monténégro et demandèrent asile à l'ennemi héréditaire ; des milliers d'Albanais les y suivirent ; un bataillon, formé spécialement par le vali de Scutari pour la garde de la frontière, passa, avec armes et bagages, au Monténégro. L'hiver 1910-1911 vint interrompre les opérations des Turcs sans amener la paix dans les montagnes albanaises. En mars, la campagne reprit. L'insurrection s'était généralisée dans les cantons du Nord. Les tribus Malissores qui bordent la frontière monténégrine et qui se réfugient dans leurs redoutables forteresses de montagnes étaient en armes [1]. Une partie des Mirdites les suivirent. Si l'ensemble de la confédération mirdite s'était levé contre les Turcs, les événements auraient pris une gravité exceptionnelle. Les tribus sollicitaient Prink Pacha de se mettre à leur tête; même certaines tribus musulmanes lui envoyaient des émissaires pour lui offrir le haut commandement de toute l'Albanie du Nord. Le prince est resté fidèle à la Turquie. Son caractère doux et libéral répugne aux moyens violents ; son long exil à Castamouni et à Constantinople a tempéré ses énergies natives et, en même temps, a ouvert son intelligence aux véritables intérêts de son pays. Il estime que l'Albanie n'est pas mûre pour l'indépendance, qu'en dehors d'une élite de lettrés, elle n'a encore d'elle-même qu'une conscience vague, plutôt ethnique que nationale. Dans l'état actuel de morcellement, de sauvagerie et d'indiscipline où se trouve la plus grande partie du pays, l'effondrement du régime jeune-turc et la dislocation de la Turquie auraient pour

1. Les Malissores sont des tribus catholiques; elles comptent environ 27.000 âmes.



conséquence inévitable d'amener l'intervention d'une puissance étrangère. L'Albanie a donc intérêt à lier ses destinées à celles de l'Empire ottoman. Il faut qu'une génération s'écoule, formée par l'école et la civilisation nouvelle; l'Albanie pourra alors, suivant l'alternative qui se présentera, prendre une large part à la vie de la Turquie régénérée et organisée en un grand État fédéral, ou vivre de sa vie propre. Ces idées, dont l'avenir reconnaîtra la justesse, ont, pour le moment, séparé Prink Pacha de ses Mirdites. Une partie d'entre eux, dociles à sa voix, n'ont pas pris les armes; mais ceux qui, sourds à ses avis, sont entrés en lutte contre les Turcs, ne lui pardonnent pas ce qu'ils appellent sa trahison. Actuellement, le fils de Bib-Doda ne pourrait pas sans danger parcourir la montagne qui, en 1908, illuminait ses sommets en l'honneur du retour de son prince.

La campagne de mai et juin 1911 a été rude, plus rude que les Turcs ne l'ont avoué. Scutari vit arriver par le lac de nombreuses *londra*[1] chargées de morts et de mourants; les blessés, manquant de tout, périssaient en grand nombre. Cette dangereuse et pénible conquête des repaires inaccessibles des Malissores n'était pas encore achevée que le soulèvement des Mirdites allait rendre nécessaire une campagne plus rude encore. C'est au moment où l'armée et les Jeunes-Turcs commençaient à se lasser d'une campagne si coûteuse en hommes et en argent et qui n'avait guère d'autre résultat que de ruiner un pays déjà si pauvre, que se produisit l'intervention de l'Autriche. Un article du *Fremdenblatt*[2], journal du ministère des Affaires étrangères de Vienne, daté du 7 juin, exprimait, en termes très nets et très catégoriques, le désir du gouvernement

1 Longues barques à bec relevé en usage sur le lac de Scutari.
2. Voir le texte traduit dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 16 juin 1911, page 757.

austro-hongrois de voir les Turcs mettre fin promptement aux troubles d'Albanie, en évitant l'effusion du sang. L'article se terminait par une allusion au Protectorat catholique qui, en ce qui concerne les Albanais, appartient à l'Autriche et en vertu duquel elle pourrait se croire obligée d'intervenir pour empêcher l'extermination des tribus catholiques. En même temps, le marquis Pallavicini communiquait à la Porte, verbalement et en termes amicaux, l'appréciation de son gouvernement sur les affaires albanaises. Peu de jours auparavant, le gouvernement russe avait fait exprimer à la Porte, par son ambassadeur, son espoir de voir le gouvernement ottoman « déclarer sans retard et de la façon la plus catégorique ses sentiments parfaitement pacifiques à l'égard du Monténégro ». La démarche du cabinet de Vienne, comme si elle avait été concertée avec le gouvernement ottoman, fut suivie d'un effet immédiat. Dès le 12 juin les journaux turcs annonçaient que les Albanais s'étaient soumis et qu'à l'occasion de son voyage en Macédoine le Sultan Mehemet V accordait l'amnistie à tous les condamnés ou exilés politiques d'Albanie ainsi qu'aux rebelles, à la seule condition qu'ils missent aussitôt bas les armes[1]. En même temps connaissance était donnée aux chefs albanais des réformes accordées par le Sultan : nomination d'Albanais aux postes de vali et de mutessarif de Scutari, ainsi qu'à divers postes dans les administrations locales et régionales, tels que percepteur d'impôts; réduction des impôts suivant la capacité des populations; adoption de l'alphabet latin dans les écoles et dans les administrations; droit de port d'armes; don de 10.000 livres turques sur la cassette particulière du Sultan pour la

1. Sur l'insurrection albanaise et la politique autrichienne et italienne, voyez deux articles des *Questions diplomatiques et coloniales* des 16 mai et 16 juin 1911, l'un signé Jean de Plamont, l'autre Douchan Tomitch.



reconstruction des églises et des édifices ruinés par la guerre; don d'une autre somme d'argent pour l'extinction des vendettas. Quelques jours après, le 15 juin, le Sultan arrivait à Prichtina, se rendait sur le fameux champ de bataille de Kossovo, « le Champ des Merles », et, après y avoir fait ses dévotions au cénotaphe du Sultan Mourad, il y passait en revue 50.000 hommes de troupes au milieu des acclamations des Albanais.

Quelles sont les raisons et quelle est la portée de cet étrange et brusque revirement de la politique des Jeunes-Turcs en Albanie? Il est encore impossible, à l'heure où nous écrivons, de le dire avec précision. La journée de Kossovo sera-t-elle le point de départ d'une politique nouvelle, d'une méthode radicalement différente de celle que les Jeunes-Turcs ont suivie jusqu'ici? Ou bien ne faut-il voir dans cet abandon des procédés violents, dans cette brusque et complète renonciation à l'unification administrative et à la soumission sans conditions de l'Albanie, qu'un moyen de gagner du temps et de dissimuler un échec? Nous espérons, pour la Jeune-Turquie, que la première hypothèse sera la vraie. On remarquera que la méthode nouvelle que les Jeunes-Turcs paraissent adopter est précisément celle que nous indiquons, dans le chapitre qu'on vient de lire, comme la meilleure et comme la seule juste. Mais n'est-il pas trop tard? Les haines accumulées depuis deux ans dans ces cœurs rancuniers et vindicatifs vont-elles se dissiper comme la fumée des incendies? L'Albanie n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était en 1908; foulée, opprimée, elle a perdu sa confiance dans les Jeunes-Turcs, et ceux-ci auront beaucoup de peine à reconquérir ce qu'ils avaient, dès le premier jour, spontanément obtenu. « Cette unité nationale, qui n'était qu'ébauchée, écrit un Albanais, c'est l'impéritie des gens de Constantinople qui l'aura consommée et qui aura donné un corps aux idées séparatistes que nul Albanais, à l'exception de

quelques cerveaux exaltés, n'avait jamais admises [1]. » Malgré les fautes commises, la voie dans laquelle les Jeunes-Turcs paraissent s'engager est la seule qui puisse les conduire au salut. Elle laisse entrevoir, pour l'avenir, une politique de décentralisation allant jusqu'au fédéralisme.

Au point de vue international, l'intervention de la Russie en faveur du Monténégro, celle de l'Autriche en faveur de l'Albanie, sont des événements importants. L'action russe montre la résolution du cabinet de Pétersbourg de ne pas abandonner sa clientèle slave. L'intervention du comte d'Æhrenthal, suivie d'un si prompt effet, constitue pour la politique autrichienne un nouveau succès; son influence en Albanie va s'en trouver accrue moralement et matériellement. L'Italie, du même coup, subit un échec. Ainsi les derniers événements confirment pleinement ce que nous disions au cours de l'étude qui précède; ils marquent l'importance considérable, pour l'Empire ottoman et pour l'Europe, de la question albanaise.

1er juillet 1911.

1. Lettre de Hasan-bey Bardanyoli à la *Revue du monde musulman* (nº de janvier 1911, p. 152) datée du 31 octobre 1910.

CHAPITRE VII

CINQUANTE ANS DE RÈGNE

LE MONTÉNÉGRO ET SON PRINCE [1].

SOMMAIRE. — La Montagne Noire : la terre et les hommes. — Les princes des Baux. — Le Monténégro dans l'histoire. — Les *vladikas*. — Les anciennes mœurs. — Les Petrovitch Niegouch et Pierre le Grand. — Les Monténégrins et Napoléon. — Danilo à Paris. — Le prince Nicolas. — La crise de 1875-1880. — Le Monténégro État maritime.

II. — Transformation du Monténégro. — La paix et le travail. — L'émigration. — Antivari et Dulcigno. — L'évolution des lois. — Le code Bogisic.

III. — La politique du Monténégro. — Rapprochement albanais-monténégrin. — Alliance russe et entente autrichienne. — Nicolas et son gendre, le roi d'Italie. — Serbes du Monténégro et Serbes de Serbie. — L'article 29 modifié. — L'amiral Pivet au Monténégro.

IV. — La constitution monténégrine. — Intentions du prince Nicolas. — La première Skoupchtina. — Discours du prince. — Générations nouvelles et nouvelles tendances. — Dissentiment entre le prince et les jeunes générations. — Le ministère Radovitch.

V. — Le procès des bombes. — Procès politique. — Le roman de Raicovitch. — Le coup de filet politique. — Le procès. — Apparition de Nastitch. — L'arrêt. — Complot de Kolaschin ; cinq fusillés. — Échauffourée à la prison de Podgoritza. — Malentendus politiques et rivalités de famille. — « Le vieux prince s'est trop hâté. »

VI. — Vers la couronne royale. — L'avenir du Monténégro.

Post-Scriptum. — Nicolas Ier roi du Monténégro. — Rigueur du nouveau roi. — Le Monténégro et les événements d'Albanie.

1. Cette étude a été publiée dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1910, c'est-à-dire avant que le prince Nicolas se soit fait couronner roi; on ne s'étonnera donc pas de le trouver désigné ici sous son ancien titre.

De minimis non curat prætor. L'axiome barbare du vieux droit romain ne saurait être la devise des hommes d'Etat ; ils savent que les petites gens font les grandes révolutions, et les petits Etats les grandes guerres. La Prusse et le Piémont ont été de petits Etats. C'est d'un Etat minuscule, le Monténégro, qui compte moins de 250.000 habitants, que nous voudrions parler maintenant pour nous demander ce qu'il est, d'où il vient, où il va, quelle place il tient dans la politique européenne. « Nous sommes petits par le nombre, mais grands par la volonté. » Les annales des Monténégrins justifient cette fière parole d'un de leurs princes et leur patriotisme veut en faire une prophétie. Ils ont eu, jusqu'au degré héroïque, la volonté de vivre libres ; ils se sont réfugiés, pour ne pas mourir, dans l'aridité des hautes montagnes et ils en descendent aujourd'hui pour subsister : c'est leur histoire et c'est le problème de leur avenir.

I

Les géologues nomment « butoirs » certains noyaux de formation ancienne qui ont arrêté ou dévié les plissements plus récents. Dans l'histoire des peuples aussi, il y a des « butoirs » où viennent se heurter les marées conquérantes et que les invasions ne parviennent pas à submerger. Tel a été le Monténégro. Les armées turques sont venues se briser sur l'écueil de ses rochers ; elles ne l'ont pas dompté : il marque aujourd'hui une frontière de l'Empire ottoman, et, en même temps, il est, avec la Serbie, l'obstacle où s'arrête la descente autrichienne vers Salonique et vers l'Albanie.

Cette fonction historique, le paysage la traduit à l'imagination du voyageur qui, de Cattaro, monte à

Cettigne pour redescendre vers les bords du lac de Scutari. La domination autrichienne qui, à Raguse et dans les Bouches de Cattaro, donne déjà l'impression d'être dépaysée, s'arrête au mur vertical du mont Lovtchen. A mesure que l'on s'élève par les lacets vertigineux de la route, apparaît un monde nouveau, tourmenté, déchiqueté, crevassé, où tout est rude et va aux extrêmes, depuis le climat jusqu'au cœur des hommes. En bas, le sourire de l'Adriatique, les cyprès noirs, le vin d'or, l'abondance, la douceur de vivre, la grâce légère de l'art vénitien. En haut, l'entassement chaotique des grands rochers de calcaire, d'un gris uniforme et comme lavé, décor grandiose et sévère, fait pour des cœurs forts et pour une vie dure. De la monotone symphonie des nuances ternes, il se dégage une mélancolie si hallucinante que, par un instinct de réaction, les habitants ont adopté des costumes aux couleurs éclatantes ; la petite veste coquelicot et la culotte bleu de roi sont, avec le rouge vif des toits couverts de tuiles, les seules notes gaies qui tranchent sur la morne désolation des gris. Au sommet du col, on découvre tout à coup, dans un saisissant raccourci, l'étendue entière du Monténégro ; les vallées n'apparaissent pas ; l'œil épouvanté n'aperçoit de tous côtés que les monstrueuses vagues de pierre qui, si loin que s'enfonce le regard, se succèdent et se surplombent, figées en pleine colère, arrêtées en plein assaut, dans cette attitude tourmentée et douloureuse dont Fromentin a si bien dit qu'elle est comme la mort du mouvement. Ce cercle d'enfer, c'est le domaine du Monténégrin. Vers le Sud-Ouest, la plaine minuscule où se terre le village de Cettigne, capitale de la Principauté, reste invisible, mais, plus loin, s'ouvre une profonde dépression au fond de laquelle miroite au soleil la nappe bleue du lac de Scutari. Ces plaines diaprées, verdoyantes, fertiles, c'est le domaine du Turc ; il n'en a cédé quelques morceaux

aux Monténégrins qu'en 1878 par le traité de Berlin. Plus loin encore, ces grandes montagnes qui, sur l'horizon du Sud, scintillent au soleil, c'est le repaire des tribus albanaises, ennemies séculaires du Serbe de la Tchernagora auquel elles disputent les plaines grasses et les plateaux aux pâturages parfumés. Serré entre ses deux voisins, l'Autrichien et le Turc, maîtres de la mer et des plaines, le Monténégrin n'a gardé que l'étage supérieur, la montagne. Un jour, avant la guerre de 1877, François-Joseph, voyageant en Dalmatie, reçut à Cattaro la visite du prince Nicolas. Les hauts sommets du Monténégro, qui couronnent les Bouches, brillaient de milliers de feux. « Mon frère demeure bien haut, dit l'Empereur émerveillé. — Les Turcs m'ont pris la terre, les Autrichiens la mer, il ne me reste que le ciel », répondit le prince[1]. Le Monténégro est une forteresse de pierre, les Monténégrins en sont la garnison.

Seules, de grandes catastrophes peuvent obliger les hommes à se créer une patrie là où devraient régner sans partage l'aigle et le chamois. Ce fut l'invasion turque, victorieuse à Kossovo (1389), qui, disloquant l'Empire serbe de Douchan, isola les princes de la Zeta et les confina dans la Tchernagora. Ces premiers seigneurs du Monténégro appartenaient à la famille de Balsa; leur nom ne nous arrêterait pas si les traditions ne faisaient d'eux les descendants de ces princes des Baux dont le manoir ruiné garde si fière allure au pays de Mireille; ils avaient suivi en Sicile la fortune de Charles d'Anjou; de là, ils passèrent en Epire, puis en Illyrie où ils se taillèrent un domaine à grands coups d'épée. On aime, en vérité, à se représenter ces gerfauts de Provence prenant leur vol vers l'Orient et installant leur couvée dans les nids d'aigle de la Mon-

1. Cité dans l'ouvrage du baron Jehan de Witte, *Des Alpes bavaroises aux Balkans* (Plon, 1903), p. 315. — Cf. du même auteur un joli récit de voyage au Monténégro dans le *Tour du Monde* du 30 juillet et du 6 août 1910.



tagne Noire. Ils n'y étaient pas dépaysés, ils y retrouvaient le même ciel méditerranéen, les mêmes rochers fissurés, les mêmes sources jaillissantes, la même végétation maigre et aromatique. On voudrait savoir leur histoire pour ajouter une page à celles où Maurice Barrès[1] a évoqué les âmes de ces hardis féodaux qui, à la même époque, essaimèrent des dynasties françaises sur le vieux sol de l'Hellade.

La famille des Balsa s'éteint en 1427, celle des Tsernovitch lui succède. En 1516, le dernier de cette lignée désigne comme héritier de son pouvoir temporel le métropolite qui exerçait déjà le pouvoir religieux. Depuis cette époque jusqu'à 1851, les *Vladikas* (princes-évêques) gouvernent le Monténégro; leur fonction reste élective en droit, mais, à partir de 1757, transmise d'oncle à neveu, elle ne sort plus de la famille des Pétrovitch Niegouch; Pierre II, en 1851, laïcisant son pouvoir, se proclame souverain absolu, lui et ses héritiers, par ordre de primogéniture. Cette longue période est remplie par une lutte de chaque jour contre le Turc et l'Albanais. Les Ottomans, maîtres de toutes les vallées autour de la Tchernagora, laisseraient volontiers tranquilles sur leurs plateaux arides ces quelques tribus serbes; ils n'ont que faire de ces maigres terres où ils ne récoltent que des coups. Mais les Monténégrins, eux, pour subsister, ont besoin de descendre dans la plaine; ils vivent de la guerre; leurs faucilles sont des yatagans et leurs moissons des têtes de Turcs; dans leur repaire de Cettigne, au-dessus du saint monastère d'Ivan-le-Noir, se dresse la tour des crânes où ils étalent leurs trophées hideux. Les montagnards rapportent aussi de leurs expéditions un butin plus utile; ils pillent les champs et les villages, ils razzient les récoltes et les troupeaux.

1. Dans *Un voyage à Sparte*.

Ainsi vivent ces peuples, toujours l'œil au guet et la main au sabre, chasseurs d'hommes, à l'affût derrière leurs grands rocs. Le palladium de leur liberté, c'est le couvent d'Ivan-le-Noir, dans l'étroite plaine de Cettigne; c'est leur centre religieux, le lien national qui unit les divers clans de la montagne. Il n'est pas surprenant que le métropolite de Cettigne soit devenu le chef de la nation. Deux fois, en 1623 et en 1687, les Turcs pénètrent jusqu'à Cettigne, détruisent le saint monastère, imposent aux montagnards l'humiliant impôt du *haratch*, et, pour les tenir en respect, installent au centre du pays une troupe de Monténégrins renégats. L'âme monténégrine, si l'apostasie venait à s'étendre, était menacée de disparaître : elle eut, dans la veillée de Noël 1702, ses Vêpres sanglantes qui la ressuscitèrent. A la voix de Danilo, le premier *vladika* de la famille des Pêtrovitch, les Monténégrins se lèvent, massacrent les renégats, rejettent la suzeraineté turque; plusieurs années d'effroyables luttes s'ensuivent : en 1714, les Turcs brûlent encore une fois le monastère de Cettigne. Combien d'ossements turcs blanchirent alors dans les gorges sauvages de la montagne! La liberté fut le prix de l'héroïsme : depuis cette époque, les Monténégrins vivent indépendants; mais on les retrouve sans cesse en armes contre l'ennemi héréditaire, en 1829, en 1856, en 1876. Jusqu'à nos jours la guerre reste l'unique préoccupation du Monténégrin, sa raison d'être, sa fonction normale; il vit pour tuer et, lui-même, tient à déshonneur de mourir dans son lit.

Si dénudées que soient les Montagnes Noires, les eaux qui en dévalent entraînent avec elles de menues parcelles végétales qu'elles déposent au fond des entonnoirs naturels où elles-mêmes s'infiltrent dans le sol fissuré : ces petites cuvettes, on les aperçoit, de-ci de-là, rompant la monotonie du paysage; elles sont caracté-

ristiques du pays monténégrin et herzégovinien ; ce sont les champs des montagnards. Les uns n'ont qu'un ou deux mètres de diamètre et l'ingéniosité laborieuse des femmes monténégrines parvient à y faire pousser une minuscule moisson : une gerbe de seigle, trois ou quatre pieds de pommes de terre ou de maïs ; d'autres ont quelques ares ; la petite plaine où sont bâties les maisonnettes de Cettigne était, avant 1878, l'une des plus vastes surfaces cultivables du Monténégro. Tandis que l'homme porte les armes, les femmes, les enfants, les vieillards cultivent ces petites poches de terre noire ou conduisent dans la montagne quelques troupeaux de chèvres et de moutons : c'est à peu près toute l'industrie de ce peuple.

L'isolement au milieu de populations hostiles, la difficulté d'arracher à la montagne de chétives récoltes, ont fait de la Tchernagora le conservatoire des anciennes mœurs. La famille (*inokostina*) a gardé l'organisation caractéristique des anciennes sociétés slaves : l'égalité entre les divers membres et la jouissance collective de la terre cultivée en commun ; aucun membre de la communauté ne peut posséder de pécule provenant de son travail qui appartient tout entier à la famille ; le père ne peut disposer des biens de la famille sans le consentement des fils ; il est en général l'administrateur de la communauté, mais s'il se montre inférieur à sa tâche, il peut être remplacé par un de ses fils ; en cas de dissolution de la communauté, le père et chacun des fils reçoivent des parts égales. Une *zadruga* est la juxtaposition de plusieurs familles associées pour cultiver collectivement, sous la direction d'un chef élu, une plus vaste tenure ; cette forme, en raison de l'exiguïté des propriétés, est assez rare au Monténégro.

Un événement survint, en l'année 1714, qui allait avoir les plus grandes conséquences pour l'avenir politique du Monténégro. Le renom de Pierre le Grand, qui

revendiquait le rôle de protecteur des Slaves orthodoxes et qui les appelait à la guerre sainte contre la Turquie, avait pénétré jusque dans la Montagne Noire. Le premier des *vladikas* Petrovitch, à bout de ressources après l'occupation de Cettigne par l'armée du pacha de Scutari, partit pour la Russie. Le Tsar accueillit avec empressement le *vladika* et lui donna 10.000 roubles d'argent. De là date l'intimité politique entre la grande Russie et le petit Monténégro, entre la dynastie des Romanof et celle des Petrovitch. Les *vladikas*, à chaque avènement, prirent l'habitude d'aller à Pétersbourg demander l'investiture.

C'est comme alliés des Russes que les Monténégrins eurent à combattre les soldats de Napoléon Ier. Au moment où il fait occuper Raguse et les bouches de Cattaro, l'Empereur écrit au vice-roi d'Italie, le 1er septembre 1807 : « Ordonnez au général Lauriston d'entrer en liaison avec les Monténégrins » ; il faut « les gagner et s'en faire aimer. » La première expérience ne fut pas heureuse, un détachement français fut repoussé jusqu'à Raguse ; le *vladika* Pierre, que les Monténégrins vénèrent comme un saint, dirigeait l'attaque impétueuse. Vialla de Sommières nous le dépeint : « ceint du baudrier, la tiare en tête, il excitait le courage et conduisait ses hordes avec autant d'énergie que d'habileté. » Les Monténégrins massacrèrent le général Delgorgue et un aide de camp de Marmont : on vit des têtes françaises sur la « tour des crânes » et les Monténégrins, s'en servant pour jouer aux boules, les trouvèrent légères et bien roulantes. Après les avoir battus, Marmont chercha à les apprivoiser. « Comment se fait-il que vous ne me parliez jamais des Monténégrins, lui écrivait l'Empereur ; il ne faut pas avoir le caractère roide. Il faut envoyer des agents et vous concilier les meneurs de ce pays. » Marmont eut à Cattaro une entrevue avec le *vladika* ; il essaya de le détacher de l'alliance russe.

« Les Russes, répondit Pierre Petrovitch, sont nos frères, dans une même foi et dans une même famille... Les Slaves, sachez-le, attendent leur salut d'une union étroite avec leurs puissants frères russes. Celui qui est l'ennemi des Russes est l'ennemi de tous les Slaves. » Et comme Marmont lui reprochait les cruautés de ses soldats envers les prisonniers, il s'attira la fameuse réponse : « Il est vrai que notre peuple décapite ses ennemis captifs, mais n'est-il pas plus étrange que le peuple français ait décapité publiquement son roi légitime ? » Des relations pacifiques finirent cependant par s'établir ; le colonel Vialla de Sommières parcourut le pays d'où il rapporta la curieuse relation de voyage qui révéla le Monténégro au monde occidental[1]. Napoléon ne supportait pas que l'on dédaignât son amitié ; il n'oubliait pas le Monténégro ; il écrivait, le 15 juillet 1811, au général Bertrand, gouverneur des provinces illyriennes : « Tôt ou tard je désire détruire l'influence de l'évêque des Monténégrins », et il réclamait des détails sur les moyens d'exécution. 1812 donna raison à la fidélité des Monténégrins envers la Russie et, lorsqu'en 1851 Danilo voudra laïciser son pouvoir et se proclamer *gospodar* (prince), c'est au Tsar de Russie qu'il ira demander la consécration de son nouveau titre.

1. Voyage historique et politique au Monténégro (Paris, 1820). Cf. Adolphe d'Avril : *La France au Monténégro, d'après Vialla de Sommières et Henri Delarue*, 1 vol. in-12. — Sur le Monténégro, on pourra consulter encore : Haton : *Histoire du Monténégro*. Chez l'auteur, Paris, 1801. Ce livre commence par ces mots : « Le Monténégro est un petit état *maritime !* » — Coquelle : *Histoire du Monténégro et de la Bosnie depuis les origines*, Leroux, 1895, in-8°. — Reinach (J.). *La Serbie et le Monténégro* (Paris, 1876). — Lenormant : *Turcs et Monténégrins*, Paris, 1866, — Xavier Marmier : *Lettres sur l'Adriatique et le Monténégro* (Paris, 1854). — Deschamps (Philippe) : *Le Monténégro* (Paris, Lemerre, 1902). — Asner (Carlo) : *Savoia e Montenegro* (Milan, Caprioli, 1896, in-8°). — G. Amadori-Virgilj. *La questione rumeliota e la politica italiana*, Bitonto, chez N. Garofalo, 1 vol. in-8° (intéressant pour l'Albanie, le Monténégro et la politique italienne). — Vico Mantegazza : *Al Montenegro* (Florence, Lemonnier, 1896, in-16). — Nolte (Alice) : *Essai sur le Monténégro* (Calmann-Lévy, 1907, in-16.) — Pierre Loti : *Fleurs d'ennui*, etc.

Plus le Monténégro, au XIX[e] siècle, par ses relations avec les grandes puissances, tend à devenir un élément de la politique européenne, plus acharnés sont les Turcs à l'annihiler. Au Congrès de Paris, le plénipotentiaire ottoman ne souleva aucune contradiction en déclarant qu'il regardait le Monténégro « comme partie intégrante de l'Empire ottoman. » Le Tsar, mécontent de la neutralité de Danilo pendant la guerre de Crimée, l'abandonnait. Le prince eut une inspiration heureuse : il vint à Paris, en 1857, où Napoléon III, qui était alors l'arbitre de l'Europe, l'accueillit avec distinction. L'année suivante, Danilo, attaqué par les Turcs, leur infligea à Grahovo une rude défaite que les bardes de la montagne célèbrent comme la revanche de Kossovo ; malgré ce succès, il allait succomber sous le nombre quand le pavillon de France apparut sur la côte de l'Adriatique, au grand mât du vaisseau de l'amiral Jurien de la Gravière. La France obligea les Turcs à faire la paix et une commission européenne fut chargée de délimiter les frontières du Monténégro, qui garda le district de Grahovo. Désormais, par l'intervention française, le Monténégro entrait dans le droit public européen en même temps que, par sa victoire, il devenait l'espérance des chrétiens des Balkans.

Danilo ne survécut guère à ses succès ; il fut assassiné à Cattaro, victime d'une vendetta albanaise ; il avait désigné pour lui succéder le fils de son frère Mirko, Nicolas (Nikita), jeune homme de dix-neuf ans qui venait d'achever ses études à Paris au lycée Louis-le-Grand : il gouverne encore aujourd'hui le Monténégro. Son règne commence par d'effroyables luttes. Omer Pacha envahit le Monténégro, écrase sous le nombre ses héroïques défenseurs ; la Russie, déjà inquiète pour la Pologne, reste inerte ; Palmerston déclare « qu'il applaudira des deux mains en voyant les rebelles monténégrins châtiés par les troupes du Sultan. »

Enfin la France prend l'initiative d'une intervention diplomatique qui arrête les Turcs et les fait consentir à la paix : ils obtiennent le droit d'élever des forteresses dans l'intérieur du pays ; le Monténégro semble retomber sous le joug. L'opinion française s'émeut des malheurs du petit pays, elle s'enthousiasme pour le jeune prince, elle envoie du blé, du maïs, pour ravitailler les montagnards mourant de faim ; une loterie, autorisée par le ministre Fould, aide le prince Nicolas à parer aux premiers besoins, puis à payer les fusils nouveaux avec lesquels son peuple combattit si brillamment pendant la grande crise de 1875 à 1878. Longtemps avant les Russes, le prince Nikita entre en campagne avec les Serbes pour aider les Herzégoviniens révoltés, il remporte de brillants succès et quand, enfin, les Russes se décident à entrer en lice, les Monténégrins sont avec eux ; ils tirent les premiers et les derniers coups de fusil, livrent six batailles et une infinité de petits combats [1]. A force de bravoure et de sacrifices, le prince Nicolas et ses Monténégrins avaient enfin gagné la pleine indépendance et les accroissements de territoire que l'Europe allait leur marchander, mais qu'elle ne pourrait pas leur refuser entièrement.

Le traité de San Stefano agrandissait le Monténégro dans toutes les directions aux dépens de l'Herzégovine, du sandjak de Novi-Bazar et de l'Albanie ; les plénipotentiaires de Berlin, inspirés par Bismarck, préoccupés avant tout de ne point déplaire à l'Autriche, rognèrent, surtout du côté du Nord, la part du Monténégro ; il acquérait cependant quelques morceaux précieux, la plaine de Podgoritza, les districts de Plava et de Goussinié, une partie des bords du lac de Scutari, le district

1. 25.800 Monténégrins avec 300 canons tiennent en échec 117.000 Turcs avec 307 canons; les Turcs perdent 18.035 tués, 22.700 blessés, 20.000 morts de maladie, 4.095 prisonniers; les Monténégrins perdent : tués 1.360, blessés 3.400, prisonnier 1.



d'Antivari. Nous avons raconté[1] comment le Monténégro ne put pas entrer en possession de tout son lot et comment, en échange des districts albanais de Plava et de Goussinié, il reçut le port et le territoire de Dulcigno jusqu'aux rives de la Bojana. Nous aurons à revenir sur les conditions onéreuses que l'article 29 du traité de Berlin apporta, au profit de l'Autriche, au libre exercice de la souveraineté monténégrine sur les districts maritimes. Un avantage d'importance capitale lui est désormais acquis : le Monténégro touche à la mer ; il entre en contact avec le reste du monde : l'emmuré respire.

II

« Sonne, sonne, ô cloche chérie ; des Serbes tu attestes la foi, la foi sainte pour laquelle ont coulé des flots de sang, don de Dieu. Sonne, sonne ; qu'à travers l'air et les nuages ton doux bruit retentisse ; salue tous les héros que notre siècle admire, salue Kara-Georges et Danilo. Que tes sons leur annoncent que plus grande est la puissance des Musulmans, plus grand sera le triomphe de mon peuple en l'anéantissant. »

Ainsi chante le barde inspiré qu'est, à ses heures, le prince Nicolas. Accourir à l'appel de la cloche sainte du monastère de Cettigne, dévaler du haut des monts, se ruer sur l'Infidèle, conquérir les riches vallées de l'Albanie et de la Macédoine, refaire l'empire de Douchan, c'est le rêve qui vibre au fond de tout cœur monténégrin ; le prince l'a noblement traduit dans ses poésies et dans son beau drame la *Balkanska Tsaritza* (l'Impératrice des Balkans). Mais ce chantre d'épopée

1. Voyez ci-dessus, pages 309 et suivantes.

est aussi le plus avisé, le plus pratique des souverains; son grand mérite dans l'histoire restera d'avoir compris qu'une transformation était nécessaire au salut de son peuple, et de l'avoir patiemment guidé dans cette évolution décisive. Le temps des beaux coups d'estoc et des têtes coupées est passé : il faut vivre et, pour vivre, travailler. Pour l'Occidental qui se promène dans la rue de Cettigne, l'impression qui domine est celle du désœuvrement; tous ces Monténégrins, avec leurs élégants costumes militaires aux couleurs voyantes, avec l'arsenal qu'ils portent à leur ceinture, ont l'air d'une garnison endimanchée qui baye aux corneilles en attendant la guerre prochaine. Le légendaire colonel Ramollot se plaignait que l'on recrutât l'armée « dans le civil »; au Monténégro, il n'y a pas de « civil », tout Monténégrin est un soldat, depuis le Prince jusqu'au berger qui ne se sépare jamais de son fusil, de ses cartouches et de ses vivres. Comme le Berbère du Maroc et l'Albanais, le Monténégrin chemine allègrement sans rien porter que ses armes; cultiver, traîner les fardeaux, faire le marché, c'est affaire aux femmes.

Le traité de Berlin donnait au Monténégro de belles vallées, la riche plaine de Podgoritza avec une partie des rives du lac de Scutari; la mer s'ouvrait à l'activité commerciale et à l'émigration des montagnards. Le prince Nicolas s'adonna résolument à sa tâche nouvelle; il fallait habituer ses sujets au travail manuel, orienter leur énergie vers des formes nouvelles d'activité, coloniser les terres gagnées par la victoire; on le vit prêcher d'exemple, forger sur la place publique, exhorter paternellement son peuple à ses nouveaux devoirs, l'initier à des méthodes plus perfectionnées de culture, donner des concessions aux plus méritants. Les races de bétail ont été patiemment améliorées; de riches cultures de tabac, de maïs, de fruits, prospèrent dans les plaines. Podgoritza est devenue un centre agri-

cole et commercial; avec ses 4.000 habitants, elle est le plus gros bourg, le marché le plus important de la principauté. Un réseau de routes, commencé sur l'ordre du prince, atteint aujourd'hui les principaux centres; la route autrichienne de Cattaro à la frontière a été continuée jusqu'à Cettigne et de là elle descend sur Rjeka, Vir-Bazar, Antivari et Dulcigno; une autre gagne Podgoritza et Nikchitch. Une compagnie tchèque, subventionnée par l'État, a établi un service régulier d'automobiles de Cattaro à Cettigne et de Cettigne au lac de Scutari et à Podgoritza. Les Monténégrins, pressés par la faim, se sont mis tristement à travailler aux routes, et c'est pitié de voir ces beaux hommes, dans leur uniforme maculé et poudreux, casser, pour un infime salaire, les pierres du chemin; je pensais, en les regardant, à ces oiseaux de proie captifs qui traînent dans la poussière leurs ailes paralysées et leur plumage souillé. Les fils des héros des vieilles *pesmas* vivent en pleine prose, parmi les plus dures réalités.

Il en est qui, plus hardis, s'expatrient. J'en ai vu des centaines travaillant au nouveau port de Trieste. Beaucoup, chaque année, s'en vont jusqu'en Australie, jusqu'en Amérique, au pays des salaires fabuleux où les revenus d'un seul riche dépassent ceux de toute la principauté monténégrine. Ils sont pris dans l'engrenage impitoyable de la grande industrie qui les enrichit, mais qui use la force de leurs muscles et brise le ressort de leurs volontés; revenus au pays avec des économies qui, pour eux, constituent une fortune, souvent ils sont, pour le reste de leur vie, incapables d'un effort. Ces exilés volontaires donnèrent, en 1908, un touchant exemple de patriotisme; après l'annexion de la Bosnie, quand les journaux parlèrent d'une guerre imminente entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie, tous voulurent revenir se battre dans leurs montagnes; il fallut envoyer des dépêches à New-York pour les

rassurer, les remercier et leur promettre qu'en cas de vrai danger, la patrie ne les oublierait pas.

Le Monténégro a deux ports, la rade d'Antivari et la petite baie de Dulcigno, mais l'un et l'autre sont séparés, par de hautes montagnes, de l'arrière-pays dont ils devraient être le débouché ; il fallait donc, pour tirer parti des ports, leur créer des voies d'accès du côté de la terre et les aménager du côté de la mer. Une compagnie italienne a entrepris tous les travaux à faire à Antivari : une jetée prolongeant un promontoire naturel achèvera bientôt d'enfermer un beau bassin en eau profonde; la vieille cité d'Antivari commence à quitter le rocher où elle est si pittoresquement perchée, parmi ses oliviers centenaires, pour descendre au bord de la mer dans la plaine drainée et assainie. La jolie villa de Topolitza, appartenant au prince héritier, jalonne l'emplacement où est déjà tracée la future « promenade des Anglais » de cette « Nice de l'Adriatique », dont le prince Nicolas veut doter son pays. Le « port franc » d'Antivari a été inauguré le 24 octobre 1909 ; on travaille à le doter des magasins et de l'outillage nécessaires. Malheureusement la rive Nord de la baie d'Antivari et les collines de Spizza qui la dominent appartiennent à l'Autriche ; le territoire dalmate barre de ce côté les avenues du port monténégrin. A l'Est, entre la petite plaine d'Antivari et le lac de Scutari, s'élève l'épais massif du Roumia qui atteint 1.500 mètres d'altitude ; une route le traverse et on a inauguré, il y a quelques mois, un chemin de fer à voie étroite qui grimpe et serpente au milieu des rochers, traverse en tunnel la dernière crête et redescend, par des lacets vertigineux, sur la plaine de Vir-Bazar et le lac. Mais ce chemin de fer, qui a coûté très cher et a été très mal construit, est absolument insuffisant pour alimenter le trafic d'un grand port. Du côté Sud, l'accès de la rade d'Antivari est moins difficile ; par là les Monténégrins

espèrent que passera le tronçon terminal de la ligne Danube-Adriatique ; Antivari, avec son bon port, en serait l'aboutissement naturel; si les Turcs et les Autrichiens tiennent absolument à la faire arriver dans le marais pestilentiel de Saint-Jean de Medua, tout au moins un embranchement devrait partir de Scutari, franchir la Bojana et arriver à Antivari par un tunnel de base sous la montagne. A ce prix seulement Antivari deviendra un grand port.

La jolie baie de Dulcigno, presque fermée, comme une voûte de style arabe, a été jadis un merveilleux repaire de pirates, mais elle est trop étroite et trop peu profonde pour devenir un port moderne. Dulcigno sera une délicieuse plage de bains de mer lorsque Scutari sera devenue une ville civilisée et aura construit une route et un pont pour franchir les 30 kilomètres qui la séparent de Dulcigno où l'on ne peut aller aujourd'hui qu'à cheval par de mauvais sentiers. L'avenir de Dulcigno est encore lointain ; il suppose bien des millions dépensés, une régénération profonde de l'Empire ottoman et une adaptation complète de la vie monténégrine aux nécessités modernes.

Emigration de Monténégrins à l'étranger, introduction de nationaux et de capitaux étrangers au Monténégro, contacts de plus en plus nombreux avec l'extérieur, transformation progressive des moyens de production, devaient avoir pour conséquence une rapide transformation des mœurs et de l'organisation sociale. Avant le prince Nicolas, elle existait à peine; il fallut tout créer avec les maigres budgets de la Principauté; on commença par organiser un corps d'instituteurs; avec beaucoup de précautions on les fit agréer dans les communautés de villages. L'instruction primaire est devenue obligatoire depuis 1906. Un gymnase, une école de théologie et de pédagogie pour les prêtres et les instituteurs ont été créés à Cettigne. Une

école supérieure pour les jeunes filles, y prospère depuis 1869. Tout un réseau scolaire, très méritoire pour un si petit pays, a été institué. Enfin bon nombre de jeunes Monténégrins, soit avec leurs propres revenus, soit à l'aide de bourses données par le prince, ont fait, dans les grandes universités européennes, des études supérieures; ils forment aujourd'hui l'élite cultivée du peuple monténégrin, apte à la vie et aux fonctions publiques.

A l'évolution des mœurs doit correspondre l'évolution des lois. Le prince Nicolas résolut de donner à ses sujets un code civil nouveau, mais il prit garde de n'apporter dans les lois que des changements que les mœurs sanctionnaient par avance. Il eut la bonne fortune de rencontrer en Baltazar Bogisic (prononcez Boghichitch) le législateur dont il avait besoin. M. Bogisic, mort au printemps de 1908, était un savant ragusain devenu conseiller de l'empereur de Russie et professeur à l'Université d'Odessa; sociologue et juriste éminent, il était aussi — ce qui est plus rare — un observateur sympathique des vieilles coutumes. Le code promulgué en 1855, au temps de Danilo, s'inspirait des idées philosophiques du Code français; il était inapplicable au Monténégro. Chargé par le tsar Alexandre II de rédiger un nouveau code pour le Monténégro, Bogisic se garda de détruire — comme l'a si malheureusement fait notre code civil — l'antique constitution de la famille et de la propriété; il se contenta d'y apporter plus d'unité et de clarté, tout en respectant le principe de l'ancienne organisation paysanne et en l'adaptant aux nécessités nouvelles. Le nouveau code fut promulgué en 1888; M. Bogisic en fit lui-même, dix ans plus tard, une édition révisée et, comme ministre de la Justice, il s'appliqua à résoudre les difficultés pratiques et à guider la jurisprudence. Son code, traduit dans toutes les langues[1],

1. Il a été traduit en français par MM. Dareste et Rivière (1892).

est l'objet de l'admiration des juristes ; il a été, pour le peuple monténégrin, un très grand bienfait ; il l'a préservé, dans la mesure du possible, de la désagrégation dans la famille, prélude de l'anarchie dans l'Etat ; il l'a mis à l'abri de l'ébranlement dangereux que produisent les réformes hâtives, dans un pays très longtemps immobile. Le Monténégro et son prince ont à regretter, nous le verrons, de n'avoir pas, en matière constitutionnelle, procédé avec les mêmes précautions. Mais, pour faire comprendre le sens des crises politiques qui ont troublé la Principauté, il nous faut d'abord dire un mot de ses relations extérieures.

III

Avant le traité de Berlin, les relations extérieures du Monténégro n'étaient pas compliquées : entouré de tous côtés par les Turcs, il ne connaissait qu'un adversaire contre lequel, au nom de la Croix et de l'humanité, il faisait appel à tous les concours : Venise jadis, la Russie depuis Pierre le Grand, le Saint-Siège parfois, la France en 1857. Après 1878, le Monténégro devenait un Etat balkanique et adriatique ; sa position géographique, son énergie militaire, rendaient désirable son amitié, utile son alliance. Il n'est, dit-on, meilleur maître que la nécessité ; elle a fait, du prince Nicolas, l'un des plus avisés diplomates de son temps. Il a su, avec un art consommé, tirer parti, dans l'intérêt de ses sujets et de sa dynastie, des avantages que la nature a donnés au Monténégro ; il a cherché à son peuple des amitiés qui lui permissent de faire figure dans cette société européenne où le traité de Berlin l'avait fait entrer. Depuis 1878, il a comprimé les instincts batailleurs de ses mon-

tagnards, maintenu la paix, et l'on a vu, en 1883, le descendant des anciens preux, le fils de Mirko le Brave, lui-même vaillant tueur de Turcs dans les guerres de sa jeunesse, rendre visite, dans Constantinople, au sultan Abd-ul-Hamid. Cet acte, significatif entre tous, a rendu manifeste à tous les yeux que le temps des croisades est passé et que l'âge politique commence. Entre la Turquie et le Monténégro, les relations officielles sont restées pacifiques, mais on ne change pas, en quelques années, des coutumes et des haines séculaires; sur la frontière, où s'enchevêtrent les terrains de pâturage et où certaines tribus, tant albanaises que monténégrines, ont été séparées en deux fractions par une limite artificiellement tracée, des coups de fusil sont fréquemment échangés; il n'y a presque pas de jour où la poudre ne fasse résonner les échos de la montagne. On vit, en 1907, le bataillon de Kolaschin passer la frontière, commandant en tête, pour porter secours à une fraction d'une tribu monténégrine molestée par les Albanais du sandjak de Novi-Bazar : il y eut combat en règle avec morts et blessés, suivi de longues négociations diplomatiques. Le 11 janvier 1910, les journaux signalaient un combat où plusieurs Turcs auraient été tués. Le prince s'oppose tant qu'il peut aux incursions sur le territoire voisin, même quand les « frères slaves » crient au secours. En 1909, il a même esquissé, vis-à-vis des Albanais, une politique toute nouvelle.

C'était au fort de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie. Le prince redoutait, si la guerre venait à éclater, d'être pris à revers par des bandes albanaises à la solde de Vienne. Le recrutement de montagnards Malissores, par le consulat d'Autriche à Scutari, se faisait au grand jour; le consul laissait dire qu'après la victoire, l'Autriche rendrait Dulcigno aux Albanais; les contingents à fournir par chaque tribu étaient fixés d'avance et chaque futur combattant recevait un « napo-

léon » à titre d'arrhes. Le poète franciscain Georges Fishta, tout dévoué à l'Autriche, chantait les anciens exploits des Albanais contre l'ennemi slave et enflammait leur ardeur contre le Monténégro, « ce chiot de la Russie. » Le prince Nicolas chercha le moyen de prévenir le danger et de préparer une réconciliation de son peuple avec les Albanais du Nord. Il avait alors à Scutari un consul des plus distingués, M. Paul Plamenatz, dont le zèle égalait le patriotisme et le loyalisme ; il s'employa activement à persuader aux chefs de la montagne que le temps des vieilles haines était à jamais passé ; quelques-uns furent gagnés et l'un d'eux alla à Cettigne où le prince lui fit l'accueil le plus flatteur. A la fin de mars, le général Voukotitch, grand maréchal de la cour princière, vint à Scutari accompagné de trois officiers ; reçu officiellement par les autorités ottomanes, il prononça un toast dans lequel il déclara que, dans la guerre qui paraissait proche, les Monténégrins espéraient « l'appui des plus grands héros du monde, les Turcs. Les musulmans aussi bien que les orthodoxes serbes, continuait-il, attendent notre aide commune, aide que nous ne pouvons leur refuser ni devant Dieu ni devant les hommes. Leurs yeux comptent voir les insignes de la croix et du croissant surgir à la fois par le sandjak et par nos montagnes. » Ces premières démarches n'eurent pas de suite ; elles n'en sont pas moins significatives : le sentiment de la solidarité slave l'emporte sur la haine de l'ennemi héréditaire.

L'alliance intime avec la Russie reste le fondement immuable de la politique du prince Nicolas ; deux de ses filles ont épousé des membres de la famille impériale, le grand-duc Pierre Nicolaievitch et le duc de Leuchtenberg. Pour le Monténégro, l'alliance russe est à la fois la politique du cœur et la politique des intérêts. L'amitié des Tsars est, pour le petit État slave, une garantie de longue vie et de sécurité. Qui nuit au Mon-



ténégro blesse la Russie. L'Europe n'est pas tentée de l'oublier, depuis ce jour de 1889 où Alexandre III, recevant à Pétersbourg le prince Nicolas, but « à l'unique ami de la Russie. » Les Russes regardent le Monténégro comme une avant-garde slave dans le Balkan occidental, comme une forteresse russe en travers de la route qui conduirait l'Autriche vers Salonique. Le Monténégro n'a pas de budget de la guerre, c'est la Russie qui pourvoit à tout : l'armée monténégrine est un corps d'armée russe sur le flanc Sud de l'Empire austro-hongrois.

Pour le peuple monténégrin, la sainte Russie est la grande sœur qui a la même religion et le même idéal; c'est avec elle qu'il espère, un jour, « bouter dehors » le Turc. Pour le prince, l'alliance est indispensable, mais peut-être la tutelle paraît-elle parfois un peu lourde. Tout en s'appuyant avec confiance sur la Russie, il a, pour le bien de son pays dont les intérêts sont devenus plus variés et les relations plus compliquées, cherché d'autres amitiés. Le Monténégro est voisin de l'Autriche par la Dalmatie et par l'Herzégovine ; les montagnards, du haut du Lovtchen, ne peuvent regarder sans envie la petite cité de Cattaro peuplée de « frères serbes » qui, en 1813, quand les Français se retirèrent, votèrent par acclamation leur réunion à la principauté. D'Antivari, ils montrent aussi avec colère les hauteurs de Spizza qu'ils avaient conquises au prix de leur sang en 1877 et que les Autrichiens se firent donner au Congrès de Berlin. Le peuple monténégrin ne conçoit pas d'accommodement possible avec l'Autriche, telle qu'elle est aujourd'hui constituée ; mais le prince, responsable de l'avenir de son pays, ne peut manquer d'avoir une autre attitude envers un voisin très puissant. Entre le Cabinet de Vienne et le gouvernement princier, les rapports sont très bons, avec, de la part de l'Autriche, une nuance de hautaine protection dont s'irrite parfois

l'amour-propre de la cour de Cettigne. Souvent les agents autrichiens, dans les petits États des Balkans, croient politique de prendre un ton rogue et, à la moindre difficulté, d'user de menace ; ce manque de doigté leur a probablement plus nui que tous les efforts de leurs adversaires. Mais, entre la Russie qui le protège de loin et l'Autriche qui l'opprime de près, le prince Nicolas est obligé, surtout dans les moments où Vienne et Pétersbourg ne sont pas en rapports amicaux, de louvoyer et de ménager ceux qui peuvent lui nuire ; il est passé maître à ce jeu d'équilibre dans lequel il a, très habilement, introduit l'Italie et l'Allemagne. D'ailleurs, la principauté et le prince sont si pauvres, et il en coûte si cher de moderniser un pays de montagnes comme la Tchernagora, qu'il faut savoir accepter tous les bons offices et puiser aux bourses qui s'ouvrent. Le Monténégro serait tenu, dit-on, envers la cassette impériale de François-Joseph, et même envers celle d'Abd-ul-Hamid, à certaines gratitudes. En face de la politique autrichienne d'expansion balkanique, le Monténégro, comme la Serbie, est un « butoir » que le Ballplatz cherche à aplanir par les mêmes procédés qui réussissaient en Serbie au temps des Obrenovitch. Le prince Nikita n'a pas l'âme d'un Milan ; mais il a parfois cherché un point d'appui du côté de Vienne. En 1907, il a fait à Berlin une visite dont il a parlé avec une particulière satisfaction dans le discours d'ouverture de son Parlement, et il a reçu chez lui, avec un empressement remarqué, après les manœuvres d'été de l'escadre autrichienne, la visite officielle de l'amiral Montécuculli [1].

1. A la même époque, eut lieu, à Raguse, une rencontre entre l'archiduc-héritier François-Ferdinand, et le prince héritier Danilo. Il semble que, vers 1907, une entente secrète ait été conclue entre Vienne et Cettigne ; elle coïncide avec un refroidissement sensible des relations serbo-monténégrines.



Le roi d'Italie est le gendre du prince Nicolas dont il a épousé, en 1899, la quatrième fille, Éléna. C'était l'époque où l'Italie commençait à se préoccuper davantage de « l'équilibre adriatique » et cherchait à accroître son influence dans les mers ottomanes. Rivale de l'Autriche en Albanie, elle l'est aussi au Monténégro; pour les Italiens, aussi bien que pour les Russes, ces montagnes, hérissées de robustes guerriers, apparaissent comme un obstacle à la poussée autrichienne; l'existence d'un Monténégro libre et fort est nécessaire à la politique du Quirinal, et les cadeaux du gendre à son beau-père consistent le plus souvent, comme ceux du Tsar, en canons. Beaucoup d'Italiens ont acquis des intérêts économiques au Monténégro, des capitaux italiens y travaillent; nous avons vu qu'une compagnie italienne est fermière de la navigation sur le lac de Scutari, de la construction du port d'Antivari et du chemin de fer d'Antivari à Vir-Bazar; le monopole des tabacs a été donné à une société italienne[1]. Beaucoup de *mercantis* viennent trafiquer au Monténégro; de jeunes Monténégrins fréquentent les collèges, les universités, les écoles militaires de la péninsule. Mais, entre Italiens et Monténégrins, l'intimité s'établit avec peine; l'Italien parle du montagnard comme d'un barbare sans culture, et le montagnard dédaigne dans l'Italien l'homme qui préfère au noble jeu de la guerre les petits métiers qui enrichissent. Il n'y a pas, entre les deux races, d'affinités électives et, dit-on, même entre les deux cours, les rapports manqueraient d'intimité.

Les Serbes du royaume et ceux du Monténégro se reconnaissent pour frères; les Monténégrins, à mesure qu'ils s'instruisent davantage, prennent de plus en plus conscience de leur origine et de leur histoire.

1. Cf. Vico Mantegazza : *La Turchia liberale e le questioni balcaniche* Milan, Treves, 1908, in-12, chap. x; voir page 386 un plan de la rade d'Antivari.

Langue, religion, poésie, musique, traditions, sont communes aux deux pays : de l'Adriatique au Danube, il n'y a qu'un seul peuple serbe sous plusieurs dominations ; mais, entre les gouvernements, la sympathie est loin d'être aussi vive. Au temps des Obrenovitch, les rapports entre les deux cours n'étaient pas bons, Nicolas ayant marié sa fille aînée à Pierre Karageorgevitch. Après la tragédie de 1903, le prince applaudit à l'avènement du nouveau roi dans une lettre enthousiaste qu'il terminait par le cri de : « Vive mon gendre! » Pourtant une sourde méfiance se manifestait déjà entre les deux dynasties ; Pierre Ier n'envoya pas de représentant à Cettigne. La princesse Zorka était morte avant d'avoir été reine et l'on s'est demandé si, après la catastrophe des Obrenovitch, le prince Nicolas n'aurait pas secrètement désiré voir la succession revenir à son second fils, Mirko, marié à Nathalie, fille du colonel Constantinovich, cousin du roi Alexandre[1]. La propagande nationale serbe en Bosnie et en Macédoine alarme le prince Nicolas ; si la grande Serbie, rêvée par quelques patriotes, était réalisée, que deviendrait la petite principauté monténégrine? Elle irait se perdre dans la masse serbe et l'union se ferait au profit des Karageorges plutôt qu'au bénéfice des Petrovitch. Cette inquiétude ne serait pas étrangère, dit-on, au rapprochement qui, vers la même époque, fut remarqué entre la Cour de Cettigne et celle de Vienne. L'union des Serbes, le prince Nicolas la souhaite, mais au profit de sa dynastie et de son peuple ; n'est-ce pas le Monténégro qui, seul de tous les pays serbes, n'a pas subi le joug avilissant du Turc? Ne lui appartient-il pas de marcher, sous le signe de la Croix, en avant de tous les Slaves pour la défaite définitive de l'Islam et la fon-

1. Présentant son enfant nouveau-né aux Monténégrins, le prince Mirko s'écriait : « Cet enfant est mon sang et le sang des Obrenovitch! »

dation de l'Empire des Balkans? Quand les ancêtres des Karageorges gardaient les porcs dans les forêts soumises aux Turcs, les Petrovitch étaient déjà les fiers *vladikas* de la libre Tchernagora. Le prince Nicolas regarde Belgrade comme le foyer dangereux d'où souffle, jusque dans ses montagnes, l'esprit révolutionnaire. Nous verrons comment l' « affaire des bombes » a fortifié chez lui cette conviction et rendu très mauvaises les relations entre Belgrade et Cettigne. Il fallut, pour opérer une réconciliation, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Quand, le 5 octobre 1908, éclata cette nouvelle, la poussée de l'opinion publique fut plus forte que les défiances des souverains. Le ministre de Serbie qui, à peine installé à Cettigne, avait dû en partir lors du « procès des bombes », y rentra triomphalement, tandis que le général Voukotitch, envoyé à Belgrade, y était accueilli avec enthousiasme. A Cettigne, dans les premiers jours de la crise, des télégrammes, venus de Pétersbourg et de Londres, encourageaient le prince à la résistance. Les Monténégrins coururent aux armes et bordèrent leurs frontières, tandis que les Autrichiens concentraient des troupes à Cattaro et à Trébigne. On se demande pourtant si le prince Nicolas et ses ministres crurent réellement à l'imminence d'un conflit armé. Dès l'entrevue de Salzbourg (4 septembre), entre le baron d'Æhrenthal et M. Tittoni, celui-ci avait été rassuré sur les conséquences de l'annexion; quelque temps après, il avait déclaré dans un discours que l'Italie aurait des satisfactions et qu'elles consisteraient en un avantage pour le Monténégro, la libération du port d'Antivari et la modification de l'article 29 du traité de Berlin. Il est permis de croire que la diplomatie autrichienne ne laissa pas ignorer ses dispositions au prince Nicolas. En avril 1909, lorsque la crise fut entrée dans la voie des solutions, parole fut tenue au Monténégro qui sut

faire plaider sa cause par l'Italie, au nom de la liberté de l'Adriatique, par la Russie, par la France et par l'Angleterre.

L'article 29 institue sur le port d'Antivari des servitudes autrichiennes. Il attribue à l'Autriche la commune de Spica (Spizza), turque avant la guerre, mais conquise par les Monténégrins avec Antivari et Dulcigno. Spizza domine du haut de ses collines la rade d'Antivari; elle-même est dominée par des montagnes qui sont monténégrines, mais l'article 29 stipule que les Monténégrins ne devront pas élever de fortifications entre l'Adriatique et le lac de Scutari, tandis que les Autrichiens restent libres de fortifier Spizza. L'article 29 ajoute :

« Le Monténégro ne pourra avoir ni bâtiments, ni pavillon de guerre. Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermés aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

« La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche au moyen de bâtiments légers garde-côtes.

« Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie; de son côté l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

« Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir, à travers le nouveau territoire monténégrin, une route et un chemin de fer. »

Dans le traité de Berlin, où ils ne sont pas rares, il n'y a peut-être pas de plus criant abus de la force que celui que consacre l'article 29. L'Autriche, qui n'a pas combattu, prive le Monténégro du fruit de son héroïsme; grâce à l'article sur la police sanitaire, elle peut empêcher même les bateaux marchands d'accéder à Antivari; elle peut étouffer le commerce monténé-

grin ; elle étreint la principauté à la gorge. Ce sont ces servitudes que les négociations de l'hiver 1909 ont, du moins en partie, fait disparaître. Le port d'Antivari est aujourd'hui libre, ouvert aux bâtiments de guerre comme aux bateaux de commerce ; la police sanitaire et maritime n'appartient plus à l'Autriche. Les Monténégrins auraient souhaité d'obtenir la cession de Spizza ou au moins l'obligation pour les Autrichiens de n'y pas élever de fortifications ; ils n'y ont pas réussi [1].

Le nouvel état de droit créé par les négociations de l'hiver 1908-1909 a été démontré par un acte : une escadre française est venue, les 1er et 2 janvier 1910, dans la rade d'Antivari ; le contre-amiral Pivet a été reçu par le prince et ses sujets avec un enthousiasme qui a prouvé non seulement le prix qu'ils attachent à l amitié de la France, mais aussi l'importance que prenait à leurs yeux cette première visite d'une force navale étrangère « dans le libre port d'Antivari. » Le prince, dans son toast de bienvenue, a employé par deux fois cette expression. La presse autrichienne a montré quelque mauvaise humeur de cette visite ; elle lui a même attribué plus de signification politique qu'elle n'en avait ; elle a voulu y voir une conséquence de l'entrevue de Racconigi et de l'amitié de l'Italie et de la Russie. Si la visite de l'escadre française a eu pour effet de confirmer la pleine indépendance du Monténégro, elle n'aura pas été inutile, car cette indépendance et celle de la Serbie sont nécessaires à l'équilibre de l'Europe.

Dans cette crise de 1908-1909, si le Monténégro a, dans des circonstances difficiles, obtenu un avantage, il le doit à la haute autorité de son prince parmi les souverains et à l'habileté de sa diplomatie personnelle.

1. L'article 29 a été modifié, mais non pas entièrement abrogé. Cependant aucune rédaction nouvelle n'a été officiellement adoptée. Il y a encore un article 29, mais personne ne sait quel en est le texte exact.

Le mariage de ses filles et de ses fils l'a fait parent ou allié de la plupart des grandes familles régnantes; les cours européennes ont pour lui les égards respectueux qu'elles témoignaient au vieux roi Christian de Danemark; comme lui, Nicolas est un des « grands-pères » de l'Europe. Sa noble figure, rehaussée par le piédestal de ses montagnes, auréolée des exploits de sa jeunesse, se dresse au seuil de l'Orient, comme une survivance des temps héroïques où les affaires n'avaient pas encore envahi toute la politique et où l'on savait combattre et mourir pour la foi et la liberté. Mais, tout en bénéficiant de son prestige de personnage d'épopée, le prince Nikita sait être un homme d'Etat très moderne, très réaliste, qui possède à fond l'art subtil des contre-assurances et des doubles garanties. Sa politique est un chef-d'œuvre de souplesse et de doigté; elle ne manque même pas d'un grain de cette duplicité que l'on reproche aux faibles, pour qui elle est une nécessité, et que l'on admire volontiers chez les forts, pour qui elle n'est que fourberie. C'est ainsi que le prince Nicolas a su faire de son tout petit Etat une pièce importante dans le jeu de la politique européenne, et de sa minuscule capitale l'un des centres où se décide le présent et s'élabore l'avenir.

IV

L'Europe apprit, non sans surprise, un jour d'octobre 1905, que le prince Nicolas de Monténégro venait d'octroyer une constitution à ses sujets : il y aurait désormais, à Cettigne, une Chambre élue, un ministère responsable. Jusque-là, le prince Nicolas avait, selon la tradition de ses pères, exercé seul un pouvoir illimité

en droit, tempéré en fait par la simplicité des mœurs patriarcales, qui rendent très facile l'abord du souverain, et par l'exiguïté même d'un pays dont le prince peut connaître personnellement presque toutes les familles. N'a-t-on pas vu, dans sa jeunesse, le prince Nicolas, comme saint Louis, rendant la justice assis sous un arbre devant son palais ? Le prince, dans le discours du trône prononcé à l'inauguration de son premier Parlement, a lui-même défini son pouvoir : « La confiance que le peuple monténégrin nous a témoignée démontre que notre pouvoir ne fut jamais l'autocratisme, mais la délégation directe de la volonté nationale. » Dans certaines circonstances exceptionnelles, les *vladikas* ou les princes réunissaient des assemblées nationales (Skoupchtinas) temporaires ; l'objet de leurs délibérations était déterminé et limité. Depuis un siècle, l'autorité des princes n'a pas cessé de s'accroître. Pierre II avait remplacé l'assemblée des *Knezes* (chefs des familles féodales, chefs de clans) par un Sénat moins nombreux dont les membres étaient nommés par lui. Danilo, en 1851, « laïcisa » son pouvoir et réunit sur sa tête l'autorité des *vladikas* et les fonctions des gouverneurs civils supprimés par Pierre II. Nicolas lui-même, en 1879, supprima le Sénat et le remplaça par un ministère composé de cinq personnes, nommées par lui et responsables devant lui seul. Quels mobiles ont donc pu décider le prince, déjà au seuil de la vieillesse, à faire spontanément, sans qu'aucun vœu lui ait été présenté, l'essai d'un régime nouveau ?

« La Constitution, a dit le prince, est exclusivement l'enfant de mon âme. » C'est donc d'abord dans ses actes et ses discours publics qu'il faut chercher la raison de cet enfantement inattendu.

« Tout homme appartenant à une société cultivée doit en même temps être un citoyen libre », ainsi commence la proclamation par laquelle Nicolas annonce à

son peuple sa résolution. Ayant modernisé l'administration, le code, la justice, l'instruction, sans toutefois toucher aux principes traditionnels et fondamentaux sur lesquels est fondée l'autorité, sans rien renier de l'héritage de ses ancêtres, il crut le moment venu de donner à son pays figure tout à fait moderne en le dotant d'un Parlement.

« L'autocratisme était une nécessité historique ; cette ère fut remplie de labeurs, de résultats et de gloire... mais aujourd'hui, le temps de l'autocratisme est révolu pour le Monténégro ;... les peuples qui nous ont devancés dans la voie de la civilisation nous serviront d'exemple. Nous prendrons dans leur système politique toutes les améliorations justifiées par l'expérience et, par une application progressive, nous remédierons à ce qu'il pourrait y avoir d'imparfait dans nos coutumes patriarcales... Je veux, dans la plénitude de mon indépendance, vous accorder certains droits qui vous permettent de collaborer aux affaires de l'Etat. Je laisse à mes héritiers le soin d'en assurer le développement raisonnable selon l'exigence des temps. Les droits que je vous consens aujourd'hui ne dépassent pas une certaine limite, mais ils n'apporteront aucune déception aux espérances raisonnables ». (Discours du trône.)

En dehors de ces motifs d'ordre général, le prince n'a-t-il pas eu quelques raisons plus immédiates, plus personnelles aussi peut-être ? Bien qu'il n'ait pas communiqué ses idées de derrière la tête, serait-il téméraire d'essayer de les deviner ? On trouverait peut-être d'abord une question financière. La « modernisation » du Monténégro demande beaucoup de capitaux, et les banques prennent plus facilement un emprunt lorsqu'il est voté et garanti par un Parlement. N'y aurait-il pas, en outre, une raison d'intérêt politique ? Le Monténégro était le seul pays chrétien de la péninsule balkanique qui ne fût pas une monarchie constitution-

nelle. « Le trône d'or des Balkans » n'appartiendra jamais à un souverain qui n'aurait pas assuré à ses peuples des institutions libérales. Devenir un Etat constitutionnel, c'était rendre possible, autour du Monténégro, ce groupement des Etats balkaniques dont le rêve hante l'imagination du prince Nicolas. Vers 1905, à propos de la Macédoine, on commença à parler de la future « Confédération balkanique ». Si elle existait jamais, la plus ancienne dynastie de la péninsule ne pourrait-elle pas aspirer à en exercer la présidence ? Si, d'autre part, la nation serbe réalisait un jour son unité, ce serait certainement autour d'un Etat jouissant d'institutions libres. Enfin, le Tsar de Russie, le dernier souverain autocratique, ne venait-il pas, lui-même, de donner l'exemple en convoquant une Douma ?

Le prince Nicolas octroya donc une constitution. Elle institue une Chambre unique. Le suffrage est universel ; pour être éligible, il faut payer quinze couronnes d'impôt annuel, ce qui exclut environ un tiers des citoyens. La presse est libre. L'instruction primaire est obligatoire et gratuite. La Skoupchtina se compose de quatorze membres *virilistes*, c'est-à-dire siégeant en vertu de leurs fonctions, hauts fonctionnaires de l'État, chefs des clergés, etc., et de soixante-deux députés élus pour quatre ans. Elle a surtout le contrôle des dépenses ; aucun emprunt ne peut être conclu sans son concours. Le prince garde de très larges prérogatives : il décide seul de la paix et de la guerre ; il signe les traités ; il est le chef de l'armée ; il nomme tous les fonctionnaires, il a le droit très étendu de grâce et de commutation de peine ; il nomme et révoque les ministres sans avoir à tenir compte de l'avis de l'assemblée ; il a le droit de la dissoudre et de ne la convoquer de nouveau que quand il lui plaît ; il peut, s'il y a désaccord entre elle et le gouvernement à propos du budget, rendre exécutoire la loi de finances de l'année précédente. Ainsi la

monarchie est constitutionnelle, elle n'est pas parlementaire.

Le jour de la Saint-Nicolas 1905 (6-19 décembre), la première Skoupchtina monténégrine, très librement élue, se réunit à Cettigne. Le prince prononce un discours du trône, brillante et véridique apologie de son règne. Après avoir rappelé les bienfaits du régime ancien, il explique la nécessité d'un régime plus moderne; il a l'espoir que les Monténégrins sauront avec sagesse se serrer autour de leur prince pour réaliser plus de bien encore. Puis il trace un tableau de la situation du Monténégro parmi les nations et rappelle avec fierté les hautes amitiés qu'il a assurées à son peuple. Il en vient enfin à la Constitution :

« Cette constitution, j'en suis le père; un père pourrait-il jamais mutiler son enfant?... je demande à mon peuple obéissant et fidèle de régler sa conduite d'après la constitution nouvelle; qu'il la soutienne et la défende comme il défendrait ma propre personne; rien ne me serait plus pénible que d'entendre dire : « Dans un moment d'enthousiasme, le vieux prince s'est trop hâté, considérant son peuple comme plus avancé qu'il ne l'est réellement. » Prenez garde, Monténégrins, que l'on ne puisse jamais dire du mal de vous et du bien de moi, car le peuple m'est plus cher que ma propre vie et son renom m'est plus précieux que le mien. Si cela advenait jamais, je maudirais ce jour, et la malédiction paternelle est lourde... A la face de Dieu, de tous les anges et de tous les saints et devant l'assemblée de mon cher peuple, je jure de régner fidèle à cette constitution et aux lois et de tendre de toutes mes forces au bien et au bonheur de mon pays [1]. »

Et, le premier, il prêta serment au milieu d'une immense allégresse populaire.

(1) Voyez le discours, ainsi que la proclamation du prince, dans la *Revue Slave* du mois d'avril 1906.

La proclamation de la Constitution, les élections et les premiers débats de la Chambre révélèrent le travail de désagrégation qui s'opère dans la société, et l'évolution des esprits qui, plus rapide chez les uns que chez les autres, a créé des nuances très sensibles d'opinion parmi les Monténégrins. Malgré la prudence du code Bogisic, les nécessités nouvelles de la vie économique et sociale ont fait craquer les vieux cadres du clan et de la famille. Dans cette décomposition sociale, des mécontentements ont germé ; ils se sont manifestés par le choix d'un grand nombre de députés opposés aux chefs de clans, indépendants des anciennes « autorités sociales. » La Constitution a été la pierre de touche qui a fait apparaître les tendances et les aspirations de toute une jeune génération qui n'a pas connu les temps épiques où l'on ne vivait que pour la guerre, et qui juge le monde autrement que ne le faisaient les haïduques de l'âge héroïque. Beaucoup de ces jeunes gens ont étudié dans les universités de l'Occident, ils ont voyagé, ils ont pris le goût de la politique, le désir d'acclimater chez eux un régime plus « libéral » et plus « démocratique »; d'autres ont vécu en Serbie, dans cette atmosphère de Belgrade où fermentent les passions politiques; quelques-uns, séduits par la logique impitoyable des doctrines révolutionnaires, se sont jetés dans le mouvement avec cette fougue et cette candeur qui rendent ces jeunes Slaves dévoyés, à la fois, moralement, si dignes de pitié et, socialement, si dangereux. On entendit, à la Skoupchtina, des discours très « avancés ». Le prince en fut étonné, blessé; il ne s'était pas rendu compte de cette mentalité d'une génération qui n'est plus la sienne et que la sienne ne comprend plus; il commença à se demander si « son enfant » n'aurait pas grandi trop vite.

Il serait exagéré de dire que deux partis se formèrent, mais deux tendances se firent jour : les uns,

représentants des anciens clans, regrettaient, sans le dire, la Constitution et tendaient à en réduire l'application au minimum; les autres, que l'on appelait parfois le « parti national », souhaitaient le développement des libertés politiques et travaillaient à acclimater au Monténégro le régime parlementaire. Ardemment patriotes, comme tous leurs concitoyens, ils l'étaient d'une manière un peu nouvelle et superposaient au patriotisme monténégrin un patriotisme serbe plus général. Ils donnèrent à la Skoupchtina le nom d' « Assemblée serbe de la Tchernagora »; c'est dans une union de tous les Serbes et, pour commencer, dans une alliance étroite avec le royaume de Serbie, qu'ils voyaient l'avenir et les espérances de grandeur de leur pays.

Lorsque le prince octroya la Constitution, le chef du ministère était, depuis quarante ans, un membre de sa famille, son cousin germain, M. Bojo Petrovitch, dont l'intelligence élevée, le caractère loyal et ferme avaient rendu de grands services au prince et au pays. A politique nouvelle, hommes nouveaux : le prince choisit comme président du Conseil M. Miouchkovitch[1], et, comme ministre des Finances, M. André Radovitch. Ce ministère dura presque un an et donna sa démission au moment de la seconde session de la Skoupchtina en novembre 1906. Le prince voulut alors qu'une commission de l'Assemblée désignât les futurs ministres. Le Cabinet Radoulovitch fut constitué et dut donner sa démission en janvier pour avoir voulu substituer, dans l'armée, aux anciens chefs de clans, les officiers sortis des écoles européennes. Un ministère présidé par M. Radovitch prit alors le pouvoir; il menaça directement les intérêts d'une camarilla très puissante en

(1) Voyez, pour les détails de la politique monténégrine, René Henry, *Des monts de Bohême au golfe Persique* (Plon, 1908), pages 476 et suivantes.

décidant qu'une enquête serait faite sur la gestion des fonds publics pendant les dix années précédentes. Le prince lui retira sa confiance au bout de trois mois et appela M. Tomanovitch avec un ministère de « réaction » qui est encore en fonctions aujourd'hui. La Skoupchtina, d'abord ajournée pour trois mois, fut dissoute en juillet 1907; une autre fut élue en septembre et, grâce à une énergique pression, fut presque unanimement ministérielle. Le règne de la terreur commençait au Monténégro; la « malédiction paternelle » s'abattait sur l'enfant accusé d'ingratitude.

Un prince, parvenu aux alentours de la soixantième année, peut accorder des réformes à son peuple, il ne peut pas arracher de son esprit, ni surtout de son cœur, les idées et les sentiments de sa jeunesse. Le prince Nicolas est resté l'homme qui a souvent dit qu'il voulait mourir « le dernier souverain féodal de l'Europe. » Il a fait sur lui-même l'effort méritoire d'accorder une constitution, mais il l'a conçue avec son esprit habitué au gouvernement patriarcal. Il n'a vu que les hommes de sa génération; il s'est représenté une Skoupchtina qui serait composée de ses vieux compagnons d'armes, qui donnerait, surtout pour le décor, pour le dehors, une figure nouvelle à son gouvernement, mais qui n'en changerait pas l'assiette et qui lui laisserait à lui-même toutes les réalités du pouvoir. Je veux bien un parlement, disait-il en inaugurant la seconde Skoupchtina, mais je ne veux pas d'opposition! Et voici qu'apparaissaient des hommes nouveaux, avec d'autres conceptions; ils lui étaient tous fidèlement, filialement dévoués, mais les fils ne sont pas les pères; le prince fut froissé de rencontrer, chez ses ministres, des idées différentes des siennes, parfois des résistances. Il fut question d'économies, par exemple sur certaines dépenses de la Cour : le prince en fut vivement blessé. Certains actes des ministres, souvent dénaturés par des personnages

de l'entourage du souverain, certains propos perfidement grossis, lui apparaissaient comme autant d'usurpations sur ses droits. Ainsi allait s'accentuant un malentendu entre lui et les plus désintéressés de ses conseillers. Il y eut, à cette même époque, d'imprudentes manifestations d'étudiants ; quelques jeunes gens monténégrins, étudiants à l'université de Belgrade, publièrent une brochure contre Nicolas (1906) ; accusés de lèse-majesté, ils revinrent à Cettigne pour se justifier, furent acquittés et allèrent acclamer le prince sous ses fenêtres. D'autres faits du même genre suivirent celui là ; le prince qui veut être l'ami, le père de tous « ses chers Monténégrins », en fut péniblement affecté. C'était le temps où, à Belgrade comme à Cettigne, on parlait beaucoup de l'unité de la race serbe ; la jeunesse ne se cachait pas pour déplorer que la nation eût deux têtes : de là, pour quelques Serbes, à accuser les Monténégrins de vouloir faire disparaître les Karageorges au profit du prince Mirko, il n'y avait qu'un pas, qui fut franchi ; de même, à Cettigne, on accusa les Serbes de chercher à réaliser l'unité, par les mêmes moyens, au profit du roi Pierre ou de son fils aîné. Les adversaires du parti « national libéral » monténégrin exploitèrent habilement ces manifestations d'une jeunesse imprudente et représentèrent le patriotisme panserbe de M. Radovitch et de ses amis comme un péril pour la dynastie des Petrovitch. Ce fut l'une des causes qui précipitèrent la chute du Cabinet Radovitch et poussèrent le prince à une politique réactionnaire. Quelques mois après éclatait l' « affaire des bombes » ; elle allait servir à anéantir le parti dont M. Radovitch était le chef et rendre plus difficiles les rapports entre Belgrade et Cettigne.

V

Nous n'abordons pas sans inquiétude l'histoire de ce « procès des bombes » qui, depuis 1907, a jeté la division, le trouble, le deuil dans un petit pays que l'on aimerait à dépeindre comme l'asile de la concorde et des mœurs patriarcales. Cette histoire, nous ne pouvons la passer sous silence, parce qu'elle a une portée générale : le « procès des bombes » est un procès politique. C'est comme tel que nous en parlerons; nous nous efforcerons d'exclure le côté purement juridique de l'affaire, n'étant pas de ceux qui, en toute occasion, se croient qualifiés pour donner aux autres des leçons de justice. Nous exprimerons très franchement l'idée que nous avons pu nous faire, après avoir écouté toutes les opinions. Si nous n'avons pas réussi à être impartial, que l'on sache d'avance que nos sympathies ont penché du côté des plus malheureux.

Historiquement, le « procès des bombes » est, au sens sinistre que la Terreur a donné à ce mot, un « amalgame » ; il est, à la fois, le procès d'un parti, ou, si l'on veut, d'une tendance politique, et le procès de la propagande nationale serbe. A ce dernier titre, il apparaît comme la préface du procès d'Agram. Ce double procès est greffé sur une affaire de bombes, assez obscure par elle-même, qu'il faut d'abord raconter.

Un soir d'octobre 1907, un ouvrier typographe nommé Raicovitch, venant de Serbie par Cattaro, arrive à Cettigne, avec un panier contenant plusieurs bombes. Il se rend, avec son fardeau, à une petite auberge qu'il trouve pleine de monde, de lumières et de chants : on y veillait, à la mode serbe, un enfant mort. Voilà notre homme fort empêtré ; il confie son embarras à un

ami qui lui conseille de porter son fardeau au ministère de l'Intérieur. Excellent conseil, que Raicovitch s'empresse de suivre! Au ministère, on reçoit les bombes, et ce n'est que vingt-quatre heures après que l'on s'avise d'arrêter le porteur. Il s'accuse lui-même et dénonce ses complices qui, les uns par la frontière du sandjak, les autres par Antivari, devaient apporter d'autres bombes. Effectivement, ils sont arrêtés sans difficultés. C'étaient, pour la plupart, de très jeunes étudiants et quelques ouvriers, à la fois anarchistes et nationalistes; ils faisaient partie, disait-on, d'un groupement dont le prince héritier de Serbie, Georges, encourageait les tendances et connaissait les desseins. Le plan aurait été de tuer le prince Nicolas et ses fils. Les conjurés auraient voulu, par là, réaliser l'unité de tous les Serbes, soit, disent les uns, au profit des Karageorges, soit, prétendent d'autres, au profit du prince héritier de Monténégro, Danilo, que l'on aurait proclamé à la place de son père. Il y eut, plus tard, à la Skoupchtina monténégrine, de violents débats où ces hypothèses furent ouvertement émises; la dynastie serbe et particulièrement le prince Georges furent désignés comme les instigateurs du complot. Accusation invraisemblable, car le prince Nicolas est le grand-père du prince Georges et, à l'époque où les attentats devaient être commis, la princesse Hélène, fille du roi Pierre, était au palais de Cettigne auprès de son grand-père, et c'est ce moment que son frère aurait choisi pour faire sauter le palais! Il est difficile de croire à tant de noirceur. Ceux qui affirment qu'il a existé un véritable complot, l'attribuent à de jeunes zélateurs du panserbisme, dont le prince héritier aurait connu les tendances générales, mais non les projets criminels. La dynamite venait réellement de Serbie; les conjurés auraient réussi à se la procurer en déclarant qu'ils voulaient s'en servir en Macédoine où les propagandes

nationales ne sont pas scrupuleuses sur le choix des armes. D'autres voient, dans toute cette affaire, la main d'habiles agents provocateurs. Ils font remarquer d'abord l'absurdité des desseins, d'ailleurs vagues, que l'on prête aux conjurés. L'histoire de Raicovitch et de ses bombes paraît singulièrement suspecte. En voici une autre, qui ne l'est guère moins, et qui cependant a servi de preuve contre les accusés. Quelques jours après les premières arrestations, un complice, resté à Cattaro, adresse à un de ses affidés, à Cettigne, une lettre sans intérêt, mais, sur l'enveloppe, il écrit quelques mots qu'il dissimule sous les timbres : il demande si les complices arrêtés ont tout avoué. Or, il advient que l'enveloppe de la lettre tombe entre les mains d'un professeur, amateur de timbres, qui décolle ceux qui recouvraient les phrases compromettantes, lit et s'empresse de porter à la police cette précieuse pièce à conviction. L'aventure est étrange; une police qui chercherait à se procurer des preuves agirait-elle autrement? Encore l'expédient pourrait-il passer pour assez grossier!

Quelques jours après la capture du menu fretin des porteurs de bombes, commence le coup de filet politique. Inculpés d'avoir connu et favorisé le complot, de hauts personnages, anciens conseillers d'État, anciens ministres, anciens députés à la Skoupchtina, magistrats, médecins, avocats, sont emprisonnés. Le plus en vue était M. Gardachevitch, ancien conseiller à la Cour de cassation, beau-frère du prince Nicolas par son mariage avec la sœur de la princesse Miléna. L'accusation portait que le ministre de Russie aurait assisté à plusieurs réunions de conjurés. L'ancien président du Conseil, M. André Radovitch, se sentant menacé, avait quitté Cettigne pour Paris. Parmi les inculpés de marque, c'est lui que l'accusation cherchait surtout à atteindre. M. Radovitch a été l'âme et la tête du parti national

libéral. Vieux Monténégrin par l'énergie, le loyalisme et le courage, il appartient à la jeune génération par ses aspirations libérales et son sentiment profond de l'unité de la nation serbe. Élevé dans les écoles militaires d'Italie, il a voyagé dans toute l'Europe dont il connaît les langues et les institutions. Il a épousé la fille de M. Bojo Petrovitch; il est donc neveu par alliance du prince Nicolas. A Paris, où il passa l'hiver de 1908, il eut l'occasion de servir utilement les intérêts du Monténégro, au moment où le discours du baron d'Æhrenthal mit sur le tapis la question du chemin de fer du Danube à l'Adriatique. Il parlait de son pays avec un patriotisme, et de son souverain avec une vénération, dont ceux qui, comme nous, l'ont entendu, ne sauraient oublier l'accent. Au moment où le procès allait commencer, il partit pour Cettigne. « Je suis le chef du parti, disait-il, je ne dois pas abandonner mes amis, je suis innocent et je comparaîtrai avec confiance devant la justice de mon pays. » Il est aujourd'hui pour quinze ans au bagne de Podgoritza, une chaîne à la jambe gauche. Ses plus acharnés accusateurs affirment qu'il a été au courant de tout le complot, mais que cependant il n'a jamais cru qu'un attentat dût être dirigé contre le Prince ; ils disent qu'il a vu à Cattaro les individus chargés d'apporter les bombes et que, s'il est revenu à la veille du procès, c'est qu'il ignorait que les accusés eussent fait des aveux. D'autres se contentent d'affirmer que Radovitch était au courant de la propagande panserbe, mais qu'il fit tous ses efforts pour dissuader les agents de cette propagande d'agir par les bombes ; voyant qu'on ne l'écoutait pas, prévoyant des malheurs, mais ne voulant pas se faire délateur, il se serait enfui. Quoi qu'il en soit de ces allégations, aucune preuve sérieuse n'a été apportée contre lui au procès.

Des débats eux-mêmes, nous ne dirons rien, sinon

que le procès a été jugé par un tribunal d'exception dont la plupart des membres n'avaient aucune capacité juridique et que, dans la procédure comme dans la conduite des débats, on n'observa pas les règles tutélaires qui sont considérées, dans l'Europe occidentale, comme la garantie indispensable à une bonne justice[1]. Un incident, cependant, vaut d'être relevé, car c'est peut-être celui-là qui donne la clef de tout le procès. On vit un jour paraître au tribunal un jeune Bosniaque, se disant journaliste, dont le nom, alors ignoré, allait bientôt acquérir une célébrité d'assez triste aloi : c'était Georges Nastitch. Il demanda à parler et, sans étonnement, le président lui accorda la parole; il fit alors le tableau détaillé de toute la propagande serbe à l'étranger; il rattacha le procès de Cettigne à une série de faits de même nature, montrant partout la propagande serbe à l'œuvre, au Monténégro, en Bosnie, en Croatie. On sait comment, depuis lors, Nastitch a publié sa brochure *Finale* d'où sortit le procès d'Agram, et a fait carrière de dénonciateur. De l'avis général, Nastitch est un personnage louche; il passe pour un agent provocateur au service de qui le paie, que ce soit Vienne, Budapest ou le ban de Croatie. Si l'on se rappelle qui, à cette époque, avait intérêt à brouiller Cettigne avec Belgrade et à dénoncer l'existence d'une vaste intrigue serbe au Monténégro comme en Croatie et en Bosnie, et si l'on songe à l'intervention, inattendue tout au moins pour le public, de Nastitch au procès des bombes, on se demande, en vérité, si, à travers les obscurs détours de toutes ces affaires, on ne tient pas un fil conducteur.

Le 28 juin 1908 l'arrêt de la Cour est rendu. Deux accusés présents, parmi lesquels n'est pas Raicovitch, sont condamnés à mort. Quatre le sont par contumace. Les autres accusés sont condamnés à des peines variant

1. Cf. Ch. Printa, *le Procès de Cettigne* dans *les Questions diplomatiques et coloniales*, 16 septembre 1908.

de la réclusion à perpétuité à six années de la même peine. M. Radovitch a quinze ans de réclusion. Le prince gracie les condamnés à la peine capitale. Deux des condamnés à mort par contumace étaient en prison à Cattaro. Ils y sont jugés, quinze jours après le verdict de Cettigne, par le tribunal de la ville qui reçoit communication de la procédure de la cour monténégrine. Ils sont acquittés.

Le parti « national-libéral », au Monténégro, est anéanti. Le ministre de Serbie à Cettigne, installé depuis quelques mois seulement, quitte le Monténégro. Le procès d'Agram va commencer. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine est proche. Tels sont les événements qui suivent le procès des bombes : quelques-uns en sont la conséquence directe, et l'on jugera peut-être que les autres ne sont pas sans corrélation avec lui.

Nous avons dit plus haut[1] comment l'émotion provoquée dans tous les pays de langue serbe par l'annexion de la Bosnie (5 octobre 1908) eut pour conséquence de réconcilier, non pas le peuple monténégrin et le peuple serbe, dont les sympathies ont toujours été très vives, mais les dynasties et les gouvernements des deux pays. On crut généralement que cet élan de fraternité panserbe entraînerait la grâce des condamnés de Juin : il n'en fut rien. La réconciliation fut plus bruyante que sincère ; atténués par des nécessités patriotiques plus fortes, les ressentiments anciens subsistaient. Nous avons dit ci-dessus comment le Monténégro sut, avec l'appui des grandes puissances, obtenir de l'Autriche des avantages importants. La crise de l'hiver 1908-1909 passée, une nouvelle affaire n'allait pas tarder à éclater.

Vers le milieu du mois de septembre 1909, on commence à parler mystérieusement d'un complot qui aurait

[1] Voyez chapitre IV.

éclaté à Kolaschin (près de la frontière du sandjak); des officiers auraient tenté d'entraîner leurs hommes et d'enlever le dépôt d'armes de Kraila. Le ministre de l'Intérieur, M. Plamenatz, — qui passe pour être le moins éclairé et le plus implacable des conseillers du prince, — se rend sur les lieux et fait opérer de nombreuses arrestations. Complot serbe, disent les uns, suite de l'affaire des bombes, tentative pour délivrer les prisonniers : on aurait trouvé sur l'un des officiers arrêtés des lettres de Yasha Nenadovitch, un parent du roi Pierre, dont il fut déjà question au procès des bombes. Complot autrichien, ripostent les autres : on a vu un agent de la légation d'Autriche en conversation, sur une route déserte, avec un certain commandant Mitrovitch qui, à la première alarme, passa la frontière. Du procès, on ne sut rien ; il fut jugé sommairement, loin de Cettigne ; il y eut onze condamnations à mort, dont six par contumace. Le lieutenant Ginovitch, le porte-drapeau Yoyitch, le *kmed* (maire) Radeitch furent fusillés à Andriévitza ; le même jour, le lieutenant Mitrovitch et le fournisseur de l'armée Ylia Bojen Petrovitch subirent le même sort à Podgoritza. L'exécution eut lieu en plein midi, sur la place du marché, en présence d'une foule qui criait : « Vive le Prince! » L'un des officiers fusillés était le beau-frère de M. Radovitch, ayant épousé sa sœur. A Belgrade, à la nouvelle de l'exécution, des bandes de manifestants parcourent les rues et protestent violemment contre la rigueur du prince Nicolas.

A la même époque, on raconta qu'une échauffourée s'était produite à la prison de Podgoritza. Le condamné Radovitch, disent les officieux, aurait été malmené par ses codétenus qui l'accusaient de les avoir entraînés dans le complot des bombes et qui auraient cherché à l'assommer, croyant ainsi rendre leur grâce plus prochaine. La rixe, répondent les autres, a été préparée, soit pour

faire tuer sur place le prisonnier, soit pour le séparer de ses compagnons et permettre, quelque jour, de le faire plus aisément disparaître. Lui mort, les autres condamnés seraient graciés ; car c'est lui que l'on veut garder en prison et l'on n'ose pas gracier les autres sans lui que l'on sait le moins coupable et qui est venu, spontanément, se soumettre au jugement. Un fait reste certain et il est troublant : on a tenté de tuer le prisonnier.

Comment expliquer un tel acharnement? Faut-il y voir seulement un effet de cette « malédiction paternelle » promise par le Prince aux audacieux qui troubleraient son rêve idyllique de constitution patriarcale? Ses conseillers actuels seraient-ils parvenus à lui faire voir, en Radovitch et ses amis, les ennemis de sa gloire et de sa grandeur, acharnés à le diminuer, à le reléguer dans l'impuissance pour gouverner sans lui? Ou bien faut-il, éclairant le présent par le passé, chercher, dans les anciennes mœurs des clans de la montagne, l'origine psychologique de ces tristes événements? Le pouvoir, au Monténégro, est héréditaire de fait, mais les *vladikas* et, après eux, Danilo, mort sans enfant, ont toujours désigné leur successeur. Le prince Nicolas, qui veut assurer l'hérédité dans sa lignée, redouterait les autres branches de sa famille, et particulièrement son cousin germain Bojo Petrovitch, dont le caractère et l'intelligence sont appréciés de tous les Monténégrins. Un jour, à la chasse, en présence de membres du corps diplomatique, le Prince, s'asseyant, se plaignit de souffrir du pied et demanda à son cousin de lui tirer sa botte : Bojo pâlit et s'exécuta. On se souvient que la candidature de Bojo Petrovitch fut mise en avant pour la fonction de haut-commissaire des puissances en Crète ; le Prince permit à son cousin d'accepter, mais à la condition qu'il renoncerait à la nationalité monténégrine et à ses droits de membre de la famille princière.

Bojo refusa. Lorsque le Prince apprit que M. Radovitch allait épouser la fille de Bojo Petrovitch, il en aurait été vivement irrité et aurait cherché à l'en dissuader. Un autre cousin du Prince vit, depuis longtemps, en exil à Belgrade. Les querelles de famille et de clan, qui, — la littérature monténégrine en fait foi, — étaient si fréquentes et si âpres dans le Monténégro d'autrefois, se retrouvent peut-être dans les cruels événements d'aujourd'hui; elles ne suffisent pas à en donner la clé. L'explication la plus vraie, ne faut-il pas la chercher dans la psychologie humaine la plus commune? Ce que nous pardonnons le moins aux autres, ce sont les conséquences de nos propres erreurs : « Dans un moment d'enthousiasme, le vieux prince s'est trop hâté... » Il semble bien qu'en effet il s'est trop hâté, en octroyant une constitution à son peuple qui, dans sa masse, n'était pas mûr pour la vie politique, et qu'il se trompe encore, l'ayant accordée, de n'en pas accepter les conséquences.

La haute personnalité du prince Nicolas est si respectée, son nom si aimé de ses sujets, toute sa vie a été si noblement remplie, que ceux mêmes qui ont à souffrir de sa politique n'en rendent responsables que des conseillers médiocres et vindicatifs. Pour nous, dans ces affaires pénibles et obscures, nous nous garderons de prononcer un jugement définitif; mais ce qu'il est permis à un Français, ami du Monténégro, de dire, c'est l'effet déplorable qu'ont produit, dans toute l'Europe, les événements qui, depuis deux ans, se sont accomplis dans la Principauté. Il se peut que l'Europe se trompe, mais il est certain qu'elle se trompe avec unanimité; elle regarde M. Radovitch et ses amis comme les défenseurs et les victimes d'idées politiques qu'elle a depuis longtemps mises en pratique et qu'elle se doit à elle-même de trouver bonnes. Même si les accusés des derniers procès avaient été légalement et

justement condamnés, il n'en resterait pas moins qu'ils ont pour eux cette force souveraine des temps actuels qui s'appelle l'opinion : du point de vue politique, c'est cela surtout qui importe.

VI

Le prince Nicolas fêtera, dans l'été 1910, entouré de sa nombreuse et illustre famille, le cinquantième anniversaire de son avènement; de grandes fêtes sont annoncées ainsi que de royales visites. Le Monténégro reconnaissant bénira son prince pour la grande œuvre qu'il a accomplie. Acclamé roi par ses sujets, le Prince, dit-on, demanderait à l'Europe de lui en reconnaître le titre. Ces solennités joyeuses seront pour lui l'occasion d'accorder une amnistie générale; il voudra, pour cette fête de famille, se voir entouré de tous « ses chers Monténégrins. » Puisse, ce jour-là, le fantôme de ceux qui ne peuvent plus être graciés ne pas troubler l'allégresse nationale!

Lorsque enfin ces temps de tristesse et de calamité seront passés, les Monténégrins réconciliés se trouveront en face du problème de leur avenir.

Le danger qui pèse sur toute l'Europe, nous voulons dire la mésintelligence, qui commence heureusement à s'atténuer, entre Vienne et Pétersbourg, est particulièrement redoutable pour eux. Dans un conflit entre l'Autriche et la Russie, ils seraient nécessairement entraînés; leur existence même serait en jeu; c'est dans cette crainte qu'ils complètent leur armement et fortifient les points stratégiques. Le port d'Antivari, libéré des entraves de l'article 29, a reçu au mois d'août 1909 toute une cargaison de grosses pièces de

position, de batteries de montagne, de munitions, cadeau du Tsar à son allié.

La guerre, pour le Monténégro, c'est le risque, mais c'est aussi la possibilité du gain, l'espoir d'un avenir meilleur; la paix sera peut-être le dépérissement, la mort lente. Dans les conditions actuelles de la vie des peuples, le Monténégro ne peut vivre qu'artificiellement; le budget des recettes est insignifiant et l'Etat ne subvient à ses dépenses que grâce à des subsides étrangers; le commerce est à peu près nul, l'agriculture manque de terres; la population va en décroissant, malgré la fécondité des mères, par l'émigration. La pauvreté, la gêne, sont partout, jusque dans le palais princier. Depuis longtemps le gouvernement insiste auprès de la Turquie pour qu'elle procède à une régularisation du cours de la Bojana que les alluvions du Drin ensablent; ce travail aurait pour effet d'abaisser le niveau du lac de Scutari et de rendre à la culture de belles plaines aujourd'hui noyées, dont Monténégrins et Ottomans profiteraient. Pour le Monténégro, ce serait peut-être, au moins momentanément, le salut. Les Turcs, jusqu'ici, ont fait la sourde oreille. Les cartons de l'ingénieur du vilayet, à Scutari, sont remplis de beaux plans, qui n'en sortent pas. La diplomatie autrichienne, dit-on, s'emploierait à les y faire rester : l'Autriche n'a pas intérêt au développement du Monténégro qu'elle espère tenir un jour à sa merci; elle leurre le gouvernement princier d'un traité de commerce qui n'aboutit jamais; elle fait tout le trafic sur les côtes; le chiffre de ses importations au Monténégro est, à lui tout seul, quatre fois plus fort que le chiffre total des exportations de la Principauté; elle va ouvrir, à Spizza, un port franc pour annihiler celui d'Antivari. Cettigne, perchée au milieu de ses montagnes, était la forteresse naturelle d'un peuple de proie; elle ne saurait demeurer la capitale d'un Etat vivant pacifiquement de son tra-

vail; elle restera la ville sainte, la Moscou de la Principauté, mais il faut créer Pétersbourg à Antivari ou à Podgoritza. Tels sont les angoissants problèmes qui se posent pour les Monténégrins. Ils ne veulent pas mourir, mais ils se demandent s'ils pourront vivre.

Deux événements européens pourraient exercer une action décisive sur l'avenir du Monténégro. Le premier serait, en Autriche-Hongrie, la réalisation du « trialisme ». Si un grand Etat jouglo-slave, où entreraient la Croatie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, était constitué, on se demande si le Monténégro, et même la Serbie, ne seraient pas entraînés à s'y agréger : le ruisseau se perdrait dans le grand fleuve.

La formation d'une confédération balkanique, au contraire, ouvrirait pour le Monténégro, tel qu'il est constitué, et pour sa dynastie, des perspectives d'avenir; la Principauté tournerait son activité vers ces plaines et ces vallées de la péninsule où régnèrent jadis les grands Tsars slaves. Peut-être l'heure viendrait-elle, pour les Monténégrins, de s'y élancer de nouveau pour la guerre sainte qui chasserait enfin d'Europe l'ennemi héréditaire, le Turc. C'est l'espoir atavique qui survit au fond du cœur de tout Monténégrin. « Si les Serbes, les Bulgares et les Croates s'étaient fraternellement tendu la main, et si, appréciant à leur valeur les Grecs leurs voisins, ils avaient vécu en amis avec eux, d'autres chants retentiraient aujourd'hui du fier Olympe à la Drave. Hélas! c'est la haine qui a triomphé! » C'est un personnage de l'*Impératrice des Balkans* qui parle ainsi. Cette concorde qu'il a chantée comme poète, sera-t-il donné un jour à Nicolas Petrovitch de la faire régner comme souverain? L'hégémonie de la confédération balkanique pourrait-elle échoir à sa dynastie? L'avenir nous l'apprendra. Mais, que ce soit là le rêve suprême de sa vie, le but secret de toute son activité, c'est Danitsa, l'héroïne de son drame, inter-

prête de sa pensée, c'est l'*Impératrice des Balkans* elle-même qui nous le dit : « Nous serons le mauvais génie de la Turquie. Elle se brisera contre nos monts. Nous tendrons à nos voisins nos bras fraternels ; nous les aiderons dans leur malheur. Notre devise sacrée sera éternellement : les maux des frères par les frères pansés ! »

Post-scriptum. — L'événement que laissaient prévoir les pages qui précèdent n'a pas tardé à s'accomplir. La première quinzaine d'août 1910 a vu la petite principauté monténégrine devenir un royaume et le prince Nicolas ceindre la couronne royale ; en même temps il célébrait ses noces d'or avec la reine Milena. Le nouveau roi a été très bien accueilli dans la famille des souverains ; les missions spéciales, les visiteurs illustres n'ont pas manqué aux fêtes du couronnement. Le roi Ferdinand de Bulgarie, accompagné du prince héritier Boris, le roi d'Italie et la reine, fille du nouveau roi, le prince héritier de Serbie, Alexandre, et la princesse Hélène sa sœur, petits-enfants du roi Nicolas, le grand-duc Nicolas-Nicolaïevitch et la grande-duchesse Anastasie, sa femme, fille elle aussi du vieux roi, assistaient à cette fête de famille. La Turquie était représentée par Hussein Hilmi Pacha. Toute la presse européenne rappela les débuts difficiles, la bravoure, les hautes qualités du nouveau roi. Dans le souvenir du peuple, les fêtes resteront comme une apothéose du vieux chef vainqueur des Turcs.

On avait espéré que le roi du Monténégro, oubliant les griefs du prince, accorderait l'amnistie aux condamnés politiques et effacerait le souvenir douloureux du « procès des bombes » et des « complots » tragiques de ces dernières années. Il n'en a rien été ; Nicolas Ier a

poursuivi implacablement ses vengeances. Quelques comparses ont été relâchés, parmi lesquels le dénonciateur Raikovitch, l'ancien ministre des finances Giourovitch; mais les principales victimes restent en prison. Cette rigueur, dans une cause si douteuse, a produit en Europe une impression pénible d'étonnement et de tristesse.

Les frontières méridionales du Monténégro ont retenti du bruit des combats que les Albanais et les Turcs se livraient dans les cantons frontières. La réconciliation s'est achevée entre les tribus albanaises et leurs ennemis héréditaires du Monténégro; des milliers d'Albanais ont cherché un refuge sur le territoire monténégrin; des incidents de frontière sont survenus qui ont dégénéré en petits combats; le roi Nicolas a mobilisé ses troupes, au milieu d'un renouveau du vieil enthousiasme des guerres turques d'autrefois; et l'on a pu se demander si la guerre n'éclaterait pas entre l'Empire ottoman et le petit royaume. C'est à ce moment (mai 1911) que le gouvernement russe, sur les instances, dit-on, des deux grandes-duchesses monténégrines, fit faire par son ambassadeur une démarche auprès du gouvernement ottoman pour prévenir un conflit entre la Turquie et le Monténégro. L'amnistie qui rétablit la paix en Albanie semble devoir mettre fin à ces incidents dont nous avons déjà marqué l'importance dans le *post-scriptum* du précédent chapitre.

1er juillet 1911.

CHAPITRE VIII

LA ROUMANIE

DANS LA

POLITIQUE DANUBIENNE ET BALKANIQUE[1]

SOMMAIRE. — Une nouvelle sensationnelle. — L'entente militaire turco-roumaine.

I. — Les Roumains. — Le Roumain maître chez lui. — La Roumanie État danubien. — Configuration biscornue de la Roumanie. — La crise de 1877-1878. — La Roumanie indépendante.

II. — Importance de la Dobroudja. — La Roumanie et la Bulgarie. — La Roumanie et la Turquie; entente militaire. — Les « apaisements » de la Roumanie : Silistrie. — La politique roumaine. — Carol Ier.

III. — « La plus-grande Roumanie ». — Les Roumains de Macédoine. — Les Roumains de Transylvanie, de Hongrie et de Bukovine. — La Bessarabie. — Possibilités d'avenir.

IV. — Le développement économique de la Roumanie. — Le port de Constantza. — Nouvelle législation agraire. — Formation d'une classe moyenne. — L'armée roumaine.

V. — Importance de la Roumanie dans la politique européenne. — La France et la Roumanie.

Le 17 septembre 1910, un journal parisien[2] mettait en circulation une nouvelle destinée à faire sensation :

« D'après les renseignements de source absolument sûre qui nous sont parvenus dans la journée d'hier de

1. Cette étude a été écrite en mai 1911 et a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin.
2. Le *Matin*.

Constantinople, la Turquie a conclu une entente militaire avec la Roumanie. Cette entente assure aux Turcs le concours de l'armée roumaine contre la Bulgarie dans le cas où cette puissance attaquerait la Turquie. On nous affirme, d'autre part, que cette convention a été conclue sous l'inspiration des gouvernements de Berlin et de Vienne et que le baron Marschall, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, en a été l'un des principaux artisans. Elle est secrète. »

Lancée à l'improviste, sans qu'aucun événement y eût préparé l'opinion, la nouvelle provoqua, dans toute l'Europe, une vive surprise et souleva dans la presse des discussions passionnées. En France, elle fit presque scandale. L'idée qu'un Etat balkanique puisse conclure une alliance et une convention militaire avec le Turc, fût-ce avec le Jeune-Turc, n'est pas encore acclimatée dans l'esprit public; il s'en tient à la conception simpliste d'un antagonisme nécessaire, irréductible, entre le Turc conquérant et les peuples chrétiens du Balkan. On crut en outre trouver, dans la révélation d'une entente militaire turco-romaine, une preuve de l'inféodation de la Roumanie à la politique triplicienne : de là, dans notre pays, où la sympathie pour les Roumains est générale, une impression d'étonnement pénible. On se prit à réfléchir au rôle politique que la Roumanie est appelée à jouer dans la politique danubienne et balkanique. On eût dit que l'annonce de son entente avec la Turquie révélait en même temps les progrès accomplis par la Roumanie et la force qu'elle représente. Les Bulgares, les Serbes, mêlés aux agitations de la Macédoine, aux affaires de Bosnie et d'Albanie, remplissent les colonnes des journaux; chaque fois que la Grèce change de ministère, les commentaires de la presse sont copieux, mais on parle rarement de la Roumanie qui travaille dans le silence et se développe dans la paix. Deux cent cinquante mille Monténégrins, qui meurent

de faim dans leurs rochers, font plus de bruit et paraissent tenir plus de place que sept millions de Roumains dont le labeur fait fleurir et fructifier une des plus riches contrées de l'Europe.

Après avoir été amplement commentée et discutée, la nouvelle lancée par la presse fut finalement démentie par les gouvernements intéressés. Affirmée d'un côté, niée de l'autre, l'existence d'une convention écrite reste douteuse. Mais, vraie ou fausse, cette révélation aura eu l'avantage de provoquer des débats intéressants ; elle a éclairé l'opinion sur la situation véritable des Roumains en face des problèmes de l'Orient européen. En l'état actuel des relations politiques dans les pays balkaniques, une entente turco-roumaine, et, au besoin, une coopération militaire, est dans la logique des intérêts : c'est ce que nous voudrions démontrer. Cette démonstration faite, la question de savoir si deux signatures ont été échangées devient secondaire. Disons tout de suite que, pour notre part, nous inclinons à croire qu'aucune convention n'a été écrite : quand les intérêts sont manifestement d'accord, on se passe du notaire.

I

A partir de Vienne, jusqu'à la Mer Noire et à la Mer Egée, l'Europe s'émiette, tout le long du Danube, en petits groupes ethniques enchevêtrés les uns dans les autres, en petits Etats dont aucun ne dépasse dix millions d'âmes et qui, à mesure que l'on s'avance vers le Sud, deviennent comme une poussière de nationalités : autour du Balkan et du Pinde, les curieux d'ethnographie et les agents des propagandes nationales sont obligés de rechercher, village par village, les origines ra-

ciales et les affinités historiques de chaque molécule. De tous ces groupes, celui des Roumains est le plus nombreux, le mieux délimité, le plus distinct.

La grande cuvette du Danube et de la Tisza était jadis occupée par des tribus slaves, tandis qu'un peuple latin ou latinisé, les Valaques — les Roumains d'aujourd'hui — descendants des anciens colons de Trajan et des Daces romanisés, se maintenait, comme dans une forteresse, dans les montagnes de la Transylvanie. Au milieu de ces Slaves et de ces Roumains, le Magyar, au IXe siècle, tailla sa place à coups de sabre, refoulant les uns, séparant les autres, absorbant les moins résistants, tandis qu'au milieu des Roumains de la montagne s'implantait une autre tribu d'origine asiatique, les Szekels, qui seraient, dit-on, les petits-fils des Huns d'Attila, les descendants de ces Turcs Kiptchak qui combattaient dans les armées du Tchinghiz-Khan. N'étaient ces Szekels, aujourd'hui fondus avec les Magyars, et quelques colonies saxonnes de Transylvanie, qui ont introduit parmi eux un élément hétérogène, les Roumains constitueraient une masse compacte de plus de douze millions d'hommes. Sur ce nombre, près de trois millions et demi vivent en Hongrie et en Transylvanie, 230.000 dans la Bukovine autrichienne, 1.300.000 dans la Bessarabie russe, 90.000 en Serbie. Le reste, formant une masse de sept millions d'âmes, peuple la Moldavie et la Valachie et constitue le royaume de Roumanie.

C'est un des plus étranges phénomènes de l'histoire de l'Europe que cette survivance d'un noyau de peuple latin sur le Bas-Danube et dans les Carpathes. Protégés par les massifs épais où ils se réfugiaient quand les temps étaient trop durs, cramponnés à la glèbe nourricière, les descendants des colons de Trajan ont subi sans être emportés tous les remous de peuples qui, si souvent, ont fait et défait les empires dans les Balkans

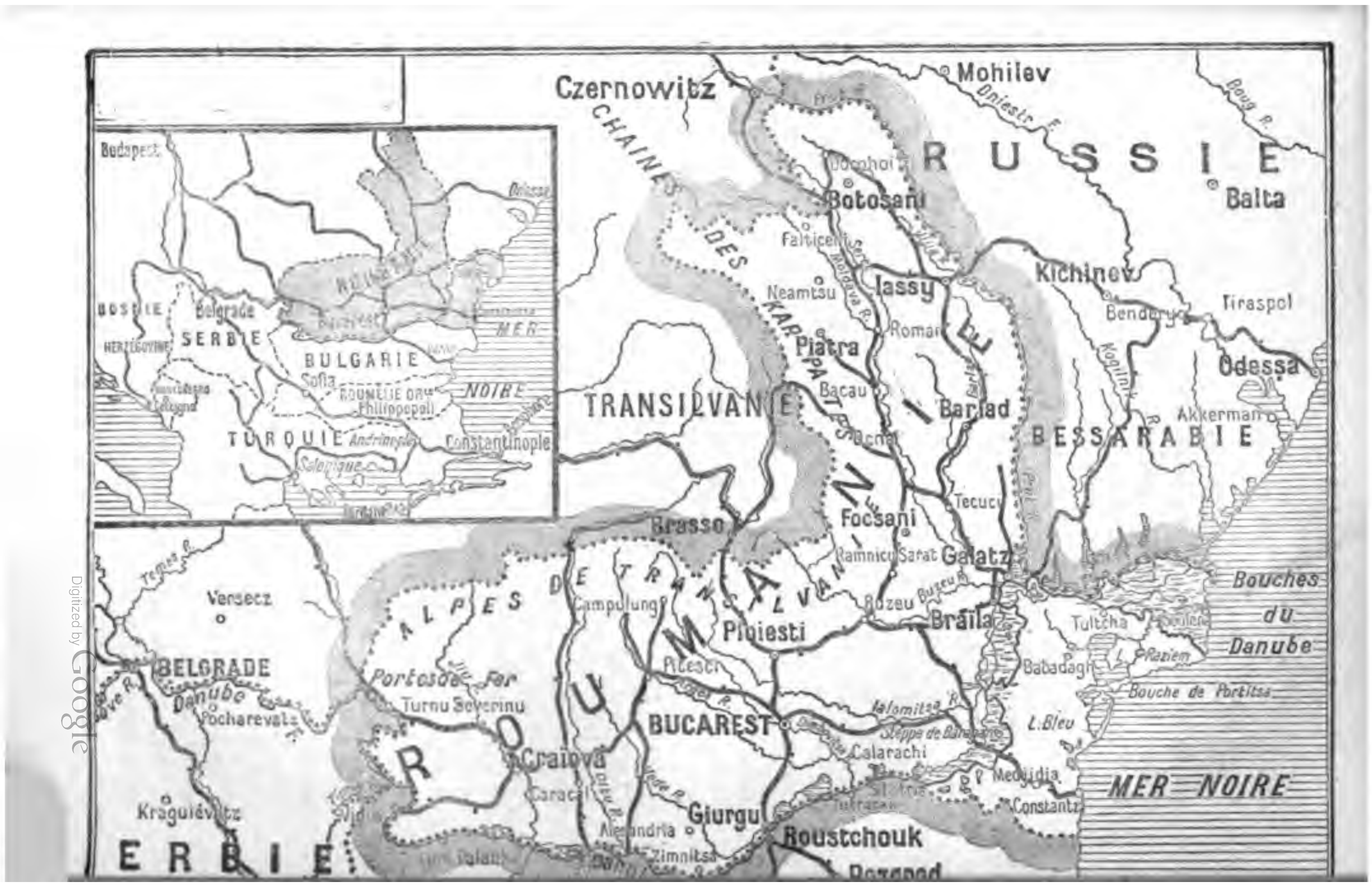
et sur le Bas-Danube ; courbés toujours, changeant de maîtres souvent, ils ont, à force d'énergie, de patience et d'humilité, survécu au cimeterre des Janissaires, au sabre des Houzards, à la rapacité des Phanariotes ; ils ont sauvé leur langue et leur individualité et ils s'épanouissent aujourd'hui en une nationalité vigoureuse, pleine de sève, fière de sa jeunesse retrouvée et de son avenir espéré. La nation roumaine affirme sa personnalité et prend conscience de sa valeur à mesure que l'instruction et l'aisance se répandent, et, en même temps, grandit en elle le désir de s'affranchir de toutes les tutelles et de développer toutes ses facultés. Cette aspiration générale caractérise aujourd'hui les progrès de la Roumanie ; politiquement et économiquement, elle cherche à se suffire à elle-même, à s'émanciper en se différenciant. Le Roumain indigène travaille, réussit, s'enrichit ; une classe moyenne se forme qui tend à éliminer l'étranger parasite, à se défendre contre l'envahissement du Juif, pour profiter elle-même des richesses de son sol. Autrefois, en Roumanie, le Roumain peinait et l'étranger profitait ; il en sera de moins en moins ainsi : le Roumain veut être maître chez lui. Cette tendance se marque et se marquera de plus en plus dans la politique extérieure du royaume, à mesure qu'il se dégage des hauts patronages qui ont abrité sa jeunesse. Nous ne voulons pas dire par là que la Roumanie cherche à se dégager de toute combinaison d'alliances ou d'ententes. — de plus grandes qu'elle se gardent de le faire, — ni qu'elle puisse jamais prendre, en Europe, un rôle de premier plan : ses forces ne le lui permettraient pas. Mais ses alliances, ses amitiés, son attitude politique dans les crises qui pourraient survenir, ne seront inspirées que par la seule considération de ses intérêts nationaux. Ce sont précisément ces intérêts qui feraient une loi à la Roumanie, dans certaines circonstances, de s'entendre avec l'Empire ottoman. Nous

voudrions le démontrer en exposant les conditions dans lesquelles vit et se développe le royaume moldo-valaque.

La Roumanie est un État danubien. Sur une très grande étendue, des Portes de Fer à Silistrie, le fleuve, qu'aucun pont ne franchit, la sépare des pays Balkaniques, Serbie et Bulgarie. En même temps qu'il lui sert de frontière, le Danube est son artère vivifiante, sa grande voie commerciale. Depuis que le traité de Berlin lui a donné la Dobroudja, elle a pris pied sur la rive droite ; les deux rives du Bas-Danube sont roumaines jusqu'au confluent du Pruth, russo-roumaines ensuite jusqu'à la mer ; les îles du Delta sont roumaines ; roumaine aussi, au large, l'île des Serpents. La Roumanie commande la porte de sortie de cette grande voie internationale de navigation et de commerce. Le Danube est neutre de par les traités ; la Commission du Danube est chargée de veiller à la liberté de la navigation[1]. Il n'en est pas moins vrai qu'en cas de guerre générale, les canons et les torpilleurs roumains pourraient, en dépit des traités, fermer la sortie du fleuve. Par la Dobroudja, la Roumanie a une fenêtre ouverte sur la Mer Noire et, par là, sur le monde méditerranéen. Par son port de Constantza, relié à Bucarest par le magnifique pont de Czernavoda, la Roumanie est directement intéressée à l'équilibre balkanique et à l'avenir de l'Empire ottoman. L'ouverture de son port, l'activité commerciale qui s'y est développée, la ligne de navigation qui en part, font dépendre la prospérité de la Roumanie de la liberté du Bosphore et des Dardanelles. Or la question des Détroits implique tout l'ensemble de la question d'Orient ; la Roumanie ne peut pas s'en désintéresser[2].

1. Voyez sur ce point le livre très intéressant qui vient de paraître, de M. Demorgny, secrétaire de la commission européenne du Danube : *La question du Danube* ; Paris, Larose, 1911, in-8°.
2. Voyez, sur ce point, notre chapitre sur *la question des Détroits* dans *l'Europe et l'Empire ottoman*.




RUSSIE
Czernowitz
Mohilev
Dniestr R.
Boug R.
Balta
Botosani
Dorohoi
Falticeni
Neamtsu
Iassy
Kichinev
Bendery
Tiraspol
Odessa
Akkerman
Kogilnik
BESSARABIE
Roman
Piatra
Bacau
Barlad
Ocna
Tecucy
Focsani
Ramnicu Sarat
Galatz
Braila
Buzeu
Bouches du Danube
Tultcha
L. Razim
Babadagh
Bouche de Portitsa
L. Bleu
MER NOIRE
Medjidia
Constantza
CHAINES DES KARPATES
TRANSILVANIE
Brasso
ALPES DE TRANSILVANIE
ROUMANIE
Campulung
Ploiesti
Pitesti
BUCAREST
Ialomitsa R.
Steppe de Baragan
Calarachi
Silistrie
Giurgu
Roustchouk
Alexandria
Zimnitsa
Craiova
Caracal
Olt R.
Portes de Fer
Turnu Severinu
Versecz
BELGRADE
Danube
Pocharevatz
Kraguiévatz
SERBIE
Temes R.
Budapest
Odessa
Bosnie
Belgrade
SERBIE
HERZÉGOVINE
BULGARIE
Sofia
ROUMÉLIE OR.
Philippopoli
MER NOIRE
TURQUIE
Andrinople
Constantinople
Salonique

Mais sa configuration géographique l'engage en même temps dans d'autres problèmes. Elle a la forme d'un croissant qui, s'adossant au Danube, à la Mer Noire et au Pruth, embrasse dans sa concavité le massif montagneux de la Transylvanie. La corne méridionale du croissant s'allonge vers l'Occident, par la Petite-Valachie, jusqu'aux Portes de Fer où elle confine aux plaines hongroises du Banat dans lesquelles les Roumains sont nombreux, et où elle n'est séparée de la Serbie que par le Danube dont le large cours n'empêche pas les émigrants valaques de coloniser les cantons serbes du voisinage; ils s'y comportent d'ailleurs en loyaux sujets du roi Pierre. L'autre corne s'allonge vers le Nord, entre le Pruth et les montagnes, et touche à la Bukovine autrichienne qui envoie au Reichsrat de Vienne cinq députés roumains. Par là, les Roumains sont en contact avec les Petits-Russiens ou Ruthènes, avec les Polonais, les Russes; toutes les transformations qui peuvent survenir dans l'Europe centrale, tous les conflits qui peuvent éclater, affectent leurs intérêts. La Moldavie allonge du Sud au Nord, sur une grande étendue, ses fertiles campagnes; elle s'interpose, comme un tampon, entre les plaines russes et les Carpathes austro-hongroises ; dans une guerre entre l'Autriche et la Russie, la Roumanie ne pourrait guère rester indifférente. Par ses longues frontières, par sa configuration biscornue, la Roumanie se trouve avoir beaucoup de voisins, d'où l'éventualité de beaucoup de conflits.

Si l'on regarde une carte de l'Europe orientale, on est frappé de la disposition caractéristique des couleurs qui distinguent les divers États : la Turquie d'Europe, la Bulgarie, la Roumanie forment trois bandes parallèles au Danube et au Balkan, trois couches de population qui s'étendent longitudinalement de l'Est à l'Ouest et qui, du Sud au Nord, vont se superposant par tranches assez minces représentant à la fois des races et

des États. La masse russe et la masse austro-hongroise semblent peser sur l'ensemble et le comprimer. Ainsi la Roumanie est serrée, en sandwich, entre la Russie slave et la Bulgarie slave; celle-ci à son tour se trouve laminée entre la Roumanie latine et Thrace ottomane. Entre les diverses tranches, pas de frontière naturelle; la plaine bulgare de Philippopoli s'ouvre largement, par la Maritza, sur la plaine turque d'Andrinople; la Dobroudja roumaine n'est séparée par aucun obstacle naturel des cantons bulgares voisins; enfin, entre l'immense plaine de la Petite-Russie et les champs moldaves, le Pruth ne forme qu'une insignifiante barrière. Ces plaines ont, au cours des siècles, souvent changé de maître; elles sont une proie facile pour les conquérants; d'où, pour les États qui s'y constituent, l'obligation vitale de monter une garde vigilante et de tenir leur poudre sèche; de là aussi la probabilité d'alliances ou d'ententes pour le maintien de l'équilibre général et la sauvegarde de la sécurité de chacun.

Dans la crise de 1877-1878, la Roumanie a fait l'amère expérience des périls de sa situation géographique; elle se trouvait sur le passage des deux grandes puissances qui allaient se heurter; son indépendance n'était, à cette époque, reconnue ni par les Turcs, ni par l'Europe. Les troupes du Tsar, en marche vers le Danube, entrèrent en Moldavie sans attendre la signature de la convention qui devait les y autoriser; Gortchakof ne cachait pas que si la permission était refusée, l'armée la prendrait de force. La Roumanie fut sauvée par la fermeté et l'habileté de son prince; entre deux guerres, il choisit la seule qui pût être à la fois profitable à son pays et justifiable devant l'opinion étrangère: il marcha avec les Russes. L'armée roumaine, patiemment formée par le prince Carol, parut sous Plevna[1];

1. Voyez la conversation du roi Carol, au sujet de l'intervention de l'armée roumaine, dans le livre déjà cité de M. Demorgny.

ses succès, qui sauvèrent l'armée russe, furent, pour toutes les puissances, une révélation; le jour du dernier assaut de Plevna, la Roumanie, par le courage de ses soldats et l'énergie de son souverain, acquit droit de cité en Europe : le pays y gagna son indépendance et le prince sa couronne royale. Au traité de Berlin, la Roumanie dut céder la Bessarabie méridionale que la Russie avait perdue par le traité de Paris et qu'elle tenait à honneur de recouvrer, mais elle reçut en compensation la Dobroudja[1]. L'avenir a prouvé qu'en dépit des apparences, elle n'avait pas perdu au change. La Dobroudja est une terre vierge, une terre de colonisation que les Roumains mettent aujourd'hui en valeur, et surtout ils ont acquis, avec le port de Constantza, une fenêtre sur le monde extérieur. C'est par Constantza que la Roumanie respire.

Les premiers mois qui suivirent le traité de Berlin furent pour la Roumanie et son roi une période d'incessantes alarmes. On croyait alors que la Bulgarie, affranchie par les victoires russes, resterait sous la tutelle étroite du Cabinet de Pétersbourg. La Roumanie dut subir le passage, sur son territoire, d'une route d'étapes pour le ravitaillement et la relève de l'armée qui occupait la Bulgarie[2]; certains corps russes se com-

1. La Dobroudja est plus étendue de 3.500 kilomètres carrés que les districts de la Bessarabie repris par la Russie, mais elle est moins peuplée et moins riche.

2. L'article VIII du traité de San-Stefano disait : « Les troupes d'occupation russe en Bulgarie conserveront leurs communications avec la Russie *non seulement par la Roumanie*, mais aussi par les ports de la Mer Noire. » La Russie disposait ainsi du territoire roumain sans consulter la Roumanie; les Roumains en furent mécontents. Gortchakof le prit de très haut et dit au représentant de la Roumanie : « Est-il vrai que votre gouvernement ait l'intention de protester contre le huitième article du traité...? L'Empereur, déjà mal disposé envers vous par votre attitude au sujet de la Bessarabie, perdra toute patience si une pareille déclaration est faite. S. M. m'ordonne de vous dire, pour l'information de votre gouvernement, que si vous avez l'intention de protester contre l'article en question ou de vous y opposer, elle

portèrent chez leurs alliés comme en pays conquis; ils n'ont pas laissé un bon souvenir dans les villages moldaves. Il fallut toute la diplomatie fière et conciliante à la fois du roi Carol, pour éviter, dans ces circonstances difficiles, une catastrophe ou une humiliation nationale. C'est depuis cette époque que la dynastie de Hohenzollern est devenue, en Roumanie, une royauté vraiment nationale. La Bulgarie, cependant, ne tarda guère à secouer la tutelle un peu lourde du « tsar libérateur » et de ses généraux; les défiances des Bulgares à l'égard de la Russie, leur passion pour une indépendance complète ont beaucoup servi la Roumanie dans l'œuvre de son propre affranchissement. Le redoutable étau qu'elle avait craint un moment de voir refermer sur elle ses puissantes mâchoires, desserrait son étreinte; la Roumanie respirait. Mais la leçon n'a été perdue ni pour elle, ni pour son roi. Celui-ci s'est appliqué avec une sollicitude plus active que jamais au renforcement et à l'instruction de son armée. Aujourd'hui la Russie, même en cas de conflit avec la Turquie, ne serait plus tentée de violer le territoire roumain et d'y prendre de force un passage qui ne serait pas accordé de gré. Dans tout conflit danubien ou balkanique, les puissances devraient compter avec la Roumanie et son armée.

II

La Dobroudja, cette terre de landes et de marais que le traité de Berlin a donnée aux Roumains et que leur énergie colonisatrice a déjà métamorphosée, remplit,

ordonnera l'occupation de la Roumanie et le désarmement de l'armée roumaine. » (D'Avril, *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 393. Leroux, in-8°.)

dans l'équilibre politique de l'Europe, un office très important : elle sépare la Russie slave de la Bulgarie slave. A un Bulgare qui regrettait que le Congrès de Berlin n'eût pas attribué toute la rive droite du Danube à la Bulgarie, Stambouloff répondait : « Bénissez le Ciel que la Dobroudja vous sépare de la Russie[1] » Les vœux du terrible dictateur sont accomplis : la politique bulgare est pleinement indépendante de celle de la Russie, mais les souvenirs de l'époque héroïque, les affinités de race, de religion et d'intérêts peuvent, à un moment donné, amener entre les deux pays une alliance qui pourrait être dangereuse pour la Roumanie; c'est l'une des éventualités en vue desquelles elle ne peut manquer de se prémunir; elle n'a qu'un moyen de le faire, c'est de s'entendre avec l'Autriche-Hongrie qui, rivale de la Russie dans les Balkans, a le même intérêt qu'elle. De fait, le roi Carol et ses ministres ont eu depuis longtemps des pourparlers avec le Cabinet de Vienne en prévision d'une nouvelle descente russe vers le Bosphore : une entente militaire, conclue en 1891, prévoit qu'en cas d'agression russe, l'armée roumaine et l'armée autrichienne se prêteraient un mutuel appui. En interposant une terre roumaine entre la Russie et la Bulgarie, les plénipotentiaires de Berlin ont poussé la Roumanie vers l'Autriche-Hongrie, dont certains intérêts considérables auraient dû l'éloigner. Du fait qu'elle possède la Dobroudja, la Roumanie devient naturellement la sentinelle avancée de la Triple Alliance en face du Slavisme. La Roumanie est liée à l'Empire allemand par des liens dynastiques, mais ce sont des raisons plus profondes, inscrites dans le traité de Berlin, qui lui ont imposé comme une nécessité la pratique d'une politique vers laquelle l'inclinaient déjà les préférences de son souverain.

1. Cité par M. André Bellessort dans le livre charmant qu'il a consacré à *la Roumanie contemporaine* (Perrin, in-16).

Le Turc, avec son armée réorganisée, pèse d'un poids lourd dans ce dosage de forces d'où l'équilibre de l'Orient doit résulter. Il est séparé du Roumain par le Bulgare : il n'a donc rien à craindre du premier, tandis qu'il redoute les ambitions du second. Rien donc de plus naturel pour lui que de s'entendre avec le Roumain pour contenir les impatiences du Bulgare et arrêter la descente du Russe vers Constantinople. En laissant de côté l'hypothèse d'une alliance entre la Russie et la Bulgarie et en supposant que la Bulgarie seule attaque la Turquie, la Roumanie croit que, même dans ce cas, son intérêt lui commanderait de marcher d'accord avec la Sublime-Porte. Elle a pris pour maxime fondamentale de sa politique la règle, que nous avons si malheureusement oubliée en 1866, que l'accroissement d'un Etat est, *ipso facto*, une diminution pour ses voisins : les proportions se trouvant changées, l'équilibre est rompu. Mais ce n'est pas, comme l'a fait Napoléon III, après l'événement qu'il convient d'appliquer ce principe, c'est avant : le roi Carol n'y a pas manqué. On a dit souvent de la Bulgarie qu'elle est la Prusse des Balkans. Le Hohenzollern qui règne à Bucarest est résolu à ne pas laisser accomplir, au bénéfice de cette « Prusse des Balkans », ce que le Hohenzollern de Berlin a réalisé au bénéfice de la Prusse et au détriment de l'Autriche et de la France. Comparée à la Bulgarie, la Roumanie est actuellement, sous le rapport de la population et des ressources générales, dans la proportion de sept à quatre. Elle a sept millions d'âmes, et la Bulgarie moins de quatre. Elle ne veut pas voir cette proportion se modifier à son désavantage. Une victoire bulgare, qui ressusciterait la Grande-Bulgarie de San Stefano, mettrait la Roumanie en état d'infériorité ; elle risquerait de se trouver étouffée entre deux grands empires slaves ; elle redouterait que la Bulgarie victorieuse ne cherchât à s'emparer de la Dobroudja sous prétexte qu'une partie

des paysans qui y vivent sont de race bulgare. Aussi est-il permis de croire que, sous une forme quelconque, entre la Sublime-Porte et Bucarest, le cas d'une agression bulgare a été envisagé, et que tout se passerait, en cas de guerre, *comme si* un accord avait été conclu.

Le Roumain, se tournant vers son voisin Bulgare, lui tient à peu près ce langage : « Nous désirons être vos amis ; nous verrons toujours avec plaisir vos progrès économiques et sociaux, l'accroissement de votre richesse, de vos chemins de fer, de vos échanges, mais si vous vouliez faire la guerre aux Turcs pour porter vos frontières jusqu'à la mer Egée, réaliser la Grande Bulgarie de vos rêves ou créer une Macédoine indépendante qui serait nécessairement une Macédoine bulgare, prenez garde : nous mobiliserions nos troupes et pendant que vous descendriez sur Andrinople, nous marcherions sur Sofia, nous menacerions les derrières de votre armée, nous arrêterions ses progrès, ou, tout au moins, nous saisirions un gage qui nous assurât le droit d'être partie intervenante au traité de paix et de ne pas rester les mains vides tandis que vous garniriez les vôtres. » Ainsi menacée à revers pendant qu'elle combattrait de front contre les Turcs, la Bulgarie serait paralysée, d'autant mieux que sa forme, allongée d'Est en Ouest et étroite du Sud au Nord, mettrait la base d'opérations de l'armée qui attaquerait Andrinople à quelques jours de marche des corps roumains. A plusieurs reprises, en ces dernières années, le gouvernement du roi Carol a nettement fait connaître ses intentions au Cabinet de Pétersbourg avec lequel il entretient des relations très confiantes ; les conseils pacifiques que le gouvernement du Tsar a fait, en diverses circonstances, entendre à Sofia s'appuyaient ainsi sur un argument singulièrement fort. On s'est étonné en Europe, on s'est indigné dans les milieux nationalistes bulgares ou macédoniens, de ce que le roi Ferdinand

n'ait pas profité du désarroi où était l'armée turque après la révolution de juillet 1908, ou après le coup d'Etat d'Abd-ul-Hamid en avril 1909, pour marcher sur Constantinople et signer à son profit un nouveau traité de San Stefano. La véritable raison de cette abstention, c'est en Roumanie qu'il faut aller la chercher.

Les Bulgares le savent bien ; mais il en est parmi eux qui pensent que l'obstacle est plus formidable en apparence qu'en réalité. « Si, disent-ils, les Roumains envahissaient notre territoire pendant que nous serions engagés avec les Turcs, nous ne devrions pas leur opposer un seul soldat, mais ouvrir toutes les portes devant eux ; ni l'opinion européenne, ni même l'opinion roumaine n'admettraient que, dans ces conditions, l'armée roumaine vînt frapper par derrière et écraser ces mêmes Bulgares affranchis par sa bravoure aux jours de Plevna. » Même dans l'hypothèse où les choses se passeraient ainsi, il n'en reste pas moins que les Roumains occuperaient une partie du territoire bulgare et que les opérations de l'armée aux prises avec les Turcs en seraient singulièrement contrariées. La prudence du roi Ferdinand a mesuré toutes ces difficultés ; elles lui ont paru assez graves pour imposer la paix à la Bulgarie frémissante. A l'automne 1910, au moment où les Turcs, sous prétexte de désarmement, se livraient en Macédoine aux sévices dont nous avons donné ici quelques exemples[1], en Bulgarie l'opinion publique, violemment irritée, reprochait au Roi et au gouvernement leur inaction ; des réfugiés macédoniens, étalant leurs plaies et leurs haillons, émouvaient la pitié de leurs frères bulgares ; la situation était menaçante ; on allait jusqu'à dire qu'une révolution pouvait emporter le trône du roi Ferdinand ; c'est à ce moment précis qu'un journal français donna, comme venant de Cons-

1. Voyez ci-dessus, chapitre II, pages 124 et suiv.

tantinople, la nouvelle d'une convention militaire turco-roumaine, si bien qu'il est permis de se demander si cette révélation, vraie ou fausse, n'aurait pas été destinée à expliquer et à justifier l'attitude résolument pacifique du roi Ferdinand ; l'auteur de cette utile indiscrétion n'aurait fait, pour ainsi dire, que concrétiser en un fait significatif toute une situation politique sur laquelle il aurait voulu attirer l'attention.

Une convention militaire turco-roumaine ne serait, en effet, que la traduction écrite de la politique qui engage dans un même système la Triple Alliance et, avec elle, la Roumanie et, jusqu'à un certain point, la Turquie. Le roi Carol ne s'accommoderait pas aujourd'hui de la neutralité que Bratiano et Kogalniceano demandaient pour la Roumanie au Congrès de Berlin. Sur les confins de la péninsule Balkanique, il se regarde comme la sentinelle avancée de la Triple Alliance et du germanisme. L'Allemagne, dont l'influence est si forte aujourd'hui à Constantinople, ne peut qu'être favorable à une entente militaire entre la Turquie et la Roumanie. L'armée roumaine est exercée à l'allemande, elle a des canons Krupp et des fusils allemands, comme l'armée turque. Les grandes puissances préfèrent ne pas s'engager elles-mêmes dans les affaires balkaniques ; l'Allemagne, en particulier, trop éloignée pour s'y mêler directement, serait bien aise de trouver un prête-nom qui jouât son jeu et servît ses intérêts. La Roumanie se charge volontiers de ce rôle parce qu'elle y trouve son avantage. Si, en cas de conflit turco-bulgare, elle envoyait son armée prendre à revers les forces bulgares, elle agirait conformément aux vues du Cabinet de Berlin, mais aussi conformément à ses intérêts propres. La vitalité de la combinaison qui fait entrer la Roumanie dans l'orbite de la Triple Alliance s'est manifestée notamment dans l'été 1910 quand Hakki Pacha, ministre des Affaires étrangères ottoman, est venu

rendre visite au roi Carol avant de partir pour les eaux de Bohême où il devait rencontrer le comte d'Æhrenthal et M. de Kiderlen-Wæchter.

Nous dirons dans le chapitre suivant quelle serait l'attitude de la Roumanie dans le cas où les États balkaniques chercheraient à se grouper en une Confédération. Si la combinaison était dirigée contre l'Empire ottoman, la Roumanie refuserait d'y entrer, et son abstention la ferait échouer ou la paralyserait. S'il s'agissait au contraire d'une Confédération générale où la Turquie aurait sa place, la Roumanie n'aurait aucune raison de s'en tenir éloignée : elle s'y agrégerait sans doute et sa politique s'en trouverait peut-être radicalement modifiée; elle pourrait prendre appui sur les États balkaniques pour faire face au Nord et poursuivre, en face de l'Autriche et de la Russie, une politique « panroumaine ».

Il n'est, en politique, opposition si résolue qui ne se laisse fléchir si elle reçoit ce que les diplomates appellent, d'un si joli euphémisme, ses « apaisements ». Quelles que soient les sympathies personnelles du souverain, son gouvernement et lui-même sont guidés par les seuls intérêts de la nation roumaine. Si, dans un remaniement territorial des États de la péninsule, la Roumanie trouvait la satisfaction de ses ambitions légitimes et recevait les garanties qu'elle juge nécessaires, pourquoi se refuserait-elle à une entente avec la Bulgarie? Peut-être même ses démonstrations ne seraient-elles menaçantes que dans le secret dessein de stipuler un prix plus avantageux de sa retraite? Il n'est pas difficile de deviner en quoi pourraient consister, en pareil cas, les « apaisements » de la Roumanie ; il suffit de se reporter aux débats du Congrès de Berlin et aux négociations diplomatiques auxquelles a donné lieu l'opération de la délimitation. Il faut se souvenir que, pour rendre moins amer aux Roumains l'échange de la Bessarabie méridionale contre la Dobroudja, exigé par le Tsar et Gort-

chakof, le premier plénipotentiaire français, M. Waddington, proposa et fit adopter une extension considérable du territoire roumain au Midi de la Dobroudja ; la frontière fut reportée jusqu'au delà de Mangalia, sur la Mer Noire, et, le long du Danube, jusqu'à une petite distance de Silistrie. M. Waddington insista même sans succès pour que la part de la Roumanie englobât la ville de Silistrie, à laquelle sa forte position sur le Danube donne une importance particulière. Lors des opérations de délimitation, il y eut encore de longues contestations à propos d'un village voisin de Silistrie, Arab-Tabia; malgré l'opposition très vive de la Russie et la mauvaise humeur de Bismarck [1], Arab-Tabia finit par rester à la Roumanie, mais Silistrie avec ses vergers, ses jardins et ses vignes, demeura bulgare.

La vieille citadelle de Silistrie est un point stratégique très important; c'est la clef de la Dobroudja. Cette province, habitée par des Bulgares et par des Tatars musulmans, au milieu desquels les colonies roumaines n'étaient, au moment de l'annexion, qu'une faible minorité, est encore mal rattachée à la Roumanie ; les Bulgares ne regardent pas sans regrets ces plaines qui sont la prolongation naturelle des leurs et où habitent un grand nombre de leurs frères. Mais la Dobroudja est devenue indispensable à la vie des Roumains ; ils s'alarment de voir le port de Constantza, qu'ils ont créé

1. Voyez la lettre du prince Carol au prince Antoine de Hohenzollern, dans *Quinze ans d'Histoire* (1866-1881), d'après les *Mémoires* du roi de Roumanie, par le baron Jehan de Witte. Plon, 1905 in-8°, p. 389 : « L'attitude hostile de la Russie ne m'étonne pas ; je préfère l'avoir comme adversaire que comme tutrice : mais la conduite peu bienveillante de l'Allemagne m'offense profondément ».

Ces *Mémoires* du roi ont été rédigés par le docteur Schœfer d'après des documents privés et personnels, appartenant au roi Carol, sa correspondance, son journal; malgré le ton impersonnel ce sont bien de véritables mémoires. Ils ont paru d'abord en allemand à Stuttgard, puis en français à Bucarest sous le titre de : *Notes sur la vie du roi de Roumanie par un témoin oculaire* (4 vol. in-8°, édition de *l'Indépendance roumaine*).

à grands frais, et le chemin de fer qui y mène, exposés, dans un pays plat, sans frontières naturelles, au raid audacieux d'un adversaire bulgare. L'armée roumaine est obligée de monter une faction pénible dans ces plaines ouvertes. La possession de Silistrie et de sa banlieue remédierait à ces inconvénients et apaiserait ces craintes; Silistrie fortifiée deviendrait la base solide de la domination roumaine sur la rive droite du Bas-Danube. Pour les mêmes raisons qui la font convoiter des Roumains, les Bulgares attachent un grand prix à sa conservation ; mais si les circonstances les plaçaient un jour en face de la nécessité de risquer un coup de partie et d'attaquer les Turcs, l'abandon de Silistrie ne serait pas un prix trop élévé pour la neutralité, peut-être même pour le concours actif de l'armée roumaine. Il est des heures décisives où il faut savoir donner peu pour gagner beaucoup. Si les Turcs devaient être un jour chassés d'Europe, ils le seraient par une entente de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie, la Roumanie ayant reçu ses « apaisements ».

Ainsi, l'avenir et la sécurité de la Turquie, en Europe, dépendent, pour une forte part, de la Roumanie. La leçon de 1877-1878 est restée présente à l'esprit du roi Carol et des hommes d'État roumains. Ils ont travaillé avec persévérance pour que leur pays ne puisse plus être exposé sans profit aux hasards d'une grande guerre; si la Roumanie prenait les armes aujourd'hui, ils veulent que ce ne puisse être que pour sa propre querelle. Quand le prince Carol, après le Congrès de Berlin, se rendit à Potsdam en août 1880, Bismarck lui parla des « difficultés énormes » qui résultaient pour la Roumanie de sa situation géographique, et lui conseilla « de ne pas prendre une attitude trop rude à l'égard de la Russie (1). » Ces conseils de pru-

(1) Jehan de Witte, *ouv. cit.*, p. 432.

dence étaient superflus adressés au souverain éminent qui a su faire de la Roumanie un État fort et garantir son avenir par tout un système d'alliances, d'ententes et de contre-assurances. Si la Roumanie tient aujourd'hui en Europe une place enviée, c'est, pour une large part, à la prudence et à l'énergie de son roi qu'elle le doit.

Charles I[er], roi de Roumanie, est un Hohenzollern; il est le second fils de ce prince Antoine, dont le nom fut si souvent prononcé en France à l'époque tragique où son fils aîné fut candidat au trône d'Espagne. De sa lignée princière, il a l'orgueil du nom et du sang. Un Hohenzollern doit être soldat, s'il n'est pas roi : le prince Charles a été l'un et l'autre. Il avait, de naissance, le don du commandement, le sens de la discipline, le goût des responsabilités; il n'a recherché, dans l'exercice du pouvoir, ni les jouissances grossières, ni même les plaisirs délicats; régner, c'est, pour lui, mettre en action et développer les dons spéciaux qu'un décret nominatif de la Providence semble aux Hohenzollern avoir imparti à leur race pour le gouvernement des hommes; sa vie privée est simple, ses mœurs austères, avec une nuance de mélancolie qui fait penser à la tristesse de ces plateaux de la Souabe où s'élève le vieux nid de hobereaux d'où est sortie la lignée des Hohenzollern. Les lettres fréquentes qu'il échangeait avec son père tant que celui-ci vécut et qu'il a insérées dans ces *Mémoires* qui constituent un si précieux document pour l'histoire contemporaine, nous le montrent, sous des apparences de froideur, passionné pour la politique et pour l'art de la guerre. Il était capitaine de dragons prussiens quand l'imprévoyance de Napoléon III fit de lui un prince régnant de Roumanie, et il est resté toujours épris de gloire militaire; sa fermeté et son coup d'œil, à Plevna, sauvèrent l'armée russe : ce fut sans doute le plus beau moment de sa vie. Les triomphes des armées

prussiennes en 1866, en 1870, la résurrection de l'Empire allemand au profit des Hohenzollern, excitaient son émulation; il voulait être, sur le Bas-Danube, à la hauteur de la prodigieuse fortune de sa maison. Il suivit les méthodes et les exemples que le succès consacrait avec tant d'éclat; il donna tous ses soins à l'armée qu'il n'a jamais cessé de perfectionner et d'accroître. En politique, son application, son bon sens, sa ténacité ont parfaitement servi la prudence de ses desseins; il a montré, en diplomatie, la vigilance et l'esprit de décision dont il avait brillamment fait preuve, en 1877, à la tête de ses troupes. Secondé par la bonté active et l'intelligence brillante de la Reine, il a fini par s'imposer au respect et à la reconnaissance d'un peuple latin et oriental qui, par ses qualités comme par ses défauts, diffère si profondément de son souverain. Il est dans le destin des Hohenzollern de fonder des œuvres artificielles, paradoxales, qui cependant durent, parce qu'ils les édifient sur la force, l'ordre et la discipline. Cette association d'un prince étranger à une jeune nation orientale a réussi à la Roumanie comme à la Bulgarie. Avec deux tempéraments très dissemblables, le fils de la princesse Clémentine et celui du prince Antoine ont rendu à leurs patries d'adoption un service de même nature; ils ont glorieusement contribué à faire d'elles des nations que l'on respecte et qui peuvent regarder le présent avec sécurité et l'avenir avec espérance.

III

Carol Ier porte le titre de roi de Roumanie; mais il arrive parfois que ses sujets, dans leur enthousiasme patriotique, le saluent du titre de roi des Roumains. Tout un programme tient dans cette différence d'ap-

pellation, toute l'espérance d'une « plus grande Roumanie » où entreraient tous les Roumains. La Roumanie a ainsi deux politiques : l'une réaliste, ostensible, immédiate, purement conservatrice ; l'autre plus chimérique, moins précise, plus secrète, plus aventureuse. La seconde, sortie de l'imagination populaire plutôt que des méditations des hommes d'État, prépare de loin une extension de la Roumanie dans les limites de l'aire occupée par la race roumaine. Si une bonne occasion se présentait, si quelque État voisin venait à traverser une crise grave et se trouvait menacé de dislocation, la Roumanie aurait, au bon moment, des revendications nationales à produire ; elle est entourée de plusieurs « Roumanie non rachetées » qui peuvent lui fournir, le cas échéant, des occasions favorables d'intervention ou d'échange.

C'est parmi les colonies les plus éloignées du noyau principal de la race que le gouvernement roumain a fait jusqu'ici la plus active propagande. Au temps où les peuples chrétiens de la péninsule semblaient croire que la succession des Turcs, en Macédoine, allait bientôt s'ouvrir et s'en disputaient par avance les morceaux, Bulgares, Serbes et Grecs faisaient valoir leurs prétentions à l'héritage. Les Roumains s'avisèrent un jour que, dans les épais massifs de montagnes de l'Albanie méridionale et de la Macédoine, vivent des pasteurs qui parlent une langue dérivée du latin, très proche parente du roumain, qui se nomment eux-mêmes Tsintsars et que les Grecs appellent Koutzo-Valaques (Valaques boiteux)[1]. La politique roumaine comprit tout le parti

1. Voyez sur ces Koutzo-Valaques et sur la propagande roumaine, notre livre *l'Europe et l'Empire ottoman*, p. 132. Certains auteurs roumains comptent en Turquie d'Europe un million de Valaques parlant roumain; à en croire les statistiques serbes, bulgares, ou turques, ils seraient 70 000; d'après les Grecs, on n'en compterait que quelques milliers. Voyez sur ces Valaques : Nicolas Papahagi : *les Roumains de Turquie* (Bucarest, 1905).



qu'elle pouvait tirer de ces « frères séparés » ; elle organisa parmi les Valaques du Pinde une propagande qui tendait à séparer de l'hellénisme les populations de langue roumaine pour en constituer une nationalité à part. En réalité, ces Koutzo-Valaques, dont, au XII[e] siècle, le voyageur juif Benjamin de Tudèle signalait déjà l'existence dans le Pinde, sont les descendants des paysans macédoniens romanisés, refoulés dans les montagnes par les invasions slaves, de même que les Roumains sont les descendants des colons de la Dacie réfugiés dans les Carpathes. La propagande roumaine, appuyée d'arguments sonnants et trébuchants, encouragée au début par l'Autriche, favorisée par les autorités ottomanes qui se servaient volontiers du « roumanisme » pour battre en brèche l' « hellénisme », obtint de faciles succès. En 1905, le très distingué ministre de Roumanie à Constantinople, M. Alexandre Em. Lahovary, aujourd'hui ministre à Paris, obtint du sultan Abd-ul-Hamid la reconnaissance officielle de la personnalité nationale des Valaques de Turquie. Le gouvernement du roi Carol se trouvait dès lors qualifié, au cas où les propagandes nationales eussent abouti à un partage de la Macédoine, pour réclamer sa part ou obtenir des compensations. Si au contraire la Macédoine était devenue, sous le régime européen des « Réformes », une sorte de province privilégiée presque autonome, la Roumanie aurait eu voix au chapitre dans sa constitution. Vers la même époque, les Roumains s'intéressaient à la reconnaissance de la langue et de la nationalité albanaises[1]. Il semble qu'on ait un moment pensé, à Bucarest, à constituer un grand État albanais-valaque, entre l'Adriatique et le Vardar, sous le double patronage de la Roumanie et de l'Italie. C'était aussi le temps où, dans un livre dont nous avons eu plusieurs fois l'occa-

1. Voyez ci-dessus, chap. VI, *la Question albanaise*, p. 312.

sion de parler, un Roumain de marque publiait sous le pseudonyme « Un Latin » un projet de confédération balkanique dont il proposait de donner la présidence au roi d'Italie proclamé empereur, tandis qu'un prince italien serait devenu le souverain direct des Albano-Valaques[1]. Sans doute, il s'agit plutôt là d'ambitions vagues que de desseins mûrement préparés ; il n'en est pas moins certain que les Roumains ont esquissé en Macédoine une forme très ingénieuse d'impérialisme ethnique et linguistique. Une rupture diplomatique entre la Roumanie et la Grèce fut la suite de la propagande roumaine parmi les Valaques, mais les rapports avec le gouvernement ottoman restèrent excellents. Aujourd'hui, « grécisants » et « roumanisants » ont cessé de se combattre les armes à la main, et les relations diplomatiques entre Athènes et Bucarest ont été reprises (avril 1911); mais la révolution ottomane n'a pas coupé court à la propagande roumaine en Macédoine; les Valaques du Pinde, avec leurs écoles où l'on parle roumain, se distinguent toujours des Grecs par leur loyalisme plus actif à l'égard des Turcs et par leur résistance à l'influence religieuse et politique du Patriarcat phanariote; pour la politique roumaine, ils restent comme une monnaie d'échange ou comme un jalon d'attente pour le cas où de nouvelles complications viendraient à changer les destinées de la Turquie d'Europe.

Les Valaques du Pinde ne sont que les cousins germains des Roumains de la Moldavie et de la Valachie, mais les Roumains de Transylvanie sont bien leurs frères. Le massif transylvain est la véritable patrie de la race, la forteresse historique de la nationalité. Les Roumains qui vivent sujets du roi Habsbourg et gouvernés par les Hongrois sont aujourd'hui près de 3 mil-

1. *Une Confédération balkanique comme solution de la question d'Orient*, par Un Latin. Plon, 1905, in-12.

lions et demi ; ils forment la grande majorité de la population de la Transylvanie; ils sont nombreux dans le Banat, la Crichiane et le Maramourèche. C'est un peuple de paysans ; la noblesse a été, depuis des siècles, magyarisée ou attirée vers le Bas-Danube, et le peuple a été réduit au servage de la glèbe ; il est resté dans cette condition jusqu'au règne de Joseph II. Les longues luttes des Roumains des Carpathes pour sauvegarder et, plus tard, pour recouvrer leur indépendance ne sont pas aujourd'hui notre sujet. Il faut rappeler cependant qu'au moment de la Révolution de 1848, l'une des revendications des Hongrois fut l'incorporation de la Transylvanie, qui, jusque-là, formait un duché autrichien séparé, au royaume de Hongrie ; aussi vit-on les Roumains se lever pour le maintien de leur autonomie relative et combattre vigoureusement, comme les Croates de Jellachich, pour l'Empereur et Roi contre les Magyars ; ils contribuèrent à l'échec final des armées hongroises. Ils devaient être mal récompensés de leur loyalisme ; le compromis de 1867 consacrait l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie et abandonnait les Roumains à la discrétion des Magyars. L'histoire des Roumains de Hongrie, depuis cette époque, est celle des efforts du gouvernement et des fonctionnaires de Budapest pour les magyariser et de la résistance passive de cette race de paysans tenaces. Nous ne raconterons pas ces luttes que nous ne considérons aujourd'hui que du dehors et du point de vue roumain. La politique du roi Carol se désintéresse officiellement des revendications des Roumains de Hongrie; liée à la Triple-Alliance, elle ne saurait encourager ouvertement, dans l'Empire austro-hongrois, un foyer d'irrédentisme ; mais comment empêcherait-elle la presse et l'opinion publique de s'intéresser au sort de ces « frères séparés » et de reprocher aux Hongrois, qui revendiquent avec tant d'énergie les droits de leur nationalité, de mécon-

naître ceux des autres? Par le fait seul du voisinage, il y a, entre les Roumains du royaume et ceux d'Autriche-Hongrie, un perpétuel échange d'idées et de sympathies que le gouvernement de Bucarest, le voulût-il, serait impuissant à enrayer. Périodiquement la presse magyare dénonce ce qu'elle appelle les menées « daco-roumaines » et le ministre commun des Affaires étrangères est souvent interrogé, aux Délégations, sur l'attitude du gouvernement roumain. A la session de février 1911, à Budapest, le comte d'Æhrenthal a répondu à une question d'un député en affirmant la parfaite correction du gouvernement roumain. Voici comment, quelques jours après, ripostait le *Budapesti Hirlap* du 26 février 1911 :

« L'attitude du gouvernement roumain à l'égard de la Hongrie a toujours été correcte, disait encore hier le comte d'Æhrenthal, et nous sommes obligés, hélas! de constater que tout le système de l'enseignement en Roumanie repose sur l'irrédentisme le plus éhonté. Or, le gouvernement roumain, toujours correct envers la Hongrie, distingue officiellement sur les cartes géographiques admises dans les écoles et dans les manuels scolaires, deux sortes de Roumanie, la Roumanie libre et la Roumanie asservie.

« Voici la division géographique enseignée officiellement en Roumanie depuis les écoles primaires des villages jusqu'au programme des examens universitaires :

« I. — *Roumanie libre :* 131.353 kilomètres carrés; 6.000.000 d'habitants.

« II. — *Roumanie asservie :* 1) Transilvania (15 comitats hongrois) 57.244 kilomètres carrés ; 2.500.000 habitants; 2) Banat (comitats hongrois de Temes, de Torontal et de K. Sözrény) 28.507 kilomètres carrés; 1.500.000 habitants; 3) Crisinia (comitats hongrois de Szilagg, Hajdu Bihar, Békès, Arad et Csanad)

29.260 kilomètres carrés; 1.800.000 habitants; 4) Maramures (comitats hongrois de Marmaros, Szatmar, Ugocsa, Szabolcs; 21.845 kilomètres carrés; 1.050.000 habitants; 5) Bucovina (province autrichienne) 10.450 kilomètres carrés; 730.000 habitants; 6) Bessarabie (province russe) 20.000 kilomètres carrés, 1.500.000 habitants; en tout pour la Dacoroumanie 298.659 kilomètres carrés, 15.000.000 d'habitants.

« Le tableau est édifiant pour le comte d'Æhrenthal, n'est-ce pas? Nous dirons plus : l'année dernière, un concours fut ouvert en Roumanie, parmi les instituteurs, pour répandre dans les villages certaines connaissances générales; dans le questionnaire officiel figuraient deux points : le peuple sait-il quelque chose des Roumains asservis? quel est le pays étranger qu'il déteste? Le si correct gouvernement roumain s'est bien gardé de communiquer les réponses à l'Autriche-Hongrie. Toujours le si correct gouvernement roumain a édité une carte murale scolaire d'après laquelle la vraie Roumanie s'étend jusqu'au fleuve Tisza, à 80 kilomètres à l'Est de Budapest, retranchant ainsi 180.000 kilomètres carrés de la Hongrie au profit de la Roumanie future; cette carte est dans toutes les écoles du royaume; aucune école ne doit en avoir d'autre, il y a des règlements; or, le gouvernement hongrois put se procurer, il y a quelques années, un exemplaire de cette carte qu'il communiqua au Ballplatz, lequel, en l'appelant fantaisiste devant la Délégation, la transmit à Bucarest avec protestations. Spiru Haret, ministre roumain de l'Instruction publique d'alors, nomma une commission en vue d'élaborer une nouvelle carte. Depuis, les gouvernements hongrois et roumain ont changé et la vieille carte est restée dans toutes les écoles roumaines. Il serait temps que le comte d'Æhrenthal intervînt auprès du si correct gouvernement roumain. »

Entre la presse des deux pays, de telles polémiques

sont fréquentes et d'ailleurs vaines, car il se peut que le gouvernement roumain soit parfaitement correct et que cependant la propagande roumaine existe; la politique des Cabinets et celle des peuples ne suivent pas les mêmes inspirations ni les mêmes méthodes; il est hors du pouvoir des gouvernements d'empêcher absolument deux groupes d'hommes voisins, qui sont ou qui se croient frères, de fraterniser par-dessus les frontières et de se tendre la main.

Le groupe des Roumains de Transylvanie et de Hongrie se prolonge vers le Nord par les populations roumaines de Bukovine qui dépendent de l'Autriche. Les Roumains y sont 230.000 qui travaillent à maintenir les droits de leur nationalité en face des Ruthènes qui sont 300.000; ils associent leur résistance à celle des Allemands qui ont dans le pays des colonies prospères et qui sont les maîtres de l'Université de Czernowitz. Les cinq députés roumains que la Bukovine envoie au Reichsrat de Vienne, ne voulant s'associer ni aux Slaves ni aux Allemands, se sont rapprochés des Italiens. Roumains et Italiens habitent aux deux extrémités de la monarchie, mais, au Parlement, leurs affinités latines et le commun besoin de résister à la pression allemande et à la marée montante du slavisme les ont réunis; ainsi associés, ils constituent un appoint important dans les luttes parlementaires, et ils obtiennent, en portant leurs voix, au bon moment, d'un côté ou de l'autre, d'importantes concessions pour leurs intérêts nationaux.

La Bessarabie a été séparée de la Moldavie par le traité de Bucarest, en 1812, et réunie à la Russie. Le traité de Paris, en 1856, pour éloigner les Russes des bouches du Danube, a donné les trois districts méridionaux, riverains du grand fleuve, à la Roumanie. Ce sont ces districts que la Russie a revendiqués et repris au traité de Berlin (1878). La Bessarabie est habitée par

environ 1.300.000 Roumains ; ce sont des paysans parmi lesquels, jusqu'à présent, le sentiment national roumain fait peu de progrès ; au contraire, le pays se russifie peu à peu. Les grands propriétaires sont russes, les commerçants des villes et des bourgs sont juifs ; le paysan, courbé sur son sillon, est roumain.

Répétons, pour être complet, qu'environ 90.000 des paysans qui, en Serbie, cultivent les plaines qui bordent le Danube, au Nord de Negotin, sont des colons roumains venus de la Petite-Valachie et du Banat. On ne signale, parmi eux, aucunes tendances irrédentistes.

Tout autour de lui, le royaume de Roumanie voit donc se développer des groupes nombreux de Roumains : ce sont les pierres d'attente de la « Grande-Roumanie. » Dans l'état actuel de l'Europe orientale, la Roumanie ne peut espérer et ne recherche effectivement aucun accroissement de territoire, mais, dans le silence, elle se prépare pour l'avenir ; elle attend qu'une guerre, un groupement nouveau des puissances, une modification de la physionomie actuelle de la péninsule des Balkans ou de la constitution interne de l'Empire austro-hongrois, fassent naître pour elle l'occasion de revendiquer à son profit une application du principe des nationalités. Dans toutes les hypothèses, elle peut espérer un bénéfice. Nous avons vu quels pourraient être son attitude et le prix de son concours dans le cas d'un conflit turco-bulgare. Si le rapprochement qui paraît se dessiner entre Vienne et Sofia[1] aboutissait à un

1. Le 4 mars 1911, le roi Ferdinand a fait à l'empereur François-Joseph une visite officielle. Peu de temps auparavant, M. Tcharykof, ambassadeur de Russie à Constantinople, était venu à Sofia. On peut se demander si cette visite de l'ambassadeur russe à Constantinople, suivant de près l'entrevue de Potsdam, n'aurait pas eu pour but de faire connaître au roi Ferdinand et à ses ministres que la volonté de la Russie et de l'Allemagne est que le *statu quo* ne soit pas troublé en Orient et que, si la Bulgarie se lançait dans une aventure, elle ne pourrait pas compter sur l'appui de la Russie ; elle devrait lutter à la fois contre les Turcs et contre les Roumains. Faudrait-il voir une cor-



conflit avec la Serbie et si la Roumanie était sollicitée d'y prendre part, elle pourrait, de ce côté-là encore, trouver le prétexte d'une revendication nationale. Enfin si, dans une conflagration générale de l'Europe, la Roumanie était amenée à seconder, contre la Russie, les troupes autrichiennes et si cette coopération aboutissait à un succès, la Bessarabie pourrait en être le prix. Mais ces divers avantages, la Roumanie ne pourrait les obtenir qu'à la faveur de cataclysmes généraux qu'elle n'a pas intérêt à provoquer parce qu'elle pourrait aussi beaucoup y perdre. Il en est autrement des provinces, peuplées de plus de trois millions de Roumains, qui font actuellement partie intégrante de la Hongrie et de l'Autriche. Pour le moment, les relations de la grande monarchie et du petit royaume sont excellentes, et l'union de tous les Roumains sous le drapeau national est un rêve que les Roumains osent à peine s'avouer à eux-mêmes ; mais comment n'observeraient-ils pas les changements qui, à plus ou moins brève échéance, semblent se préparer dans la monarchie dualiste ? Il y a quinze ans, les pangermanistes se vantaient de travailler à une dislocation de l'Autriche-Hongrie : Prague, Vienne et Trieste seraient entrées dans l'Empire allemand, et l'on entrevoyait déjà que, si le Hohenzollern de Berlin absorbait un large morceau d'Autriche, le Hohenzollern de Bucarest ne manquerait pas, lui aussi, de se ruer à la curée : chacun prendrait selon ses serres. On ne parle plus guère aujourd'hui d'un démembrement de l'Autriche, mais on parle beaucoup d'une réorganisation de la monarchie habsbourgeoise sur de nouvelles assises ; les uns voudraient qu'elle devînt *trialiste;* d'autres, plus hardis, entrevoient déjà un empire fédératif où chaque groupement national formerait un État et prendrait place dans une Confédération. Il est caractéristique que l'un des

relation entre cette démarche et le voyage du roi Ferdinand à Vienne ?

livres où ce plan est exposé et qui ont soulevé le plus de discussions, soit précisément l'œuvre d'un Roumain de Transylvanie, Aurel Popovici[1]. Dans ce projet, les Roumains de Hongrie, de Transylvanie et de Bukovine sont réunis en un seul État, au milieu duquel les Szekel constituent un groupe national distinct. Ce n'est point aujourd'hui notre objet de discuter la valeur d'un tel plan et de ceux qui dérivent des mêmes préoccupations; mais, au point de vue qui nous occupe, il faut bien voir que toute modification de la constitution de l'Empire des Habsbourg dans un sens fédéraliste importe au plus haut point aux intérêts et à l'avenir de la Roumanie. Il pourrait, en effet, arriver de deux choses l'une : ou bien certains fragments, si le lien fédéral n'était pas assez fort, pourraient aller chercher au dehors leur centre d'attraction : les Roumains, par exemple, pourraient se tourner vers Bucarest; ce serait alors la dislocation de l'Autriche-Hongrie. Ou bien, au contraire, l'État habsbourgeois reconstitué serait très fort et attirerait à lui les petits États du Balkan et du Danube; les Roumains du royaume iraient se joindre à ceux de Transylvanie. Les Roumains, pour retrouver leur unité nationale, ne refuseraient peut-être pas d'entrer dans un grand système de Confédération danubienne sous l'hégémonie de l'Autriche et le sceptre des Habsbourg. Alors serait réalisée l'étonnante prophétie de Bismarck, que nous aimons à citer parce qu'elle découvre, sur l'avenir, des horizons inattendus : « Il est naturel que les habitants du bassin du Danube puissent avoir des besoins et des vues qui s'étendent au delà des limites actuelles de la monarchie austro-hongroise. Et la manière dont l'Empire allemand s'est constitué montre le chemin par lequel l'Autriche peut arriver à une conciliation des intérêts politiques et matériels qui sont en présence

1. *Die Vereinigten Staaten von Gross-Österreich* (Leipzig, Elischer, 1906, in-8).

entre la frontière orientale des populations de race roumaine et les bouches de Cattaro [1]. »

De tous ces rêves d'avenir, retenons seulement quelques certitudes. Celle-ci d'abord, qui pèse sur toute la politique de l'Europe et sur les destins de la Roumanie en particulier : depuis Vienne jusqu'au Bosphore, l'Europe n'a pas encore trouvé son assiette définitive; entre les frontières artificielles des États et les frontières réelles des peuples et des langues, l'écart est trop grand pour être immuable. Comment et au profit de qui des remaniements s'opéreront-ils ? Il serait téméraire de le prédire; mais il est certain que, dans ces transformations, un rôle considérable est réservé à la Roumanie et à la nationalité roumaine.

IV

Depuis cinquante ans, et surtout dans ces trente dernières années, la Roumanie a fait, dans toutes les branches de la vie économique et sociale, de merveilleux progrès; il faudrait de longues pages pour en retracer l'histoire ; nous nous contenterons d'indiquer quelques faits et quelques chiffres qui témoigneront de la vitalité de la nation roumaine et qui donneront une notion juste de la force qu'elle représente et du poids dont elle pèse dans les affaires européennes.

L'éveil fut donné au pays par quelques boyards qui, s'inspirant des idées de liberté et d'égalité qu'ils avaient puisées en Occident et surtout en France, amenèrent la noblesse à faire le sacrifice de ses propres privilèges et à voter spontanément l'abolition des titres; ainsi fut ouvert à tous les Roumains, devenus des citoyens

1. *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 252.

égaux, l'accès des plus hautes charges de l'Etat. Le même esprit d'abnégation de la part des grands boyards permit de réaliser le rêve de tous les patriotes, l'union des Principautés. Alors commença, sous le règne du prince Couza, le travail d'organisation de la Roumanie moderne. Le paysan, resté aussi primitif qu'au temps des Daces, peinait sur une terre qu'il ne possédait pas et ne travaillait que pour son seigneur. La grande réforme de 1864 fut le premier pas vers l'émancipation de la classe rurale. L'abolition de la corvée et la distribution des terres aux travailleurs des champs préparèrent le pays à prendre son essor économique.

Lorsqu'en 1866, Charles de Hohenzollern devint prince régnant de Roumanie, le pays, encore vassal de l'Empire ottoman, ne comptait que 4.500.000 habitants. Il n'existait, dans la principauté, aucun chemin de fer, et seulement mille kilomètres de routes ; les méthodes et les instruments de culture n'avaient fait aucun progrès depuis l'antiquité. La Roumanie n'avait pas d'autre industrie que les métiers rudimentaires de la campagne, très peu de commerce, pas de port. — Aujourd'hui, le royaume indépendant sur lequel règne le roi Carol I[er] a plus de 7 millions d'âmes et s'accroît en moyenne de 100.000 par an ; la population a augmenté de plus d'un tiers depuis 1866. La paix, le bon ordre, l'amélioration du sort des paysans, l'introduction de meilleures méthodes de culture, d'engrais, de machines, l'amélioration des races de bétail ont produit un accroissement énorme de la production[1]. L'exportation des céréales augmente d'année en année ; la Roumanie est devenue l'un des greniers à blé de l'Europe : de Braïla, de Galatz,

1.

	1866.	1906.
Hectares ensemencés	2.230.000	5.420.700
Hectolitres de froment récoltés. .	6.439.200	36.412.747
— de maïs	5.866.100	20.886.000
— d'orge et d'avoine . .	2.709.400	15.983.500

de Constantza, les bateaux chargés de céréales partent pour l'Europe occidentale[1]. Le commerce du bétail, au contraire, a beaucoup diminué ; à la suite de la guerre douanière de 1888 à 1891 entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, les propriétaires roumains ont transformé, chaque fois qu'ils l'ont pu, leurs pâturages en terres de labour. Les économistes et les hommes d'Etat roumains ont compris que l'agriculture et l'élevage ne suffisent plus pour assurer la vie et la richesse d'une nation ; une loi d'encouragement à l'industrie en 1887, une loi de protection douanière en 1892 donnèrent l'essor aux manufactures. Enfin, la découverte récente de très riches bassins de pétrole, surtout dans la région de Ploiesti, a fait naître la fièvre industrielle et minière. L'exploitation du naphte, organisée d'abord presque exclusivement par des sociétés allemandes et hollandaises, appartient aujourd'hui pour une part importante à des Roumains ; avec le concours du gouvernement, ils résistent vigoureusement aux tentatives d'accaparement dirigées ou inspirées par le grand trust américain du pétrole. En 1910, la production du pétrole atteignait déjà près d'un million de tonnes ; des raffineries ont été fondées : la Roumanie est devenue le quatrième pays producteur de pétrole[2].

1. Valeur approximative de la récolte de 1910 (bonne année) : 900 millions de francs.

2. Voici quelques chiffres qui donneront une idée du développement économique du pays :

	1866.	1906.	1910.
Commerce. Importations (francs). .	71.429.266	337.537 585	386 000.000
Exportations. . .	116.500 300	457.101.394	465.000.000 (1909)
Pétrole (tonnes) . .	5.915	496.870	1.000.000
Sucre (tonnes). . .	0	28.312	41.000 (1909)
Rails (kilomètres) .	0	3.179	3 600
Routes — . .	1 068	26.543	.
Circulation postale.	3.800.000	103.321.000	.
Dette publique (capital)	80.282.000	1.443.570.000	1.550.000.000

La création du port de Constantza, réuni à Bucarest par un chemin de fer et un grand pont sur le Danube, a été l'événement le plus considérable de la vie économique de la Roumanie. Le port de Constantza est parfaitement aménagé, son trafic grandit de jour en jour. Le mouvement des bateaux était déjà de 1.684.000 tonnes en 1906. L'État y a créé une ligne de navigation dont les beaux vapeurs font un service régulier très recherché de Constantza à Alexandrie d'Égypte.

La Roumanie avait besoin, pour compléter son outillage économique, du concours des capitaux et de la science technique des étrangers qui, naturellement, ont absorbé une grande partie des profits. Mais le pays entre dans une phase nouvelle de son développement; le spectacle des richesses que recèle leur patrie a excité l'émulation des Roumains; ils ont profité de l'enrichissement que les capitaux étrangers apportent chez eux, et maintenant, c'est eux-mêmes qui prennent l'initiative de nouveaux perfectionnements agricoles et de nouvelles créations industrielles. Les dernières lois sur la propriété paysanne ont été demandées par les grands propriétaires eux-mêmes; ils se rendent compte qu'ils ne perdront rien en aidant, fût-ce au prix d'un sacrifice, à la constitution de petits domaines autour de leurs grandes terres patrimoniales. A la suite des terribles émeutes rurales de mars 1907, l'urgence d'une réforme apparut; il fallait mettre les paysans à l'abri de l'usure et leur assurer un domaine qui restât leur propriété inaliénable; le roi annonça et promit des lois destinées à donner satisfaction à la classe paysanne, et son gou-

	1866.	1906.	1910.
Revenus.	59.000.000	231.500.000	480.000.000
Dépenses	58.000.000	225.000 000	460.000.000
Caisse d'épargne (dépôts).	0	41.000.000	70.000.000
Banques populaires.	0	20.000.000	100.000.000

vernement les proposa et les fit voter par le Parlement. En voici les principales dispositions :

Le droit d'affermage est limité : nul ne peut, ni directement ni indirectement, par personne interposée, prendre à ferme ou exploiter comme fermier plusieurs domaines, à moins que leur étendue totale ne dépasse pas 4.000 hectares de terre cultivable ; on a mis fin, par ce moyen, au trust des fermages, à l'accaparement des terres par quelques gros fermiers juifs de Moldavie qui obligeaient les paysans à accepter des conditions de travail salarié ou de sous-affermage trop onéreuses.

Les domaines appartenant à l'État ou à des institutions de bienfaisance, tous les biens de mainmorte, doivent être administrés en régie ou affermés à des associations paysannes légalement constituées ; ils ne peuvent pas être loués à des particuliers.

Depuis dix ans, des banques populaires ont été fondées dans presque toutes les communes de Roumanie ; elles sont destinées à faire fructifier en toute sécurité l'épargne des cultivateurs ; elles disposent d'un capital de cent millions et ont déjà pris à ferme un grand nombre de domaines pour lesquels elles paient des fermages se montant à près de sept millions de francs : une loi nouvelle leur accorde certains privilèges, et organise le contrôle de l'État sur leur gestion.

Une loi dite des contrats agricoles établit toute une série de règlements destinés à protéger le paysan contre la cupidité des grands propriétaires et des fermiers. Il est créé, dans chaque département, un inspecteur agricole ; des commissions mixtes, nommées par les propriétaires et les paysans, sont appelées à se prononcer sur les litiges qui peuvent survenir. Un conseil supérieur de l'agriculture est créé à Bucarest et chargé de veiller à l'application des réformes agraires. Les communes ont été dotées de pâturages achetés à

l'amiable par l'État aux grands propriétaires, afin de rendre les petits cultivateurs moins dépendants des grands fermiers et des propriétaires de *latifundia* qui, trop souvent, leur imposaient des conditions très dures pour le pâturage de leur bétail. Ces terres doivent être progressivement ensemencées en plantes fourragères, trèfle, luzerne, etc., afin de mettre autant que possible le bétail du cultivateur à l'abri des désastres amenés par les longues sécheresses.

L'État fait don à chaque école rurale du pays de 3 hectares et demi de terres arables pour servir à la création de jardins potagers et fruitiers dans le voisinage le plus proche de l'école. Là où il ne sera pas possible de se procurer cette étendue de terres par voie d'achat, elle sera prise à bail aux frais de l'État, qui en paiera les fermages sur le budget du ministère de l'Instruction publique.

Une somme de 15 millions de francs est accordée par l'État, à titre de secours, aux propriétaires qui ont souffert des dommages pendant les révoltes agraires de 1907.

Une caisse rurale est fondée à Bucarest : elle a pour mission d'acquérir, à l'amiable ou par voie d'adjudication publique, de grands domaines dont elle fait ensuite le partage entre les cultivateurs qui désirent les acheter et qui, moyennant un acompte de 15 pour 100, peuvent acquitter le reste du prix en cinquante annuités majorées d'un intérêt de 5 pour 100. Cette caisse rurale instituée sur le modèle de la banque des paysans et de la banque de la noblesse en Russie, a déjà, en deux ans, acquis un grand nombre de domaines sur lesquels elle a établi les paysans comme fermiers lorsqu'il ne leur a pas été possible d'acquitter de suite les 15 pour 100 prévus par la loi ; dès qu'ils pourront fournir cet acompte, ils deviendront propriétaires. La caisse rurale a été fondée au capital de 10 millions, dont 5 apportés

par l'État et 5 par les actionnaires. Elle a le privilège d'émettre des obligations, au fur et à mesure qu'elle achète des domaines, au prorata de leur valeur; ces obligations portent un intérêt de 5 pour 100 et doivent être amorties dans le même délai de cinquante ans qui est accordé aux paysans pour s'acquitter du prix des lots dont ils sont acquéreurs.

Tout dernièrement a été soumise au Parlement une loi tendant à exempter de l'impôt foncier les propriétés paysannes inférieures à six hectares.

A cet ensemble de réformes législatives, le gouvernement a ajouté de nouveaux sacrifices pour répandre l'instruction parmi les paysans et diminuer l'effrayante proportion (75 pour 100) des illettrés; il s'est appliqué à développer les services médicaux, à combattre l'alcoolisme, à multiplier les routes et les chemins de fer.

Toutes ces mesures constituent une véritable rénovation économique et sociale de la Roumanie. La valeur des terres, depuis quatre ans, a haussé de 30 à 40 pour 100; le taux moyen des fermages est plus élevé et pourtant les charges des paysans ont été allégées; leur sort est moins misérable et moins précaire. Ainsi les sacrifices qui ont été imposés aux grands propriétaires, ou qu'ils ont spontanément consentis, se trouvent amplement compensés par la plus-value des terres et des fermages.

La constitution d'une classe de petits et de moyens propriétaires est une condition essentielle du salut de la Roumanie. La distance est encore trop grande, le fossé trop large, entre la masse rurale inculte et la classe dirigeante qui a remplacé les boyards d'autrefois et qui mène, dans les grandes villes roumaines et à l'étranger, la même vie que les classes cultivées et riches des pays anciennement civilisés. « Il y a déséquilibre, écrit le professeur Xénopol, entre la base et

l'édifice qu'on veut lui faire supporter, et plus l'édifice s'élève, plus le déséquilibre s'accentue[1]. »

L'existence d'une classe de paysans propriétaires et aisés est nécessaire au recrutement d'une bonne armée. Celle de la Roumanie est bien outillée et bien exercée. Dès 1874, dans un rapport présenté au prince Carol, l'état-major allemand lui disait : « En Roumanie, où l'on doit envisager tant d'éventualités différentes, le soin et l'instruction de l'armée doivent être la préoccupation dominante. » L'armée roumaine a fait ses preuves à Plevna et, depuis, elle a sérieusement travaillé. Elle est forte de 140.000 hommes sur le pied de paix et de plus de 400.000 sur le pied de guerre. Beaucoup d'officiers vont achever leur instruction technique dans les écoles supérieures allemandes. Le roi s'occupe tout particulièrement des choses militaires ; il a mis son honneur de Hohenzollern dans l'organisation d'une armée solide et bien entraînée. Il n'a jamais cessé de regarder son rôle de commandant supérieur des troupes comme la prérogative essentielle et le devoir le plus important de sa charge souveraine. L'armée roumaine, grâce à la vigilance du roi et au patriotisme de la nation, est prête à faire bonne figure contre tout venant.

V

Nous n'avons pas voulu faire ici une étude, même sommaire, de la Roumanie contemporaine et de son développement, mais seulement prouver que l'État roumain constitue, aujourd'hui, une force dont il faut

1. *Les Roumains;* histoire, état matériel et intellectuel par A. D. Xénopol. (Delagrave, in-12.) (Leçons professées en 1908 au Collège de France.)

tenir grand compte si l'on veut comprendre le jeu de la politique danubienne et balkanique. L'avenir de la Turquie dépend en grande partie de l'attitude du gouvernement de Bucarest. Aucune transformation importante ne se fera, dans l'Europe orientale, sans que la Roumanie ait son mot à dire ou sa part à prendre. Les puissances de l'Europe centrale ne l'ignorent pas ; leur diplomatie est très préoccupée de faire naître et de développer de bonnes relations avec la Roumanie ; elles accréditent auprès du roi Carol leurs diplomates les plus en vue. Il est significatif de constater que le comte Goluchowski, le comte d'Æhrenthal, le marquis Pallavicini, le comte Tornielli, le prince de Bülow, M. de Kiderlen-Wæchter, ont occupé le poste de ministre à Bucarest et s'y sont fait remarquer. Au contraire, dans la hiérarchie surannée de la « carrière » française, le poste de Bucarest est classé après certains autres qui, au point de vue des intérêts politiques, sont loin d'avoir la même valeur, et si, un jour, au quai d'Orsay, on eut la main heureuse en envoyant à Bucarest un préfet qui se trouva être un très fin diplomate, trop souvent le poste est resté confié à des hommes de second plan. Nous apportons dans nos relations avec ce pays latin cette nuance de sentimentalisme dont tant de désillusions ne nous ont pas encore guéris ; au milieu de l'âpre mêlée des intérêts, nous prétendons être aimés pour nous-mêmes et, à ceux que nous croyons nos amis, nous pardonnons difficilement de faire passer leurs intérêts avant nos préférences.

Certes, nos retations avec la Roumanie sont bonnes : mais elles pourraient être meilleures si nous n'avions quelquefois négligé de les développer, de les cultiver.

Les journaux et l'opinion, en France, font grief aux Roumains de chercher un appui dans la Triple-Alliance, de favoriser les intérêts économiques allemands, d'acheter des canons chez Krupp et de dresser leur armée à la prussienne ; peu s'en faut que nous ne les regardions

comme des renégats de ce que nous appelons, d'un grand mot assez pauvre de sens « la solidarité latine. » Persuadons-nous que, dans la situation actuelle de l'Europe, même si la Roumanie n'avait pas pour roi un Hohenzollern, ses intérêts, le souci même de sa sécurité inclineraient sa politique du côté où nous la voyons pencher aujourd'hui. La Roumanie a besoin de vivre, de se développer; enchâssée entre des peuples slaves, elle est obligée de faire front de tous côtés et de chercher des soutiens parmi les nations qui ont des intérêts conformes aux siens.

Les Allemands, depuis quelques années, ont habilement profité des liens dynastiques et politiques qui unissent leur pays à la Roumanie, pour y développer le commerce allemand et la « culture allemande. » L'appui de la cour n'a pas manqué à ces efforts pour germaniser les habitudes sociales, les lettres, la pensée. La langue allemande a fait quelques progrès dans le monde des affaires; les jeunes Roumains vont en plus grand nombre étudier dans les universités germaniques. Malgré ces symptômes alarmants, la germanisation de la Roumanie ne nous paraît ni proche, ni même probable; le génie latin, dont la race est imprégnée, s'insurge contre les disciplines tudesques qu'on voudrait lui imposer. La tendance actuelle des Roumains est bien plutôt de développer leur culture nationale, et pour y réussir, c'est parmi les peuples latins qu'ils iront chercher des modèles. La politique et les affaires peuvent orienter vers Berlin les hommes d'État roumains: *primo vivere*. Mais les « affinités électives » de la race restent latines et françaises: *deinde philosophari*; sans parler des descendants des anciens boyards et des princes phanariotes qui viennent chez nous « philosopher » à la mode épicurienne, nos écoles accueillent un grand nombre de jeunes Roumains studieux; ils s'assimilent sans peine nos méthodes, nos lettres, nos arts,

nos sciences. Le génie roumain est si proche parent du nôtre que, parmi les écrivains contemporains qui manient avec le plus d'élégance raffinée la langue française, plusieurs sont d'origine ou de nationalité roumaine. Perdue au milieu des Slaves orientaux, menacée dans son individualité nationale par la poussée germanique dont les Juifs, à l'afflux desquels les lois résistent énergiquement, sont les fourriers, comment la Roumanie, qui a le désir passionné de rester elle-même, ne se rattacherait-elle pas, avec toute l'ardeur de sa foi en ses destinées, à la civilisation latine? Au lieu de l'encourager, c'est nous qui, au Congrès de Berlin, avons demandé, avec l'appui de Bismarck, la naturalisation des Juifs de Roumanie qui, dans ce pays latin, parlent allemand et sont les plus actifs propagateurs du germanisme[1].

Dans tous les domaines, nous l'avons vu, la tendance de la Roumanie actuelle est d'arriver à se suffire à elle-même et de ne travailler que dans son propre intérêt. Ce n'est encore qu'une tendance, mais il nous appartient de la favoriser chaque fois que l'occasion nous en est donnée. Le trône lui-même n'appartiendra pas toujours à un prince que toute sa jeunesse, ses souvenirs et ses affections rattachent si étroitement à la maison de Prusse, et qui a été capitaine de dragons prussiens. Par la force des choses et du temps, la dynastie ira se roumanisant de plus en plus, s'identifiant à la nation. Le milieu politique dans lequel évolue la Roumanie peut se transformer, plus tôt peut-être qu'on ne le pense, et du même coup ses intérêts peuvent se trouver profondément modifiés, tandis que sa civilisation, son âme nationale resteront toujours latines.

C'est ce que la France ne doit pas oublier. Il est temps encore, pour nous, de travailler, en Roumanie

1. J. de Witte, *Ouv. cité*, chapitre XIX. — Cf. Adolphe d'Avril, *Négociations*, etc., p. 387.

comme dans tout l'Orient, à maintenir la suprématie de notre langue et de notre culture. Nous nous plaignons d'être battus, mais n'est-ce pas nous qui désertons le champ de bataille? Au point de vue économique, nous nous désintéressons de la Roumanie : nos capitaux ne prennent qu'une part infime à son magnifique développement industriel et commercial; nos voyageurs ne viennent pas proposer nos marchandises qui sont aisément supplantées par les produits allemands; les maisons françaises se font représenter par des Allemands; notre commerce avec la Roumanie est tombé à un chiffre minime[1].

Nos livres, nos productions intellectuelles sont encore, de beaucoup, les plus recherchés; l'aristocratie roumaine parle le français comme sa langue maternelle; mais des classes nouvelles commencent à s'élever, à s'enrichir, et aspirent à une culture plus développée: c'est pour elles que nous devrions organiser

1. Nous vendons à la Roumanie pour 23 millions de francs de marchandises (1909) et l'Allemagne pour 124 millions. Il y a trente ans, les Français vendaient pour 35 millions, les Allemands pour 5; il y avait à Jassy vingt-deux magasins français; il n'y en a plus qu'un. Les emprunts dont la Roumanie a besoin sont tous faits par les banques allemandes. Les Allemands ont su, avant nous, reconnaître que le crédit de la Roumanie est bon et se faire ses fournisseurs d'argent. En 1899, le gouvernement roumain chercha à faire un emprunt à Paris; les conditions qui lui furent offertes lui parurent témoigner d'une injuste défiance envers un pays qui a toujours été bon payeur. L'emprunt fut couvert à Berlin, et la finance française ne consentit à en prendre une partie qu'en exigeant qu'une juridiction spéciale d'arbitrage fût constituée pour juger l'affaire de l'entrepreneur Hallier qui avait commencé, puis abandonné les travaux du port de Constantza. Cette aventure pèse encore sur nos relations économiques avec la Roumanie. Pour fâcheuse qu'elle ait été, elle fut cependant moins grave et elle a coûté moins cher aux Roumains que le krach de Strousberg, l'entrepreneur allemand de leurs chemins de fer. — On peut regarder comme un symptôme heureux que, le 9 juin 1911, à l'inauguration du nouveau palais de la Chambre de Commerce et de la Bourse, à Bucarest, en présence du roi, la Chambre de Commerce de Paris se soit, seule de toutes celles des grandes capitales, fait représenter par un délégué spécial.

l'enseignement du français et développer le goût de notre littérature et de notre art. Ces hommes nouveaux, qui montent aujourd'hui au premier rang, sont patriotes et nationalistes ; ils se défient des influences étrangères et travaillent à l'émancipation intérieure et extérieure de leur pays. Si nous savons comprendre leurs aspirations, elles peuvent être très favorables au développement des relations amicales entre les deux pays, car, seule, la culture française, en Roumanie, ne peut, en aucun cas, donner d'inquiétude au nationalisme le plus ombrageux, ni servir de véhicule à une influence politique indiscrète. « La France commettrait une lourde faute, disait M. A.-D. Xénopol dans l'une des leçons qu'il a professées en 1908 au Collège de France, si elle s'aliénait le cœur et l'esprit d'un peuple que l'œuvre des siècles a soudé à son œuvre. »

Sans nous préoccuper des alliances ou des ententes que la Roumanie croit nécessaires à sa sécurité, sans nous immiscer dans ses affaires intérieures, efforçons-nous donc de placer les sympathies réciproques des deux nations au-dessus des fluctuations de la politique, et de rester, pour cette colonie latine perdue dans l'Orient slave, la grande sœur aînée chargée de lui rappeler et de l'aider à soutenir l'éminente dignité de cette race latine que le grand poète roumain Basile Alexandri a chantée après Mistral.



CHAPITRE IX

UNE CONFÉDÉRATION BALKANIQUE EST-ELLE POSSIBLE [1] ?

SOMMAIRE. — Détente dans les Balkans. Visites de souverains. — Vers une confédération balkanique ?

I. — Projets anciens de confédération balkanique. — Garachanine et le prince Michel. — Négociations pour une confédération. — Assassinat du prince Michel; échec de ses projets. — Projets panslavistes russes. — Projets autrichiens. — Projets latins. — Projets occidentaux, humanitaires et pacifistes. — Méfiances des hommes d'État.

II. — La révolution ottomane et l'idée d'une confédération orientale. — Véritables intérêts de la Russie et de l'Autriche. — Une lettre de Nesselrode. — Opinion de M. Pirotchanatz. — Intérêt des États balkaniques à une confédération.

III. — Difficultés de réalisation. — Formes diverses de confédération. — Haines et rivalités balkaniques. — Impossibilité d'éliminer les influences extra-balkaniques. — Rôle de l'Empire ottoman dans une alliance balkanique. — Turquie d'Europe et Turquie d'Asie. — Importance de la question albanaise, de la question crétoise. — L'avenir de Constantinople. — Difficulté d'une entente entre les petits États; possibilités d'avenir. — Rôle de la Roumanie. — Incertitudes.

IV. — Cas où une confédération balkanique serait possible. — Confédération générale ou alliances restreintes ? — Enchevêtrement de difficultés. — Le recours à la force.

Ferdinand Ier, roi des Bulgares, et le roi de Serbie, Pierre Karageorgevitch, sont allés l'un et l'autre, à

1. Cette étude a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1910.

quelques jours d'intervalle[1], rendre visite au tsar Nicolas à Péterhof et au sultan Mehemet V à Dolma-Bagtché. Pétersbourg et Constantinople étaient, naguère encore, les deux pôles entre lesquels oscillaient les destinées du peuple serbe et celles du peuple bulgare; de l'un rayonnait une protection libératrice, de l'autre le souvenir et la terreur de cinq siècles d'oppression. La présence des deux souverains dans la capitale des tsars et dans celle des khalifes a été interprétée, par la diplomatie et par la presse européennes, comme le signe d'un apaisement général dans la péninsule des Balkans et comme l'heureux prodrome d'une ère d'harmonie et de confiance réciproque. A la vérité, les deux rois ont été chercher, sur la Néva et sur le Bosphore, l'un l'admission définitive de sa dynastie dans la famille des souverains, l'autre la consécration de son nouveau titre royal. Ce n'en est pas moins à bon droit que les peuples, avides de tranquillité, ont vu dans ces visites princières un gage de concorde. La presse a cru y découvrir autre chose encore : une première tentative pour réaliser cette confédération balkanique dont, depuis longtemps déjà, l'Europe espère la pacification définitive du monde oriental. En ces derniers mois, les démarches courtoises, les visites, les manifestations de sympathie, se sont multipliées entre les cours et les gouvernements des Etats balkaniques. Le roi des Bulgares a rencontré à deux reprises le prince héritier de Serbie et le roi Pierre lui-même. Plusieurs souverains ont assisté, en août 1910, au jubilé du nouveau roi Nicolas de Monténégro[2]. Faut-il voir, dans ces entrevues et ces pourparlers, les préliminaires d'une entente

1. Le roi Ferdinand à Pétersbourg : 23 février-3 mars 1910, — le roi Ferdinand à Constantinople : 21-28 mars 1910. — Le roi Pierre à Pétersbourg et en Russie : 21 mars-1er avril; — le roi Pierre rencontre le roi Ferdinand à Philippopoli : 2 avril — le roi Pierre séjourne à Constantinople : 3-8 avril.

2. Voyez ci-dessus, chapitre VII, *Post-scriptum*.

générale? En aurait-on déjà, comme on l'a dit, parlé à Racconigi, le 23 octobre 1909, entre le Tsar et le roi d'Italie? S'acheminerait-on vers un apaisement général des haines et des ambitions balkaniques, et ces dispositions nouvelles prendraient-elles corps dans un organisme permanent, dans un lien fédéral? Pourquoi l'idée d'une confédération balkanique ou orientale est-elle si souvent agitée, discutée dans les revues et les journaux? Sujet de conversations académiques, deviendra-t-elle un jour objet de négociations diplomatiques? Cessera-t-elle d'être le domaine des faiseurs de systèmes et des orateurs de Congrès pacifistes pour être étudiée et discutée dans les chancelleries et les Parlements? Dans quelles conditions pourrait-elle être réalisée et quels seraient ses avantages et ses inconvénients? Telles sont les questions auxquelles ces pages essaieront de répondre.

I

L'idée de réunir en un faisceau les divers peuples de la péninsule balkanique est très ancienne; elle est antérieure même à l'apparition des Turcs en Europe. Dès l'époque byzantine, on la trouve inspirant la politique des empereurs. Apprivoiser, par le prestige de la civilisation helléno-romaine, les peuples barbares qui, de tous les points de l'horizon, s'abattent sur l'Empire, d'ennemis qu'ils étaient en faire des alliés et des vassaux, les établir sur les frontières pour arrêter ou canaliser l'afflux des nations nouvelles, c'est la tactique de Byzance. Plus tard, dans l'éclipse du vieil empire, les tsars slaves reprennent le même programme. Etienne Douchan cherche à organiser une confédération des

Etats des Balkans et à l'appuyer sur une alliance avec Venise ; il demande au Pape le titre de « capitaine de la Chrétienté contre les envahisseurs et les infidèles. » Le schisme empêche d'aboutir une négociation qui aurait peut-être épargné à l'Europe l'invasion ottomane. Les Turcs installés en Europe, des coalitions temporaires se nouent parfois entre leurs adversaires, Hongrie, Transylvanie, Valachie, Pologne, Empire ; mais elles ne survivent guère au péril immédiat qui les fait naître ; et l'on voit même des ententes particulières intervenir entre le Grand Seigneur et quelqu'un des petits Etats chrétiens qui, sur ses frontières, changent si souvent de forme et de maître. Aucune organisation fédérative durable n'apparait. C'est seulement au XIXe siècle, avec la résurrection des nationalités chrétiennes de la péninsule, que se précise l'idée d'une entente générale entre les peuples balkaniques. Elle est toujours dirigée contre les Turcs que son objet est de chasser d'Europe pour restaurer ensuite les Etats chrétiens jadis détruits par eux. Il s'agit donc moins de projets de confédération que de tentatives de coalition ; elles naissent presque toujours sous les auspices de Pétersbourg ou de Vienne, et c'est de là qu'elles reçoivent un appui et une direction. Aucun de ces projets ne fait au Turc sa place ; il est l'adversaire ; c'est contre lui que l'on se groupe, la haine qu'il inspire est le seul ciment qui paraisse assez solide pour unir entre elles des populations de race, de religion et d'intérêts très divers. Jusqu'à la révolution de juillet 1908, ce sera là un caractère commun à tous les projets d'entente balkanique. Ils admettent comme un postulat la décadence irrémédiable de l'Empire Ottoman.

On trouve l'idée d'une confédération des peuples chrétiens du Balkan pour leur commun affranchissement chez la plupart des hommes qui, au nom de la liberté des peuples, ont, dans la première moitié du XIXe siècle, appelé les Grecs et les Slaves à l'indépendance ; on la

trouve chez un Karageorges et un Milosch, un Rigas et un Ypsilanti ; Slaves et Grecs, unis par une même religion, un même idéal de patriotisme et de liberté, ne prévoyaient pas encore les luttes de l'avenir : l'union leur paraissait indispensable et facile.

La première tentative de réalisation d'une organisation fédérative est venue de la Serbie[1]. L'illustre patriote et homme d'Etat Ilia Garachanine avait, dès 1844, développé un programme dans lequel il exposait la nécessité, pour le royaume serbe, de s'unir étroitement à tous les autres pays slaves du Balkan. Il croyait que l'Empire turc ne pourrait manquer d'être, à bref délai, ou partagé ou remplacé. S'il y avait partage, il se ferait au profit de la Russie et de l'Autriche ; une ligne tracée de Viddin, sur le Danube, à Salonique, sur la mer Egée, marquerait à peu près la limite de la part que s'attribuerait chacun des deux grands empires. Les petits peuples chrétiens seraient sacrifiés : les Serbes seraient absorbés par l'Autriche tandis que la Russie engloberait les Bulgares et occuperait Constantinople. Si au contraire l'Empire Ottoman, au lieu d'être partagé, pouvait être remplacé par un Etat plus jeune, plus capable d'opposer une résistance aux ambitions européennes, le péril d'une absorption dans la monarchie des Habsbourg pourrait être évité. Seule une confédération balkanique pourrait se substituer à l'Empire Ottoman ; il lui faudrait, pour se constituer, vaincre l'opposition de la Russie, qui verrait se fermer le chemin de Constantinople, et de l'Autriche, qui serait exclue des Balkans et qui redouterait l'attraction que pourraient exercer les Slaves de la péninsule sur leurs frères de Croatie ou de Dalmatie. La nation serbe pourrait devenir le noyau central d'une telle confédéra-

1. *The future of the Balkan*, *by* Mil-R. Ivanovitch, *Fortnightly Review* de juin 1909, article intéressant et documenté auquel nous avons fait plus d'un emprunt.

tion : elle reprendrait ainsi, après cinq siècles, l'œuvre de Douchan interrompue à Kossovo.

Garachanine trouva en Michel Obrenovitch[1], qui régna sur la Serbie de 1860 à 1868, un prince qui partageait ses vues et qui, avec lui, chercha à les réaliser. Dès 1859, à Londres, le prince Michel s'était entretenu de ses projets avec Kossuth exilé. La crainte de la Russie et la haine de l'Autriche avaient rapproché le prince serbe et le patriote magyar : la cause de la confédération balkanique et celle de l'indépendance hongroise leur parurent étroitement solidaires. « C'est un fait indéniable, disait Kossuth, que l'unique rempart contre l'invasion de l'Autriche et de la Russie, et certainement le plus efficace, consisterait en une série de pays libres et en une alliance défensive entre la Hongrie, la Croatie, la Serbie et la Moldo-Valachie indépendantes ; par là serait garantie la sécurité de l'Europe contre toute tentative de conquête venant de l'Est. Je ne crois pas que, sans une telle confédération et sans une reconstitution de la Pologne, il soit possible, pour l'Europe telle qu'elle est constituée, d'arriver à quoi que ce soit de satisfaisant en Orient... A mon avis, le sentiment aigu de la natiolité en Bulgarie, dans le Monténégro et en Bosnie rend plus probable la réalisation de cette combinaison...[2] »

Devenu prince régnant en 1860, Michel Obrenovitch appela au ministère Garachanine et commença avec lui une active propagande en faveur de leur commun projet de confédération balkanique. Ils trouvèrent dans la Bulgarie, encore soumise aux Turcs, un sol tout préparé ; ils négocièrent avec le Comité de propagande nationale bulgare organisé à Bucarest et, le 26 janvier 1868, les représentants du Comité bulgare et ceux

1. Mil. R. Vesnitch : *Le prince Michel Obrenovitch* dans *Annales internationales d'histoire*, n° 4, p. 232.
2. Kossuth : *Souvenirs et écrits de mon exil. Période de la guerre d'Italie*. Paris. Plon, 1880, p. 254-59.

du gouvernement serbe signaient le programme suivant :

« Article premier. — Les peuples de Serbie et de Bulgarie, qui sont slaves et unis par les liens du sang et de la religion, qui sortent d'une même souche et habitent des pays contigus, sont appelés par la Providence à vivre désormais sous un seul gouvernement et sous un seul drapeau.

« Art. 2. — Et attendu qu'ils ne forment qu'un seul corps, animé des mêmes sentiments et des mêmes tendances, et qu'ils ne peuvent atteindre leur but que par une existence commune, ces deux nations sœurs porteront dans l'avenir le nom de Serbo-Bulgares ou Bulgaro-Serbes et leur commune patrie sera appelée Serbo-Bulgarie ou Bulgaro-Serbie.

« Art. 3. — Son Altesse le prince Michel, qui a donné tant de preuves de son patriotisme, est proclamé chef suprême de la nation serbo-bulgare et commandant en chef de son armée.

« Art. 4. — Le drapeau national sera formé des couleurs combinées de la Serbie et de la Bulgarie. »

Suivaient d'autres articles prévoyant tous les détails d'organisation.

Une nouvelle réunion des délégués serbes et bulgares, tenue en avril, à Bucarest, adopta en principe les décisions du Comité, mais en les élargissant. La nouvelle union devait prendre le nom d'Empire des Slaves du Sud ; une entière égalité y serait assurée aux deux nations sœurs ; leur part dans le gouvernement et la représentation serait proportionnée à la population de chacune d'elles.

La même année, un traité était signé entre la Serbie et le Monténégro : les deux peuples s'engageaient à travailler ensemble à l'affranchissement de leurs frères opprimés en jetant les fondements solides d'un État serbe unique. Le prince Nicolas abdiquerait en faveur

du prince Michel, mais, si celui-ci mourait sans héritiers directs, le prince Nicolas serait proclamé à sa place roi de Serbie.

Des négociations commencées avec la Grèce aboutirent, à l'automne 1867, à une alliance politique, et, au printemps suivant, à une convention militaire. Les Croates et les Albanais avaient leur place dans ce dessein gigantesque; des pourparlers furent entamés avec le grand archevêque de Diakovo, Mgr Strossmayer. Le roi Carol déclare, dans ses *Mémoires*, que la Roumanie devait se joindre à la confédération. En avril 1867, le prince Michel était venu visiter à Bucarest le prince Carol et l'avait entretenu de ses projets (1). Un écrivain en général bien renseigné sur les questions orientales, M. Édouard Engelhardt, nous apprend qu'un arrangement fut conclu, le 20 janvier 1868, entre la Roumanie et la Serbie; la Porte, alarmée, en publia un texte apocryphe dont les articles résumaient habilement tout ce que les chancelleries croyaient savoir ou deviner (2). Les deux signataires s'engageaient à agir de concert pour parvenir à l'émancipation des populations chrétiennes de l'Europe orientale. Le Delta du Danube et la partie de la Bulgarie située entre Routschouk et Varna d'une part, et la Mer Noire de l'autre, seraient réunies à la Roumanie. La Vieille-Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine et la partie occidentale de la Bulgarie seraient annexées à la Serbie. La Roumanie négocierait avec la Grèce, la Serbie avec le Monténégro pour les faire entrer dans cette combinaison dont le but principal serait d'établir une concorde durable entre les divers peuples chrétiens de la Turquie d'Europe et de trouver une solution de la question d'Orient.

(1) Baron Jehan de Witte, *Quinze ans d'histoire*, p. 84. Plon, 1905, in-8.
(2) Engelhardt, *La Confédération balkanique*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. VI (1892), p. 36.

La mort du prince Michel, assassiné en juin 1868 par les partisans des Karageorgevitch, arrêta l'exécution de ce plan, dont le moindre défaut était de partager la peau d'un ours qui a montré depuis, à Plevna, qu'il avait des griffes et des crocs. L'insurrection de Crète éclata en 1868, et les Grecs se plaignirent de ne trouver aucun appui parmi les Slaves de la péninsule. Entre Grecs, Serbes et Bulgares, la rivalité pour la Macédoine alla désormais s'envenimant. Entre Serbes et Monténégrins, on se dispute l'Herzégovine. Durant la crise de 1875-1879, chacun tire de son côté et fait sa politique particulière : les Grecs de Roumélie aident les Bachi-Bouzouks à massacrer les Bulgares insurgés; le prince Carol favorise le soulèvement bulgare, mais il ne croit pas l'heure venue de chasser les Turcs d'Europe; avec son grand bon sens politique, il est d'avis que les grandes puissances devraient laisser « les États vassaux de la Turquie et les provinces isolées jeter leur gourme. S'ils réussissent à sortir victorieux de la lutte avec leur suzerain, tant mieux! Sinon, ils ne méritent pas de devenir indépendants (1). » Le rôle qu'une confédération balkanique aurait pu jouer, ce fut Alexandre II qui le prit. Le résultat de la guerre de 1877-1878 et du Congrès de Berlin fut de mettre la Bosnie et l'Herzégovine dans la dépendance de l'Autriche et de mêler celle-ci plus étroitement aux affaires balkaniques : ainsi l'avait voulu Bismarck. Les petits États allaient passer pour longtemps au second plan, la volonté des peuples allait être étouffée et le mot d'Alexandre Ier : « Les convenances de l'Europe sont le droit », allait, une fois de plus, s'appliquer avec vérité à la politique orientale.

La tentative conçue par le prince Michel et Garachanine n'en est pas moins intéressante; c'est la première et la seule fois qu'un projet de ce genre ait été sérieu-

(1) De Witte, *ouv. cité*, p. 263.

sement étudié, ait fait l'objet de négociations très avancées et ait même abouti à des accords précis. C'est à la lumière des malheurs de toute sorte qui ont accompagné et suivi l'intervention armée de la Russie qu'un tel précédent prend toute sa valeur. La coalition ébauchée en 1868 eût été dirigée à la fois contre la Turquie dont elle se proposait d'affranchir toutes les populations chrétiennes, et contre l'Autriche, dont elle tendait à séparer le groupe des Slaves du Sud. La Hongrie aurait pu y trouver sa place, et les amis de Kossuth avaient déjà entamé des pourparlers pour une entente avec les Roumains. Une telle confédération eût été plutôt danubienne que balkanique; elle eût constitué, sous l'hégémonie de Belgrade et des Obrenovitch, le grand État slave du Sud que les partisans du « Trialisme » rêvent aujourd'hui de créer sous la loi des Habsbourg. Les Bulgares, délivrés du joug ottoman par l'intervention des Serbes, se seraient probablement accommodés de trouver dans l'État serbe une vie libre. Ainsi aurait été reconstitué l'Empire de Douchan qui, sans doute, n'aurait pas tardé à se substituer à l'Empire Ottoman. Mais, au prince Michel succéda, malgré les efforts de Napoléon III qui désirait voir la couronne passer au prince Nicolas de Monténégro, son neveu Milan qui, sur le trône de Serbie, se fit l'instrument docile de la politique de Vienne. Le peuple serbe, séparé en plusieurs tronçons, affaibli par de longues dissensions intestines, ne semble pas prêt à reprendre dans les Balkans le rôle que le prince Michel lui avait préparé. Au premier plan, parmi les États slaves du Balkan, apparaît aujourd'hui la Bulgarie, son armée et son roi.

Après la guerre de 1877 et le Congrès de Berlin, les projets de confédération orientale ou balkanique deviennent de plus en plus nombreux. Le nationalisme des petits États a été encouragé par la défaite des Turcs et, d'autre part, la Russie et l'Autriche ne pouvant

plus arriver directement au but de leurs ambitions, cherchent à y parvenir par un détour.

Parmi les projets de confédération balkanique, beaucoup sont l'œuvre d'écrivains panslavistes et s'inspirent des intérêts russes. N. R. Danilewski [1] trace le plan d'une combinaison dans laquelle il fait entrer tous les Slaves : Constantinople deviendrait la métropole politique et la ville sainte de tous les orthodoxes, mais, temporairement, en attendant que les confédérés soient en état de la défendre, elle sera occupée par les Russes. Comme lui, le comte Kamarovski [2], professeur à l'Université de Moscou, voit la solution de la question d'Orient dans l'expulsion des Turcs d'Europe. Constantinople deviendrait la capitale de la fédération balkanique; son port serait ouvert au commerce de toutes les nations; les fortifications des Dardanelles et du Bosphore seraient rasées. Entre l'influence russe et Constantinople s'interposerait seulement une poussière de petits États sur lesquels rayonnerait l'influence du grand empire slave. Ainsi, l'œuvre de San Stefano, détruite à Berlin, se trouverait, par d'autres moyens et sur un autre plan, restaurée.

En Allemagne et en Autriche, d'autres publicistes préconisent eux aussi une confédération, mais, cette fois, dans l'intérêt des Habsbourg et du germanisme. Ils attribuent à l'Autriche le rôle d'avant-garde de la « civilisation germanique » dans les Balkans. Constituée elle-même par plusieurs populations de race et de langage différents, elle leur paraît plus apte qu'aucune autre puissance à réunir, sous le sceptre des Habsbourg, les nationalités danubiennes et balkaniques; elle les absorberait de proche en proche, une à une, et réaliserait, dans l'intérieur de l'Empire, l'union des

1. *La Russie et l'Europe*. Saint-Pétersbourg, 1889.
2. *La Question d'Orient. Revue générale de droit international public*, juillet 1896.

Slaves du Sud. L'Autriche seule, à en croire ces chauvins, serait en mesure de « civiliser » les peuples balkaniques, c'est-à-dire de leur apporter, même s'ils ne le souhaitent pas, le bienfait inappréciable de la culture germanique; c'est donc à elle qu'incombera la tâche d'organiser, sous son hégémonie, la confédération balkanique. Nous avons vu reparaître cette thèse en 1908, durant la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, dans le journal militaire et pangermaniste *Danzer's Armee Zeitung* [1]; dans un article qui fit grand bruit, il invitait le gouvernement impérial à abattre par les armes l'insolente résistance de la Serbie pour la forcer ensuite à entrer dans la confédération qui serait organisée sur le modèle de l'ancienne Confédération germanique; on commencerait par une union douanière avec un « Zollparlament » et une banque fédérale. Ainsi, sous les auspices du Cabinet de Berlin, achèverait de se réaliser la pensée bismarckienne; une solide mainmise germanique unirait toute l'Europe centrale, de Hambourg à Constantinople, au service des intérêts du commerce et de la « culture » allemande; la personnalité et les vœux des petites nationalités seraient, une fois de plus, sacrifiés.

A ces projets, inspirés par les intérêts autrichiens ou germaniques, il est intéressant d'opposer des plans italiens ou « latins. » De même que jadis Douchan comptait sur le concours de Venise, il y a aujourd'hui des écrivains ou des hommes d'État balkaniques qui seraient disposés à chercher à Rome un appui moins onéreux que celui de Pétersbourg ou de Vienne. A tra-

1. 4 mars 1909. — Cf. n° du 5 novembre 1908 : « Pour arriver à l'hégémonie complète dans les Balkans, nous avons besoin d'une entente avec la Turquie qui, à tout prix, doit devenir notre amie flexible et dépendante. » Voyez Paul Deschanel : *Hors des frontières* (Pas- [illegible] 1910), p. 195, et ci-dessus, chapitre III, p. 179.

vers l'Adriatique, une politique italo-slave se dessine; on en trouverait la trace, en France, dans les livres de M. Charles Loiseau[1]. Le mariage du roi Victor-Emmanuel avec Elena, fille du prince de Monténégro, l'accord entre Rome et Belgrade pour le chemin de fer du Danube à l'Adriatique, enfin l'entrevue du tsar et du roi d'Italie à Racconigi les 23-25 octobre 1909 marquent les étapes et les progrès de cette idée[2]. Déjà, vers 1904, entre Ricciotti Garibaldi et le Dr Tresic Pavicic, de Croatie, aurait été étudié, dans des négociations officieuses, un projet de confédération balkanique destiné à faire échec à la poussée germanique. A ce mouvement d'idées se rattache le livre curieux publié en France, en 1905, sous le pseudonyme « Un Latin », par un personnage roumain[3]. L'auteur, prenant pour point de départ l'irrémédiable décadence des Turcs en Europe, propose de les remplacer par une confédération orientale dans laquelle entreraient les États actuels de la péninsule, et, en outre, une Macédoine-Albanie qui s'étendrait de l'Adriatique à la Mesta. La Crète serait annexée à la Grèce. Le sandjak de Novi-Bazar serait partagé entre le Monténégro et la Serbie, de manière à fermer, devant les ambitions autrichiennes, la route de la Macédoine et de Salonique. La Roumanie entrerait dans la confédération à cause de la Dobroudja et des Valaques du Pinde qu'elle ne pourrait pas abandonner. L'hégémonie de la confédération n'appartiendrait ni à l'hellénisme, ni au slavisme,

1. *Le Balkan slave et la crise autrichienne* (Perrin, 1898, in-16) et surtout *L'équilibre adriatique* (1901, in-16).

2. « Le rapprochement de la Russie et de l'Italie est désormais un fait accompli dont, de plus en plus, se révélera l'importance dans l'avenir, » disait, en décembre 1908, M. Tittoni à la Chambre des députés; et, quelques jours après, M. Isvolski s'en félicitait, à la Douma, dans les mêmes termes.

3. *Une confédération orientale comme solution de la Question d'Orient.* Plon, 1905, in-12.

ni au germanisme; leurs compétitions cesseraient devant le triomphe du latinisme. Un prince italien régnerait sur l'État Macédono-Albanais. Le roi d'Italie, proclamé Empereur, deviendrait le protecteur de la confédération qu'il aurait pour mission de garantir contre les ambitions de la Russie aussi bien que de l'Autriche. Constantinople serait ville libre, avec la Thrace pour banlieue, et serait gouvernée par un lieutenant impérial; la croix de Savoie flotterait au-dessus de Sainte-Sophie; la langue italienne serait la langue de la confédération. Chaque État conserverait son autonomie, son souverain, son armée, son drapeau, sa représentation diplomatique, comme dans la Confédération germanique après 1815; une diète fédérale se réunirait pour la première fois à Rome, et ensuite dans une ville qu'elle-même choisirait, Salonique par exemple, jusqu'à ce que, la situation légale de Constantinople et sa sécurité militaire étant bien assurées, la capitale fédérale pût y être établie. Ainsi serait enfin trouvée la solution du problème oriental. Rome, comme au temps de Paul-Émile, apporterait en Orient la civilisation latine. Le rêve épique du prince de Monténégro serait réalisé : « l'Impératrice des Balkans » serait sa propre fille.

Ce plan, ingénieusement étudié, est curieusement révélateur de certaines tendances. A peine est-il besoin de dire que son vice capital serait, sous prétexte d'écarter des Balkans l'Autriche et la Russie, d'y introduire l'Italie, qui ne serait pas plus discrète. L'heure de l'Empire latin de Constantinople est passée depuis sept siècles et ne reviendra pas.

En Occident aussi, des projets de confédération balkanique ont vu le jour; ils ont, en général, le mérite d'être désintéressés et l'inconvénient de rester nécessairement platoniques; ils se rattachent presque tous au mouvement d'idées libéral, révolutionnaire même,

internationaliste et pacifiste. La question d'Orient étant une source de conflits et d'armements, il était naturel que les penseurs généreux qui cherchent la pierre philosophale de la paix universelle cherchassent à la résoudre; il n'est pas surprenant non plus qu'ils n'y soient pas encore parvenus. La *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté*, dans plusieurs de ses congrès, notamment ceux de 1869, 1876, 1877, 1886, a préconisé l'idée d'une confédération balkanique. Le 12 septembre 1886, elle concluait ainsi : « Le moyen le plus net et le plus efficace de se soustraire aux convoitises malsaines, serait celui d'une organisation fédérative sanctionnée par une neutralité garantie par l'Europe. Tel est l'idéal, tel devrait être le but des efforts des peuples balkaniens et de tous les Cabinets soucieux de l'équité. » A Paris, en 1895, s'est fondée une *Ligue pour la Confédération balkanique* [1] avec le concours de la *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté*. Son président, M. P. Argyriades, cite parmi les ancêtres ou les patrons de l'idée de confédération balkanique : Michelet, Louis Blanc, Quinet, Lamartine, Saint-Marc Girardin, Cattaneo, Garibaldi, Charles Lemonnier, Victor Hugo, Gambetta, le général Türr, Magalhaës Lima, Emile Arnaud, etc., groupe brillant de penseurs, d'écrivains, d'agitateurs dont les idées ont été, en général, plus généreuses que pratiques; ils ont indiqué, en passant, la solution fédérative comme

1. Voici les articles 2 et 3 des statuts :

« Art. 2. — Le but de la Ligue est de poursuivre la réalisation d'une confédération de tous les peuples de l'Europe orientale et de l'Asie Mineure.

« Art. 3. — Ces peuples s'énumèrent ainsi : 1° la Grèce avec l'île de Candie; 2° la Serbie avec la Bosnie-Herzégovine; 3° la Bulgarie; 4° la Roumanie; 5° le Monténégro; 6° la Macédoine et l'Albanie, qui formeraient un Etat libre et fédératif; 7° la Thrace avec Constantinople comme ville libre et siège des délégués des Etats confédérés; 8° l'Arménie et l'Asie Mineure avec les îles de son littoral. » Voyez *Un latin*, p. 174.

propre à conduire à un règlement définitif de la question d'Orient, mais ils n'en ont étudié ni les modalités ni les conditions de réalisation. Il faut retenir cependant, comme plus particulièrement intéressantes, les idées du général Türr, confident de Kossuth dont il reflète la pensée[1]; il préconise la formation de deux confédérations, l'une Danubienne, où la Hongrie pourrait trouver sa place avec les différentes nationalités constituant l'Empire d'Autriche, l'autre Gréco-slavo-turque, qui recevrait le nom de Confédération balkanique. Il est curieux de noter que, sous la plume d'un Magyar, une place est réservée à la Turquie dont le partage n'apparaît pas comme l'article fondamental du projet.

Parmi les professeurs de droit international, l'idée d'une confédération balkanique est très en faveur. Le premier, au temps de la guerre russo-turque, feu le professeur James Lorimer, de l'Université d'Edimbourg, développa une thèse où il proposait « la dénationalisation de Constantinople » qui deviendrait « la propriété commune du genre humain civilisé. » Dans une discussion qu'il soutint à ce sujet avec le professeur Martens, les deux savants se rencontrèrent pour préconiser une alliance anglo-russe, sans laquelle aucune solution pacifique de la question d'Orient ne pourrait jamais devenir possible.

Ces projets d'Union balkanique, qui ont vu le jour depuis un siècle, sont si nombreux que nous n'avons pu indiquer ici que les plus significatifs. Tous ces beaux plans sont l'écho, parfois assez naïf, d'intérêts très précis, et cachent des arrière-pensées qu'il n'est pas difficile de pénétrer. Derrière la formule séductrice : « Les Balkans aux peuples balkaniques », apparaît presque toujours la politique de l'une des grandes puis-

1. *Solution pacifique de la Question d'Orient*. Paris, 1877.

sances que les autres s'empressent de contrecarrer. Aussi, jusqu'à la révolution turque de 1908, ne voyons-nous pas que, malgré les vœux des populations et les efforts de quelques hommes convaincus, l'idée ait fait un pas décisif vers la réalisation. Une solution impliquerait d'abord l'expulsion des Turcs d'Europe et de grands remaniements territoriaux, c'est-à-dire une crise européenne et probablement une guerre générale; aussi personne n'ose-t-il en prendre l'initiative. Les savants, les professeurs, les publicistes s'évertuent en vain à démontrer les mérites de l'idée fédérative; les hommes d'Etat hésitent à les suivre : le risque est trop gros.

II

La révolution turque de juillet 1908 a modifié profondément l'aspect et les données du problème. Les grandes puissances et les petits Etats balkaniques eux-mêmes, — les récentes visites royales à Constantinople en sont la preuve, — sont d'accord pour laisser à la Jeune-Turquie le temps de faire ses preuves. Si elle échoue dans son œuvre de réorganisation et de « modernisation », la preuve sera faite que la race ottomane est incapable de se régénérer par elle-même et, de nouveau, il pourra être question de lui substituer d'autres peuples. Si au contraire elle réussit, l'Empire ottoman régénéré gardera sa place dans l'Europe orientale. Ce n'est donc plus d'une confédération destinée à remplacer la Turquie qu'il s'agit pour le moment, mais d'une combinaison qui la consoliderait en réglant ses rapports avec les Etats balkaniques et en la mettant à l'abri de toute ambition étrangère. Plus

d'homme malade, donc plus de médecins, encore moins d'héritiers[1].

Du même coup, toute la politique de la Russie et de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de l'Empire Ottoman se trouve modifiée; ni l'un ni l'autre des deux Empires rivaux ne peut plus être tenté, comme autrefois, de constituer une confédération balkanique avec l'espoir qu'elle ne saurait manquer de devenir l'instrument de ses visées particulières. Mais ni l'un ni l'autre non plus n'a intérêt à s'opposer à la formation d'une confédération dans laquelle entrerait la Turquie et qui arrêterait, d'où qu'elles viennent, toutes les tentatives ambitieuses sur la péninsule. Pour la Russie, le temps n'est plus de réaliser le rêve de Pierre le Grand et de Catherine II : le chemin de Byzance est fermé. Les Russes ont enfin compris que si jamais Constantinople et Pétersbourg se trouvaient un jour réunies dans les mêmes mains, elles ne sauraient y demeurer[2], que les

1. Hilmi Pacha, ancien grand-vizir, lors de son récent passage à Paris, disait à un journaliste : « La Confédération des Etats balkaniques est un rêve, mais avec la régénération de la Turquie et une bonne armée — une bonne armée est indispensable — ce rêve pourra, je l'espère, devenir une réalité. »

2. Il est curieux de trouver déjà cette vérité exprimée, dès 1830, dans cette lettre du comte de Nesselrode au Grand-Duc Constantin.

« Saint-Pétersbourg, 12 février 1830.

« Le but de nos relations avec la Turquie est celui que nous nous sommes proposé par le traité d'Andrinople lui-même et par le rétablissement de la paix avec le Grand-Seigneur. Il ne tenait qu'à nos armées de marcher sur Constantinople et de renverser l'empire turc. Aucune puissance ne s'y serait opposée, aucun danger immédiat ne nous aurait menacés, si nous avions porté le dernier coup à la monarchie ottomane en Europe. Mais, dans l'opinion de l'Empereur, cette monarchie, réduite à n'exister que sous la protection de la Russie et à n'exécuter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux, que toute combinaison nouvelle qui nous aurait forcés soit à trop étendre nos domaines par des conquêtes, *soit à substituer à l'empire ottoman des Etats qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse;* c'est sur ce principe de S. M. I. que se règlent aujourd'hui nos rapports avec le Divan. »

Slaves des Balkans sont résolus à ne travailler que pour eux-mêmes et qu'ils ne resteront les amis de la Russie qu'autant que ses sympathies seront désintéressées et sa protection exempte de toute arrière-pensée de domination. L'exemple de la Bulgarie a servi à le démontrer. C'est une politique d'influence, de patronage des Slaves, non plus d'expansion directe que, depuis la guerre de Mandchourie et la révolution turque, la Russie se dispose à adopter.

L'Autriche, à la veille d'entrer dans une ère de transformation et de réorganisation intérieure, poursuit, dans les Balkans, une politique de liquidation. C'est du moins ce qu'a affirmé à plusieurs reprises le comte d'Æhrenthal au moment où il annexait la Bosnie et l'Herzégovine et où, comme contre-partie, il renonçait aux droits que le traité de Berlin donne à l'Autriche sur le sandjak de Novi-Bazar. Il a laissé entendre que, par cet acte significatif, il marquait la limite méridionale que l'expansion autrichienne ne chercherait pas à dépasser. Il a témoigné ainsi d'une compréhension très élevée de la situation réelle et des vrais intérêts de l'Empire : pousser plus loin sa pointe vers le Sud dans la direction de Salonique, s'immiscer dans les querelles de nationalité qui agitent la Macédoine, assumer de lourdes charges pour un profit illusoire, ce serait, pour l'Autriche, se mettre à la merci de l'Allemagne[1] et se préparer un long antagonisme avec la Russie. L'intérêt des deux Empires rivaux est aujourd'hui d'aider le programme « le Balkan aux peuples balkaniques » à devenir une réalité et d'assurer ainsi la pacification et la mise en valeur économique des riches plaines de la Macédoine. L'Autriche recueillera les profits sans avoir couru les risques. Comme le chemin de Byzance pour

(Citée par Emile de Girardin, *Solutions de la Question d'Orient*. Paris, Librairie nouvelle, novembre 1853.)

1. Voyez sur ce point nos chapitres III et IV, ci-dessus.

sa rivale, le chemin de Salonique est, pour elle, un dangereux mirage[1].

Cette politique nouvelle de la Russie et de l'Autriche dans les Balkans, personne n'en a mieux, ni de plus loin, prévu l'avènement et montré les avantages qu'un homme d'État serbe très distingué, héritier des idées du prince Michel et de Garachanine, M. Pirotchanatz, ancien président du Conseil sous le roi Milan. En 1889, il publiait à Paris, sous le pseudonyme de docteur Stefan Bratimich, une brochure[2] d'où, entre autres, nous détachons ces lignes qui donnent la plus haute idée de la perspicacité politique de leur auteur.

« Si l'on place un instant en regard, d'un côté les forces que la Russie et l'Autriche, soutenue par ses alliés, peuvent mettre au service de leur cause, et de l'autre les forces qui pourraient leur être opposées, on restera plus que jamais convaincu que la lutte ne conduira à Constantinople ni l'une ni l'autre de ces puissances.

« Mais si l'un de ces deux compétiteurs venait subitement à changer de manière de faire; si surtout, par exemple, la Russie comme puissance slave abandonnait ses idées de conquête et de domination, pour les remplacer par une politique protectrice sincère et par la poursuite réelle de l'indépendance des peuples de la Péninsule, les prétentions austro-hongroises sur l'Orient seraient du coup anéanties. Les intérêts généraux de l'Europe, ainsi que les intérêts nationaux des peuples orientaux, se rangeraient immédiatement de son côté, et le Tsar accomplirait sans peine la mission qu'il doit poursuivre comme chef de tous les Slaves. Il ne tarde-

1. Sur les intentions de l'Autriche et de la Turquie dans l'hypothèse d'une confédération balkanique, voyez ci-dessus le curieux passage du discours de Talaat-bey, page 161.

2. Dr Stefan Bratimich, *la Péninsule des Balkans*. Paris, chez Balitout et Cie, 1889 (p. 29).

rait certainement pas à trouver des alliés solides au lieu des adversaires que la politique lui suggère aujourd'hui. — Les Slaves du Sud ne se font pas d'illusions : ils savent très bien que, sans une Russie forte, ils seraient condamnés à disparaître devant l'expansion si puissante de la race germanique. Et qui oserait leur faire un reproche, puisque avant tout ils tiennent à leur existence nationale et qu'ils cherchent à la défendre contre tous?

« Ce n'est, d'ailleurs, pas le Cabinet de Pétersbourg seul qui pourrait recueillir d'immenses avantages en modifiant son attitude et ses visées; l'Autriche, elle aussi, en abandonnant ses prétentions de domination sur la Péninsule courrait la chance presque certaine de réaliser des avantages considérables, et, ce qui est d'une importance capitale pour elle, elle éviterait ainsi une collision menaçante. La puissance des Habsbourg a vécu et s'est développée bien plutôt grâce à sa politique qu'aux victoires de ses armées, et on s'étonne aujourd'hui des hésitations du Cabinet de Vienne devant une position aussi critique. On ne comprend pas qu'il ne prenne pas les devants pour prévenir les dangers qui ne peuvent manquer de lui surgir.

« Nous convenons franchement qu'il n'est pas commode à l'Autriche-Hongrie d'abandonner aujourd'hui la Bosnie et l'Herzégovine, après avoir considéré ces provinces, dès leur occupation, comme ses premières étapes vers Salonique et comme la clef de sa domination sur la partie occidentale de la Péninsule. Nous n'ignorons pas non plus les inquiétudes que l'Autriche-Hongrie peut concevoir pour l'avenir de certaines de ses provinces du Sud, si un État slave réellement puissant se formait sur ses frontières. Mais sans vouloir préjuger un avenir lointain, et sans contester les conséquences éventuelles de l'évolution politique que subissent les sociétés modernes, il nous semble admissible cependant

que les peuples de la Péninsule, encore pendant une longue période de leur relèvement politique, pourraient trouver un intérêt puissant au maintien de l'Empire des Habsbourg qui, dans certaines conditions, formerait à coup sûr la garantie la plus efficace de leur propre indépendance. Le prix donc que l'Autriche-Hongrie ne manquerait pas de recueillir par l'inauguration d'une politique désintéressée ne resterait certainement pas au-dessous des sacrifices qui lui seraient imposés; tandis qu'en laissant survenir une lutte de compétition avec la Russie, elle ne met ni plus ni moins en jeu que son existence elle-même.

« Notre conviction est que, les circonstances aidant, l'un des compétiteurs arrivera certainement à adopter un jour la manière de faire que nous indiquons et qu'il se mettra alors à la tête du mouvement qui répond le mieux aux intérêts généraux de l'Europe ainsi qu'aux aspirations nationales des peuples orientaux. Celui des deux compétiteurs qui arborera le premier franchement et réellement une conduite aussi désintéressée sortira, sans aucun doute, vainqueur de la lutte ».

Ces vues profondes sont devenues plus vraies encore depuis que la révolution ottomane a fait renaître en Europe l'espoir d'une réorganisation de la Turquie par ses propres moyens et à son propre bénéfice. La constitution, sous une forme plus ou moins étroite, d'un groupement des différents États balkaniques, y compris la Turquie, apparaît plus que jamais comme souhaitable dans l'intérêt des grandes puissances aussi bien que dans celui des plus petites. Si l'Empire Ottoman mène à bien son œuvre de rénovation, tout espoir d'extension dans la péninsule est désormais fermé à la Bulgarie, à la Serbie, au Monténégro, à la Grèce. Renonçant à des espoirs qui se feront plus chimériques à mesure que se fortifiera la Turquie, chacun de ces pays travaillera à organiser sa vie économique, à mettre

en valeur ses richesses naturelles, à améliorer ses voies de communication et ses débouchés vers l'extérieur. Dans les entretiens du roi Ferdinand avec les hommes d'État turcs, il n'a été question, dit-on, que de chemins de fer et de conventions commerciales. La constitution d'une union fédérative, tout au moins la conclusion d'une alliance défensive entre les États balkaniques, serait de nature à faciliter, pour chacun d'eux, cette œuvre de progrès interne.

C'est en Serbie que le projet d'une confédération trouve ses partisans les plus chaleureux, tels M. Pirotchanatz, M. Novakovitch, naguère encore président du Conseil, M. Pachitch, actuel président du Conseil, et, avec lui, tout le parti « radical » qui le reconnaît pour chef. C'est en effet à la Serbie surtout que la confédération serait avantageuse : isolée de la mer, elle a, plus qu'aucun autre État, besoin du concours de ses voisins pour l'exportation de son bétail, de ses porcs et de ses fruits. Mais elle n'est pas la seule pour qui la carte politique ne recouvre pas, tant s'en faut, la carte des nationalités. On peut dire de tous les États balkaniques qu'ils sont inachevés... Beaucoup de Serbes, beaucoup de Bulgares vivent en dehors des frontières des deux royaumes. Quant au Monténégro, nous avons montré que, dans ses limites actuelles, il ne paraît pas viable [1]. La Grèce, géographiquement mieux située, languit, démoralisée par le bavardage de ses politiciens et l'indiscipline de ses militaires, ruinée par des ambitions sans proportion avec ses forces. La Bulgarie et la Serbie s'épuisent en armements et s'entêtent dans une rivalité sans objet, puisque la Macédoine, dans une Turquie régénérée, restera partie intégrante de l'Empire ottoman. Leur mésintelligence, savamment attisée par l'art subtil des diplomaties qui en profitent, n'a aucune cause irré-

(1) Voyez ci-dessus, page 395.

ductible. Une volonté sincère d'accord viendrait à bout des différends superficiels qui les séparent. Moins profondes encore et moins justifiées sont les difficultés qui mettent quelque acrimonie dans les rapports de Belgrade avec Cettigne. Entre Athènes et Sofia, le principal objet de discorde, c'est encore la Macédoine. La Roumanie enfin trouverait dans une confédération balkanique un appui matériel et moral considérable pour le cas où le sort des Roumains de Transylvanie et du banat de Temesvar provoquerait de graves dissentiments entre elle et la Hongrie[1]. Enfin est-il besoin de démontrer que la Turquie, théâtre classique des « interventions » qui, destinées à la protéger, ont eu souvent pour premier effet de consacrer son démembrement, serait la première intéressée à entrer dans une confédération ou dans une alliance qui aurait pour but de réserver les affaires balkaniques aux peuples de la péninsule; elle serait garantie contre toute ingérence indiscrète ; elle serait libre de poursuivre dans la paix, dans la sécurité, son laborieux effort de régénération « à l'européenne. » Si elle y réussit, si elle parvient, par des réformes sociales et administratives, à gagner les sympathies des nationalités qui, jusqu'ici, poursuivaient leur affranchissement, elle acquerra naturellement, parmi ses confédérés, une influence que la force des choses rendra bientôt prépondérante. Si, au contraire, elle y échoue, la condamnation si souvent et si prématurément prononcée deviendra enfin exécutoire; elle se verra forcée d'abandonner l'Europe aux populations chrétiennes et d'aller se réformer en Asie, « à la turque. » Les peuples de la confédération n'auront plus qu'à liquider entre eux, sans intervention étrangère, la succession vacante.

Il serait facile de prolonger ce tableau des avantages

1. Voyez ci-dessus, page 423 et suiv.

que la réalisation d'une confédération balkanique apporterait à toutes les populations de la péninsule, à l'Europe et au monde. Déjà, avant les événements qui, en Turquie, ont si profondément changé l'aspect de la question, M. Pirotchanatz concluait ainsi la brochure dont nous citions tout à l'heure un passage :

« Pour parer aux dangers qu'un avenir prochain peut leur apporter, tous les États orientaux ont donc le devoir absolu d'arriver le plus tôt possible à une alliance politique. Cette alliance, d'un caractère purement défensif, ne saurait porter ombrage à personne, excepté à ceux qui pensent à des conquêtes. Si le but que poursuivent la Russie et l'Autriche dans la péninsule est vraiment désintéressé, comme la diplomatie et la presse de ces deux pays le disent à tout propos, cette union des Balkans serait avantageuse à leurs intérêts, puisqu'elle supprimerait le prétexte de conflit le plus apparent qu'on prétend trouver aujourd'hui dans l'ingérence de la diplomatie de l'une ou de l'autre de ces deux grandes puissances, dans les affaires, soit de la Serbie, soit de la Bulgarie...

« ... Nous sommes convaincus qu'il n'y a plus d'illusions ni d'espérances à avoir du côté de la Russie ni de celui de l'Autriche et qu'en attendant, et pour courir au plus pressé, une alliance, sous la forme fédérative, entre les peuples orientaux pour la défense de leurs intérêts communs, est le premier et le dernier mot de la politique qu'ils peuvent et qu'ils doivent suivre aussi bien dans le présent que dans l'avenir. »

« Cette alliance seule mettra fin à des ingérences étrangères dans les affaires intérieures des différents pays et, en même temps qu'elle procurera une vie nationale aux peuples de la Péninsule, elle donnera à l'Europe des garanties aussi sérieuses que possible de stabilité et d'équilibre en Orient. »

La question est ainsi parfaitement posée et, tant qu'on

s'en tient aux considérations générales, l'argumentation est irréfutable. Mais quand on étudie les moyens pratiques de réalisation, c'est alors que les objections apparaissent.

III

Comme toutes les idées simples, celle d'une confédération balkanique ou orientale est, au premier abord, très séduisante. Elle résout toutes les difficultés et, de plus, elle est seule à les résoudre. Il semble qu'à raisonner sur l'avenir de la question d'Orient, on ne puisse guère échapper au dilemme : ou, sous une forme quelconque, une union des Etats balkaniques, ou la continuation de l'instabilité et de l'insécurité actuelles aboutissant finalement à une guerre où s'opérerait dans le sang la sélection du plus fort. Mais les faits, en politique, se plient mal à la logique des raisonnements et souvent l'idée qui séduit par sa simplicité est précisément celle dont il faut se défier ; car la réalité est complexe et échappe aux formules. Il y a des idées encore plus simples et plus séduisantes que celle d'une confédération balkanique, celle, par exemple, de la paix universelle, et, depuis si longtemps que les hommes en rêvent, leurs espoirs n'ont pas encore cristallisé dans une forme viable.

On distingue plusieurs formes de confédération, ou, pour employer un terme plus général, d'association entre plusieurs Etats. La Confédération suisse, les Etats-Unis d'Amérique, ceux du Brésil, la Confédération germanique de 1815, l'Empire allemand de 1871, le dualisme austro-hongrois de 1867, présentent des types très différents d'associations d'Etats : dans les uns, l'égalité des droits est absolue entre les associés ; dans

les autres, l'un des Etats, par suite de circonstances historiques, a obtenu la prépondérance; tantôt un souverain commun s'élève au-dessus des souverains particuliers, tantôt la forme est républicaine. En tout cas, une confédération implique un organisme central, diète, parlement ou souverain, en qui se concrétise le lien fédéral et qui constitue un pouvoir commun. Quelle forme pourrait prendre une confédération balkanique? La forme républicaine, suisse ou américaine, est incompatible avec des Etats historiques gouvernés par des souverains héréditaires. Les Etats balkaniques ne sauraient s'unir qu'en conservant leurs souverains respectifs, leur gouvernement intérieur, leur législation particulière; entre eux, on ne pourrait concevoir qu'une fédération dans laquelle chacun des membres aurait les mêmes droits et déléguerait un certain nombre de députés à une diète fédérale qui siégerait alternativement dans les diverses capitales. Encore voit-on mal comment, en pratique, pourrait fonctionner cette diète. Dans l'Allemagne de 1815, à côté de la Diète, il y avait l'Empereur Habsbourg, dont la tradition et l'histoire imposaient l'autorité; dans l'Allemagne de 1871, il y a le roi de Prusse dont la force a fait un empereur allemand. Dans la Confération germanique, il n'y avait, à peu d'exceptions près, que des Allemands parlant la même langue, unis par une longue collaboration historique et par la communauté de la « culture ». Dans l'empire austro-hongrois, les races et les langues sont très disparates; mais le loyalisme dynastique est un lien solide éprouvé par l'histoire, sanctionné par des parlements locaux. Dans la péninsule balkanique, les traditions sont imprégnées de haine et les souvenirs teints de sang. Il n'y a ni communauté de race, ni communauté de culture, ni communauté de langue, ni communauté de religion, et l'on ne voit pas d'où pourrait sortir, parmi les Etats de la péninsule, une Prusse imposant son

hégémonie, un Habsbourg incarnant l'unité dans un intérêt commun. Si, dans une organisation fédérale, la Turquie tentait d'exercer une suprématie, si légère fût-elle, ne soulèverait-elle pas contre elle l'hostilité passionnée de tous les Etats chrétiens? Et si la tentative venait de l'un de ces Etats, de la Bulgarie par exemple, croit-on que Turcs et Grecs ne s'insurgeraient pas contre elle avec toute la fureur renouvelée des passions ataviques?

Pour qui connaît l'intransigeance patriotique, l'orgueil de race, l'exclusivisme de toutes les populations balkaniques, qu'elles soient latines, slaves, turques, albanaises même ; pour qui a vu de près leurs rivalités nationales, compliquées de haines sociales, de dissidences religieuses, d'ambitions jalouses, de rancunes historiques, il est bien difficile de croire à la possibilité d'une organisation fédérale un peu forte, et l'on est porté à penser que le plus grand effort d'union que l'on puisse espérer, dans l'état actuel des esprits, des nationalités balkaniques, serait la conclusion d'une alliance défensive entre la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce. Peut-être les Etats alliés pourraient-ils, à la rigueur, arriver à constituer une sorte de commission arbitrale, composée de un ou deux délégués de chaque Etat et destinée à trancher les difficultés de nationalité ou de frontière qui surgissent si souvent dans la péninsule et qui, à chaque moment, menacent de dégénérer en une guerre générale. Une alliance défensive de cette nature serait un premier pas vers la réalisation du programme : « Les Balkans aux peuples balkaniques » ; elle permettrait, dans une certaine mesure, d'écarter les influences, tout au moins les interventions étrangères.

Ces interventions, les peuples balkaniques en ont parfois souffert ; mais il faut bien reconnaître que, sans elles, la plupart d'entre eux seraient encore soumis aux

Turcs. La protection d'une nation étrangère, au cas où elle pourrait être désintéressée, serait peut-être le seul moyen efficace de promouvoir la formation d'une Confédération ou d'une alliance balkanique ; parmi ces populations surexcitées, elle jouerait le rôle de gendarme et d'arbitre. Ainsi Napoléon s'intitulait Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération suisse. Mais, en pareille occurrence, il arrive généralement que Protecteur ou Médiateur devient bien vite synonyme de maître. Ainsi adviendrait-il de l'Empereur italien que *Un Latin* voudrait donner comme chef à la confédération orientale de ses rêves. La solution qu'il propose, comme toutes celles de même nature, aurait pu être théoriquement acceptable dans une Europe orientale d'où les Turcs auraient été chassés ; l'arbitre étranger aurait alors servi à mettre d'accord les petits États chrétiens et à régler amiablement leurs litiges. Elle ne serait pas possible en présence d'un grand Empire comme la Turquie. D'ailleurs, pour être un arbitre impartial, l'Italie est trop proche de l'Orient balkanique ; en voulant l'introduire dans les Balkans, le Roumain qui signe *Un Latin* laisse deviner sa pensée secrète. Offrir un rôle de tutelle et de conciliation à la Russie ou à l'Empire austro-hongrois, ce serait les induire en tentation, ce serait faire rentrer par la fenêtre le loup chassé de la bergerie par la porte. L'Allemagne est trop étroitement unie à l'Autriche, elle a trop d'intérêts en Turquie, et elle y a exercé, en ces dernières années, une influence trop considérable pour que ses directions puissent être acceptées sans défiance. La France ou l'Angleterre pourraient être choisies comme arbitres et comme tutrices par les États balkaniques associés, car elles n'ont, ni l'une ni l'autre, d'ambitions territoriales dans la péninsule ; la France surtout a eu l'art d'agir à la fois comme émancipatrice des nationalités et comme protectrice de l'intégrité de l'Empire

ottoman ; aussi bien pour les Turcs que pour les Grecs, les Slaves ou les Roumains, son nom signifie liberté politique, émancipation des nationalités. La France, en outre, bénéficie de l'incomparable autorité morale qu'elle doit au prestige de sa civilisation, de sa langue partout répandue dans le Levant et de la glorieuse histoire de ses relations avec la Turquie. Mais ni la France, ni sans doute l'Angleterre, s'il était fait appel à leurs bons offices, n'auraient lieu de s'en réjouir ; elles pourraient se trouver entraînées dans des complications inextricables ; leurs relations avec la Russie et avec l'Autriche deviendraient plus difficiles, et il n'est pas certain qu'elles recueilleraient, même en gratitude platonique, le bénéfice de leur bonne volonté. Il est donc, à tous points de vue, préférable que les États balkaniques agissent de leur propre initiative, à leurs risques et périls ; ce n'est même qu'à cette condition que la naissance d'une union balkanique serait souhaitable.

Dans l'état actuel de l'Orient, l'établissement d'une confédération, voire la conclusion d'une simple alliance défensive entre les États de la péninsule se heurterait à une grosse difficulté : Quels seraient, dans une telle combinaison, le rôle et la place de l'Empire ottoman?

La Turquie n'est pas seulement européenne, elle est surtout asiatique. S'il est exagéré de dire, en reprenant un mot fameux, que les Turcs ne sont que campés en Europe, il est certain cependant que c'est d'Asie qu'ils sont venus, d'Asie qu'ils tirent leur force principale ; en Europe, même là où ils se sont implantés, les vieilles races indigènes les regardent comme des intrus. Turquie d'Asie et Turquie d'Europe sont inséparables ; le Bosphore ne divise pas, il réunit ; il n'est pas une frontière, il est un centre d'attraction. La Turquie d'Asie entrera-t-elle donc avec la Turquie d'Europe dans la confédération ou dans l'alliance? Et comment distinguerait-on entre elles? Y entrera-t-elle avec ses Arméniens, ses

Kurdes, ses Arabes nomades, avec son Hedjaz et son Yémen, avec sa Tripolitaine? Verra-t-on la Bulgarie ou la Grèce engagées, par leur alliance, dans une querelle avec la Perse? Le Monténégro, attaqué par l'Autriche, pourra-t-il faire appel au concours des redifs d'Anatolie? Il est impossible d'imaginer un moyen de séparer l'Empire Ottoman en deux parties dont l'une seulement serait engagée dans la politique européenne. On ne voit guère non plus comment il serait possible, sans risquer de rendre l'alliance illusoire, de distinguer entre les différents *casus fœderis* qui pourraient se produire.

Autre difficulté, également grave. La Turquie entrera-t-elle dans la confédération, ou dans l'alliance, telle qu'elle est, sur la base de l'*uti possidetis*, ou assurera-t-elle certaines conditions spéciales aux nationalités non turques qui vivent dans la Turquie d'Europe, sans parler de celle d'Asie? Tous les plans de confédération balkanique ou orientale dont nous avons rappelé l'histoire font une place à l'Albanie et à la Macédoine. Il ne saurait être question actuellement de les séparer de la Turquie; mais la Bulgarie, par exemple, consentirait-elle à entrer dans une alliance avec la Turquie, si celle-ci ne donnait pas des garanties aux Bulgares de Macédoine? Ceci revient à dire que la possibilité d'une union balkanique générale est étroitement liée à l'avenir de la Jeune-Turquie. Si elle adopte une méthode de centralisation et d'unification sans tempéraments, si son patriotisme légitime s'exagère en un nationalisme intransigeant, non seulement elle ne réussira pas à gagner le cœur des populations chrétiennes de la Turquie d'Europe, mais elle alarmera les États voisins, elle les mettra pour longtemps en défiance; elle finira par susciter contre elle la confédération ou l'alliance qu'une politique plus souple pourrait constituer à son avantage.

A ce point de vue, la ligne de conduite qu'a suivie jusqu'ici le gouvernement de Hakki Pacha vis-à-vis de l'Albanie inspire des inquiétudes aux amis de la Turquie nouvelle. Nous avons expliqué ci-dessus le caractère et les origines du mouvement que les journaux appellent à tort insurrection ou révolte. Les Arnaoutes ont été les premiers partisans de la Constitution dont, à la vérité, ils comprenaient mal les tendances et le caractère réel, mais dont il eût été politique de leur enseigner les bienfaits autrement qu'à coups de canon ou de fusil. C'est l'expédition insuffisamment justifiée de Djavid Pacha dans les montagnes de l'Albanie du Nord, ce sont les excès commis par ses soldats, qui ont soulevé derrière lui les Arnaoutes frémissants et altérés de vengeance. L'Albanie n'est pas une Vendée insurgée pour un sultan déchu, c'est une Écosse qui lutte pour ses traditions, son particularisme, sa langue. Le gouvernement ottoman ne pouvait laisser intercepter le chemin de fer d'Uskub à Mitrovitza et devait assurer, même par la force, les communications entre les bourgs de l'Albanie du Nord; mais il fera preuve d'esprit de justice en même temps que d'esprit politique, s'il ne cherche pas à réduire les « insurgés » dans leurs montagnes : les Turcs n'y trouveraient que des pierres et des coups. Déjà, il y a trop de victimes, trop de villages incendiés, trop de femmes insultées; les Jeunes-Turcs ont le plus grand intérêt à ne pas s'aliéner à jamais cette fière et forte race qui a déjà donné à l'Empire tant d'hommes d'État, tant de braves soldats, et à laquelle il n'a donné, lui, ni un chemin de fer, ni une route, ni un canal d'irrigation, ni une école. La Jeune-Turquie, avant de se montrer trop exigeante vis-à-vis des Albanais, a beaucoup à réparer vis-à-vis d'eux; ce n'est que peu à peu, et par des bienfaits, qu'elle fera la conquête de ce peuple qui, cramponné depuis tant de siècles à ses montagnes, n'a jamais abdiqué, devant aucun con-

quérant, ni ses coutumes, ni son langage, ni son fier particularisme.

La méthode que le gouvernement ottoman appliquera aux Albanais est observée avec une attention inquiète par les États balkaniques. Beaucoup de Bulgares, de Serbes, de Grecs, vivent sous la loi turque en dehors de la Bulgarie, de la Serbie, de la Grèce. Il existe aussi, dans les montagnes du Pinde, mêlés aux Albanais, beaucoup de Valaques dont les Roumains se proclament « frères. » Chacun des peuples qui entourent la Turquie d'Europe se trouve donc dans l'obligation morale de ne pas se désintéresser du sort de ces « frères séparés » qui, après avoir été si longtemps les sujets, la *raïa* du Grand Seigneur, sont devenus, par la vertu de la Constitution, des citoyens de l'Empire ottoman. S'ils restent mal satisfaits de leur sort, si une politique trop centralisatrice les alarme pour leur langue et leurs écoles, pour le maintien de leurs coutumes et de leur organisation politique et religieuse, toute alliance devient impossible entre la Turquie et les États chrétiens du Balkan. L'union, sous quelque forme que ce soit, ne pourrait être que la conséquence d'un apaisement complet des conflits de nationalité par l'application d'un régime très souple de liberté et de décentralisation. Cet oubli de haines séculaires, — il faut, dans leur intérêt, que les Jeunes-Turcs le comprennent bien, — il ne suffit pas de le décréter pour l'obtenir.

La question Crétoise est aussi l'une de celles qui doivent être résolues avant qu'il puisse être question de négocier la conclusion d'une alliance où entrerait le royaume des Hellènes. L'admission de la Crète, comme un État autonome, sous la suzeraineté nominale du Sultan, dans une confédération, pourrait peut-être fournir la base d'une transaction.

La constitution d'une confédération orientale rencontre enfin un obstacle dont on ne s'avise pas toujours :

c'est Constantinople. Sa situation géographique, les détroits dont elle commande le passage, l'éclat incomparable de son renom, le rayonnement de son éternelle beauté, lui donnent parmi les grandes capitales du globe une importance sans seconde. Malgré tant de ruines, elle apparaît encore revêtue de ces symboles magnifiques qui s'imposent au respect ou à l'adoration des hommes : c'est l'Empire romain qui, du haut de la ville de Constantin, projette la majesté de son ombre jusque sur nos générations d'aujourd'hui ; c'est le patriarcat œcuménique en qui survit, à travers tant de déchéances, l'image altérée mais encore imposante du catholicisme oriental ; c'est le Khalifat dans lequel trois cents millions de musulmans révèrent la succession religieuse et politique du Prophète ; c'est Sainte-Sophie enfin, où les grands anges de mosaïque, d'un frémissement de leurs ailes d'or, semblent n'avoir qu'à secouer un mince badigeon musulman pour découvrir aux yeux le Christ dans sa gloire. La Constantinople moderne, la ville des banques, des affaires et du plaisir, la *Cosmopolis* où, sous l'œil des Turcs qui n'y ont guère part, des gens de proie venus de tous pays se rencontrent pour brasser des affaires et ramasser de l'or, exerce elle aussi son attrait sur les rudes et laborieux paysans de la Morée, du Pinde ou du Balkan. Tous ces prestiges du temps, de la gloire et de l'or entourent Constantinople d'une telle auréole et donnent à qui la possède un tel avantage sur tous ses voisins qu'entre eux, l'égalité, même inscrite dans les traités, paraîtra toujours illusoire. De tous côtés convergent vers la cité fascinatrice d'incoercibles convoitises ; et d'elle, en retour, émane une influence incomparable, une autorité vraiment impériale, comme au temps où le Basileus y régnait dans sa splendeur et où les rois barbares du Danube et des Balkans se sentaient fiers de lui prêter l'hommage et de se dire ses vassaux. On con-

naît l'opinion de Napoléon ; parlant de son alliance avec la Russie, il disait : « Constantinople était le grand embarras ; la vraie pierre d'achoppement ; la Russie la voulait ; je ne devais pas l'accorder ; c'est une clé trop précieuse ; elle vaut à elle seule un empire ; celui qui la possédera peut gouverner le monde. » L'ouverture du canal de Suez n'a laissé aux maximes de l'Empereur qu'une part de leur vérité ; mais on peut appliquer à la formation d'une confédération balkanique ce qu'il disait de son alliance avec la Russie : « Constantinople est la vraie pierre d'achoppement. » Entre celui qui la possède et ceux qui la convoitent, il peut exister des ententes temporaires ; il est difficile d'imaginer une alliance durable, encore moins une confédération sans hégémonie.

De petits États à petits États une entente ne serait pas moins difficile qu'entre les petits États et la Turquie. La Grèce mesure son intransigeance non à ses forces, mais à ses rêves ; en ces dernières années, en même temps qu'elle se brouillait avec la Turquie à propos de la Crète, elle entrait en conflit avec la Bulgarie et avec la Roumanie pour la Macédoine ; elle n'est guère en bons rapports qu'avec la Serbie. Il est peu vraisemblable que les États danubiens recherchent avec la Grèce une alliance qui ne leur apporterait pas une force réelle et qui risquerait de devenir très onéreuse. On peut admettre qu'entre les deux États peuplés de Serbes, Serbie et Monténégro, la volonté des peuples, malgré les susceptibilités des cours, saurait, en cas de conflit, imposer une alliance, comme on l'a vu durant la crise de 1908-1909. En serait-il de même entre la Bulgarie et la Serbie ? C'est là le point important. Ce qui paraît naturel et normal, c'est leur bonne intelligence, et cependant, c'est le bruit de leurs querelles qui remplit leur histoire. L'Autrichien et le Russe exploitent leurs jalousies pour perpétuer un désaccord dont ils pro-

fitent. Vienne, en 1885, oblige Begrade à la guerre. Serbes et Bulgares, durant la crise macédonienne, se disputent Uskub et une partie du vilayet de Kossovo ; leurs propagandes se font échec, leurs bandes s'entretuent, cependant qu'Uskub reste aux Turcs ! Pour tel village de Macédoine, qui était avant-hier patriarchiste grec, hier exarchiste bulgare, et qui se déclare aujourd'hui patriarchiste serbe, voilà les passions déchaînées ; les imaginations partent en guerre : les Bulgares parlent de conquérir Pirot et Nisch, les Serbes refont l'Empire du Douchan. Heureusement, ces Gascons du Danube sont, comme ceux de chez nous, des têtes froides. Depuis cinq ans, malgré des traverses et des difficultés, les relations vont s'améliorant. En 1905, les Serbes prennent l'initiative d'une union douanière que le Sobranié de Sofia repousse : la question de Macédoine est alors trop aiguë pour permettre une entente sincère ; peut-être aussi faut-il ménager telle ou telle grande puissance dont le concours pourrait devenir nécessaire et à qui l'accord des deux pays porterait ombrage. En octobre 1908, la Bulgarie proclame son indépendance ; c'est un événement que la Serbie regarde comme légitime ; elle regrette seulement que la coïncidence avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, si douloureuse au nationalisme serbe, permette de croire à un accord préalable entre Vienne et Sofia. La crise apaisée, le rapprochement s'est opéré. La Serbie, plus que jamais, sent le besoin de ne pas rester isolée ; elle cherche anxieusement de quel côté s'ouvrira pour elle le chemin de l'avenir. Le roi des Bulgares, le 28 octobre 1909, fait une excursion en Serbie ; il y rencontre le prince héritier ; des paroles de sympathie sont échangées. Le 26 novembre, nouvelle rencontre à Belgrade ; les deux souverains échangent des visites. En même temps, l'idée d'une confédération balkanique fait du chemin dans les esprits : la presse la discute.

Elle pourrait commencer par une alliance serbo-bulgare. Certains patriotes serbes seraient, dit-on, prêts aux plus grands sacrifices pour que leur pays ne reste pas dans son isolement en face d'une Autriche menaçante. Les uns se résigneraient à accepter la « solution autrichienne », c'est-à-dire la Serbie allant, de son plein gré, se réunir, sous le sceptre des Habsbourg, avec le groupe des Slaves du Sud déjà englobés dans l'Empire. D'autres préféreraient la « solution bulgare » ; ils entrevoient une alliance rendue plus étroite par une union personnelle : deux couronnes sur une seule tête, deux armées sous un seul chef. De l'union de la Serbie et de la Bulgarie, sous quelque forme qu'elle se produise, serait formé un premier noyau de confédération auquel s'adjoindrait le Monténégro; l'alliance ne serait dirigée spécialement contre personne, mais elle pourrait faire front soit contre la Turquie, soit contre l'Autriche : ce serait une confédération danubienne; elle aurait l'appui de la Russie. La Bulgarie accepterait-elle ce rôle? Ou bien la verra-t-on, sacrifiant la Serbie, lier partie avec l'Autriche? on a parfois supposé qu'entre Vienne et Sofia, comme autrefois entre Vienne et Pétersbourg, un partage des Balkans aurait été prévu ; la Bulgarie irait jusqu'à la mer et envelopperait Constantinople ; l'Autriche descendrait sur Salonique portée par les Slaves du Sud réunis sous le sceptre des Habsbourg... Où s'arrêterait-on dans ce jeu des hypothèses? Le fait, cependant, qu'on les discute, montre que, de tous côtés, on a conscience que l'Orient n'a pas encore trouvé son assiette définitive et que de grands changements s'y préparent.

Entre la Roumanie et ses voisins slaves de la rive droite du Danube, les relations sont actuellement bonnes. A Bucarest aussi, la perspective d'événements considérables en Orient fait sentir les dangers de l'isolement. La Roumanie — nous l'avons vu — a cherché jusqu'ici

son point d'appui du côté de la Triple-Alliance, mais le sort des Roumains de Hongrie la préoccupe. Si une confédération danubienne venait à se former, la Roumanie ne refuserait sans doute pas d'y entrer : si elle était obligée de faire face au Nord, du côté de la Hongrie ou de la Russie, elle pourrait s'adosser au Danube et chercher des sympathies dans la péninsule. Dans la formation d'une alliance danubienne, l'initiative ne viendra pas de la Roumanie ; mais, dans bien des cas, son intervention pourrait être prépondérante. Un système d'alliances dirigé contre la Turquie ne pourrait agir militairement qu'avec l'agrément des Roumains qu'ils ne négligeraient sans doute pas de se faire payer. Le roi Ferdinand ne pourrait guère marcher contre les Turcs s'il n'obtenait d'abord l'assurance de n'être pas menacé, sur le Danube, par l'armée du roi Carol. S'il s'agissait d'une confédération générale, dans laquelle entrerait la Turquie, la Roumanie s'y agrégerait plus volontiers encore, car elle n'a avec la Turquie aucun motif de mésintelligence.

La réorganisation de l'Empire austro-hongrois qui se prépare, dit-on, dans l'entourage de l'archiduc-héritier, aurait, sur les événements qui peuvent se produire dans les États balkaniques, une répercussion considérable. L'avenir de la Hongrie, de la Croatie, des Serbes, des Bulgares, des Roumains, est en suspens. Entre Vienne et Constantinople, des peuples et des tronçons de peuples s'agitent, tantôt s'attirant, tantôt se repoussant, nouant et dénouant des alliances, encore incertains du sens où une impulsion décisive viendra orienter leur histoire et fixer leurs destinées. La confédération danubienne imaginée par Kossuth, les projets de « Trialisme » actuellement étudiés en Autriche, la confédération balkanique ou la confédération orientale, sont des solutions diverses d'un même problème qui s'étend depuis la Leytha jusqu'au Bosphore. L'avènement d'un nou-

veau règne et d'une nouvelle politique en Autriche, le succès ou l'échec de la Jeune-Turquie décideront de l'avenir. La « force bulgare » interviendra. Il serait téméraire de se risquer à des prévisions plus précises ou plus lointaines.

IV

Nous avons posé une question précise : une confédération balkanique est-elle possible? Essayons d'y répondre par des précisions, en résumant les conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Une confédération ou une alliance défensive des Etats de la péninsule des Balkans ne serait vraiment efficace, pour assurer la tranquillité de l'Orient et la paix de l'Europe, que si l'Empire ottoman en faisait partie. Seule une telle combinaison pourrait se donner pour objet de réaliser le programme : « les Balkans aux peuples balkaniques », et de prévenir toute immixtion des grandes puissances dans les affaires orientales. Cette hypothèse nous a paru sinon tout à fait chimérique, du moins d'une réalisation difficile et improbable. Le succès d'une entente de cette nature, conclue sans arrière-pensée et sur le pied d'égalité entre la Turquie et les autres États, dépend surtout de la Turquie elle-même, du succès de sa réorganisation intérieure et de la politique qu'elle suivra vis-à-vis des nationalités. Une transformation comme celle que les Jeunes-Turcs ont entreprise depuis la révolution de juillet 1908 est une œuvre de longue haleine. Tant que le nouveau régime n'est pas parfaitement assis et consolidé, tant qu'il n'a pas établi un mode de gouvernement normal et commencé de résoudre les problèmes sociaux et nationaux qui se posent devant lui, la formation d'une

confédération orientale générale ne nous paraît guère possible. Si une alliance générale venait à être conclue, nous ne croyons pas qu'elle puisse être durable ; elle ne serait qu'un expédient temporaire, une sorte d'armistice destiné à donner le change, à endormir les vigilances, pour se mieux préparer, de part et d'autre, à une crise décisive.

Des ententes ou des alliances restreintes entre Etats balkaniques et danubiens paraissent plus vraisemblables. Certains événements pourraient faire supposer que l'on s'achemine vers une solution de ce genre. Les trois Etats slaves, Bulgarie, Serbie, Monténégro seraient l'élément fondamental d'une telle combinaison. Il est peu probable que la Grèce y entrerait. Quant à la Roumanie, il dépendrait d'elle, par son adhésion ou son abstention, de paralyser, ou de libérer pour l'action, l'union des trois Etats slaves. Cette politique d'entente danubienne pourrait commencer par un *Zollverein* (union douanière) avec un *Zollparlament*. L'accord des petites puissances slaves, s'il allait jusqu'à une alliance militaire, serait dirigé contre l'Empire ottoman ; il s'agirait, soit de chasser les Turcs d'Europe, soit seulement d'intervenir en faveur des chrétiens de Macédoine. Nécessairement, dans le cas d'une combinaison de ce genre, ni la Russie ni l'Autriche ne pourraient s'en désintéresser ou en être exclues ; leur politique interviendrait encore dans les affaires balkaniques et y exercerait probablement une influence prépondérante. On aperçoit se dessiner, dans cette hypothèse, deux solutions : ou une entente entre l'Empire austro-hongrois et la Bulgarie pour un partage d'influence dans les Balkans, ou une entente entre la Bulgarie et la Serbie, sous les auspices de la Russie, avec la neutralité bienveillante de la Roumanie.

A la regarder de près, la formule : « le Balkan aux peuples balkaniques » est surtout séduisante quand on

se place au point de vue de l'Europe ; elle supprimerait d'un coup toutes les difficultés de la question d'Orient, elle atténuerait les rivalités anciennes qui ne s'exaspèrent que quand les intérêts ou les ambitions des grandes puissances entrent en jeu dans les Balkans. L'Europe sans question d'Orient ! Quelle sinécure deviendrait la diplomatie ! De loin, cet idéal paraît si facile à réaliser ! Ne suffirait-il pas que les peuples du Balkan consentissent à s'entendre ? Mais, vue de l'un quelconque des Etats balkaniques, la solution paraît beaucoup moins simple ; ces peuples ont des raisons très fortes, très impressionnantes, de ne pas s'entendre, ou tout au moins de ne pas se lier les mains pour longtemps. Il s'en faut qu'il y ait entre eux identité d'intérêts, d'aspirations, de culture. Quel est l'idéal commun autour duquel ils pourraient se réunir comme autour d'un drapeau ? Seule une coalition formée pour chasser les Turcs d'Europe pourrait réaliser ce miracle, et c'est précisément cette solution extrême que l'Europe est résolue à éviter. Peut-on croire encore que les petits Etats, même confédérés, pourraient se passer du concours des grandes puissances ? Ils seraient trop tentés de s'appuyer sur elles les uns contre les autres ! En sorte que l'on est réduit à se demander si ce ne seraient pas les grandes puissances seules qui pourraient réussir, comme elles le font depuis quelques années, à imposer aux petits Etats la concorde et la paix. Il faut voir les choses comme elles sont et les dire comme on les voit. Une confédération balkanique est éminemment souhaitable ; elle ne paraît pas, dans l'état actuel de la péninsule, de sitôt réalisable. Il pourra exister entre les différents Etats des alliances temporaires, des associations partielles, mais nous ne croyons guère à une alliance générale et durable, encore moins à la naissance d'un organisme fédératif. Il y a encore, dans l'Orient balkanique, trop de peuples en formation, trop de frontières mal

délimitées, trop de nationalités mal définies qui se cherchent elles-mêmes et qui ne vivent que de souvenirs et d'espérances. L'heure n'est pas venue où Turcs, Bulgares, Serbes, Roumains, Grecs, pourraient abdiquer l'espoir suprême d'un recours à la force. Les morts parlent trop haut, en Orient, et crient vengeance trop fort, pour qu'il soit déjà possible de couvrir leur clameur. Ce que les peuples des Balkans attendent, ce n'est pas un congrès de professeurs, de juristes ou de diplomates qui dosera à chacun sa part et constituera sur le papier une confédération idyllique; ce qu'ils espèrent et redoutent à la fois, c'est l'homme qui précipitera les destins en suspens, l'homme qui osera oser.

FIN

INDEX DES NOMS CITÉS

A

Abbisola (Ferdinand d'), 337.
Abd-el-Aziz, 37.
Abd-ul-Aziz, 69.
Abd-ul-Hamid, 53-55, 70-78, 96, 97, 107, 110, 124, 132, 133, 136, 144, 145, 280, 304, 318, 319, 322, 330, 334, 367, 370, 413.
Achille, 299.
Achmet (Sultan), 275.
Æhrenthal (baron, puis comte), 37, 60, 151, 152, 158, 165, 172, 175, 178, 179, 182, 185, 187, 197, 201, 204, 207, 208, 212, 221, 224, 228, 230, 232, 241, 248, 283, 286, 336, 341, 348, 373, 388, 415, 424, 425, 438, 461.
Agliardi (cardinal), 319.
Ahmed-Riza, 74.
Alexandra (Reine), 1.
Alexandre le Grand, 299.
Alexandre Ier, 170, 451.
Alexandre II, 154, 171, 365, 451.
Alexandre III, 369.
Alexandre (roi de Serbie), 163, 372.
Alexandre (prince héritier de Serbie), 397.
Ali de Tebelen, 304, 308.
Alice (de Hesse), 32.
Ali-Haydar-Midhat-bey, 67.
Amadori-Virgilj, 357.
Anastasie (Grande-Duchesse), 397.
Andrassy (comte), 154, 156, 184, 202, 222.
Andrassy (comte) fils, 229.
André (général), 242.
Anjou (Charles d') 352.
Antoine de Hohenzollern (prince), 416, 418, 419.
Apostol, 126, 127.
Arbois de Jubainville (d'), 299.
Argyriadès (P.), 457.
Aristote, 299.
Arnaud (Emile), 457.
Arren (J.), 8.
Asner (Carlo), 357.
Asquith, 43.
Athanase (de Radomir), 127.
Attila, 402.
Aubaret, 316,
Avril (Baron d'), 2, 357, 409, 440.

B

Badeni (comte), 188.
Baernreither (Docteur), 155.
Baille (Y. B.), 16.
Bajazet (v. Bayezid).
Balsa, 352, 353.
Banffy (baron), 188.
Bannermann (sir Campbell), 30.

Bardoux (Jacques), 19, 47.
Barrès (Maurice), 353.
Basile Alexandri, 442.
Baumann (colonel), 61.
Baux (princes des), 352.
Bavière (prince Louis de), 223.
Bavière (prince Rupprecht de), 9.
Bayezid, 75, 109.
Beaconsfield (voy. Disraeli).
Bedri pacha, 326, 327.
Bellessort (André), 440.
Bérard (Victor), 18, 66.
Berchtold (comte), 182, 244.
Beresford (lord Charles), 260.
Berthelot, 26.
Bertrand (général), 357.
Bethmann-Hollweg (de), 45, 48, 242, 244, 246, 247.
Beust (comte de), 66.
Bib-Doda, 316, 325, 345.
Bismarck (prince de), 2, 5, 7, 8, 11, 18, 20, 24, 26, 151, 153, 154, 162, 170, 171, 173, 176, 179, 184, 188, 192, 196, 198, 206, 227, 233, 234, 240, 242, 245, 309, 310, 359, 416, 417, 429, 440, 451.
Bismarck (comte Herbert de), 3.
Blanc (Louis), 457.
Blondel (Georges), 10.
Blücher, 5.
Bogisic (Baltazar), 365, 366, 381.
Bompard (Maurice), 142.
Boppe (Auguste), 308.
Boris (prince héritier de Bulgarie), 397.
Bossuet, 319.
Botzaris (Marco), 308, 316.
Bourgeois (Léon), 26.
Boycott (James), 253, 254.
Brailsford (N.), 303.
Bratiano, 414.
Bratimich (v. Pirotchanatz).
Brunhes (Bernard), 114.
Bülow (prince de), 3, 23, 44, 89, 216, 220, 224, 225, 228, 242, 243, 245, 438.

C

Caix (Robert de), 272.
Cambon (Jules), 216.
Cambon (Paul), 33.
Caprivi (comte de), 23.
Cara (Père de), 299.
Carol (prince, puis roi), 184. Chapitre VIII, 450, 451, 480.
Caratheodori-pacha, 202.
Cassini (comte), 36.
Castriot (Georges) (v. Scanderbeg.)
Castriota (Giovanni), marquis d'Auletta, 313.
Castriota (Aladro), 313, 322.
Cattaneo, 457.
Caton d'Utique, 233.
Catherine II, 201, 460.
Chamberlain, (Joseph), 14, 18, 42.
Charles Ier, v. Carol.
Charles-Quint, 11.
Charmes (Francis), 138.
Chemsi-pacha, 322.
Chéradame (André), 36.
Chérif-pacha, 96.
Chessin (Serge de), 195.
Ching (prince), 268.
Chlumecky (Léopold, baron de), 341.
Choublier (Max), 309.
Christian (de Danemark), 376.
Clémentine (princesse), 419.
Clitus, 299.
Condé, 320.
Condouriotis, 308.
Constantin, 476.
Constantin (grand-duc), 460.
Constantinovitch (colonel), 372.
Coquelle, 357.
Corti (comte), 154.
Couza (prince), 431.
Crewe (lord), 3.
Crispi (Francesco), 301.
Cruppi, 250.
Cvijic (Jovan), 161.

D

Danilewski (N. R.), 453.
Danilo (vladika de Monténégro), 354, 360.

Danilo (prince), 357, 358, 365, 377, 392.
Danilo (prince héritier), 370, 386.
Danisch-bey, 277.
Darcy (Jean), 33.
Dareste, 306, 365.
Davitt (Michael), 253, 254.
Deschanel (Paul), 120, 195, 454.
Degrand. 314.
Delacommune (lieutenant), 135.
Delarue (Henri), 357.
Delcassé, 31, 242.
Delesalle, 257.
Delgorgue (général), 356.
Delille (abbé), 320.
Demorgny, 404, 407.
Dernbourg, 44.
Dervish Hima, 324.
Dervish pacha, 318.
Deschamps (Philippe), 357.
Dhone, 316.
Dingley, 17.
Dioclétien, 297.
Disraeli (Lord Beaconsfield), 5, 15, 30, 153.
Djahid-bey, 145, 147.
Djavid-bey, 98, 100, 102, 104, 105, 125, 128, 137, 139, 140, 145, 146, 147.
Djavid-pacha, 124, 130, 327, 329, 330, 334, 342, 474.
Docchi (Mgr Primo), 318, 319, 324, 336.
Domitien, 52.
Dor (Léopold), 275.
Dora d'Istria (Mme), 314.
Doreff, 127.
Douchan (Etienne), 352, 360, 445, 448, 452, 454, 478.
Dupuis (Charles), 11.
Durham (Miss), 314.

E

Edouard VII, 1, 3, 28, 47, 60, 124, 213, 222, 234.
Elena (reine), 371, 455.
El Mokri, 20.
Engelhardt (E.), 65, 450.
Enver-bey, 53, 57.
Erne (lord), 253.
Essad-pacha, 317.
Eugène (prince de Savoie), 337.
Eyoub-Sabri, 99.

F

Falk-bey Conitza, 303, 334.
Fallières (président), 187.
Ferdinand (prince, puis roi), 172, 182, 191, 199, 209, 238, 239, 274, 397, 412, 413, 414, 427, 443, 465, 480.
Férid-pacha, 304.
Ferté, 306, 324.
Fidel (Camille), 52.
Fiegenschuh (capitaine), 135.
Fishta (père Georges), 337, 368.
Fitz-Maurice (lord), 311.
Flaubert (Gustave), 319.
Focief (O.) (v. Schopoff).
Forgash (comte), 216, 217, 218.
Fortis, 186.
Fould, 358.
Fournier (professeur Auguste), 155.
François-Ferdinand (Archiduc), 176, 370.
François-Joseph, 44, 151, 183, 191, 201, 214, 219, 220, 222, 273, 280, 339, 352, 370, 427.
François II (Empereur), 149.
Frédéric (Impératrice), 32.
Friedjung (Dr), 248.
Fromentin (Eugène), 351.
Fustel de Coulanges, 256.

G

Gabriel - effendi - Noradounghian, 91.
Gambetta, 457.
Garachanine (Ilia), 447, 448, 451, 462.
Gardachevitch, 387.
Garibaldi (Giuseppe), 457.
Garibaldi (Ricciotti), 455.
Georges (prince de Serbie), 207, 386.

George V, 47.
Georgewitsch (Dr Vladan), 161.
Ghica (Albert), 313, 322.
Ginovitch, (lieutenant), 391.
Giourovitch, 398.
Girardin (Emile de), 461.
Giraud (Ernest), 289.
Gladstone, 311.
Goblet, (Y. M), 195.
Goluchowski (comte), 150, 339, 438.
Golz-pacha (von der), 107.
Gopcevitch, 314.
Gortchakof (prince), 153, 154, 198, 407, 408, 415.
Grey (sir Edouard), 32, 45, 204.
Guillaume Ier, 8.
Guillaume II, 3, 7, 8-11, 21-28, 44, 47, 136, 141, 150, 185, 220, 221, 222, 227, 228, 243, 245.

H

Hadji-bey, 128.
Hadji-Adil-bey, 99, 148
Hakki-pacha, 98, 102, 137, 140, 145, 414, 474.
Halil-bey, 109, 112, 116, 139, 143.
Halil-bey (de Kraïna), 327.
Hallier, 441.
Haymerlé, 156.
Hanotaux (Gabriel), 25, 26, 33, 154, 155, 198, 202.
Hardinge (sir Charles), 3, 160.
Haret, v. Spiru.
Hasan-bey Bardanyoli, 348.
Haton, 357.
Hayashi (baron), 270.
Hegel, 11.
Hélène (princesse de Serbie), 386, 397.
Henry (René), 382.
Hilmi-Pacha, 54, 56, 58, 97, 98, 112, 304, 397, 460.
Hohenlohe (prince de), 23.
Holstein (de), 20, 224.
Homère, 169, 305.
Horace, Epigraphe, 188.
Hugo (Victor), 319, 457.

I

Ignatieff (Nicolas Pavlovitch), 71.
Imbert (Paul), 95.
Innocent IV, 314.
Ismaïl-Hakki-Baban-Zadé, 145, 146.
Ismaïl-Khemal-bey, 328, 329.
Issa-Boletin, 130, 322, 329.
Isvolski, 36, 175, 182, 189, 197, 201, 202, 204, 205, 207, 212, 213, 215, 216, 220, 221, 226, 227, 232, 233, 235, 236, 243, 244, 245, 246, 455.
Ivan-le-Noir, 353, 354.
Ivanovitch (Mil. R.), v. Vesnitch.
Izoulet, 15.
Izzet-pacha, 54.

J

Jameson, 25.
Jaurès (amiral), 20.
Jellachich, 423.
Joseph II, empereur, 201, 423.
Jurien de la Gravière (amiral), 358.

K

Kallay (de), 164, 202.
Kamarovski, 453.
Karageorges, 360, 447.
Karmienski (Dr Frédéric), 285.
Karolyi, 156.
Kérim Agha, 293.
Khevenhüller - Metsch (comte), 219.
Kiamil-pacha, 74, 89, 97.
Kiazim-bey 324.
Kiderlen-Wœchter (de), 246, 415, 438.
Kitchener (lord), 27.
Kogalniceano, 414.
Kolocotronis, 308.
Komlossy (Dr Franz von), 177.
Köprilu (grand-vizir), 304, 313.
Kossuth (François), 175, 249.

Kossuth (Louis), 448, 452, 459, 480.
Kral, 338.
Kruger (président), 25, 26, 30.

L

Lair (Maurice), 10.
Lamartine, 170, 456.
Lamoucbe (l^t-c^l), 113.
Lansdowne (lord), 32.
Lanessan (de), 67.
Laurent (Charles), 138, 139.
Lauriston (général), 356.
Lejean, 314.
Lek-Dukadgin, 314, 316.
Lek-Li, 316.
Lemonnier (Charles), 457.
Lenormant, 357.
Leuchtenberg (duc de), 368.
Lima (Magalhaes), 457.
Lionne(Hugues de), 320.
Loiseau (Charles), 340, 455.
Lorimer (James), 458.
Loti (Pierre), 357.
Loubet (Emile), 36.
Louis XIV, 11, 28, 39, 252, 320.
Louis XV, 320.
Louis XVIII, 192.
Louis-Philippe Ier, 238.
Lycurgue, 316.

M

Mably (abbé), épigraphe.
Mackenzie Wallace (sir Donald), 36.
Mac-Kinley, 17.
Mahan (capitaine), 14, 15.
Mahmoud-Chefket-pacha, 104, 105, 107, 122, 124, 145, 147, 293.
Mahmoud-Mouktar, 105.
Mahmoud-Mouktar (Gazi), 105.
Mahmoud-Nedim, 69.
Mahmoud-pacha, 304, 308.
Mahomet II, 63, 75, 82, 337.
Maistre (Joseph de), 177.
Mandelstamm (André), 112.
Mantegazzà (Vico), 95, 357, 371.
Mantoux (Paul), 12.
Marcora, 233.
Margarit (Apostol), 312.
Marinis (de), 340.
Marko Gion, 316, 318.
Marmier (Xavier), 357.
Marmont (maréchal), 356, 357.
Marschall (baron), 89, 119, 140, 400.
Martens, 458.
Martin-Saint-Léon (Etienne), 256.
Marty, 259.
Marx (Karl), 9.
Masaryk, 248.
Méhémet V, 95, 96, 100, 148, 346, 444.
Méhémet-Ali-(d'Egypte), 304.
Méhémet-Ali, 308.
Melhamé, 54.
Metternich, 149, 150, 165, 170, 171, 176.
Michel Obrenovitch (prince), 448-452, 462.
Michelet, 457.
Midhat-pacha, 62, 66-74, 111.
Midhat-bey, 324.
Miédia (Mgr), 327, 338.
Milan (roi), 162, 370, 452, 462.
Milena (princesse), 387, 397.
Millet (Philippe), 43.
Milosch Obrenovitch, 447.
Milovanovitch, 160, 199, 204, 207, 210, 212, 217, 218, 249.
Miouchkovitch, 382.
Mirko le Brave, 367.
Mirko (prince), 372, 384.
Mistral, 442.
Mitrovitch (c^t), 391.
Mitrovitch (l^t), 391.
Moll (colonel), 135.
Montecuculli (amiral), 370.
Mouley-Hafid, 37.
Moulin (René), 106, 120, 195.
Mourad (sultan), 300, 347.
Mourad V, 148.
Moustapha-pacha, 304, 308, 316.
Moustiers (marquis de), 66.
Moysset (Henri), 25, 177.
Mussaffer-pacha, 62.

N

Naily-bey, 85, 86.
Napoléon Ier, 11, 13, 196, 258, 286, 291, 320, 356, 357, 471, 477.
Napoléon III, 66, 170, 237, 358, 441, 418, 452.
Nastitch (Georges), 166, 389.
Nathalie (princesse), 372.
Nathan, 243.
Nazim-bey, 85, 99, 104, 128.
Nazim-pacha, 328.
Neidhal-Chakri-bey, 99.
Nelidoff (de), 172.
Nenadovitch (Yasha), 391.
Nerva, 52
Nesselrode, 460.
Niazi-bey, 53, 57, 331.
Nicolas II (Tsar), 37, 60, 121, 153, 228, 243, 247, 444.
Nicolas Ier (prince, puis roi), 158, 159, 174, chapitre VII, 444, 449, 450, 452.
Nicolson (sir Arthur), 36.
Nietzsche, 11.
Nikita (prince), v. Nicolas de Monténégro.
Nolte (Alice), 337.
Nopca (baron), 338.
Noury-pacha (Osman), 73.
Novakovitch, 214, 465.

O

O'Malley (Père John), 254.
Omer-Hadji, 99.
Omer-pacha, 358.
Orkhan, 75.
Ostrorog (comte Léon), 79, 98.

P

Pachitch, 207, 243, 465.
Pallavicini (marquis), 285, 286, 346, 438.
Panitza, 56.
Parnell, 253.
Paul-Dubois (Louis), 255.
Paul-Emile, 456.
Pavloff, 127.
Pélissier (maréchal), 242.
Pelletan (Camille), 242.
Philippe II, 13.
Petrovitch (Bojo), 382, 388, 392, 393.
Pichon (Stephen), 43, 137, 206, 219, 235, 237, 243.
Pierre le Grand, 355, 366, 460.
Pierre Ier (de Serbie), 159, 244, 372, 386, 391, 406, 443, 444.
Pierre II (de Monténégro), 353, 356, 357, 377.
Pierre Nicolaiévitch (grand-duc), 368, 397.
Pirotchanatz, 462, 465, 467.
Pivet (amiral), 375
Plamenatz (ministre), 394.
Plamenatz (Paul), 368.
Plamont (Jean de), 346.
Pline le Jeune, 52.
Plutarque, 299, 319.
Popovici (Aurel), 429.
Pouget, 257.
Pourtalès (comte de), 220, 226, 243
Prink-pacha Bib-Doda, 316-321, 324-327, 339, 344, 345.
Printa (Charles), 195, 202, 389.
Prusse (prince Henri de), 47.
Pyrrhus, 299.

Q

Quinet (Edgar), 457.

R

Racine (Jean), 319.
Radeitch, 391.
Radoulovitch, 382.
Radovitch (André), 160, 382-393.
Raicovitch, 385, 386, 387, 389, 398.
Rambaud, 16.
Reinach (Joseph), 357.
Reschid-pacha (Mehemed), 368.

Révoil (Paul), 142.
Ribot, 26.
Rigas, 447.
Rivière, 365.
Riza Tewfik-bey, 274.
Robespierre, 85.
Robilant (général de), 113.
Rockhill, 268.
Roosevelt, 35, 268, 269.
Roosevelt (miss), 263, 264, 265.
Rosebery (lord), 3, 14, 15.
Rostowski, 128.
Rouire (Dr), 36.

S

Sabri, 99.
Sadyk-bey (colonel), 145, 147.
Saïd-pacha, 97, 102.
Saint-Marc Girardin, 457.
Saint-Simon, 320.
Salisbury (lord), 28, 154.
Salza (Hermann de), 22.
Samné (Dr Georges), 96, 195.
Samy-bey Fracheri, 324.
Sandanski, 55.
Sarafof (Boris), 56.
Sarnano (Jacques de), 337.
Sasonof, 244, 246.
Sax (Karl Ritter von), 155.
Scanderbeg, 300, 301, 312, 313, 315, 321.
Schœfer (Dr), 416.
Schœn (de), 3, 44.
Schopoff, 62, 66, 127, 128.
Schouvaloff, 7, 195, 198.
Schrader, 114.
Seeley, 15, 16.
Silvio Pellico, 166.
Soliman le Grand, 109.
Sorante (Antonio de), 337.
Soumarakof (général), 201.
Spalaikovitch, 157, 158.
Spiru Haret, 425.
Stadler (Mgr), 165.
Stambouloff, 410.
Stein (Adolf), 224.
Strossmayer (Mgr), 165, 451.
Strousberg, 441.
Sun-Yat-Sen, 262.

T

Taft, 263, 264, 265, 267.
Talaat-bey, 98, 100, 104, 124, 128, 145, 293, 462.
Talleyrand, 170, 192.
Tardieu (André), 23, 33, 35, 43, 206, 225, 226, 249.
Tattenbach (de), 20.
Tcharykof, 248, 427.
Tchang-Tchien, 268.
Tchinghiz-Khan, 402.
Tinayre (Mme Marcelle), 52.
Tittoni, 185, 205, 221, 232, 243, 339, 373, 455.
Tomanovitch, 383.
Tomitch (Douchan), 346.
Torcy (marquis de), 320.
Torghout-Chefket-pacha, 125, 130.
Tornielli, 438.
Trajan, 402.
Tresic-Pavicic (Dr), 178, 455.
Troksi (Mgr), 338.
Tsernovitch, 353.
Turenne, 320.
Türr (général), 457, 459.

V

Vassilievitch (Douchan), 161.
Vassitch, 248.
Veledan-effendi, 326.
Vesnitch (Milenko R.), 161, 447, 448.
Vialla de Sommières (colonel), 356, 357.
Victor-Emmanuel III, 222, 233, 243, 455.
Victoria (Reine), 6, 11, 15, 22, 25, 28.
Virgile, 224.
Voukotitch (général), 368, 373.

W

Waddington, 416.

Wagner (Richard), 11.
Waldbourg (comte Rudolf), 228, 229.
Waldersee (comte de), 11.
Wassa-effendi, 314.
Wawerley, 40.
Weckerlé, 174.
Wellington, 5.
White (sir William), 172.
Wiet, 314.
Williams (Edwin), 17.
Witte (baron Jehan de), 184, 352, 416, 417, 440, 450, 451.
Wladimir (grand-duc), 238.

X

Xénopol, 436, 437, 442.

Y

Ylia Bojen Petrovitch, 391.
Yoyitch, 391.
Ypsilanti, 447.

Z

Zia, 99.
Zorka (princesse), 374.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos XI

INTRODUCTION

LA RIVALITÉ DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ANGLETERRE

Sommaire. — La rivalité anglo-allemande domine l'histoire de notre temps. — Visite des souverains anglais à Berlin. — Toasts pacifiques 1

I. — L'ancienne amitié anglo-allemande. — Expansion maritime et coloniale de l'Allemagne. — L'hégémonie allemande. 5

II. — La politique de l'Angleterre déterminée par sa situation économique. — L'Empire, c'est le commerce. — La suprématie navale. — La rivalité anglo-allemande : son caractère 12

III. — Première phase de la rivalité anglo-allemande. — Politique de Bismarck. — Guillaume II et la *Weltpolitik*. — Guillaume II et l'Angleterre : ententes boiteuses et conflit latent. 16

IV. — Edouard VII : son caractère et sa politique. — Edouard VII et Guillaume II. — L'entente cordiale. — La crise marocaine (1905); Tanger et Algesiras. — Rapprochement anglo-russe. — Triple alliance et Triple entente 28

V. — Edouard VII ne veut pas la guerre, mais l'équilibre. — Guillaume le Pacifique. — Probabilités de paix. — Accord franco-allemand. — Rôle de la France entre l'Allemagne et l'Angleterre. 38

Post-Scriptum. — Symptômes de détente. — Les armements maritimes. — Discours de M. de Bethmann Hollweg. — George V. 43

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION TURQUE

SOMMAIRE. — La révolution du 24 juillet 1908. 49

I. — La fin d'une tyrannie. — Succès inattendu et facile de la révolution. — Le Comité Union et Progrès. — La révolution et Abd-ul-Hamid. — Les races fraternisent en Macédoine . . . 51

II. — Caractères de la révolution : militaire et nationaliste. — Elle est déterminée par l'entrevue de Revel. — La Turquie aux Turcs. — La question des nationalités. — Égalité de tous les citoyens ottomans. 57

III. — La tradition libérale et nationaliste en Turquie. — Midhat-pacha. — La constitution de 1876. — Échec de Midhat; la constitution oubliée; Midhat assassiné. 65

IV. — Le nouveau régime et le Sultan. — Possibilité d'une réaction. — Conditions d'un accord entre Abd-ul-Hamid et les Jeunes-Turcs. 73

V. — La constitution et l'Islam. — La constitution et les nationalités. — L'État et les Églises. — Nécessité d'une politique de décentralisation. — Le nouveau régime et les Bulgares. — Dangers pour le régime jeune-turc. — Intolérance et violences. 78

VI. — L'Europe accueille avec satisfaction la révolution ottomane. — Dangers pour l'avenir : Bosnie, Égypte, etc. — Xénophobie de certains Jeunes-Turcs; elle est un péril pour le nouveau régime. — Force et étendue du mouvement libéral en Orient. — La France et la Jeune-Turquie. 86

CHAPITRE II

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE LA JEUNE TURQUIE

SOMMAIRE. — La révolution turque n'a pas donné tout ce qu'on en attendait. 94

I. — Les Jeunes-Turcs; hommes et idées. — Gouvernement absolu d'un comité. — Congrès du parti U. et P. à Salonique. — Un discours de Talaat-bey. — Mehemet V. — Le parlement. — Divisions dans le parti U. et P. — Mahmoud Chefket-pacha et le Comité. — Illusions des Jeunes-Turcs. 96
II. — Le gouvernement jeune-turc. — L'armée. — L'administration. — La justice. — La gendarmerie. — L'agriculture. — Le commerce. — Les impôts. — Les écoles. — Les Jeunes-Turcs cherchent à éliminer les étrangers. — Mécontentement général. 106
III. — La question des nationalités. — Excès nationalistes des Jeunes-Turcs. — Djavid-pacha en Albanie. — L'opération du désarmement en Macédoine. — Atroces persécutions contre les chrétiens. — La bastonnade comme moyen de gouvernement. — Installation de *mohadjirs*. — Détente. — La Turquie et les États balkaniques. — Dangers du nationalisme et du panislamisme pour le régime jeune-turc. — L'Europe et les Jeunes-Turcs 121
IV. — L'incident de l'emprunt. — Les finances turques. — La Turquie et l'épargne française. 137
V. — Conclusions. 143
Post-Scriptum. Scission dans le parti Union et Progrès. — La révolution n'est pas finie. 144

CHAPITRE III

L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

SOMMAIRE. — Le comte Goluchowski et le baron d'Æhrenthal. — L'annexion. — Crise européenne 149
I. — Droits de l'Autriche sur la Bosnie-Herzégovine. — Le traité de Berlin. — La thèse autrichienne. — Raisons qui ont décidé l'annexion : la révolution turque. — La propagande serbe. Inanité des revendications serbes et monténégrines. 153
II. La thèse serbe. — L'Autriche et les Serbes. — La population de la Bosnie : Serbes orthodoxes, musulmans, catholiques. — Le royaume de Serbie et la nationalité serbe. — Conséquences de l'annexion pour la nationalité serbe. — Revendications serbes. 160
III. — Antinomie entre les points de vue autrichien et serbe. — La politique des Cabinets et les droits des peuples. — Valeur juridique de la thèse autrichienne. — Dangers, pour l'Autriche, de la politique d'avancée vers le sud-est. 169

IV. — L'ombre de Bismarck. — Un article de la *Danzer's Armee Zeitung*. — Autriche et Russie. — L'indépendance bulgare. — Crise européenne. — La Turquie et l'annexion. — France et Autriche 178

V. — Projet d'une conférence européenne. — Solution possible. Ce qu'il faudrait attendre d'une conférence 189

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE EUROPÉENNE ET L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

SOMMAIRE. — Crise européenne à propos de l'annexion de la Bosnie. 194

I. — Caractère général de la crise — Double série de difficultés. — Les engagements antérieurs de la Russie. — Les engagements de l'Autriche 196

II. — La Russie, la France et l'Angleterre demandent la réunion d'une conférence. — Obstacles à cette réunion : la question serbe. — Tournée de M. Milovanovitch en Europe; M. Pachitch à Pétersbourg. — Échec de la conférence. — La question bulgare; intervention de la France. — Discours de M. Milovanovitch et ordre du jour de la Skoupchtina. — Entente austro-turque. — Entente turco-bulgare ménagée par la Russie. 203

III. — Aspect nouveau de la crise. — Tentatives de solution; intervention française — La démarche du comte Forgasch. — Tactique de M. Milovanovitch. — Menaces de guerre. — Intervention de l'Allemagne. — Fin de la crise. 214

IV. — Congratulations tripliciennes. — Les *Dreadnought* autrichiens. — Succès allemand. — Allemagne et Russie. — Profits et pertes de l'Autriche Hongrie. — Périls, pour elle, de la politique balkanique. — L'Italie 222

V. — Profits et pertes de la Russie. — Rôle de l'Angleterre; de la France. — Ferdinand de Bulgarie roi. — Profits et pertes de la Serbie. — Conclusion. 233

Post-Scriptum. — Fautes de la Triple-Entente. — Le Tsar à Racconigi. — L'Allemagne cherche à regagner les sympathies russes. — Entrevue de Potsdam. — Succès diplomatique de la Russie. — Détente générale. — Potsdam clôt définitivement la crise de Bosnie. — L'Europe et l'affaire du Maroc. 241

CHAPITRE V

UNE FORME NOUVELLE DES LUTTES INTERNATIONALES LE BOYCOTTAGE

SOMMAIRE. — Une arme nouvelle sur le champ de bataille international : le boycottage. 251

I. — Origine du mot boycottage. — James Boycott. — Le boycottage à travers les âges. — Le Blocus continental 253

II. — Le premier boycottage politique : en Chine. — Boycottage des marchandises américaines. — Le boycottage à Canton. — Miss Roosevelt et le boycottage. — Le boycottage et le gouvernement. — Boycottage antijaponais. 259

III. — Le Comité Union et Progrès, après l'annexion de la Bosnie, décide le boycottage. — A Constantinople. — Rôle des corporations. — A Salonique. — A Uskub, à Monastir, à Smyrne, en Syrie. — Efficacité du boycottage : pertes du commerce et de l'industrie. — Accord austro-turc du 27 février 1909. — Fin du boycottage. 273

IV. — Conditions dans lesquelles un boycottage peut être efficace. — Boycottage et nationalisme économique. — Le boycottage anti-autrichien et le commerce français. — Le boycottage arme des démocraties organisées. 286

Post-Scriptum. — Le boycottage anti-grec. — Excès nationalistes et xénophobes. 291

CHAPITRE VI

LA QUESTION ALBANAISE

SOMMAIRE — I. — L'Albanie — Pélasges et Illyriens. — Scanderbeg. — La vie albanaise. — La religion albanaise. — Les Albanais dans l'Empire ottoman. — Les anciennes coutumes 295

II. — L'Albanie au XIXe siècle. — Le traité de Berlin. — La ligue albanaise. — L'Albanie et l'Europe. — Albanais et Valaques. — Prétendants au trône d'Albanie. 307

III. — Les Mirdites. — La famille des Doda. — La France, l'Autriche et la Mirditie. — Mgr Primo Docchi. — Un ami de la France : Prink-pacha Bib Doda 314

IV. — Le mouvement national albanais. — Les Albanais et la révolution. — La révolution à Scutari. — Retour de Prink-pacha. — Les élections. — Bedri-pacha. — Les Albanais et la révolution du 13 Avril. — En Epire. — L'Albanie du nord insurgée. — Campagne de Djavid-pacha. — La réunion de Dibra. — Albanais et Jeunes-Turcs. — Méthode que les Jeunes-Turcs doivent employer en Albanie. — La nationalité albanaise 321

V. — L'Autriche et l'Italie en Albanie : rivalité d'influence. — Le Danube-Adriatique. — Avenir de l'Albanie 335

Post-Scriptum. — Les événements récents. — Le désarmement; campagne de Torghout-pacha. — Insurrection des Malissores. — Attitude des Mirdites et de Prink-pacha. — Intervention de l'Autriche. — L'amnistie. — Incertitude de l'avenir. 342

CHAPITRE VII

CINQUANTE ANS DE RÈGNE : LE MONTÉNÉGRO ET SON PRINCE

Sommaire. — I. — La Montagne Noire : la terre et les hommes. — Les princes des Baux. — Le Monténégro dans l'histoire. — Les *vladikas*. — Les anciennes mœurs. — Les Petrovitch Niegouch et Pierre le Grand. — Les Monténégrins et Napoléon. — Danilo à Paris. — Le prince Nicolas. — La crise de 1875-1880. — Le Monténégro État maritime. 349

II. — Transformation du Monténégro. — La paix et le travail. — L'émigration. — Antivari et Dulcigno. — L'évolution des lois. — Le code Bogisic. 360

III. — La politique du Monténégro. — Rapprochement albanais-monténégrin. — Alliance russe et entente autrichienne. — Nicolas et son gendre, le roi d'Italie. — Serbes du Monténégro et Serbes de Serbie. — L'article 29 modifié. — L'amiral Pivet au Monténégro. 366

IV. La constitution monténégrine. — Intentions du prince Nicolas. — La première Skoupchtina. — Discours du prince. — Générations nouvelles et nouvelles tendances. — Dissentiment entre le prince et les jeunes générations. — Le ministère Radovitch. 376

V. — Le procès des bombes. — Procès politique. — Le roman de Raicovitch. — Le coup de filet politique. — Le procès. — Apparition de Nastitch. — L'arrêt. — Complot de Kolaschin; cinq fusillés. — Échauffourée à la prison de Podgoritza. —